



EASO

Rapport d'information sur les pays d'origine

Iraq

Individus pris pour cible



Mars 2019



EASO

Rapport d'information
sur les pays d'origine

Iraq

Individus pris pour cible

D'autres informations sur l'Union européenne sont disponibles sur l'internet (<http://europa.eu>).

ISBN: 978-92-9485-051-5
doi: 10.2847/95098

© European Asylum Support Office 2019

Sauf indication contraire, la reproduction est autorisée, moyennant mention de la source.
Pour les contenus reproduits dans la présente publication et appartenant à des tierces parties, se référer aux mentions relatives aux droits d'auteur desdites tierces parties.

Photo de couverture: © Joel Carillet, un drapeau iraquien flotte sur le toit de l'église syro-orthodoxe Saint-Ephrem de Mossoul (Iraq), qui a été fortement endommagée, quelques mois après que ce quartier de Mossoul a été repris à l'EIL. L'emblème de l'EIL était peint sur la façade du bâtiment durant l'occupation de Mossoul par l'EIL.

Remerciements

Le présent rapport a été rédigé par des experts du centre de recherche et de documentation (Cedoca) du bureau belge du Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides.

Par ailleurs, les services nationaux d'asile et de migration suivants ont procédé à une relecture du présent rapport, en concertation avec l'EASO:

Pays-Bas, Bureau des informations sur les pays et de l'analyse linguistique, ministère de la justice

Danemark, service danois de l'immigration

La révision apportée par les départements, experts ou organisations susmentionnés contribue à la qualité globale du rapport, mais ne suppose pas nécessairement leur approbation formelle du rapport final, qui relève pleinement de la responsabilité de l'EASO.

La traduction (en français) du présent rapport a été relue par:

Belgique, Cedoca (service de recherche et de documentation), Commissariat général aux réfugiés et aux apatrides,

Table des matières

Remerciements.....	3
Table des matières	4
Avertissement.....	8
Glossaire et abréviations	9
Introduction.....	12
Méthodologie.....	12
Structure et utilisation du présent rapport.....	13
Carte	14
Contexte	15
1 Ciblage par les acteurs étatiques et les groupes armés affiliés.....	17
1.1 Acteurs étatiques et groupes armés affiliés.....	17
1.1.1 Forces de sécurité iraqiennes	17
1.1.2 Unités de mobilisation populaire	18
1.1.3 Forces du gouvernement régional du Kurdistan	24
1.2 Sunnites soupçonnés d'être des collaborateurs ou des sympathisants de l'EIL.....	25
1.2.1 Poursuite des membres présumés de l'EIL.....	25
1.2.2 Représailles.....	28
1.2.3 Ciblage par les forces du GRK	37
1.3 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI).....	42
1.3.1 Refus de retour	42
1.3.2 Expulsion et retour forcé	44
1.3.3 Représailles violentes	47
1.3.4 Ciblage par les forces du GRK	51
1.3.5 Kurdes vivant à Kirkouk après la reprise de contrôle par les FSI en octobre 2017	57
1.4 Membres de la famille des membres, affiliés et partisans effectifs ou présumés de l'EIL	58
1.5 Membres des tribus appartenant ou soupçonnées d'appartenir à l'EIL.....	63
1.6 Recrutement par les UMP et les groupes armés affiliés.....	66
1.6.1 Recrutement forcé.....	68
1.7 Anciens membres du parti Baas.....	69
1.7.1 Liens entre l'EIL et les anciens membres du parti Baas.....	70
1.7.2 Débaasification	72

1.8 Désertion	73
1.8.1 Désertion de l'armée	73
1.8.2 Absentéisme au sein des forces de sécurité intérieure.....	77
1.8.3 Désertion des peshmergas	79
1.9 Collaborateurs (présumés) des organisations/forces armées occidentales	80
1.10 Manifestants et militants de l'opposition politique.....	81
1.10.1 Iraq.....	81
1.10.2 Région du Kurdistan iraquien	84
1.11 Militants des droits de l'homme	86
1.11.1 Iraq.....	86
1.11.2 Région du Kurdistan iraquien	87
1.12 Journalistes.....	88
1.12.1 Iraq.....	88
1.12.2 Région du Kurdistan iraquien	91
1.13 Chrétiens	92
1.14 Vendeurs d'alcool.....	94
1.15 Personnes portant des noms sunnites.....	96
1.16 Personnel humanitaire/médical.....	97
1.17 Peine de mort.....	98
1.17.1 Iraq.....	98
1.17.2 Région du Kurdistan iraquien	100
1.18 Traitement des détenus	101
1.18.1 Iraq.....	101
1.18.2 Région du Kurdistan iraquien	102
2 Ciblage par l'EIL	105
2.1 Contexte, structure et mode opératoire.....	105
2.2 Groupes identitaires ethnoreligieux pris pour cible	110
2.2.1 Musulmans chiites pris pour cible	111
2.2.2 Musulmans sunnites pris pour cible	121
2.2.3 Chrétiens pris pour cible.....	123
2.2.4 Yézidis pris pour cible	125
2.2.5 Kaka'e pris pour cible.....	129
2.2.6 Kurdes pris pour cible	130
2.3 Individus considérés comme opposés à l'EIL pris pour cible	131
2.3.1 (Anciens) membres des forces de sécurité iraqiennes, UMP et peshmergas ...	132

2.3.2 (Anciens) membres des forces de police locales et (anciens) membres des forces Sahwa.....	134
2.3.3 Chefs tribaux ayant la réputation de soutenir le gouvernement, ou qui par le passé ont soutenu le gouvernement contre Al-Qaida.....	136
2.3.4 Politiques locaux et nationaux, candidats aux élections locales ou régionales, membres de conseils qui se sont opposés à l'EIIL ou à Al-Qaida	138
2.3.5 Autres profils pris pour cible par l'EIIL.....	139
3 Ciblage par la société.....	141
3.1 Acteurs clés	141
3.1.1 Société, famille/communauté et tribus.....	141
3.1.2 Criminels, trafiquants et auteurs inconnus	142
3.2 Traitement des personnes perçues comme transgressant l'islam	144
3.2.1 Athées	144
3.2.2 Apostasie	146
3.3 Orientation sexuelle et identité de genre	148
3.4 Minorités religieuses et ethniques.....	150
3.4.1 Turkmènes	153
3.4.2 Iraquiens noirs	154
3.4.3 Yézidis	155
3.4.4 Les chrétiens	157
3.4.5 Assyriens	159
3.4.6 Chabaks.....	160
3.4.7 Kaka'e.....	161
3.4.8 Sabéens-Mandéens	161
3.4.9 Bahá'i	163
3.4.10 Zoroastriens	164
3.4.11 Bidounes	165
3.4.12 Kurdes fayli	166
3.4.13 Roms	168
3.4.14 Juifs	169
3.4.15 Palestiniens.....	170
3.5 Ciblage fondé sur le genre.....	172
3.5.1 Violence domestique	174
3.5.2 Mariages forcés et précoces.....	176
3.5.3 Violence fondée sur l'honneur	178
3.5.4 Mutilations génitales féminines	181
3.5.5 Femmes célibataires, divorcées ou veuves	183

3.5.6 Violence sexuelle	184
3.5.7 Les femmes dans la sphère publique.....	185
3.5.8 Refuges pour femmes.....	186
3.6 Conflits tribaux	187
3.6.1 Querelles de sang	189
3.6.2 Transgression des normes tribales	191
3.7 Personnes handicapées.....	192
3.7.1 Discrimination à l'égard des personnes handicapées	192
3.7.2 Soins de santé pour les personnes handicapées	193
3.7.3 Violence contre les personnes handicapées	195
3.8 Enfants.....	196
3.8.1 Recrutement d'enfants.....	196
3.8.2 Travail des enfants.....	199
3.8.3 Mariages d'enfants	199
3.8.4 Violence contre les enfants	199
3.8.5 Exploitation sexuelle des enfants	200
3.8.6 L'éducation des enfants.....	201
3.8.7 Orphelins.....	203
3.9 Personnes perçues comme riches.....	203
3.10 Mariage interconfessionnel entre sunnites et chiites.....	205
3.11 Couples mixtes arabes-kurdes	206
3.12 Personnes affichant un comportement occidentalisé	207
Annexe I: Unités de mobilisation populaire – principales milices et groupes apparentés ...	209
Organisation Badr	209
Asaib Ahl al-Haq (AAH) – La ligue des vertueux	210
Kataeb Hezbollah (KH).....	211
Saraya al-Salam (brigades de la paix) de Muqtada al Sadr	212
Conseil suprême islamique d'Iraq (CSII).....	213
Unités de mobilisation tribale ou Hashd al Ashari	215
Harakat Hezbollah al-Nujaba	215
Groupes armés minoritaires liés aux UMP.....	217
Annexe II: Bibliographie.....	219
Annexe III: Mandat	263

Avertissement

Le présent rapport a été rédigé conformément à la méthodologie du Bureau européen d'appui en matière d'asile relative aux rapports d'information sur le(s) pays d'origine (2012)¹. Il s'appuie sur des sources d'information soigneusement sélectionnées. Toutes les sources utilisées sont référencées.

Les informations contenues dans le présent rapport ont fait l'objet de recherches, d'évaluations et d'analyses approfondies. Ce document ne prétend toutefois pas être exhaustif. Le fait que certains événements, personnes ou organisations ne soient pas mentionnés dans le présent rapport ne signifie pas que ces événements ne se sont pas produits ou que les personnes ou organisations concernées n'existent pas.

En outre, le présent rapport ne permet pas de tirer des conclusions quant à la détermination ou au bien-fondé d'une demande de statut de réfugié ou d'une demande d'asile spécifique. La terminologie utilisée ne doit pas être considérée comme l'indication d'une position particulière sur le plan légal.

Des termes tels que «réfugié», «risque» ou toute autre terminologie similaire sont utilisés de façon générique et non au sens de la définition juridique figurant dans l'acquis de l'Union en matière d'asile et dans la convention de Genève.

Ni l'EASO ni aucune personne agissant en son nom ne peut être tenu pour responsable de l'utilisation qui pourrait être faite des informations contenues dans le présent rapport.

La rédaction du présent rapport a été achevée en décembre 2018. Aucun événement survenu après cette date n'est mentionné dans ce rapport. La section «Méthodologie» de l'[introduction](#) contient de plus amples informations sur la période couverte par le présent rapport.

¹ La méthodologie de l'EASO se base en grande partie sur les lignes directrices communes à l'UE pour le traitement de l'information sur le pays d'origine(2008) et peut être téléchargée sur le site web de l'EASO: <http://www.easo.europa.eu>.

Glossaire et abréviations

AAH	Asaib Ahl al-Haq (la Ligue des vertueux)
AI	Amnesty International
<i>Al-hashd al-Ashari</i>	Milices tribales sunnites, dont certaines sont affiliées aux unités de mobilisation populaire; elles sont composées majoritairement de combattants des tribus sunnites
<i>Al-hashd al-Shaabi</i>	Unités de mobilisation populaire (UMP) ou Forces de mobilisation populaire (FMP)
AQI	Al-Qaida en Iraq
Asayish	Services de renseignement de la région du Kurdistan iraquien
BCAH	Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies
<i>Daech</i>	Voir EIL
DFAT	Ministère australien des affaires étrangères et du commerce
DIS	Service danois de l'immigration
EEI	Engin explosif improvisé
EEI	Engin explosif improvisé placé dans un véhicule
EI	État islamique Voir EIL
EIL	État islamique en Iraq et au Levant
<i>Fasl/Fasil</i>	Souvent désigné sous le terme de «prix du sang» en français. En Iraq, le terme coranique « <i>diyya</i> » est également utilisé. Il fait référence au paiement d'une compensation financière à la partie lésée en vue de régler un conflit tribal.
<i>Fasliya</i>	Pratique traditionnelle consistant à échanger des membres de la famille, y compris des femmes et des enfants, pour régler des conflits tribaux
FFM	Mission exploratoire
FMP	Forces de mobilisation populaire
FSI	Forces de sécurité iraqiennes
FSK	Forces de sécurité kurdes
GRK	Gouvernement régional du Kurdistan
HCDH	Haut-commissariat des Nations unies aux droits de l'homme

HCR	Haut-Commissariat des Nations unies pour les réfugiés
HRW	Human Rights Watch
ISI	État islamique en Iraq Voir EILL
ISIS	Voir EILL
ISW	<i>Institute for the Study of War</i> , institut américain pour l'étude de la guerre
<i>Jizya</i>	Impôt dont les non-musulmans abrahamiques, tels que les chrétiens et les juifs, doivent s'acquitter. Il est imposé par l'EILL dans les zones qu'il contrôlait.
KH	<i>Kataib Hezbollah</i> - Milice chiite soutenue par l'Iran faisant partie des unités de mobilisation populaire
MANUI	Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq
MGF	Mutilations génitales féminines
MI	Ministère de l'intérieur
<i>Mukhtar</i>	Chef d'une communauté locale
Organisation Badr	Milice chiite soutenue par l'Iran faisant partie des unités de mobilisation populaire
OSAC	Conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger
PDI	Personne déplacée à l'intérieur de son propre pays
PDK	Parti démocratique du Kurdistan
Peshmerga	Forces militaires de la région du Kurdistan iraquien
PKK	Parti des travailleurs du Kurdistan
RKI	Région du Kurdistan iraquien – fait référence aux gouvernorats de Dohuk, d'Erbil et de Souleimaniye.
Saraya al-Salam	Également appelé les «Brigades de la paix». Milice chiite liée au chef religieux Muqtada al-Sadr.
<i>Takfir</i>	Mot arabe signifiant «mécréant»; idéologie islamiste extrémiste employée par l'EILL, qui consiste à désigner comme apostat ou impur tout individu n'ayant pas prêté allégeance.
UMP	Unités de mobilisation populaire
UPK	Union patriotique du Kurdistan
USAID	Agence des États-Unis pour le développement international
USDOS	United States Department of State, département d'État des États-Unis

Wilayat

Terme utilisé par l'EIL pour désigner la «province»

Introduction

Le présent rapport a été rédigé par des spécialistes des informations sur les pays d'origine (COI) du Cedoca, l'unité belge chargée des COI mentionnée dans la section «Remerciements». Il traite de questions liées au phénomène des personnes prises pour cible par des acteurs et des secteurs armés de la société. Il est écrit en liaison avec d'autres rapports concernant l'Iraq sur les thèmes suivants: [les acteurs de la protection](#), [les indicateurs socioéconomiques clés \(Bagdad, Bassora, Erbil\)](#), [la mobilité intérieure](#), et [la situation en matière de sécurité](#).

Le présent rapport doit être lu en liaison avec le rapport intitulé [EASO Rapport d'information sur les pays d'origine \(COI\) – Iraq: les acteurs de la protection](#), publié en 2018. Le rapport sur les acteurs de la protection traite, entre autres, de la configuration, du fonctionnement et des moyens de protection des acteurs gouvernementaux et des groupes armés affiliés. Il décrit également le mandat/la structure, les capacités et l'intégrité des forces de sécurité iraqiennes (armée/police), des unités de mobilisation populaire (UMP), des forces du gouvernement régional du Kurdistan (Peshmerga/Asayish) et du système judiciaire.

Méthodologie

- **Définition du mandat**

Le présent rapport vise à fournir des informations pertinentes aux fins de l'évaluation de la détermination du statut de protection internationale (statut de réfugié et protection subsidiaire).

L'EASO a défini le mandat relatif au présent rapport sur la base de discussions et d'observations émises par des experts COI et des experts politiques au sein des pays de l'UE² dans le cadre d'un exercice du réseau sur les orientations par pays visant à élaborer une note d'orientation sur l'application du statut de réfugié et de la protection subsidiaire en Iraq, [article 15, points a) et b), de la directive Qualification]. Le mandat relatif au présent rapport figure à [l'annexe III](#).

De manière générale, la période couverte par le rapport avait pour but de donner un aperçu des principales questions qui constituent la toile de fond de la situation en Iraq depuis la crise de l'EIIL de 2014 à 2017. Le rapport met l'accent sur les tendances récentes, tout en tenant compte des opérations de ciblage qui ont eu lieu après la prise de Mossoul par l'EIIL et des conquêtes territoriales qui s'en sont suivies, de juin 2014 à 2017. Des informations actualisées sur la situation en 2018 sont fournies, le cas échéant. En l'absence d'informations à jour, des informations pertinentes sur des opérations de ciblage antérieures ont été incluses.

- **Collecte des informations**

Les informations contenues dans ce rapport sont le résultat d'une analyse documentaire de sources publiques spécialisées, en version électronique et imprimée, et sont arrêtées au 30 novembre 2018. Des recherches supplémentaires ont été entreprises en décembre 2018, au cours des phases de révision et de finalisation.

² Ensemble des États membres de l'UE plus Norvège et Suisse.

- **Contrôle de la qualité**

Pour s'assurer du respect par les auteurs de la méthodologie de l'EASO relative aux rapports COI, des spécialistes en COI des services mentionnés comme réviseurs dans la section [Remerciements](#) ont procédé à une relecture du document. Tous les commentaires formulés par les relecteurs ont été pris en considération et la plupart d'entre eux ont été intégrés dans la version finale du présent rapport.

Structure et utilisation du présent rapport

Le rapport comporte trois chapitres. Chaque chapitre présente l'acteur de l'opération de ciblage ainsi que les profils des individus pris pour cible. Le premier chapitre porte sur les opérations de ciblage menées par des acteurs étatiques armés et des groupes armés affiliés, notamment par les forces étatiques iraqiennes et kurdes. Rappelant que les principaux groupes étatiques armés et acteurs de la sécurité sont déjà décrits dans le rapport intitulé [EASO Rapport d'information sur les pays d'origine \(COI\) – Iraq: les acteurs de la protection](#), le présent rapport sur les individus pris pour cible fournit de plus amples renseignements sur la structure/la nature des unités de mobilisation populaire (UMP), compte tenu de la complexité et de l'importance de cet acteur dans le contexte iraqien. L'[annexe I](#) du présent rapport contient davantage de détails sur les nombreuses milices qui composent les UMP.

Le deuxième chapitre est axé sur l'EIL et sur les opérations de ciblage perpétrées par ce groupe armé. Son introduction décrit les origines et le fonctionnement de l'EIL ainsi que les principaux profils pris pour cible par ce groupe.

Le dernier chapitre porte sur les opérations de ciblage fréquemment commises par des membres de la famille/de la communauté, des membres de la tribu, des acteurs criminels, souvent pour un ensemble de motifs liés à des questions telles que la transgression des normes, le genre, les activités criminelles, ou des identités particulières.

Il est important de noter que les auteurs du rapport ont opéré un choix conceptuel en ce qu'ils ont organisé le contenu des différents profils en fonction des acteurs du ciblage. Toutefois, il ne faut pas exclure la possibilité que des individus puissent être pris pour cible par plusieurs groupes. Par ailleurs, les informations en provenance d'Iraq ne fournissent pas toujours des indications claires sur les responsables; il arrive que des violations ne soient pas signalées ou qu'elles ne soient pas clairement attribuées à l'un ou l'autre auteur. En outre, la raison pour laquelle une personne est prise pour cible n'est pas toujours clairement définie et certains profils peuvent être pris pour cible par plusieurs acteurs pour diverses raisons. Cela pose des difficultés particulières, compte tenu de la situation en Iraq, où des identités diverses et imbriquées imprègnent la société et les institutions selon différents axes (tribal, religieux/ethnoreligieux, politique). De ce fait, il est parfois difficile de discerner, dans les sources, les différents mobiles et acteurs des opérations de ciblage. Il n'a donc pas été facile d'organiser le contenu de manière à refléter ces complexités.

Ce rapport traduit contient des notes de bas de page et des renvois qui dirigeront le lecteur vers la version anglaise des rapports sur les pays d'origine de l'EASO. Pour utiliser ces renvois, veuillez vous référer aux versions françaises des rapports. Veuillez noter que les numéros de page peuvent varier légèrement entre la version anglaise et la version française.

Carte



Map No. 3835 Rev. 6 UNITED NATIONS
July 2014

Department of Field Support
Cartographic Section

Carte: Nations unies, Iraq³

³ UN, Map No 3835 Rev. 6, July 2014, [url](#).

Contexte

En 2014, le groupe salafiste djihadiste «État islamique en Iraq et au Levant» (EIL) a conquis un tiers du territoire de l'Iraq et a provoqué l'effondrement soudain des forces de sécurité de l'État iraquien dans le but d'établir un califat islamique⁴. Entre juin 2014 et décembre 2017, dans les territoires qu'il occupait, l'EIL a appliqué une « politique systématique et délibérée d'exécution des civils » pour exercer son contrôle et instiller la peur. Le groupe s'est livré à des exécutions de masse, a ciblé des civils et a imposé des règles de conduite sociale strictes, assassinant tous ceux qui ne se conformaient pas à sa doctrine *takfiriste* (⁵). Les Nations unies ont estimé que les violences ciblées de l'EIL à l'encontre des civils, et en particulier des minorités, pouvaient être considérées comme des crimes de guerre, des crimes contre l'humanité, voire comme un génocide (⁶). Même si, à la fin de l'année 2017, l'EIL ne contrôlait plus aucun territoire en Iraq⁷, le groupe continue de mener des attaques ciblées contre des civils⁸ ainsi que des attaques asymétriques en Iraq⁹.

En ce qui concerne les individus pris pour cible en Iraq, de nombreuses sources interrogées en 2018 par le service danois de l'immigration (DIS) et par Landinfo (Norvège) ont indiqué que «de manière générale, il peut être difficile d'établir les profils spécifiques des individus pris pour cible en Iraq». Ces mêmes sources ont expliqué que les tensions historiques entre les groupes sunnites et chiites iraqiens existent toujours et «qu'il existe également des tensions entre d'autres groupes sectaires, tels que les Arabes et les Kurdes, certaines minorités et d'autres minorités, etc.¹⁰». Le nombre de groupes armés assurant la sécurité en Iraq depuis 2014 a augmenté et inclut notamment des forces tribales, des milices, la police fédérale et locale et les forces armées¹¹. En 2018, Al-Monitor indiquait que la «myriade de groupes armés s'enrichissait constamment de nouvelles factions qui fusionnaient et se divisaient»¹².

Par ailleurs, le Global Public Policy Institute (GPPI)¹³ soulignait que «la pléthore et la fluidité des groupes armés en Iraq remettaient fréquemment en cause leur définition». De plus, la distinction entre les forces officielles de l'État et les forces non étatiques n'est pas toujours

⁴ International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State, 30 July 2018, [url](#), p. 1; BBC News, What is 'Islamic State', 2 December 2015, [url](#).

⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq, 14 to 23 November 2017 (A/HRC/38/44/Add.1), 5 June 2018, [url](#), pp. 4-5.

⁶ UN Human Rights Council, Report of the Office of the United Nations High Commissioner on the human rights situation in Iraq in light of abuses committed by the so-called Islamic State in Iraq and the Levant and associated groups (A/HRC/28/18), 13 March 2015, [url](#), p. 5.

⁷ UN Security Council, Seventh report of the Secretary-General on the threat posed by ISIL (Da'esh) to international peace and security and the range of United Nations efforts in support of Member States in countering the threat [S/2018/770], 16 August 2018, [url](#), p. 2.

⁸ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#); UNAMI, Report on Human Rights in Iraq – July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 1.

⁹ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), pp. 9-10; UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [url](#), p. 4.

¹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

¹¹ Gharizi, O. and Al-Ibrahimi, H., Baghdad Must Seize the Change to Work with Iraq's Tribes, 17 January 2018, [url](#); Global Public Policy Institute, Iraq After ISIL: Sub-State Actors, Local Forces, and the Micro-Politics of Control, 21 March 2018, [url](#), p. 8.

¹² Al-Monitor, Armed Kurdish groups want disputed territory back in Iraq, 11 January 2018, [url](#).

¹³ Le GPPI est un groupe de réflexion indépendant basé en Allemagne qui, d'après son [site web](#), vise à «améliorer la gouvernance mondiale grâce à la recherche, à des conseils stratégiques et au débat».

claire. «La frontière entre les groupes armés non étatiques et les forces officielles s'est encore plus estompée¹⁴», en particulier depuis l'incorporation des UMP dans l'appareil sécuritaire en 2016. Le GPPI expliquait également que les milices minoritaires compliquent la situation, bien que leur taille soit moins importante et qu'elles jouent un rôle relativement périphérique dans la plupart des combats¹⁵. En outre, la criminalité associe un éventail de groupes armés, de tribus et de groupes criminels¹⁶.

¹⁴ Gaston, E. et.al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), pp. 2-3.

¹⁵ Gaston, E. et.al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 5.

¹⁶ DW, Killings of high-profile women in Iraq spark outrage, 2 October 2018, [url](#).

1 Ciblage par les acteurs étatiques et les groupes armés affiliés

1.1 Acteurs étatiques et groupes armés affiliés

Le présent chapitre porte sur le gouvernement d'Iraq et le gouvernement régional du Kurdistan en tant qu'auteurs potentiels de persécutions ou de préjudices graves. Il fournit des informations sur des exemples de profils qui ont été pris pour cible par les acteurs des gouvernements iraquien et kurde, si possible pour la période 2017-2018. Les agents et les motivations ne sont toutefois pas toujours clairement définis dans les sources et les exemples fournis, étant donné l'évolution du contexte sécuritaire et des cycles de violence au cours de la période 2017-2018 qui ont rendu les profils plus difficiles à discerner pendant la rédaction du présent rapport. Le mandat, la structure, les capacités et l'intégrité des principaux acteurs du pouvoir judiciaire et des forces de sécurité gouvernementales sont présentés dans le rapport «[Iraq: Les acteurs de la protection](#)», publié en 2018 par l'EASO. Les principaux acteurs étatiques mentionnés dans le présent rapport sont les suivants: les forces de sécurité iraqiennes (FSI) (police fédérale et locale), les unités de mobilisation populaire (UMP) et les forces du gouvernement régional du Kurdistan (GRK). Des informations complémentaires sur les UMP sont fournies ci-après, car elles comprennent de nombreux acteurs différents.

1.1.1 Forces de sécurité iraqiennes

Profils des personnes prises pour cible par les forces de sécurité iraqiennes

En ce qui concerne les personnes prises pour cible en Iraq par les agents de l'État, le rapport de 2018 de la mission exploratoire menée conjointement par le DIS et le Landinfo dans la région du Kurdistan iraquien (RKI) (ci-après le «rapport DIS/Landinfo de 2018») indique que «les cibles principales de tous les acteurs de la sécurité sont les personnes soupçonnées d'être affiliés, de près ou de loin, à l'EIIL [État islamique en Iraq et au Levant], qui peuvent faire face à des entraves et à des restrictions (arrestations, violations, refus de retour dans leur région d'origine, confiscation de documents, limitation de l'accès aux services sociaux, etc.). Il existe des exemples de punitions collectives de plus grands groupes de personnes accusées d'appartenir à l'EIIL¹⁷.» Selon le rapport par pays publié en 2018 par le Département d'État des États-Unis (USDOS) (couvrant l'année 2017), bien que l'État islamique en Iraq et au Levant (EIIL) soit responsable de la majorité des exactions recensées cette année-là, les forces gouvernementales ont participé à de nombreux actes de mauvais traitements, actes de torture et homicides illégaux au cours des arrestations, des détentions provisoires et après les condamnations, y compris des exécutions extrajudiciaires¹⁸. Interrogé en 2018 par le DIS/Landinfo, un expert de l'Iraq a indiqué qu'il y avait eu moins de signalements de violations des droits de l'homme commises par les forces de sécurité iraqiennes (FSI) en 2018¹⁹. En ce qui concerne les capacités des FSI dans la RKI, le rapport de mission exploratoire DIS/Landinfo de 2018 indique que les forces de sécurité kurdes ont le contrôle total de la région et

¹⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

¹⁸ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 24.

qu'aucune FSI n'opère dans la RKI. Le même rapport indique également que «les FSI n'ont pas pour priorité de prendre pour cible les populations des régions kurdes»²⁰.

1.1.2 Unités de mobilisation populaire

Les unités de mobilisation populaire (UMP) font également l'objet d'une description dans le rapport «[Iraq – Les acteurs de la protection](#)» de l'EASO. Des descriptions complémentaires sur les principaux éléments spécifiques des UMP sont fournies à l'[annexe I: Unités de mobilisation populaire – principales milices et groupes apparentés](#).

Mode opératoire et structure

Rapidement revu à la hausse aux fins d'enrayer l'avancée de l'EIL en juin 2014, l'objectif initial des UMP en 2014 était de repousser l'EIL. Profitant de l'expérience de combat des milices chiites existantes avant 2014, les UMP se sont transformées en une force militaire qui s'est avérée capable d'arrêter l'avancée de l'EIL et de récupérer les territoires abandonnés par l'armée iraquienne²¹. Les UMP ont comblé le vide sécuritaire créé après l'effondrement des forces armées iraquiennes et se sont imposées comme «un acteur à la fois militaire et politique central»²². Le magazine Foreign Policy a indiqué en janvier 2018 que les milices des UMP continuaient d'apporter leur soutien à l'armée iraquienne débordée, en particulier au niveau local²³.

Selon le rapport de mission exploratoire DIS/Landinfo de 2018, la structure actuelle des UMP a été créée en juin 2014 dans le but de contrer l'offensive de l'EIL. Les UMP se composent toutefois de plusieurs milices et groupes armés différents, dont certains étaient déjà en place dès 2003²⁴. Le recrutement au sein des UMP se fait sur une base volontaire. Les UMP sont très influentes et populaires auprès de la majorité de la population iraquienne. Elles entretiennent en outre des liens étroits avec les principaux partis politiques du pays²⁵.

Immédiatement après l'effondrement de l'armée iraquienne en juin 2014, le premier ministre Maliki a signé un décret officiel portant création de la Commission de mobilisation populaire²⁶ en tant que seul organe gouvernemental responsable de l'administration des UMP²⁷ et conférant aux groupes armés des UMP une justification juridique et un degré d'institutionnalisation²⁸. En mars 2018, le premier ministre Haïder al-Abadi a publié un décret officialisant l'intégration des UMP dans les forces de sécurité du pays. Selon le décret, les membres des UMP jouissent d'un grand nombre des mêmes droits que les militaires, tels que des salaires équivalents, un accès à l'enseignement militaire et un assujettissement au droit

²⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 24.

²¹ Global Public Policy Institute, Iraq After ISIL: Sub-State Actors, Local Forces, and the Micro-Politics of Control, 21 March 2018, [url](#), p. 6.

²² Frentzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS politics?, May 2017, [url](#), p. 1.

²³ Foreign Policy, Iraq's militias set their sights on political power, 30 January 2018, [url](#).

²⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 22.

²⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 23.

²⁶ Mansour, R. and Jabar F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 6.

²⁷ Al, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 9.

²⁸ Mansour, R., More than militias: Iraq's Popular Mobilization Forces are here to stay, 3 April 2018, [url](#).

du service militaire²⁹. Renad Mansour, un expert de l'Iraq, précise toutefois que les dirigeants des UMP ont rejeté les décrets de Bagdad et entendent devenir une «force autonome institutionnalisée»³⁰.

Selon un rapport publié en 2017 par Kari Frentzel, chercheuse invitée auprès du Bureau Syrie/Iraq de la Fondation Konrad Adenauer³¹, les UMP sont officiellement placées sous le contrôle de l'État iraquien par l'intermédiaire de la Commission de mobilisation populaire. L'ancien Premier ministre Haïder al-Abadi, en tant que commandant en chef, était le chef nominal de cette commission. Toutefois, le contrôle du gouvernement sur les milices qui composent les UMP est restreint³². Le rapport indique également que «chaque milice dispose d'une structure de commandement autonome et que, par conséquent, elle est en mesure d'agir avec une certaine autonomie par rapport au gouvernement»³³. Les UMP «manquent d'une structure de direction unique et d'une position idéologique unifiée». Elles constituent «une myriade d'organisations concurrentes aux points de vue idéologiques très différents»³⁴. Une chaîne de commandement informelle répond par l'intermédiaire de milices iraniennes interposées à la force al-Qods du corps iranien des gardiens de la révolution islamique (IRGC) et, par conséquent, à Téhéran. En 2017, Amnesty International (AI) a fait observer qu'«en réalité, les milices des UMP agissent souvent en dehors des structures de commandement et de contrôle de l'État»³⁵.

Les statistiques officielles sur le nombre de milices au sein des UMP ne sont pas disponibles³⁶. Des sources indiquent que les UMP comptent entre 60 000 et 140 000 combattants³⁷ enregistrés dans environ 60 à 70 groupes³⁸. Il ressort du rapport DIS/Landinfo de 2018 que :

«D'après une estimation prudente de leur taille totale, les UMP comptent au moins 120 000 membres. Les UMP se composent de nombreuses milices différentes, dont la majorité sont des milices chiïtes. Certaines milices chiïtes sont soutenues par l'Iran, tandis que d'autres ont un programme interne plus nationaliste. Il existe également des milices chiïtes qui ont été mues par la guerre syrienne et qui ont combattu en Syrie. Les minorités ethniques et religieuses possèdent également leurs propres UMP, telles que les Turkmènes, les chrétiens, les Yézidis et les Chabaks, etc. Certaines UMP sunnites comptent entre 17 000 et 25 000 membres. La plupart d'entre elles ont été créées fin 2014 en alliance avec le gouvernement iraquien afin de combattre l'EIIL. Le recrutement au sein des UMP se fait entièrement sur une base volontaire. Bon nombre de personnes rejoignent les rangs des UMP pour des raisons économiques, les salaires étant attractifs par rapport au reste de l'Iraq. Les UMP sont très influentes et populaires auprès de la majorité de la population en raison des efforts qu'elles

²⁹ Middle East Eye, Iraq's Abadi inducts Iran-linked militias into security forces, 8 March 2018, [url](#).

³⁰ Mansour, R., More than militias: Iraq's Popular Mobilization Forces are here to stay, 3 April 2018, [url](#)

³¹ Groupe de réflexion et organisation politique liée à la démocratie chrétienne en Allemagne, le KAS œuvre à la consolidation de la démocratie et à la promotion de l'éducation civique. D'après son [site web](#), il produit des analyses dans le but d'«offrir des éléments de base à la prise éventuelle de mesures politiques».

³² Frentzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS politics?, May 2017, [url](#), p. 3.

³³ Frentzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS politics?, May 2017, [url](#), p. 4.

³⁴ Mansour, R., After Mosul, will Iraq's paramilitaries set the state's agenda?, 27 January 2017, [url](#).

³⁵ AI, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 5.

³⁶ AI, Iraq : turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces , 5 January 2017, [url](#), p. 9.

³⁷ AP, Fears in Iraqi government, army over Shiite militias' power, 21 march 2016, [url](#); Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 27.

³⁸ Schweitzer, M., The future for Iraq's Popular Mobilization Forces, 18 January 2017, [url](#).

déployent pour vaincre l'EIL. Elles font leur propre publicité en menant des campagnes de relations publiques et en assurant une couverture médiatique de leurs activités. En outre, elles sont étroitement liées aux partis politiques les plus importants à Bagdad.³⁹»

Renad Mansour et Faleh A. Jabar, deux experts de l'Iraq, ont souligné que les UMP ne formaient pas une milice chiite monolithique. Il s'agit plutôt d'une organisation faïtière complexe «composée d'une cinquantaine de groupes dont la taille varie de quelques centaines à plusieurs dizaines de milliers de combattants chacun»⁴⁰. Les grands groupes qui composent les UMP en majorité chiites se répartissent en trois groupes distincts aux programmes politiques distincts⁴¹:

- les khameneistes, groupe pro-iranien qui prêche allégeance à Ali Khamenei⁴²;
- les sadristes⁴³, principalement les Saraya al-Salam (brigades de la paix) qui étaient organisées par le clerc Moqtada al-Sadr⁴⁴;
- les sistanistes, groupe qui prêche allégeance à Ali Hussein al-Sistani, plus grand clerc d'Iraq⁴⁵. Les deux principaux groupes religieux chiites établis dans les villes saintes de Kerbala et de Najaf ont formé leurs propres unités de milice, qui sont restées directement subordonnées au clergé chiite et prêtent allégeance au grand ayatollah Ali al-Sistani⁴⁶.

Il existe environ 20 groupes khaméinistes, dont certains ont tendance à être ceux qui sont cités comme étant les plus importants et les plus puissants des UMP. Parmi ces groupes, les principales milices sont les suivantes: l'organisation Badr, Asaïb Ahl al-Haq (AAH), Kataeb Hezbollah (KH), Kataeb Sayed al-Shuhada, Kataeb al-Tayyar al-Risali, Kataeb al-Imam Ali et Jaysh al-Mukhtar⁴⁷. Toutes ces milices sont alliées à l'Iran. La source médiatique iraquienne Niqash cite également l'organisation Badr, AAH, KH, ainsi que les brigades Khorasani et les brigades Sayed al-Shuhada. «Les activités militaires de ces groupes sont supervisées par des chefs militaires iraniens; ils ont tendance à être plus lourdement armés et plus puissants que les autres milices.»⁴⁸

Les brigades de la paix (Saraya al-Salam, la milice de Moqtada al-Sadr), les brigades Ashura et les partisans des brigades de la foi sont «liés à des partis politiques musulmans chiites existants dont ils partagent les programmes»⁴⁹. Les groupes sadristes et sistanistes se sont plaints de ne pas être suffisamment payés par la commission de mobilisation populaire, qu'ils accusent de favoriser les paramilitaires khaméinistes⁵⁰.

³⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 22.

⁴⁰ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 12.

⁴¹ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), pp. 12-15.

⁴² Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), pp. 12-15.

⁴³ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), pp. 12-15.

⁴⁴ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), pp. 15- 17.

⁴⁵ Mansour, R. and Jabar F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), pp. 12-15.

⁴⁶ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), pp. 15-17.

⁴⁷ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), pp. 15-17.

⁴⁸ Niqash, Taming the beast: can Iraq ever control its controversial volunteer militias?, 4 August 2016, [url](#).

⁴⁹ Niqash, Taming the beast: can Iraq ever control its controversial volunteer militias?, 4 August 2016, [url](#).

⁵⁰ Mansour, R., After Mosul, will Iraq's paramilitaries set the state's agenda?, 27 January 2017, [url](#), p. 5; Mansour, R., Iraq after the fall of ISIS: the struggle for the state, July 2017, [url](#), p. 15.

Les milices sistanistes ont été créées à la suite de la *fatwa* prononcée en 2014 par al-Sistani. Elles ont pour objectif de protéger les sanctuaires chiites et comprennent les brigades Ali al-Akbar, les brigades Abbasiyah Shrine, les brigades Alawite Shrine et les brigades Husayniyah Shrine. Elles sont «à la disposition du gouvernement iraquien» et ne sont pas aussi bien armées. Elles sont également moins nombreuses que les milices khameneistes⁵¹. Selon l'administration de la division de combat d'al-Abbas, «la division comprend 7 310 membres actifs et un contingent de réserve de 35 000 à 40 000 membres»⁵². La brigade Ali al-Akbar compte 5 000 hommes, dont plus de 1 000 sunnites⁵³.

Dans les territoires contrôlés par le gouvernement et dans les territoires repris des mains de l'EIL, les UMP exercent des fonctions de sécurité afin de parer aux attaques terroristes de l'EIL. Norman Cigar, un expert de l'Iraq, a fait observer que les milices avaient servi d'élément de réserve pour la défense de Bagdad⁵⁴. Dans les gouvernorats du sud, les milices ont pris la relève de l'armée et de la police en assurant la sécurité générale après le déploiement de l'armée au combat⁵⁵. D'après Amnesty International, tant aux postes de contrôle que sur le champ de bataille, les UMP ont opéré à la fois de manière indépendante et aux côtés des forces gouvernementales. Les milices ont également utilisé les bases et les centres de détention de l'armée et des forces de sécurité⁵⁶. Interrogé par le Landinfo et le Lifos en mars 2017, un politicien iraquien a déclaré que les UMP pouvaient entrer dans les maisons privées, même celle d'un député. Il a ajouté que les UMP pouvaient procéder à des arrestations et gérer leurs propres prisons⁵⁷. Le Geneva International Centre for Justice (GICJ)⁵⁸ a également indiqué que les milices détenaient des suspects dans des «prisons secrètes»⁵⁹.

En janvier 2017, Niqash a indiqué que «la plupart des quartiers de Bagdad disposent d'une base [des UMP], généralement un bureau, appartenant à la milice présente dans cette partie de la ville». Dans les provinces du sud, les milices maintiennent une présence similaire. Niqash a ajouté que les milices assumaient parfois des fonctions de police, intervenant, par exemple, dans des conflits et s'engageant dans la résolution de conflits⁶⁰. *The Economist* a indiqué en 2017 que les membres des milices étaient «enclins à patrouiller les rues de Bagdad en tant que police religieuse»⁶¹. Dans un article publié en juin 2016, le *Washington Post* indique que les milices font respecter les bonnes mœurs, punissant, par exemple, les personnes qui boivent de l'alcool, jouent à des jeux d'argent ou engagent des prostituées⁶².

⁵¹ Niqash, Taming the beast: can Iraq ever control its controversial volunteer militias?, 4 August 2016, [url](#).

⁵² Knights, M. and Malik, H., The al-Abbas combat division model: reducing Iranian influence in Iraq's security forces, 22 August 2017, [url](#).

⁵³ Slow Journalism Company (The), Brothers in arms, 25 March 2016, [url](#).

⁵⁴ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), p. 29.

⁵⁵ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), pp. 27-34.

⁵⁶ Al, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 10.

⁵⁷ Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslim i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], 23 June 2017, [url](#), p. 10.

⁵⁸ Le GICJ est une ONG à but non lucratif engagée dans «la promotion et le renforcement des engagements envers les principes et les normes en matière de droits de l'homme». Selon son [site web](#), elle rédige des rapports sur les violations des droits de l'homme qu'elle soumet aux Nations unies en s'appuyant sur un groupe de représentants d'ONG, d'universitaires et de juristes.

⁵⁹ GICJ, Militias in Iraq - The hidden face of terrorism, September 2016, [url](#), p.19.

⁶⁰ Niqash, Baghdad's legal gangs? As Iraqi Police lose control of Baghdad's streets, militias take over, 19 January 2017, [url](#).

⁶¹ Economist (The), America and Iran are jostling over influence in Iraq, 12 April 2017, [url](#).

⁶² Washington Post (The), Feared Shiite militias back in spotlight after three Americans vanish in Iraq, 21 January 2016, [url](#).

Informations générales sur l'implication des UMP dans les exactions commises

Selon un rapport publié en mai 2018 par l'université Harvard, les UMP pro-raniennes [Kataeb Hezbollah, Asaïb Ahl al-Haq (AAH) et l'organisation Badr] sont plus sectaires et enclines à commettre des exactions sectaires, tandis que les UMP qui prètent allégeance à l'ayatollah al-Sistani seraient «généralement considérées comme plus modérées» et «moins enclines» à commettre des exactions pour des motifs sectaires. Les UMP sadristes se situeraient «quelque part entre les deux»⁶³. Les dirigeants des UMP ont reconnu l'existence d'exactions, mais ils affirment qu'il s'agit d'actes commis par des individus et non d'une politique⁶⁴.

En octobre 2014, Amnesty International a accusé les milices chiites d'avoir commis de graves violations des droits de l'homme, y compris des crimes de guerre, et d'avoir enlevé et tué des civils sunnites à Bagdad et dans le pays. Amnesty International a recensé des dizaines de cas d'enlèvements et d'homicides illégaux commis par les milices chiites à Bagdad, à Samarra et à Kirkouk et a indiqué que de nombreux autres cas avaient été signalés dans tout le pays en 2014⁶⁵. D'après l'USDOS, la plupart des exactions commises au cours de la période 2014-2017 l'ont été par l'EIL, bien que des éléments des UMP aient joué un rôle dans les homicides illégaux, les disparitions, les enlèvements, les extorsions et les attaques de représailles perpétrés dans le cadre de la lutte contre l'EIL⁶⁶. En 2015, il a été signalé que des milices et des groupes armés progouvernementaux ont été impliqués dans, par exemple:

- «des homicides ciblés, des enlèvements de civils et d'autres exactions». En particulier dans la province de Diyala, un grand nombre d'enlèvements prétendument perpétrés par les milices ont été commis, les sunnites ayant été également pris pour cible⁶⁷;
- des expulsions forcées, des enlèvements et des exécutions sommaires⁶⁸;
- des enlèvements sporadiques d'Arabes sunnites par les UMP⁶⁹;
- des homicides ciblés, des enlèvements de civils et des destructions de biens⁷⁰.

En 2016, les UMP auraient tué, torturé, enlevé des civils et soumis ces derniers à des actes d'extorsion. Certains éléments des milices chiites ont participé aux attaques contre les civils sunnites, apparemment menées en représailles des crimes commis par l'EIL⁷¹. Les civils fuyant les zones de conflit ont fait l'objet de menaces, d'intimidations, de violences et d'enlèvements par des groupes armés opérant aux côtés des FSI⁷². En juin 2016, Human Rights Watch a fait état d'exactions commises par les forces gouvernementales, y compris les UMP, au cours de l'offensive visant à reprendre la ville de Falloujah des mains de l'EIL. Au cours de l'offensive, des exécutions sommaires, des passages à tabac d'hommes non armés, des

⁶³ Ahn, J. et al., *The Politics of Security in Ninewa*, 7 May 2018, [url](#), p. 20.

⁶⁴ Niqash, 'We Don't Deny Militias Have Committed Violations', 19 August 2015, [url](#); Bloomberg, *Why Iraq Doesn't Punish its Militias' War Crimes*, 9 February 2016, [url](#).

⁶⁵ AI, *Absolute impunity: Militia rule in Iraq*, 14 October 2014, [url](#), pp. 4-5.

⁶⁶ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2014 - Iraq*, 25 June 2015, [url](#); USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2016 - Iraq*, 3 March 2017, [url](#); USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq*, 20 April 2018, [url](#).

⁶⁷ UN Security Council, *Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 6 of resolution 2169 (2014)*, 2 February 2015, [url](#), p. 12.

⁶⁸ Human Rights Watch, *Iraq: Militias escalate abuses, possibly war crimes*, 15 February 2015, [url](#).

⁶⁹ Human Rights Watch, *Ethnic fighting endangers civilians*, 13 January 2016, [url](#).

⁷⁰ UNAMI/OHCHR, *Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015*, 13 July 2015, [url](#), pp. ii, 26, 27, 30.

⁷¹ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 20w16 - Iraq*, 3 March 2017, [url](#);

⁷² UNAMI/OHCHR, *Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 - 30 September 2016*, 30 December 2016, [url](#), pp. i, ii, 19, 20.

disparitions forcées et des mutilations de cadavres ont été signalés, principalement à la périphérie de la ville⁷³. En janvier 2017 et en avril 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies a déclaré que la mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI) avait reçu «quelques informations faisant état de violations» commises par les forces gouvernementales et progouvernementales⁷⁴. Dans son rapport annuel 2017/2018, Amnesty International a indiqué que les forces iraqiennes, y compris les UMP, avaient procédé, sans mandat judiciaire, à l'arrestation de milliers de personnes soupçonnées de terrorisme à leurs domiciles, aux postes de contrôle et dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI)⁷⁵.

Profils des personnes prises pour cible par les UMP

Le rapport de mission exploratoire DIS/Landinfo de 2018 décrit comme suit les profils des personnes prises pour cible par les UMP:

«les UMP prennent principalement pour cible les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL ou les membres de leur famille. Il s'agit le plus souvent de jeunes hommes arabes sunnites, mais, en général, d'autres Arabes sunnites et Turkmènes sunnites souffrent également d'une forme d'exaction collective, d'homicide, de discrimination, etc. Les UMP réagissent souvent en représailles à des agissements de l'EIIL. Selon une source, les UMP ont la capacité de prendre pour cible qui elles souhaitent. Elles disposent de très bonnes capacités de renseignement sur la majorité des membres de la société iraqienne. Les UMP peuvent prendre pour cible des opposants politiques ou économiques, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique. Après octobre 2017, des informations ont fait état de violations commises par les UMP contre la population kurde à Kirkouk et à Touz Khormatou. Les Kurdes pris pour cible étaient pour la plupart des membres du parti politique PDK [Parti démocratique du Kurdistan] et des Asayish»⁷⁶.

Interrogé en 2018 par le DIS/Landinfo, un expert de l'Iraq a expliqué qu'il existait cinq profils majeurs de personnes ciblées par les UMP:

- les opposants politiques, indépendamment de leur appartenance religieuse ou ethnique, car les milices se battent pour l'argent, le pouvoir et l'influence et attaquent leurs rivaux, y compris d'autres milices chiites;
- les personnes prises pour cible dans les attaques de représailles menées en particulier à la suite d'actes terroristes majeurs, notamment les communautés sunnites qui sont prises pour cible de manière arbitraire;
- les militants de la société civile et les journalistes iraqiens, en particulier ceux qui critiquent les UMP;
- les personnes qui ne respectent pas les bonnes mœurs, notamment les normes sociales chiites, telles que les personnes LGBT, les chrétiens, les vendeurs d'alcool, parfois avec le soutien de la communauté chiite;

⁷³ Human Rights Watch, Iraq: Fallujah abuses test control of militias, 9 June 2016, [url](#).

⁷⁴ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016), 26 January 2017, [url](#), p. 11; UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016), 25 April 2017, [url](#), p. 6.

⁷⁵ AI, Amnesty International Report 2017/18 - Iraq, 22 February 2018, [url](#).

⁷⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

- les propriétaires d'entreprises afin de leur extorquer des fonds⁷⁷.

Le rapport de mission exploratoire DIS/Landinfo de novembre 2018 indique en outre que «les UMP ne prennent pas pour cible les personnes vivant dans la RKI. Il est peu probable que les UMP mènent de telles actions, car elles ne constituent pas une priorité pour elles, qui n'ont pas la capacité d'opérer dans la RKI»⁷⁸.

En avril 2018, Amnesty International a indiqué que les forces gouvernementales, y compris les UMP, avaient empêché des familles soupçonnées d'entretenir des liens avec l'EIIL de rentrer chez elles ou dans leur lieu d'origine. Les forces iraqiennes, y compris les UMP, ont également régulièrement procédé à des arrestations et ont été impliquées dans des disparitions forcées d'hommes soupçonnés d'entretenir des liens avec l'EIIL directement dans les camps de PDI. Des cas d'exploitation sexuelle de femmes dans les camps de PDI par des membres des UMP ont également été signalés⁷⁹.

1.1.3 Forces du gouvernement régional du Kurdistan

Les acteurs de la sécurité du gouvernement kurde, les peshmergas et les Asayish, sont décrits dans le rapport «[Iraq – Les acteurs de la protection](#)» publié par l'EASO.

En ce qui concerne le profil des personnes prises pour cible par les forces kurdes à l'intérieur de la RKI, le rapport Landinfo/DIS de 2018 indique ce qui suit:

«Les acteurs kurdes de la sécurité prennent pour cible l'opposition politique et sociétale dans la RKI. Les défenseurs des droits de l'homme, les militants, les journalistes et les fonctionnaires protestataires sont pris pour cible lorsqu'ils critiquent les dirigeants politiques. L'exemple le plus récent de cette situation s'est produit en mars et avril 2018, lorsque des fonctionnaires ont protesté contre l'absence de paiement des salaires et l'augmentation de la pauvreté. Les manifestations ont été violemment réprimées par les membres armés des partis politiques et les Asayish. En outre, plus de quatre journalistes ont été tués dans la région. Les forces de sécurité de la RKI prennent également pour cible les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL qui sont souvent des Arabes sunnites.⁸⁰»

En novembre 2018, le DIS/Landinfo a indiqué que depuis octobre 2017, les forces kurdes s'étaient retirées et ne se trouvaient plus dans les zones contestées de l'Iraq. En outre, selon une source interrogée dans le cadre de son rapport de mission exploratoire de 2018, «les forces kurdes ne prennent plus personne pour cible dans les zones contestées ou dans le reste du pays depuis octobre 2017»⁸¹. Des exemples d'actes antérieurs à ce constat sont expliqués ci-après.

⁷⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 46.

⁷⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 23.

⁷⁹ AI, The condemned- Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#), pp. 17, 29, 34.

⁸⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 25.

⁸¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 25.

1.2 Sunnites soupçonnés d'être des collaborateurs ou des sympathisants de l'EIIL

Cette section doit être lue en conjonction avec la [section 1.3](#) sur le traitement des PDI.

Des milliers de combattants et d'affiliés présumés de l'EIIL ont été arrêtés par les forces gouvernementales iraqiennes et risquent des poursuites pénales devant les tribunaux antiterroristes du pays. Les poursuites engagées contre les combattants et les affiliés présumés de l'EIIL présentent un certain nombre de manquements, dont des arrestations injustifiées et des mauvais traitements infligés aux suspects⁸². De nombreuses condamnations à mort ont été prononcées⁸³. Des informations communiquées précédemment font état de violences contre des collaborateurs et sympathisants présumés de l'EIIL, commises en représailles par des forces affiliées aux FSI, y compris les UMP et les milices minoritaires, ainsi que des éléments des FSI⁸⁴. Une diminution du nombre de ces exactions a été constatée à mesure que les combats militaires contre l'EIIL ont pris fin⁸⁵, malgré la liberté d'action considérable dont jouissent les milices en Iraq⁸⁶.

1.2.1 Poursuite des membres présumés de l'EIIL

Dans un rapport publié en octobre 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies écrit que la mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI) a continué de suivre les procès en Iraq, notamment ceux des membres présumés de l'EIIL. Le rapport indique également que la MANUI demeure préoccupée par le fait que les garanties d'une procédure régulière et d'un procès équitable ne sont pas toujours respectées, en particulier «l'absence d'enquêtes sur les allégations des prévenus selon lesquelles leurs aveux ont été obtenus sous la torture ou d'autres mauvais traitements et le rôle passif joué par les conseils de la défense, ce qui compromet le droit des prévenus à une défense effective»⁸⁷.

Dans la poursuite de leur campagne militaire contre l'EIIL, les autorités iraqiennes et celles du GRK ont arrêté un grand nombre de personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL en application des dispositions de la loi antiterroriste n° 13 de 2005. Cette loi couvre toute une série d'infractions, dont l'appartenance et le soutien à une organisation terroriste, mais aussi

⁸² Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), pp. 1-4.

⁸³ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), pp. 52-54; UN Security Council, *Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975]*, 31 October 2018, [url](#), p. 10; De Standaard, *Dus u hoort niet bij IS? Toch geef ik u levenslang*, 2 June 2018, [url](#).

⁸⁴ AI, *Investigate Reports Iraqi Forces Tortured and Killed Villagers near Mosul in 'Cold Blood'*, 10 November 2016, [url](#); Human Rights Watch, *Iraq: 37 Men Fleeing Fighting Detained*, 10 November 2016, [url](#); AP, *Iraqis Dispense what They Call Justice for Alleged Militants*, 26 October 2016, [url](#); AI, *Displaced Iraqis Abused by Militias and Government Forces*, 18 October 2016, [url](#); Human Rights Watch, *Iraq: Ban Abusive Militias from Mosul Operation*, 30 July 2016, [url](#); AI, *Iraq: Authorities Must Rein in Forces amid Allegations of Torture and Deaths in Custody*, 8 June 2016, [url](#); UNAMI/OHCHR, *Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015*, 11 January 2016, [url](#), p. 21; UNAMI/OHCHR, *Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015*, 13 July 2015, [url](#), p. 25.

⁸⁵ UN Security Council, *Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016)*, 26 January 2017, [url](#), p. 11; Economist (The), *Fifteen years after America's invasion, Iraq is getting back on its feet*, 31 March 2018, [url](#).

⁸⁶ ISW, 11 July 2018, email to EASO; Dury-Agri, J.R. et al., *Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle*, December 2017, [url](#), pp. 28-54; Denmark, DIS, Norway, Landinfo, *Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas*, 5 November 2018, [url](#), p. 19.

⁸⁷ UN Security Council, *Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975]*, 31 October 2018, [url](#), pp. 10-11.

des infractions telles que la possession ou l'utilisation d'engins explosifs ou l'enlèvement⁸⁸. Cette loi ne couvre cependant pas le viol, l'esclavage sexuel et d'autres infractions qui peuvent être qualifiées de crimes de guerre, de crimes contre l'humanité ou de génocide, comme le souligne Human Rights Watch (HRW) dans son rapport sur la responsabilité pour les crimes de l'EIL publié en décembre 2017⁸⁹.

Des sources interrogées dans le cadre de la mission exploratoire menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI ont fait observer que l'EIL étant une organisation essentiellement sunnite, la majorité de la population considérait les Arabes sunnites comme potentiellement affiliés à des groupes extrémistes⁹⁰. Belkis Wille, chercheur principal sur l'Iraq chez Human Rights Watch, a expliqué lors d'une réunion de coopération sur l'Iraq organisée par l'EASO en 2017 que «toute personne ayant vécu dans un territoire contrôlé par l'EI au cours des trois dernières années est un terroriste potentiel», ajoutant que les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL étaient détenues par les UMP, généralement sans mandat⁹¹.

Le nombre officiel de personnes arrêtées en application des dispositions de la loi antiterroriste de 2005 n'est pas disponible. Selon une analyse publiée par l'agence Associated Press en mars 2018, les autorités iraqiennes ont arrêté ou incarcéré en janvier 2018 au moins 19 000 personnes accusées d'entretenir des liens avec l'EIL ou d'avoir commis d'autres infractions liées au terrorisme. Le même article indique en outre que plus de 3 000 d'entre elles ont été condamnées à mort⁹².

Diverses sources ont indiqué qu'un grand nombre d'arrestations et de détentions réalisées ultérieurement pour des accusations liées au terrorisme ne respectaient pas les règles de procédure pénale: les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL sont arrêtées sans mandat d'arrêt en bonne et due forme délivré par un juge, la durée de la période entre la mise en détention et l'arrestation officielle est trop longue, la famille du suspect n'est pas informée, et le suspect n'a pas accès à un avocat pendant l'interrogatoire⁹³. Un autre point signalé par Human Rights Watch concerne la fréquence des arrestations basées sur le nom du suspect repris sur une liste de personnes recherchées, ce qui entraîne de nombreux cas de personnes placées en détention uniquement parce que leur nom est identique à celui d'un terroriste présumé⁹⁴.

Selon Human Rights Watch, les conditions dans les centres de détention provisoire sont précaires⁹⁵. Un représentant de Human Rights Watch a observé une surpopulation extrême dans les centres de détention provisoire du gouvernorat de Ninive (Qayyarah et Hammam al-Alil), notamment une cellule d'environ 4x6 mètres comptant 114 détenus. Les prisonniers étaient maintenus à l'intérieur pendant quatre mois, sans disposer d'un accès régulier à l'extérieur ni aux douches. En outre, la cellule ne comptait qu'un seul cabinet de toilette. Human Rights Watch a ajouté que «les fenêtres étaient murées, et la température et l'odeur

⁸⁸ Iraq, Law Number (13) for the Year 2005, Anti-Terrorism Law, Article 2-3, 7 November 2005, [url](#).

⁸⁹ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 29.

⁹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

⁹¹ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 13.

⁹² AP, Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties. 22 March 2018, [url](#).

⁹³ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), pp. 21, 25, 42; UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 12.

⁹⁴ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 21.

⁹⁵ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), pp. 47-48; Human Rights Watch, Iraq: Hundreds Detained in Degrading Conditions, 13 March 2017, [url](#).

dans la cellule étaient accablantes. Au moins quatre détenus sont décédés, selon le personnel pénitentiaire, en raison de l'absence de normes d'hygiène et de soins médicaux adéquats»⁹⁶.

Les autorités s'appuient presque exclusivement sur une disposition de la loi antiterroriste pour poursuivre les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL: l'appartenance à une organisation terroriste⁹⁷. Les autres infractions punissables en vertu de la loi antiterroriste ou du droit pénal ne font pas l'objet d'inculpations séparées, indique Human Rights Watch. La loi antiterroriste ne prévoit que deux peines possibles, la peine de mort ou la réclusion à perpétuité, mais selon Human Rights Watch, le président de la Cour suprême d'Iraq a déclaré que le pouvoir judiciaire discrétionnaire permettrait aux juges de prononcer des peines plus légères, sans préciser quelle pourrait être la marge possible⁹⁸.

Human Rights Watch a fait observer qu'aucune stratégie n'avait été mise en place pour donner priorité aux accusations les plus graves et que les autorités poursuivaient même les personnes qui n'avaient participé qu'à la fourniture de services de base, comme l'électricité ou les soins médicaux, sous l'administration de l'EIL⁹⁹. Ces accusés risquent la peine de mort ou la réclusion à perpétuité comme tout autre membre de l'EIL¹⁰⁰.

Human Rights Watch a également enquêté sur les allégations de torture et a conclu que les mauvais traitements infligés aux suspects pendant les interrogatoires afin de leur extorquer des aveux étaient monnaie courante en Iraq. En outre, Human Rights Watch a relevé que «les juges ignorent également fréquemment les allégations de torture et condamnent les accusés sur la base d'aveux que ces derniers affirment, de façon crédible, avoir été contraints de livrer»¹⁰¹. Toujours selon Human Rights Watch, les avocats ont déclaré que, dans les affaires de terrorisme, ils n'étaient pas autorisés à assister aux interrogatoires de leurs clients¹⁰².

De même, les avocats qui se présentent pour représenter les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL lors des audiences initiales sont étiquetés «avocats de l'EIL» par les autorités, ce qui peut entraîner leur arrestation ou même une mise en accusation pour terrorisme, comme le souligne un rapport de Human Rights Watch publié en septembre 2018¹⁰³. Les 17 avocats interrogés par Human Rights Watch qui travaillaient pour des organisations internationales et locales qui apportent une assistance juridique à Mossoul et dans les environs ont déclaré que depuis qu'ils ont aidé des familles dites «de l'EIL», ils ont «été témoins ou victimes de menaces et autres harcèlements verbaux de la part des agents du service national de sécurité ou du ministère du renseignement intérieur et de la lutte antiterroriste pour avoir représenté en justice des personnes considérées par les forces de sécurité comme appartenant à l'EIL ou des familles de l'EIL»¹⁰⁴. Selon Human Rights Watch, au moins 15 avocats privés ayant pris la défense de personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL devant les tribunaux antiterroristes iraqiens du gouvernorat de Ninive ont été mis en état d'arrestation entre le 24 juillet et le 10 août 2017. Les mandats d'arrêt ont été délivrés

⁹⁶ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), pp. 47-48.

⁹⁷ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 27.

⁹⁸ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 30.

⁹⁹ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 30; Guardian (The), 'They deserve no mercy': Iraq deals briskly with accused 'women of Isis', 22 May 2018, [url](#); New York Times (The), A 10-Minute Trial, a Death Sentence: Iraqi Justice for ISIS Suspects, 17 April 2018, [url](#); New Arab (The), The Iraq Report: Mass executions follow 'sham trials', 21 December 2017, [url](#).

¹⁰⁰ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 30.

¹⁰¹ Human Rights Watch, *Iraq: Judges Disregard Torture Allegations*. 31 July 2018, [url](#).

¹⁰² Human Rights Watch, *Iraq: Judges Disregard Torture Allegations*. 31 July 2018, [url](#).

¹⁰³ Human Rights Watch, *Iraq: Judges Disregard Torture Allegations*, 31 July 2018, [url](#).

¹⁰⁴ Human Rights Watch, *Iraq: Officials Threatening, Arresting Lawyers*, 12 September 2018, [url](#).

sur la base d'accusations d'appartenance à l'EIIL en raison de leur travail dans le cadre d'affaires de lutte contre le terrorisme¹⁰⁵. Les avocats sont devenus très réticents à défendre les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL, à moins qu'ils ne soient commis d'office par le tribunal. Un juge de haut rang a déclaré à Human Rights Watch que «les avocats privés avaient cessé de défendre les personnes qu'ils croyaient effectivement appartenir à l'EIIL, préférant ne défendre que les personnes dont ils pensaient qu'elles avaient été accusées à tort d'appartenir à l'EIIL, généralement parce qu'elles portaient le même nom»¹⁰⁶.

Les membres de l'EIIL condamnés par les tribunaux du gouvernement iraquien avaient le droit d'être libérés en vertu de la loi d'amnistie générale n° 27 d'août 2016, mais comme l'indique Human Rights Watch, cette loi n'est pas appliquée de manière cohérente par les juges iraqiens. La loi offre l'amnistie aux personnes qui peuvent démontrer qu'elles ont rejoint un groupe terroriste contre leur volonté et qu'elles n'ont commis aucune infraction grave avant août 2016¹⁰⁷. Cependant, après que la loi eut été critiquée en raison de lacunes qui permettaient la libération de «criminels dangereux» moyennant l'octroi de grâces et l'application d'amendes, et que des informations eurent fait état de membres de l'EIIL condamnés qui payaient des pots-de-vin pour éviter la prison, le cabinet du premier ministre a présenté des modifications qui «annulaient la disposition qui avait permis d'amnistier les membres qui pouvaient prouver qu'ils avaient rejoint l'EIIL contre leur volonté et n'avaient commis aucun crime grave en lien avec le groupe». Ces modifications ont été ratifiées en novembre 2017¹⁰⁸.

Le procès des auteurs présumés du massacre du camp Speicher (voir [section 2.2.1](#)) a été l'affaire antiterroriste la plus célèbre. Le procès s'est ouvert en juillet 2015 et s'est achevé en février 2016. Trente-six des 40 hommes accusés d'appartenance à l'EIIL et de participation au massacre de centaines de cadets de l'armée de l'air iraquienne ont été condamnés à mort et exécutés après que la Cour de cassation fédérale eut confirmé les condamnations à mort. Dans une deuxième série de procès, le Tribunal pénal central a condamné à mort 27 autres hommes pour leur participation au massacre¹⁰⁹. Le rapport du Secrétaire général des Nations unies présenté en application de la résolution 2367 (2017) d'août 2017 fait état de 25 condamnations à mort et de 25 acquittements¹¹⁰. Lors du premier procès, les accusés avaient nié les charges retenues contre eux et affirmé que leurs aveux avaient été extorqués sous la torture pendant leur détention provisoire. Ces aveux constituaient les principaux éléments de preuve à charge contre les accusés. Le tribunal n'a pas donné suite aux allégations de torture et a refusé d'admettre de nouveaux éléments de preuve susceptibles d'avoir une incidence sur les accusations¹¹¹.

1.2.2 Représailles

Selon le rapport DIS/Landinfo de novembre 2018, les cibles principales de tous les acteurs de la sécurité présents en Iraq sont les personnes soupçonnées d'avoir une appartenance quelconque avec l'EIIL et qui, de ce fait, «peuvent faire face à des obstacles et des limitations (arrestations, violations, refus de retour dans leur région d'origine, confiscation de

¹⁰⁵ Human Rights Watch, Iraq: Lawyers Arrested for Work in ISIS Courts, 10 August 2017, [url](#).

¹⁰⁶ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 42.

¹⁰⁷ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), pp. 4-5.

¹⁰⁸ UNU-CPR and IFIT, The Limits of Punishment, May 2018, [url](#), p. 21

¹⁰⁹ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 29; BBC News, Iraq to hang 27 for IS Camp Speicher massacre, 8 August 2017, [url](#).

¹¹⁰ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 19 October 2017, [url](#), p. 10.

¹¹¹ Human Rights Watch, Iraq: Set Aside Verdict in Massacre of Cadets, 16 July 2015, [url](#).

documents, limitation de l'accès aux services sociaux, etc.)»¹¹². Le rapport fait également observer que «les personnes qui vivaient dans les zones contrôlées par l'EIIL semblent souffrir davantage de discriminations et d'exactions que les personnes qui vivaient en dehors des zones contrôlées par l'EIIL»¹¹³.

Le rapport annuel de l'USDOS sur les pratiques en matière de droits de l'homme en Iraq (couvrant l'année 2017) indique que certains éléments des UMP ont commis des homicides illégaux, des disparitions forcées, des enlèvements et des extorsions. Les UMP ont également participé à plusieurs attaques contre les civils sunnites, apparemment menées en représailles des crimes commis par l'EIIL contre la communauté chiite¹¹⁴. Amnesty International a indiqué que «les milices des UMP ont perpétré un ensemble systématique de violations, notamment des disparitions forcées, des exécutions extrajudiciaires et d'autres homicides illégaux, ainsi que des actes de torture sur des hommes et des garçons arabes sunnites, apparemment en représailles des attaques perpétrées par l'EI»¹¹⁵.

Dans un rapport publié en novembre 2017 sur la protection des civils dans le cadre des opérations menées dans le gouvernorat de Ninive et de la reprise de Mossoul, la MANUI fait état de cas de violations présumées des droits de l'homme par les FSI et les forces affiliées¹¹⁶. En janvier 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies a déclaré que la MANUI avait reçu «quelques informations faisant état de violations commises par les forces gouvernementales et progouvernementales»¹¹⁷. Dans un rapport publié en janvier 2016, la MANUI fait état d'allégations d'homicides illégaux commis par les FSI et les forces affiliées, y compris «des attaques et des représailles contre les personnes qu'elles croyaient ou soupçonnaient qu'elles soutenaient l'EIIL ou qu'elles étaient associées à celui-ci»¹¹⁸.

Des actes de représailles sous la forme d'enlèvements, de disparitions forcées et d'homicides de sunnites commis par les FSI et les forces affiliées ont été enregistrés entre 2014 et 2017¹¹⁹. De même, dans un rapport publié en juillet 2015, la MANUI fait mention d'«de violations continues des droits de l'homme et du droit international humanitaire qui auraient été commises par les FSI et les forces affiliées»¹²⁰. Human Rights Watch a recensé 74 cas d'hommes et quatre cas de garçons détenus par l'armée et les forces de sécurité iraqiennes entre avril 2014 et octobre 2017 et qui ont fait l'objet de disparitions forcées en raison de soupçons de sympathie envers l'EIIL et Al-Qaïda. Trente-trois des cas concernaient des hommes et des garçons sunnites vivant dans les zones contrôlées par l'EIIL qui avaient disparu aux postes de contrôle des FSI¹²¹.

¹¹² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

¹¹³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

¹¹⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹¹⁵ AI, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 15.

¹¹⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), pp. 3, 25.

¹¹⁷ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016), 26 January 2017, [url](#), p. 11.

¹¹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 21.

¹¹⁹ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 8.

¹²⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 25.

¹²¹ Human Rights Watch, "Life Without a Father is Meaningless"; Arbitrary Arrests and Enforced Disappearances in Iraq 2014-2017, 27 September 2018, [url](#), pp. 2, 25.

Parmi les exemples de traitement réservé à la population locale par les acteurs étatiques et les groupes armés affiliés, on peut citer les listes d'incidents ci-après, mais il convient de noter que l'appartenance soupçonnée à l'EIII n'est pas nécessairement explicitement citée comme la raison des exactions commises dans les sources citées. Si les incidents se sont produits dans le cadre des combats menés contre l'EIII, d'autres facteurs peuvent avoir joué un rôle. Cette liste montre que la majorité des incidents signalés se sont produits au cours de la période 2014-2016¹²². En 2016, l'ayatollah al-Sistani, en réaction aux allégations de mauvais traitements infligés aux civils à Falloujah en juin de la même année, a averti que les non-combattants ne devaient pas être blessés, et le chef de l'organisation Badr, Hadi al-Ameri, a promis d'arrêter les personnes responsables de ces exactions¹²³. Des sources font état d'une réduction du rôle des UMP dans les combats après le regroupement de l'appareil de sécurité de l'État¹²⁴, l'amélioration progressive de la situation sécuritaire¹²⁵, l'affichage des ambitions politiques des dirigeants des UMP¹²⁶ et la prise de mesures actives pour museler les critiques des UMP¹²⁷. En ce qui concerne les exactions commises par les FSI, un expert de l'Iraq interrogé dans le cadre de la mission exploratoire menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI a indiqué que «les FSI essaient sérieusement d'éviter de se rendre coupables de violations»¹²⁸ et qu'«il serait difficile de trouver des exemples de violations»¹²⁹.

Bagdad

- Des milices chiites auraient été responsables du «massacre» de 61 hommes sunnites entre le 1^{er} juin et le 9 juillet 2014 et de l'assassinat d'au moins 48 hommes sunnites en mars et avril 2014 dans des villages et des villes situés autour de Bagdad, une zone connue sous le nom de «ceinture de Bagdad». Dans de nombreux cas, les témoins ont reconnu la milice Asaïb Ahl al-Haq¹³⁰.
- Entre le 9 et le 18 novembre 2014, environ 25 personnes auraient été enlevées à Sha'ab (est de Bagdad) par des milices¹³¹.
- Entre mai et octobre 2015, «des membres de la communauté sunnite du gouvernorat d'Anbar ont été enlevés, prétendument par des milices des UMP, après avoir traversé le pont de Bzebiz pour entrer dans Bagdad. Certains auraient été libérés après le paiement de rançons, tandis que d'autres auraient été tués»¹³².

¹²² Commentaire des rédacteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique.

¹²³ Human Rights Watch, Fallujah abuses test control of militias, 9 June 2016, [url](#).

¹²⁴ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), pp. 20-22.

¹²⁵ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016), 26 January 2017, [url](#), p. 11; Economist (The), Fifteen years after America's invasion, Iraq is getting back on its feet, 31 March 2018, [url](#); Sweden, Lifos, Thematic report: The security situation in Iraq: July 2016-November 2017, 18 December 2017, [url](#), pp. 11-35.

¹²⁶ International Crisis Group, Iraq's paramilitary groups, 30 July 2018, [url](#), pp. 6-9.

¹²⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

¹²⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 49.

¹²⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 49.

¹³⁰ Human Rights Watch, Iraq: pro-government militias' trail of death, attacks on sunnis in at least three provinces, 31 July 2014, [url](#).

¹³¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 20.

¹³² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 18.

Babil

- Le 9 juillet 2014, la police a retrouvé 53 corps dans un fossé au nord de Hilla (gouvernorat de Babil). Les locaux ont déclaré que les hommes sunnites étaient pris pour cible et ont parlé de l'implication de la milice AAH dans les tueries¹³³.
- Le 6 janvier 2015, les restes de quatre hommes ont été retrouvés dans la région d'Albu Bahani, au nord du gouvernorat de Babil. Les victimes étaient des habitants de Jurf al-Sakhr qui auraient été enlevés par des miliciens plus d'un mois auparavant¹³⁴.
- Le 4 janvier 2016, des miliciens présumés des UMP ont abattu le muezzin de la mosquée Abdallah Jubouri dans le sous-district de Hasswa, à Alexandrie (gouvernorat de Babil)¹³⁵.
- Le 28 mars 2016, trois jours après une attaque dans un stade de football situé à al-Hasswa, dans le sous-district d'Alexandrie, des miliciens membres des UMP ont attaqué la mosquée sunnite du centre-ville d'Alexandrie et tué le fils du muezzin. Le même jour, des hommes armés en uniforme auraient pris d'assaut une maison d'al-Hasswa, dans le sous-district d'Alexandrie, blessant un civil et en enlevant quatre autres. Toutes les victimes de ces attaques étaient des membres de la communauté sunnite¹³⁶.

Salah ad-Din

- En septembre 2014, plusieurs personnes ont été exécutées et/ou ont disparu lors d'attaques perpétrées par des milices dans le district de Touz (gouvernorat de Salah ad-Din)¹³⁷.
- Le 25 mars 2015, des membres de milices chiites ont enlevé 125 habitants arabes sunnites des localités de Naeb (Albo-Khadda) et de Tareq Douri (Jalam), situées à proximité de la ville d'al-Dour. L'endroit où ils se trouvent n'est pas connu¹³⁸.
- Le 9 juin 2015, une vidéo a été diffusée sur les réseaux sociaux montrant des hommes, vêtus de ce qui semble être des uniformes de police, en train de brûler un cadavre et de crier des chants sectaires. Selon des sources, le cadavre a été retrouvé près du sous-district d'al-Alam (gouvernorat de Salah ad-Din)¹³⁹.
- Les 18 et 19 octobre 2015, les UMP ont détruit et incendié des propriétés publiques et privées à Baiji (gouvernorat de Salah ad-Din). Les maisons des habitants soupçonnés d'appartenance à l'EIL ont été incendiées¹⁴⁰.
- Le 22 octobre 2015, les UMP ont enlevé au moins 175 civils des localités d'Askari et de Tin (Touz Khormatou), dans le gouvernorat de Salah ad-Din. Les victimes étaient

¹³³ Human Rights Watch, Iraq: pro-government militias' trail of death, attacks on Sunnis in at least three provinces, 31 July 2014, [url](#).

¹³⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 27.

¹³⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 18.

¹³⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 18.

¹³⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), pp. 19-20.

¹³⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 27.

¹³⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 21.

¹⁴⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), pp. 26-27.

des Arabes sunnites déplacés à Touz Khormatou depuis juin 2014. Un jour plus tard, les corps de trois personnes enlevées ont été retrouvés¹⁴¹.

- Entre le 1^{er} et le 5 mars 2016, 500 à 550 hommes sunnites des localités de Khumrani et de Juza (Jazeera Tikrit) ont été enlevés par la milice Asaïb Ahl al-Haq à la suite d'une opération de sécurité menée conjointement par la police fédérale et des milices. Les habitants ont signalé avoir subi des mauvais traitements pendant l'incident ou pendant leur détention¹⁴².
- Le 11 avril 2016, les corps de cinq civils ont été retrouvés dans le district de Baiji, au nord de Tikrit. Les victimes faisaient partie d'un groupe d'hommes sunnites qui avaient été enlevés quelques jours auparavant. Selon certaines sources, les auteurs appartenaient à une milice des UMP¹⁴³.
- En septembre 2016, les UMP ont détruit des centaines de maisons dans la localité d'al-Aithah, située près de Tikrit, dans le gouvernorat de Salah ad-Din¹⁴⁴.
- Le 22 septembre 2016, les forces de mobilisation sunnites ont tué deux membres présumés de l'EIL dans la localité d'Etha, située au nord du district de Shirqat, dans le gouvernorat de Salah ad-Din. Le lendemain, elles ont tué un autre membre présumé de l'EIL dans la localité de Shukran, également située dans le district de Shirqat. Le 26 septembre 2016, les mêmes auteurs ont tué deux membres présumés de l'EIL dans la localité de Jumela, située dans le district de Shirqat. Le 30 septembre 2016, elles ont tué un autre membre présumé de l'EIL dans la localité d'Etha¹⁴⁵.
- Le 1^{er} octobre 2016, les forces de mobilisation sunnites, en particulier la mobilisation de Shirqat, et les UMP ont détruit environ 52 maisons dans différentes localités du district de Shirqat. Les maisons auraient appartenu à des membres bien connus de l'EIL¹⁴⁶.
- Le 29 novembre 2016, Farsan al-Jubour, une milice composée de combattants sunnites, a exécuté sommairement au moins quatre hommes qu'elle soupçonnait d'appartenir à l'EIL. Ces exécutions ont eu lieu dans la localité de Shayalat al-Imam, située à 70 kilomètres au sud de Mossoul dans le gouvernorat de Salah ad-Din. Des forces armées étaient présentes, mais elles ne sont pas intervenues¹⁴⁷.

¹⁴¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 22.

¹⁴² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 17.

¹⁴³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 17.

¹⁴⁴ Human Rights Watch, Iraq: Displacement, detention of suspected "ISIS families" – Troops force residents out, demolish homes, 5 November 2017, [url](#).

¹⁴⁵ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 13.

¹⁴⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 14.

¹⁴⁷ Human Rights Watch, Iraq: executions by government-backed militia – Government forces did not intervene, respond, 18 December 2016, [url](#); Human Rights Watch, Integrating Iraqi fighting forces is not enough, 6 January 2017, [url](#).

Bassora

- Au cours de l'été 2014, au moins 19 civils sunnites ont été tués et 19 autres blessés dans une série d'homicides et d'enlèvements ciblés à Bassora. Des menaces anonymes ont été proférées contre plusieurs mosquées sunnites et les maisons de citoyens sunnites situées dans certains quartiers du district d'Abu Khaseeb ont été marquées d'un «X». Les autorités ont qualifié les auteurs de ces actes d'«hommes armés non identifiés». La communauté locale a déclaré que les victimes n'étaient prises pour cible qu'en raison de leur croyance¹⁴⁸.
- Le 8 octobre 2014, trois membres de la communauté sunnite ont été enlevés à Bassora et aux alentours dans des lieux publics en pleine journée. Certains médias et sources locales ont affirmé que des milices avaient procédé à ces enlèvements. La MANUI a continué de recevoir de Bassora des informations faisant état d'enlèvements qui seraient imputables aux activités des milices actives dans la région¹⁴⁹.

Diyala

- Entre le 24 et le 26 novembre 2014, des milices ont détruit au moins quatre mosquées sunnites à Saadiya et cinq à Jalula (gouvernorat de Diyala), selon des informations non vérifiées¹⁵⁰.
- Le 3 décembre 2014, les FSI ont arrêté, avec l'aide de membres d'une milice, un dirigeant présumé de l'EIL à Saadiya (province de Diyala). Cet homme a été exécuté le lendemain¹⁵¹.
- Le 23 janvier 2015, quatre mosquées sunnites ont été détruites par des milices chiites à Mouqdadiyah. Des maisons ont également été détruites¹⁵².
- Le 26 janvier 2015, des milices chiites et des forces de sécurité ont tué au moins 56 musulmans sunnites à Barwana, dans la province de Diyala. Ces homicides étaient peut-être des actes de vengeance après que des membres des milices chiites et des forces gouvernementales eurent été tués par l'EIL les jours précédents¹⁵³.
- Le 10 août 2015, un sunnite a disparu à Bakouba après avoir été arrêté par des miliciens des UMP. En représailles à un attentat à la bombe perpétré ce jour-là dans un quartier majoritairement chiite de Bakouba, une trentaine d'hommes sunnites ont été arrêtés¹⁵⁴.
- Le 11 janvier 2016, des agresseurs, accusés par les témoins d'appartenir à des milices des UMP, ont fait exploser et incendié au moins six mosquées sunnites dans le district

¹⁴⁸ UNAMI, SRGS Mladenov warns against increased targeting of Sunni minorities in Basra governorate, 20 August 2014, [url](#).

¹⁴⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 21.

¹⁵⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 21.

¹⁵¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 20.

¹⁵² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 29.

¹⁵³ Al, Iraq: Barwana massacre-Botched investigation, families waiting for justice, 10 June 2015, [url](#); Human Rights Watch, Iraq: Militias escalate abuses, possibly war crimes, 15 February 2015, [url](#).

¹⁵⁴ Al, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 28.

de Mouqdadiyah, au nord-est de Bakouba¹⁵⁵. Des enlèvements et des homicides ont également été signalés¹⁵⁶.

- Le 2 mars 2016, des hommes armés qui appartiendraient aux UMP ont pris d'assaut trois maisons dans la localité d'al-Ahemar, à l'ouest de Mouqdadiyah. Trois civils de sexe masculin appartenant à la communauté arabe sunnite ont été tués¹⁵⁷.
- Le 18 juillet 2016, dans le gouvernorat de Diyala, des hommes armés, accusés par les témoins d'appartenir à des milices chiites, ont abattu un civil près de son domicile dans le sous-district oriental de Kan'an, dans le district de Bakouba. Employé d'une clinique de santé à Kan'an, la victime était également un militant de la société civile de la communauté arabe sunnite¹⁵⁸.
- Le 13 août 2016, des membres des UMP ont mené un raid dans les localités de Zaghniya Kabira et de Zaghniya Saghira, dans le sous-district d'Abbara, au nord-est de Bakouba, enlevant au moins quatre habitants sunnites. Les corps de deux personnes enlevées, blessées par balle, ont été retrouvés dans une ferme voisine¹⁵⁹.

Anbar

- Depuis la fin de 2014, des centaines d'hommes et de garçons ont été victimes de disparitions forcées perpétrées par des membres de la milice KH au poste de contrôle d'al-Razzaza, qui sépare les gouvernorats d'Anbar et de Kerbala¹⁶⁰.
- En mars 2016, un enseignant qui s'était échappé du district d'al-Qaem a disparu après avoir été emmené pour être interrogé par des miliciens des UMP au poste de contrôle de Razza, sur la route qui mène à Bagdad depuis le gouvernorat d'Anbar¹⁶¹.
- Le 27 mai 2016, au cours de l'opération militaire visant à reprendre Falloujah des mains de l'EIL, au moins 80 hommes et garçons ont été arrêtés et enlevés par des membres de groupes armés opérant en soutien aux FSI, après avoir fui al-Sejar (Abo Sdyrah, Shyha)¹⁶².
- En juin 2016, les forces iraqiennes, y compris les UMP, ont arrêté et enlevé au moins 70 hommes de Karma, une ville située au nord-est de Falloujah¹⁶³.
- En juillet 2016, les médias locaux, citant le président du conseil provincial d'Anbar, ont indiqué que les UMP avaient détruit et incendié plusieurs mosquées à Falloujah¹⁶⁴.
- Lors des opérations militaires visant à reprendre la ville de Falloujah (gouvernorat d'Anbar) et ses environs des mains de l'EIL menées en mai/juin 2016, des centaines

¹⁵⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 20.

¹⁵⁶ AI, Iraq: Militia war crimes in Muqdadiya highlights authorities' persistent failures to hold them to account, 5 February 2016, [url](#).

¹⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 18.

¹⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 14.

¹⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 14.

¹⁶⁰ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), pp. 8, 27, 28.

¹⁶¹ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 27.

¹⁶² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 19.

¹⁶³ Human Rights Watch, Iraq: Anbar displaced barred from going home, 2 November 2017, [url](#).

¹⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 21.

d'hommes et de garçons auraient disparu après avoir été arrêtés par des forces affiliées aux UMP¹⁶⁵.

- En octobre 2016, des maisons situées à Ramadi, à Falloujah, à Heet et dans d'autres zones de retour du gouvernorat d'Anbar ont été marquées pour expulsion sous l'accusation d'appartenance à l'EIL¹⁶⁶. Étant donné que de nombreuses unités de la police, des FSI et des UMP se sont rabattues vers Mossoul, les combattants tribaux ont été les principaux acteurs dans ces zones de retour. Selon les estimations, des centaines de familles ont été expulsées¹⁶⁷.
- En novembre 2016, les autorités du district de Heet (gouvernorat d'Anbar) ont publié deux listes, accusant 35 familles d'appartenance à l'EIL. Ces familles ont reçu l'ordre de quitter leur domicile et ont été menacées d'être tuées si elles refusaient de partir¹⁶⁸.
- Le 19 novembre 2016, les FSI et les UMP du gouvernorat de Kerbala ont arrêté 14 civils à al-Nukhayb (gouvernorat d'Anbar). Le lendemain, six autres civils ont été arrêtés¹⁶⁹.
- Le 11 novembre 2017, dans la localité d'al-Obeidi, située dans le district de Qaim (gouvernorat d'Anbar), une maison appartenant à un membre présumé de l'EIL a été incendiée¹⁷⁰.

Ninive

- Le 25 janvier 2015, des membres d'une milice yézidie ont attaqué deux localités arabes, Jiri et Sibaya (gouvernorat de Ninive). Vingt-et-un habitants auraient été tués, 40 autres enlevés, dont 17 sont toujours portés disparus. La moitié des personnes tuées étaient des hommes et des femmes âgés ou handicapés et des enfants. Des maisons ont été mises à sac et brûlées¹⁷¹.
- En novembre 2015, après la reprise du Sinjar par les peshmergas et les forces associées, des groupes armés yézidis se seraient livrés à des attaques de représailles contre des civils et des biens arabes sunnites¹⁷².
- Le 14 novembre 2015, un groupe armé yézidi est entré dans les localités arabes sunnites de N'eni'a et de Golat, au nord-est de Sinjar, dans le gouvernorat de Ninive, et a pillé et détruit des biens. Le lendemain, un autre groupe armé yézidi a blessé par balle le chef, ainsi que son frère, de la localité kurde de Qabousiya, également située dans le gouvernorat de Ninive¹⁷³.

¹⁶⁵ Human Rights Watch, Iraq: Key Concerns for Impending Mosul Battle, 6 October 2016, [url](#); AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#); Human Rights Watch, Iraq: Fallujah Abuses Inquiry Mired in Secrecy, 7 July 2016, [url](#); UN News, Iraq: Security Reform, State Control of Armed Groups Priorities at 'Critical Junction,' UN Envoy Says, 15 July 2016, [url](#); UN Security Council, 4th Report of the Secretary-General Pursuant to Paragraph 7 of Resolution 2233 (2015), 5 July 2016, [url](#), p. 8; UN OHCHR, Zeid Condemns ISIL Atrocities in Iraq, Urges Release of Hundreds Abducted after Fleeing Fallujah, 5 July 2016, [url](#); Reuters, Special Report: Massacre Reports Show U.S. Inability to Curb Iraq Militias, 23 August 2016, [url](#); Al Jazeera, Fallujah Civilians: 'Militias Take Turns to Torture Us', 16 June 2016, [url](#).

¹⁶⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), pp. 4-5.

¹⁶⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

¹⁶⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

¹⁶⁹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 14.

¹⁷⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 3.

¹⁷¹ AI, Iraq: Revenge attacks in Sinjar – Arab civilians pay the price for IS crimes, 10 June 2015, [url](#); AI, A deadly spiral of sectarian violence- a year on from IS onslaught on Iraq, 10 June 2015, [url](#).

¹⁷² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 16.

¹⁷³ UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 January 2016, [url](#), pp. 10-11.

- Autour du 21 octobre 2016, des membres de la police fédérale iraquienne auraient tué six hommes dans le sous-district de Choura, à Mossoul¹⁷⁴.
- Fin octobre 2016, la milice Hashd al-Asha'iri Fares al-Sabawy a arrêté et roué de coups au moins 22 hommes de deux localités situées près de Mossoul¹⁷⁵. Ces événements ont eu lieu dans la localité d'al-Makuk, près de Mossoul¹⁷⁶.
- Le 25 novembre 2016, un groupe d'hommes armés, dont les témoins prétendent qu'ils portaient des uniformes de l'armée iraquienne, a enlevé un imam à al-Qayyarah, au sud de Mossoul. Le lendemain, son corps a été transporté dans un centre médical local¹⁷⁷.
- Le 21 janvier 2017, une vidéo a été publiée sur les réseaux sociaux montrant des hommes en uniforme de l'armée et de la police tuant trois hommes en civil dans la ville de Mossoul¹⁷⁸.
- En février 2017, des expulsions de domicile et des destructions ultérieures de bâtiments ont été commises par les UMP dans plusieurs localités situées au sud-ouest de Mossoul¹⁷⁹.
- Le 5 février 2017, une vidéo était diffusée sur les réseaux sociaux, montrant des hommes, certains portant ce qui semble être des uniformes de l'armée iraquienne, tuant un individu dans l'est de Mossoul¹⁸⁰.
- Le 6 février 2017, le commandant des unités de mobilisation chrétienne, également connu sous le nom d'unité de mobilisation de Babylone, a ordonné aux Arabes sunnites de quitter le district de Tilkef, dans le gouvernorat de Ninive. Trente-quatre membres de la communauté arabe sunnite ont fui vers Mossoul¹⁸¹.
- Le 28 avril 2017, au moins 170 hommes ont été enlevés alors qu'ils fuyaient le district de Hatra vers le district de Hamam al-Alil (gouvernorat de Ninive). Ces derniers auraient été enlevés par les UMP, lesquelles ont nié leur implication¹⁸².
- Le 5 mai 2017, le comité tribal al-Sab'awi, présidé par le chef de l'unité de mobilisation tribale sunnite al-Sab'awi, a décidé d'expulser les membres de l'EIL et leurs familles de tous les villages du district de Mossoul où la tribu al-Sab'awi est majoritaire. Le 16 mai 2017, les expulsions forcées ont été interrompues, bien qu'à ce moment-là, certains suspects avaient déjà été expulsés¹⁸³.
- Le 18 juin 2017, plusieurs policiers du gouvernorat de Ninive ont été arrêtés pour avoir tué deux civils le 14 mai 2017, alors qu'ils cherchaient des personnes affiliées à l'EIL dans le quartier d'al-Intisar contrôlé par l'EIL, à Mossoul¹⁸⁴.

¹⁷⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 13.

¹⁷⁵ Human Rights Watch, Integrating Iraqi fighting forces is not enough, 6 January 2017, [url](#).

¹⁷⁶ AI, Iraq: Tribal militia tortured detainees in revenge attacks during Mosul offensive, 2 November 2016, [url](#); AI, Iraq: Nowhere to run, 22 December 2016, [url](#).

¹⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 27.

¹⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 25.

¹⁷⁹ Human Rights Watch, Iraq: Looting, destruction by forces fighting ISIS- no apparent military necessity for home demolitions, 16 February 2017, [url](#).

¹⁸⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 25.

¹⁸¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 27.

¹⁸² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 35.

¹⁸³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 39.

¹⁸⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 35.

- Le 11 juillet 2017, une vidéo publiée en ligne montrait des hommes en uniforme militaire rouant de coups plusieurs prisonniers. On y voyait l'un d'eux traîné jusqu'au bord d'un mur, puis jeté et recevant plusieurs balles alors qu'il gisait sur le sol au bord d'une rivière. On y voyait également les hommes en uniforme tirer à plusieurs reprises sur un autre homme, déjà à terre¹⁸⁵.
- Le 22 juillet 2017, une vidéo en ligne montrait la police iraquienne rouant de coups un membre présumé de l'EIL au début du mois dans l'ouest de Mossoul. Après enquête, le ministre iraquien de l'intérieur a donné l'ordre d'incarcérer les auteurs, qui avaient été identifiés comme étant des policiers¹⁸⁶.

Kirkouk

En septembre 2017, des unités des UMP affiliées à l'organisation Badr ont arrêté et roué de coups des villageois pendant les combats menés pour reprendre la ville de Hawija. Quatre hommes auraient été emmenés et tués¹⁸⁷.

1.2.3 Ciblage par les forces du GRK

Région du Kurdistan iraquien

Des sources interrogées dans le cadre de la mission exploratoire menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI ont fait observer que «les forces de sécurité kurdes contrôlent totalement la RKI et qu'il n'y a pas de forces de sécurité fédérales iraqiennes opérant dans la RKI»¹⁸⁸. Le rapport indique également que «les forces de sécurité de la RKI prennent également pour cible les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL qui sont souvent des Arabes sunnites» alors que les UMP et les FSAI n'ont pas la capacité d'opérer dans les zones kurdes¹⁸⁹.

Dans son rapport mondial 2018, Human Rights Watch fait remarquer que les combats menés contre l'EIL ont donné aux forces du GRK la latitude de commettre de graves exactions sous couvert de lutte contre le terrorisme¹⁹⁰. Human Rights Watch indique que «les systèmes judiciaires des autorités fédérales iraqiennes et du GRK poursuivent des milliers de personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL en vertu de leur législation antiterroriste respective, principalement en raison de leur appartenance ou de leur soutien à l'EIL»¹⁹¹. Human Rights Watch ajoute que ces personnes sont détenues «dans des cellules surpeuplées et, dans certains cas, dans des conditions inhumaines»¹⁹².

Dans un rapport publié en décembre 2017, Human Rights Watch exprime sa préoccupation au sujet des forces gouvernementales qui détiennent des suspects «en s'appuyant sur peu d'éléments de preuve ou de motifs réels». Outre la détention arbitraire généralisée de

¹⁸⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 36.

¹⁸⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 7.

¹⁸⁷ Human Rights Watch, Iraq: Investigate abuses in Hawija operation, 28 September 2017, [url](#).

¹⁸⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 23, 24.

¹⁸⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 24-25.

¹⁹⁰ Human Rights Watch, World Report 2018 - Iraq, 18 January 2018, [url](#).

¹⁹¹ Human Rights Watch, World Report 2018 - Iraq, 18 January 2018, [url](#).

¹⁹² Human Rights Watch, World Report 2018 - Iraq, 18 January 2018, [url](#).

personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL, il existe «de nombreuses allégations de torture au cours des interrogatoires des forces de sécurité»¹⁹³. Human Rights Watch a recensé des allégations de torture par les forces du GRK à l'encontre des détenus soupçonnés d'appartenir à l'EIIL. Par exemple, sur 19 enfants soupçonnés d'appartenir à l'EIIL détenus par le GRK et interrogés par Human Rights Watch, 17 ont déclaré que les forces Asayish les avaient torturés afin de leur extorquer des aveux¹⁹⁴. En outre, Human Rights Watch estime que les poursuites engagées contre ces personnes devant les tribunaux kurdes sont biaisées, étant donné qu'elles se fondent exclusivement sur une loi antiterroriste expirée et sur des aveux et des témoignages écrits¹⁹⁵.

Lors d'une mission d'enquête réalisée dans la RKI en septembre-octobre 2015, l'ONG Public Aid Organization/Kurdish Human Rights Watch (PAO/KHRW) a informé le service danois de l'immigration que les autorités kurdes considéraient généralement les Arabes sunnites comme faisant partie de l'EIIL jusqu'à preuve du contraire. Même les Arabes sunnites qui vivent depuis longtemps dans la RKI peuvent éprouver des difficultés à franchir les points de contrôle frontaliers ou les points de contrôle à l'intérieur de la RKI¹⁹⁶.

Territoires contestés sous contrôle de facto des Kurdes (jusqu'en octobre 2017)

Des zones des territoires irakiens contestés, dont Kirkouk, ont été placées sous le contrôle des peshmergas kurdes en 2014 et, jusqu'en octobre 2017, le GRK contrôlait «de facto» certaines de ces zones. Toutefois, à la suite d'un référendum kurde sur l'indépendance organisé le 25 septembre 2017, les FSI, en coopération avec les UMP, ont repris le contrôle de la plupart des zones contestées les 16 et 17 octobre 2017, qui étaient auparavant sous le contrôle des peshmergas kurdes¹⁹⁷. Par conséquent, la présente section traite d'exemples tirés des zones avant la perte du contrôle kurde et le rétablissement de la présence des FSI dans les territoires contestés.

En ce qui concerne les actions menées par les forces gouvernementales du GRK, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq fait mention, dans un rapport publié en juin 2018, de représailles perpétrées par les forces de sécurité kurdes et les groupes armés peshmergas et yézidis affiliés contre des civils et des biens arabes sunnites à la suite de la reprise de territoires des mains de l'EIIL¹⁹⁸. Dans un rapport publié en décembre 2017, Human Rights Watch indique que depuis 2014, des unités du GRK procèdent à la destruction massive de biens civils dans des zones reprises des mains de l'EIIL¹⁹⁹. Dans un rapport publié en novembre 2016, Human Rights Watch fait état de la démolition de bâtiments et de maisons par les forces de sécurité kurdes dans dix-sept villages du gouvernorat de Kirkouk et dans quatre du gouvernorat de Ninive entre septembre 2014 et mai 2016. Dans 62 autres localités, des images satellite ont fourni des preuves de destruction après que les forces de sécurité kurdes les eurent récupérées. En juillet 2016, le président du GRK, Massoud Barzani, a informé Human Rights Watch que «le GRK ne permettrait pas aux Arabes sunnites de retourner dans des villages qui avaient été

¹⁹³ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 21.

¹⁹⁴ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 51.

¹⁹⁵ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), pp. 36-40.

¹⁹⁶ Denmark, DIS, *The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission*, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 27.

¹⁹⁷ US, CRS, *Iraq: Issues in the 115th Congress*, 4 October 2018, [url](#), pp. 1-2, 10-12.

¹⁹⁸ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1]*, 20 June 2018, [url](#), p. 9.

¹⁹⁹ Human Rights Watch, *Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq*, December 2017, [url](#), p. 19.

“arabisés” par l’ancien président Saddam Hussein», considérant qu’ils constituaient légitimement des terres kurdes²⁰⁰. Le rapport de Human Rights Watch fait en outre observer que «de telles revendications territoriales confortent la conviction de nombreux Arabes que les forces de sécurité du GRK ont peut-être procédé à des démolitions dans le but d’empêcher ou de dissuader les Arabes d’y retourner»²⁰¹.

Human Rights Watch explique que dans les «zones contestées», et dans plusieurs cas dans la RKI, il existe des exemples d’Arabes arrêtés et expulsés parce qu’ils sont soupçonnés d’être membres de l’EIL²⁰². En 2015, Human Rights Watch a fait observer que, dans les zones kurdes, «un flux régulier de personnes sont arrêtées parce qu’elles sont soupçonnées d’être des partisans de l’EIL», malgré «l’absence frappante d’informations faisant état de la présence de combattants présumés de l’EI dans les prisons de toute la RKI»²⁰³. Le HCR a informé le DIS que la possibilité de demander la protection des autorités de la RKI et d’autres zones contrôlées par les Kurdes en cas de harcèlement fondé sur l’appartenance religieuse et/ou ethnique dépendait des liens personnels de l’individu en question²⁰⁴.

Dans un rapport publié en novembre 2016, Amnesty International indique que depuis la mi-2014, des centaines de milliers de PDI ont trouvé refuge à Kirkouk, «susitant des craintes parmi les dirigeants et les habitants kurdes quant aux conséquences du mouvement de population sur la composition démographique du gouvernorat»²⁰⁵. À la suite d’une attaque-surprise lancée par l’EIL contre le gouvernorat de Kirkouk le 21 octobre 2016, les PDI et les habitants arabes du gouvernorat ont fait face à une réaction violente. Les autorités de Kirkouk ont démolé les maisons de centaines d’habitants arabes sunnites de Kirkouk et des PDI arabes ont été déplacées dans des camps ou expulsées du gouvernorat de Kirkouk²⁰⁶.

Dans le cadre d’une analyse de la situation sécuritaire dans les territoires contestés réalisée en 2016, le HCR a informé le service danois de l’immigration que, d’une manière générale, les jeunes hommes célibataires étaient confrontés à des taux de harcèlement fondé sur leur appartenance religieuse ou ethnique plus élevés que les autres profils, affirmant qu’«un Arabe sunnite sans lien de parenté serait potentiellement confronté à un risque plus élevé de harcèlement»²⁰⁷. Human Rights Watch a informé le service danois de l’immigration que les Asayish et les peshmergas avaient capturé des partisans ou des membres présumés de l’EIL à Kirkouk, et que leurs droits à une procédure régulière et une suspicion générale à l’égard des Iraquiens arabes sunnites constituaient des sujets de préoccupation. Human Rights Watch a ajouté que «selon des informations datant de 2014, plusieurs dizaines d’hommes arabes

²⁰⁰ Human Rights Watch, Marked with an ‘X’. Iraqi Kurdish forces’ destruction of villages, homes in conflict with ISIS, November 2016, [url](#), p. 3.

²⁰¹ Human Rights Watch, Marked with an ‘X’. Iraqi Kurdish forces’ destruction of villages, homes in conflict with ISIS, November 2016, [url](#), p. 3.

²⁰² Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 31.

²⁰³ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 39.

²⁰⁴ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 51.

²⁰⁵ AI, ‘Where are we supposed to go?’. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 8.

²⁰⁶ AI, ‘Where are we supposed to go?’. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 5.

²⁰⁷ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 29.

auraient été assassinés dans les environs de Kirkouk par des forces kurdes ou des milices chiites»²⁰⁸.

Voici des exemples de traitement réservé à la population locale par les forces du GRK dans les territoires contestés sous contrôle de facto des Kurdes jusqu'en octobre 2017²⁰⁹.

Ninive

- Depuis qu'ils ont repris le contrôle de Zummar, à l'ouest de Mossoul, fin octobre 2014, les peshmergas et les forces affiliées ont lancé des «représailles» à l'encontre des civils arabes sunnites dans le sous-district après en avoir repris le contrôle des mains de l'EIL et ont provoqué la réinstallation de «dizaines» de familles arabes sunnites à Mossoul ou en Syrie²¹⁰.
- Le 22 avril 2015, des peshmergas ont expulsé des habitants arabes sunnites de la localité de Sahl al-Malih, dans le sud du sous-district de Zummar, et incendié leurs maisons, les accusant de soutenir l'EIL²¹¹.
- À la mi-novembre 2015, au moins 156 familles arabes sunnites de trois localités (al-Golat, Aeiashat et Neainee'a) ont été déplacées à la suite d'opérations militaires menées par les forces de sécurité kurdes pour libérer le district de Sinjar. Tandis que certaines d'entre elles ont été capturées par l'EIL, d'autres ont été arrêtées par les peshmergas alors qu'elles tentaient d'accéder à des zones de sécurité. Entre le 5 et le 16 février, les peshmergas ont empêché les familles de se procurer des denrées alimentaires, alléguant qu'elles avaient été infiltrées par des éléments de l'EIL. Un certain nombre de villageois sont décédés²¹².
- Le 14 janvier 2016, les peshmergas ont détruit plus de 20 maisons appartenant à des familles arabes sunnites dans la localité de Der Um Toutha, située dans le sous-district de Wan (district de Tel Keppe). Après la reprise de la zone par les peshmergas en février 2015, les villageois ont été déplacés de force et les familles arabes sunnites ont été empêchées de rentrer²¹³.
- Le 17 avril 2016, les Asayish ont ordonné à 26 familles (317 personnes), toutes composées d'Arabes sunnites et installées dans la ville d'Aski Mossoul et les localités de Huthema et de Tal Dahab, de se préparer à quitter les zones le lendemain pour des raisons de sécurité. Le 18 avril, elles ont été réinstallées dans le camp de PDI de Garmawa (gouvernorat de Dohuk). Le départ de ce camp n'aurait été permis qu'avec l'autorisation écrite des Asayish²¹⁴.
- Le GRK a imposé des restrictions à la circulation des marchandises à l'entrée et à la sortie du district de Sinjar, limitant ainsi l'accès à la nourriture, à l'eau, aux moyens de

²⁰⁸ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), pp. 33-34.

²⁰⁹ Perceived ISIL affiliation is not necessarily explicitly cited as the reason for the committed abuses in the examples cited.

²¹⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 27.

²¹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 30.

²¹² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 25.

²¹³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 21.

²¹⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 16.

subsistance et à d'autres droits fondamentaux de la population yézidie locale, indique Human Rights Watch dans un article publié en décembre 2016²¹⁵.

- Entre le 28 août et le 3 septembre 2017, les Asayish auraient procédé à des exécutions massives de combattants présumés de l'EIL placés sous leur garde. Une trentaine d'entre eux ont été tués et enterrés dans une fosse commune de la localité de Bardiya (gouvernorat de Ninive)²¹⁶. Les autorités kurdes ont nié ces allégations²¹⁷.

Kirkouk

- Le 8 février 2015, les peshmergas auraient détruit un certain nombre de localités dans le sud-ouest de Kirkouk afin d'empêcher l'EIL de les utiliser comme base depuis laquelle attaquer Kirkouk²¹⁸.
- Les 2 et 3 août 2015, les peshmergas auraient détruit des habitations de civils et des bâtiments publics dans le district de Dibis (Kirkouk). Le sous-district de Mullah-Abdullah (Kirkouk) a fait l'objet de destructions similaires²¹⁹.
- Le 9 octobre 2016, les autorités de Kirkouk (y compris les peshmergas, les Asayish et la police) ont expulsé de force entre 3 000 et 4 000 habitants de la localité de Qara Tapa (gouvernorat de Kirkouk). Des maisons auraient été incendiées et détruites²²⁰.
- Le 21 octobre 2016, dans la localité de Qutan, dans le sous-district de Pajwan (district de Kirkouk), les Peshmergas ont expulsé des habitants. Quelques jours plus tard, les Asayish du PDK ont emmené les habitants détenus dans le camp de Laylan et démoli totalement ou partiellement toutes les maisons de la localité de Qutan, à l'exception de six maisons appartenant à des familles turkmènes²²¹.
- Le 24 octobre 2016, les forces de sécurité du PDK ont expulsé une trentaine de familles de la localité de Qush Qaya, dans le sous-district de Pajwan (Kirkouk)²²².
- En novembre 2016, les peshmergas ont détruit des maisons, des bâtiments et même des villages entiers dans les territoires qu'ils venaient de conquérir. Human Rights Watch fait état de 17 localités dans le gouvernorat de Kirkouk, et de quatre dans le gouvernorat de Ninive, en particulier dans le sous-district de Zummar²²³.

²¹⁵ Human Rights Watch, Iraq: KRG Restrictions Harm Yezidi Recovery - Disproportionate Limits on Goods Entering, Leaving Sinjar, 4 December 2016, [url](#).

²¹⁶ Human Rights Watch, Kurdistan Regional Government: allegations of mass executions, 8 February 2018, [url](#).

²¹⁷ Human Rights Watch, KRG Response to war crimes Allegations in Iraq falls short, 5 April 2018, [url](#).

²¹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 29.

²¹⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 26.

²²⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

²²¹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

²²² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

²²³ Human Rights Watch, Iraqi Kurdish forces' destruction of villages, homes in conflict with ISIS, 13 November 2016, [url](#), p. 1.

Diyala

- Le 16 août 2015, les peshmergas ont démoli un nombre indéterminé de maisons et de structures dans des quartiers habités par des sunnites à Jalula (gouvernorat de Diyala)²²⁴.

1.3 Personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays (PDI)

Dans un rapport publié en octobre 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies indique que plus de 1,8 million de personnes sont encore déplacées à l'intérieur de l'Iraq, et que bon nombre d'entre elles se disent réticentes à retourner dans leur région d'origine «du fait de l'insécurité, des problèmes de réconciliation entre les communautés, de la destruction des biens, de la pénurie de services et de moyens de subsistance et de l'absence de progrès dans la neutralisation des engins explosifs»²²⁵. Au 30 septembre 2018, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires des Nations unies (BCAH) indique que plus de 4 millions de personnes déplacées sont rentrées chez elles en Iraq. Plus de 1,9 million de personnes sont toujours déplacées, dont 50 % depuis plus de trois ans²²⁶. Certaines PDI se voient refuser le retour dans leur région d'origine²²⁷, tandis que d'autres sont contraintes par la force de rentrer chez elles²²⁸. L'accès aux zones de déplacement²²⁹ serait également refusé par des éléments des FSI et des forces affiliées, lesquels se seraient rendus coupables d'exactions à l'encontre des PDI, en particulier en raison de soupçons de soutien à l'EIL et de collaboration avec celui-ci²³⁰.

1.3.1 Refus de retour

Dans un bulletin d'information publié en septembre 2018, le HCR indique que «les chefs tribaux, les acteurs de la sécurité et les communautés continuent d'empêcher ou de refuser la permission aux familles soupçonnées d'entretenir des liens avec des extrémistes de retourner dans leur région d'origine dans les gouvernorats d'Anbar, de Kirkouk et de Ninive, ou de les en empêcher»²³¹. Des refus de retour ont été signalés dans plusieurs camps établis dans le gouvernorat de Ninive. Les acteurs de la sécurité ont déplacé de force au moins 22 familles de localités proches de Mossoul dans des camps du gouvernorat de Ninive. Il s'agissait de foyers dirigés par des femmes et soupçonnés d'entretenir des liens avec des extrémistes²³². Dans le sous-district d'Abbassi (gouvernorat de Kirkouk), des groupes armés

²²⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 21.

²²⁵ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 12.

²²⁶ UNOCHA, Iraq: Timeline of displacements and returns (as of 30 September 2018), 8 October 2018, [url](#).

²²⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 6; IOM, Obstacles to return in retaken areas of Iraq, 31 March 2017, [url](#); AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 59.

²²⁸ NRC, The long road home: achieving durable solutions to displacement in Iraq, lessons from returns in Anbar, 27 February 2018, [url](#), p. 4; Grisgraber, D., Too much too soon: Displaced Iraqis and the push to return home, September 2017, [url](#), p. 12.

²²⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 8.

²³⁰ AI, 'Where are we supposed to go?'. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 17; AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 1.

²³¹ UNHCR, Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

²³² UNHCR, Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

affiliés au gouvernement ont demandé aux mukhtars d'ordonner aux familles soupçonnées d'entretenir des liens avec des extrémistes de quitter la région pour la ville ou les camps de Kirkouk dans un délai d'une semaine. Le maire d'Abbassi a toutefois renvoyé la question au gouverneur de Kirkouk et la mesure a été suspendue²³³. En août 2018, 46 familles issues des gouvernorats de Kirkouk, de Ninive et de Salah ad-Din ont indiqué avoir été déplacées dans des camps installés dans le gouvernorat de Ninive après avoir été empêchées ou forcées de partir par des acteurs armés dans leur région d'origine²³⁴.

Dans un rapport publié en juillet 2018, le HCR indique que «des recrutements de rapatriés dans des groupes armés affiliés au gouvernement continuent d'être signalés dans certaines parties des gouvernorats de Diyala et de Ninive. D'après certaines informations, les groupes qui contrôlent les régions subordonnent les retours à l'engagement des familles d'enrôler un ou plusieurs membres masculins de la famille»²³⁵. Dans le même rapport, le HCR indique que deux groupes de PDI ont été empêchés de retourner dans le district de Garma (gouvernorat d'Anbar) et à al-Refeat, dans le district de Balad (gouvernorat de Salah ad-Din)²³⁶.

En mai 2018, le HCR a indiqué que 150 familles n'avaient pas été autorisées à retourner dans le district d'al-Rutba (gouvernorat d'Anbar), en raison de liens familiaux avec des groupes extrémistes. Des problèmes antérieurs concernant le retour à Falloujah et dans d'autres villes du gouvernorat d'Anbar ont également été signalés²³⁷. Le journal en ligne Niqash a indiqué que le contrôle de sécurité pour un retour dans le gouvernorat d'Anbar était très strict, et que personne n'était autorisé à rentrer sans disposer d'une autorisation de sécurité de plusieurs autorités. Niqash a également signalé que les rapatriés étaient toujours arrêtés en tant que personnes soupçonnées de terrorisme, même s'ils étaient en possession de documents attestant qu'ils ne présentaient aucun risque pour la sécurité²³⁸.

En avril 2018, Amnesty International a indiqué que les forces gouvernementales, y compris les UMP et les forces de mobilisation tribale, avaient empêché des familles soupçonnées d'entretenir des liens avec l'EIIL de rentrer chez elles ou de regagner leur lieu d'origine. Par ailleurs, les forces irakiennes, y compris les UMP, ont régulièrement procédé dans les camps de PDI à des arrestations et à des disparitions forcées d'hommes soupçonnés d'entretenir des liens avec l'EIIL. Des cas d'exploitation sexuelle de femmes dans les camps de PDI par des membres des UMP ont également été signalés²³⁹.

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq au cours du second semestre de 2017, la MANUI se dit préoccupée par les tentatives de refus du droit des PDI à rentrer chez elles ainsi que par les tentatives d'intimidation de ceux qui soutiennent leur retour²⁴⁰. Dans son rapport sur la situation des droits humains en Iraq au cours du second semestre de 2016, la MANUI indique que «les PDI qui tentent de retourner vers leur lieu d'origine seraient confrontées à l'attitude hostile des autorités locales et feraient également l'objet de menaces

²³³ UNHCR, Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

²³⁴ UNHCR, Iraq Protection Update-August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 3.

²³⁵ UNHCR, Iraq protection update-July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 2.

²³⁶ UNHCR, Iraq protection update-July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 2.

²³⁷ UNHCR, Iraq Situation: UNHCR Flash Update, 31 May 2018, [url](#).

²³⁸ Niqash, Fact or Friction? Anbar Locals Worry As They See Extremist-Allied Neighbours Returning Home, 29 March 2018, [url](#).

²³⁹ AI, The condemned. Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#), pp. 17, 29, 34, 36.

²⁴⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 6.

d'expulsion forcée, et parfois de destruction de biens, de harcèlement, de menaces, d'enlèvements et d'homicides par des groupes armés opérant dans ces régions»²⁴¹.

Dans un rapport publié en mars 2017, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) explique que «23 % des PDI qui ont tenté un retour n'ont pas été autorisées à le faire, que ce soit en raison de retards intentionnels de la part des autorités locales dans le traitement des documents requis pour organiser le retour, ou de blocages aux postes de contrôle»²⁴².

En octobre 2016, Amnesty International a signalé que des PDI sunnites avaient été empêchées de rentrer chez elles: «Dans certaines parties des gouvernorats de Diyala et de Salah ad-Din, des PDI sunnites ont été empêchées de rentrer dans leurs villes et villages en raison d'un ensemble de procédures et d'exigences bureaucratiques complexes et de tactiques d'intimidation, y compris des enlèvements, des détentions arbitraires, voire même, dans le cas du gouvernorat de Diyala, des exécutions extrajudiciaires»²⁴³.

La MANUI a indiqué que tout au long de 2016, le retour des PDI sunnites à Jurf al-Sakhr (province de Babil) a été entravé par les milices²⁴⁴. Jurf al-Sakhr a été rebaptisé Jurf al-Nasr et ses habitants ont été empêchés de rentrer chez eux. Selon un député sunnite, «l'interdiction à la population de Jurf al-Sakhr de rentrer chez elle fait partie d'une tentative d'induire un changement démographique dans cette partie du pays»²⁴⁵.

1.3.2 Expulsion et retour forcé

Dans son bulletin d'information sur la situation en matière de protection publié en août 2018, le HCR indique qu'entre octobre 2017 et août 2018, plus de 6 300 familles dans les gouvernorats de Salah ad-Din, d'Anbar et de Bagdad ont été expulsées de force des camps et des implantations sauvages. En août 2018, des expulsions du gouvernorat de Bagdad ont été exécutées par le commandement opérationnel de Bagdad (COB). Dans le gouvernorat de Salah ad-Din, les forces de police locales ont fait pression sur les PDI dans les camps et les implantations sauvages pour qu'elles retournent dans leur lieu d'origine²⁴⁶. Le HCR ajoute que «les PDI quittent souvent les camps de Bagdad à la suite de menaces d'expulsion et s'installent dans les zones voisines de la ville afin d'éviter d'être expulsées, bien qu'elles ne soient pas autorisées à vivre en dehors des camps. Cette situation les rend vulnérables aux arrestations ou à de nouvelles expulsions»²⁴⁷.

En juillet 2018, le HCR a indiqué qu'un groupe installé dans un camp de Bagdad et contraint par la force de retourner dans le gouvernorat de Salah al-Din s'était vu refuser l'accès à son lieu d'origine par les autorités du district de Balad (gouvernorat de Salah ad-Din), et vivait dans une gare à Balad depuis début février 2018. Le manque de coordination entre les autorités respectives a conduit à cette situation et, «en dépit d'un vigoureux travail de plaidoyer auprès des autorités locales, aucune solution n'a été trouvée»²⁴⁸.

²⁴¹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 3.

²⁴² IOM, Obstacles to return in retaken areas of Iraq, 31 March 2017, [url](#), Executive Summary

²⁴³ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 59.

²⁴⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 4.

²⁴⁵ Niqash, Security or demographics? Why Babel province has a ghost town, 30 August 2017, [url](#).

²⁴⁶ UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 4.

²⁴⁷ UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 3.

²⁴⁸ UNHCR, Iraq Protection Update – July 2018, 31 July 2018, [url](#).

Dans ses précédents bulletins d'information sur la situation en matière de protection publiés en juin et en juillet 2018, le HCR mentionne divers incidents au cours desquels des PDI ont été forcées ou contraintes de retourner dans leur lieu d'origine ou de se réinstaller en d'autres endroits dans les gouvernorats d'Anbar, de Bagdad, de Kirkouk, de Salah ad-Din et de Ninive. Différents acteurs tels que le COB [commandement opérationnel de Bagdad], les autorités locales, la police fédérale, les forces de renseignement et la police locale auraient eu recours à différentes méthodes pour faire pression sur les PDI afin qu'elles rentrent chez elles: soit un avis était donné qu'un camp ou une implantation sauvage était sur le point d'être fermé, soit les documents d'identité des PDI étaient confisqués afin de les contraindre à accepter un transfert. Le HCR a en outre fait état de menaces de destruction de biens personnels en cas de refus d'obtempérer des personnes déplacées. D'autres cas concernaient des lettres envoyées par les autorités des gouvernorats enjoignant des PDI à quitter un certain nombre de complexes dans un délai donné²⁴⁹.

Le HCR a également affirmé qu'en mars 2018, au moins 113 familles déplacées du gouvernorat d'Anbar avaient été forcées de quitter le camp de réfugiés d'al-Takiya, dans le quartier d'al-Dora (Bagdad), pour regagner leurs maisons dans le gouvernorat d'Anbar. La plupart de ces familles provenaient du district d'al-Qa'im, à la frontière syrienne. Les familles interrogées par le HCR se sont déclarées préoccupées par l'absence de logements et de moyens de subsistance, ainsi que par la situation sécuritaire à al-Qa'im et dans les alentours²⁵⁰.

Dans un rapport publié en février 2018, le conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) indique, s'agissant de la question des retours dans le gouvernorat d'Anbar, que «bon nombre des retours qui ont lieu sont prématurés et ne répondent pas aux normes internationales de sécurité, de dignité et de volontariat»²⁵¹. Il ajoute que de nombreux retours ne sont pas viables, car les conditions de sécurité et d'habitabilité dans certaines zones ne sont pas propices à un retour permanent pour toutes les personnes, une situation qui mène à des «déplacements secondaires»²⁵².

Dans un rapport publié en septembre 2017, Refugees International indique que certaines PDI retournent chez elles parce qu'elles y sont contraintes en raison des circonstances de leur déplacement ou des mesures prises par les autorités locales. Bien que le gouvernement iraquien reconnaisse que les PDI ne devraient pas faire l'objet de retours forcés, «il semblerait que les responsables locaux n'hésitent pas à exercer des pressions incitatives ou dissuasives sur les personnes concernées, et il existe des récits crédibles d'activités qui semblent réellement constituer des retours forcés»²⁵³.

Bagdad

- Fin juin 2018, le commandement opérationnel de Bagdad a informé la direction d'un certain nombre de camps établis dans le gouvernorat de Bagdad que 45 familles du

²⁴⁹ UNHCR, Iraq Protection Update – July 2018, 31 July 2018, [url](#); UNHCR, Iraq: Monthly Protection Update, 28 May - 1 July, 1 July 2018, [url](#).

²⁵⁰ UNHCR, Anbar Protection Cluster, 31 March 2018, [url](#).

²⁵¹ NRC, The long road home: achieving durable solutions to displacement in Iraq, lessons from returns in Anbar, 27 February 2018, [url](#), p. 4.

²⁵² NRC, The long road home: achieving durable solutions to displacement in Iraq, lessons from returns in Anbar, 27 February 2018, [url](#), p. 4.

²⁵³ Grisgraber, D., Too much too soon: Displaced Iraqis and the push to return home, September 2017, [url](#), p. 12.

gouvernorat de Ninive et 402 familles du gouvernorat d'Anbar devaient partir, dans la plupart des cas vers les régions d'origine²⁵⁴.

Le 11 août 2018, les résidents du camp d'Al Jamea'a (45 familles) dans le district de Karkh (gouvernorat de Bagdad), ont été informés qu'ils seraient expulsés le lendemain. La majorité des familles ont été transportées le lendemain dans des camps établis dans le gouvernorat de Ninive, puis ont poursuivi leur route par leurs propres moyens. Quatre familles ont été transportées dans le gouvernorat d'Anbar²⁵⁵.

Salah ad-Din

- Le 2 juillet 2018, la police a confisqué les pièces d'identité de 370 familles déplacées vivant dans le complexe de Shaqlawa, à Tikrit. Elles ont été informées qu'elles devaient quitter le site. Le 5 juillet 2018, presque toutes les familles ont quitté le complexe²⁵⁶.
- En juillet 2018, les PDI vivant dans des implantations sauvages dans le quartier de Qadissya à Tikrit et dans des localités du district d'Al Alam ont été contraintes de quitter les lieux par la police²⁵⁷.
- Au cours de l'été 2018, le retour d'un groupe de PDI d'al-Refeat, dans le district de Balad (gouvernorat de Salah ad-Din) a été empêché²⁵⁸.
- Le 1^{er} août 2018, la police locale a confisqué les pièces d'identité de 58 familles déplacées vivant dans le complexe d'Al Diom, à Tikrit. Elles ont été informées qu'elles devaient quitter le complexe avant le lendemain matin. Bien que les expulsions n'aient pas été appliquées, la plupart des familles ont quitté le complexe au cours de la semaine suivante²⁵⁹.
- Le 7 septembre 2018, la police s'est rendue dans le complexe de Qadissiyah, à Tikrit, et a ordonné aux familles déplacées des districts de Baiji et de Shirqat de quitter les lieux dans les trois jours. Les 10 et 11 septembre, la police a pénétré dans le complexe de Qadissiyah et a commencé à confisquer les documents d'état civil et à ordonner aux PDI de quitter les lieux. Au 16 septembre, plus de 139 familles avaient quitté le complexe, la plupart retournant à Baiji. La grande majorité de ces familles ont déclaré qu'elles estimaient n'avoir d'autre choix que de partir après la confiscation de leurs papiers. La plupart ont également indiqué qu'elles retournaient dans des maisons gravement endommagées²⁶⁰.

Kirkouk

- Depuis fin avril 2018, des réinstallations forcées d'au moins 80 familles (416 personnes) dans des camps établis dans le gouvernorat de Kirkouk ont été signalées. Ces réinstallations ont eu lieu principalement en mai 2018 et ont été menées par des acteurs de la sécurité, apparemment sur ordre du gouverneur par intérim de Kirkouk²⁶¹.
- À la mi-juillet 2018, les services de renseignement iraqiens et la police fédérale ont expulsé 14 familles (77 personnes) originaires des districts de Hawija et de Kirkouk du

²⁵⁴ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

²⁵⁵ UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 3.

²⁵⁶ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

²⁵⁷ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

²⁵⁸ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 2.

²⁵⁹ UNHCR, Iraq Protection Update - August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 4.

²⁶⁰ UNHCR, Iraq protection update - September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 4.

²⁶¹ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

centre-ville de Kirkouk vers des camps en raison de leur appartenance présumée à des groupes extrémistes²⁶².

Anbar

- Le 22 septembre 2016, 12 personnes parmi celles récemment retournées à Karma (gouvernorat d'Anbar) ont été arrêtées par les UMP. L'endroit où elles se trouvent n'est pas connu²⁶³.
- En mars 2017, des membres des UMP sont arrivés dans les camps de PDI d'Amiriyat al-Fallujah et de Habbaniya Tourist City et ont confisqué les cartes d'identité d'au moins 60 familles, affirmant qu'elles les récupéreront si elles rentrent chez elles²⁶⁴.
- Le 15 juillet 2018, environ 84 familles originaires d'al-Qa'im et de Heet (gouvernorat d'Ambar), vivant dans des camps d'al-Khalidiyah (AK), ont reçu pour instruction de retourner dans leur région d'origine dans le cadre de retours organisés, bien que la majorité des familles aient souhaité demeurer dans les camps en raison de préoccupations concernant la sécurité et le manque de services et de logements dans les régions d'origine²⁶⁵.

1.3.3 Représailles violentes

Dans un rapport publié en novembre 2016, Amnesty International indique que «les PDI arabes sunnites du centre de l'Iraq et de la RKI ont souvent été victimes de nombreuses exactions de la part de différents acteurs: alors qu'elles vivaient dans des territoires contrôlés par l'EIIL, dans leur fuite, et là même où elles cherchaient refuge et protection»²⁶⁶. Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq au cours du second semestre de 2016, la MANUI indique que «les PDI seraient confrontées à l'attitude hostile des autorités locales et feraient également l'objet de menaces d'expulsion forcée, et parfois de destruction de biens, de harcèlement, de menaces, d'enlèvements et d'homicides par des groupes armés opérant dans ces régions»²⁶⁷. En décembre 2016, la MANUI a indiqué qu'elle continuait de recevoir «des informations selon lesquelles, dans certaines régions, les PDI faisaient l'objet de harcèlement, de menaces, d'expulsions, de destruction de biens (y compris la démolition délibérée de maisons), et parfois d'enlèvements et d'homicides par des groupes armés opérant en appui aux FSI»²⁶⁸.

En octobre 2016, Amnesty International a indiqué que depuis l'émergence de l'EIIL, d'Al-Qaida et d'autres groupes armés, des milliers d'hommes et de garçons sunnites, y compris des PDI, avaient été victimes de disparitions forcées perpétrées par les forces de sécurité et les milices iraqiennes. Certains ont disparu après avoir fui des territoires contrôlés par l'EIIL. D'autres ont été enlevés dans des camps et autres implantations, des postes de contrôle, des maisons, des lieux de travail, des rues et autres lieux publics. Amnesty International ajoute que «toutes les PDI de sexe masculin considérées comme en âge de se battre, c'est-à-dire âgées de 15 à

²⁶² UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

²⁶³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 14.

²⁶⁴ Human Rights Watch, Iraq: Anbar displaced barred from going home, 2 November 2017, [url](#).

²⁶⁵ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 3.

²⁶⁶ AI, 'Where are we supposed to go?'. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 17.

²⁶⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 3.

²⁶⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), pp. ii, 24.

65 ans environ, qui ont réussi à fuir des territoires contrôlés par l'EIIL, sont soumises à des procédures de sécurité opaques et biaisées»²⁶⁹. Dans les territoires contrôlés par le gouvernement iraquien, ces procédures sont menées par les FSI et les UMP, comme décrit par Amnesty International en 2016:

«Les contrôles de sécurité sont effectués dans des centres de rétention temporaire ou de fortune. Généralement, ils consistent en une vérification des noms par rapport aux bases de données informatiques et en un simple interrogatoire. Alors que certaines personnes sont libérées après quelques jours, d'autres restent détenues pendant des semaines, voire des mois. Les détenus vivent souvent dans des conditions inhumaines et sordides, caractérisées par une importante surpopulation, une pénurie de latrines et autres installations sanitaires et un manque de produits de première nécessité, notamment d'articles d'hygiène personnelle. À l'issue des contrôles initiaux, les détenus soupçonnés d'appartenir à l'EIIL sont généralement remis aux mains des directions de lutte contre le terrorisme ou de lutte contre la criminalité du ministère de l'intérieur dans les cas des gouvernorats d'Anbar et de Salah ad-Din. [...] Les tentatives visant à informer les proches du lieu où se trouvent les détenus ou à permettre aux détenus de communiquer avec le monde extérieur sont rares, voire inexistantes. Le renvoi des suspects devant les autorités judiciaires accuse d'importants retards, privant ces derniers du droit de contester la légalité de leur détention. Lors de leur détention provisoire, qui peut durer des semaines, voire des mois, en violation du droit iraquien et des obligations internationales de l'Iraq, les suspects sont interrogés par des membres des forces de sécurité en l'absence d'avocats et se voient souvent refuser la visite de membres de leur famille. Dans de telles situations, les détenus sont les plus exposés à la torture et à d'autres mauvais traitements et peuvent être contraints d'apposer leur signature ou empreinte sur des déclarations»²⁷⁰.

En janvier 2016, la MANUI a signalé que de nombreuses personnes déplacées vivaient dans des endroits manquant de ressources et dans de mauvaises conditions, et faisaient l'objet d'actes de violence et de mauvais traitements. Selon la MANUI, «de nombreuses PDI ont fait l'objet de menaces, de harcèlement et d'intimidation, y compris de rafles lors de descentes de police et d'arrestations arbitraires par les forces de sécurité sous de simples soupçons de terrorisme ou d'autres prétextes apparemment fallacieux»²⁷¹.

Voici des exemples de traitement réservé aux PDI par les forces gouvernementales et les groupes armés affiliés. Il convient toutefois de préciser que les exemples cités se rapportent à des incidents impliquant des PDI, sans affirmer que le statut de PDI est la seule raison du traitement subi²⁷².

Bagdad

- Le 24 décembre 2014, deux PDI du gouvernorat de Salah ad-Din ont été détenues après avoir été arrêtées par des membres présumés des UMP sur la route reliant

²⁶⁹ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 8.

²⁷⁰ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 8.

²⁷¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 31.

²⁷² Commentaire des rédacteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

Bagdad à Samarra. Un homme a été détenu pendant 27 jours et soumis à la torture. Son frère est toujours porté disparu²⁷³.

- Le 29 avril 2015, la police iraquienne a trouvé les restes de deux hommes: l'un à Amil, dans le sud-ouest de Bagdad, et l'autre à Bayaa, dans l'est de Bagdad. Les victimes seraient des PDI du gouvernorat d'Anbar, et leurs assassins présumés appartiendraient à une milice chiite. À Amil, des milices chiites ont menacé de tuer des PDI du gouvernorat d'Anbar si elles ne quittaient pas les lieux²⁷⁴.

Salah ad-Din

- Le 13 octobre 2015, des dizaines de PDI établies dans le camp de PDI d'Ishaqi ont été capturées par des ravisseurs soupçonnés d'appartenir à la milice Saraya al-Salam. Plusieurs des personnes enlevées sont portées disparues²⁷⁵.
- Le 12 mars 2016, des hommes armés non identifiés, prétendument membres de milices, ont enlevé deux PDI arabes sunnites à Tin, dans le district de Touz Khormatou²⁷⁶.
- Le 14 mars 2016, des personnes prétendument membres de la milice AAH ont détruit, à l'aide d'explosifs, au moins 20 maisons appartenant à des PDI arabes sunnites vivant à Aziz Balad, dans la région de Yathrib (gouvernorat de Salah ad-Din)²⁷⁷.
- Début 2016, plusieurs cas de disparition de PDI qui avaient fui Hawija, ville contrôlée par l'EILL, vers al-Alam (gouvernorat de Salah ad-Din) ont été signalés. Les victimes, de sexe masculin, auraient disparu lors des contrôles de sécurité effectués par les UMP²⁷⁸.
- Le 25 juin 2016, 12 membres d'une famille ont été emmenés les yeux bandés par des hommes appartenant apparemment à une milice des UMP. Ils ont été interrogés et roués de coups. Cinq jours plus tard, ils ont été abandonnés sur le bord de la route près du poste de contrôle situé à proximité de la raffinerie de pétrole d'al-Baiji où ils avaient été capturés²⁷⁹.
- Le 15 juillet 2016, des PDI franchissant le poste de contrôle de Touz Khormatou ont été roués de coups par des combattants turkmènes appartenant aux UMP²⁸⁰.
- Les 7 et 8 août 2016, des véhicules militaires du commandement opérationnel de Samarra ont circulé, équipés de haut-parleurs, dans les districts de Samarra, de Dujail et de Balad, ainsi que dans les sous-districts de Dhuluya, de Yathrib et d'Ishaqi, afin d'avertir les habitants qu'ils n'étaient pas autorisés à recevoir des PDI en provenance

²⁷³ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 45.

²⁷⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 8.

²⁷⁵ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 30.

²⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 25.

²⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 26.

²⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 26.

²⁷⁹ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), pp. 44-45.

²⁸⁰ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 45.

du nord du gouvernorat de Salah ad-Din et du sud de la région de Mossoul, faute de quoi ils risquaient d'être expulsés de leur lieu de résidence²⁸¹.

Kirkouk

- Le 14 avril 2016, des hommes armés, qui appartiendraient à une milice des UMP, ont tué une PDI originaire du gouvernorat de Ninive dans une zone industrielle située au sud de la ville de Kirkouk²⁸².

Anbar

- Le 3 juin 2016, des membres des UMP ont intercepté des milliers de PDI fuyant une région située dans le nord de Falloujah et ont séparé environ 1 300 hommes et garçons de la tribu al-Mahamda²⁸³. Pendant plusieurs jours, ces derniers ont été transférés par autobus vers des endroits inconnus. Sur ces 1 300 personnes, 605 ont été remis aux mains de fonctionnaires locaux. Une commission d'enquête mise en place par les autorités locales a par la suite confirmé que 49 personnes étaient décédées et que 643 étaient toujours portées disparues à ce jour²⁸⁴.
- Fin 2017, les PDI établies dans les camps de la ville d'Amriyat al-Fallujah (gouvernorat d'Anbar) ont été contraintes de rentrer chez elles par les forces de sécurité. Certains résidents des camps ont dû faire demi-tour parce que les postes de contrôle occupés par la milice chiite exigeaient des pots-de-vin allant jusqu'à 400 dollars pour les laisser passer²⁸⁵.
- Entre le 6 et le 8 décembre 2017, trois attaques armées distinctes contre des familles récemment rentrées dans leur région d'origine à Ramadi et dans le district de Garma (gouvernorat d'Anbar) ont fait deux morts et huit blessés. Les familles semblent avoir été prises pour cible au motif qu'elles entretiendraient des liens avec des groupes extrémistes²⁸⁶.
- Au cours de l'été 2018, un groupe de PDI a été empêché de retourner dans le district de Garma (gouvernorat d'Anbar)²⁸⁷.
- En juillet et en août 2018, les PDI établies dans les camps d'AAF et de Kilo 18, dans le gouvernorat d'Anbar, se sont heurtées à des restrictions à leur liberté de circulation, y compris les personnes en quête de soins médicaux²⁸⁸.

Ninive et Diyala

- En 2018, les PDI installées dans le gouvernorat de Ninive ont fait état de cas de harcèlement par des acteurs armés, le plus souvent lorsqu'elles franchissaient des points de contrôle aux points d'entrée et de sortie des camps de PDI²⁸⁹.

²⁸¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), pp. 26-27.

²⁸² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 25.

²⁸³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 19.

²⁸⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 8.

²⁸⁵ Reuters, Iraq returning displaced civilians from camps to unsafe areas, 7 January 2018, [url](#).

²⁸⁶ UNHCR, Iraq: Bi-weekly Protection Update (8 - 24 December 2017), 24 December 2017, [url](#).

²⁸⁷ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 2.

²⁸⁸ UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 2.

²⁸⁹ UNHCR, Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, [url](#), p. 1.

Dans un rapport publié au cours de l'été 2018, le HCR indique que «des recrutements de rapatriés dans des groupes armés affiliés au gouvernement ont été signalés dans certaines parties des gouvernorats de Diyala et de Ninive. D'après certaines informations, les groupes qui contrôlent les régions subordonnent les retours à l'engagement des familles d'enrôler un ou plusieurs membres masculins de la famille»²⁹⁰.

1.3.4 Ciblage par les forces du GRK

Région du Kurdistan iraquien

En juillet 2018, l'OIM a signalé que près de 2 millions de personnes étaient toujours déplacées à l'intérieur de l'Iraq, dont 349 782 séjournent à Dohuk, 217 506 à Erbil et 151 698 à Souleimaniye²⁹¹. Un rapport publié en novembre 2018 par le DIS/Landinfo indique que la situation concernant l'accès à la RKI s'est améliorée. Toutefois, il n'existe aucune norme juridique, loi ou politique officielle en la matière et les procédures sont sujettes à de fréquentes modifications en fonction de l'évolution de la situation sécuritaire et politique²⁹². En ce qui concerne la possibilité d'obtenir le droit de séjour dans la RKI, il n'existe pas de normes ni de règles juridiques, mais selon une source internationale, l'obligation de parrainage a été levée dans de nombreux cas. Cependant, certains groupes sont toujours tenus de disposer d'un parrain pour obtenir le droit de séjour dans la RKI. Il n'existe aucune politique en la matière et les procédures sont sujettes à des modifications. Les conditions d'obtention du droit de séjour dans les trois gouvernorats d'Erbil, de Dohuk et de Souleimaniye varient considérablement²⁹³.

En ce qui concerne le retour des PDI, le rapport DIS/Landinfo indique que ces personnes sont soumises à de lourdes procédures de contrôle de sécurité pour regagner leur région d'origine²⁹⁴. En ce qui concerne le retour des PDI des territoires kurdes dans les zones contestées, le rapport fait observer qu'il existe des obstacles au retour et que certains groupes ne sont toujours pas en mesure de rentrer. Une habilitation de sécurité délivrée par les acteurs de la sécurité locaux est requise, ce qui signifie que le nom de la PDI est vérifié dans les bases de données de sécurité. Ceux qui réussissent le contrôle de sécurité doivent s'inscrire comme rapatriés et sont ensuite autorisés à rentrer. Toutefois, de nombreux cas de PDI interdites de retour, bien qu'elles aient été autorisées à quitter la zone de déplacement, ont été signalés. Les cheikhs et mukhtars locaux jouent un rôle important à cet égard²⁹⁵. En outre, la possibilité de retour dépend largement de la milice qui contrôle la zone de retour: «quand les PDI rentrent, elles regardent principalement quelle milice ou quel groupe sectaire contrôle la zone. Les communautés cherchent à être protégées par leur propre peuple, ce qui signifie que les Arabes sunnites veulent une milice sunnite, les chrétiens une milice chrétienne, etc.

²⁹⁰ UNHCR, Iraq protection update - July 2018, 31 July 2018, [url](#), p. 2.

²⁹¹ IOM, Displacement tracking matrix – DTM Round 100, July 2018, [url](#).

²⁹² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 35.

²⁹³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 36-38.

²⁹⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 10.

²⁹⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 26-27.

pour les protéger.²⁹⁶» Selon certaines informations, un nombre important de PDI arabes sunnites, «originaires de localités situées dans les zones contestées que le GRK ne souhaite pas peupler avec d'autres ethnies», n'auraient pas été autorisées à rentrer. Tel a été le cas des PDI établies dans les localités de Hasansham et de Khazir²⁹⁷.

En ce qui concerne les actions menées par les forces gouvernementales du GRK, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq souligne dans un rapport publié en juin 2018 qu'un certain nombre de PDI sunnites ont fait l'objet d'arrestations arbitraires par les forces de sécurité kurdes et, dans certains cas, de disparitions forcées²⁹⁸. Dans son rapport mondial 2018, Human Rights Watch indique que «les forces du GRK contrôlent les personnes quittant les zones contrôlées par l'EIIL afin d'arrêter celles soupçonnées d'appartenir à l'EIIL». En outre, «dans le cadre de ce processus, les forces du GRK ont empêché des centaines de familles de fuir les zones contrôlées par l'EIIL, pendant des semaines, voire des mois, invoquant des questions de sécurité liées à la présence de combattants de l'EIIL parmi ces familles ou à leur appartenance à l'EIIL»²⁹⁹.

Selon des sources interrogées dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, «en 2017, 46 PDI arabes, pour la plupart originaires du gouvernorat d'Anbar, ont reçu l'ordre de quitter la RKI par les Asayish, car elles étaient considérées comme une menace pour la sécurité en raison de relations familiales avec des membres de l'EIIL. Elles ont toutefois été autorisées à retourner à Souleimaniye après l'intervention des acteurs humanitaires»³⁰⁰. La situation tendue sur le plan de la sécurité qui a suivi le référendum sur l'indépendance kurde organisé en septembre 2017 a également conduit à l'expulsion forcée d'une centaine d'Arabes sunnites, sous prétexte de sécurité, des camps de Debaga vers des camps situés à l'extérieur de Makhmour, dans le gouvernorat d'Erbil³⁰¹.

Dans des rapports publiés en octobre 2016 et en décembre 2017, Human Rights Watch indique que les autorités du GRK «n'ont pas autorisé les PDI à circuler librement dans la RKI et les territoires contestés, les obligeant à rester dans les camps et les soumettant à de sévères restrictions à leur liberté de mouvement»³⁰². Human Rights Watch ajoute que «les forces du GRK ont arrêté pendant des semaines, voire des mois, des centaines de familles fuyant les zones contrôlées par l'EIIL, y compris Hawija, à 60 kilomètres au sud de Mossoul, et Tal Afar, à 55 kilomètres à l'ouest de Mossoul, aux postes de contrôle et notamment sur les lignes de front, invoquant des questions de sécurité liées à la présence de combattants de l'EIIL parmi ces familles ou à leur appartenance à l'EIIL, empêchant dans de nombreux cas leur accès à l'aide humanitaire»³⁰³. En juin 2017, Human Rights Watch a indiqué que les peshmergas arrêtaient aux postes de contrôle des milliers de civils fuyant les territoires détenus par l'EIIL,

²⁹⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 28.

²⁹⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018 [url](#), p. 32.

²⁹⁸ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 9.

²⁹⁹ Human Rights Watch, World Report 2018 - Iraq, 18 January 2018, [url](#).

³⁰⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 34.

³⁰¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 34, 52, 53.

³⁰² Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 19; Human Rights Watch, Iraq/KRG: Displaced People Can't Move Freely, 21 October 2016, [url](#).

³⁰³ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 25.

en particulier Hawija et Tal Afar, pendant une durée pouvant aller jusqu'à trois mois, empêchant ainsi leur accès à l'aide humanitaire³⁰⁴. Le même mois, les autorités du GRK ont arrêté des hommes et des garçons soupçonnés d'appartenir à l'EIL qui fuyaient Mossoul³⁰⁵.

En juillet 2017, Human Rights Watch a indiqué que les forces du GRK avaient expulsé au moins quatre familles déplacées yézidiées et menacé d'autres en raison de la participation de leurs proches dans les FSI. Les Asayish ont renvoyé les familles déplacées à Sinjar où l'accès aux biens et services de base était très limité³⁰⁶. Citant des chiffres de la Yazidi Documentation Organization, l'USDOS a indiqué qu'en août 2017, les Asayish avaient expulsé des camps plus de 200 PDI yézidiées³⁰⁷.

Selon un rapport d'Amnesty International publié en octobre 2016, toutes les PDI de sexe masculin considérées comme en âge de se battre, c'est-à-dire âgées de 15 à 65 ans environ, ayant réussi à fuir des territoires contrôlés par l'EIL, sont soumises à des procédures de sécurité opaques et biaisées, appliquées par les autorités iraqiennes et kurdes. Pour entrer dans les territoires contrôlés par le GRK, ces procédures sont exécutées par les Asayish, les agents du service de sécurité kurde. Les détenus soupçonnés d'être à la solde de l'EIL sont transférés dans des centres de détention des Asayish ou, moins fréquemment, de la direction de lutte contre le terrorisme. Amnesty International a recensé des cas de torture et autres mauvais traitements perpétrés dans certains centres contrôlés par les Asayish³⁰⁸. Amnesty International indique que certains suspects sont détenus pendant des mois, voire des années, sans être jugés³⁰⁹.

Un rapport publié en avril 2016 par le DIS cite diverses sources décrivant les infrastructures de la RKI comme non viables par rapport au nombre de PDI ayant besoin d'être protégées³¹⁰. Le DIS indique que les PDI se heurtent à des obstacles pour accéder aux zones contrôlées par la RKI et les Kurdes. Selon le HCR, «l'accès à la RKI peut être très difficile pour les PDI, à moins qu'elles ne disposent d'un certain soutien financier ou ne présentent un profil ethnique ou religieux particulier, ou encore ne se prévalent d'un lien quelconque avec des fonctionnaires ou des personnes employées par les forces de sécurité dans la région»³¹¹.

Le DIS indique que, selon certaines sources, les PDI n'ont plus besoin d'un parrain pour entrer dans le pays. Selon diverses sources, l'obtention d'un permis de séjour dans la RKI nécessite un parrain. D'autres sources indiquent que la pratique consistant à obtenir un permis de séjour dans la RKI n'est pas uniforme³¹². Le DIS a été informé que les difficultés rencontrées par les PDI étaient liées à leur appartenance ethnique: «diverses sources ont mentionné les Arabes sunnites, les Arabes en général, les Turkmènes et, dans une certaine mesure, les

³⁰⁴ Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Thousands Fleeing Kept Waiting Near Front Line, 21 June 2017, [url](#).

³⁰⁵ Human Rights Watch: Kurdistan Region of Iraq: New Detentions of Fleeing Men, Boys, 3 June 2017, [url](#).

³⁰⁶ Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Yazidi Fighters' Families Expelled, 9 July 2017, [url](#).

³⁰⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

³⁰⁸ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 8.

³⁰⁹ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 42.

³¹⁰ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 11.

³¹¹ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 14.

³¹² Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), pp. 14-18.

Chabaks comme des ethnies confrontées à un refus d'entrée ou à des degrés divers de difficultés pour entrer dans la RKI»³¹³. Le DIS a également appris que les PDI dans la RKI étaient contraintes de se réinstaller dans des camps³¹⁴. Selon une source du HCR interrogée par le DIS, «les châtiments collectifs infligés aux PDI lors d'incidents liés à la sécurité sont monnaie courante». Un avocat travaillant pour une ONG internationale a informé le DIS que «les Arabes sunnites sont parfois communautairement tenus pour responsables ou considérés comme des boucs émissaires en cas d'incidents liés à la sécurité»³¹⁵. L'OIM a informé le DIS que «les PDI les plus vulnérables sont celles qui ne possèdent pas de ressources financières, celles qui vivent dans divers types d'implantations sauvages comme des bâtiments inachevés, les personnes malades et handicapées, les foyers dirigés par des femmes et celles qui n'ont pas de famille ou de réseau, en particulier les femmes célibataires»³¹⁶.

Territoires contestés sous contrôle de facto des Kurdes (jusqu'en octobre 2017)³¹⁷

En 2014, le GRK a pris le contrôle total de la ville de Kirkouk et de la partie orientale du gouvernorat à la suite de l'invasion de l'EIL³¹⁸. En octobre 2017, à la suite du référendum sur l'indépendance kurde, les forces gouvernementales irakiennes et les UMP ont repris le contrôle de Kirkouk, générant une nouvelle vague de déplacements de quelque 150 000 à 200 000 personnes à partir des zones contestées³¹⁹. Des informations complémentaires figurent dans la [section 1.3.5](#).

Les informations ci-dessous se rapportent à la situation dans les zones contestées sous contrôle de facto des Kurdes avant la reprise de contrôle par les FSI en octobre 2017.

En mai 2017, Human Rights Watch a révélé que les autorités du GRK à Kirkouk forçaient les PDI sunnites turkmènes à quitter la ville. Les victimes ont déclaré que les Asayish leur avaient confisqué les cartes d'identité et les avaient harcelées. Les Turkmènes déplacés à Kirkouk ont fait l'objet d'arrestations arbitraires et, dans certains cas, de mauvais traitements³²⁰.

Des centaines de milliers de PDI qui ont trouvé refuge à Kirkouk depuis la mi-2014 ont suscité «des craintes parmi les dirigeants et les habitants kurdes quant aux conséquences du mouvement de population sur la composition démographique du gouvernorat»³²¹. Les PDI se sont heurtées à «des restrictions de plus en plus sévères à leur liberté de mouvement et à leur capacité d'obtenir le droit de séjour dans la ville de Kirkouk»³²². À la suite d'une attaque-

³¹³ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 26.

³¹⁴ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 31.

³¹⁵ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 46.

³¹⁶ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 61.

³¹⁷ À la suite d'un référendum sur l'indépendance kurde organisé le 25 septembre 2017, les FSI, en coopération avec les UMP, ont pris le contrôle de la plupart des zones contestées les 16 et 17 octobre 2017.

³¹⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 14, 30.

³¹⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 14, 30.

³²⁰ Human Rights Watch, Iraq: Kirkuk Security Forces Expel Displaced Turkmen, 7 May 2017, [url](#).

³²¹ AI, 'Where are we supposed to go?'. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 8.

³²² AI, 'Where are we supposed to go?'. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 5.

surprise lancée par l'EIL contre le gouvernorat de Kirkouk le 21 octobre 2016, les PDI et les habitants arabes du gouvernorat ont fait face à une réaction violente. Les autorités kurdes de l'époque ont détruit les maisons de centaines d'habitants arabes sunnites de Kirkouk et les PDI arabes ont été déplacées dans des camps ou expulsées du gouvernorat de Kirkouk³²³. De même, Human Rights Watch note dans un rapport publié en novembre 2016 que les autorités kurdes à Kirkouk ont expulsé les habitants arabes et les PDI arabes en réponse à l'attaque menée par l'EIL le 21 octobre 2016 contre la ville³²⁴.

Dans un rapport publié en octobre 2016, Amnesty International indique que dans les zones contrôlées par le GRK, les contrôles de sécurité effectués par les Asayish sur les PDI se tiennent généralement dans des centres de rétention temporaire établis près des camps de PDI ou dans des centres d'accueil de fortune établis dans les zones où les PDI entrent en contact pour la première fois avec les peshmergas et d'autres forces de sécurité. Les conditions de vie dans ces centres de rétention temporaire sont décrites comme «au mieux médiocres»³²⁵. En octobre 2016, Human Rights Watch a signalé que la liberté de mouvement des personnes dans les camps situés à proximité de Kirkouk était illégalement restreinte par les autorités de sécurité du GRK. Les PDI établies dans les camps de Nazrawa et de Laylan doivent disposer d'un parrain originaire de Kirkouk pour pouvoir quitter les camps. Ces politiques entravent leur accès aux soins de santé, séparent les résidents de leur famille et compromettent leur capacité à trouver un emploi³²⁶.

Un rapport publié en avril 2016 par le DIS indique que les PDI originaires des gouvernorats de Salah ad-Din et de Diyala éprouvent des difficultés à accéder à Kirkouk, en particulier les Arabes sunnites et les Turkmènes. Selon Qandil, une ONG suédoise d'aide humanitaire à but non lucratif active en Iraq, les Arabes ont besoin d'un permis de séjour pour s'installer à Kirkouk, contrairement aux Kurdes de souche et à certains groupes ethniques qui vivent à Kirkouk depuis plus longtemps³²⁷. Le DIS a également été informé que les PDI établies dans le gouvernorat de Kirkouk subissaient des pressions pour s'installer dans des camps et/ou retourner dans les gouvernorats de Diyala ou de Salah ad-Din³²⁸. Le HCR a informé le DIS des pratiques discriminatoires dans le processus de retour des PDI arabes dans les zones contestées. Alors que les PDI kurdes sont autorisées à rentrer dans leur région d'origine, les PDI arabes désireuses d'un retour sont soumises à des procédures de contrôle de sécurité aussi nombreuses qu'opaques. Diverses sources ont fait état de la destruction de maisons par les peshmergas dans les zones contestées³²⁹.

Dans un rapport publié en janvier 2016, Amnesty International indique que les peshmergas empêchent les habitants des localités arabes et les habitants arabes des villes arabo-kurdes du nord de l'Iraq de rentrer chez eux et, dans certains cas, elles ont détruit ou permis la

³²³ AI, 'Where are we supposed to go?'. Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, [url](#), p. 5.

³²⁴ Human Rights Watch, KRG: Kurdish Forces Ejecting Arabs In Kirkuk - Halt Displacements, Demolitions; Compensate Victims, 3 November 2016, [url](#).

³²⁵ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 35.

³²⁶ Human Rights Watch, Iraq/KRG: Displaced People Can't Move Freely - Access to Health Care, Family, Work Unlawfully Restricted, 21 October 2016, [url](#).

³²⁷ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), pp. 24-25.

³²⁸ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 32.

³²⁹ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 30.

destruction de leurs maisons et de leurs biens, visiblement de manière à empêcher leur retour à l'avenir. Amnesty International ajoute que ces pratiques ont lieu dans les territoires repris des mains de l'EIL par les forces kurdes dans les provinces de Ninive, de Kirkouk et de Diyala, à savoir dans des localités situées à l'est du mont Sinjar (gouvernorat de Ninive), dans des localités de la région de Kirkouk et dans des localités situées à l'ouest de la ville de Jalula³³⁰ (gouvernorat de Diyala).

Amnesty International fait observer que «dans la RKI et dans les zones contestées actuellement sous le contrôle de facto du GRK [jusqu'en octobre 2017], les PDI arabes sunnites font également l'objet de restrictions arbitraires et discriminatoires à leur liberté de mouvement, qui ne sont pas imposées aux PDI des autres communautés ethniques et religieuses»³³¹. Amnesty International ajoute que «les peshmergas empêchent les habitants des localités arabes et les habitants arabes des villes arabo-kurdes de rentrer chez eux et, dans certains cas, elles ont détruit ou permis la destruction de leurs maisons et de leurs biens, visiblement de manière à empêcher leur retour à l'avenir»³³². En février 2015, Human Rights Watch a révélé que les forces kurdes avaient enfermé des milliers d'Arabes dans des «zones de sécurité» établies dans des régions du nord de l'Iraq reprises des mains de l'EIL depuis août 2014. Les forces kurdes ont empêché les PDI arabes de rentrer chez elles dans certaines parties des provinces de Ninive et d'Erbil. Les Kurdes originaires de ces régions ont été autorisés à y retourner et même à s'installer dans les foyers des Arabes qui avaient fui. Human Rights Watch a observé l'existence de telles pratiques discriminatoires dans les sous-districts de Sheikhan, de Tilkaif et de Zumar (gouvernorat de Ninive) et dans le district de Makhmur (gouvernorat d'Erbil). À Makhmur et à Zumar, des maisons arabes ont été détruites. Des pillages par les peshmergas ont été signalés dans la ville chrétienne chaldo-assyrienne de Tal Usquf³³³.

Voici des exemples de traitement réservé aux PDI par les forces du GRK dans les territoires contestés sous contrôle kurde avant octobre 2017. Il convient toutefois de préciser que les exemples cités se rapportent à des incidents impliquant des PDI, sans affirmer que le statut de PDI est la seule raison du traitement subi³³⁴.

Ninive

- Avant la reprise de Sinjar des mains de l'EIL le 12 novembre 2015, environ 163 familles arabes sunnites ont fui des localités situées au nord-est de Sinjar vers le sous-district d'Ayadiya, dans le district de Tal Afar, mais se sont vu refuser l'entrée dans le territoire contrôlé par les peshmergas. Bloquées entre les lignes des peshmergas et de l'EIL, leur situation humanitaire serait critique³³⁵.

³³⁰ AI, Iraq: banished and dispossessed: forced displacement and deliberate destruction in Northern Iraq, 20 January 2016, [url](#), pp. 5-33.

³³¹ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 59.

³³² AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 9.

³³³ Human Rights Watch: Iraqi Kurdistan: Arabs Displaced, Cordoned Off, Detained, 26 February 2015, [url](#).

³³⁴ Commentaire des rédacteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique.

³³⁵ UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 January 2016, [url](#), p. 10.

- Au cours de la semaine du 21 au 27 octobre 2016, 60 familles arabes sunnites tentant de retourner dans la localité reprise de Misqlat, dans le nord-ouest du district de Tilkeif, ont été empêchées par les peshmergas de rentrer chez elles³³⁶.
- Fin octobre 2016, les Asayish ont détenu systématiquement et arbitrairement toutes les personnes de sexe masculin âgées de plus de 15 ans qui fuyaient Mossoul et Hawija dans une base proche du camp de réfugiés de Dabiga, situé à proximité de la frontière avec la RKI³³⁷.

Kirkouk

À la mi-septembre 2016, les forces de sécurité ont procédé à des arrestations massives de PDI dans la ville de Kirkouk, souvent au motif qu'elles ne disposaient pas de documents de séjour légal et/ou qu'elles étaient soupçonnées de participation au terrorisme. Les Asayish auraient confisqué leurs documents d'identité avant de les forcer immédiatement à signer un engagement à quitter le gouvernorat de Kirkouk dans un délai d'une semaine³³⁸.

1.3.5 Kurdes vivant à Kirkouk après la reprise de contrôle par les FSI en octobre 2017

En octobre 2017, à la suite du référendum sur l'indépendance kurde, les forces gouvernementales iraqiennes et les UMP ont repris le contrôle de Kirkouk, générant une nouvelle vague de déplacements de quelque 150 000 à 200 000 personnes à partir des zones contestées³³⁹. Les avis des sources interrogées par le DIS/Landinfo en 2018 diffèrent quant au nombre de PDI rentrées parmi celles qui avaient fui Kirkouk lors de la reprise de contrôle de la région par les forces iraqiennes des mains des forces kurdes en octobre 2017. Selon des sources de la RKI, une grande majorité des PDI ont vu leur retour soumis à des restrictions, tandis que d'autres sources indiquent que la majorité d'entre elles sont rentrées à Kirkouk³⁴⁰. Parmi les PDI qui ne sont pas rentrées figurent des personnes affiliées au régime kurde dans la zone contestée, en particulier «des membres et des proches associés du parti politique kurde, le parti démocratique du Kurdistan (PDK), et des agents du service de sécurité kurde, les Asayish»³⁴¹. Selon certaines sources, les UMP ont incendié ou détruit les maisons des Kurdes qui vivaient dans les quartiers arabes de Kirkouk et de Touz Khormatou³⁴². Par ailleurs, les forces gouvernementales iraqiennes émettraient des mandats d'arrêt à l'encontre des personnes liées au PDK et appliqueraient des mesures plus strictes à l'encontre des membres du PDK qui souhaitent rentrer chez eux³⁴³.

Voir également la [section 2.2.6](#) sur le ciblage des Kurdes.

³³⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 6.

³³⁷ Human Rights Watch, KRG: men, boys fleeing fighting arbitrarily detained, 27 October 2016, [url](#).

³³⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

³³⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 14, 30.

³⁴⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 30.

³⁴¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 14-15.

³⁴² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 15.

³⁴³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 15.

1.4 Membres de la famille des membres, affiliés et partisans effectifs ou présumés de l'EIL

Bien que le gouvernement n'ait pas publié de statistiques sur les détenus «terroristes», les estimations évaluent à 13 000 le nombre de personnes détenues pour suspicion de liens avec l'EIL depuis 2017³⁴⁴. Selon des sources citées par le *New York Times*, depuis l'été 2017, plus de 10 000 affaires ont été renvoyées devant les tribunaux, et environ 2 900 jugements ont été rendus, avec un taux de condamnation d'environ 98 %³⁴⁵. Dans un rapport publié en janvier 2018 (couvrant l'année 2017), Human Rights Watch indique que «les autorités iraqiennes détiennent environ 1 400 femmes et enfants étrangers après qu'ils se sont rendus avec des combattants de l'EIL fin août»³⁴⁶.

Dans un rapport publié en novembre 2018, le DIS/Landinfo indique que les personnes entretenant une relation familiale directe ou indirecte avec un membre de l'EIL peuvent être prises pour cible par les acteurs de la sécurité. Ces discriminations et exactions «touchent principalement les femmes et les enfants, dont les maris, les pères ou les frères étaient membres de l'EIL et sont tués ou détenus. En outre, les personnes dont le nom ou celui des membres de leur famille plus éloignés est identique à celui d'une personne soupçonnée d'appartenir à l'EIL peuvent susciter de sérieux soupçons»³⁴⁷.

Dans un rapport publié en septembre 2018, le BCAH indique que «les femmes et les enfants soupçonnés d'appartenir à des groupes extrémistes ont été identifiés comme la catégorie la plus vulnérable parmi les personnes qui sont toujours déplacées. Ces personnes sont victimes de discrimination et de ségrégation dans les camps de PDI, sont empêchées de retourner chez elles, sont privées d'aide humanitaire et subissent des violences sexuelles»³⁴⁸. Dans un bulletin d'information publié en septembre 2018, le HCR indique que «les chefs tribaux, les acteurs de la sécurité et les communautés continuent d'interdire aux familles soupçonnées d'entretenir des liens avec des extrémistes de retourner dans leur région d'origine dans les gouvernorats d'Anbar, de Kirkouk et de Ninive, ou de les en empêcher»³⁴⁹. Human Rights Watch a révélé que des responsables locaux avaient «déplacé de force des centaines de familles de membres présumés de l'EIL dans les gouvernorats d'Anbar, de Babil, de Diyala, de Salah ad-Din et de Ninive»³⁵⁰.

Le rapport DIS/Landinfo de 2018 fait état de l'existence de camps désignés pour les membres de la famille des anciens membres de l'EIL³⁵¹. Par crainte de représailles de la part des victimes des crimes de l'EIL, l'emplacement de ces camps est souvent inconnu. Les femmes et les enfants des combattants de l'EIL sont stigmatisés et isolés du reste de la société. Il leur est interdit de retourner dans leur région d'origine, ils sont victimes de harcèlement, de menaces et d'exactions, ils ne sont pas en mesure d'obtenir des documents d'état civil, et ils sont souvent reniés et/ou exclus socialement. Le même traitement est réservé aux foyers

³⁴⁴ New York Times (The), A 10-Minute Trial, a Death Sentence: Iraqi Justice for ISIS Suspects, 17 April 2018, [url](#).

³⁴⁵ New York Times (The), A 10-Minute Trial, a Death Sentence: Iraqi Justice for ISIS Suspects, 17 April 2018, [url](#).

³⁴⁶ Human Rights Watch, Iraq: Events of 2017, January 2018, [url](#), p. 4.

³⁴⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

³⁴⁸ UNOCHA, Iraq Humanitarian Snapshot (as of 30 September 2018), 30 September 2018, [url](#).

³⁴⁹ UNHCR, Iraq protection update- September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

³⁵⁰ Human Rights Watch, Iraq: Events of 2017, January 2018, [url](#), p. 4.

³⁵¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 10.

dirigés par des femmes. Ils ne sont pas non plus autorisés à réintégrer leur communauté d'origine. Beaucoup vivent dans des camps qui restreignent significativement leur liberté de mouvement. Souvent, ils ne sont pas autorisés à quitter les camps. Il existe deux camps de ce type à l'extérieur de Mossoul, deux ou trois autres ailleurs dans le gouvernorat de Ninive, ainsi que beaucoup d'autres en Syrie³⁵².

En avril 2018, Amnesty International a indiqué que les forces gouvernementales, y compris les UMP, avaient empêché des familles soupçonnées d'entretenir des liens avec l'EIL de rentrer chez elles ou dans leur lieu d'origine. Les forces iraqiennes, y compris les UMP, ont également régulièrement procédé à des arrestations et à des disparitions forcées d'hommes soupçonnés d'entretenir des liens avec l'EIL directement dans les camps de PDI. Les femmes et les enfants soupçonnés d'entretenir des liens avec l'EIL ont été victimes de violations des droits de l'homme et de châtiments collectifs. Des cas d'exploitation sexuelle de femmes dans les camps de PDI par des membres des UMP ont également été signalés. Une fois de retour dans leur lieu d'origine, les familles soupçonnées d'entretenir des liens avec l'EIL ont fait l'objet de déplacements forcés, d'expulsions, d'arrestations, de pillages et de destructions de leurs maisons, de menaces, d'abus sexuels, de harcèlement et de discrimination de la part, entre autres, des UMP et des milices locales³⁵³. Amnesty International décrit ces familles dites «liées à l'EIL» comme suit:

«Peut-être que le facteur le plus déterminant est le fait que la famille compte un parent qui était membre de l'EI. Le soupçon d'appartenance à l'EI peut exister même si le parent est un parent éloigné, sans lien par le sang. Il peut également se produire dans les cas où le parent n'était pas un combattant ou un commandant de l'EI, mais travaillait dans des rôles autres que de combat, comme un employé administratif, un chauffeur ou un cuisinier. Parmi les autres facteurs déterminants, on peut citer: le fait que la famille vivait dans une zone qui était un bastion de soutien à l'EI; le fait que la famille vivait dans une zone qui était contrôlée par l'EI et a ensuite fui cette zone à un stade ultérieur des hostilités; le fait que la famille appartenait à une tribu dont la majorité soutenait l'EI; ou le fait qu'un ou plusieurs membres de sexe masculin de la famille ont été arrêtés alors qu'ils fuyaient un territoire contrôlé par l'EI ou après leur arrivée dans un camp de PDI»³⁵⁴.

Dans un rapport publié en décembre 2017, le Lifos, le centre d'information et d'analyse sur les pays d'origine de l'agence suédoise des migrations, fait également état de la situation des membres de la famille des affiliés et des partisans de l'EIL. Un parlementaire iraqien avec qui le Lifos/Landinfo s'est entretenu à Bagdad a déclaré que les «membres de la famille immédiate» des affiliés de l'EIL étaient considérés comme comprenant le père, le fils ou le mari. Cette même personne a ajouté que les accusations d'appartenance à l'EIL étaient souvent infondées, spéculatives ou arbitraires³⁵⁵. Interrogé par le journal en ligne Niqash, Hisham al-Hashimi, un chercheur sur les milices armées en Iraq et conseiller du gouvernement iraqien, a estimé que le traitement de ces familles représentait un défi majeur après les victoires contre l'EIL. Il a également fait remarquer qu'«il existe environ 100 000 personnes

³⁵² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 28.

AI, The condemned. Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#), pp. 5, 17, 29, 34, 36.

³⁵⁴ AI, The condemned. Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#), p. 12.

³⁵⁵ Sweden, Lifos, Thematic report: The security situation in Iraq : July 2016- November 2017, 18 December 2017, [url](#), p. 43.

dans les familles entretenant des liens avec l'EIIL et qu'il est probable que, si le traitement sévère se poursuit, elles constitueront la prochaine génération de l'EIIL»³⁵⁶.

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq au cours du second semestre de 2017, la MANUI se dit préoccupée par les attaques perpétrées contre les familles des membres présumés de l'EIIL, apparemment dans l'intention de les expulser ou de les empêcher de rentrer chez elles³⁵⁷. La MANUI ajoute que «les attaques visant les familles des membres présumés de l'EIIL et leurs biens se sont poursuivies, l'objectif étant de les expulser ou de les empêcher de rentrer chez elles, en particulier dans les gouvernorats d'Anbar et de Salah ad-Din»³⁵⁸. Dans un rapport sur la protection des civils dans le cadre des opérations menées dans le gouvernorat de Ninive et de la reprise de Mossoul, au cours de la période allant du 17 octobre 2016 au 10 juillet 2017, la MANUI fait état des menaces qui pèsent sur les familles qui compteraient des membres affiliés à l'EIIL. Des expulsions de ces familles ont également été signalées. Dans certains cas, des groupes non identifiés ont proféré des menaces au moyen de «lettres de nuit». Dans d'autres cas, ce sont les autorités locales qui en sont responsables³⁵⁹.

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq au cours du premier semestre de 2017, la MANUI révèle également des cas de menaces à l'encontre des familles qui compteraient des membres affiliés à l'EIIL, lesquelles sont parfois sujettes à des expulsions forcées. La MANUI désigne les autorités locales et les groupes non identifiés comme responsables³⁶⁰. En mars 2017, Human Rights Watch a recensé des cas d'UMP ayant participé à des expulsions et à la démolition de maisons appartenant à des familles qui auraient des liens familiaux avec des affiliés de l'EIIL³⁶¹. En décembre 2016, la MANUI a indiqué que certaines autorités locales avaient donné l'ordre d'expulser de force les membres de la famille des partisans effectifs ou présumés de l'EIIL³⁶².

Voici des exemples de traitement réservé aux membres de la famille des affiliés ou partisans effectifs ou présumés de l'EIIL³⁶³.

Ninive

- Entre novembre 2015 et janvier 2016, au moins 80 familles originaires des localités d'Aski Mosul et de Huteina, dans le sous-district de Wana (district de Tilkaif), ont été déplacées de force vers le camp de PDI de Garmawa, dans le gouvernorat de Duhok. Certaines familles affirment que les Asayish de la RKI leur ont ordonné de quitter leur localité en raison de liens avec un membre de l'EIIL³⁶⁴.
- En janvier 2017, environ 80 personnes soupçonnées d'avoir des membres de leur famille appartenant à l'EIIL ont été expulsées du sous-district de Hamam al-Ailil

³⁵⁶ Niqash, Fuelling the fight, never-ending story of extremism in Iraq, 16 November 2017, [url](#).

³⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. vi.

³⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 3.

³⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 3.

³⁶⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 2.

³⁶¹ Human Rights Watch, Iraq: displacement, detention of suspected "ISIS families"- Troops force residents out, demolish homes, 5 March 2017, [url](#).

³⁶² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. II.

³⁶³ Les exemples cités se rapportent à des exactions commises contre des membres de la famille des affiliés ou partisans effectifs ou présumés de l'EIIL, sans affirmer qu'il s'agit de la seule raison du traitement subi.

³⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 24.

(district de Mossoul) sur décision d'un comité local, dirigé par des chefs tribaux et assisté par des membres des forces de sécurité³⁶⁵.

- En juin 2017, les membres de la tribu al-Jabouri ont annoncé le lancement d'une campagne d'expulsion d'al-Qayyarah des familles dont les membres entretiendraient des liens avec l'EIL. Le lendemain, 90 familles qui se sentaient menacées ont fui la région³⁶⁶.
- En avril 2018, Human Rights Watch a indiqué que les forces armées locales du district d'al-Ba'j avaient émis en février 2018 un ordre selon lequel les membres de la famille des membres de sexe masculin de l'EIL ne pouvaient pas retourner dans leur région d'origine. Selon les estimations, sur les 12 000 habitants d'al-Ba'j qui se trouvaient encore dans les camps, environ 20 % avaient un proche parent qui avait rejoint l'EIL et ne pourront par conséquent pas rentrer chez eux³⁶⁷.
- En septembre 2018, les acteurs de la sécurité ont déplacé de force au moins 22 familles originaires de localités situées près de Mossoul dans des camps établis dans le gouvernorat de Ninive. Il s'agissait de ménages dirigés par des femmes qui entretiendraient des liens avec des extrémistes³⁶⁸.

Babil

- En juillet 2016, le conseil provincial de Babil a ordonné la démolition des maisons de personnes condamnées pour appartenance à l'EIL et a expulsé les membres de leur famille du gouvernorat.³⁶⁹

Salah ad-Din

- Le 11 août 2016, au moins 60 familles de Dhuluiya (gouvernorat de Salah ad-Din) ont été informées par la police qu'elles devaient partir. Selon des sources, les familles des collaborateurs de l'EIL seraient expulsées pour une durée de sept ans³⁷⁰.
- Le 30 août 2016, le conseil provincial de Salah ad-Din a décidé d'expulser du gouvernorat toutes les familles des membres de l'EIL pour une période de 10 ans. Ceux qui se trouvaient à l'extérieur du gouvernorat n'avaient pas le droit de rentrer si un membre de leur famille entretenait des liens avec l'EIL³⁷¹.
- En septembre 2016, les UMP locales ont détruit des centaines de maisons à al-Aithah (gouvernorat de Salah ad-Din). Elles visaient non seulement les familles soupçonnées d'appartenance à l'EIL, mais aussi les familles qui avaient fui à cause des combats³⁷².
- Selon Amnesty International, au début de 2017, «la milice tribale sunnite Hashad al-Ashari, qui fait partie des UMP, et les forces gouvernementales irakiennes ont déplacé de force du gouvernorat de Salah ad-Din au moins 125 familles soupçonnées d'appartenance à l'Ei, à la suite d'un décret émis par les autorités locales autorisant

³⁶⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 27.

³⁶⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 40.

³⁶⁷ Human Rights Watch, Iraq: Local Forces Banish ISIS Suspects' Families, 26 April 2018, [url](#).

³⁶⁸ UNHCR, Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

³⁶⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 28.

³⁷⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 27.

³⁷¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 27.

³⁷² Human Rights Watch, Iraq: displacement, detention of suspected "ISIS families"- Troops force residents out, demolish homes, 5 March 2017, [url](#).

leur déplacement. Les familles ont ensuite été détenues contre leur gré dans un camp de PDI, faisant office de centre de rétention, situé à proximité de Tikrit»³⁷³.

- En janvier 2017, les UMP ont expulsé une femme et ses proches de leur domicile dans la localité d'al-Shakrah (gouvernorat de Salah ad-Din) au motif que son beau-frère avait rejoint les rangs de l'EIL³⁷⁴.
- En mars 2017, des groupes tribaux sunnites faisant partie des UMP et des soldats iraqiens ont déplacé de force au moins 125 familles soupçonnées de liens familiaux avec des affiliés à l'EIL. Les familles, toutes originaires de la province de Salah ad-Din, ont été détenues dans un camp situé près de Tikrit. Les UMP ont également détruit certaines de leurs maisons³⁷⁵.
- Entre le 8 et le 20 novembre 2017, des inconnus ont fait exploser au moins 20 maisons dans trois localités situées à l'ouest du district de Shirqat, au nord de la ville de Tikrit, dans le gouvernorat de Salah ad-Din. Toutes les maisons appartenaient à des familles soupçonnées d'appartenance à l'EIL³⁷⁶.

Anbar

- Le 13 octobre 2017, les FSI ont informé les familles de membres présumés de l'EIL qu'elles avaient 72 heures pour quitter Heet, dans le gouvernorat d'Anbar. Le 26 octobre 2017, trois maisons ont été attaquées à l'explosif et deux maisons ont été incendiées dans la ville de Heet. Le 4 novembre 2017, deux maisons ont été incendiées lors d'incidents distincts dans les quartiers d'al-Khidir et d'al-Dawara de la ville de Heet³⁷⁷.

Kirkouk

- Début janvier 2018, les forces iraqiennes ont déplacé de force au moins 235 familles de personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL. Toutes provenaient de localités situées dans la région de Hawija, à l'ouest de Kirkouk, et ont été conduites à Daquq par les forces iraqiennes au motif d'être soupçonnées de compter des membres affiliés à l'EIL. Human Rights Watch a indiqué que des groupes faisant partie des UMP (également connues sous le nom de «al-Hasdh al-Shaabi») ont détruit certaines de leurs maisons, forcé certains parents à laisser leurs enfants, volé une partie du bétail des familles et roué de coups au moins trois hommes³⁷⁸.

À l'automne 2018, dans le sous-district d'Abbassi (gouvernorat de Kirkouk), des groupes armés affiliés au gouvernement ont demandé aux mukhtars locaux d'ordonner aux familles soupçonnées d'entretenir des liens avec des extrémistes de quitter la région pour la ville ou les camps de Kirkouk dans un délai d'une semaine. Le maire d'Abbassi a toutefois renvoyé la question au gouverneur de Kirkouk et la mesure a été suspendue³⁷⁹.

³⁷³ Al, Amnesty International Report 2017/18 - Iraq, 22 February 2018, [url](#).

³⁷⁴ Human Rights Watch, Iraq: displacement, detention of suspected "ISIS families"- Troops force residents out, demolish homes, 5 March 2017, [url](#).

³⁷⁵ Human Rights Watch, Iraq: displacement, detention of suspected "ISIS families"- Troops force residents out, demolish homes, 5 March 2017, [url](#).

³⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 3.

³⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 3.

³⁷⁸ Human Rights Watch, Families with ISIS Relatives Forced into Camps, 4 February 2018, [url](#).

³⁷⁹ UNHCR, Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, [url](#), p. 2.

RKI

- En 2017, 46 PDI arabes, pour la plupart originaires du gouvernorat d'Anbar, ont reçu l'ordre de quitter la RKI par les Asayish, en raison de relations familiales avec des membres de l'EIIL. Elles ont toutefois été autorisées à retourner à Souleimaniye après l'intervention d'acteurs humanitaires³⁸⁰.

1.5 Membres des tribus appartenant ou soupçonnées d'appartenir à l'EIIL

Dans un rapport publié en mars 2016, Renad Mansour indique que «l'EIIL s'est immiscé dans la vie tribale, en recrutant des membres dans son organisation, en commettant des atrocités et en provoquant des scissions pro- et anti- EIIL au sein des rangs tribaux»³⁸¹. Profitant de l'indifférence du gouvernement d'al-Maliki pour les préoccupations tribales sunnites, l'EIIL a pu infiltrer des tribus en leur fournissant de l'argent, des terres et des armes. Comme l'EIIL attirait des membres des tribus en leur offrant une meilleure rémunération, les chefs tribaux n'ont pas été en mesure de conserver la maîtrise de leur tribu. Mansour fait observer que de nombreuses tribus se sont divisées en factions pro- et anti-EIIL, exacerbant les divisions au sein de la population sunnite et ne laissant pratiquement aucune tribu sans membres affiliés ou partisans de l'EIIL³⁸².

Dans un rapport publié en septembre 2015, l'anthropologue Hosham Dawod³⁸³ indique que «le retour en force d'Al-Qaida initié en 2012 et sa transformation en EIIL ont profondément divisé les tribus à majorité sunnite. Soit elles devaient coopérer avec les forces de sécurité fédérales, soit elles devaient rejoindre les insurgés sunnites»³⁸⁴. Selon Dawod, «pratiquement aucune grande tribu, que ce soit dans le centre ou dans l'ouest de l'Iraq, n'a officiellement fait acte d'allégeance à l'EIIL». Au lieu de cela, ces tribus souvent plus petites «ont cherché à maintenir leurs liens avec l'État, bien que ceux-ci se soient affaiblis après des années de négligence du gouvernement». Les tribus qui se sont jointes à l'EIIL étaient celles qui, depuis 2003, «n'avaient jamais vraiment accepté l'autorité de Bagdad». Ces tribus comprenaient «Al-Jumaila, Al-Halabsa, Al-Bu Issa, Azza, Al-Mishahda dans la région d'Anbar, Al-Bu Ajil, Al-Bu Nasir et certains clans de la confédération tribale Al-Jubur et Ubaid dans la région de Salah ad-Din et de Ninive, etc.»³⁸⁵.

Voici des exemples de traitement réservé aux tribus, subdivisions ou divisions locales de ces tribus affiliées à l'EIIL par les FSI et les groupes armés affiliés. La raison du traitement réservé n'est toutefois pas toujours claire dans les informations sources et l'appartenance tribale à l'EIIL ne doit pas être invoquée comme la seule raison, sauf s'il en est fait clairement mention³⁸⁶.

³⁸⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 34.

³⁸¹ Mansour, R., The Sunni predicament in Iraq, 3 March 2016, [url](#).

³⁸² Mansour, R., The Sunni predicament in Iraq, 3 March 2016, [url](#).

³⁸³ Hosham Dawod est anthropologue au centre national de la recherche scientifique et associé au Norwegian Peacebuilding Resource Centre (NOREF), un réseau de recherche créé dans le but de «renforcer les politiques et les pratiques de consolidation de la paix». Il a publié des travaux de recherche sur les tribus en Iraq et au Moyen-Orient.

³⁸⁴ Dawod, H., The Sunni tribes in Iraq, September 2015, [url](#), p. 3.

³⁸⁵ Dawod, H., The Sunni tribes in Iraq, September 2015, [url](#), pp. 2-3.

³⁸⁶ Commentaire des rédacteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

Diyala

- Le 22 août 2014, des membres des forces de sécurité et des milices progouvernementales ont tué 34 personnes lors d'une attaque contre une mosquée sunnite dans la localité d'Imam Weiss, située dans la province de Diyala. Selon les témoins, toutes les victimes, sauf une, appartenaient aux Beni Weiss, une tribu sunnite établie dans le gouvernorat de Diyala³⁸⁷.
- Le 26 janvier 2015, des membres des milices chiïtes et des forces de sécurité ont tué au moins 56 musulmans sunnites à Barwana, dans la province de Diyala. Ces homicides pourraient avoir été commis en représailles aux assassinats de membres des milices chiïtes et des forces gouvernementales perpétrés par l'EIL les jours précédents. La plupart des victimes étaient issues de familles appartenant à la tribu Jburi. Elles vivaient dans des localités voisines, mais s'étaient réfugiées à Barwana³⁸⁸.
- Le 28 juillet 2015, des miliciens armés ont enlevé trois membres de la tribu Zuherat sur la route reliant Abu Saida à Bakouba (gouvernorat de Diyala)³⁸⁹.
- Le 31 juillet 2016, un chef de la tribu Khazraj a été tué au nord-est de Bakouba (gouvernorat de Diyala), apparemment par des membres de milices faisant partie des UMP³⁹⁰.

Salah ad-Din

- Le 11 novembre 2014, 94 hommes de la tribu Grathool ont été enlevés par les UMP à Yathrib (gouvernorat de Salah ad-Din). Quatorze corps ont ensuite été découverts dans une petite tranchée près de la localité, 46 personnes ont été libérées et 33 personnes enlevées ont disparu³⁹¹.
- Après la libération de Tikrit en avril 2015, des actes de vengeance ont été signalés à l'encontre de membres des tribus Albu Ajil et Albu Nasr. Des disparitions et des destructions de biens et de maisons ont été perpétrées par des combattants tribaux et des miliciens³⁹². Les milices KH et AAH ont enlevé plus de 200 résidents sunnites près d'al-Dour. Au moins 160 personnes enlevées sont toujours portées disparues³⁹³.
- Le 16 juillet 2015, des membres de la milice AAH ont enlevé 12 civils de la tribu Khazraj, dans la localité de Jalludiyat (gouvernorat de Salah ad-Din)³⁹⁴.
- Le 27 septembre 2015, des hommes armés masqués en uniforme ont enlevé au moins 28 membres de la tribu al-Jubour, dans la localité de Hujjaj (gouvernorat de Salah ad-Din). Toutes les personnes enlevées étaient soupçonnées d'appartenir ou d'avoir

³⁸⁷ Human Rights Watch, Iraq: Survivors describe mosque massacre, 2 November 2014, [url](#).

³⁸⁸ Al, Iraq: Barwana massacre - Botched investigation, families waiting for justice, 10 June 2015, [url](#); Human Rights Watch, Iraq: Militias escalate abuses, possibly war crimes, 15 February 2015, [url](#).

³⁸⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 22.

³⁹⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 18.

³⁹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 20.

³⁹² Niqash, Family feuds that last, and last: as extremists withdraw in Salahaddin, Iraq's tribes demand justice, 22 October 2015, [url](#).

³⁹³ Human Rights Watch, Iraq: Militia abuses mar fight against ISIS, 20 September 2015, [url](#).

³⁹⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 22.

appartenu à l'EIL ou d'avoir des liens familiaux avec l'EIL. Selon des sources, les hommes armés masqués étaient des miliciens³⁹⁵.

Anbar

- Le 30 mai 2016, des membres des UMP et de la police fédérale ont exécuté plus d'une douzaine de civils de la tribu Jumaila qui étaient en train de fuir Sajar, une localité située au nord de Falloujah³⁹⁶.
- Début juin 2016, des milliers de civils, appartenant presque tous au clan Albo Akash de la tribu al-Mahamda, ont fui Saqlawiyah (province d'Anbar). Il a été signalé que 1 500 hommes et garçons avaient été enlevés par un groupe armé portant les bannières de la milice KH; 643 hommes et garçons auraient disparu et 49 autres auraient été tués sommairement ou torturés à mort pendant leur détention. Les chefs tribaux estimaient à 200 le nombre d'hommes supplémentaires portés disparus³⁹⁷.
- En novembre 2016, la MANUI a reçu des informations selon lesquelles, à Albu Alwan, dans le district de Ramadi, un grand nombre de familles de rapatriés avaient été expulsées de force de leurs maisons par des membres de la même tribu en raison de leur appartenance présumée à l'EIL³⁹⁸.
- En juin 2018, les FSI établies aux postes de contrôle du gouvernorat d'Anbar ont empêché un groupe de rapatriés d'atteindre leur lieu d'origine à al-Baghdadi (gouvernorat d'Anbar). Ces familles appartenaient à la tribu Saada, dont les membres ont été accusés d'appartenance à l'EIL. Elles ont été emmenées dans des camps de PDI établis dans le gouvernorat d'Anbar, après avoir été empêchées de rentrer chez elles en février et, à nouveau, en juin 2018. Elles avaient été déplacées en 2014 et avaient exprimé leur volonté de rentrer chez elles. La zone était placée sous le contrôle du gouvernement iraquien depuis février 2015³⁹⁹. Des exemples antérieurs de membres de la même tribu empêchés par les FSI de rentrer chez eux, et ayant entraîné des déplacements secondaires, ont également été signalés. Un cheikh de la tribu Sa'ada a expliqué que, bien que les familles aient reçu l'autorisation de regagner leurs anciens lieux de résidence, les forces du commandement opérationnel de Jazeera et Badia (COJB) ont refusé de reconnaître cette autorisation⁴⁰⁰. Selon l'ISW, le COJB couvre l'une des plus grandes zones géographiques de responsabilité, incluant la majeure partie du gouvernorat d'Anbar à l'ouest de Ramadi, soit une grande partie des déserts de Jazeera et de Badia⁴⁰¹.

Ninive

En juin 2017, des combattants yézidis auraient fait disparaître de force et tué 52 civils de la tribu Imteywit. Les victimes étaient en train de fuir les combats opposant l'EIL et les UMP à l'ouest de Mossoul. Les forces yéziennes ont également été impliquées

³⁹⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 22.

³⁹⁶ AI, Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, [url](#), p. 20; Human Rights Watch, Fallujah abuses test control of militias, 9 June 2016, [url](#).

³⁹⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 19.

³⁹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 5.

³⁹⁹ Human Rights Watch, Iraq: Displaced Families Blocked from Returning. 24 June 2018, [url](#).

⁴⁰⁰ Human Rights Watch, Iraq: Displaced Families Blocked from Returning. 24 June 2018, [url](#).

⁴⁰¹ Dury-Agri, J.R. et.al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 18.

dans d'autres cas de disparitions forcées de membres des tribus Imteywit et Jahaysh⁴⁰².

1.6 Recrutement par les UMP et les groupes armés affiliés

Dans un rapport publié en décembre 2017 sur les ordres de bataille des FSI et des UMP en Iraq, l'Institute for the Study of War indique que le processus de recrutement au sein des UMP est géré par la Commission de mobilisation populaire (CMP), en collaboration avec le ministère de l'intérieur. Selon le même rapport, «la direction administrative centrale gère toute une série de questions allant de la délivrance et de la modification des formulaires de recrutement aux examens médicaux et aux vérifications des antécédents et de sécurité, probablement par l'intermédiaire des directions régionales de la CMP et des gouvernorats»⁴⁰³.

Selon un expert de l'Iraq interrogé dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, le recrutement au sein des UMP se fait sur une base volontaire. Bon nombre de personnes rejoignent les rangs des UMP pour des raisons économiques, les salaires étant attractifs [jusqu'à 500 USD/mois] par rapport au reste de l'Iraq. Le rapport indique qu'il n'y a pas de conscription dans les UMP⁴⁰⁴.

S'exprimant sur le recrutement par les UMP lors de la réunion de coopération pratique sur l'Iraq organisée par l'EASO en avril 2017, Joost Hiltermann, directeur de programme pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au sein de l'International Crisis Group, a expliqué que «les milices n'ont aucune difficulté à recruter parce qu'elles ont de l'argent et paient bien; il y a des incitations économiques à les rejoindre»⁴⁰⁵. Mark Lattimer, directeur du Ceasefire Centre for Civilian Rights, a souligné lors de la même réunion que «la plupart des membres des milices chiites sont chiites, mais qu'il existe aussi des milices sunnites, chrétiennes ou mixtes. Le service dans les milices est très attrayant pour les jeunes hommes en raison de la possibilité de gagner un salaire alors qu'il existe peu d'autres possibilités économiques»⁴⁰⁶. Gareth Stansfield, professeur de politique au Moyen-Orient et titulaire de la chaire Al-Qasimi d'études arabes du Golfe à l'université d'Exeter, a fait remarquer que «la milice Asaïb Ahl al-Haq et les brigades Badr affichent un bon niveau de recrutement, y compris parmi les Turkmènes chiites de Touz Khormatou et de Tal Afar»⁴⁰⁷.

Belkis Wille, chercheur principal sur l'Iraq au sein de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch, a déclaré lors de cette même réunion que «le problème du recrutement qui n'est "pas totalement volontaire" concerne principalement les milices tribales sunnites. De jeunes hommes, parfois mineurs, sont recrutés dans les camps de PDI par l'intermédiaire des chefs tribaux. Ils peuvent aussi être fortement encouragés par leurs frères ou leurs parents, ou suivre les traces d'un membre de leur famille, ou accompagner au combat un père ou un frère et s'engager de cette manière. Il y a eu une vague de recrutement au printemps 2016»⁴⁰⁸.

⁴⁰² Human Rights Watch, Iraq: Yazidi fighters allegedly execute civilians, 27 December 2017, [url](#).

⁴⁰³ Dury-Agri, J.R. et al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 34.

⁴⁰⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 45, 48.

⁴⁰⁵ Hiltermann, J., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 12.

⁴⁰⁶ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 12.

⁴⁰⁷ Stansfield, G., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 12.

⁴⁰⁸ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), pp. 14-15.

Dans un rapport publié en avril 2017, Renad Mansour et Faleh A. Jabar ont souligné la popularité des UMP au sein de la population chiite, entraînant une surabondance de volontaires:

«L'une des principales raisons pour lesquelles ni le premier ministre al-Abadi, ni aucun autre dirigeant n'est en mesure de défier les UMP est leur large popularité au sein de la société iraquienne. Les groupes paramilitaires sont particulièrement populaires parmi la population chiite du pays. Un sondage réalisé en août 2015 révèle que 99 % des répondants chiites soutiennent le recours aux UMP pour lutter contre l'État islamique. Le chef du renseignement du gouvernement d'al-Abadi a déclaré que jusqu'à 75 % des hommes âgés de 18 à 30 ans vivant dans les provinces à majorité chiite s'étaient enrôlés dans les UMP au printemps 2016. Étant donné qu'il y a plus de volontaires que l'État n'en a besoin ou ne peut financer, la plupart de ces recrues restent inactives et ne figurent pas sur la liste officielle des combattants actifs. Alors que des volontaires affluaient de toutes les provinces chiites d'Iraq pour s'enrôler, les UMP ont recruté environ dix fois plus de volontaires que les forces de sécurité irakiennes.⁴⁰⁹»

Dans un rapport publié en août 2016, l'International Crisis Group indique que la *fatwa* prononcée en juin 2014 par le grand ayatollah al-Sistani a entraîné une mobilisation massive de jeunes volontaires:

«La plus haute autorité religieuse chiite d'Iraq, le grand ayatollah Ali al-Sistani, a publié un édit religieux contraignant (*fatwa*) le 13 juin, appelant les jeunes à se porter volontaires pour défendre le pays. L'appel à s'enrôler s'est propagé par le bouche-à-oreille à travers le sud et a abouti à une mobilisation massive de jeunes volontaires (*mutatawaeen*) dans ce qui a été appelé plus tard la «mobilisation populaire» (*al-hashd al-Shaabi*). [...] L'adhésion aux UMP était le seul moyen pour de nombreux jeunes de percevoir un salaire et des avantages sociaux pour leur famille s'ils décédaient. La plupart des recrues travaillaient comme journalistes ou dans les rangs inférieurs du secteur public, sans aucune possibilité de gagner décemment leur vie. Pourtant, bien que le revenu ait été une incitation, leurs motivations ne peuvent pas être réduites à un intérêt matériel. Les UMP ont attiré de nombreux jeunes démunis en partie parce que le recrutement ciblait les zones les plus densément peuplées et les plus pauvres (comme Sadr City à Bagdad, Bassora, Diwaniya et Amara) ou était effectué près de la ligne de front (par exemple, les quartiers de Shula et de Hurriya à Bagdad et Kerbala). De jeunes hommes ont continué à se porter volontaires même lorsque le gouvernement ou la milice étaient en défaut de paiement. En 2015, des volontaires ont participé à des séances de formation pour réservistes qui n'offraient aucune rémunération.⁴¹⁰»

Dans un rapport publié en mars 2016, Michael Knights, un expert de l'Iraq auprès du Washington Institute⁴¹¹, analyse l'appel lancé par les UMP à la jeunesse chiite:

«De nombreux Iraquiens, en particulier les plus jeunes, souhaitent essayer quelque chose de nouveau et rejeter les vieilles institutions. Les UMP ont également offert une expérience militaire qui a séduit de nombreux jeunes. Les salaires et les avantages

⁴⁰⁹ Mansour, R. and Jabar, F. A., *The Popular Mobilization Forces and Iraq's future*, 28 April 2017, [url](#), pp. 10-11.

⁴¹⁰ International Crisis Group, *Fight or flight: the desperate plight of Iraq's "Generation 2000"*, 8 August 2016, [url](#), pp. 15-16.

⁴¹¹ A think tank committed to advancing US interests in the Middle East: [url](#)

sociaux (pensions, allocations d'invalidité, etc.) ne sont pas aussi élevés que ceux offerts aux fonctionnaires, mais le service est flexible, les recrues pouvant aller et venir comme bon leur semble. Les règles sont laxistes, ce qui convient à de nombreux jeunes. Le style de commandement adopté par les dirigeants des UMP, tel qu'exposé précédemment, est fonction de leurs caractéristiques personnelles et de leur niveau d'expérience au combat, ce qui est encore une fois très attrayant pour les jeunes qui sont à la recherche de modèles, pas nécessairement de dirigeants auxquels il faut obéir, que vous les appréciez ou non. Dans de nombreuses UMP, l'accent placé sur le chiisme et la protection des sanctuaires chiites est un autre point d'attrait»⁴¹².

1.6.1 Recrutement forcé

Lors de la réunion de coopération pratique sur l'Iraq organisée par l'EASO en avril 2017, Belkis Wille, chercheur principal sur l'Iraq au sein de la division Moyen-Orient et Afrique du Nord de Human Rights Watch, indique que «le recrutement forcé dans les milices chiites reste très rare, seuls trois ou quatre cas ayant été signalés. Dans certains cas, de jeunes sunnites se sont enrôlés dans une milice chiite (Kataeb Hezbollah)⁴¹³. Dans un bulletin d'information publié en 2017, le HCR fait état d'allégations de recrutement forcé d'hommes, y compris de mineurs, habitant dans les zones nouvellement reprises de Mossoul. Il indique que «les PDI fuyant le côté est de Mossoul sont également forcées par des milices tribales de se joindre à l'offensive militaire pour préparer les repas et transporter ou prendre les armes. Les PDI risquent d'être accusées d'appartenance à des groupes armés si elles refusent ou font preuve de réticence. Un homme "volontaire" par famille permet de balayer les allégations d'appartenance au groupe armé»⁴¹⁴.

Dans un rapport publié en novembre 2016, le ministère néerlandais des affaires étrangères indique que le recrutement forcé de combattants n'a pas lieu dans les UMP, mais que les hommes peuvent faire l'objet de pressions sociales pour rejoindre une milice⁴¹⁵. Malgré la popularité des UMP et la disponibilité de volontaires, l'International Crisis Group a fait observer en août 2016 que les groupes armés (milices et EIL) tentent de plus en plus de recruter de jeunes professionnels qui possèdent les compétences dont ils ont besoin. En particulier, les médecins sont confrontés à ce type de recrutement:

«Dans les zones contrôlées par le gouvernement, la capacité décroissante de ce dernier à faire respecter la loi dans un environnement dominé par les milices oblige les jeunes professionnels à demander la protection des milices. Les groupes armés (milices et EI) qui ont besoin de leurs compétences, en particulier celles des médecins, essaient de plus en plus de les recruter, soit par la force, soit en créant des associations professionnelles parallèles à celles de l'État»⁴¹⁶.

Dans un rapport décrivant la situation au cours de la période allant de décembre 2014 à avril 2015, la MANUI fait état d'informations selon lesquelles les familles de PDI se voyaient interdire l'entrée dans les gouvernorats de Bagdad, de Kerbala et de Babil, sauf si les hommes rejoignaient les UMP. Elle indique qu'«un grand nombre de PDI se sont rendues dans les

⁴¹² Knights, M., The future of Iraq's armed forces, March 2016, [url](#), p. 30.

⁴¹³ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), pp. 14-15.

⁴¹⁴ UNHCR, Mosul Weekly Protection Update 14-20 January 2017, 20 January 2017, [url](#), p. 2.

⁴¹⁵ Netherlands, Ministry of Foreign Affairs, Algemeen ambtsbericht Irak, 14 November 2016, [url](#), p. 58.

⁴¹⁶ International Crisis Group, Fight or flight: the desperate plight of Iraq's "Generation 2000", 8 August 2016, [url](#), p. 23.

gouvernorats de Bagdad, de Karbala et de Babil, bien que beaucoup se soient vu refuser l'entrée à moins d'avoir un parrain habitant dans ces gouvernorats. Certaines familles n'étaient admises que si les hommes adultes acceptaient de rejoindre les UMP»⁴¹⁷.

Dans un rapport sur les pratiques en matière de droits de l'homme publié en 2015, l'USDOS fait également état de conseils locaux forçant les personnes déplacées à s'enrôler:

«Le 21 avril 2015, le conseil provincial de Wasit a publié une déclaration forçant les personnes déplacées âgées de 18 à 50 ans à s'enrôler. Les PDI chabaks vivant dans le gouvernorat de Wasit ont déclaré à l'ONG Masarat que la police locale avait confisqué leurs documents d'identité et leur avait dit qu'elles devaient s'enrôler dans les forces de sécurité ou quitter la province. Au final, après l'intervention de militants des droits de l'homme, d'un député, d'autorités religieuses et de membres du conseil provincial de Wasit, la décision d'enrôler de force les PDI chabaks a été révoquée et la police locale leur a restitué leurs documents d'identité»⁴¹⁸.

1.7 Anciens membres du parti Baas

De 1968 à 2003, le parti socialiste arabe Baas a dirigé l'Iraq. Les Baasistes avaient brièvement pris le pouvoir en 1963 avant de le reprendre en 1968, après quoi le pouvoir du parti s'était concentré en la personne du chef iraquien Saddam Hussein⁴¹⁹. L'idéologie du parti est fondée sur un nationalisme arabe laïque. Le parti Baas concentrait le pouvoir sur le pays sous le contrôle d'une «élite étroite unie par des liens familiaux et tribaux» plutôt que par des convictions idéologiques. Dans les années 1980, environ 10 % des citoyens iraqiens étaient membres du parti⁴²⁰. Le parti Baas a été décrit comme un «régime autoritaire brutal» qui a infiltré le gouvernement et les institutions militaires afin de garder le pouvoir sur la population⁴²¹. Saddam Hussein et le parti Baas ont perpétré de nombreux actes de violence, homicides, actes de torture, exécutions et autres formes de répression aux fins de contrôler la population. Un incident particulièrement connu a eu lieu lorsque la localité kurde de Halabja, dans le nord du pays, a fait l'objet d'attaques chimiques au gaz en 1988, faisant 5 000 morts et 10 000 blessés. La population était soupçonnée de déloyauté envers le régime⁴²².

Après l'effondrement du régime de Saddam Hussein en 2003, la nouvelle Constitution adoptée en 2005 a effectivement interdit le parti Baas⁴²³. Un projet de loi adopté par le Parlement iraquien en juillet 2016 a formellement interdit au parti socialiste arabe Baas «d'exercer toute activité politique, culturelle, intellectuelle ou sociale sous quelque nom et par quelque moyen de communication que ce soit»⁴²⁴.

⁴¹⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 5.

⁴¹⁸ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 - Iraq, 13 April 2016, [url](#).

⁴¹⁹ Encyclopaedia Britannica, Ba'ath party, n.d., [url](#).

⁴²⁰ BBC News, The Iraqi Baath party, 25 March 2003, [url](#).

⁴²¹ Stanford News, Ba'ath Party archives at the Hoover Institution reveal brutality of Saddam Hussein's authoritarian regime, 29 March 2018, [url](#).

⁴²² New York Times (The), Saddam Hussein, Defiant Dictator Who Ruled Iraq With Violence and Fear, Dies, 30 December 2006, [url](#).

⁴²³ Tahrawi, D., The future of the Iraqi Ba'ath Party, 3 March 2016, [url](#).

⁴²⁴ GICJ, Iraq – New bill contradicts basic principles of human rights, 4 August 2016, [url](#).

1.7.1 Liens entre l'EIL et les anciens membres du parti Baas

Selon Renad Mansour, malgré une interdiction constitutionnelle⁴²⁵, des éléments résiduels de l'ancien parti Baas étaient toujours actifs pendant le conflit mené contre l'EIL en 2016. Il explique que «le parti est divisé en deux branches» et fait remarquer que

«le premier groupe compte des partisans d'Izzat Ibrahim al-Douri, ancien vice-président du Conseil du commandement révolutionnaire iraquien de Saddam Hussein, et de l'ordre Naqshbandi, une secte soufie bien en vue dans le nord de l'Iraq qui se revendique de l'islam sunnite. Le second groupe est dirigé par Mohammed Younis al-Ahmed, chef du parti al-Awda, un mouvement clandestin qui tente de faire revenir au pouvoir le parti Baas. Les deux groupes sont recherchés par le gouvernement central et, en tant que tels, opèrent par l'intermédiaire de réseaux clandestins. Les deux groupes partagent des liens avec l'EIL»⁴²⁶.

En avril 2018, le ministère néerlandais des affaires étrangères a indiqué que la liste des membres les plus recherchés de l'EIL publiée par les autorités iraqiennes en février 2018 contenait plusieurs anciens membres de haut rang du parti Baas⁴²⁷. Le 4 février 2018, Arab News, un journal saoudien de langue anglaise, a également fait mention de l'existence d'une liste des 60 personnes «les plus recherchées» par les services de sécurité iraqiens liées à des activités terroristes au cours des 14 dernières années, parmi lesquelles d'anciens baasistes⁴²⁸. L'article indique que la «liste iraquienne relie les responsables du parti Baas à l'armée de Mahomet, à l'armée des hommes de la Naqshbandiyya, à l'armée des moudjahidines, à l'armée d'Al-Aussra, à Al-Qaida et à Daech». Il ajoute que certains des noms figuraient déjà sur une liste des responsables du régime de Saddam Hussein recherchés par les États-Unis et qu'ils adhèreraient à des groupes militants depuis 2003. La liste comprenait le nom de la fille aînée de Saddam Hussein, Raghad Saddam Hussein, ses neveux, Omar et Ayman Saba'awi, Ahmed Wattban Ibrahim Al-Hassan, ainsi que le cousin de Saddam, Rafei'a Abdulatif Telfah⁴²⁹.

En avril 2018, le New Arab, un média panarabe basé à Londres, a mentionné une enquête menée par l'AFP, révélant que 14 anciens responsables du régime de Saddam Hussein étaient toujours incarcérés en Iraq, 15 ans après le renversement du régime⁴³⁰. En mars 2018, Rudaw, un réseau de médias kurde, a révélé que le gouvernement iraquien avait ordonné la saisie des biens qui appartenaient auparavant à Saddam Hussein et à plus de 4 200 anciens responsables baasistes, y compris à leurs conjoints et membres de leur famille⁴³¹.

Dans un article publié en décembre 2015, Reuters indique que les anciens officiers du régime de Saddam Hussein ont été un facteur puissant dans la montée de l'EIL. Selon de multiples sources, les baasistes ont renforcé les réseaux d'espionnage et les tactiques de combat de l'EIL et ont joué un rôle déterminant dans la survie de son califat autoproclamé. Selon Hisham al-Hashimi, un expert de l'Iraq qui a travaillé avec le gouvernement iraquien, parmi les 23 portefeuilles de l'EIL (équivalents à des ministères), d'anciens officiers du régime de Saddam dirigeaient trois des plus importants: la sécurité, l'armée et les finances. L'union entre

⁴²⁵ Tahrawi, D., The future of the Iraqi Ba'ath Party, 3 March 2016, [url](#).

⁴²⁶ Mansour, R., The Sunni predicament in Iraq, 3 March 2016, [url](#), pp. 15-16.

⁴²⁷ Netherlands, Ministry of Foreign Affairs, Algemeen Ambtsbericht Irak, 1 April 2018, [url](#), p. 72.

⁴²⁸ Arab News, Iraq issues 'most wanted' terror list, 4 February 2018, [url](#).

⁴²⁹ Arab News, Iraq issues 'most wanted' terror list, 4 February 2018, [url](#).

⁴³⁰ New Arab (The), 14 Saddam-era officials remain jailed in Iraq: survey, 23 April 2018, [url](#).

⁴³¹ Rudaw, Iraq orders seizure of Baathist-remnant assets, 5 March 2018, [url](#).

les baasistes et l'EIL est une union de complaisance, a indiqué Reuters: «Les anciens baasistes qui travaillaient avec l'EIL étaient mus par un instinct de préservation et une haine partagée envers le gouvernement dirigé par les chiïtes en Iraq»⁴³². Selon le *Washington Post*, le recrutement d'anciens officiers baasistes était une stratégie délibérée mise en place sous la surveillance du dirigeant de l'EIL, Abu Bakr al-Baghdadi⁴³³. Selon le *New York Times*, l'association avec les baasistes a permis à l'EIL de devenir un «mouvement hybride de terroristes et de militaires»⁴³⁴.

D'autres sources font état des différents programmes et tactiques de l'EIL et des baasistes. En avril 2015, Rudaw a publié un article sur le massacre de centaines d'anciens militaires et policiers du régime de Saddam Hussein par l'EIL:

«L'État islamique aurait tué des centaines d'anciens militaires et policiers qui faisaient partie des forces de sécurité irakiennes sous le régime baasiste de Saddam Hussein, a annoncé le vice-président irakien. Lors d'une conférence de presse organisée jeudi à Tal Afar, le vice-président Oussama Noujaifi a déclaré: "Ces derniers jours, les milices de l'EIL ont tué 300 anciens policiers et militaires à Mossoul." L'État islamique avait précédemment demandé aux anciens officiers de l'armée irakienne de se joindre aux combattants du groupe à Mossoul, a expliqué à Rudaw une source à l'intérieur de la ville tenue par les djihadistes, sous couvert d'anonymat.⁴³⁵»

Dans un article publié en 2015 dans le magazine en ligne Intercept, le journaliste Malcolm W. Vance indique que les anciens baasistes entretenaient des liens avec l'EIL, mais avaient également leurs propres objectifs politiques à l'esprit et visaient l'établissement d'une nation tribale dominée par les sunnites de Damas à Falloujah et Mossoul, s'apercevant ainsi secrètement l'instauration d'un califat par l'EIL⁴³⁶. D'après la même source, d'anciens loyalistes du régime travaillant avec l'EIL ont été poussés à jurer fidélité à l'EIL⁴³⁷. En novembre 2014, Middle East Eye indique que «le battage initial autour du retour du parti Baas et de l'Armée des hommes de la Naqshbandiyya s'est avéré faux». Malgré sa présence à Mossoul, le parti Baas est relativement inefficace. Les combattants de l'EIL, appuyés par des groupes tribaux locaux, contrôlent la région. Pour dompter toute opposition, l'EIL a arrêté un certain nombre de dirigeants locaux du parti Baas. Middle East Eye souligne en outre que tous les membres du parti Baas n'étaient pas enthousiastes à l'égard de la montée de l'EIL⁴³⁸. En juillet 2014, Reuters a révélé que l'EIL avait arrêté entre 25 et 60 anciens baasistes dans le but d'éliminer les rivaux potentiels à Mossoul⁴³⁹. Human Rights Watch a fait observer que ces arrestations laissaient entendre l'existence de fractures dans l'alliance locale entre les baasistes et l'EIL⁴⁴⁰. En juin 2014, une source à l'intérieur de Mossoul contactée par Niqash a déclaré que l'EIL utilisait très probablement ses associations entre anciens baasistes et milices tribales à Mossoul pour obtenir le soutien populaire et être accepté par la population de la ville. À

⁴³² Reuters, The Baathists: how Saddam's men help Islamic State rule, 11 December 2015, [url](#).

⁴³³ Washington Post (The), The hidden hand behind the Islamic State militants? Saddam Hussein's, 4 April 2015, [url](#).

⁴³⁴ New York Times (The), Military skill and terrorist technique fuel success of ISIS, 27 August 2014, [url](#).

⁴³⁵ Rudaw, Iraqi VP: 300 ex-security officers executed in Mosul, 17 April 2015, [url](#).

⁴³⁶ Intercept (The), ISIS forces that now control Ramadi are ex-Baathist Saddam loyalists, 3 June 2015, [url](#).

⁴³⁷ Intercept (The), ISIS forces that now control Ramadi are ex-Baathist Saddam loyalists, 3 June 2015, [url](#).

⁴³⁸ Middle East Eye, Analysis: Iraq's Baath party: where are they now ?, 14 November 2014, [url](#).

⁴³⁹ Reuters, Islamic State rounds up ex-Baathists to eliminate potential rivals in Iraq's Mosul, 8 July 2014, [url](#).

⁴⁴⁰ Human Rights Watch, Iraq: ISIS Abducting, Killing, Expelling Minorities. Armed Group Targeting Christian Nuns, Turkmen, Shabaks, Yazidis, 19 July 2014, [url](#).

Mossoul, toutefois, la responsabilité était claire, et l'EIIL a ordonné le retrait des affiches de Saddam Hussein⁴⁴¹.

1.7.2 Débaasification

Un rapport publié en mars 2013 par l'International Center for Transitional Justice (ICTJ)⁴⁴² définit le processus de débaasification en Iraq comme un ensemble de mesures juridiques et administratives appliquées peu après la chute du régime de Saddam en avril 2003 dans le but d'empêcher le parti Baas de revenir au pouvoir. Il s'agissait d'une politique générale visant à éliminer les hauts responsables du parti Baas de la fonction publique et à dissoudre les forces armées et les services de sécurité irakiens. Alors que les partis politiques chiites soutenaient le processus, les sunnites ont fini par considérer la débaasification comme «un instrument sectaire visant à empêcher les sunnites de participer à la vie publique»⁴⁴³. En tant que telle, la débaasification s'est avérée être «un processus profondément biaisé», polarisant la politique irakienne et contribuant à «une grave instabilité au sein de l'armée et du gouvernement irakiens»⁴⁴⁴. Le rapport indique qu'en mai 2003, 400 000 conscrits, officiers et fonctionnaires ont été mis au chômage à la suite de l'ordre de débaasification de 2003⁴⁴⁵. Selon le GICJ, la débaasification a eu pour effet une légitimation du sectarisme aux conséquences négatives durables sur l'Iraq⁴⁴⁶. Dans un rapport publié en 2015, Human Rights Watch indique qu'en raison des «animosités historiques» entre les chiites et les baasistes, «les forces progouvernementales engagées dans les opérations militaires contre l'EIIL semblent avoir confondu l'EIIL avec le parti Baas», regroupant l'EIIL et ces forces «loyales au parti Baas dissous et aux officiers supérieurs retraités qui ont servi sous Saddam Hussein»⁴⁴⁷.

Voici d'autres exemples de traitement réservé aux anciens baasistes⁴⁴⁸.

- En mars 2015, des combattants miliciens ont affirmé avoir incendié et détruit le village d'al-Dour, situé dans le gouvernorat de Salah ad-Din. Selon les miliciens, les habitants étaient des baasistes et des membres de l'EIIL⁴⁴⁹. Des milices ont également détruit des biens et incendié des bâtiments dans les localités d'al-Alam et d'al-Bu Ajil, apparemment en collaboration avec l'EIIL⁴⁵⁰. Des disparitions forcées et des homicides commis par les milices KH et AAH ont été signalés⁴⁵¹.
- En avril 2015, des membres de milices alliées aux forces gouvernementales ont pillé des maisons civiles dans les zones nouvellement libérées de Tikrit. «Un certain

⁴⁴¹ Niqash, Inside Mosul, ISIS bringing the Baath party back- or are they?, 13 June 2014, [url](#).

⁴⁴² Selon son [site web](#), l'ICTJ est une organisation internationale à but non lucratif qui travaille avec les victimes de violations des droits de l'homme, la société civile, ainsi que diverses organisations nationales et internationales, afin «de faire en sorte que les victimes obtiennent réparation et d'aider à empêcher que des atrocités ne se reproduisent» en menant des activités de recherche, d'analyse et de conseil.

⁴⁴³ Sissons, M. and Al-Saiedi, A., A bitter legacy: Lessons of de-baathification in Iraq, March 2013, [url](#), pp. 9-21.

⁴⁴⁴ Sissons, M. and Al-Saiedi, A., A bitter legacy: Lessons of de-baathification in Iraq, March 2013, [url](#), p. 1.

⁴⁴⁵ Sissons, M. and Al-Saiedi, A., A bitter legacy: Lessons of de-baathification in Iraq, March 2013, [url](#), p. 29.

⁴⁴⁶ GICJ, Iraq – New bill contradicts basic principles of human rights, 4 August 2016, [url](#)

⁴⁴⁷ Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, [url](#), p. 22

⁴⁴⁸ Les exemples cités se rapportent à des actes commis contre d'anciens membres du parti Baas, sans affirmer qu'il s'agit de la seule raison du traitement subi.

⁴⁴⁹ Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, [url](#), p. 21.

⁴⁵⁰ Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, [url](#), pp. 31, 38, 40.

⁴⁵¹ Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, [url](#), pp. 43-49.

nombre de magasins et de maisons ont été pillés et incendiés dans le quartier de Zuhor, la rue Itibba'a, la rue Arbaeen, le quartier Qadisiya, le quartier al-Asri et le quartier Shuhadaa au cours des 48 premières heures de la libération de la ville de Tikrit. Entre l'après-midi du 3 avril et la matinée du 4 avril, 700 maisons supplémentaires auraient été pillées et incendiées, et 200 autres auraient été détruites à l'aide d'engins explosifs, en particulier celles appartenant à d'anciens officiers de l'armée iraquienne sous Saddam Hussein»⁴⁵².

- Le 17 avril 2015, dans la localité d'al-Sankar du district d'Abu al-Khaseeb (gouvernorat de Bassora), un cheikh sunnite de la tribu al-Ghanim a été abattu devant sa maison. Le cheikh aurait servi dans les services de renseignement sous le régime de Saddam Hussein⁴⁵³.
- Le 27 septembre 2015, un ancien membre du parti Baas a été abattu dans la région d'al-Junaina, au centre du gouvernorat de Bassora⁴⁵⁴.
- Le 29 avril 2016, un membre de haut rang du parti Baas a été tué à Bassora par des hommes armés non identifiés⁴⁵⁵.

Selon le rapport 2017 sur la liberté religieuse internationale, «les sunnites ont déclaré être victimes de discrimination dans l'accès aux emplois dans la fonction publique à la suite de la débaasification, un processus initialement destiné à cibler les loyalistes de l'ancien régime. Selon les sunnites et les ONG locales, le gouvernement a continué d'appliquer de manière sélective les dispositions relatives à la débaasification de façon à rendre de nombreux sunnites inéligibles à un emploi dans la fonction publique, mais ne l'a en revanche pas fait pour les anciens baasistes chiites»⁴⁵⁶.

1.8 Désertion

1.8.1 Désertion de l'armée

Le code pénal militaire n° 19 de 2007, qui s'applique au personnel des forces armées iraqiennes en service, aux cadets des collèges militaires et des écoles ou instituts militaires, traite de la désertion et d'une série de sanctions connexes en son chapitre 5. L'article XXXV, paragraphe 1, dispose que «[q]uiconque déserte pour rejoindre l'ennemi est passible de la peine de mort». Le paragraphe 2 prévoit que «[q]uiconque déserte pour se joindre à l'ennemi lors de confirmations ou lors d'une évvasion d'un site assiégé, est passible d'une peine d'emprisonnement de deux à sept ans». Aux termes du paragraphe 5, est passible d'une peine d'emprisonnement de cinq ans toute «[p]ersonne militaire qui déserte à l'étranger pendant son service militaire». L'article XXXVI, paragraphe 1, dispose que le fait qu'«[u]n déserteur de l'armée se rende en faisant acte de repentance est considéré comme une "circonstance atténuante"»⁴⁵⁷. Dans un rapport publié en octobre 2014, la MANUI indique que la peine de mort est prévue par le code pénal militaire de 2007:

⁴⁵² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 29.

⁴⁵³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 31.

⁴⁵⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 30.

⁴⁵⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 30.

⁴⁵⁶ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁴⁵⁷ Iraq, Military Penal Code No. 19 of 2007, 2007, [url](#).

«Les infractions passibles de la peine de mort sont énumérées aux articles XXVII et XXVIII et comprennent les infractions suivantes: le manquement du personnel à ses devoirs dans les circonstances conduisant à sa reddition ou à celle d'autres membres des forces armées et à la reddition d'installations militaires et d'objets ou de territoires militaires; la transmission de documents ou d'informations secrets à des puissances hostiles en temps de paix ou de guerre; l'incitation à la révolte, à la désertion ou à la défection de membres des forces armées en faveur de l'ennemi; l'incitation à l'insubordination ou à la désobéissance parmi d'autres membres des forces armées; la divulgation d'opérations militaires et de secrets militaires à l'ennemi; la propagation de la panique au sein des forces armées par la désinformation; et la communication secrète avec les forces ennemies, etc.⁴⁵⁸».

L'absentéisme est couvert par l'article XXXIII du chapitre IV dudit code, qui dispose que «[q]uiconque s'absente sans justification légale valable de son unité ou de son lieu de service ou dépasse la durée de son congé en temps de paix de plus de quinze (15) jours pour les grades inférieurs et de dix (10) jours pour les officiers est passible d'une peine d'emprisonnement de trois (3) ans au maximum»⁴⁵⁹. Toute infraction d'absentéisme (article XXXIII) en période de «mobilisation» est considérée comme une «circonstance aggravante» (article XXXVI)⁴⁶⁰.

Dans un article publié en juin 2014, le *New York Times* indique qu'après la capture de Mossoul par l'EIL au cours de ce mois, le gouvernement iraquien «a publiquement invoqué la loi interdisant les désertions, en menaçant d'appliquer des peines sévères, dont la peine de mort»⁴⁶¹. Le même mois, Public Radio International (PRI)⁴⁶² a indiqué que le premier ministre iraquien Nouri al-Maliki avait menacé d'exécution les déserteurs dans un discours télévisé⁴⁶³. Un colonel iraquien, qui a demandé à rester anonyme parce qu'il n'était pas autorisé à parler à la presse, a cependant déclaré que «l'armée ne considère pas les soldats qui ont fui après avoir été abandonnés par leurs supérieurs comme des déserteurs». Il a affirmé que les soldats étaient contraints de fuir, car ils n'avaient pas reçu l'ordre de se battre, leurs commandants étaient partis et leur vie était en danger. Il a ajouté que «les désertions massives à Mossoul sont considérées comme un problème politique et non comme un problème stratégique ou militaire»⁴⁶⁴.

Dans un article publié en juillet 2014, le *Washington Post* fait état de la situation d'un soldat iraquien qui a déserté l'armée le mois précédent. Selon cette source, le jeune homme «s'est soustrait aux autorités, qui procèdent à l'arrestation des déserteurs, en se déplaçant entre les maisons d'amis et de membres de sa famille dans sa ville natale de Bagdad»⁴⁶⁵. Michael Knights a informé le *Washington Post* que près d'un dixième des soldats actifs irakiens avaient déserté dans les semaines qui avaient suivi la prise de Mossoul par l'EIL. Selon les responsables irakiens, le nombre de déserteurs aurait pu atteindre 90 000 à l'époque⁴⁶⁶.

⁴⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 9.

⁴⁵⁹ Iraq, Military Penal Code No. 19 of 2007, 2007, [url](#).

⁴⁶⁰ Iraq, Military Penal Code No. 19 of 2007, 2007, [url](#).

⁴⁶¹ New York Times (The), Exhausted and bereft, Iraqi soldiers quit fight, 10 June 2014, [url](#).

⁴⁶² Selon son [site web](#), PRI est un réseau de radiodiffusion public à but non lucratif basé aux États-Unis.

⁴⁶³ PRI, Iraqi deserters say the army's epic collapse isn't their fault, 17 June 2014, [url](#).

⁴⁶⁴ PRI, Iraqi deserters say the army's epic collapse isn't their fault, 17 June 2014, [url](#).

⁴⁶⁵ Washington Post (The), Iraqi soldier tells of desertion as militants attacked refinery: 'Our officers sold us out', 11 July 2014, [url](#).

⁴⁶⁶ Washington Post (The), Iraqi soldier tells of desertion as militants attacked refinery: 'Our officers sold us out', 11 July 2014, [url](#).

Dans un article publié en septembre 2014, le *New York Times* indique que l'armée iraquienne a tenté de convaincre les déserteurs de l'armée de revenir en leur offrant une amnistie de facto. Un fonctionnaire du centre de réenrôlement de Bagdad a informé le *New York Times* qu'on ne demandait à personne d'expliquer les raisons pour lesquelles il avait abandonné son unité⁴⁶⁷. Un article publié par Niqash indique que l'armée iraquienne souffre gravement du «phénomène des astronautes», c'est-à-dire que des soldats versent de l'argent à des officiers supérieurs afin qu'ils puissent quitter l'armée et rester à l'écart⁴⁶⁸. Le même article révèle que de nombreux soldats soudoient leurs officiers supérieurs pour sortir des zones dangereuses, «en leur versant une partie importante ou la totalité de leur salaire en échange du fait qu'ils ne les signalent pas comme absents». Par conséquent, une augmentation du nombre de soldats iraqiens abandonnant les zones dans lesquelles ils pouvaient s'attendre à voir des combats, comme les provinces d'Anbar, de Salah ad-Din et de Diyala, a été signalée dans l'article paru en juillet 2014⁴⁶⁹. L'article ajoute que la corruption dans l'armée iraquienne s'est aggravée depuis l'introduction du nouveau code pénal militaire en 2007, et que «bien que la loi militaire établisse des règles strictes pour les soldats absents sans permission, en particulier en temps de guerre, elle n'est pratiquement jamais appliquée⁴⁷⁰». Selon le député Mathar al-Janabi, membre de la commission parlementaire de la sécurité et de la défense, interrogé par Niqash, «les forces de sécurité ont un gros problème en ce qui concerne la non-application du droit militaire [...] Les militaires sont peu effrayés à l'idée de commettre des actes illégaux, comme s'absenter sans permission, perpétrer des homicides illégaux ou ne pas accomplir leurs devoirs militaires»⁴⁷¹.

Dans un communiqué de presse publié en avril 2015, l'AFP annonce que le premier ministre al-Abadi a offert une amnistie aux membres des forces de sécurité qui ont déserté, à condition qu'ils retournent dans leurs unités dans les 30 jours⁴⁷². En mai 2015, le premier ministre al-Abadi a annoncé «l'arrêt de toute action en justice à l'encontre des déserteurs et des personnes absentes pendant le service militaire». Selon un communiqué publié par le cabinet d'al-Abadi, «le premier ministre a décidé d'arrêter définitivement toute action en justice à l'encontre des membres des forces armées et des forces de sécurité intérieure, y compris des infractions suivantes: désertion, absentéisme, calomnie et automutilation aux fins de se soustraire au service militaire, ainsi que des infractions commises contre le régime militaire et les affaires du service»⁴⁷³. En août 2016, Iraqi News a indiqué que le ministère iraquien de la défense avait supprimé les contrats de 106 000 militaires qui avaient déserté le service en juin 2014 après l'entrée de l'EIL à Mossoul⁴⁷⁴.

Dans un rapport publié en décembre 2016, le Landinfo fait état d'une rencontre en novembre 2016 avec un membre d'une organisation internationale anonyme active en Iraq. Selon cette organisation internationale, les déserteurs de l'armée qui ont quitté le pays peuvent être arrêtés et risquent d'être emprisonnés à leur retour en Iraq. Ceux qui connaissent les bonnes personnes peuvent toutefois être autorisés à reprendre leur service

⁴⁶⁷ New York Times (The), Iraq army woos deserters back to war on ISIS, 28 September 2014, [url](#).

⁴⁶⁸ Niqash, The 'Astronaut' problem – Iraqi soldiers who pay money to officers so they don't fight, 2 October 2014, [url](#).

⁴⁶⁹ Niqash, The 'Astronaut' problem – Iraqi soldiers who pay money to officers so they don't fight, 2 October 2014, [url](#).

⁴⁷⁰ Niqash, The 'Astronaut' problem – Iraqi soldiers who pay money to officers so they don't fight, 2 October 2014, [url](#).

⁴⁷¹ Niqash, The 'Astronaut' problem – Iraqi soldiers who pay money to officers so they don't fight, 2 October 2014, [url](#).

⁴⁷² AFP, Iraq offers amnesty to security personnel who fled ISIS. Al Arabiya, 30 April 2015, [url](#).

⁴⁷³ Iraqi News, Abadi pardons military deserters and others, 17 May 2015, [url](#).

⁴⁷⁴ Iraqi News, Contracts of 106,000 deserters cancelled, says Obeidi, 1 August 2016, [url](#).

sans être punis. Le Landinfo a fait remarquer que ces affirmations n'avaient pu être confirmées par d'autres sources⁴⁷⁵. Le directeur du bureau des droits de l'homme de la MANUI à Bagdad a également informé le Landinfo que ses services n'avaient connaissance d'aucune affaire judiciaire ayant abouti à une condamnation à mort en application du droit pénal militaire. En outre, la MANUI n'a rencontré aucun déserteur de l'armée dans les prisons qu'elle a visitées⁴⁷⁶. Le Landinfo a déclaré qu'il ne pouvait exclure avec certitude que des militaires aient été arrêtés en raison des désertions massives qui ont eu lieu lors de l'offensive de l'EIL en juin 2014. Toutefois, selon le Landinfo, les informations recueillies laissent à penser que le code pénal militaire n'était pas strictement appliqué dans sa totalité⁴⁷⁷.

Dans un article publié en décembre 2016, Al-Monitor indique que la commission parlementaire de la sécurité et de la défense a annoncé le même mois qu'«elle suivrait de près l'application de la loi portant sur le rapatriement des personnes renvoyées de l'armée, de la police et des forces de sécurité, ou d'autres personnes qui avaient déserté ou dont les contrats avaient été résiliés»⁴⁷⁸. Des raisons politiques et humanitaires sont invoquées pour justifier l'application de cette loi dite d'amnistie. Le parlementaire Raad al-Dahlaki a déclaré à Al-Monitor que «la décision offre une seconde chance aux déserteurs, afin qu'ils n'aient pas à supporter le fardeau d'un État qui ne serait pas en mesure de protéger ses citoyens. Ils ne devraient pas être tenus responsables de la mauvaise gestion de la sécurité et des affaires politiques par le gouvernement»⁴⁷⁹. Saad al-Matlabi, un membre du comité de sécurité et de défense du conseil provincial de Bagdad, a déclaré à Al-Monitor que «la décision d'amnistier les membres des forces de sécurité et de mettre fin aux poursuites judiciaires faisait partie des décisions de règlement politique prises bien avant les opérations de Mossoul. Mais elles n'ont été approuvées qu'il y a quelques jours»⁴⁸⁰.

Dans un bulletin d'information sur la désertion publié en janvier 2018, le Lifos se réfère à l'article publié en octobre 2014 par Niqash sur le «phénomène des astronautes» cité ci-dessus. Le bulletin d'information indique que peu ou pas d'informations concrètes sont disponibles sur les militaires ou les policiers emprisonnés pour désertion⁴⁸¹. Interrogé par l'ACCORD en mai 2018, Joel Wing, un expert iraquien basé aux États-Unis et gestionnaire du blog Musings on Iraq, a déclaré qu'il n'était pas au courant des conséquences pour les personnes qui avaient déserté les UMP⁴⁸². Selon un expert de l'Iraq interrogé dans le cadre de la mission menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, la désertion des membres subalternes des UMP ne donne lieu à aucune conséquence ni à aucun châtement, alors qu'elle a des répercussions pour les membres haut gradés⁴⁸³. Il indique que «les forces de sécurité iraqiennes sont des forces volontaires et qu'il n'y a pas de conscription, ce qui s'applique aussi aux peshmergas et aux UMP. Si un membre des FSI déserte, l'État iraquien n'a pas la capacité de poursuivre une telle personne; personne ne s'en prend au déserteur»⁴⁸⁴. Il ajoute

⁴⁷⁵ Norway, Landinfo, Irak: Desertering fra den irakiske hæren [Desertion], 13 December 2016, [url](#), p. 2.

⁴⁷⁶ Norway, Landinfo, Irak: Desertering fra den irakiske hæren [Desertion], 13 December 2016, [url](#), pp. 2-3.

⁴⁷⁷ Norway, Landinfo, Irak: Desertering fra den irakiske hæren [Desertion], 13 December 2016, [url](#), pp. 2-3.

⁴⁷⁸ Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces, 29 December 2016, [url](#).

⁴⁷⁹ Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces, 29 December 2016, [url](#).

⁴⁸⁰ Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces, 29 December 2016, [url](#).

⁴⁸¹ Sweden, Lifos, Lägesanalys: Irak – desertering [Desertion], 12 January 2018, [url](#), p. 4.

⁴⁸² ACCORD, Anfragebeantwortung zum Irak: Lage von Mitgliedern schiitischer Milizen, die sich als Deserteure von ihren Einheiten entfernt haben bzw. nicht wieder bei der Miliz gemeldet haben (Sanktionen, Behandlung durch Milizen) [a-10558] [Query response on Iraq: Situation of deserters from Shia militias], 25 May 2018, [url](#).

⁴⁸³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 45.

⁴⁸⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

qu'il n'est pas facile pour les membres des services de renseignement de l'Iraq et de la RKI de désertier⁴⁸⁵.

1.8.2 Absentéisme au sein des forces de sécurité intérieure

Le code pénal n° 14 relatif aux forces de sécurité intérieure de 2008, entré en vigueur en avril 2008⁴⁸⁶, s'applique à tous les officiers et grades des forces de sécurité intérieure qui sont en service, aux étudiants dans les établissements de formation des forces de sécurité intérieure et aux retraités ou à ceux qui ne sont plus en service dans les FSI et qui ont commis des infractions punissables pendant leur service⁴⁸⁷. La loi de procédure pénale n° 17 relative aux forces de sécurité intérieure de 2008 détaille les règles de procédure pénale applicables aux forces de sécurité intérieure. L'article 28 de cette loi porte sur la création de cinq tribunaux des forces de sécurité intérieure établis à Erbil, à Mossoul, à Bagdad, à Hilla et à Bassora⁴⁸⁸. Un rapport remis en juin 2010 au Congrès américain indique que les tribunaux des forces de sécurité intérieure ont été créés en avril 2008 et servent de tribunaux disciplinaires et de justice pénale pour les 500 000 policiers du ministère de l'intérieur. Le système des tribunaux des forces de sécurité intérieure se compose de tribunaux régionaux et de la Cour de cassation (d'appel) des forces de sécurité intérieure, la plus haute juridiction du système. Le rapport ajoute que «de janvier 2009 à février 2010, les tribunaux des forces de sécurité intérieure ont reçu 10 807 affaires et prononcé 2 812 condamnations à l'encontre de la police iraquienne»⁴⁸⁹.

Le code pénal relatif aux forces de sécurité intérieure ne contient aucune disposition sur la désertion. Toutefois, les articles 5, 6 et 7 se rapportent à l'«infraction d'absentéisme». L'article 5 dispose que les membres des forces de sécurité intérieure qui font acte d'absentéisme «sont emprisonnés pour une durée maximale de six mois. Si l'absence est répétée, une peine d'emprisonnement d'un an au maximum est prononcée». L'article 6 dispose que les membres des forces de sécurité intérieure «qui font acte d'absentéisme pendant plus de dix jours pendant des troubles ou des états d'urgence sont emprisonnés pendant au moins un an». L'article 7 établit que tout policier qui fait acte d'absentéisme pendant moins de quinze jours dans des circonstances ordinaires est passible d'une «retenue sur salaire». En cas de récidive, le policier risque une peine d'emprisonnement de trente jours au maximum⁴⁹⁰.

La MANUI fait observer que le code pénal relatif aux forces de sécurité intérieure iraquiennes de 2008 prévoit la peine de mort pour certaines infractions:

«Les infractions énumérées aux articles 3 et 14, parmi lesquels les actes conduisant à la cession d'installations publique à l'ennemi; la divulgation de secrets officiels ou d'État liés à la sécurité de l'État; le sabotage ou l'endommagement intentionnels d'installations ou d'infrastructures publiques ou militaires; l'incitation de quiconque à se joindre à un gang armé ou à prendre les armes contre l'État; l'encouragement ou l'incitation à la rébellion au sein des forces armées pendant des troubles ou des états

⁴⁸⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

⁴⁸⁶ Perito, R. and Kristoff, M., Iraq's Interior Ministry: The key to police reform, United States Institute for Peace, July 2009, [url](#), p. 5.

⁴⁸⁷ Iraq, Internal Security Forces Penal Code of 2008, 2008, [url](#).

⁴⁸⁸ Iraq, Internal Security Forces Criminal Procedure Law No. 17 of 2008, 2008, [url](#).

⁴⁸⁹ US, Ministry of Defense, Report to Congress - Measuring stability and security in Iraq, June 2010, [url](#), p. 65.

⁴⁹⁰ Iraq, Internal Security Forces Penal Code of 2008, 2008, [url](#).

d'urgence; la divulgation de secrets à un gang armé; et la destruction ou l'endommagement intentionnels de moyens de communication, de moyens de transport, d'armes ou de munitions. L'article 14 prévoit également la peine de mort lorsqu'un membre des forces armées agresse un autre membre des forces armées qui entraîne la mort de la victime.⁴⁹¹»

Toutefois, la MANUI indique que la grande majorité des condamnations à mort prononcées concernent des infractions visées par la loi antiterroriste de 2005⁴⁹².

Dans un rapport publié en mai 2014, le Lifos fait état d'une amnistie générale accordée aux membres des forces de sécurité intérieure qui ont fait acte d'absentéisme ou d'absence sans autorisation:

«Les civils qui quittent leur emploi sans autorisation sont réputés avoir démissionné après 10 jours. Les soldats qui font de même sont conduits devant un tribunal militaire et les policiers devant un tribunal de police (administré par le ministère de l'intérieur). Selon le code pénal relatif aux forces de sécurité intérieure de 2008, ils risquent une retenue sur salaire ou une peine maximale de six mois, voire, dans des cas exceptionnels, de douze mois d'emprisonnement. "Les salaires sont bons, alors pourquoi partir?", estiment nos interlocuteurs du conseil de la Choura, et de poursuivre avec informations suivantes. Les policiers gagnent entre 700 et 800 USD par mois, au minimum. Les soldats gagnent plus. Si les membres du conseil gouvernemental laissent quelqu'un quitter son emploi, il sera pris en charge par le conseil de la Choura.

Un officier de police participant à une conférence/séminaire EU JUSTLEX à l'hôtel Rashid à Bagdad nous a dit que les policiers et les militaires risquaient jusqu'à six mois de prison pour avoir quitté leur travail sans préavis. Mais une amnistie prononcée en août les a blanchis. Au début, l'amnistie devait durer jusqu'au 15 octobre, mais aujourd'hui elle dure indéfiniment.

Au début du mois d'août 2013, le premier ministre al-Maliki (en sa qualité de commandant en chef des forces armées) a décrété une amnistie générale pour les membres des FSI qui s'étaient absents ou avaient déserté leur unité. L'amnistie est intervenue à la suite de l'attaque de la prison d'Abou Ghraib et tend donc probablement à permettre aux membres des FSI qui ont fait défection de rentrer chez eux sans subir de sanction. L'amnistie couvre également les membres des FSI qui ont fait défection avant 2007. Il est fort probable que l'amnistie vise à réenrôler des soldats sunnites qui auraient déserté à cette époque et plus récemment. Sa durabilité, et la question de savoir si elle couvre les policiers du gouvernorat d'Anbar, semble discutable après que les médias ont indiqué qu'environ 1 200 policiers avaient été démis de leurs fonctions par le ministre de l'intérieur. Cette décision aurait été prise lorsqu'ils ne se sont pas présentés au travail en janvier 2014. Toutefois, conformément à l'amnistie, ils n'ont pas été punis»⁴⁹³.

Dans un article publié en juillet 2014, Iraqi News indique que «le ministère iraquien de l'intérieur a annoncé des poursuites judiciaires punitives à l'encontre d'un certain nombre

⁴⁹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), pp. 9-10.

⁴⁹² UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 20.

⁴⁹³ Sweden, Lifos, Iraq: Rule of Law in the Security and Legal system, 8 May 2014, [url](#), p. 17.

d'officiers et d'associés de la police qui avaient abandonné leurs postes dans un certain nombre de commissariats de police du gouvernorat d'Anbar»⁴⁹⁴.

En avril 2015, l'AFP a informé que le premier ministre al-Abadi avait offert une amnistie aux membres des forces de sécurité qui avaient déserté, à condition qu'ils retournent dans leurs unités dans les 30 jours⁴⁹⁵. En mai 2015, Iraqi News a indiqué que le premier ministre al-Abadi avait annoncé «l'arrêt de toute action en justice à l'encontre des déserteurs et des personnes absentes pendant le service militaire». Selon un communiqué publié par le cabinet d'al-Abadi, «le premier ministre a décidé d'arrêter définitivement toute action en justice à l'encontre des membres des forces armées et des forces de sécurité intérieure, y compris des infractions suivantes: désertion, absentéisme, calomnie et automutilation aux fins de se soustraire au service militaire, ainsi que des infractions commises contre le régime militaire et les affaires du service».⁴⁹⁶

Dans un article publié en décembre 2016, Al-Monitor indique que la commission parlementaire de la sécurité et de la défense a annoncé le même mois qu'«elle suivrait de près l'application de la loi portant sur le rapatriement des personnes renvoyées de l'armée, de la police et des forces de sécurité, ou d'autres personnes qui avaient déserté ou dont les contrats avaient été résiliés»⁴⁹⁷. Des raisons politiques et humanitaires sont invoquées pour justifier l'application de cette loi dite d'amnistie. Le parlementaire Raad al-Dahlaki a déclaré à Al-Monitor que «la décision offre une seconde chance aux déserteurs, afin qu'ils n'aient pas à supporter le fardeau d'un État qui ne serait pas en mesure de protéger ses citoyens. Ils ne devraient pas être tenus responsables de la mauvaise gestion de la sécurité et des affaires politiques par le gouvernement.» Saad al-Matlabi, un membre du comité de sécurité et de défense du conseil provincial de Bagdad, a déclaré à Al-Monitor que «la décision d'amnistier les membres des forces de sécurité et de mettre fin aux poursuites judiciaires faisait partie des décisions de règlement politique prises bien avant les opérations de Mossoul. Mais elles n'ont été approuvées qu'il y a quelques jours»⁴⁹⁸.

Dans un bulletin d'information sur la désertion publié en janvier 2018, le Lifos indique que peu ou pas d'informations concrètes sont disponibles sur les militaires ou les policiers emprisonnés pour désertion⁴⁹⁹.

1.8.3 Désertion des peshmergas

Selon la Constitution iraquienne, les forces de sécurité intérieure relèvent des gouvernements régionaux; les peshmergas sont reconnus comme forces de sécurité de l'État, mais ils ne relèvent pas du ministère iraquien de la défense⁵⁰⁰. Officiellement, ils sont sous la responsabilité du ministère peshmerga du gouvernement régional du Kurdistan (GRK).⁵⁰¹ Les brigades sont politisées selon les principaux partis politiques de la RKI, le PDK et de l'UPK⁵⁰².

⁴⁹⁴ Iraqi News, Ministry of Interior to punish police who abandoned their post, 22 July 2014, [url](#).

⁴⁹⁵ AFP, Iraq offers amnesty to security personnel who fled ISIS. Al Arabiya, 30 April 2015, [url](#).

⁴⁹⁶ Iraqi News, Abadi pardons military deserters and others, 17 May 2015, [url](#).

⁴⁹⁷ Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces?, 29 December 2016, [url](#).

⁴⁹⁸ Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces?, 29 December 2016, [url](#).

⁴⁹⁹ Sweden, Lifos, Lägesanalys: Irak – desertering [Desertion], 12 January 2018, [url](#), p. 4.

⁵⁰⁰ Clingendael, Fighting for Kurdistan?, March 2018, [url](#), p. 15.

⁵⁰¹ Carnegie Endowment for International Peace, Kurdistan's Political Armies: The Challenge of Unifying the Peshmerga Forces, 16 December 2015, [url](#).

⁵⁰² Clingendael, Fighting for Kurdistan?, March 2018, [url](#), p. 16.

Plusieurs sources interrogées dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2012 par les services finlandais et suisses de l'immigration dans la RKI ont déclaré que «la désertion des peshmergas ne constitue pas actuellement un problème sérieux». Le rapport de la mission d'enquête indique qu'«il peut être plus difficile pour les peshmergas haut gradés de désertir, et leur désertion peut avoir des conséquences, mais pas pour les peshmergas subalternes. Selon des sources interrogées dans le cadre de la mission d'enquête, être un Peshmerga n'était en réalité qu'un emploi»⁵⁰³.

En 2014, les médias américains ont rapporté que de nombreux Kurdes s'étaient portés volontaires pour rejoindre les rangs des peshmergas dans la lutte contre l'EIL, si bien que certains avaient dû être refusés⁵⁰⁴. Des sources indiquent que l'adhésion aux peshmergas se fait sur une base volontaire⁵⁰⁵. En 2015, un porte-parole des peshmergas, Jabbar Yawar, a déclaré que les recrues signaient un contrat de leur plein gré, mais qu'au terme du contrat, «ils sont libres de partir». Yawar a affirmé que certains peshmergas quittaient les forces et parfois le pays, bien qu'il ait attribué cela à la «crise financière». Il a également insisté sur le fait que cette situation n'affectait pas le moral, puisqu'«il y a toujours assez de volontaires pour remplir les rangs»⁵⁰⁶. Une mission exploratoire menée en 2015 à Erbil par le DIS et le conseil danois pour les réfugiés a interrogé l'ONG Public Aid Organisation/Kurdish Human Rights Watch (PAO/KHRW), qui a fait observer que «la peine pour désertion, selon les circonstances, va de la résiliation du contrat jusqu'à la peine de mort», aucune affaire de ce type n'ayant toutefois été portée devant un tribunal avant 2015⁵⁰⁷. En 2016, le vice-premier ministre du GRK a déclaré que des personnes abandonnaient leur poste dans les peshmergas et désertaient en raison de salaires impayés⁵⁰⁸.

Le rapport de mission exploratoire DIS/Landinfo de novembre 2018 a confirmé que les peshmergas demeuraient une force au sein de laquelle le recrutement se faisait sur une base volontaire et qu'elles ne comptaient pas de contingent d'appelés⁵⁰⁹. En mai 2018, un expert de l'Iraq a informé le DIS qu'il n'était pas facile pour les membres des services de renseignement de l'Iraq et de la RKI de désertir⁵¹⁰.

1.9 Collaborateurs (présumés) des organisations/forces armées occidentales

Dans un article publié en février 2017, le *New York Times* révèle que les interprètes qui ont travaillé pour les États-Unis en Iraq entre 2003 et 2011, après la chute du régime de Saddam Hussein, le faisaient souvent au péril de leur vie et de celle de leur famille⁵¹¹. Un article publié

⁵⁰³ Finland, Finnish Immigration Service/Switzerland, Federal Office for Migration, Report on Joint Finnish-Swiss Fact Finding Mission to Amman and the Kurdish Regional Government (KRG) Area, 1 February 2012, [url](#), p. 27.

⁵⁰⁴ Fox News, Expendables: Kurdistan's old soldiers flock to the battlefield to fight ISIS, 18 August 2014, [url](#).

⁵⁰⁵ Finland, Finnish Immigration Service/Switzerland, Federal Office for Migration, Report on Joint Finnish-Swiss Fact Finding Mission to Amman and the Kurdish Regional Government (KRG) Area, 1 February 2012, [url](#), p. 27; Niqash, Leaving the good fight: Kurdish soldiers forced to buy own bullets, exit Iraq for good, 22 October 2015, [url](#).

⁵⁰⁶ Niqash, Leaving the good fight: Kurdish soldiers forced to buy own bullets, exit Iraq for good, 22 October 2015, [url](#).

⁵⁰⁷ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 42.

⁵⁰⁸ DW, Unpaid Peshmerga are voting with their feet, 2 February 2016, [url](#).

⁵⁰⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

⁵¹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

⁵¹¹ New York Times (The), Visa ban amended to allow Iraqi interpreters into U.S., 2 February 2017, [url](#).

en mars 2013 par le McClatchy DC Bureau indique également que les personnes qui travaillaient avec les Américains en tant qu'interprètes, conseillers culturels ou assistants étaient considérées comme des «collaborateurs ennemis» et faisaient l'objet de menaces de mort de la part de «militants musulmans sunnites et chiïtes»⁵¹². Al Jazeera a indiqué en février 2017 que des «dizaines de milliers» d'Iraquiens travaillaient avec les Américains en tant qu'ingénieurs, chauffeurs, consultants culturels (ou interprètes), et encouraient de «graves dangers»⁵¹³. Un article paru en février 2017 dans Foreign Policy fait état de l'expérience d'un interprète qui déclare avoir déménagé sa famille à Bagdad au moins quatre fois pour des raisons de sécurité depuis qu'il a cessé de travailler pour l'armée américaine en 2011, affirmant craindre à la fois l'EIL et les milices⁵¹⁴.

Lors de la réunion de coopération pratique sur l'Iraq organisée par l'EASO en avril 2017, Mark Lattimer, directeur du Ceasefire Centre for Civilian Rights, a affirmé qu'il n'avait connaissance d'aucun cas récent de membres du personnel américain pris pour cible et que travailler pour la coalition était moins problématique que par le passé⁵¹⁵. En avril 2016, le Landinfo a fait observer ce qui suit sur la situation des personnes qui travaillaient pour des entreprises étrangères en Iraq (dans une traduction vers l'anglais par le ministère de l'intérieur du Royaume-Uni):

«On ne peut pas affirmer aujourd'hui de façon générale que les milices chiïtes incitent à la profération de menaces ou à la violence envers les personnes qui travaillent ou ont travaillé pour des entreprises étrangères en Iraq. Il s'agissait d'un problème important au cours de la période qui a précédé le retrait des troupes américaines d'Iraq en décembre 2011, et en particulier au cours de la période la plus violente entre 2005 et 2008. Selon le HCR, des attaques ont été perpétrées contre des personnes qui avaient travaillé pour des forces ou des organisations étrangères en 2012.

Avant que les Américains ne se retirent d'Iraq, les personnes qui travaillaient pour la coalition dirigée par les États-Unis faisaient l'objet d'exactions de la part des milices, y compris des chiïtes, qui voulaient libérer l'Iraq des forces d'occupation. Ces exactions ont touché non seulement les Iraquiens qui aidaient directement les forces, mais aussi d'autres qui travaillaient dans le civil, comme dans le secteur pétrolier.

Il en va toutefois autrement à l'heure actuelle. Malgré les querelles internes et les luttes de pouvoir, les milices chiïtes se concentrent désormais principalement sur la lutte contre la menace de l'État islamique (EI).

Ce qui pourrait pousser ces milices à menacer à nouveau les acteurs étrangers en Iraq, et éventuellement leurs partenaires locaux, c'est le retour des forces terrestres étrangères.⁵¹⁶»

1.10 Manifestants et militants de l'opposition politique

1.10.1 Iraq

⁵¹² McClatchy DC Bureau, U.S. pledge to help Iraqis who aided occupation largely unfulfilled, 14 March 2013, [url](#).

⁵¹³ Al Jazeera, What happens to Iraqis who worked with the US military, 1 February 2017, [url](#).

⁵¹⁴ Foreign Policy, For Iraqi Military Interpreters, Trump Travel Ban Chaos is 'Life and Death', 6 February 2017, [url](#).

⁵¹⁵ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 26.

⁵¹⁶ Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for personer som har jobbet for utenlandske selskaper [Situation of people who worked for foreign companies], 7 April 2016, [url](#). Extracts translated in English in: UK Home Office, Iraq, Perceived collaborators, January 2018, [url](#), p. 10.

Depuis août 2015, des manifestations civiles se sont répétées à Bagdad et dans plusieurs villes du sud de l'Iraq, en protestation non seulement contre les défaillances des infrastructures, mais de plus en plus contre la corruption au sein des services publics. Les autorités se sont pour la plupart abstenues d'intervenir par l'intermédiaire des forces de sécurité, mais il existe également des exemples de violences entre manifestants et policiers dans le sud de l'Iraq et à Bagdad. Des exemples d'incidents violents ont été les manifestations contre la nomination d'un nouveau gouverneur à Diwaniya en 2015⁵¹⁷, ou les attaques contre le siège du parti Dawa et de l'organisation Badr (toutes deux essentiellement chiites) dans différentes villes du sud en juin 2016⁵¹⁸.

Les manifestations sont devenues de plus en plus politisées. En février 2016, Moqtada al-Sadr, chef du mouvement sadriste, a appelé à une manifestation contre la corruption au sein du gouvernement, et le 16 février 2016, il a personnellement dirigé une grande manifestation sur la place Tahrir dans la capitale⁵¹⁹. Sadr a également lancé un appel à ses partisans pour qu'ils augmentent la pression sur le gouvernement, qui, selon lui, tardait à mettre en œuvre les réformes, en manifestant plus près de la zone internationale, où, à côté des ambassades étrangères et des organisations internationales, se trouvent le Parlement et le gouvernement iraqiens⁵²⁰. Ses partisans ont répondu à cet appel en établissant des sit-in dans plusieurs entrées de la zone internationale depuis le 18 mars 2016. Au début du sit-in, les manifestants se sont rassemblés depuis la place Tahrir jusqu'à la zone internationale, en passant par le pont Jumhuriya⁵²¹. Le 30 avril 2016, les manifestants sadristes ont pris d'assaut la zone internationale, ont pénétré dans le Conseil des représentants et ont vandalisé le Parlement et agressé au moins un député qui tentait de fuir. Ils ont essayé d'établir un sit-in dans la zone verte⁵²².

Une autre manifestation organisée par le mouvement sadriste le 20 mai 2016 a conduit à une deuxième intrusion dans la zone internationale, mais cette fois, la police a fait usage de la force contre les manifestants. Quatre personnes auraient été tuées et environ 90 blessés⁵²³. Le 11 février 2017, une troisième incursion dans la zone internationale, de nouveau par des membres du mouvement sadriste, a été repoussée par les forces de police. Les violences ont fait au moins quatre morts et 320 blessés⁵²⁴.

Entre le 8 et le 17 juillet 2018, plusieurs manifestations pour l'accès à l'eau, à l'emploi et à l'électricité ont dégénéré en violences à Bassora. Les forces de sécurité, décrites par Human Rights Watch comme appartenant principalement au ministère de l'intérieur, ont fait usage de la force contre les manifestants, faisant trois morts et au moins 47 blessés parmi ceux-ci⁵²⁵. Dans six des huit manifestations sur lesquelles portait l'enquête de Human Rights Watch, les forces de sécurité auraient tiré à balles réelles, lancé des pierres et roué de coups des personnes pendant ou après leur arrestation. Human Rights Watch indique que «depuis le

⁵¹⁷ Almirbad, Six people injured after clashes between supporters of the Virtue Party and Demonstrators in Diwaniyah (Arabic), 09 October 2015, [url](#).

⁵¹⁸ Wing, J., Power Struggles Amongst Iraq's Ruling Shiite Parties, Musings on Iraq [Blog], 21 June 2016, [url](#).

⁵¹⁹ ISW, Iraqi Updates (Sinan A.), Sadr Rejuvenates Demonstrations as PM Abadi Works to Implement Decisive Reforms, 01 March 2016, [url](#).

⁵²⁰ ISW, Iraqi Updates (Sinan A.), Sadr Rejuvenates Demonstrations as PM Abadi Works to Implement Decisive Reforms, 01 March 2016, [url](#).

⁵²¹ Reuters, Shi'ite cleric's followers begin anti-corruption sit-in in Baghdad, 18 March 2016, [url](#).

⁵²² ISW, Warning: Sadrists Storm the Green Zone. 30 April 2016, [url](#); ISW, Sadr Attempts a De-facto Coup in Iraq, 1 May 2016, [url](#).

⁵²³ Wing, J., Sadr Takes Over Protests In Iraq's Capital But What's Next?, Musings on Iraq [Blog], 30 May 2016, [url](#).

⁵²⁴ ISW, Iraqi Situation Report: February 11-16 2017, 16 February 2017, [url](#).

⁵²⁵ Human Rights Watch, Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018, [url](#).

14 juillet [2018], les autorités ont sévèrement limité l'accès à l'internet dans une grande partie du centre et du sud de l'Iraq»⁵²⁶.

La vague de manifestations a repris en septembre 2018 après une crise de l'eau à Bassora décrite comme suit par Joel Wing sur son blog Musings on Iraq:

«Les problèmes liés à l'eau à Bassora sont survenus en août, lorsque la population a commencé à se rendre à l'hôpital après avoir bu de l'eau contaminée. Au 4 septembre, jusqu'à 22 000 personnes avaient été touchées. La cause en était la salinité croissante provenant du golfe Persique jusqu'au Chatt al-Arab, et le manque d'eau provenant du nord en raison d'un nouveau barrage en Turquie. Le gouvernement d'al-Abadi a promis d'acheminer des camions-citernes remplis d'eau douce pour faire face à la crise, mais les responsables de la santé de Bassora se sont plaints que l'eau livrée n'était pas toujours salubre, car certains camions étaient remplis dans des usines de dessalement qui ne contrôlaient pas la qualité. Le gouvernement était au courant de ces deux problèmes depuis des années, mais il n'a pris que peu ou pas de mesures. Cette situation a provoqué une colère grandissante à l'encontre des autorités, qui a ravivé le mouvement de protestation.⁵²⁷»

Au cours de cette vague de manifestations, le consulat iranien à Bassora a été pris d'assaut par les manifestants, de même qu'un champ pétrolier dans la région, les manifestants retenant les travailleurs en otage. Les manifestants ont affirmé que les milices soutenues par l'Iran «sévisent à Bassora, enlèvent des opposants et leur extorquent de l'argent, et créent un climat de peur»⁵²⁸. Plusieurs sources ont révélé que les milices chiites soutenues par l'Iran avaient joué un rôle majeur dans la défaite de l'EIIL et avaient depuis renforcé leur influence en Iraq⁵²⁹. Des bâtiments du gouvernement ont été saccagés et incendiés. Les manifestations ont entraîné la fermeture temporaire du seul grand port maritime iraquien d'Umm Qasr, à 60 kilomètres au sud de Bassora. Reuters a indiqué que «les habitants affirment avoir été poussés à manifester dans les rues en raison de la corruption qui a abouti à l'effondrement des infrastructures, ne leur laissant accès à aucune électricité ni eau potable dans la chaleur de l'été»⁵³⁰. La même source a dénombré 12 morts parmi les manifestants au cours de cette vague de protestations⁵³¹.

Le 8 septembre 2018, le représentant spécial du secrétaire général des Nations unies pour l'Iraq, Ján Kubiš, a condamné les violentes attaques perpétrées par les manifestants contre les bureaux du gouvernement et des partis, les installations pétrolières, l'aéroport et le consulat iranien⁵³². Citant des chiffres publiés par la haute commission indépendante iraquienne des droits de l'homme (IHCHR), le rapport publié en octobre 2018 par le secrétaire général du Conseil de sécurité des Nations unies indique qu'«entre le 9 août et le 3 octobre, lors des manifestations à Bassora, 18 civils ont été tués (17 hommes et une femme) et 155 civils (tous

⁵²⁶ Human Rights Watch, Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018, [url](#).

⁵²⁷ Wing, J., Basra Explodes In Rage and Riots Over Water Crisis, Musings on Iraq [Blog], 5 September 2018, [url](#).

⁵²⁸ Washington Post (The), Chanting 'Iran, out!' Iraqi protesters torch Iranian Consulate in Basra, 7 September 2018, [url](#).

⁵²⁹ RFE/RL, Iraqi PM Urged To Resign Over Basra Unrest, 8 September 2018, [url](#); Fox News, Iran-backed militias accused of reign of fear in Iraqi Basra, 23 September 2018, [url](#).

⁵³⁰ Reuters, Unrest intensifies in Iraq as Iranian consulate and oil facility stormed. 7 September 2018, [url](#).

⁵³¹ Reuters, Unrest intensifies in Iraq as Iranian consulate and oil facility stormed. 7 September 2018, [url](#).

⁵³² UNAMI, UN Special Representative Kubiš condemns violence in Basra as harmful to people's needs, urges the government to take resolute action while respecting the right of people for peaceful demonstrations for their legitimate demands. 9 September 2018, [url](#).

des hommes) et 43 membres des forces de sécurité ont été blessés»⁵³³. Dans un bulletin d'information sur les manifestations à Bassora publié en septembre 2018, Amnesty International indique que «jusqu'au 5 septembre [2018], au moins sept manifestants auraient été tués en raison d'un usage excessif de la force, y compris par balles réelles. Le 6 septembre, trois autres manifestants auraient été tués alors qu'ils s'apprêtaient à incendier des bâtiments du gouvernement et des partis politiques».⁵³⁴

La MANUI et d'autres institutions surveillant la situation des droits de l'homme ont fait état des actes de violence suivants à l'encontre d'hommes politiques, de militants de l'opposition politique et de manifestants.

- Le 4 mai 2017, un engin explosif improvisé a explosé devant la maison d'un parlementaire du mouvement sadriste à Bassora, faisant uniquement des dommages matériels⁵³⁵. Au sujet des manifestations organisées en 2016 par le mouvement sadriste devant la zone internationale (voir ci-dessus), la MANUI relève ce qui suit: «Selon certaines sources, des personnes soupçonnées de jouer un rôle important dans l'organisation de telles manifestations auraient été arrêtées ou détenues après les manifestations, ou auraient été menacées, intimidées, physiquement maltraitées et parfois enlevées ou tuées par des auteurs inconnus.»⁵³⁶
- Le 8 mai 2017, sept étudiants, travailleurs et militants de la société civile ont été enlevés de leur domicile à Bagdad par des hommes armés non identifiés et emmenés vers une destination inconnue, où ils auraient été roués de coups avant d'être libérés le lendemain. Certaines des personnes enlevées seraient des militants des droits de l'homme ayant participé à des manifestations sur la place Tahrir à Bagdad⁵³⁷.
- Le 8 septembre 2017, un dramaturge bien connu a reçu des menaces de mort sur les réseaux sociaux après avoir exprimé des critiques contre la présence de photos d'un chef religieux iranien dans la ville d'Amarah, dans le gouvernorat de Maysan. La veille, des coups de feu ont été tirés devant chez lui⁵³⁸.
- Le 6 février 2018, Ali Almas, professeur d'université turkmène et porte-parole de l'université de Kirkouk, a été abattu par des auteurs non identifiés à Kirkouk. Il était candidat aux élections législatives sur la liste conduite par l'ancien premier ministre Haïder al-Abadi⁵³⁹.
- Depuis le 1^{er} septembre 2018, 27 hommes ont été arrêtés à Bassora pour avoir participé à des manifestations; 18 d'entre eux ont été libérés, mais les neuf autres sont détenus en vertu de décisions judiciaires⁵⁴⁰.

1.10.2 Région du Kurdistan iraquien

Le rapport DIS/Landinfo de novembre 2018 révèle que les acteurs kurdes de la sécurité prennent pour cible l'opposition politique et sociétale dans la RKI. Les défenseurs des droits de l'homme, les militants, les journalistes et les fonctionnaires protestataires sont pris pour

⁵³³ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 10.

⁵³⁴ AI, Iraq: Effective Investigations Needed Into Deaths of Protesters in Basra, 7 September 2018, [url](#), p. 1.

⁵³⁵ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2016, 5 December 2016, [url](#), p. 39.

⁵³⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2016, 5 December 2016, [url](#), p. 20.

⁵³⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 19.

⁵³⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 17.

⁵³⁹ iqNews, Candidate for Iraq's Parliamentary Election Shot Dead in Kirkuk: Police. 6 February 2018, [url](#).

⁵⁴⁰ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 11.

cible dès lors qu'ils critiquent les dirigeants politiques⁵⁴¹. Interrogée dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, une ONG internationale active en Iraq a expliqué que «très peu de possibilités sont offertes à l'opposition politique dans la RKI. Un petit groupe de personnes haut placées dans les partis politiques PDK et UPK peuvent faire tout ce qu'ils veulent sans crainte de sanctions, etc. En général, le PDK et l'UPK ont le contrôle. Si une personne est en conflit avec une figure puissante de ces deux partis ou avec les Asayish, elle risque des ennuis»⁵⁴². Selon des sources interrogées dans le cadre du même rapport, «après octobre 2017, des violations auraient été commises par les UMP contre la population kurde à Kirkouk et à Touz Khormatou. Les Kurdes pris pour cible étaient pour la plupart des membres du parti politique PDK et des Asayish»⁵⁴³.

Dans son rapport 2018 sur la criminalité et la sécurité en Iraq, le conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger (OSAC) des États-Unis indique que des troubles civils se produisent occasionnellement dans la RKI. Généralement, les manifestations sont pacifiques, nécessitent une autorisation et sont fortement surveillées par les services de police et de sécurité kurdes. Toutefois, des manifestations violentes ont eu lieu fin 2017 au parlement du Kurdistan au sujet de l'intervention militaire iraquienne à la suite du référendum⁵⁴⁴. Dans son rapport 2017 sur la criminalité et la sécurité en Iraq, l'OSAC indique que des manifestations sur les écarts de rémunération dans la fonction publique et la détérioration de la situation économique ont eu lieu en 2016, principalement à Souleimaniye⁵⁴⁵.

Voici des exemples d'incidents impliquant des actes de violence à l'encontre des manifestants dans la RKI:

- Le 9 octobre 2015, une marche de protestation organisée près du siège du PDK à Qaladize (gouvernorat de Souleimaniye) s'est transformée en émeutes, à la suite desquelles des hommes armés du PDK ont visé les manifestants. Au départ, des sources ont fait état d'une personne tuée et de 180 personnes blessées⁵⁴⁶. Des rapports ultérieurs ont fait état de cinq morts⁵⁴⁷.
- En décembre 2016, les forces de sécurité ont commencé à réprimer une manifestation d'enseignants à Souleimaniye. Les rassemblements ont été dispersés et certains manifestants ont été battus ou arrêtés. Les organisateurs de manifestations et les journalistes sont depuis lors confrontés à des menaces⁵⁴⁸.
- À une date non précisée au cours du second semestre de 2016, un certain nombre d'enseignants ont été arrêtés et détenus à Souleimaniye et à Halabja après avoir fait grève en raison de leurs conditions salariales et de travail⁵⁴⁹.

⁵⁴¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 25.

⁵⁴² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 43.

⁵⁴³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 23.

⁵⁴⁴ OSAC, Iraq 2018 crime and safety report: Erbil, 3 June 2018, [url](#).

⁵⁴⁵ OSAC, Iraq 2017 crime and safety report: Erbil, 13 February 2017, [url](#).

⁵⁴⁶ Niqash, Dream of 'Other Iraq' crumbles: Whose political system is more stable - Iraqi Kurdistan's or the real Iraq's?, 15 October 2015, [url](#).

⁵⁴⁷ UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 January 2016, [url](#), p. 3.

⁵⁴⁸ CPTI, Stand with civil society in Iraqi Kurdistan, 4 February 2017, [url](#).

⁵⁴⁹ UK, FCO, Human Rights Priority Country update report: July to December 2016 – Iraq, 8 February 2017, [url](#).

- En mars 2017, les services de sécurité kurdes ont arrêté 32 manifestants non armés à Erbil. La plupart ont été libérés le même jour, six sont restés en détention. Les manifestants ont réagi aux affrontements qui venaient de se produire à Sinjar⁵⁵⁰.
- En 2017, des militants indépendants kurdes qui s'opposent ou critiquent le référendum pour l'indépendance kurde ont été menacés, arrêtés et accusés de trahison⁵⁵¹.
- Le 19 décembre 2017, une manifestation antigouvernementale dans le district de Ranya, dans le gouvernorat de Souleimaniye, a pris une tournure violente. Deux personnes ont été tuées et 85 autres, dont 40 agents de sécurité, ont été blessées. Les forces de sécurité de la RKI ont arrêté 200 personnes dans divers endroits du gouvernorat et les ont libérées sans motif d'inculpation le 31 décembre au plus tard. En outre, les forces de sécurité kurdes ont arrêté trois autres personnes⁵⁵².
- Fin mars 2018, les forces de sécurité du GRK ont détenu au moins 84 manifestants lors des manifestations contre le non-paiement des salaires qui ont eu lieu dans les villes d'Akre, de Dohuk et d'Erbil⁵⁵³.

1.11 Militants des droits de l'homme

1.11.1 Iraq

Dans un rapport publié en juin 2018, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires indique qu'elle «a reçu des informations faisant état d'une incitation à la haine par les médias traditionnels et sociaux et d'attaques, dont des menaces, des agressions physiques et des homicides, contre des hommes et des garçons en raison de leur orientation ou identité sexuelle réelle ou supposée, ainsi que contre des militants et organisations défendant les droits fondamentaux des personnes LGBTI»⁵⁵⁴.

Interrogé dans le cadre de la mission exploratoire menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, un expert de l'Iraq a indiqué que bien qu'il y ait très peu d'informations sur cette problématique, les «UMP prennent pour cible les militants de la société civile et les journalistes iraqiens» qui les critiquent⁵⁵⁵. Il ajoute que les militants sont souvent enlevés par les milices chiites dans le but de faire peur, soulignant un exemple datant de 2017, lorsque 17 étudiants militants du parti communiste ont été enlevés dans le quartier de Saadun à Bagdad, en raison de leurs activités, avant d'être libérés⁵⁵⁶. Freedom House a indiqué qu'en mai 2017, sept étudiants militants contre la corruption affiliés à des groupes de gauche ont été enlevés à Bagdad et détenus pendant environ trois jours par des membres présumés d'une milice chiite. Ils ont été libérés à la suite de négociations avec le ministre de l'intérieur⁵⁵⁷.

⁵⁵⁰ Human Rights Watch, Kurdistan region of Iraq: 32 arrested at peaceful protest, 16 March 2017, [url](#).

⁵⁵¹ Natali, D., Iraqi Kurds' referendum for political relevance, Carnegie Endowment for International Peace, 7 August 2017, [url](#).

⁵⁵² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 18.

⁵⁵³ Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Protesters Beaten, Journalists Detained, 15 April 2018, [url](#).

⁵⁵⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 3.

⁵⁵⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁵⁵⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁵⁵⁷ Freedom House, Freedom in the World 2018 - Iraq, January 2018, [url](#).

Lors des violentes manifestations contre le chômage, la médiocrité des services publics et l'ingérence iranienne, qui ont eu lieu en septembre 2018 à Bassora, des dizaines de militants ont été arrêtés, selon le porte-parole de la haute commission indépendante iraquienne des droits de l'homme à Bagdad⁵⁵⁸. Le 25 septembre 2018, Su'adal-Ali, présidente d'al-Weed al-Alaiami, une organisation iraquienne de défense des droits des femmes et des enfants, a été abattue dans le centre de Bassora par un tireur non identifié. Elle avait participé à l'organisation de manifestations antigouvernementales à Bassora⁵⁵⁹.

Dans un rapport publié en août 2018, le secrétaire général de l'Assemblée générale des Nations unies fait état des allégations d'actes d'intimidation et de représailles, sous la forme d'arrestations arbitraires et de mauvais traitements, contre plusieurs défenseurs des droits de l'homme en raison de leur travail et coopération avec les Nations unies dans le domaine des droits de l'homme, en particulier sur les disparitions forcées en Iraq⁵⁶⁰. Selon le rapport, en mars 2016, Imad Amara et Faisal al-Tamimi, membres de l'Assemblée humanitaire Al Wissam, une ONG qui recense les cas de disparitions forcées en Iraq avant de les soumettre au mécanisme de défense des droits de l'homme des Nations unies, ont été «sévèrement battus, insultés et menacés alors qu'ils étaient interrogés sur leur travail pendant environ deux heures, avant d'être libérés»⁵⁶¹. Le même rapport fait également mention des allégations de menaces de mort et de tentatives d'homicide contre des défenseurs des droits de l'homme pour leur travail sur les disparitions forcées en avril 2018, soulignant le cas de Faisal al-Tamimi qui a été blessé en février 2018 dans une tentative d'assassinat⁵⁶².

1.11.2 Région du Kurdistan iraquien

De nombreuses manifestations d'opposition et d'activisme politique dans la RKI ont entraîné de fréquentes arrestations de militants et de journalistes, en particulier de militants yézidis⁵⁶³. Selon Belkis Willie, chercheur principal sur l'Iraq auprès de Human Rights Watch, des cas de torture ont également été signalés⁵⁶⁴. L'USDOS a indiqué dans son rapport annuel sur les droits de l'homme (couvrant l'année 2017) que des militants qui critiquaient le GRK ont été arrêtés et détenus par les forces de police et de sécurité intérieure⁵⁶⁵. Les journalistes et les médias ont été empêchés de réaliser des reportages sur plusieurs événements officiels et de couvrir les manifestations d'opposition⁵⁶⁶. Dans un rapport sur les événements de 2017, le ministère britannique des affaires étrangères indique qu'il a reçu des informations faisant état de «détentions de journalistes et de fermetures temporaires de groupes de réflexion et d'ONG, les personnes perçues comme critiques à l'égard du GRK n'ayant pas le droit de couvrir les événements gouvernementaux et officiels»⁵⁶⁷.

⁵⁵⁸ Al-Monitor, Dozens of Basra activists arrested, 5 September 2018, [url](#).

⁵⁵⁹ AlAraby, The Iraq Report: Women's rights in danger after top activist and social media star assassinated, 28 September 2018, [url](#); BBC News, Iraqi human rights activist shot dead in Basra, 25 September 2018, [url](#).

⁵⁶⁰ UN General Assembly, Cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights, Report of the Secretary-General, 13 August 2018, [url](#), pp. 45-46.

⁵⁶¹ UN General Assembly, Cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights, Report of the Secretary-General, 13 August 2018, [url](#), pp. 45-46.

⁵⁶² UN General Assembly, Cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights, Report of the Secretary-General, 13 August 2018, [url](#), pp. 45-46.

⁵⁶³ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 16.

⁵⁶⁴ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 16.

⁵⁶⁵ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

⁵⁶⁶ UK, FCO, Human Rights and Democracy: the 2017 Foreign and Commonwealth Office report, 16 July 2018, [url](#); RSF, Journalists arrested to prevent coverage of Iraqi Kurdistan protests, 28 December 2017, [url](#).

⁵⁶⁷ UK, FCO: Human Rights and Democracy: the 2017 Foreign and Commonwealth Office report, 16 July 2018, [url](#).

Amnesty International a indiqué que les militants en ligne dans la RKI «faisaient l'objet d'arrestations arbitraires, de passages à tabac, de surveillance, de menaces de mort et de campagnes de diffamation visant à nuire à leur réputation ou à celle des membres de leur famille», en particulier au cours de la période précédant le référendum sur l'indépendance de septembre 2017⁵⁶⁸. Amnesty International a recensé 12 cas d'arrestations arbitraires, de passages à tabac et d'intimidation de journalistes et de militants en ligne entre juin et septembre 2017⁵⁶⁹. Selon Awat Ali, directeur général de la chaîne de télévision d'opposition NRT, qui a été fermée par les autorités kurdes lors des manifestations de décembre 2017, la peur d'être arrêtés a poussé des dizaines de journalistes, militants et défenseurs des droits de l'homme participant à la vie politique à se cacher⁵⁷⁰.

Dans son rapport 2016/17, Amnesty International indique que «des professionnels des médias, des militants et des politiciens critiques à l'égard du parti démocratique du Kurdistan (PDK) au pouvoir ont été victimes de harcèlement et de menaces, certains ayant été expulsés du gouvernorat d'Erbil. Aucun progrès n'a été accompli dans les enquêtes menées sur les homicides de journalistes et d'autres critiques et opposants présumés des autorités kurdes au cours des années précédentes»⁵⁷¹.

Dans un article publié en décembre 2014, le Gulf Center for Human Rights (GCHR)⁵⁷² indique ce qui suit:

«Nombreux considèrent le Kurdistan irakien, une région autonome du nord de l'Iraq, comme un havre de paix, un endroit relativement calme épargné de la terreur et du chaos qui règnent dans une grande partie du reste de l'Iraq. Ce n'est pas le cas des journalistes indépendants et des défenseurs des droits de l'homme. Les tensions politiques internes qui font rage dans la région ont abouti à l'impunité des attaques à l'égard de ces personnes, notamment des homicides et des incendies criminels. Les défenseurs des droits de l'homme, qui travaillent sur des questions telles que les droits des femmes ou les conditions de détention, sont confrontés à la violence émanant de la communauté. De nombreux journalistes affirment qu'ils s'autocensurent; ils savent où se situent les "lignes rouges" entourant des questions telles que la religion, la corruption et l'inégalité sociale, des lignes qui ne doivent pas être franchies.⁵⁷³»

1.12 Journalistes

1.12.1 Iraq

Selon Reporters sans frontières (RSF), l'Iraq est l'un des pays les plus dangereux au monde pour les journalistes: «Ils sont souvent pris pour cible par des hommes armés des milices progouvernementales dans tout le pays, ainsi que par des groupes d'opposition militants, dont l'EIL qui représente toujours une menace bien qu'il ait été contraint de battre en

⁵⁶⁸ AI, Amnesty International Report 2017/18 - Iraq, 22 February 2018, [url](#).

⁵⁶⁹ AI, Amnesty International Report 2017/18 - Iraq, 22 February 2018, [url](#).

⁵⁷⁰ RSF, Journalists arrested to prevent coverage of Iraqi Kurdistan protests, 28 December 2017, [url](#).

⁵⁷¹ AI, Amnesty International Report 2016/2017 - Iraq, 22 February 2017, [url](#).

⁵⁷² Selon son [site web](#), le GCHR est une organisation indépendante à but non lucratif basée à Londres qui soutient les défenseurs des droits de l'homme (DDH) et œuvre en faveur des droits de l'homme et des droits à la liberté d'expression, d'association et de réunion pacifique.

⁵⁷³ GCHR, 'Iraqi Kurdistan: No safe haven for human rights defenders and independent journalists', 31 December 2014, [url](#).

retraite. Les homicides de journalistes demeurent impunis avec des enquêtes qui, lorsqu'elles sont ouvertes, n'aboutissent pas.⁵⁷⁴» Le rapport DIS/Landinfo de novembre 2018 mentionne que «les UMP prennent pour cible les militants de la société civile et les journalistes irakiens»⁵⁷⁵. Selon une source interrogée dans le cadre du même rapport, «cette question est très peu abordée, mais les attaques jouent un rôle important en réduisant au silence les détracteurs des UMP. Souvent, les milices chiites armées enlèvent les militants dans le but de faire peur. Les journalistes peuvent également être pris pour cible, si leurs articles sont à la fois critiques à l'égard des UMP et font l'objet d'une grande publicité»⁵⁷⁶.

L'USDOS a indiqué qu'en 2017, les professionnels des médias craignaient des représailles de la part de milices, d'organisations criminelles et de particuliers, y compris de personnalités politiques. Des acteurs non étatiques, y compris des milices, auraient menacé de violence des journalistes pour avoir couvert des sujets sensibles⁵⁷⁷. Selon Dlovan Barwari, membre du groupe indépendant irakien de défense des droits civils Legal Defense for Crimes Against Press Freedom, «les milices n'hésitent pas à utiliser toutes sortes de menaces à l'égard des journalistes, y compris à commettre des homicides»⁵⁷⁸. Interrogé par Al Jazeera en novembre 2017, un journaliste basé à Bagdad a déclaré qu'il était extrêmement dangereux de critiquer les milices chiites, en particulier les milices AAH et KH.⁵⁷⁹

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq au cours du premier semestre de 2017, la MANUI a relevé d'importants obstacles à la liberté d'opinion et d'expression. Des journalistes et des professionnels des médias ont été intimidés, enlevés et, dans certains cas, tués dans l'exercice de leurs fonctions. La MANUI et le HCDH ont reçu des informations selon lesquelles des professionnels des médias et des manifestants auraient été victimes d'attaques perpétrées par des membres des FSI, des groupes armés et des auteurs non identifiés alors qu'ils couvraient des manifestations ou y participaient⁵⁸⁰. Freedom House a indiqué en avril 2017 que «les médias irakiens sont variés et présentent collectivement un éventail de points de vue, mais la plupart sont détenus par des partis politiques et des factions ethniques ou sont affiliés à ceux-ci, ce qui se traduit souvent par une couverture fortement partisane»⁵⁸¹.

Voici quelques exemples de traitement réservé aux journalistes:

- En avril 2015, Ned Parker, le chef du bureau de Reuters à Bagdad, a été menacé sur Facebook et dénoncé par la chaîne d'information par satellite de la milice AAH en réaction à un reportage de Reuters qui détaillait les lynchages et les pillages dans la ville de Tikrit⁵⁸².
- En janvier 2016, des assaillants inconnus ont abattu le correspondant de la télévision Al-Sharqiya, Saif Talal, et son cameraman, Hassan al-Anbaki, dans la province de Diyala. Al-Sharqiya a ensuite accusé les milices locales d'être responsables de ces homicides⁵⁸³.

⁵⁷⁴ RSF, Iraq-assailed on all sides, n.d., [url](#).

⁵⁷⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁵⁷⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁵⁷⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

⁵⁷⁸ CPJ, Islamic State receded but threats to journalists in Iraq and Syria remain, 21 December 2017, [url](#).

⁵⁷⁹ Al Jazeera, Is Iraq the most dangerous country for journalists?, 1 November 2017, [url](#).

⁵⁸⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 18.

⁵⁸¹ Freedom House, Freedom of the Press 2017 - Iraq, 28 April 2017, [url](#).

⁵⁸² Reuters, Reuters Iraq bureau chief threatened, denounced over story, 11 April 2015, [url](#).

⁵⁸³ Freedom House, Freedom of the Press 2017 - Iraq, 28 April 2017, [url](#).

- Le 28 décembre 2016, des hommes armés auraient enlevé une éminente journaliste iraquienne à son domicile à Bagdad après avoir cambriolé la maison; elle critiquait ouvertement le gouvernement et la corruption dans plusieurs journaux et médias locaux⁵⁸⁴.
- Le 24 janvier 2017, des membres de la 11^e division de l'armée iraquienne auraient roué de coups une journaliste et un photographe afin de les empêcher de réaliser un reportage sur l'attentat à la bombe perpétré le même jour dans la zone centrale d'al-Nhada à Bagdad⁵⁸⁵.
- Le 30 avril 2017, un journaliste de Diwaniya a été abattu à son domicile par des hommes armés non identifiés. Une publication antérieure sur les réseaux sociaux au sujet des groupes armés aurait suscité la colère et les protestations du public⁵⁸⁶.
- Le 23 octobre 2017, un éminent écrivain et journaliste iraquien a été enlevé à Bagdad par un groupe armé inconnu. Il avait critiqué les opérations gouvernementales à Kirkouk et le premier ministre dans ses articles. Il a été libéré le 12 décembre 2017⁵⁸⁷.
- Le 30 octobre 2017, le photjournaliste Arkan Sharif a été tué à Daquq, au sud de Kirkouk⁵⁸⁸. Le président du GRK, Masoud Barzani, a tenu les UMP pour responsables⁵⁸⁹.
- Le 2 février 2018, les FSI ont arrêté un journaliste indépendant à un poste de contrôle dans la banlieue de Bagdad. Il a été emmené au quartier général des renseignements à Bagdad. Dans les semaines précédant son arrestation, il avait publié sur sa page Facebook un article critiquant le gouvernement iraquien⁵⁹⁰.
- En juin 2018, un journaliste basé à Nadjaf a fait l'objet d'un mandat d'arrêt et a dû verser une caution importante pour obtenir sa libération le 6 juin. Le journaliste avait déjà été harcelé en raison de sa couverture d'une affaire de corruption présumée impliquant l'ancien conseil d'administration de l'aéroport provincial de Nadjaf⁵⁹¹.
- Le 9 juin 2018, un journaliste basé à Falloujah a été arrêté à son domicile par des policiers sans connaître le motif d'inculpation. Il a été relâché sans être inculpé le 12 juin 2018⁵⁹².
- Entre le 14 juillet et le 6 septembre 2018, au moins sept journalistes iraqiens ont été agressés ou détenus alors qu'ils couvraient les manifestations contre la corruption au sein du gouvernement et le manque de services de base dans plusieurs villes d'Iraq. Les bureaux de deux médias locaux ont été incendiés⁵⁹³.
- Le 1^{er} octobre 2018, Saif Hilal Al Azawi, journaliste et rédacteur en chef d'Adhamiya News, une page Facebook fournissant des informations sur le quartier d'Adhamiya à Bagdad, a été enlevé par des membres des forces spéciales iraqiennes et emmené vers un lieu inconnu⁵⁹⁴.

⁵⁸⁴ Middle East Eye, Prominent Iraqi journalist kidnapped by gunmen, 27 December 2016, [url](#).

⁵⁸⁵ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 19.

⁵⁸⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 21.

⁵⁸⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 17.

⁵⁸⁸ Iraqi News, Kurdistan TV photojournalist stabbed to death in southern Kirkuk, 30 October 2017, [url](#).

⁵⁸⁹ Kurdistan 24, Barzani: Murder of journalist Arkan Sharif example of 'chauvinist culture' in Iraq, 1 November 2017, [url](#).

⁵⁹⁰ CPJ, Iraqi authorities arrest Samir Obeid at Baghdad checkpoint, 6 February 2018, [url](#).

⁵⁹¹ RSF, Covering corruption exposes journalists to arrest in Iraq, 12 June 2018, [url](#).

⁵⁹² RSF, Covering corruption exposes journalists to arrest in Iraq, 12 June 2018, [url](#).

⁵⁹³ CPJ, Iraqi authorities shut down internet, detain and assault journalists amid protests, 14 September 2018, [url](#).

⁵⁹⁴ RSF, RSF concerned about Iraqi journalist abducted by security forces. 3 October 2018, [url](#); Baghdad Post (The), News editor in Baghdad arrested, taken to undisclosed location, 1 October 2018, [url](#).

1.12.2 Région du Kurdistan iraquien

En juin 2018, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq a été informée de plusieurs attaques contre des journalistes et des professionnels des médias au cours des dernières années, y compris des menaces, des intimidations, des agressions physiques et des homicides, en particulier dans la RKI. La rapporteuse s'est déclarée préoccupée par l'absence d'enquêtes efficaces sur les homicides de journalistes et de professionnels des médias kurdes et par l'insuffisance ou l'absence de responsabilisation. Dans son rapport, elle indique que:

«l'impunité de ces actes s'est traduite par une méfiance générale à l'égard du système de justice pénale et par une crainte accrue de la part de la communauté des médias de poursuivre leurs reportages critiques. Cette crainte est d'autant plus grande qu'ils ont l'impression que les personnalités puissantes qui ont fait l'objet de critiques de la part des journalistes décédés pourraient être à l'origine de leur mort, voire bénéficier de la protection de la justice»⁵⁹⁵.

Le ministère des affaires étrangères et du Commonwealth du Royaume-Uni a révélé que 46 cas d'agressions et de menaces de mort contre des journalistes et de fermetures de médias ont été enregistrés lors des manifestations de décembre 2017 à Souleimaniye et à Halabja⁵⁹⁶.

Dans un rapport publié conjointement en décembre 2017, la MANUI et le HCDH soulignent qu':

«ils continuent à recevoir des informations faisant état d'intimidations à l'encontre d'un certain nombre de professionnels des médias et de restrictions au fonctionnement des médias dans la région du Kurdistan. Les organisations locales de défense des journalistes ont fait état d'une augmentation significative des cas de violence et de harcèlement contre les journalistes et les médias en 2017, en particulier au cours de la période précédant le référendum du 25 septembre, autour du repositionnement des forces le 16 octobre dans les zones contestées, et en lien avec les manifestations de décembre.⁵⁹⁷»

La MANUI et le HCDH ont ajouté que:

«le syndicat des journalistes du Kurdistan a signalé 137 cas de violations à l'encontre de 230 journalistes en 2017, contre 45 cas à l'encontre de 80 journalistes en 2016. Le Metro Center for Journalists Rights and Advocacy, une ONG, a fait état de chiffres encore plus importants: 419 violations à l'encontre de 338 journalistes en 2017 dans la région du Kurdistan, dont six morts, dont deux assassinats présumés, sept pillages et incendies de bureaux de presse, et cinq fermetures de bureaux de presse par des fonctionnaires ou à la suite de violences.⁵⁹⁸»

⁵⁹⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 9.

⁵⁹⁶ UK, FCO, Human Rights and Democracy: the 2017 Foreign and Commonwealth Office report, 16 July 2018, [url](#).

⁵⁹⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 18.

⁵⁹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 18.

En avril 2017, Niqash a fait état de plusieurs cas d'enlèvement et de passage à tabac de journalistes sur le territoire du GRK au cours des dernières années. Les journalistes qui critiquent les autorités locales sont tout particulièrement en danger⁵⁹⁹.

Voici quelques exemples de traitement réservé aux journalistes dans les territoires kurdes:

- En février 2015, un journaliste du GRK a été arrêté et inculpé en vertu de la loi antiterroriste pour avoir suggéré qu'un commandant militaire kurde soit démis de ses fonctions. Il a ensuite été relâché et l'affaire a été classée⁶⁰⁰.
- Le 13 août 2016, un journaliste travaillant pour une chaîne télévisée sympathisante du parti des travailleurs kurdes (PKK), a été enlevé et retrouvé assassiné à Dohuk.⁶⁰¹ Auparavant, il avait été menacé par les forces de sécurité kurdes en raison de ses reportages⁶⁰².
- Le 10 juillet 2017, un groupe d'hommes apparemment associés au président al-Barzani a attaqué et roué de coups un journaliste à Erbil. Plus tôt cette année-là, ce dernier avait déjà été détenu et interrogé par les Asayish⁶⁰³.
- Le 29 octobre 2017, plusieurs journalistes ayant couvert la démission de Massoud Barzani à Erbil ont été attaqués par des partisans du PDK en colère. Les bureaux de NRT TV à Erbil et Dohuk ont été saccagés. Quelques jours plus tard, un cameraman de Kurdistan TV a été poignardé à mort à Daquq, au sud de Kirkouk⁶⁰⁴.
- Le 19 décembre 2017, des journalistes de KNN TV et de Xendan News Agency ont été agressés physiquement par des agents de sécurité tandis que des journalistes de NRT TV ont été menacés et roués de coups par les Asayish. Des journalistes de NRT TV et de Roj News ont été détenus. Des sympathisants des autorités ont incendié les bureaux de Raparin TV et les stations de radio Mashxalan et Yekgrtw à Ranya. Un incendie criminel a également eu lieu dans les bureaux de KNN TV à Koy Sanjaq, au nord-ouest de Souleimaniye⁶⁰⁵.
- En mars 2018, plusieurs journalistes ont été harcelés et/ou arrêtés alors qu'ils couvraient les manifestations contre le non-paiement des salaires qui se sont déroulées dans les villes d'Akre, de Dohuk et d'Erbil⁶⁰⁶.

1.13 Chrétiens

La population chrétienne a diminué au cours des 15 dernières années. Avant l'avancée de l'EIIL en juin 2014, la population chrétienne d'avant 2003 était estimée entre 800 000 et 1,4 million de personnes, un chiffre qui est tombé à environ 300 000 après qu'elle a été prise pour cible par l'EIIL. La majorité de ceux qui restent en Iraq vivent à Bagdad, à Mossoul, dans la plaine de Ninive, à Kirkouk, à Bassora et dans la RKI⁶⁰⁷. Environ 67 % des chrétiens sont des catholiques chaldéens (rite oriental de l'Église catholique romaine) et près de 20 % sont des

⁵⁹⁹ Niqash, Iraqi Kurdistan's murdered journalists still wait for justice, 20 April 2017, [url](#).

⁶⁰⁰ Freedom House, Freedom in the World 2016 – Iraq, 27 January 2016, [url](#).

⁶⁰¹ Ekurd, Investigation continues into murder of Kurdish journalist Wedat Ali: Kurdistan Govt, 27 September 2016, [url](#).

⁶⁰² Human Rights Watch, Iraqi Kurdistan: Kurdish journalist abducted, killed, 25 August 2016, [url](#).

⁶⁰³ CPJ, Armed men beat Iraqi journalist in Erbil, 11 July 2017, [url](#); Ekurd, Kurdish journalist attacked by 'Barzani' armed group in Iraqi Kurdistan, 11 July 2017, [url](#).

⁶⁰⁴ RSF, Alarming violence against journalists in northern Iraq, 31 October 2017, [url](#).

⁶⁰⁵ RSF, Journalists arrested to prevent coverage of Iraqi Kurdistan protests, 28 December 2017, [url](#); UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 18.

⁶⁰⁶ Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Protesters Beaten, Journalists Detained, 15 April 2018, [url](#).

⁶⁰⁷ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 9.

membres de l'Église assyrienne de l'Orient. Les autres sont des syriaques orthodoxes, des syriaques catholiques, des arméniens catholiques, des arméniens apostoliques et des anglicans et autres protestants. La RKI compte quelque 3 000 chrétiens évangéliques⁶⁰⁸.

Le rapport DIS/Landinfo de 2018 indique que les chrétiens qui affichent un comportement s'écartant des codes moraux musulmans, tels que les vendeurs d'alcool, sont pris pour cible par les UMP, parfois avec le soutien de la société chiite, bien que cela se produise moins que par le passé⁶⁰⁹. Selon un rapport publié en mai 2018 par Minority Rights Group International (MRG)⁶¹⁰, les UMP ont envoyé des menaces aux chrétiens vivant à Bagdad afin de les dissuader de célébrer Noël et le Nouvel An, et ont accroché des affiches dans leurs quartiers appelant les femmes chrétiennes à couvrir leurs cheveux⁶¹¹. En 2017, les dirigeants chrétiens ont signalé que les peshmergas et les Asayish du GRK ont perpétré des actes de harcèlement et des exactions aux postes de contrôle et ont empêché la circulation dans et autour de plusieurs villes chrétiennes situées dans la plaine de Ninive⁶¹². Dans un rapport publié en 2018, le ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT) indique que «la violence contre les chrétiens dans la région du Kurdistan est moins fréquente, mais les chrétiens de la région continuent d'être victimes de discrimination sous la forme d'intimidation et de refus d'accès aux services»⁶¹³.

En 2017, des réseaux criminels et certaines milices se sont emparés de propriétés chrétiennes avec une relative impunité, en particulier à Bagdad, mais aussi dans les régions d'Anbar, de Babil, de Bassora, de Diyala et de Wasit, selon l'USDOS.⁶¹⁴ Des appropriations de terres appartenant à des chrétiens, en particulier des chrétiens assyriens, ont été signalées dans certaines parties de la RKI, telles que les zones rurales du gouvernorat de Dohuk, de Zhakho et de la vallée de Nahla⁶¹⁵. Dans un rapport publié en juin 2017, le Landinfo cite un politicien iraquien rencontré à Bagdad qui affirme que les sunnites et les chrétiens sont encore forcés de quitter leurs foyers à Bagdad. Les propriétés chrétiennes sont confisquées par les milices et les propriétaires ne sont pas autorisés à rentrer chez eux⁶¹⁶. Citant un chercheur principal de Human Rights Watch, le DIS a indiqué en 2016 que des informations faisaient état de pillages de maisons chrétiennes par les peshmergas à Ninive⁶¹⁷.

Dans un rapport publié en 2014, Amnesty International décrit la tentative d'enlèvement d'un chrétien par trois hommes armés, présumés appartenir à la milice AAH. Amnesty International indique que la famille a estimé qu'il ne serait ni utile, ni prudent, d'informer la police⁶¹⁸.

⁶⁰⁸ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶⁰⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁶¹⁰ Selon son [site web](#), MRG est une «organisation internationale de défense des droits de l'homme de premier plan» qui œuvre à la protection des droits des minorités en menant des travaux de recherche, en organisant des campagnes de sensibilisation, en rédigeant des publications et en menant des poursuites judiciaires et des projets visant à protéger les droits des minorités.

⁶¹¹ MRG, Iraq: Current issues, May 2018, [url](#).

⁶¹² USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶¹³ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 15.

⁶¹⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

⁶¹⁵ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 17.

⁶¹⁶ Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslimene i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], 23 June 2017, [url](#), p. 16.

⁶¹⁷ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 127.

⁶¹⁸ AI, Absolute impunity: militia rule in Iraq, October 2014, [url](#), p. 9.

Pour des informations sur le ciblage des chrétiens en application des normes sociétales, voir la [section 3.4.4](#).

1.14 Vendeurs d'alcool

Dans un article publié en 2016, l'Associated Press (AP) indique que le gouvernement iraquien a adopté une loi interdisant la production, l'importation et la vente d'alcool, fruit d'une initiative parlementaire inattendue d'islamistes chiites⁶¹⁹.

L'interdiction est appliquée dans «de nombreuses régions du pays» selon l'USDOS. Bassora, Dhi Qar, Maysan et Muthanna ont continué à interdire l'importation, la vente ou le transport d'alcool, «bien que les Iraquiens du sud aient toujours été autorisés à consommer et à posséder de l'alcool en toute légalité»⁶²⁰. Dans un article publié en juillet 2018, Al-Monitor indique que le gouverneur de Salah ad-Din, gouvernorat libéré du contrôle de l'EIII, a décidé de fermer toutes les boutiques de vente d'alcool dans le gouvernorat après avoir reçu des demandes des conseils locaux du district de Shirqat. Il aurait été appuyé dans sa décision par les chefs tribaux et les religieux sunnites conservateurs de la région⁶²¹. Il ajoute que l'interdiction est appuyée par des éléments conservateurs de la société qui considèrent l'alcool comme culturellement inacceptable, lié à la désintégration sociale et à «une ouverture excessive aux coutumes et traditions occidentales»⁶²². Le GRK a déclaré que l'interdiction «ne serait ni appliquée ni respectée» dans la RKI.⁶²³ Dans un article publié en 2016, *The National* indique que les responsables kurdes ont promis que l'interdiction de l'alcool ne serait pas appliquée dans les territoires kurdes. Selon le ministre régional de la culture, cette mesure constitue une atteinte à la liberté individuelle⁶²⁴. Niqash a indiqué en 2018 que les ventes d'alcool se poursuivaient dans les territoires kurdes, même si la plupart des magasins d'alcool fermaient pendant le Ramadan⁶²⁵.

Lors de la réunion de coopération pratique sur l'Iraq organisée par l'EASO en avril 2017, Mark Lattimer a fait remarquer que la vente d'alcool était fortement réprouvée dans la plupart des régions d'Iraq, y compris dans la RKI. Bien qu'un grand nombre d'Iraquiens boivent de l'alcool, la pratique publique consistant à le vendre et à l'acheter est largement considérée comme immorale. Mark Lattimer ajoute:

«Certaines communautés (les chrétiens et les Kakais) sont associées à cette pratique, qui a été invoquée pour justifier leur persécution. Donc, vous voyez, l'accusation d'être un vendeur d'alcool stigmatise une personne, en raison même de l'identité ethnique ou religieuse. Il y a également les vendeurs d'alcool qui sont pris pour cible par les milices chiites à Bassora et à Bagdad. La milice Asaïb Ahl al-Haq a perpétré des assassinats et des menaces de mort, forçant des personnes à quitter la communauté ou utilisant parfois simplement le fait qu'ils vendent de l'alcool comme allégation pour les amener à quitter la communauté ou leur propriété.⁶²⁶»

⁶¹⁹ AP, Iraqi parliament passes bill banning alcohol, 23 October 2016, [url](#).

⁶²⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶²¹ Al-Monitor, Iraq's Salahuddin provinces launches war on alcohol, 22 July 2018, [url](#).

⁶²² Al-Monitor, Iraq's Salahuddin provinces launches war on alcohol, 22 July 2018, [url](#).

⁶²³ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶²⁴ National (The), In Iraqi Kurdistan, little regard for Baghdad alcohol ban, 27 October 2016, [url](#).

⁶²⁵ Niqash, The Beer essentials: how to get an (illegal) drink during Ramadan in Northern Iraq, 31 May 2018, [url](#).

⁶²⁶ Lattimer, M., cited in EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 23.

Selon un expert de l'Iraq interrogé dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, les UMP ciblent les magasins d'alcool chrétiens, bien que cela se produise moins que par le passé⁶²⁷. Il a ajouté qu'«entre Hilla et Bassora, il n'y a pas de magasins d'alcool officiels. L'alcool n'est vendu que clandestinement, au péril de sa vie. Il y a quelques magasins d'alcool à Bagdad, mais ils ont des portes en fer (Saadoun, dans le quartier de Karrada-Nord). Certains ont été la cible d'attaques à la grenade. Ces attaques peuvent être motivées par la volonté de donner la mort ou par l'argent»⁶²⁸.

L'USDOS indique dans son rapport annuel sur la liberté religieuse en Iraq (couvrant l'année 2017) que «les Yézidis et les chrétiens, les principaux importateurs et vendeurs d'alcool, ont continué à être victimes de harcèlement ou d'attaques et ont souvent été contraints de verser de l'argent aux autorités locales en vue de leur "protection"»⁶²⁹. Dans ce rapport, il est également mentionné qu'en juillet 2017, deux Yézidis ont été tués par des hommes armés non identifiés dans leur magasin d'alcool à Bagdad⁶³⁰, et que, de plus, l'interdiction touche les minorités religieuses telles que les chrétiens, les Sabéens-Mandéens et les Yézidis, des groupes qui vendent de l'alcool⁶³¹. Selon un article publié par l'AFP sur la consommation d'alcool à Mossoul, les magasins sont ouverts depuis la libération de l'occupation de l'EIL, mais ceux qui achètent et consomment de l'alcool le font dans l'intimité et «prennent certaines précautions». En outre, les autorisations de vente d'alcool ne sont pas accordées aux musulmans et certains habitants ont exigé la fermeture des magasins «pour des raisons religieuses ou pour protéger les jeunes»⁶³².

Le 13 février 2017, Vice News a publié un article sur les conséquences de la décision prise en octobre 2016 par le gouvernement d'interdire la production, l'importation et la vente d'alcool. L'article indique que de nombreux magasins d'alcool ont été l'objet de violences de la part de militaires et de miliciens. D'autres survivent dans «un réseau de pots-de-vin constants et de plus en plus importants». Un commerçant chrétien de la rue Abu Nuwas à Bagdad a déclaré que des miliciens chiites avaient fait irruption dans son magasin un mois après l'introduction de la loi, incendiant le magasin et tuant deux employés. N'ayant pas d'autre choix, l'homme a rouvert son magasin, mais il a été contraint de verser d'importants pots-de-vin à la police et aux milices locales.⁶³³

Au cours de l'été 2016, des informations ont fait état de plusieurs attaques aux EEI contre des cafés, des restaurants et des maisons dans lesquels de l'alcool était vendu à Bassora. Les coupables présumés étaient des extrémistes religieux⁶³⁴. Dans un article publié en juin 2016, le *Washington Post* indique que les milices font respecter les bonnes mœurs, punissant, par exemple, les personnes qui boivent de l'alcool, jouent à des jeux d'argent ou engagent des prostituées.⁶³⁵ Dans un rapport publié en 2016, le DIS révèle que «des attaques ont été menées contre les chrétiens dans la ville de Zakho, située près de la frontière turque, dans le

⁶²⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁶²⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

⁶²⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶³⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶³¹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁶³² AFP, With the jihadis gone, booze is back in Iraq's Mosul, 4 December 2018, [url](#).

⁶³³ Vice News, Iraq's booze ban, 13 February 2017, [url](#).

⁶³⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), pp. 17-18.

⁶³⁵ Washington Post (The), Feared Shiite militias back in spotlight after three Americans vanish in Iraq, 21 January 2016, [url](#).

gouvernorat de Dohuk, où des islamistes radicaux ont attaqué des chrétiens et incendié leurs magasins au motif qu'ils vendaient de l'alcool»⁶³⁶.

1.15 Personnes portant des noms sunnites

Selon des sources interrogées dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RK, les hommes sunnites qui tentent de fuir les zones contrôlées par l'EILL doivent se soumettre à un contrôle de sécurité aux postes de contrôle au cours duquel leur appartenance éventuelle à l'EILL est vérifiée⁶³⁷. Le rapport ajoute que «les personnes dont le nom ou celui de membres de leur famille éloignés est identique à celui d'une personne soupçonnée d'appartenir à l'EILL peuvent susciter de sérieux soupçons» et qu'elles peuvent être victimes d'exactions, être détenues ou se voir refuser le retour⁶³⁸.

De nombreux citoyens iraqiens portent des noms identiques⁶³⁹ et, de ce fait, de nombreuses PDI ne se risquent pas à passer le contrôle de sécurité, craignant que leur nom ne soit identique à celui d'une personne figurant sur les listes de personnes recherchées⁶⁴⁰. Selon Belkis Willie, chercheur principal sur l'Iraq auprès de Human Rights Watch, il n'existait «aucun moyen transparent de savoir comment le nom d'une personne finit sur les listes», ajoutant qu'environ 90 000 personnes y figuraient⁶⁴¹.

Dans un rapport publié en juin 2017 sur la situation des musulmans sunnites à Bagdad, le Landinfo indique que les personnes franchissant les postes de contrôle doivent prouver leur identité. Les noms de famille et de clan peuvent, dans une certaine mesure, indiquer à quelle partie de la population vous appartenez et d'où vous venez. Les sunnites pourraient arbitrairement être soupçonnés d'être des sympathisants de l'EILL et subir des exactions⁶⁴². Le Landinfo ajoute que les postes de contrôle des milices à Bagdad sont situés dans les petites rues des zones chiites, tandis que les postes de contrôle situés sur les routes principales traversant Bagdad sont gérés par l'armée et la police⁶⁴³.

En décembre 2015, Niqash a révélé que certains Arabes sunnites dans le gouvernorat de Diyala avaient demandé à changer leur nom pour des noms à consonance plus neutre, par crainte des milices chiites. Un fonctionnaire parle de 150 à 200 demandes de ce type en deux mois⁶⁴⁴. Dans un article publié en juin 2015 dans Al-Monitor, l'auteur et chroniqueur Ali Hussein explique que «le phénomène du changement de nom s'est largement répandu après l'occupation de la ville à majorité sunnite de Mossoul». Hussein affirme également que «la plupart des noms qui sont changés se réfèrent à des personnalités sunnites tels qu'Omar, Abu

⁶³⁶ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), pp. 172-173.

⁶³⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 28.

⁶³⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

⁶³⁹ Wille, B., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 13.

⁶⁴⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 28.

⁶⁴¹ Wille, B., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 13.

⁶⁴² Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslim i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], [url](#), p. 13.

⁶⁴³ Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslim i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], [url](#), pp. 8-9.

⁶⁴⁴ Niqash, What's in a name? In Diyala, Iraqis change names to avoid being targeted by volunteer militias, 17 December 2015, [url](#).

Bakr et Osman»⁶⁴⁵. Dans un article paru en avril 2015, le *Guardian* indique que des noms sunnites identifiables pouvaient susciter des soupçons aux postes de contrôle occupés par des miliciens chiites ou des soldats iraqiens. Pour éviter les difficultés, un nombre indéterminé de personnes ont changé de nom. Selon un fonctionnaire, la plupart de ces changements de nom concernaient des hommes sunnites changeant le nom sunnite Omar en Ammar. D'autres ont accusé l'homme d'appartenir à «l'armée d'Omar»⁶⁴⁶.

1.16 Personnel humanitaire/médical

Un rapport publié par l'Organisation internationale de la sécurité des ONG (INSO)⁶⁴⁷ indique que les groupes armés officiels et semi-officiels en Iraq représentent une menace pour les travailleurs humanitaires vu leur nom de famille supprimé de leur carte de citoyenneté⁶⁴⁸. Dans un article publié en juillet 2014, Human Rights Watch indique comment un homme chiite a été maltraité par des membres de la milice AAH. Partant de l'hypothèse qu'il était sunnite, ses assaillants ont accusé sous diverses formes, dont des restrictions d'accès, des détentions et des attaques ciblées contre les travailleurs humanitaires et les bénéficiaires des ONG. Selon des données de l'INSO, au cours de la période comprise entre janvier et octobre 2018, 66 incidents ciblant des ONG ont été signalés en Iraq, la majorité étant des cas d'agressions (40), suivis des arrestations et des détentions (9), des tirs directs (9), des intimidations (4), des vols qualifiés (3), des attaques à l'aide d'EEI (1). Deux travailleurs d'ONG sont morts à la suite de ces incidents au cours de la période en question⁶⁴⁹.

Selon une étude réalisée par le ministère iraqien de la santé et le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) local, citée par Rudaw en novembre 2018, 57 % du personnel médical en Iraq ont été exposés à des formes de violence verbale, physique ou tribale⁶⁵⁰. Le CICR indique qu'«en Iraq, les menaces qui pèsent sur les professionnels et les services de santé vont au-delà de la violence directement liée au conflit armé. D'autres types de violence sont fréquents, comme les représailles contre les professionnels de la santé sous la forme de violences verbales ou physiques, de menaces, d'enlèvements ou même d'homicides. Craignant pour leur sécurité, beaucoup d'entre eux ont quitté le pays».⁶⁵¹

Dans un rapport publié en mai 2018, la Safeguarding Health in Conflict Coalition⁶⁵² relève que, tout au long de 2017, le secteur de la santé a été fortement touché par les attaques de l'EIL et a également été soumis à «des actes de représailles ou des pratiques discriminatoires» de la part des acteurs progouvernementaux⁶⁵³. Au moins 35 attaques ont été perpétrées contre

⁶⁴⁵ Al-Monitor, From Omar to Hussain: Why Iraqis are changing their names, 17 June 2015, [url](#).

⁶⁴⁶ Human Rights Watch, Iraq: Pro-government militias' trail of death, 31 July 2014, [url](#).

⁶⁴⁷ Selon son [site web](#), l'INSO est une ONG «dédiée à la sécurité des travailleurs humanitaires» qui fournit une connaissance de la situation, un suivi des incidents et une analyse des contextes opérationnels sécuritaires dans lesquels œuvrent les travailleurs humanitaires.

⁶⁴⁹ International NGO Safety Organisation, Iraq, NGO Incident rate, n.d., [url](#).

⁶⁴⁹ International NGO Safety Organisation, Iraq, NGO Incident rate, n.d., [url](#).

⁶⁵⁰ Rudaw, Violence targets medical workers, patients preventing care in Iraq, 12 November 2018, [url](#).

⁶⁵¹ ICRC, Health Care in Danger campaign: Stop violence against medical personnel and facilities in Iraq, 6 November 2018, [url](#).

⁶⁵² D'après son [site web](#), l'organisation est une coalition d'ONG qui cherchent à protéger les professionnels, les services et les infrastructures de soins de santé en recensant les attaques et en engageant davantage la responsabilité des auteurs de tels actes.

⁶⁵³ Safeguarding Health in Conflict Coalition, Violence on the Front Lines: Attacks on Health Care in 2017, 21 May 2018, [url](#), p. 22-23.

des professionnels et des établissements de santé en 2017, l'EIIL en étant le principal auteur⁶⁵⁴.

Le même rapport ajoute que «le personnel médical a également souffert des campagnes menées par les groupes irakiens, kurdes et alliés pour éradiquer et punir les membres de l'EIIL et toute personne qui pourrait leur être associée»⁶⁵⁵. Deux professionnels de la santé ont fait l'objet de sanctions administratives ou judiciaires de la part de fonctionnaires irakiens pour avoir travaillé sous le régime de l'EIIL⁶⁵⁶. Dans un article publié en janvier 2018, le *Guardian* fait état du cas d'une jeune médecin qui s'est vu refuser par le ministère de la santé de passer son examen de jury central d'école de médecine, et donc de pratiquer, au motif qu'elle avait travaillé dans un hôpital de Mossoul sous le régime de l'EIIL⁶⁵⁷. Dans un article publié en août 2017, le réseau de médias kurde Rudaw fait état, sans fournir de détails, d'une multiplication des homicides de professionnels de la santé commis par des groupes criminels à Bagdad⁶⁵⁸.

1.17 Peine de mort

1.17.1 Iraq

En vertu de la Constitution irakienne de 2005, le président ratifie les condamnations à mort «prononcées par les juridictions compétentes»⁶⁵⁹. La peine de mort est prévue à l'article 86 du code pénal irakien n° 11 de 1969.⁶⁶⁰ La loi antiterroriste n° 13 de 2005 prévoit la peine de mort pour les infractions terroristes en application de l'article 4⁶⁶¹. Les infractions passibles de la peine de mort sont nombreuses et variées. Elles vont des infractions contre la sécurité intérieure/extérieure et les institutions de l'État aux actes de terrorisme, aux enlèvements, aux viols, au trafic de drogue entraînant la mort, à la prostitution, aux homicides «qualifiés»⁶⁶² et à la traite des êtres humains entraînant la mort⁶⁶³. Les Nations unies affirment que la définition des crimes «terroristes» est «large et laisse place à une importante marge d'interprétation» en vertu de la loi antiterroriste⁶⁶⁴. Elles indiquent également que la peine de mort est également prévue par les articles 27 et 28 du code pénal militaire et par le code pénal relatif aux forces de sécurité intérieure irakiennes de 2008 pour une série d'infractions, par exemple, les infractions liées à l'inexécution de leurs devoirs ou à la cession d'installations militaires⁶⁶⁵. Pour des informations détaillées sur le traitement des déserteurs, voir les sections [1.8.1](#) et [1.8.2](#).

⁶⁵⁴ Safeguarding Health in Conflict Coalition, Violence on the Front Lines: Attacks on Health Care in 2017, 21 May 2018, [url](#), p. 22-23.

⁶⁵⁵ Safeguarding Health in Conflict Coalition, Violence on the Front Lines: Attacks on Health Care in 2017, 21 May 2018, [url](#), p. 23.

⁶⁵⁶ Safeguarding Health in Conflict Coalition, Violence on the Front Lines: Attacks on Health Care in 2017, 21 May 2018, [url](#), p. 22-23.

⁶⁵⁷ Guardian (The), How the people of Mosul subverted ISIS 'apartheid', 30 January 2018, [url](#).

⁶⁵⁸ Rudaw, Alarming wave of assassinations hits Iraqi doctors, 8 August 2017, [url](#).

⁶⁵⁹ Iraq, Constitution of the Republic of Iraq (15 October 2005), [url](#), Article 73.

⁶⁶⁰ Iraq, Penal Code No. 111 of 1969, July 1969, [url](#), Article 86.

⁶⁶¹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 5.

⁶⁶² UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 1.

⁶⁶³ UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 9; For a full compendium of all Iraqi laws on the Death Penalty, refer to the Appendix One of the above report.

⁶⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 2.

⁶⁶⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 9.

La peine de mort est exécutée par pendaison⁶⁶⁶.

La peine capitale est généralement prononcée en application du code pénal et de la loi antiterroriste, bien qu'elle puisse être prononcée pour toute une série d'infractions «qui ne satisfont pas toutes aux exigences internationales qui limitent l'application de la peine de mort aux homicides avec préméditation uniquement»⁶⁶⁷. Selon le gouvernement, la peine capitale n'est appliquée qu'au terme de contrôles juridiques stricts et de recours automatiques, et l'ouverture d'un nouveau procès est nécessaire dans les cas où les garanties d'une procédure régulière n'ont pas été respectées⁶⁶⁸. La MANUI indique également que les condamnations à mort prononcées en vertu de la loi antiterroriste sont automatiquement réexaminées par la Cour de cassation⁶⁶⁹.

L'Iraq continue d'appliquer la peine capitale⁶⁷⁰. C'est l'un des trois principaux pays du Moyen-Orient qui imposent et pratiquent des exécutions, selon le rapport de 2017 d'Amnesty International sur les peines de mort et les exécutions⁶⁷¹. La MANUI indique que le ministère de la justice annonce fréquemment des «exécutions à grande échelle»⁶⁷². Le ministère de la justice a également signalé en 2017 que 3 à 4 exécutions ont lieu par semaine dans les prisons de Bagdad et de Nasiriya, soulignant que 15 à 20 % des 6 000 détenus de la prison centrale de Nasiriya sont condamnés à mort⁶⁷³.

En Iraq, la peine de mort aurait été appliquée à 250 membres condamnés de l'EIIL depuis 2014, dont 100 en 2017⁶⁷⁴. Amnesty International a recensé au moins 125 exécutions en 2017 pour des infractions principalement liées à des actes de terrorisme, en plus d'autres liées à des homicides, des enlèvements et des trafics de drogue⁶⁷⁵. Par exemple, en 2017, la MANUI a indiqué que le ministère de la justice avait déclaré avoir exécuté 42 personnes en septembre et 38 autres en décembre pour des infractions terroristes⁶⁷⁶.

En juillet 2018, le Conseil supérieur de la magistrature a annoncé 41 condamnations à mort pour des crimes liés au terrorisme; 23 des condamnés étaient des femmes étrangères⁶⁷⁷. En avril 2018, le ministère de la justice a annoncé que 13 exécutions avaient été effectuées au cours de l'année, dont 11 pour terrorisme⁶⁷⁸. En octobre 2018, le Conseil de sécurité des

⁶⁶⁶ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 13; UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 1.

⁶⁶⁷ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), pp. 13-14; UNAMI/OHCHR, Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014 [url](#), p. 1.

⁶⁶⁸ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 14.

⁶⁶⁹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), 5.

⁶⁷⁰ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), pp. 13-14.

⁶⁷¹ AI, Death Sentences and Executions 2017, 2018, [url](#), p. 30.

⁶⁷² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 5.

⁶⁷³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 5.

⁶⁷⁴ AP, Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties, 22 March 2018, [url](#).

⁶⁷⁵ AI, Death Sentences and Executions 2017, 2018, [url](#), p. 32.

⁶⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 5.

⁶⁷⁷ UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/677), 9 July 2018, [url](#), p. 9.

⁶⁷⁸ UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/677), 9 July 2018, [url](#), p. 9; New York Times (The), A 10-Minute Trial, a Death Sentence: Iraqi Justice for ISIS Suspects, 17 April 2018, [url](#).

Nations unies a indiqué que le nombre total d'exécutions annoncées publiquement en 2018 par le ministère de la justice était de 32, bien que les condamnations à mort et les exécutions n'aient pas été davantage détaillées⁶⁷⁹.

Le «chef adjoint» de l'EIL a été condamné à mort en septembre 2018⁶⁸⁰. La peine de mort bénéficie du soutien de la population, étant considérée comme appropriée et conforme au droit islamique pour certaines infractions, en particulier pour les «violations des droits de l'homme à grande échelle»⁶⁸¹.

1.17.2 Région du Kurdistan iraquien

La rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq fait observer dans un rapport publié en juin 2018 que le GRK, tout en maintenant la peine capitale, semblait avoir établi un moratoire *de facto* sur les exécutions depuis 2008. Cependant, à deux reprises, à savoir en 2015 et 2016, ce moratoire n'a pas été respecté. Tant le gouvernement fédéral que les gouvernements régionaux ont invoqué la pression populaire comme raison de continuer d'appliquer ou de rétablir la peine de mort, en particulier en réponse aux crimes commis par l'EIL⁶⁸².

Parmi les exécutions prononcées dans la RKI au cours des dernières années, on peut citer les cas suivants:

- Le 12 août 2015, le GRK a exécuté trois personnes reconnues coupables en avril 2014 de l'enlèvement et du meurtre de deux filles. Il s'agissait des premières exécutions dans la RKI depuis la mise en place par le GRK d'un moratoire informel sur l'application de la peine de mort en 2008⁶⁸³.
- Le 10 décembre 2016, les autorités de la prison de Zarga à Dohuk ont exécuté un condamné à la suite de la ratification de la condamnation d'un tribunal par le président de la RKI. Âgé de 22 ans, reconnu coupable du meurtre d'une fillette de 18 mois, il a été condamné à mort plus tôt le 10 juillet 2016 par le tribunal pénal de Dohuk en application de l'article 406 du code pénal iraquien. Le 19 octobre 2016, la Cour de cassation a entériné le verdict. Le président de la RKI a approuvé l'exécution le 27 novembre 2016⁶⁸⁴.
- En mai 2017, la MANUI et le HCDH ont reçu des informations selon lesquelles le président al-Barzani avait signé des ordres d'exécution pour trois des six hommes condamnés à mort pour meurtre en 2015⁶⁸⁵. En décembre 2017, la MANUI et le HCDH ont indiqué qu'ils n'avaient connaissance d'aucune exécution dans la région du Kurdistan entre juillet et décembre 2017⁶⁸⁶.

⁶⁷⁹ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 10.

⁶⁸⁰ AFP, Iraq court condemns to death 'deputy of IS leader', 19 September 2018, [url](#).

⁶⁸¹ Australia, DFAT, Country Information Report – Iraq, 26 June 2017, p. 24.

⁶⁸² UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 13.

⁶⁸³ UN Security Council, First Report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 October 2015, [url](#), pp. 11-12.

⁶⁸⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 28.

⁶⁸⁵ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 10.

⁶⁸⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 11.

1.18 Traitement des détenus

1.18.1 Iraq

Dans un rapport publié en juin 2018, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq indique que la Constitution iraquienne «garantit le droit à la représentation en justice de toutes les personnes arrêtées pendant les phases d'enquête et de procès» et que la Constitution «interdit toute forme de torture psychologique, physique et inhumaine, et précise que tout aveu fait sous la contrainte ne peut être invoqué devant les tribunaux»⁶⁸⁷. La rapporteuse spéciale décrit toutefois plusieurs cas de civils arabes sunnites tués en détention pendant la campagne militaire contre l'EIL de 2014 à 2017. Ces incidents se sont produits à Mossoul, à Tal Afar, Bakouba, à Mouqdadiyah et Falloujah. Parmi les auteurs figuraient des membres des forces armées, du service de lutte contre le terrorisme, de la police et des UMP⁶⁸⁸.

Human Rights Watch a dénoncé la précarité des conditions de détention provisoire, notamment la surpopulation, les mauvais traitements et la torture. Human Rights Watch a enquêté sur les conditions de détention et les accusations de torture dans plusieurs centres de détention en Iraq et a présenté des témoignages d'anciens détenus et de proches de détenus dans la région de Mossoul. Il n'a trouvé que deux détenus et un membre de leur famille disposés à témoigner, mais a affirmé que les méthodes de torture décrites concordaient avec celles décrites par d'autres anciens détenus et photographiées et filmées par un photjournaliste en mai 2017⁶⁸⁹. Les conditions dans lesquelles se trouvent les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL dans les centres de détention provisoire sont décrites plus haut à la section [1.2.1](#).

Amnesty International corrobore les allégations d'arrestation arbitraire, de détention prolongée et de torture généralisée des personnes soupçonnées de terrorisme:

«Des hommes et des garçons soupçonnés d'appartenir à l'EI ont été victimes de disparitions forcées, coupés de leur famille et du monde extérieur, dans des installations contrôlées par les ministères irakiens de l'intérieur et de la défense et le GRK, dans des centres de détention tenus secrets. Les détenus ont été interrogés par des agents de sécurité, sans bénéficier de la présence d'un avocat, et ont été régulièrement torturés. Parmi les formes courantes de torture figurent les coups portés à la tête et au corps à l'aide de barres et de câbles métalliques, la suspension dans des positions insupportables par les bras ou les jambes, les décharges électriques et les menaces de viol contre des proches de sexe féminin. Les détenus ont un accès limité aux soins médicaux, ce qui est à l'origine de décès en détention et d'amputations. Ils souffrent également de conditions difficiles, notamment d'une surpopulation importante, d'une mauvaise ventilation et d'une absence d'accès aux douches ou aux toilettes.⁶⁹⁰»

⁶⁸⁷ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 6.

⁶⁸⁸ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 8.

⁶⁸⁹ Human Rights Watch, Iraq: Chilling Accounts of Torture, Deaths. 19 August 2017, [url](#).

⁶⁹⁰ AI, International Report 2017/2018, The State of the World's Human Rights – Iraq, 2018, [url](#).

Non seulement les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIL, mais aussi les autres détenus sont victimes de mauvais traitements et de torture, comme l'ont souligné d'autres sources. Dans leur rapport périodique de 2017 sur les droits de l'homme, la MANUI et le HCDH indiquent avoir reçu un certain nombre de plaintes de détenus, de prisonniers et de prévenus selon lesquelles ils ont été victimes d'actes de torture et de mauvais traitements afin de leur extorquer des aveux lors des interrogatoires de la police⁶⁹¹.

La MANUI et le HCDH ont surveillé les centres de détention gérés par le ministère de la justice et constaté que «les conditions matérielles dans de nombreux centres de détention et prisons demeurent mauvaises»⁶⁹². En outre, la MANUI et le HCDH ont indiqué qu'à la fin de 2017, l'Unicef avait signalé qu'au moins 1 036 enfants de moins de 18 ans (1 024 garçons et 12 filles) restaient dans des centres de détention pour mineurs pour des motifs liés à la sécurité nationale, dans la plupart des cas pour association présumée avec l'EIL⁶⁹³. Human Rights Watch a fait observer que les enfants n'étaient pas toujours séparés des détenus adultes⁶⁹⁴. En 2015, le Comité des droits de l'enfant des Nations unies s'est dit extrêmement préoccupé par la détention d'enfants accusés de terrorisme, en particulier par le grand nombre d'enfants accusés ou condamnés pour des faits de terrorisme, par les conditions de détention et par le fait que des enfants appartenant à la famille de terroristes présumés «sont arrêtés illégalement, sont détenus sans être inculpés ou sont inculpés de dissimulation d'actes terroristes»⁶⁹⁵. En outre, le Comité des droits de l'enfant des Nations unies a signalé les exactions suivantes:

- les enfants détenus pour terrorisme subissent de mauvais traitements et sont victimes d'actes assimilables à de la torture en détention;
- les conditions de détention sont déplorables et les enfants sont souvent détenus avec des adultes;
- les enfants seraient détenus dans des structures extrajudiciaires;
- les enfants sont placés dans le quartier des condamnés à mort à l'âge de 18 ans;
- les familles des enfants ne sont pas toujours informées de leur détention⁶⁹⁶.

1.18.2 Région du Kurdistan iraquien

Dans un rapport publié en juin 2018, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires en Iraq fait état d'une détention inquiétante, notamment de mineurs, par les autorités kurdes sous le régime antiterroriste, qui «en raison d'un manque de garanties procédurales, expose les détenus au risque de violations des droits humains. Ce risque est aggravé par le fait que les organisations locales et internationales ont un accès très limité aux centres de détention, rendant ainsi quasiment impossible le suivi de la situation»⁶⁹⁷.

⁶⁹¹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 6.

⁶⁹² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 8.

⁶⁹³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 8.

⁶⁹⁴ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 2.

⁶⁹⁵ UN Committee for the Right of the Child, Concluding observations on the report submitted by Iraq under article 8, paragraph 1, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, 5 March 2015, [url](#), p. 6.

⁶⁹⁶ UN Committee for the Right of the Child, Concluding observations on the report submitted by Iraq under article 8, paragraph 1, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, 5 March 2015, [url](#), p. 6.

⁶⁹⁷ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 9.

Selon une source des Nations unies interrogée dans le cadre de la mission d'enquête menée en 2018 par le DIS/Landinfo dans la RKI, «les conditions de détention pour criminalité générale dans la région du Kurdistan sont généralement acceptables, mais les centres détenant des terroristes présumés sont surpeuplés et les services sont limités, ce qui soulève des préoccupations quant à la radicalisation des détenus. La source s'est dite préoccupée par les nombreuses informations faisant état d'actes de tortures ou de mauvais traitements au moment de l'arrestation ou de l'interrogatoire. Les personnes soupçonnées de terrorisme sont détenues dans des centres gérés par les Asayish, les services de renseignement kurdes, en compagnie de personnes soupçonnées d'autres infractions liées à la sécurité, de trafic de drogue et de fraude. L'accès visant à évaluer les conditions dans certains de ces centres est restreint»⁶⁹⁸.

Dans son rapport de 2017 sur les droits de l'homme, l'USDOS indique que «des interrogatoires abusifs, dans certaines conditions, auraient eu lieu dans certains centres de détention des forces de sécurité intérieure du GRK, les Asayish, et des services de renseignement des principaux partis politiques, à savoir les Parastins affiliés au parti démocratique du Kurdistan (PDK) et les Zanyari affiliés à l'Union patriotique du Kurdistan (UPK)»⁶⁹⁹. Dans un rapport publié en décembre 2017, Human Rights Watch exprime également sa préoccupation quant au fait que les personnes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL sont soumises à la torture et à d'autres formes de mauvais traitements dans la RKI. Human Rights Watch a recensé des allégations de torture par les forces du GRK à l'égard des détenus soupçonnés d'appartenir à l'EIIL. Sur dix-neuf enfants soupçonnés d'appartenir à l'EIIL détenus par le GRK et interrogés par Human Rights Watch, dix-sept ont déclaré que les Asayish les avaient torturés aux fins de leur extorquer des aveux. Les autorités du GRK n'ont pas encore accordé aux chercheurs l'accès aux personnes adultes soupçonnées d'appartenir à l'EIIL⁷⁰⁰.

Dans un rapport sur les événements survenus en 2017, la MANUI fait part de sa préoccupation quant aux allégations selon lesquelles les détenus seraient victimes d'actes de torture et autres mauvais traitements au cours des interrogatoires afin de les contraindre à faire des aveux. La MANUI a déjà indiqué que les détenus hésitaient à dénoncer les actes de torture et autres mauvais traitements par crainte de représailles ou de difficultés dans les procédures judiciaires. Il semble qu'il n'existe pas de politique uniforme et efficace pour traiter les allégations d'actes de torture et autres mauvais traitements soulevés par les accusés devant les tribunaux⁷⁰¹.

Dans un rapport publié en octobre 2016, Amnesty International indique que d'anciens détenus ont fait état de passages à tabac et autres mauvais traitements dans certains centres contrôlés par les Asayish, en particulier au début de leur détention. Il semble que les détenus soient soumis à de tels traitements afin de les punir des crimes commis par l'EIIL ou de leur extorquer des informations. Un certain nombre d'anciens détenus interrogés par Amnesty International, qui vivent actuellement dans les territoires contrôlés par le GRK, ont également «semblé réticents à se plaindre des mauvais traitements subis, affirmant aux chercheurs de l'organisation qu'ils étaient simplement soulagés d'être en liberté et qu'ils souhaitaient

⁶⁹⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 92.

⁶⁹⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

⁷⁰⁰ Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, [url](#), p. 51.

⁷⁰¹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, [url](#), p. 9; UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 10.

reprendre le cours de leur vie. Ceux qui ont raconté leurs expériences n'ont accepté de le faire que sous couvert d'anonymat, par crainte de représailles»⁷⁰².

⁷⁰² AI, 'Punished for Daesh's Crimes'. Displaced Iraqi's abused by militias and government forces, October 2016, [url](#), p. 47.

2 Ciblage par l'EIL

2.1 Contexte, structure et mode opératoire

L'État islamique en Iraq et au Levant (EIL) ou l'État islamique en Iraq et en Syrie (ISIS) est une organisation sanctionnée par la communauté internationale et désignée par les Nations unies⁷⁰³, qui est répertoriée par le Royaume-Uni comme «groupe terroriste proscrit»⁷⁰⁴.

L'EIL est l'héritier d'Al Qaida en Iraq (AQI), le mouvement de résistance sunnite contre l'occupation américaine après 2003, dirigé par Abu Musab al-Zarqawi, un militant jordanien qui a quitté l'Afghanistan pour l'Iraq après le renversement du régime taliban⁷⁰⁵. Contrairement à Oussama Ben Laden, al-Zarqawi considérait que les «ennemis à l'intérieur» étaient les pires ennemis de l'islam, et AQI a pris pour cible les forces d'occupation américaines et étrangères après la chute de Saddam Hussein en 2003, mais également la population chiite locale, ce qui a alimenté les tensions sectaires qui ont débouché sur une guerre civile en 2006-2007⁷⁰⁶. C'est le successeur d'al-Zarqawi, Abu Omar al-Baghdadi, qui, le 15 octobre 2006, a baptisé l'État islamique en Iraq (ISI) dans l'ouest de l'Iraq du nom de «*al-Dawla al-Islamiya fi al-Iraq*»; cette organisation résulte de la fusion de différents groupes insurgés sunnites avec des officiers de l'ancien régime baasiste et des chefs tribaux sunnites. Ces différents groupes ont reconnu Abu Omar al-Baghdadi comme leur chef⁷⁰⁷. Dans les années qui ont suivi, le groupe a subi de fortes pressions de la part des forces américaines et, après qu'Abu Omar a été tué au printemps 2010, l'ISI a battu en retraite.⁷⁰⁸

En 2011, la guerre civile syrienne a créé un climat favorable à l'ISI et le groupe a étendu ses activités en Syrie. Sous la férule d'Abu Bakr al-Baghdadi, l'ISI a changé de nom le 9 avril 2013 pour être rebaptisé «*al-Dawla al-Islamiya fi al-Iraq wa-Sham–Da'aish*», l'État islamique en Iraq et al-Sham (au Levant) (ISIS ou EIL), et Abu Bakr a annoncé sa fusion avec le groupe rebelle syrien *Jabhat al-Nosra*, une branche syrienne d'Al-Qaida⁷⁰⁹. Al-Nosra a refusé cette prise de contrôle, mais au cours du conflit qui s'ensuivit, bon nombre de ses combattants, en particulier les djihadistes étrangers, ont rejoint les rangs de l'EIL, qui est parvenu à s'imposer comme un acteur majeur de la guerre en Syrie⁷¹⁰.

Après le retrait des troupes américaines en 2011, l'EIL a tiré parti du sentiment croissant de désenchantement au sein de la population sunnite iraquienne causé par une politique gouvernementale favorisant la majorité chiite à de nombreux égards. À Anbar, Salah ad-Din et Mossoul en particulier, une partie de la population a exprimé son mécontentement à l'occasion de manifestations en 2012-2013 et, dans plusieurs villes, des camps de protestation ont vu le jour. Lorsque le gouvernement a ordonné aux forces de sécurité de démanteler les

⁷⁰³ UN Security Council, Security Council Committee pursuant to resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) and 2253 (2015) concerning ISIL (Da'esh) Al-Qaida and associated individuals groups undertakings and entities, n.d. [url](#).

⁷⁰⁴ UK, Home Office, Proscribed Terrorist Organisations, 22 December 2017, [url](#).

⁷⁰⁵ International Crisis Group, Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, 14 March 2016, [url](#), p. 16.

⁷⁰⁶ Hassan, H. The Sectarianism of the Islamic State. Ideological Roots and Political Context, June 2016, [url](#), pp. 9-10.

⁷⁰⁷ Waziri, H., IS: from a jihadist ideology to a jihadist state, 23 February 2015, [url](#); Soufan Group (The), TSG IntelBrief: The Islamic State of Iraq and Greater Syria: A Primer, June 13, 2014, [url](#), pp. 11-12.

⁷⁰⁸ Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), p. 12.

⁷⁰⁹ Waziri, H., IS: from a jihadist ideology to a jihadist state, 23 February 2015, [url](#).

⁷¹⁰ Waziri, H., IS: from a jihadist ideology to a jihadist state, 23 February 2015, [url](#); Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), p. 12.

camps de protestation, des scènes de violence ont éclaté, faisant de nombreuses victimes civiles à Hawija, Ramadi et Falloujah⁷¹¹. L'EIL, qui était présent dans les camps, mais sans bénéficier d'une position dominante, a tiré parti de la radicalisation de l'opposition et de l'escalade du conflit, en particulier à Anbar, où un affrontement à Falloujah entre les dirigeants sunnites et le gouvernement a débouché sur le siège pur et simple de la ville par les forces de sécurité iraqiennes. Dans un premier temps, l'EIL a été rejeté par les autorités locales, mais en prouvant sa valeur militaire, il est parvenu à prendre le contrôle de la ville⁷¹².

De juillet 2012 à juillet 2013, l'EIL a mené une grande campagne de terreur aux quatre coins du pays, intitulée «Breaking the Walls» (Faire tomber les murs)⁷¹³. Cette série d'attaques nourries contre une multitude de cibles avait pour objectif d'obtenir la libération des prisonniers d'AQI et de reprendre le contrôle du territoire dominé par AQI en 2006. Des symboles du gouvernement dirigé par le premier ministre chiite al-Maliki, tels que les forces de sécurité iraqiennes, des juges et des représentants du gouvernement, mais également des quartiers chiites à Bagdad et dans d'autres villes ont été particulièrement ciblés par les engins explosifs improvisés (EEI) placés dans des véhicules⁷¹⁴. La fin de la campagne «Breaking the Walls» a été marquée, le 21 juillet 2013, par l'évasion de la prison d'Abu Ghraib de quelque 500 détenus, dont la plupart étaient accusés de terrorisme⁷¹⁵.

Après «Breaking the Walls», l'EIL a presque immédiatement annoncé le lancement d'une nouvelle campagne, «Soldiers Harvest» (Récolter des soldats), une autre série d'attentats menés à l'aide d'EEI placés dans des véhicules centrée sur Bagdad et le sud de l'Iraq. L'EIL a principalement pris pour cible des infrastructures critiques, telles que le port d'Umm Qasr à Bassora⁷¹⁶.

D'après l'institut américain pour l'étude de la guerre (ISW), la stratégie militaire de l'EIL est caractérisée par le concept de guerre hybride, que l'organisation applique à un degré élevé: en fonction de la situation, elle recourt à des attentats terroristes, aux tactiques de la guérilla ou à une guerre de manœuvre conventionnelle. Les attentats terroristes ont pour objectif d'intimider les forces de sécurité et d'instiller la peur et l'insécurité parmi la population civile. Les tactiques de la guérilla sont utilisées pour attaquer les forces ennemies de manière indirecte, pour affaiblir et perturber l'adversaire. La guerre de manœuvre conventionnelle permet d'attaquer l'ennemi de front, de détruire des cibles militaires et de gagner du terrain⁷¹⁷. Dans ces trois formes de guerre, le recours à des engins explosifs improvisés (EEI) joue un grand rôle, qu'ils soient placés ou non dans des véhicules et qu'un chauffeur transporte ou pas les explosifs⁷¹⁸.

L'insurrection sunnite contre le gouvernement d'al-Maliki n'était pas uniquement dirigée par l'EIL; plusieurs acteurs y ont contribué, notamment des composantes de tribus sunnites, des religieux, le parti islamique iraqien, d'anciens membres du parti Baas, etc. Chaque groupe

⁷¹¹ International Crisis Group, Iraq: Falluja's Faustian Bargain, Middle East Report No. 150, 28 April 2014, [url](#), pp. 5-6.

⁷¹² International Crisis Group, Iraq: Falluja's Faustian Bargain, Middle East Report No. 150, 28 April 2014, [url](#), p. 15.

⁷¹³ Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, September 2013, [url](#).

⁷¹⁴ Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, September 2013, [url](#), pp. 13-20.

⁷¹⁵ Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, September 2013, [url](#), p. 7.

⁷¹⁶ Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, September 2013, [url](#), p. 21.

⁷¹⁷ Lewis McFate, J. The ISIS Defense in Iraq and Syria: Countering an adaptive Enemy, May 2015, [url](#), pp. 17-18.

⁷¹⁸ Lewis McFate, J. The ISIS Defense in Iraq and Syria: Countering an adaptive Enemy, May 2015, [url](#), pp. 19-20, pp. 21-23.

affichait ses propres revendications⁷¹⁹. Cependant, après que l'EIL a fait main basse sur de vastes pans de territoire du centre de l'Iraq en juin 2014, ces acteurs et d'autres groupes d'insurgés locaux ont décliné⁷²⁰. Comme l'exemple de Falloujah l'a montré, l'opposition contre le gouvernement central dominé par des chiites était hétérogène et pas uniquement soutenue par des extrémistes sunnites. La supériorité des capacités militaires de l'EIL après les succès qu'il a engrangés en Syrie ainsi que la pression croissante exercée par Bagdad ont permis à l'EIL d'occuper une position dominante dans la ville, au détriment des autres groupes ayant pris part à l'insurrection⁷²¹.

L'EIL défend une interprétation strictement conservatrice de l'islam, une lecture littérale du Coran, la charia comme système pénal et un rejet absolu de toute autre interprétation de l'islam (chiite ou soufie). D'après Hassan Hassan, spécialiste des groupes islamistes et salafistes et chercheur au Tahrir Institute for Middle East Policy (un groupe de réflexion à Washington D.C.), l'État islamique s'inspire largement du wahhabisme et va plus loin que d'autres groupes salafistes dans la promotion des notions de *wala wal bara* (loyauté à l'islam et rejet de tout ce qui est jugé contraire aux principes de l'islam) et de *tawhid* (l'unicité de Dieu). Dans les zones contrôlées par l'État islamique, les symboles de pratiques polythéistes (*shirk*), tels que des sanctuaires soufis ou chiites, ont été systématiquement détruits⁷²². La notion de *takfir*, c'est-à-dire l'accusation portée par un musulman contre un autre musulman, qu'il accuse d'être non croyant, et donc apostat, est un élément important de l'idéologie de l'EIL⁷²³. Le *takfirisme* est largement invoqué par l'EIL pour justifier ses actions à l'égard d'autres musulmans⁷²⁴.

Bien que l'EIL soit avant tout une organisation militariste, l'État islamique a pris en charge l'administration locale dans les zones où il contrôlait le territoire et la population et, plus important encore, il a introduit son propre système judiciaire, fondé sur une interprétation stricte de la charia. Ces «tribunaux de la charia» étaient, conjointement avec l'application de la loi par la police de la charia, un instrument important de promotion du programme religieux de l'organisation. Comme Richard Barrett de *The Soufan Group* l'a souligné en 2014, le respect de la pratique religieuse est un symbole et un instrument du pouvoir de l'État islamique. La police de la charia avait pour mission de veiller à ce que les populations dans les zones contrôlées par l'État islamique respectent les principes de l'islam⁷²⁵. Richard Barrett a ajouté que les tribunaux de la charia statuaient sur les transgressions religieuses, mais également sur des affaires civiles. Tant la police de la charia que de simples citoyens avaient le droit de porter des accusations. Dans un pays où le système judiciaire «est biaisé, sporadique et corrompu», les tribunaux de la charia jouissaient d'une certaine popularité, car ils permettaient de pallier ces manquements⁷²⁶.

D'après la MANUI, depuis le 1^{er} janvier 2014, quelque 30 000 civils ont été tués et 55 000 autres ont été blessés dans le conflit opposant les autorités iraqiennes à l'EIL⁷²⁷. En

⁷¹⁹ International Crisis Group, *Make or Break: Iraq's Sunnis and the State*, 14 August 2013, [url](#), pp. 16-23; International Crisis Group, *Iraq: Falluja's Faustian Bargain*, 28 April 2014, [url](#), p. 11.

⁷²⁰ Ohlers, C.A., *What to Expect in Iraq After the Liberation of Mosul*, 5 May 2017, [url](#).

⁷²¹ International Crisis Group, *Iraq: Falluja's Faustian Bargain*, 28 April 2014, [url](#), pp. 14-16.

⁷²² Hassan, H. *The Sectarianism of the Islamic State. Ideological Roots and Political Context*, June 2016, [url](#), p. 5.

⁷²³ Oxford University, *Oxford Islamic Studies Online, Takfir*, n.d., [url](#).

⁷²⁴ Atlantic (The), *What ISIS Really Wants*, March 2015, [url](#).

⁷²⁵ Soufan Group (The), *The Islamic State*, November 2014, [url](#), p. 30.

⁷²⁶ Soufan Group (The), *The Islamic State*, November 2014, [url](#), p. 30.

⁷²⁷ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1]*, 20 June 2018, [url](#), p. 3.

novembre 2018, la MANUI a publié un rapport faisant état de 202 fosses communes depuis juin 2014, dont l'écrasante majorité contiendrait les dépouilles de victimes de l'EIL. Selon les estimations fournies à la MANUI, de 6 000 à plus de 12 000 personnes seraient ensevelies dans ces charniers, dont la plupart sont situés dans les gouvernorats de Ninive (95), Kirkouk (37), Salah ad-Din (36) et Anbar (24)⁷²⁸. Le rapport précise, par ailleurs, que «des femmes, des enfants, des personnes âgées, des personnes handicapées, des membres et d'anciens membres des forces armées iraqiennes et de la police ainsi que quelques travailleurs étrangers ont été recensés parmi les victimes»⁷²⁹.

Les forces de sécurité iraqiennes, avec le soutien de la Coalition internationale contre Daech dirigée par les États-Unis, ont repris le contrôle de l'ensemble du territoire conquis par l'EIL en 2014 et 2015 et, à la fin de l'année 2017, l'EIL ne contrôlait plus aucun territoire⁷³⁰. Dans un rapport publié en novembre 2018, DIS et Landinfo notent que l'organisation a repris les traits d'un groupe insurrectionnel plus ordinaire et plus traditionnel, qui est concentré dans la région des monts Hamrin, à Hawija, dans les provinces de Diyala et Ninive et dans les zones frontalières avec la Syrie et l'Iran⁷³¹. L'institut américain pour l'étude de la guerre (ISW) a souligné, en octobre 2018, que l'EIL garde le contrôle d'une petite zone au nord de Baiji et de zones de soutien situées dans les districts de Daquq, Hawija, Riyadh et Rashad (gouvernorat de Kirkouk) «ainsi que de zones rurales près du lac Hamrin et dans la vallée du fleuve Diyala»⁷³².

D'après les estimations, entre 15 000 et 17 000 combattants de l'EIL étaient encore actifs en Iraq en août 2018⁷³³. D'après un rapport des Nations unies, l'EIL compterait actuellement dans ses rangs en Iraq et en Syrie entre 20 000 et 30 000 membres, dont plusieurs milliers sont des combattants étrangers⁷³⁴. En octobre 2018, l'ISW a déclaré que les activités de l'EIL en Iraq se limitent à des attaques avec des armes légères, à des assassinats ciblés et à des attentats-suicides, mais que le groupe a intensifié le rythme de ses attaques pour atteindre quatre assassinats par semaine au nord et au centre de l'Iraq. L'EIL ne recourt pas systématiquement aux EEI placés dans des véhicules, qu'il a largement utilisés entre 2011 et 2013.⁷³⁵

⁷²⁸ UNAMI/OHCHR, "Unearthing Atrocities: Mass Graves in territory formerly controlled by ISIL", 6 November 2018, [url](#), pp. 1-2.

⁷²⁹ UNAMI/ OHCHR, "Unearthing Atrocities: Mass Graves in territory formerly controlled by ISIL", 6 November 2018.

⁷³⁰ USDOS, Country Report on Terrorism 2017 - Chapter 1 - Iraq, 19 September 2018, [url](#); UN Security Council, Seventh report of the Secretary-General on the threat posed by ISIL (Da'esh) to international peace and security and the range of United Nations efforts in support of Member States in countering the threat [S/2018/770], 16 August 2018, [url](#), p. 2; Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 20.

⁷³¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷³² ISW, ISIS's Second Resurgence, 2 October 2018, [url](#).

⁷³³ US Lead Inspector General for Overseas and Contingency Operations, Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle-Philippines – April 1 2018 – June 30 2018, August 2018, [url](#), p. 3.

⁷³⁴ UN Security Council, Twenty-second report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities, 27 July 2018, [url](#), p. 5.

⁷³⁵ ISW, ISIS's Second Resurgence, 2 October 2018, [url](#).

La situation reste instable et l'EIL continue de perpétrer des attaques ciblées contre des civils⁷³⁶ et de mener des attaques asymétriques en Iraq⁷³⁷. Une situation insurrectionnelle est en train de s'installer plus durablement⁷³⁸, surtout dans les provinces de Salah ad-Din et de Diyala⁷³⁹.

S'agissant de la capacité de l'EIL à commettre des actes de violence, DIS et Landinfo notent dans leur rapport que, bien que l'EIL ne contrôle aucune zone géographique dans le gouvernorat de Kirkouk, «il existe des poches de combattants de l'EIL dans le gouvernorat, en particulier à Hawija dans le gouvernorat de Kirkouk et dans les monts Hamrin jusqu'aux gouvernorats de Diyala, Kirkouk et Salah ad-Din, et le groupe est relativement plus actif dans le gouvernorat que dans d'autres zones d'Iraq»⁷⁴⁰. Ces mêmes sources estiment que l'EIL est toujours présent dans le gouvernorat de Ninive, en particulier dans des régions plus éloignées proches de la frontière syro-iraquienne et dans la région de Badoush entre Mossoul et Tel Afar. Les cellules de l'EIL «passent à l'action durant la nuit, déclenchant régulièrement des explosions, commettant des meurtres et des assassinats et se livrant à des attaques», particulièrement à Mossoul et dans les villages environnants⁷⁴¹. Dans le gouvernorat de Salah ad-Din, les capacités opérationnelles de l'EIL sont limitées par la présence des UMP, mais la présence de poches de combattants opérant durant la nuit a été signalée⁷⁴².

En novembre 2018, le Center for Strategic and International Studies, se fondant sur des données fournies par l'ACLED (Armed Conflict Location & Event Data Project), a déclaré que, selon les estimations, le nombre d'attaques perpétrées par l'EIL dans le gouvernorat de Kirkouk avait doublé entre 2017 et 2018. Les enregistrements de données sur les attaques orchestrées par l'EIL dans le gouvernorat de Kirkouk ont atteint un point culminant en octobre 2018, et le nombre d'attaques a également augmenté dans les gouvernorats de Salah ad-Din et de Ninive. La source a expliqué que «l'absence d'une présence militaire officielle dans l'espace non gouverné et les territoires disputés des provinces de Salah ad-Dine et Kirkouk a permis aux militants de l'État islamique d'agir librement»⁷⁴³.

De nombreuses sources citées par DIS/Landinfo dans leur rapport sur la mission exploratoire de 2018 déclarent que «les cibles principales de l'EIL sont les forces de sécurité iraqiennes, les UMP et, dans une certaine mesure, les représentants du gouvernement»⁷⁴⁴. D'autres sources affirment, par ailleurs, que l'EIL poursuit ses attaques ciblées contre les membres de

⁷³⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#); UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 1.

⁷³⁷ UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [url](#), p. 4.

⁷³⁸ Ahn, J. et al., The Politics of Security in Ninewa, 7 May 2018, [url](#), p. 2; ISW, ISIS's Second Resurgence, 2 October 2018, [url](#).

⁷³⁹ Ahn, J. et al., The Politics of Security in Ninewa, 7 May 2018, [url](#), p. 2.

⁷⁴⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 15.

⁷⁴¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 17.

⁷⁴² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 18-19.

⁷⁴³ Markusen, M. B., The Islamic State and the Persistent Threat of Extremism in Iraq, 30 November 2018, [url](#).

⁷⁴⁴ Markusen, M. B., The Islamic State and the Persistent Threat of Extremism in Iraq, 30 November 2018, [url](#).

la police et des forces de sécurité iraqiennes et des UMP⁷⁴⁵, notamment dans les provinces de Ninive et de Kirkouk⁷⁴⁶.

DIS/Landinfo ont également précisé que «pour instaurer le chaos dans la société iraqienne, d'autres acteurs tels que des civils ou des personnes collaborant avec les forces de sécurité ou les autorités peuvent également être pris pour cible par l'EIL⁷⁴⁷». Ils ont ajouté que l'EIL «répand la terreur; ses membres se rendent de nuit dans des villages pour illustrer l'impuissance des autorités et des forces de sécurité iraqiennes et pour montrer que le groupe existe toujours»⁷⁴⁸. Par ailleurs, DIS/Landinfo expliquent que «le niveau de violence indique que l'EIL est encore en mesure de mener des attaques, mais dans une mesure moindre que lorsque le groupe contrôlait un vaste territoire dans le nord de l'Iraq. Lorsque des attaques sont perpétrées, les autorités accusent généralement l'EIL. Dans certains cas, l'EIL revendique les attaques. Cependant, l'EIL n'est pas toujours à blâmer pour les actes de violence qui sont commis.»⁷⁴⁹

L'EIL est également responsable d'incidents au cours desquels des civils ont été «tués ou enlevés à des postes de contrôle factices»⁷⁵⁰. L'EIL a également dirigé ses attaques contre des chefs tribaux⁷⁵¹ et des responsables municipaux locaux, comme dans les gouvernorats de Kirkouk et Ninive, où ils les ont accusés de fournir des informations sur leurs activités au gouvernement⁷⁵².

2.2 Groupes identitaires ethno-religieux pris pour cible

L'EIL adopte une interprétation «salafiste/*takfiriste* extrême» de l'islam et toute déviation par rapport à sa lecture littérale du Coran et des hadiths est considérée comme un blasphème et doit être éradiquée. Il s'ensuit que tout ce qui n'est pas conforme à l'interprétation de l'EIL (chiisme, soufisme ou tout autre concept théologique) doit être détruit⁷⁵³. La notion de *takfirisme* [excommunication d'un musulman accusé d'infidélité ou d'apostasie (*murtad*) par un autre musulman] a trouvé son application la plus extrême avec l'EIL; sa rigidité et son refus de reconnaître tout autre courant de l'islam a créé une culture du *takfirisme* dans le *takfirisme*⁷⁵⁴.

⁷⁴⁵ UN Secretary-General, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [url](#), p. 9; US Lead Inspector General for Overseas and Contingency Operations, Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle-Philippines – April 1 2018 – June 30 2018, August 2018, [url](#), p. 20.

⁷⁴⁶ UN Secretary-General, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, [url](#), p. 9.

⁷⁴⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷⁴⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷⁴⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷⁵⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷⁵¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 21.

⁷⁵² UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 10.

⁷⁵³ Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), p. 18.

⁷⁵⁴ Voir [section 2.1. Contexte, structure et mode opératoire](#)

En ce qui concerne les religions non islamiques, l'EIIL adopte une double approche: les chrétiens et les juifs sont considérés comme des non-croyants, mais le Coran enjoint aux musulmans de combattre les deux autres religions abrahamiques «jusqu'à ce qu'ils versent la capitation par leurs propres mains, après s'être humiliés» (*jizya*)⁷⁵⁵. Cependant, l'EIIL n'a pas respecté ce principe, comme on le verra plus loin⁷⁵⁶. Les Yézidis sont considérés par l'EIIL comme des *kufara* (non-croyants), qui n'ont d'autre choix que de se convertir ou de mourir⁷⁵⁷.

La MANUI a signalé que l'EIIL a délibérément pris pour cible des sites religieux et culturels importants, tels que des églises, des mosquées, des sanctuaires, des tombeaux et des sépultures qu'il considérait comme étant «contraires aux préceptes de l'islam», qu'il a pillés avant de les détruire⁷⁵⁸. La MANUI a indiqué que, au cours du premier semestre de 2017, l'EIIL a continué de prendre pour cible des chefs religieux dans les zones sous son contrôle, sans faire état d'incidents particuliers⁷⁵⁹.

2.2.1 Musulmans chiites pris pour cible

Attaques perpétrées par l'EIIL contre des civils au moyen d'explosifs ou d'armes à feu dans des zones non contrôlées par l'EIIL

Dans son rapport sur la protection des civils dans le conflit armé en Iraq, qui couvre la période allant du 6 juillet au 10 septembre 2014, la MANUI a indiqué que la majorité des attaques perpétrées par l'EIIL ciblant directement des civils et des biens civils semblait être de nature sectaire⁷⁶⁰.

Les attentats qui, de juillet 2014 à novembre 2018, ont ciblé explicitement (l'EIIL ayant revendiqué le fait que l'attaque prenait pour cible des chiites) ou clairement la population chiite (l'attaque étant dirigée contre un quartier ou une ville à majorité chiite) sont énumérés ci-dessous. La liste ci-après n'est pas exhaustive⁷⁶¹.

- Le 23 juillet 2014, l'EIIL a revendiqué un attentat à la voiture piégée (EEI placé dans un véhicule-suicide), qui a tué 28 civils à un poste de contrôle au nord de Kadhimiya (Bagdad), dans une zone à majorité chiite⁷⁶².
- Le 25 août 2014, un kamikaze de l'EIIL s'est fait exploser parmi des fidèles en face d'une mosquée chiite dans le quartier des forgerons de New Bagdad. Dix personnes ont été tuées et 24 blessées. L'EIIL a revendiqué l'attentat sur les réseaux sociaux et des sites web⁷⁶³.

⁷⁵⁵ Atlantic (The), What ISIS Really Wants, March 2015, [url](#).

⁷⁵⁶ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁷⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 12; Human Rights Watch, Iraq: ISIS Escapees Describe Systematic Rape. Yezidi Survivors in Need of Urgent Care, 14 April 2015, [url](#).

⁷⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 16.

⁷⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. X.

⁷⁶⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 8.

⁷⁶¹ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁷⁶² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁷⁶³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

- Le 9 octobre 2014, un camion chargé d'explosifs a explosé dans un village chiite à l'est de Bakouba, tuant dix civils et en blessant six autres⁷⁶⁴.
- Le 3 novembre 2014, l'EIL a commis un attentat-suicide contre des pèlerins ashura à Tunis, dans le nord de Bagdad, un quartier à majorité chiite. Six civils ont perdu la vie et au moins 13 autres ont été blessés⁷⁶⁵.
- À Muqadiyah (Diyala), un kamikaze a activé son gilet explosif le 12 décembre 2014, dans une mosquée chiite, tuant sept civils⁷⁶⁶.
- Le 29 décembre 2014, un individu portant un gilet explosif a tué 17 civils et en a blessé au moins 24 autres dans une tente abritant des pèlerins chiites dans le village d'al-Hamamiyat, près de Bagdad. L'EIL a revendiqué la responsabilité de cet attentat sur les réseaux sociaux⁷⁶⁷.
- Le 30 janvier 2015, un EEI placé dans un véhicule-suicide et un EEI ont explosé sur un marché bondé à al-Bab al-Sharji, un quartier chiite au centre de Bagdad. L'attentat a fait 62 morts et 109 blessés parmi les civils⁷⁶⁸.
- Le 9 février 2015, dans le district de Kadhimiya, dans le nord de Bagdad, la détonation d'un gilet explosif dans un restaurant a fait 21 morts et 49 blessés parmi les civils⁷⁶⁹.
- Le 28 février 2015, deux véhicules bourrés d'explosifs ont explosé sur un marché aux légumes à Balad Ruz, faisant neuf morts et 30 blessés parmi les civils. Des femmes et des enfants figuraient parmi les victimes⁷⁷⁰.
- Le 6 avril 2015, un EEI placé dans un véhicule a explosé sur le parking du mausolée de l'imam chiite Abdullah Ibn Ali Al-Hadi, dans le quartier de Bawiya à l'est du sous-district d'al-Abbara. Au moins quatre civils ont trouvé la mort dans l'explosion⁷⁷¹.
- Le 22 avril 2015, un bus transportant des pèlerins chiites ayant visité des lieux saints à Samarra a été attaqué par un kamikaze. Huit personnes ont été tuées et 15 autres blessées. Cet attentat a été commis le jour de l'anniversaire de la mort de l'imam Ali al-Hadi⁷⁷².
- Le 17 juillet 2015, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé sur le marché principal de Khan Bani Saad, au sud de Bakouba dans le gouvernorat de Diyala, alors que les célébrations d'Eid al-Fitr marquant la fin du ramadan avaient commencé. Au moins 108 personnes ont perdu la vie et 167 ont été blessées. Presque toutes les victimes étaient des civils. Plus de 50 magasins et 70 voitures ont été détruits. L'EIL a revendiqué l'attentat et a déclaré sur les réseaux sociaux avoir pris pour cible la

⁷⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 15.

⁷⁶⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 12.

⁷⁶⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 32.

⁷⁶⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 21.

⁷⁶⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 32.

⁷⁶⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 32.

⁷⁷⁰ La population de Balad Ruz est majoritairement chiite. Knights, M., Mello, A., Losing Mosul, Regenerating in Diyala: How the Islamic State Could Exploit Iraq's Sectarian Tinderbox, October 2016, [url](#), p. 2.

⁷⁷¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 32.

⁷⁷² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 32.

communauté chiite en guise de représailles contre l'assassinat de sunnites à Hawija⁷⁷³.

- Le 10 août 2015, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé sur un marché bondé à Hwaider, un village près de Bakouba. La détonation a tué au moins 61 personnes et en a blessé au moins 88 autres. Une branche de l'EIL à Diyala a revendiqué l'attentat sur les réseaux sociaux⁷⁷⁴.
- Le 13 août 2015, un EEI placé dans un véhicule a explosé sur le marché de Jameela à Sadr City, une ville à majorité chiite (Bagdad). Au moins 45 personnes ont été tuées et 72 autres blessées; l'EIL a revendiqué l'attentat⁷⁷⁵.
- Le 5 octobre 2015, un minibus chargé d'explosifs a explosé sur un marché dans le district de Khalis, au nord-ouest de Bakouba. Au moins 40 personnes ont perdu la vie et 60 autres ont été blessées. Dix à vingt personnes sont portées disparues. Les victimes étaient principalement des civils, dont un grand nombre de femmes et d'enfants. Les médias apparentés à l'EIL lui ont attribué la responsabilité de l'attentat⁷⁷⁶.
- Le 6 octobre 2015, un EEI placé dans un véhicule a explosé dans le district d'al-Zubair, dans la partie occidentale de la ville de Bassora, tuant 10 civils et en blessant 25 autres. L'EIL a revendiqué l'explosion, déclarant qu'elle s'inscrivait dans le cadre d'une campagne de terreur menée dans le pays et ayant pour objectif de tuer et de blesser les membres de la communauté chiite⁷⁷⁷.
- Le 25 février 2016, deux EEI placés dans des véhicules-suicides ont explosé au cours d'un attentat coordonné dirigé contre la mosquée chiite Rasul al-Azam à Shula (nord-ouest de Bagdad); huit fidèles ont été tués et 18 autres ont été blessés. L'EIL a revendiqué l'attentat⁷⁷⁸.
- Le 28 février 2016, deux kamikazes (l'un vêtu d'un gilet explosif, l'autre conduisant un motorcycle chargé d'explosifs) ont attaqué un marché public à Sadr City (partie orientale de Bagdad), tuant 24 civils et en blessant 62 autres. L'EIL a revendiqué l'attentat⁷⁷⁹.
- Le 29 février 2016, un kamikaze s'est fait exploser lors de funérailles chiites, près de la mosquée al-Quds, dans le quartier Asri du district de Muqdadayah, au nord-est de Bakouba. Cet attentat a tué 19 civils et en a blessé 33 autres⁷⁸⁰.
- Le 6 mars 2016, le conducteur d'un camion chargé d'explosifs a actionné le détonateur une fois arrivé au poste de contrôle principal de la ville d'Hilla, dans la

⁷⁷³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), pp. 14-15.

⁷⁷⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 15.

⁷⁷⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 15.

⁷⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 15.

⁷⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 15.

⁷⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

⁷⁷⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

⁷⁸⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

province de Babil. L'attentat a tué 31 civils et 10 policiers tandis que 70 civils et 11 policiers ont été blessés. L'EIIL a revendiqué l'attentat⁷⁸¹.

- Le 25 mars 2016, un kamikaze s'est fait exploser dans un stade de football dans le sous-district d'Iskandariya, dans la province de Babil, faisant au moins 25 morts et 59 blessés. Les enfants ont été les principales victimes de cet attentat: 23 garçons âgés de 10 à 17 ans assistant au match de football ont été tués et 58 autres ont été blessés. L'attentat a été revendiqué par l'EIIL⁷⁸².
- Le 22 avril 2016, un kamikaze a activé sa ceinture explosive, prenant pour cible la mosquée chiite de l'imam Ali à Radhwaniya (sud-ouest de Bagdad). Au moins trois personnes ont été tuées et 16 autres blessées. Un second kamikaze a été abattu avant de pouvoir faire sauter ses explosifs. L'attentat a été revendiqué par l'EIIL⁷⁸³.
- Le 2 mai 2016, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé dans le sud de Bagdad, faisant au moins 10 morts et 11 blessés. L'attentat ciblait des pèlerins. L'EIIL a revendiqué l'attentat⁷⁸⁴.
- Le 9 mai 2016, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé sur un marché et près d'un restaurant local dans le quartier Shafta à majorité chiite, au centre de la ville de Bakouba. Cet attentat a fait 14 morts et 38 blessés parmi les civils. L'attentat aurait été revendiqué par l'EIIL⁷⁸⁵.
- Le 11 mai 2016, l'EIIL a revendiqué trois attentats de masse dans différents quartiers de Bagdad. Deux des trois attentats étaient clairement dirigés contre la population chiite de la capitale. Dans la matinée, un véhicule chargé d'explosifs a explosé sur un marché de Sadr City, le principal quartier chiite, tuant 28 personnes et en blessant au moins 74 autres. Dans l'après-midi, l'explosion d'un EEI placé dans un véhicule-suicide à un poste de contrôle dans le quartier chiite de Kadhimiya a tué au moins six personnes et a blessé un officier de police⁷⁸⁶.
- Dans la soirée du 12 mai 2016, trois attentats ont pris pour cible des civils dans un café situé dans un quartier majoritairement chiite du district de Balad, au sud de Tikrit; des grenades à main et des armes légères ont été utilisées. Cet attentat a fait 15 morts et 22 blessés parmi les civils, qui visionnaient un match de football à la télévision⁷⁸⁷.
- Le 17 mai 2016, une attaque conjointe impliquant un gilet explosif et un EEI a pris pour cible un marché à Shaab, tuant au moins 13 personnes et en blessant au moins 37 autres. Le même jour, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé sur un marché aux légumes à Sadr City, faisant au moins 11 morts et 30 blessés. L'EIIL a revendiqué les deux attentats en ligne⁷⁸⁸.

⁷⁸¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

⁷⁸² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

⁷⁸³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

⁷⁸⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

⁷⁸⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

⁷⁸⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

⁷⁸⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

⁷⁸⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 5.

- Le 21 mai 2016, un attentat-suicide a été commis à l'aide d'un motorcycle dans le district à majorité arabe chiite de Dujail (gouvernorat de Salah ad-Din), tuant au moins 12 personnes et en blessant 33 autres. L'EIIL a revendiqué l'attentat en ligne⁷⁸⁹.
- Le 7 juin 2016, un EEI placé dans un véhicule-suicide a explosé dans le district d'al-Mowadhafeen dans la province à majorité chiite de Kerbala, faisant 8 morts et 18 blessés parmi les civils. L'EIIL a revendiqué l'attentat en ligne⁷⁹⁰.
- Le 7 juillet 2016, des hommes armés portant également des gilets explosifs ont attaqué le mausolée chiite de Sayyid Mohammed dans le district de Balad, au sud de Tikrit. Les assaillants ont lancé des grenades en direction des personnes situées sur le site et ont échangé des coups de feu avec les forces de sécurité. Ils ont activé leurs gilets explosifs près de l'entrée ainsi que dans une zone commerçante située près de l'enceinte du sanctuaire. D'après différentes sources, 34 civils et un membre des UMP ont été tués et plus de 60 civils ont été blessés. L'EIIL aurait revendiqué l'attentat en ligne⁷⁹¹.
- Le 28 août 2016, cinq assaillants portant des gilets explosifs, des grenades à main et des fusils ont fait irruption dans une réception de mariage organisée dans le quartier de Hay al Hussein, dans le village d'Ain Al-Tamr (ouest de Kerbala). Ils ont lancé des grenades, tiré des coups de feu et l'un des assaillants s'est fait exploser. Les quatre autres assaillants ont été tués par les forces de sécurité iraqiennes. Au moins 17 civils ont été tués et au moins 25 personnes ont été blessées au cours de l'attaque, qui a été revendiquée par l'EIIL⁷⁹².
- Le 24 novembre 2016, à Shomali, au sud d'Hilla (province de Babil), un camion chargé d'explosifs a explosé, faisant au moins 56 morts et 21 blessés parmi les civils. Une source officielle a fait état de 74 morts et 24 blessés. Des dizaines de pèlerins chiites locaux et étrangers ayant pris part aux commémorations d'Arbaeen à Kerbala étaient à déplorer parmi les victimes. L'EIIL a revendiqué l'attentat en ligne⁷⁹³.
- Le 2 janvier 2017, une camionnette chargée d'explosifs a explosé sur un marché de Sadr City (Bagdad), faisant au moins 36 morts et 52 blessés. L'attentat a été revendiqué par l'EIIL en ligne⁷⁹⁴.
- Le 16 février 2017, un EEI placé dans un véhicule a explosé dans le quartier chiite de Bayaa, dans le sud de Bagdad. Au moins 48 personnes ont perdu la vie et plus de 50 autres ont été blessées. L'EIIL a revendiqué l'attentat, déclarant qu'il avait pris pour cible un «rassemblement de chiïtes»⁷⁹⁵.
- Le 20 mai 2017, deux EEI placés dans des véhicules ont explosé au poste de contrôle militaire de Basrah al-Remeila, situé sur une voie rapide près des gisements de pétrole de Bassora. Onze personnes ont été tuées et 32 autres ont été blessées. L'État islamique a ensuite revendiqué l'attentat à la voiture piégée à Bassora⁷⁹⁶.

⁷⁸⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 6.

⁷⁹⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 7.

⁷⁹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 7.

⁷⁹² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 7.

⁷⁹³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 6.

⁷⁹⁴ New York Times (The), Suicide Bombing in Baghdad Kills at Least 36, 2 January 2017, [url](#); UNAMI, SRSG Kubiš describes Baghdad bombings as “despicable”, 31 December 2016, [url](#).

⁷⁹⁵ BBC News, Baghdad car bomb kills at least 48, 16 February 2017, [url](#); CNN, ISIS claims responsibility for deadly Baghdad blast, 16 February 2017, [url](#).

⁷⁹⁶ Iraqi News, More than 80 killed, injured in several Baghdad, Basra blasts, 20 May 2017, [url](#).

- Le 30 mai 2017, deux explosions, l'une à proximité d'un marchand de glaces dans le district de Kerrada, l'autre près d'un bureau à Bagdad où les Iraquiens se rendaient pour percevoir leur pension de l'État, ont tué 31 civils et en ont blessé 59 autres. L'EIIL a revendiqué cet attentat, déclarant que ses kamikazes avaient pris pour cible des rassemblements de musulmans chiites⁷⁹⁷.
- Le 9 juin 2017, un kamikaze a tué au moins 31 personnes et en a blessé 35 autres sur un marché dans la ville de Musayab, à 80 km au sud de Bagdad. L'attentat a été revendiqué par l'EIIL. Le même jour, un second kamikaze a tué trois personnes (et en a blessé 15 autres) sur le site de la principale gare routière de la ville sainte chiite de Kerbala⁷⁹⁸.
- Le 28 août 2017, 12 personnes ont été tuées et 28 autres blessées par l'explosion d'une voiture dans le quartier de Jamila à Sadr City (Bagdad). Une deuxième explosion à al-Yusufiya (sud de Bagdad) a fait quatre autres morts⁷⁹⁹.
- Le 14 septembre 2017, une attaque armée et un attentat à la voiture piégée commis près de la ville de Nasiriyah dans la province méridionale de Dhi Qar ont fait au moins 60 morts et des dizaines de blessés. Le premier attentat a été perpétré dans un restaurant en bordure d'autoroute, le second à un poste de contrôle. Les attentats ont été revendiqués par l'EIIL⁸⁰⁰. D'autres rapports relatifs à ces attentats font état de plus de 80 morts dans «une attaque contre un restaurant fréquenté par des pèlerins musulmans chiites dans le sud de l'Iraq, qui a été revendiquée par l'État islamique»⁸⁰¹.
- Le 27 novembre 2017, un attentat commis par des kamikazes armés dans le district de Nahrawan, à 35 km à l'est de la capitale iraquienne, a fait au moins 11 morts et 20 blessés. Les deux assaillants ont ouvert le feu sur des civils; l'un d'entre eux a ensuite activé son gilet explosif. L'EIIL a revendiqué l'attentat, déclarant que les milices chiites soutenues par l'Iran (les UMP) avaient été prises pour cible⁸⁰².
- Le 15 janvier 2018, deux kamikazes ont tué au moins 35 personnes et en ont blessé 90 autres dans un attentat commis sur la place Tayaran à Bagdad, où les travailleurs journaliers se réunissent pour chercher du travail⁸⁰³. L'attentat a ensuite été revendiqué par l'EIIL, qui a déclaré avoir voulu prendre pour cible des musulmans chiites⁸⁰⁴.
- Le 23 mai 2018, au moins quatre personnes ont été tuées et 15 autres blessées lorsqu'un kamikaze a activé son gilet bourré d'explosifs à l'entrée du jardin public Saqlawiyah, dans le district à majorité chiite de Shula, au nord-ouest de Bagdad. L'explosion a eu lieu lors du mois saint du ramadan, lorsque de nombreuses personnes se réunissent dans les cafés tard dans la soirée. L'EIIL a revendiqué l'attentat⁸⁰⁵.
- Le 7 juin 2018, au moins 20 personnes ont perdu la vie et 110 autres ont été blessées dans une explosion près d'une mosquée chiite à Sadr City; deux bombes auraient explosé près d'une cache d'armes⁸⁰⁶.

⁷⁹⁷ Guardian (The), Dozens of Iraqis killed as Isis targets Baghdad during Ramadan, 30 May 2017, [url](#).

⁷⁹⁸ Reuters, Suicide bomber kills at least 31 in crowded Iraqi market, 9 June 2017, [url](#).

⁷⁹⁹ Al Jazeera, 12 people dead as car bomb explodes in Baghdad, 28 August 2017, [url](#); EPIC, ISHM, August 25-31, 31 August 2017, [url](#); UNAMI, UNAMI condemns in the strongest terms the two terrorist bombings in Baghdad, 29 August 2017, [url](#).

⁸⁰⁰ Al Jazeera, Deadly ISIL attacks hit southern Iraq's Thi Qar, 15 September 2017, [url](#).

⁸⁰¹ Guardian (The), Isis suicide attack: more than 80 killed in southern Iraq, 15 September 2017, [url](#).

⁸⁰² RFE/RL, Attack Kills At Least 11 Near Baghdad, IS Claims Responsibility, 27 November 2017, [url](#).

⁸⁰³ BBC, Baghdad suicide bombers kill dozens in attack on labourers, 15 January 2018, [url](#).

⁸⁰⁴ New York Times (The), ISIS Claims Responsibility for Baghdad Bombings, 17 January 2018, [url](#).

⁸⁰⁵ Reuters, At least four killed, 15 wounded in Baghdad bomb blast, 24 May 2018, [url](#); UNAMI, SRSK Kubiš condemns suicide bomb attack in Baghdad, 24 May 2018, [url](#).

⁸⁰⁶ Iraqi News, 130 people killed, wounded as dual bomb attack targets Shiite mosque in Baghdad. 7 June 2018, [url](#).

- Le 23 juin 2018, des combattants de l'EIL ont enlevé six hommes chiites. Ils les ont ensuite filmés et ont diffusé la vidéo, dans laquelle ils lançaient un ultimatum de trois jours au gouvernement iraquien pour qu'il libère des femmes sunnites détenues dans des prisons iraqiennes, faute de quoi les hommes seraient tués. Après que le gouvernement a refusé de négocier, et passé ce délai, les corps des hommes ont été découverts, ce qui a provoqué l'indignation de la communauté chiite⁸⁰⁷.
- Le 30 octobre 2018, trois pèlerins musulmans chiites ont été tués par une bombe placée en bord de route près de la ville de Khanaqin, dans le gouvernorat de Diyala. L'EIL a revendiqué l'attentat, bien que cette revendication n'ait pu être vérifiée⁸⁰⁸.
- Le 4 novembre 2018, trois personnes ont été tuées et cinq autres blessées dans l'explosion d'un EEI à Sadr City (Bagdad). Le même jour, trois personnes ont perdu la vie dans un attentat à la bombe commis dans le district d'al-Shula au nord-ouest de Bagdad⁸⁰⁹.

Le nombre et l'incidence de ce type d'attaques de grande envergure ont considérablement diminué fin 2017, selon Joel Wings, qui tient le blog «Musings on Iraq» et qui relève que l'EIL recourt à nouveau à des tactiques insurrectionnelles, car il n'est pas en mesure d'absorber les pertes qui lui sont infligées dans le cadre de la guerre conventionnelle contre les forces de sécurité iraqiennes et les frappes aériennes de la coalition. L'EIL serait entré dans une nouvelle phase de sa reconstruction en octobre 2018, lorsqu'il a redoublé d'efforts pour commettre des attentats à la bombe faisant de nombreuses victimes⁸¹⁰.

Civils musulmans chiites pris pour cible dans des lieux contrôlés par l'EIL

Dans les zones qu'il contrôle, l'EIL a commis des violations et des sévices systématiques et généralisés contre des civils. Ces actes incluent des exécutions, des assassinats ciblés et la disparition forcée de chefs religieux, de dirigeants locaux et de dirigeants politiques⁸¹¹.

Les attaques contre la population chiite dans les zones contrôlées par l'EIL ont été perpétrées au cours des premiers mois de l'offensive, principalement à l'été et à l'automne 2014, comme décrit ci-dessous⁸¹².

- Le 10 juin 2014, l'EIL a pris d'assaut la prison Badush à Mossoul, dans le gouvernorat de Ninive, et a exécuté un grand nombre de prisonniers chiites. D'après les témoignages de responsables iraqiens et de témoins rescapés qui ont été interrogés par la MANUI à Erbil où ils s'étaient réfugiés, plus de 400 prisonniers auraient été tués lors de l'attaque⁸¹³.
- Le 17 septembre 2014, l'EIL a bombardé trois zones du district à majorité chiite d'al-Khalis, dans le gouvernorat de Diyala, et le 9 octobre, il a revendiqué un attentat

⁸⁰⁷ Jamestown Foundation, Is Islamic State Making Plans for a Comeback in Iraq? Terrorism Monitor Volume: 16 Issue: 15, 28 July 2018, [url](#).

⁸⁰⁸ Reuters, Blast kills three Shi'ite Muslim pilgrims in Iraq: police, 30 October 2018, [url](#).

⁸⁰⁹ Iraqi News, Eight people killed, wounded in second bomb blast, east of Baghdad, 04 November 2018, [url](#); Iraqi News, UN special envoy condemns heinous Baghdad bombings, 05 November 2018, [url](#).

⁸¹⁰ Wing, J., October 2018: Islamic State Expanding Operations In Iraq, Musings on Iraq [Blog], 2 November 2018, [url](#).

⁸¹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 6; UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), pp. 5-6.

⁸¹² Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁸¹³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, [url](#), p. 10.

commis dans le village chiite de Shafta, à l'est de Bakouba, dans le gouvernorat de Diyala. Le 16 novembre 2014, environ 35 cadavres d'hommes, probablement des Arabes chiites, ont été découverts à Jurf al-Sakhr (sud de Bagdad, gouvernorat de Babil), une ville qui était contrôlée par l'EIIL. Le 3 décembre 2014, des peshmergas ont découvert deux fosses communes dans le sous-district de Jalula, dans le gouvernorat de Diyala. Toutefois, il n'est pas certain que toutes les victimes étaient chiites⁸¹⁴.

Les musulmans chiites dans les territoires contrôlés par l'EIIL n'étaient pas exclusivement des Arabes, mais également des Turkmènes et des Chabaks, qui étaient aussi pris pour cible par l'EIIL⁸¹⁵.

Les Turkmènes ne sont pas exclusivement chiites. La troisième plus grande communauté ethnique d'Iraq compte à la fois des membres de sectes sunnites et chiites. Les Turkmènes vivent «le long d'un arc de villes et de villages qui s'étend de Tal Afar, à l'ouest de Mossoul, à Khaniqin en passant par Mossoul, Erbil, Altun Kopru, Kirkouk et Touz Khormatou»⁸¹⁶. Les Turkmènes chiites vivent principalement dans la partie méridionale de cette région. Environ 60 % de cette minorité sont sunnites, tandis que les autres sont chiites⁸¹⁷. À l'été 2014, alors que l'EIIL progressait rapidement, les Turkmènes chiites ont fui avec d'autres minorités religieuses et ethniques, comme les chrétiens et les Chabaks et, dans le district de Sinjar et dans certaines zones du district de Tal Afar, ils étaient pratiquement encerclés par l'EIIL et des groupes armés apparentés. En août 2014, des Turkmènes chiites de cette région ont fui vers le mont Sinjar, tandis que d'autres ont pris la direction de Dohuk (région du Kurdistan iraquien) ou d'autres régions iraqiennes⁸¹⁸.

Les membres de la communauté turkmène chiite ont aussi été directement attaqués par l'EIIL, lorsque l'organisation a envahi la région entourant la ville l'Amerli, dans le gouvernorat de Salah ad-Din, assiégeant ses 13 000 habitants. Les habitants d'Amerli sont en majorité des Turkmènes chiites. La ville a été bombardée presque quotidiennement, jusqu'à ce que le siège soit levé le 31 août 2014 par les forces de sécurité iraqiennes soutenues par des frappes aériennes américaines. L'EIIL ayant privé la ville d'électricité durant le siège, les habitants d'Amerli (environ 10 000 des 13 000 habitants étaient des femmes et des enfants) ont cruellement manqué de nourriture, de médicaments et d'eau potable. Certains habitants sont décédés faute d'accès aux services médicaux, comme la MANUI l'a souligné⁸¹⁹.

La MANUI a rapporté les propos de déplacés internes provenant de deux villages dans le district de Tal Afar, qui ont déclaré que, mi-juin 2014, «l'EIIL a tué et blessé des civils, détruit des bâtiments religieux et des habitations et pillé des propriétés, et qu'au moins 38 civils, tous des Turkmènes chiites, auraient été enlevés»⁸²⁰.

⁸¹⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 15.

⁸¹⁵ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁸¹⁶ MRG, Iraq, Turkmen, November 2017, [url](#).

⁸¹⁷ MRG, Iraq, Turkmen, November 2017, [url](#).

⁸¹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), pp. 4, 15.

⁸¹⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 16.

⁸²⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 16.

La MANUI a enregistré d'autres attaques contre des Turkmènes au cours de cette période, comme l'enlèvement de 40 hommes du village de Rashidiya le 7 juillet 2014 et l'assassinat de six civils dans le district de Touz, gouvernorat de Salah ad-Din, au cours de la semaine du 20 au 26 juillet 2014. Parmi les victimes de cette attaque, cinq étaient des Turkmènes chiïtes tandis que la sixième victime était la femme kurde de l'une des autres victimes. Le 7 août, «environ 100 hommes turkmènes chiïtes de Tal Afar, qui avaient été déplacés à Sinjar, auraient été exécutés par l'EIL⁸²¹».

La minorité chabak est une communauté plus restreinte située dans les plaines de Ninive et dans quelques villages à l'est de Mossoul ainsi que dans la ville de Mossoul. Cette communauté compte environ 250 000 membres, dont 70 % se considèrent comme chiïtes et les autres comme sunnites⁸²². Les Chabaks ont également été pris pour cible par l'EIL. Leurs villages ont été attaqués, les membres de leur communauté enlevés, et la MANUI a été informée que, le 11 juillet 2014, au cours des prières du vendredi, un imam à Mossoul avait incité les sunnites à tuer tous les Chabaks encore présents dans la ville⁸²³.

L'EIL a continué de prendre les Chabaks pour cible et la MANUI a reçu des informations selon lesquelles les habitations de Chabaks vivant à Mossoul avaient été détruites par l'EIL⁸²⁴. Des membres de la communauté chabak ont signalé avoir été victimes d'enlèvements et de mauvais traitements au cours d'interrogatoires⁸²⁵. Le 13 mars 2016, l'EIL a tué neuf hommes de la communauté chabak dans le village de Bairbog, dans le sous-district de Bashiqa (est de Mossoul). Il les avait enlevés quelques mois auparavant et les a exécutés après qu'un tribunal de l'EIL les a condamnés pour avoir prétendument collaboré avec le gouvernement iraquien à majorité chiïte⁸²⁶.

De nombreux Chabaks ont fui le territoire contrôlé par l'EIL; la plupart d'entre eux ont rejoint la région du Kurdistan iraquien tandis que d'autres se sont installés dans des régions à majorité chiïte dans le sud de l'Iraq (par exemple, à Kerbala)⁸²⁷. Le *Guardian* a indiqué que la minorité chabak et d'autres minorités musulmanes avaient soit fui, soit été tuées; Human Rights Watch a indiqué, en juillet 2014, que «presque tous les Turkmènes et les Chabaks avaient fui leurs communautés près de Mossoul à la suite de raids menés par l'EIL, au cours desquels les combattants s'emparent des hommes et pillent les habitations et les lieux de culte, d'après les habitants de ces villages».⁸²⁸

⁸²¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 16.

⁸²² MRG, Iraq, Shabak, November 2017, [url](#).

⁸²³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), pp. 16-17.

⁸²⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 16.

⁸²⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 15.

⁸²⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 15.

⁸²⁷ MRG, Between the Millstones: The State of Iraq's Minorities Since the Fall of Mosul, 2015, [url](#), p. 8.

⁸²⁸ Human Rights Watch, Iraq: ISIS Abducting, Killing, Expelling Minorities. Armed Group Targeting Christian Nuns, Turkmen, Shabaks, Yazidis, 19 July 2014, [url](#).

Plus récemment, plus de 50 familles chabaks qui étaient retournées à Mossoul après la fin de l'occupation de la ville par l'EIL sont reparties dans la région du Kurdistan iraquien pour des raisons de sécurité⁸²⁹.

Membres chiites des forces de sécurité iraqiennes pris pour cible

Des membres des forces de sécurité iraqiennes capturés par l'EIL risquaient d'être exécutés, à moins de se repentir en public, mais comme Human Rights Watch le signalait déjà en juillet 2014, des soldats chiites ont été tués, même s'ils s'étaient repentis auparavant. Les mêmes sources ont indiqué que l'EIL a sommairement exécuté des prisonniers chiites à plusieurs reprises en Iraq⁸³⁰.

Ce qu'il s'est passé à la base Speicher constitue l'exemple le plus marquant d'assassinat de membres chiites des forces de sécurité iraqiennes capturés par l'EIL. En juin 2014, l'EIL a exécuté des centaines de recrues chiites de l'armée iraquienne sur la base Speicher, près de Tikrit. Plusieurs témoins ont déclaré que l'EIL avait séparé les prisonniers chiites des prisonniers sunnites et que les sunnites (tant les militaires que les civils) ont ensuite été libérés, tandis que les chiites ont été exécutés. La MANUI a conclu dans son rapport sur le massacre, publié le 13 juillet 2015, que presque toutes les victimes étaient des chiites⁸³¹.

Destruction de mosquées, de sanctuaires et d'autres lieux de culte chiites

L'EIL a attaqué et détruit des lieux revêtant une signification religieuse «qui ne respectaient pas la doctrine *takfirie*», et les mosquées chiites ont été particulièrement ciblées. Dans les zones contrôlées par l'EIL, de nombreuses mosquées chiites ont été détruites, comme le montrent les exemples ci-dessous. D'après le rapport de la MANUI de 2014, des lieux de culte chiites ont été régulièrement attaqués, même en dehors du territoire de l'EIL⁸³².

La MANUI a fait état des incidents suivants dans son rapport; cette liste n'est pas exhaustive. La plupart des destructions de mosquées chiites situées sur le territoire de l'EIL ont eu lieu à Mossoul⁸³³:

- Le 7 juillet 2014, les mosquées des villages de Shanaf (district de Nimrod) et de Staeh (district d'al-Hadhar), dans le gouvernorat de Ninive, ont été dynamitées par l'EIL⁸³⁴.
- Le 16 juillet 2014, l'EIL a dynamité la mosquée al-Sadraen dans le quartier Tamin de Mossoul ainsi que la mosquée al-Huseiniya dans le village d'al-Sadaa, district de Tal Kayf.⁸³⁵

⁸²⁹ Rudaw, Mosul too insecure for Kurdish Shabak families, now settled in Duhok, 26 July 2018, [url](#) (video with testimonies included).

⁸³⁰ Human Rights Watch, Iraq: ISIS Abducting, Killing, Expelling Minorities. Armed Group Targeting Christian Nuns, Turkmen, Shabaks, Yazidis, 19 July 2014, [url](#).

⁸³¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸³² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸³³ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁸³⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9

⁸³⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

- Le 25 juillet 2014, plusieurs mosquées dans le gouvernorat de Kirkouk ont été prises pour cible (en dehors du territoire de l'EIL)⁸³⁶.
- Le 3 août 2014, l'EIL a détruit les mausolées chiïtes de Sayida Zainab et de Saiyed Zakariya, tous les deux situés à Sinjar⁸³⁷.
- Le 9 août 2014, le mausolée de l'imam Ridha (huitième imam chiïte) à Tisikhrab, dans le gouvernorat de Ninive, a été dynamité par un EEI⁸³⁸.
- Le 23 octobre 2014, deux mausolées chiïtes dans le district d'al-Dor, gouvernorat de Salah ad-Din, ont été détruits⁸³⁹.
- Le 19 mars 2015, l'EIL a détruit deux sanctuaires chiïtes appartenant à la minorité chabak d'Hamdaniya, au sud de Mossoul⁸⁴⁰.
- Le 13 juillet 2015, une mosquée/école religieuse chiïte a été détruite à l'aide d'un EEI dans la ville de Kirkouk (en dehors du territoire de l'EIL)⁸⁴¹.
- En 2016, la MANUI a indiqué que plusieurs mosquées chiïtes à Mossoul et Hamam al-Alil avaient été utilisées comme centres d'opérations militaires⁸⁴².

2.2.2 Musulmans sunnites pris pour cible

L'EIL ne tolère aucune pratique religieuse non conforme à sa propre idéologie *takfirie* fondamentaliste. Cette intolérance s'est traduite par la destruction de nombreux sites religieux sunnites situés dans des zones contrôlées par l'EIL. Les célébrations religieuses publiques qui outrepassaient les limites de l'interprétation très étroite de l'islam ont été supprimées par l'EIL. D'autres mouvements, tels que le chiïsme et le soufisme, ou tout autre mouvement non conforme à l'interprétation idéologique de l'islam par l'EIL ont été taxés de *takfirisme* et, par conséquent, devaient être éliminés⁸⁴³.

Dans ses rapports périodiques sur les droits de l'homme en Iraq, la MANUI a mentionné la destruction d'un nombre significatif de sanctuaires ou d'autres lieux de culte sunnites, principalement dans le gouvernorat de Ninive, incluant des exemples de sites sunnites pris pour cible⁸⁴⁴.

- Rien qu'en juillet 2014, l'EIL a détruit neuf sanctuaires dans la région de Mossoul et, en septembre de la même année, cinq mosquées, sanctuaires et un cimetière, eux aussi situés dans la région de Mossoul. Au cours de la même période, l'EIL a aussi détruit deux sanctuaires soufis, l'un à Mossoul, l'autre dans le district de Daquq, au sud de Kirkouk⁸⁴⁵.

⁸³⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸³⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸³⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸³⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 12.

⁸⁴⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 19.

⁸⁴¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 16.

⁸⁴² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 11.

⁸⁴³ Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), p. 18.

⁸⁴⁴ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁸⁴⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 10.

- En octobre 2014, deux sanctuaires sunnites et un sanctuaire soufi ont été détruits dans le gouvernorat de Salah ad-Din⁸⁴⁶.
- En novembre 2014, le mausolée d'un cheikh sunnite situé dans la région de Daquq a été détruit (gouvernorat de Kirkouk)⁸⁴⁷.
- Le 8 mai 2015, l'EIL a pillé et ensuite détruit la principale mosquée sunnite du sous-district de Badoush (gouvernorat de Ninive), en raison de la présence dans la mosquée d'une tombe à laquelle l'EIL s'opposait⁸⁴⁸.
- Le 14 novembre 2015, la mosquée sunnite al-Farouq du sous-district d'Ayathia, dans le district de Tal Afar, a été détruite, car elle abritait des tombes et des sépultures vénérées par la population locale⁸⁴⁹.
- Le 21 juin 2017, l'EIL a dynamité la célèbre mosquée al-Nuri et le minaret al-Hadba, dans la partie occidentale de Mossoul⁸⁵⁰.

Les chefs religieux sunnites (et d'autres) qui se sont opposés à l'EIL en ont subi les conséquences. L'EIL attendait des chefs religieux une loyauté à toute épreuve et ceux qui refusaient de prêter allégeance à l'EIL et au calife risquaient d'être assassinés, ou jugés publiquement et ensuite assassinés⁸⁵¹. La MANUI a plusieurs fois dénoncé le ciblage de religieux sunnites; ci-après, quelques exemples:

- Le 22 juillet 2014, un imam sunnite a été tué par l'EIL dans l'est de Bakouba pour avoir dénoncé l'organisation. Le 9 septembre 2014, des rapports ont allégué qu'un autre imam avait été exécuté dans la partie occidentale de Mossoul pour avoir refusé de prêter allégeance à l'EIL⁸⁵².
- Le 14 juin 2016, l'EIL a enlevé deux imams au centre de Mossoul pour avoir violé ses instructions concernant le déroulement des prières et les sermons du vendredi⁸⁵³.
- Le 4 septembre 2014, l'EIL aurait forcé des imams sunnites à lui prêter allégeance, sous peine de les tuer, dans des villages au sud et à l'ouest de Kirkouk. Le 8 septembre, l'EIL a publié une liste de 40 imams sunnites auxquels l'organisation avait interdit d'exercer leurs activités religieuses, en raison de leur refus de soutenir l'EIL⁸⁵⁴.
- Le 15 janvier 2016, l'EIL a enlevé six imams à Mossoul, après les avoir accusés d'enjoindre à la population de ne pas rejoindre ou soutenir l'EIL⁸⁵⁵.

⁸⁴⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 12.

⁸⁴⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 12.

⁸⁴⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 16.

⁸⁴⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

⁸⁵⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 35.

⁸⁵¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 5.

⁸⁵² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 7.

⁸⁵³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 11.

⁸⁵⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 11.

⁸⁵⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

- Le 23 janvier 2015, l'EIL a enlevé six imams dans l'est de Mossoul pour des raisons inconnues⁸⁵⁶.
- Le 10 février 2016, un imam a été exécuté à Mossoul après avoir été jugé par un tribunal de l'EIL, apparemment pour avoir refusé de coopérer avec l'organisation⁸⁵⁷.
- Le 29 février 2016, l'EIL a exécuté deux imams provenant de deux quartiers différents à Mossoul. Ils avaient été jugés par un tribunal de l'EIL, qui les avait accusés d'avoir ignoré les instructions de l'organisation et d'avoir empêché des jeunes gens de rejoindre le groupe⁸⁵⁸.
- Le 22 avril 2016, l'EIL a enlevé trois imams à leur domicile au centre de Mossoul. Ils ont été emmenés vers une destination inconnue et la MANUI n'a pas pu déterminer où ils se trouvaient ni le sort qui leur avait été réservé⁸⁵⁹.

La MANUI a indiqué que, au cours du premier semestre de 2017, l'EIL a continué de prendre pour cible des chefs religieux dans les zones sous son contrôle, sans faire état d'incidents particuliers⁸⁶⁰.

2.2.3 Chrétiens pris pour cible

D'après MRG, depuis 2003, plus de 1 100 chrétiens ont été tués et 98 églises, monastères et lieux saints chrétiens ont été attaqués. Ces attaques se sont poursuivies en 2013 et 2014 dans les milieux chrétiens; des enlèvements, des attentats à la bombe et des attaques contre des zones, des églises et des fidèles chrétiens ont été signalés⁸⁶¹. S'agissant des minorités prises pour cible par l'EIL, des minorités ethniques et religieuses, telles que les chrétiens, les Yézidis et les Chabaks, dont le droit de pratiquer leur propre religion est protégé par la Constitution iraquienne, ont été prises pour cible par l'EIL lors de sa campagne en 2014 pour «purifier» le territoire de l'organisation en éliminant des influences qu'elle considérait comme contraires à l'islam. En conséquence, des chiites ont été sommairement exécutés [et] les chrétiens dont les habitations ont été identifiées ont été contraints de payer le *jizya*, par exemple pour pouvoir continuer de pratiquer leur propre religion⁸⁶². Dans un rapport de 2014 sur la situation des différentes minorités ethniques et religieuses en Iraq, MRG a écrit que la plupart des chrétiens en Iraq font partie de l'ethnie chaldo-assyrienne ou arménienne et qu'ils sont de différentes confessions. Avant l'invasion de l'Iraq en 2003 dirigée par les États-Unis, il était estimé qu'environ 1,4 million de chrétiens vivaient dans le pays. À la suite de la flambée de violence dans les années qui ont suivi l'invasion américaine, les chrétiens ont été pris pour cible en raison de leur confession religieuse, mais aussi du fait de leurs liens présumés avec l'Occident⁸⁶³. En conséquence, nombre de chrétiens ont fui le pays et, en 2014, leur nombre était retombé à 350 000⁸⁶⁴.

⁸⁵⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

⁸⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

⁸⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

⁸⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 14.

⁸⁶⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, [url](#), p. X.

⁸⁶¹ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), pp. 8-9.

⁸⁶² Kinyat Organisation for Documentation/FIDH, Sexual violence against Yazidis: ISIL foreign fighters should be prosecuted for genocide and crimes against humanity, 25 October 2018, [url](#), p. 4.

⁸⁶³ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 5.

⁸⁶⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq, 9 January 2017, [url](#), p. 10.

Ce chiffre a encore baissé depuis la mi-2014 avec l'arrivée de l'EIL dans des zones peuplées par des villes et des villages chrétiens, en particulier dans les plaines de Ninive. Lorsque Mossoul et l'ensemble de la région sont tombés aux mains de l'EIL, des milliers de chrétiens ont fui, principalement à destination de la région du Kurdistan iraquien ou à l'étranger⁸⁶⁵. Ceux qui n'ont pas fui ou n'ont pas pu fuir ont été pris pour cible par l'EIL: peu de temps après la prise de Mossoul, l'EIL a ordonné aux chrétiens de se convertir à l'islam, ou de payer un impôt en tant que non-musulmans (*jizya*), ou de quitter la ville avant le 19 juillet 2014, faute de quoi ils seraient exécutés en public ou décapités⁸⁶⁶. Human Rights Watch a souligné que, même avant cela, l'EIL avait commencé à apposer des marques sur les habitations des personnes appartenant à des minorités, pour indiquer qu'elles étaient chrétiennes («Nazarene», «Nasrani» ou «N»⁸⁶⁷) ou qu'elles appartenaient à l'une des autres minorités (Chabak chiite ou Turkmène chiite) et que l'EIL avait demandé aux marchands chrétiens qui étaient restés de lui verser l'«impôt du djihad». Certaines habitations ont été saisies et certains bâtiments religieux ont été détruits. D'après des rapports de Human Rights Watch et de MRG datant de 2014, les quelques familles chrétiennes encore présentes ont choisi de quitter Mossoul⁸⁶⁸. En juin 2014, des rapports ont fait état d'incidents au cours desquels des membres de l'EIL ont violé des femmes et des filles appartenant à des familles qui ne payaient pas l'impôt à Mossoul⁸⁶⁹.

En août 2014, l'EIL a pris le contrôle des régions assyriennes dans les plaines de Ninive, y compris des villes de Tel Isqof, Bartalla, Karamles, Natnaya et Tel Keyf, ainsi que de Qaraqosh, la principale ville chrétienne en Iraq. En conséquence, quelque 200 000 personnes ont fui vers la région du Kurdistan iraquien⁸⁷⁰.

D'après l'ONG *Shlomo Organization for Documentation*, citée par l'USDOS:

«En 2014, l'EIL a enlevé 150 chrétiens dans les régions de Batnaya, Qaraqosh et Tel Kayf; à la fin de l'année, leur sort demeurait incertain. Le 15 février, l'ONG a signalé avoir découvert une fosse commune à l'ouest de Mossoul contenant 150 dépouilles mortelles, probablement celles de civils chrétiens originaires de la région. À la fin de l'année, aucun élément n'indiquait clairement s'il s'agissait des restes humains des chrétiens enlevés en 2014.»⁸⁷¹

La mise à feu par l'EIL de maisons occupées par des chrétiens dans les plaines de Ninive a également été signalée en 2014, des sources ayant indiqué que dans certaines villes chrétiennes, 1 233 habitations avaient été détruites, 3 520 maisons brûlées et 8 217 habitations partiellement endommagées⁸⁷².

⁸⁶⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq, 9 January 2017, [url](#), p. 10; MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 5.

⁸⁶⁶ France, OFPRA, The Security situation of religious and ethnic minorities, 14 November 2017, [url](#), p. 4; UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq, 9 January 2017, [url](#), p. 10.

⁸⁶⁷ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 20

⁸⁶⁸ Human Rights Watch, Iraq: ISIS Abducting, Killing, Expelling Minorities. Armed Group Targeting Christian Nuns, Turkmen, Shabaks, Yazidis, 19 July 2014, [url](#); MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸⁶⁹ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 9

⁸⁷⁰ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 9.

⁸⁷¹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁸⁷² USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

Les membres de la communauté chrétienne ont été victimes d'enlèvements, de pillages et d'arrestations⁸⁷³. Les chrétiens et les minorités en fuite ont été dépouillés par l'EIL et leurs biens ont été pillés ou volés⁸⁷⁴. L'argent, les voitures, les téléphones portables, les bijoux et les documents d'identification ont été confisqués et, à Mossoul, les biens et les habitations désertées des chrétiens ont été «systématiquement pillés»⁸⁷⁵. MRG a indiqué que les plaines de Ninive s'étaient «pratiquement vidées» de la population chrétienne autochtone qui y avait vécu durant des milliers d'années⁸⁷⁶.

L'EIL s'est emparé des maisons abandonnées appartenant aux chrétiens et des bâtiments religieux; certains d'entre eux ont été détruits à l'aide d'explosifs ou de bulldozers⁸⁷⁷. Les biens appartenant aux chrétiens ayant fui la ville de Mossoul en 2014 ont été vendus «aux enchères» dans un quartier occidental de Mossoul le 16 janvier 2016. En 2016, la MANUI a indiqué que 400 maisons, 19 bâtiments et 167 magasins avaient été mis en vente, de même que d'autres biens⁸⁷⁸. Les chrétiens n'ont pas toujours eu la possibilité de payer le *jizya*. Des rapports reçus par la MANUI indiquent que des familles chrétiennes ont été expulsées après qu'elles ont refusé de se convertir à l'islam⁸⁷⁹.

D'après un rapport du ministère australien des affaires étrangères et du commerce (DFAT) rédigé en 2018, «les chrétiens ont fait l'objet de niveaux élevés de violence et de discrimination dans les zones contrôlées par l'EIL. L'EIL a forcé les chrétiens à se convertir à l'islam, à payer le *jizya*, à défaut de quoi ils se feraient tuer ou expulser.»⁸⁸⁰ En 2017, l'USDOS a constaté que les minorités religieuses, y compris les chrétiens dans les zones contrôlées par l'EIL, étaient victimes de nombreuses exactions commises par l'EIL (enlèvements, viols, réduction à l'état d'esclavage, mariages forcés et violences sexuelles)⁸⁸¹.

Pour de plus amples informations sur les chrétiens pris pour cible en vertu de normes sociétales, voir la [section 3.4.4](#).

2.2.4 Yézidis pris pour cible

Les Yézidis sont l'une des minorités ethnoreligieuses les plus anciennes d'Iraq, dont le nombre est estimé à environ 700 000. Ils étaient majoritairement situés dans le nord de l'Iraq, dans la région entourant Sinjar, dans les zones au sud et limitrophes de la région du Kurdistan iraquien, y compris dans les plaines de Ninive. Depuis 2014, cette minorité est la cible de violentes attaques de la part de l'EIL, qui a justifié ses attaques contre les Yézidis en les qualifiant d'hérétiques et d'adorateurs du diable⁸⁸².

⁸⁷³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), pp. 11-12.

⁸⁷⁴ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), pp. 20-21.

⁸⁷⁵ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), pp. 20-21.

⁸⁷⁶ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, [url](#), p. 9

⁸⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 12; UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), pp. 18-19; UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 16.

⁸⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 15.

⁸⁷⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 19.

⁸⁸⁰ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 15.

⁸⁸¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

⁸⁸² France, OFPRA, The Security situation of religious and ethnic minorities, 14 November 2017, [url](#).

En août 2014, l'EIIL s'est emparé des territoires où les Yézidis s'étaient établis, qui étaient contrôlés à l'époque par les peshmergas kurdes et les forces de sécurité irakiennes. Au cours de cette offensive militaire, les forces de l'EIIL et d'autres groupes alliés ont pris systématiquement pour cible la communauté yézidie, tuant et capturant des milliers de yézidis dans le gouvernorat de Ninive. Des dizaines de milliers de Yézidis ont fui vers le mont Sinjar, où ils ont été encerclés par l'EIIL, tandis que de nombreux autres ont fui vers la région du Kurdistan irakien. Au total, la MANUI et le HCR ont indiqué qu'entre 2 000 et 5 500 Yézidis ont été tués par l'État islamique. Plus de 6 000 Yézidis ont été enlevés en août 2014, y compris 3 500 femmes et filles, qui ont ensuite été vendues ou offertes comme esclaves sexuelles aux membres de l'EIIL. Les quelque 3 000 hommes et garçons captifs ont été enrôlés comme combattants⁸⁸³.

En janvier 2018, la MANUI a indiqué que 3 158 Yézidis (1 472 femmes et 1 686 hommes) étaient encore retenus par l'EIIL⁸⁸⁴. Dans son rapport d'octobre 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies a signalé que «le 29 août, le département des affaires yézidies du ministère des Awqaf et des affaires religieuses du gouvernement régional du Kurdistan a indiqué que moins de la moitié des 6 417 Yézidis (3 548 femmes et 2 869 hommes) enlevés par l'EIIL depuis août 2014 a été libérée ou s'est enfuie. Le même jour, ce département a également précisé que 3 095 Yézidis (1 845 enfants et 1 250 femmes) étaient encore retenus par l'EIIL ou portés disparus. Aucun homme ne demeure en captivité. Ceux qui ont été enlevés se sont échappés, ont été libérés, ou exécutés par l'EIIL.»⁸⁸⁵

Dans son rapport sur sa mission en Iraq en 2016, la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les questions relatives aux minorités a déclaré ce qui suit, compte tenu de la possibilité de qualifier de génocide les crimes commis par l'EIIL contre les Yézidis:

«Bien qu'une enquête plus approfondie soit nécessaire, les informations fournies à la rapporteuse spéciale, notamment des vidéos publiques et des déclarations de l'EIIL lui-même, confirment fermement les allégations selon lesquelles le seuil requis pour conclure à un génocide a été dépassé dans le cas des Yézidis. L'intention de détruire tout ou partie de la communauté yézidie peut être déduite du ciblage délibéré et systématique des membres de cette communauté, y compris des exécutions ou des conversions forcées.»⁸⁸⁶

D'après la commission internationale indépendante d'enquête sur la République arabe syrienne des Nations unies, l'EIIL a commis le crime de génocide ainsi que de nombreux crimes contre l'humanité et des crimes de guerre contre les Yézidis:

«L'EIIL a cherché à détruire les Yézidis par différents moyens: assassinats; esclavage sexuel; réduction à l'esclavage; torture; traitements inhumains et dégradants; transferts forcés portant gravement atteinte à leur intégrité physique et mentale; imposition de conditions de vie entraînant une mort lente; imposition de mesures

⁸⁸³ France, OFPRA, The Security situation of religious and ethnic minorities, 14 November 2017, [url](#), p. 6; UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yezidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), p. 4.

⁸⁸⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 15.

⁸⁸⁵ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 10.

⁸⁸⁶ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq, 9 January 2017, [url](#), p. 16.

empêchant la naissance d'enfants yézidis, y compris conversion forcée des adultes, séparation des hommes et des femmes yézidies, traumatisme mental; et arrachement d'enfants yézidis à leur famille pour les confier à des combattants de l'EIL, les coupant ainsi des pratiques et des croyances de leur communauté religieuse et effaçant leur identité yézidie.»⁸⁸⁷

Le rapport des Nations unies d'août 2016, intitulé «A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL», qui se fonde principalement sur les témoignages de survivants et de témoins d'abus commis à l'encontre des droits de l'homme, recensait les violations des droits de l'homme des Yézidis suivantes:

- déplacements forcés;
- conversions forcées;
- enlèvements, privation de liberté;
- traitements cruels, inhumains et dégradants;
- massacre systématique et généralisé;
- violence sexuelle/esclavage sexuel⁸⁸⁸.

Au cours de l'offensive de l'EIL contre Sinjar, des milliers de Yézidis ont été contraints de fuir, soit vers le mont Sinjar, soit en direction de la frontière syrienne ou de la région du Kurdistan iraquien. Les Yézidis qui ont pris la direction du mont Sinjar ont été pris au piège au sommet de la montagne, sans réserves suffisantes et assiégés par l'EIL. Dans un rapport de la rapporteuse spéciale des Nations unies sur les questions relatives aux minorités sur sa mission en Iraq ayant débuté le 9 janvier 2017, des dirigeants locaux estimaient qu'environ 400 000 Yézidis avaient été déplacés «essayant de survivre alors qu'ils sont menacés de disparition»⁸⁸⁹.

Ces Yézidis qui ont survécu à l'assaut initial, mais qui ont été capturés par l'EIL, ont eu le choix entre se convertir à l'islam ou être tués. Ceux qui ont refusé ont été tués, souvent devant d'autres Yézidis captifs. Le HCDH et la MANUI ont déclaré conjointement que «ceux qui se pliaient à ces situations de contrainte extrême étaient néanmoins victimes de sévices graves et de violence sexuelle» infligés par l'EIL⁸⁹⁰.

Les Yézidis qui ont été capturés ont été emmenés dans différentes localités, ont subi des sévices et ont souffert de l'absence de produits de première nécessité, y compris de nourriture et d'eau. Les enfants, les personnes âgées et les personnes handicapées ont été soumis au même traitement. Les familles ont été séparées, les jeunes enfants ont été arrachés de force à leurs parents et les captifs ont été contraints de boire des eaux usées. De nombreux Yézidis ont déclaré avoir été régulièrement battus lorsqu'ils étaient en captivité. Les Yézidis qui ont été autorisés à vivre en liberté ont été astreints à un travail forcé et les infractions mineures aux règles imposées par l'EIL étaient sanctionnées par des châtiments corporels, tels que la flagellation publique. Les enfants de plus de cinq ans étaient convertis de force et devaient

⁸⁸⁷ UN, Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, They came to destroy: ISIS crimes against the Yazidis, 15 June 2016, [url](#), p. 1.

⁸⁸⁸ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), p. 2.

⁸⁸⁹ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), pp. 8-10; UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq, 9 January 2017, [url](#), pp. 12-13.

⁸⁹⁰ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), p. 10.

apprendre le Coran. Les garçons de plus de douze ans étaient formés au maniement des armes par des instructeurs de l'EIIL⁸⁹¹.

Après la prise de la ville de Sinjar et des villages yézidis environnants, de nombreux témoins ont déclaré au HCDH et à la MANUI que l'EIIL avait tué des dizaines de civils yézidis. Des hommes, des femmes, des enfants et des personnes âgées ont été tués de manière aléatoire et des captifs ont été exécutés en masse⁸⁹². Le nombre exact de Yézidis tués par l'EIIL n'est pas connu, mais une enquête rétrospective auprès des ménages visant à estimer le nombre et le profil démographique des Yézidis tués et enlevés, réalisée entre le 4 novembre et le 25 décembre 2015 par quatre scientifiques issus de différentes disciplines, a permis d'estimer le nombre de Yézidis assassinés et enlevés par l'EIIL. Près de 25 Yézidis sur 1 000 ont été soit tués, soit enlevés. La probabilité d'être tué était de 7,6 sur 1 000 tandis que la probabilité d'être enlevé était de 17 sur 1 000. Par ailleurs, cette enquête a évalué à 9 900 le nombre total de victimes, en supposant que 40 000 Yézidis se trouvaient à Sinjar lorsque l'EIIL a lancé l'assaut. Environ 3 100 Yézidis ont été tués (1 400 Yézidis ont été exécutés et 1 700 Yézidis ont perdu la vie sur le mont Sinjar au cours du siège de l'EIIL). Il est estimé que 6 800 Yézidis ont été enlevés. À l'époque où l'enquête a été réalisée, en novembre et décembre 2015, quelque 2 500 Yézidis étaient encore portés disparus⁸⁹³.

Après avoir capturé un grand nombre de civils yézidis, l'EIIL a systématiquement séparé les hommes des femmes et des enfants. L'EIIL arrachait souvent les jeunes filles à leur famille. Les filles d'un certain âge (8 ans, d'après le HCDH et la MANUI) étaient enlevées et les femmes ayant de jeunes enfants ou étant enceintes ne pouvaient pas espérer échapper au harcèlement sexuel ou au viol. L'EIIL considérait comme une pratique acceptable l'esclavage sexuel des captives, qu'il décrivait comme étant des «esclaves» ou des «butins de guerre». L'EIIL a même publié une brochure dans laquelle il autorise les relations sexuelles avec des filles qui n'ont pas encore atteint l'âge de la puberté, affirmant que les esclaves sont la propriété de leur maître⁸⁹⁴.

Le HCDH et la MANUI, ainsi que Human Rights Watch et Amnesty International dans des rapports similaires⁸⁹⁵, ont rapporté de nombreux récits de viols, d'esclavage sexuel et de mauvais traitements infligés aux femmes et aux filles yézidies par les membres de l'EIIL⁸⁹⁶.

L'USDOS a indiqué que «depuis 2014, les militants de l'EIIL enlèvent et tiennent en otage des milliers de femmes et d'enfants issus de nombreux groupes ethniques et religieux, en particulier yézidis, et qu'ils continuent de les vendre aux combattants de l'EIIL en Iraq et en Syrie, où ces femmes et ces enfants sont soumis à des mariages forcés, victimes d'esclavage sexuel et de viols et contraints à la servitude domestique⁸⁹⁷.» D'autres sources ont expliqué

⁸⁹¹ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), pp. 11-12.

⁸⁹² UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), pp. 12-14.

⁸⁹³ Cetorelli, V. et al., Mortality and kidnapping estimates for the Yazidi population in the area of Mount Sinjar, Iraq, in August 2014: A retrospective household survey. PLoS Med 14(5): e1002297, [url](#).

⁸⁹⁴ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), p. 14; Human Rights Watch, Slavery: The ISIS Rules, 5 September 2015, [url](#).

⁸⁹⁵ Human Rights Watch, Iraq: ISIS Escapees Describe Systematic Rape. Yazidi Survivors in Need of Urgent Care, 14 April 2015, [url](#); AI, Escape from hell Torture and sexual slavery in Islamic State captivity in Iraq, 23 December 2014, [url](#).

⁸⁹⁶ UNAMI/OHCHR, A Call for Accountability and Protection: Yazidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, [url](#), pp. 14-16;

⁸⁹⁷ USDOS, Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Iraq, 28 June 2018, [url](#).

que l'EIL pratiquait la traite de femmes et d'enfants yézidis «sur des marchés de l'esclavage ou sur des sites web spécialisés grâce à des applications telles que Telegram et Signal. Un groupe de discussion de revente en ligne, appelé "Le centre commercial de l'État islamique", comptait jusqu'à 754 membres»; il donnait la possibilité aux membres de l'EIL d'acheter des femmes ou des enfants⁸⁹⁸.

D'après les conclusions de deux missions effectuées par la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme (FIDH) dans la région du Kurdistan iraquien en février et en août 2017, «depuis août 2014 et pendant plusieurs années, l'EIL a systématiquement perpétré des VSS (violences sexuelles et sexistes) d'une horreur inouïe, qui peuvent être assimilées à un génocide et à des crimes contre l'humanité, ainsi que d'autres actes pouvant être assimilés à des crimes au regard du droit international, contre la population yézidie.»⁸⁹⁹

D'après l'USDOS, 360 000 Yézidis déplacés à Dohuk, dans la région du Kurdistan iraquien, demeuraient déplacés en raison de la «situation confuse en matière de sécurité» à Sinjar⁹⁰⁰.

Pour de plus amples informations sur la prise des Yézidis pour cible en vertu de normes sociétales, voir la [section 3.4.3](#).

2.2.5 Kaka'e pris pour cible

La minorité religieuse kaka'e compte entre 110 000 et 200 000 membres en Iraq, qui sont implantés principalement au sud-est de Kirkouk et dans les plaines de Ninive près de Daquq et Hamdaniya, ainsi que dans le gouvernorat de Diyala et dans la région du Kurdistan iraquien. Les kaka'e sont adeptes d'une religion syncrétique réunissant des éléments du zoroastrisme et de l'islam chiite⁹⁰¹. Les militants kaka'e estiment leur nombre à environ 120 000 - 150 000⁹⁰².

Après l'essor de l'EIL en 2014, MRG a décrit la situation des kaka'e comme suit:

«Lorsque l'EIL a entamé sa progression dans le nord de l'Iraq, la plupart des kaka'e vivant dans des villages à l'est de Mossoul ont fui en direction d'Erbil. L'EIL aurait menacé de mort les kaka'e qui ne se convertissaient pas à l'islam. Plusieurs villages ont été pris d'assaut par l'EIL et l'organisation militante a également détruit des sanctuaires kaka'e dans le district d'al-Hamdaniya, sur les plaines de Ninive. Cette situation a amené les kaka'e à constituer leurs propres forces armées et un contingent de 600 membres a été incorporé dans les forces kurdes peshmergas. En septembre 2016, l'EIL a pris pour cible un village kaka'e dans le district de Touz Khormatou avec un attentat à la voiture piégée a fait au moins six morts.»⁹⁰³

D'après le rapport 2015 de l'USDOS sur la liberté religieuse internationale, plus de 2 500 familles kaka'e avaient fui vers la région du Kurdistan iraquien après l'incursion de l'EIL,

⁸⁹⁸ Kinyat Organisation for Documentation/FIDH, Sexual violence against Yazidis: ISIL foreign fighters should be prosecuted for genocide and crimes against humanity, 25 October 2018, [url](#), pp. 23-26.

⁸⁹⁹ Kinyat Organisation for Documentation/FIDH, Sexual violence against Yazidis: ISIL foreign fighters should be prosecuted for genocide and crimes against humanity, 25 October 2018, [url](#), p. 49.

⁹⁰⁰ USDOS, 2015 Report on International Religious Freedom – Iraq, 10 August 2016, [url](#).

⁹⁰¹ MRG, Kaka'i, November 2017, [url](#).

⁹⁰² USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁹⁰³ MRG, Kaka'i, November 2017, [url](#).

tandis que des milliers de kaka'e demeuraient déplacés⁹⁰⁴. En 2018, des militants de la communauté kaka'e ont déclaré que seul un nombre restreint de membres de la communauté étaient retournés à Ninive après sa libération⁹⁰⁵.

En 2018, des membres de la communauté kaka'e dans le gouvernorat de Kirkouk (principalement dans le district de Daquq, au sud de Kirkouk) sont demeurés déplacés en raison de problèmes de sécurité. Des militants de l'EIL se sont regroupés dans les zones de conflit après que l'État fédéral a organisé un raid dans ces zones le 16 octobre 2017. Des villages kaka'e ont été pris pour cible par l'EIL et plusieurs attaques ont été signalées. Certains villages ont été désertés, d'autres sont défendus par les communautés locales, mais les populations locales craignent de ne pas pouvoir assurer la sécurité de leurs communautés sans une aide extérieure importante⁹⁰⁶.

Dans un article paru en septembre 2018 dans *CTC Sentinel*, Derek Henry Flood, auteur indépendant, journaliste et spécialiste des questions sécuritaires en Iraq, a écrit:

«Au cours de l'été dernier, des populations vulnérables ont été régulièrement attaquées dans les sous-districts du sud du gouvernorat de Kirkouk. Des minorités religieuses, telles que les soufis et les adeptes de la confession kaka'e, syncrétique et secrète, ainsi que des Arabes sunnites locaux, que l'État islamique considère comme étant des collaborateurs parce qu'ils coopèrent avec les forces de sécurité iraqiennes, courent un risque important d'être attaqués par des djihadistes basés dans les basses montagnes de Hamrin et dans la vallée du fleuve Qori Chai, qui commence près des petits villages de Dabaj et Qaryat Tamur et qui se poursuit vers le nord des monts Hamrin.»⁹⁰⁷

2.2.6 Kurdes pris pour cible

Comme expliqué à la [section 1.3.5](#), après que le gouvernement fédéral iraquien a repris le contrôle de la zone contestée de Kirkouk aux forces kurdes peshmergas en octobre 2017, l'EIL a tiré parti du conflit entre les forces fédérales et les forces du gouvernement régional du Kurdistan pour organiser des attaques contre des villages kurdes (et ceux d'autres minorités) dans le gouvernorat de Kirkouk⁹⁰⁸. Le 18 octobre 2017, l'EIL s'est brièvement emparé de trois villages près de Daquq à la faveur d'une attaque nocturne⁹⁰⁹. En 2018, l'EIL a continué d'attaquer les villages kurdes aux alentours de Kirkouk et un ancien directeur de la police de Kirkouk a déclaré, en février 2018, que Daquq et Touz Khormatou étaient les cibles principales des militants de l'EIL. Une autre source des forces de sécurité locales a averti qu'un grand nombre de combattants de l'EIL se trouvait encore dans le gouvernorat de Kirkouk⁹¹⁰.

Les attaques se sont poursuivies au cours des mois suivants et compte tenu des problèmes de sécurité liés à l'EIL, des Kurdes ont abandonné leurs villages dans le district de Daquq.

⁹⁰⁴ USDOS, 2015 Report on International Religious Freedom – Iraq, 10 August 2016, [url](#).

⁹⁰⁵ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom – Iraq, 29 May 2018, [url](#).

⁹⁰⁶ Kirkuk Now, Kakaiyis look for safety - Tens of families fled Daquq to Qarahanjir, 13 August 2018, [url](#); Voice of America, IS Attacks Drive Members of Iraqi Kakai Minority From Their Villages (video), 26 June 2018, [url](#).

⁹⁰⁷ Flood, D.H., From Caliphate to Caves: The Islamic State's Asymmetric War in Northern Iraq, September 2018, [url](#).

⁹⁰⁸ Commentaire par les auteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁹⁰⁹ Telegraph (The), Isil attacks villages south of Kirkuk as Iraqi and Kurdish forces are distracted fighting each other, 19 October 2017, [url](#).

⁹¹⁰ Rudaw, ISIS sleeper cells awaken in Kirkuk. 2 February 2018, [url](#).

Plusieurs attaques contre des villages kurdes, mais également les embuscades tendues aux policiers et aux membres des UMP et l'assassinat de ces derniers au cours d'opérations éclair, ont alimenté les inquiétudes de la population civile et ont incité les combattants de l'EIL à se montrer à visage découvert dans les villages⁹¹¹.

Entre la mi-octobre 2017, lorsque les forces de sécurité iraqiennes et les UMP ont repris le contrôle de Kirkouk aux forces kurdes, et la fin du mois de juillet 2018, 30 villages dans la région se seraient vidés de leur population kurde, mais pas uniquement en raison de la menace que l'EIL représentait. Des tensions entre les Kurdes et les Arabes chiites vivant dans la région ont également contribué à ce mouvement de population⁹¹².

En juillet 2018, les habitants kurdes du petit village de Mardan situé près de Khanaqin, dans le gouvernorat de Diyala, ont abandonné leurs maisons après une vague d'assassinats par l'EIL. Le départ des forces kurdes peshmergas des zones de conflit a été exploité par ce qui subsistait de l'EIL pour se réorganiser dans les monts Hamrin et les gouvernorats de Salah ad-Din, Diyala et Kirkouk, ainsi que Rudaw l'écrivait dans un article en juillet 2018⁹¹³.

D'après le rapport de DIS/Landinfo sur la mission exploratoire au Kurdistan, publié en novembre 2018, l'EIL n'était pas présent dans la région du Kurdistan iraqien ou n'y menait pas d'activités insurrectionnelles; cependant, une source a indiqué qu'un bâtiment gouvernemental à Erbil avait été attaqué en juillet 2018, probablement par l'EIL⁹¹⁴.

2.3 Individus considérés comme opposés à l'EIL pris pour cible

L'un des éléments de la stratégie de l'EIL pour exercer un contrôle sur les villes et les villages a été l'élimination des opposants pour affaiblir toute opposition: le personnel de sécurité clé, les politiques et les membres du gouvernement opposés au programme de l'EIL, les chefs tribaux qui ont collaboré avec le gouvernement de Bagdad risquaient tous d'être assassinés ou enlevés par l'EIL⁹¹⁵. Les transfuges ou les opposants à l'autorité centrale de l'EIL, notamment des chefs locaux, des militants et des oulémas, ont été éliminés⁹¹⁶.

Lorsque l'EIL a pris le contrôle de vastes pans du territoire iraqien en 2014, il a immédiatement commencé par prendre pour cible un large éventail d'opposants éventuels à son nouveau régime, et a été accusé de commettre des violations flagrantes des droits de l'homme, y compris des crimes contre l'humanité⁹¹⁷. Les attaques menées par l'EIL étaient systématiquement dirigées contre des civils et des infrastructures civiles dans le but de tuer et de blesser autant de civils que possible. Les campagnes de ciblage incluaient des opérations contre le personnel et les infrastructures des forces de sécurité iraqiennes. Parmi les cibles civiles, citons également:

⁹¹¹ Rudaw, Fearing ISIS, Kurds abandon homes in southern Kirkouk, 26 March 2018, [url](#).

⁹¹² NewsRep, A growing number of villages in Kirkouk, Iraq are being evacuated, 30 July 2018, [url](#).

⁹¹³ Rudaw, ISIS threats force Kurds to evacuate village near Khanaqin, 25 July 2018, [url](#).

⁹¹⁴ Denmark, DIS/Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, [url](#), p. 22.

⁹¹⁵ Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, Middle East Security Report 14, September 2013, [url](#), p. 21; Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), pp. 20, 31.

⁹¹⁶ Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, [url](#), p. 31.

⁹¹⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, [url](#), p. 9.

«les marchés, les restaurants, les magasins, les cafés, les terrains de jeu, les écoles, les lieux de culte et d'autres espaces publics où les civils se réunissent en grand nombre. L'EIL et les groupes armés apparentés ont également continué de prendre systématiquement les civils pour cible en recourant à tout un éventail d'engins explosifs improvisés (EEI), de perpétrer des assassinats ciblés (dirigeants locaux, politiques et religieux, personnel de la fonction publique, professionnels de la santé et de l'éducation, etc.), des agressions sexuelles, des viols et d'autres formes de violence à l'encontre des femmes et des filles, des recrutements forcés d'enfants, des enlèvements, des exécutions, des vols, des attaques contre des installations susceptibles de libérer des forces dangereuses, et de détruire ou piller aveuglément les lieux de culte ou les lieux revêtant une signification culturelle ou historique.»⁹¹⁸

Des sources surveillant la situation des droits de l'homme en Iraq (par exemple, la MANUI, Human Rights Watch ou Amnesty International) ont fréquemment signalé que les profils présentés dans les rubriques ci-après étaient pris pour cible.

2.3.1 (Anciens) membres des forces de sécurité iraqiennes, UMP et peshmergas

Après avoir pris le contrôle d'une ville ou d'une zone, l'EIL commençait par prendre pour cible les membres des forces de sécurité iraqiennes et de la police ou ceux qui y étaient liés. Les personnes qui ne «se repentaient» pas ou qui ne prêtaient pas allégeance à l'EIL et à son calife étaient jugées par un tribunal et punies (éventuellement exécutées). L'EIL a même délivré des «certificats de repentance» et les personnes associées au gouvernement étaient tenues de produire ce document lorsqu'elles étaient capturées ou arrêtées aux postes de contrôle. L'EIL a affiché dans les lieux publics des listes de «personnes recherchées» reprenant les noms des membres présents et anciens des forces de sécurité iraqiennes et des personnes associées au gouvernement qui avaient refusé de se repentir ou de se rétracter⁹¹⁹.

L'incident de la [base Speicher](#), qui est relatée dans la section consacrée aux groupes religieux pris pour cible, constitue l'exemple le plus connu d'exécution de masse, mais nombreux sont les autres cas où des groupes formés de membres des forces de sécurité iraqiennes, des UMP ou des peshmergas capturés par l'EIL ont été sommairement exécutés. Ces exécutions de masse ont eu lieu en 2014 et tout au long de la campagne militaire contre l'EIL en 2017. Au cours de la campagne des forces de sécurité iraqiennes pour reprendre le contrôle de Mossoul, un grand nombre d'anciens membres des forces de sécurité iraqiennes et de la police ont été enlevés, torturés, retenus en otage ou maintenus en captivité par peur de représailles, ou punis ou tués en raison de leurs anciennes fonctions officielles au sein des forces de sécurité iraqiennes. Ces enlèvements ont débuté le premier jour de l'offensive destinée à reprendre Mossoul (17 octobre 2016). La MANUI a reçu des informations selon lesquelles bon nombre des anciens membres des forces de sécurité iraqiennes et de la police enlevés par l'EIL ont ensuite été tués⁹²⁰.

⁹¹⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, [url](#), p. 9.

⁹¹⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 6.

⁹²⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), pp. 11-12.

D'après un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies de juillet 2018, «des fosses communes continuent d'être mises au jour dans des zones précédemment contrôlées par l'EIL. Le 2 avril 2018, une fosse commune contenant les corps de 51 membres du personnel des forces de sécurité irakiennes a été découverte à Mossoul. Le 6 avril 2018, une fosse commune contenant 22 corps d'anciens membres du personnel de sécurité et d'employés de la haute commission électorale indépendante a également été découverte à Mossoul. Ces deux fosses communes contiendraient les dépouilles de victimes de l'EIL.»⁹²¹

Après l'effondrement de l'État islamique en tant qu'entité territoriale, l'EIL a continué de prendre pour cible les membres des forces de sécurité irakiennes en dehors des situations de combat. D'après DIS/Landinfo, «pour semer le chaos dans la société irakienne, d'autres acteurs, tels que des civils ou des personnes collaborant avec les forces de sécurité ou les autorités, peuvent également être pris pour cible par l'EIL»; ces acteurs sont accidentellement ou délibérément pris pour cible en tant que civils, mais l'EIL essaie de «maquiller cela en attaques contre des membres des UMP». DIS/Landinfo ont souligné que, pour l'EIL, «la frontière entre les civils et les membres des forces de sécurité est souvent floue». Les principales cibles de l'EIL sont les forces de sécurité, les UMP et «dans une certaine mesure, les responsables gouvernementaux»⁹²². Exemples de membres du personnel de sécurité pris pour cible par l'EIL:

- Le 1^{er} février 2018, l'EIL a assassiné un ancien général des forces de sécurité irakiennes au sud-ouest de Kirkouk⁹²³.
- Le 19 février 2018, des militants de l'EIL ont tendu une embuscade à un convoi de combattants des UMP près de Kirkouk; au moins 27 combattants ont perdu la vie⁹²⁴.
- Le 4 mars 2018, un officier de police a été assassiné à Touz Khormatou. Le premier lieutenant de la force d'intervention rapide a été abattu par des inconnus armés⁹²⁵.
- Le 24 mars 2018, l'EIL a tué huit membres des forces de sécurité entre Badgad et Kirkouk⁹²⁶.
- Le 9 avril 2018, l'EIL a revendiqué une «attaque commando» contre des miliciens sunnites à al-Anbar; deux personnes ont été tuées et six autres blessées⁹²⁷.
- En avril 2018, l'EIL a revendiqué l'attentat à la bombe dans le village d'Asdeira, près de la ville de Shirqat, au nord de Tikrit, qui a tué 17 membres d'al-Hashd al-Shaabi (unités de mobilisation populaire) et en a blessé 30 autres⁹²⁸.
- En mai 2018, plusieurs policiers ont été enlevés dans le gouvernorat de Diyala par des insurgés soupçonnés d'appartenir à l'EIL⁹²⁹.
- Le 2 mai 2018, l'EIL a revendiqué une attaque armée près de la ville de Tarmiya, dans le gouvernorat de Salah ad-Din, qui a tué huit civils non armés d'après des membres

⁹²¹ UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017); Report of the Secretary-General [S/2018/677], 9 July 2018, [url](#), p. 10.

⁹²² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 21-22.

⁹²³ Iraqi News, Former Iraqi military general assassinated by Islamic State in Kirkuk, 1 February 2018, [url](#).

⁹²⁴ Reuters, Islamic State kills 27 Iraqi militiamen near Kirkuk, 19 February 2018, [url](#).

⁹²⁵ Iraqi News, Police officer assassinated by unknown gunmen in Iraq's Tuz Khurmatu, 4 March 2018, [url](#).

⁹²⁶ Iraqi News, Federal Police mourns eight personnel killed by Islamic State between Kirkuk, Baghdad, 24 March 2018, [url](#).

⁹²⁷ BBC Monitoring, IS claims second 'commando' attack in western Iraq in 24 hours, 9 April 2018, [url](#).

⁹²⁸ Iraqi News, Islamic State claims responsibility killing, injuring tens of people in blasts, north of Salahuddin, 13 April 2018, [url](#).

⁹²⁹ Wing, J., Security In Iraq Largely Unchanged In May 2018, Musings on Iraq [Blog], 2 June 2018, [url](#).

des forces de sécurité. L'EIL a revendiqué avoir tué 22 personnes, qu'il a toutes décrites comme étant des membres des forces de mobilisation tribales sunnites⁹³⁰.

- Le 22 août 2018, un attentat-suicide dans le village d'Asdira, dans le gouvernorat de Salah ad-Din, a tué six miliciens sunnites qui étaient membres des forces de mobilisation tribales. Bien qu'aucun groupe n'ait revendiqué l'attentat, on sait que des militants de l'EIL opèrent dans la zone⁹³¹.
- Le 29 août 2018, un attentat à la voiture piégée contre un poste de contrôle dans le district de Qaim, dans le gouvernorat d'al-Anbar, qui était conjointement tenu par l'armée et des milices chiïtes, a tué cinq miliciens et trois civils et en a blessé 12 autres. L'État islamique a revendiqué l'attentat et a affirmé avoir tué 28 personnes, contredisant le bilan officiel⁹³².
- Le 11 septembre 2018, l'EIL a revendiqué un attentat-suicide à proximité d'un hôpital dans la province iraquienne occidentale d'Anbar; un groupe de soldats iraqiens et de membres des milices sunnites étaient pris pour cible. Une personne a perdu la vie et quatre autres ont été blessées⁹³³.
- Le 2 novembre 2018, deux membres des peshmergas ont été enlevés dans le gouvernorat nord-occidental de Kirkouk et ont été retrouvés morts le jour suivant⁹³⁴.
- Au cours de la deuxième semaine de novembre 2018, une attaque d'envergure a eu lieu; des hommes armés de l'EIL portant des uniformes militaires ont pénétré dans la maison d'un cheikh local/chef tribal des UMP et ont exécuté 19 personnes⁹³⁵.

2.3.2 (Anciens) membres des forces de police locales et (anciens) membres des forces Sahwa

La MANUI a expliqué que le terme «*Sahwa*» fait référence au Conseil national pour le salut de l'Iraq, aussi connu sous le nom de «Mouvement du salut sunnite», au Conseil national pour le renouveau de l'Iraq, au Mouvement du renouveau sunnite, ou aux Fils d'Iraq. Ces groupes étaient des coalitions de «chefs tribaux et de cheikhs créées en 2005 et unies pour protéger leurs communautés contre les groupes apparentés à Al-Qaida»⁹³⁶. Les forces Sahwa liées aux tribus d'Anbar, de Ninive, de Salah ad-Din et de Diyala étaient soutenues et formaient localement des forces sunnites soutenues par les États-Unis dans leur lutte contre Al-Qaida, et elles y sont parvenues dans une large mesure. Cependant, contrairement à ce que leurs dirigeants espéraient, les forces Sahwa n'ont pas été intégrées par la suite dans les forces de sécurité iraqiennes; al-Maliki, le premier ministre chiïte, a mis un terme à la rémunération et à la nomination des forces Sahwa, auxquelles il a préféré des chiïtes pour les postes de sécurité. D'après le GPPI, à l'époque d'al-Maliki, avant l'essor de l'EIL, les chefs tribaux sunnites qui avaient été membres des forces Sahwa «ont été directement pris pour cible par ce qui subsistait d'Al-Qaida et par les précurseurs de l'EIL». En 2014, dans le cadre de la lutte contre l'EIL, un programme de mobilisation des forces tribales soutenu par les États-Unis (TMF) a été conçu sur le modèle du «renouveau» sunnite (*Sahwa*), bien qu'il n'ait été autorisé que dans les gouvernorats d'Anbar et de Ninive, pas dans le gouvernorat de Salah ad-Din

⁹³⁰ Reuters, Islamic State claims responsibility for gun attack north of Baghdad, 2 May 2018, [url](#).

⁹³¹ Reuters, Suicide attack kills six Sunni fighters in northern Iraq: police, 22 August 2018, [url](#).

⁹³² Reuters, Eight killed in car-bomb attack at Iraqi checkpoint, 29 August 2018, [url](#).

⁹³³ BBC Monitoring, IS claims suicide bombing outside hospital in western Iraq, 11 September 2018, [url](#).

⁹³⁴ Bas News, Abducted Peshmerga Found Dead in Kirkuk, 3 November 2018, [url](#).

⁹³⁵ Iraq Oil Report, Islamic State incursions highlight Iraq's counter-insurgency challenges, 15 November 2018, [url](#); Wing, J., Security In Iraq Nov 8-14, 2018, Musings on Iraq [Blog], 16 November 2018, [url](#).

⁹³⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 11.

(combattants mobilisés dans les UMP ou d'autres milices tribales). Les forces du TMF relevaient officiellement des UMP en tant que «programme du gouvernement iraquien»⁹³⁷.

Exemples d'agents de police locaux et de membres des forces Sahwa pris pour cible par l'EIL:

- Le 11 juin 2014, 17 civils qui travaillaient pour la police ont été exécutés près de l'aéroport de Mossoul⁹³⁸.
- Le même jour, l'EIL a exécuté devant des civils 30 policiers qu'il avait capturés à Tikrit, dans le gouvernorat de Salah ad-Din.⁹³⁹
- Le 25 juillet 2014, les corps de 18 officiers de police ont été découverts à Abbasiyah, au sud de Tikrit. Ils auraient été exécutés après avoir été contraints de «se repentir»⁹⁴⁰.
- Les proches d'officiers de police ont également été pris pour cible par l'EIL: le 12 septembre 2014, un officier de police et dix de ses proches ont été tués par l'EIL dans le village d'al-Jumasah, dans le district de Shirqat, gouvernorat de Salah ad-Din⁹⁴¹.
- Le 11 novembre 2014, l'EIL a enlevé un officier de police à Falloujah et l'a exécuté deux jours plus tard. L'EIL a pendu son corps à un pont⁹⁴².
- Le 19 décembre 2014, l'EIL a dynamité la maison d'un chef tribal, un ancien membre des forces Sahwa, dans le quartier al-Zab, à Kirkouk. Au cours de la même période, l'habitation d'un autre membre des forces Sahwa a été dynamitée dans le district de Rashad, gouvernorat de Kirkouk. Le 29 avril, une fosse commune a été découverte dans la région d'al-Hajeer (district de Jurf al-Sakhr); elle contenait les corps de six membres des forces Sahwa tués par l'EIL. Des membres des forces Sahwa ont également été enlevés en janvier 2015 dans différentes localités du gouvernorat de Salah ad-Din⁹⁴³.
- Le 27 juin 2015, l'EIL a exécuté 11 anciens officiers de police (ils faisaient tous partie de la tribu al-Jubur) originaires d'un village du district de Hamam al-Aleel, au sud de Mossoul, dans le gouvernorat de Ninive. L'EIL les avait enlevés en mai 2015. Les familles des anciens officiers de police ont été informées de leur assassinat par écrit⁹⁴⁴.
- Le 4 octobre 2015, 70 membres de la tribu Abu Nimr, de la région d'al-Tharthar, au nord de Ramadi, dans le gouvernorat d'Anbar, ont été enlevés et tués. D'après un chef tribal, toutes les personnes tuées étaient des proches d'hommes ayant rejoint les forces de sécurité iraquennes et les forces Sahwa pour combattre l'EIL⁹⁴⁵.

⁹³⁷ Gaston, E., Sunni Tribal Forces, GPPi, 30 August 2017, [url](#).

⁹³⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, [url](#), p. 9.

⁹³⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, [url](#), p. 10.

⁹⁴⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 2 October 2014, [url](#), p. 6.

⁹⁴¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 7.

⁹⁴² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 8.

⁹⁴³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), pp. 11, 15, 17, 34.

⁹⁴⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 10.

⁹⁴⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 10.

- Le 23 octobre 2016, l'EIIL a tué 50 anciens officiers de police iraqiens à Hamam al-Alil. Les victimes avaient été enlevées dans d'autres villages de la région⁹⁴⁶.
- Le 27 juillet 2017, un policier a été tué et un autre blessé dans un attentat-suicide contre un bureau de police à Amiryat al-Falluja⁹⁴⁷.
- Le 25 mars 2018, l'EIIL a tendu une embuscade à huit officiers de police, qu'il a tués sur l'autoroute reliant Bagdad à Kirkouk⁹⁴⁸.
- Le 21 mai 2018, un policier a été tué et trois autres blessés par un EEI dans le district d'Al-Qa'im, dans la zone occidentale du gouvernorat d'Anbar, à proximité de la frontière syrienne⁹⁴⁹.
- Le 30 juin 2018, un policier a été tué par un tireur embusqué de l'EIIL dans la ville d'Abu Sayda, gouvernorat de Diyala⁹⁵⁰.

2.3.3 Chefs tribaux ayant la réputation de soutenir le gouvernement, ou qui par le passé ont soutenu le gouvernement contre Al-Qaida

Dans un article paru en 2015 dans *The Military Review*, le journal de l'armée américaine, Daveed Gartenstein-Ross et Sterling Jensen ont indiqué que de nombreuses tribus sunnites présentes sur le territoire de l'EIIL étaient en proie à des divisions internes. Tandis que certains membres de ces tribus s'alignaient sur l'EIIL, d'autres restaient neutres ou alliés au gouvernement iraqien. L'EIIL a cherché à accentuer les conflits générationnels intra-tribaux et à en tirer parti en promettant aux jeunes générations qu'elles progresseraient dans la hiérarchie de leur tribu⁹⁵¹. Dans un rapport de novembre 2014 pour le Carnegie Middle East Center, Frederic Wehrey et Ala' Alrababa'h notent que l'EIIL «a utilisé à la fois la carotte et le bâton pour s'assurer le soutien tribal dont il avait besoin pour contrôler efficacement les régions qu'il occupait»⁹⁵². Par exemple, dans plusieurs provinces (*wilayat*) contrôlées par l'EIIL, l'organisation a nommé des responsables des «affaires tribales» qui agissaient de concert avec les dirigeants locaux pour collecter les impôts et veiller à ce que les populations respectent les règles religieuses de l'EIIL. Les plus jeunes membres des tribus se voyaient promettre plus de pouvoir sur les territoires que leur tribu contrôlait. Malgré cette approche non contraignante, l'EIIL s'est également livré à de graves violences pour contraindre et intimider les tribus⁹⁵³.

Dans un rapport de septembre 2015, l'anthropologue Hosham Dawod énumère plusieurs confédérations tribales sunnites opposées à l'EIIL: «Al-Bu Nimr, Al-Bu Fahd, Al-Bu Alwan, Al-Bu Daraj, Jubur, 'Ubaid, etc.»; l'EIIL a décapité des centaines d'hommes appartenant à ces tribus⁹⁵⁴.

⁹⁴⁶ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 9.

⁹⁴⁷ Iraqi News, Policeman killed, police station chief injured in suicide attack south of Fallujah, 27 July 2017, [url](#).

⁹⁴⁸ Albawaba News, ISIS Ambush Attack Kills 8 Police Officers in Iraq, 25 March 2018, [url](#).

⁹⁴⁹ Iraqi News, Four Iraqi policemen killed, injured in bomb blast near Syrian borders, 21 May 2018, [url](#).

⁹⁵⁰ Iraqi News, Policeman killed by Islamic State sniper in Diyala, 30 June 2018, [url](#).

⁹⁵¹ Gartenstein-Ross, D. and Jensen, S., The role of Iraqi tribes after the Islamic State's ascendance, July 2015, [url](#), pp. 107-108.

⁹⁵² Wehrey, F. and Alrababa'h, A., An elusive courtship: The struggle for Iraq's Sunni tribes, Carnegie Middle East Center, 7 November 2014, [url](#).

⁹⁵³ Wehrey, F. and Alrababa'h, A., An elusive courtship: The struggle for Iraq's Sunni tribes, Carnegie Middle East Center, 7 November 2014, [url](#).

⁹⁵⁴ Dawod, H., The Sunni tribes in Iraq, September 2015, [url](#), p. 4.

Les chefs tribaux qui refusaient de prêter allégeance à l'EIL étaient ajoutés à la liste des personnes à abattre de l'organisation. À l'été 2014, l'EIL a publié une déclaration énumérant 19 de ces chefs tribaux⁹⁵⁵.

Les chefs tribaux risquaient d'être enlevés ou assassinés s'ils s'opposaient à l'EIL⁹⁵⁶. Les proches des chefs tribaux étaient également pris pour cible⁹⁵⁷. Les chefs tribaux accusés d'être membres de l'*al-Hashd al-Watani* (Rassemblement national), un mouvement de résistance majoritairement sunnite contre l'EIL, étaient aussi pris pour cible: en février 2015, l'EIL a enlevé 26 chefs tribaux arabes sunnites dans différentes localités du sud de Mossoul, qu'il accusait de faire partie de l'*al-Hashd al-Watani*⁹⁵⁸.

Le 2 ou 3 novembre 2016, l'EIL aurait enlevé environ 30 chefs tribaux dans le district de Sinjar, dont 18 auraient été exécutés dans une localité inconnue. D'après la MANUI, «l'EIL aurait craint que les victimes s'opposent à l'organisation» lorsque les forces de sécurité iraqiennes lanceraient les opérations pour reprendre le contrôle du territoire⁹⁵⁹.

Les chefs tribaux qui s'opposent à l'EIL continuent d'être pris pour cible, comme indiqué dans une analyse de la sécurité à Ninive réalisée par Julie Ahn, Maeve Campbell et Pete Knoetgen pour le département d'État des États-Unis et publiée en mai 2018:

«Dans la province, on commence à assister à une augmentation des “attaques de qualité”, celles qui ciblent de façon précise les forces de sécurité iraqiennes et les dirigeants politiques opposés à l'EIL. En février et mars 2018, l'EIL a accéléré ses tentatives d'enlèvement et d'assassinat de cheikhs de la tribu Jabour, l'une des principales sources de résistance locale contre l'EIL. Une attaque menée le 12 mars, au cours de laquelle des militants de l'EIL ont pris d'assaut l'habitation d'un cheikh tribal près de Qayyara, tuant le cheikh ainsi que six autres personnes, illustre bien ce type d'incidents. Ces attaques indiquent que les insurgés sont de plus en plus aptes à mener des opérations de ciblage précises et à analyser les modes de vie. Des attaques particulièrement ciblées, au lieu d'attaques simplement destinées à tuer des civils, constituaient le type de violences qui ont principalement démoralisé les forces de sécurité iraqiennes et intimidé l'opposition à l'EIL au cours des périodes insurrectionnelles précédentes.»⁹⁶⁰

Derek Henry Flood a écrit dans un article paru en septembre 2018 dans *CTC Sentinel* que l'EIL attaquait régulièrement des milices tribales arabes sunnites pro-Bagdad dans les gouvernorats de Kirkuk, Diyala et Salah ad-Din⁹⁶¹.

⁹⁵⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 8.

⁹⁵⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 8.

⁹⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 9; UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 12.

⁹⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 15.

⁹⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, [url](#), p. 12.

⁹⁶⁰ Ahn, J. et al., The Politics of Security in Ninewa: Preventing an ISIS Resurgence in Northern Iraq. Cambridge, Massachusetts: Harvard Kennedy School, Harvard University, 7 May 2018, [url](#), p. 3.

⁹⁶¹ Flood, D.H., From Caliphate to Caves: The Islamic State's Asymmetric War in Northern Iraq, September 2018, [url](#).

Un article publié en 2018 par *The Independent* indiquait que des membres de la «tribu sunnite pro-gouvernementale» Abu Nimr à Hit (Anbar) affirment que l'EIL a tué 864 membres de leur tribu et qu'il reste des tensions et des divisions interethniques importantes concernant les familles qui soutenaient l'EIL et celles qui ne soutenaient pas l'organisation; certains membres de la tribu Abu Nimr ont déclaré ne pas redouter une nouvelle contre-offensive de l'EIL à Anbar, tandis que d'autres ont fait savoir que les personnes dont des membres de la famille font partie de l'EIL retournaient dans la région et se souciaient du soutien local en faveur d'un retour de l'EIL⁹⁶². D'après Michael Knights, au cours du premier semestre de 2018, l'EIL aurait tué en moyenne 3,5 *mukhtars* (chefs de village) chaque semaine⁹⁶³.

2.3.4 Politiques locaux et nationaux, candidats aux élections locales ou régionales, membres de conseils qui se sont opposés à l'EIL ou à Al-Qaida

Les candidats aux élections, les parlementaires, les membres des conseils locaux et les (anciens) employés de la Commission électorale indépendante centrale (IHEC) étaient «fréquemment pris pour cible» et étaient enlevés, torturés ou exécutés par l'EIL, le plus souvent dans le gouvernorat de Ninive⁹⁶⁴. Voici quelques exemples:

- Le 4 septembre 2014, l'EIL a exécuté un candidat aux élections générales ainsi que ses deux frères. L'exécution publique a eu lieu dans un village situé à environ 40 km au sud de Mossoul⁹⁶⁵.
- Le 23 novembre 2014, deux anciennes candidates aux élections parlementaires ont été publiquement exécutées à Mossoul après avoir été condamnées à mort par un tribunal de l'EIL. Les femmes se seraient «repenties», mais elles ont néanmoins été tuées⁹⁶⁶.
- Entre juin et août 2015, l'EIL a exécuté neuf anciens candidats aux élections dans la région de Mossoul lors de quatre attentats distincts et le 25 juillet 2015, 28 des 50 employés et anciens employés de la commission électorale indépendante (IHEC), qui avaient été enlevés, ont été exécutés dans une base militaire au sud de Mossoul⁹⁶⁷.
- Le 8 août 2015, 300 fonctionnaires employés par l'IHEC à Mossoul ont été abattus dans une base militaire à Mossoul⁹⁶⁸.
- Le 21 août 2015, 12 anciens employés de l'IHEC qui avaient été enlevés trois semaines plus tôt ont été tués par l'EIL⁹⁶⁹.

⁹⁶² Independent (The), For this Iraqi tribe massacred by Isis, fear of the group's return is a constant reality, 4 July 2018, [url](#).

⁹⁶³ Atlantic (The), ISIS Never Went Away in Iraq, 31 August 2018, [url](#).

⁹⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 32.

⁹⁶⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 7.

⁹⁶⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 10.

⁹⁶⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 6.

⁹⁶⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 9.

⁹⁶⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 9.

- En mai 2018, un candidat aux élections a été assassiné quelques jours avant le vote à Qayyarah, à 70 km au sud de Mossoul⁹⁷⁰.
- Entre le 1^{er} janvier et le 18 août 2018, l'EIL a pris pour cible des maires locaux, les accusant d'avoir fourni des informations sur leurs allées et venues. Au cours de cette période, sept maires ont été tués et deux autres ont été blessés dans le gouvernorat de Ninive. Le 15 août, un groupe armé a abattu le maire de la communauté de Tall al-Rumman, à l'ouest de Mossoul. De même, le 17 août, deux tireurs masqués sur un motorcycle ont abattu le maire de la communauté de Yarmuk, à l'ouest de Mossoul⁹⁷¹.

2.3.5 Autres profils pris pour cible par l'EIL

Dans les rapports publiés par la MANUI et le HCDH, entre autres, les profils pris pour cible par l'EIL incluent des défenseurs des droits de l'homme, des juristes, des enseignants, des médecins et d'autres professionnels pris pour cible pour leurs activités, leurs connexions avec les autorités iraqiennes, leur refus de soigner les combattants blessés de l'EIL ou leur opposition à l'organisation. Voici quelques exemples:

- Les femmes médecins ont été considérablement freinées par l'EIL dans l'exercice de leurs fonctions. Quelques femmes médecins ont entamé une grève à Mossoul au début de la période d'occupation par l'EIL; l'une d'entre elles a été tuée le 13 août 2014 pour avoir participé à la grève, voire pour l'avoir organisée⁹⁷².
- Le 22 septembre 2014, une célèbre avocate et militante des droits de l'homme a été exécutée en public à Mossoul. L'EIL l'accusait d'apostasie, car elle avait dénoncé la destruction de sanctuaires musulmans historiques sur son compte Facebook⁹⁷³.
- Le 14 décembre 2014, l'EIL a tué un juriste à Hawija, qui était également candidat aux élections générales d'avril 2014⁹⁷⁴.
- Le 29 décembre 2014, quatre médecins ont été exécutés à Mossoul. D'après les médias locaux, deux d'entre eux ont été tués pour avoir refusé de soigner des combattants blessés de l'EIL⁹⁷⁵.
- Le 18 février 2015, un journaliste qui travaillait comme correspondant pour la chaîne télévisée Sama al-Mosul, propriété du gouverneur de Ninive, a été exécuté dans le camp militaire d'al-Ghizlani à Mossoul, après avoir été condamné à mort par un tribunal de l'EIL⁹⁷⁶.
- La MANUI a été informée que des enseignants ont été pris pour cible par l'EIL pour avoir refusé de se plier aux règles de l'organisation en matière d'enseignement ou d'enseigner le programme imposé par l'EIL. En janvier 2015, quatre enseignants ont

⁹⁷⁰ National (The), ISIS claims assassination of Iraq election candidate, May 2018, [url](#).

⁹⁷¹ UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, [url](#), p. 10.

⁹⁷² UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, [url](#), p. 10.

⁹⁷³ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 10.

⁹⁷⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 11.

⁹⁷⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 11.

⁹⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 13.

été enlevés à Mossoul et, le 30 mars 2015, un instituteur a été exécuté à Tal Afar pour avoir critiqué l'organisation⁹⁷⁷.

- Le 26 avril 2015, un journaliste a été tué au centre de Mossoul. Il avait été enlevé trois semaines auparavant pour avoir utilisé son téléphone portable⁹⁷⁸.
- Le 25 septembre 2015, l'EIIL a exécuté deux avocates à Mossoul. Les victimes ont été tuées pour avoir enfreint les règles de charia en exerçant le droit dans un tribunal pénal⁹⁷⁹.
- Le 15 janvier 2016, trois enseignantes ont été tuées au nord de Mossoul. Elles étaient accusées d'avoir fourni des informations aux forces de sécurité iraqiennes et ont été brûlées vives⁹⁸⁰.

Dans son rapport sur la protection des civils dans le conflit armé au cours de la période allant du 11 septembre au 10 décembre 2014, la MANUI a exprimé son inquiétude grandissante face aux attaques perpétrées délibérément contre des médecins et d'autres professionnels qui, d'après l'EIIL, contestent son autorité ou sa légitimité⁹⁸¹.

La MANUI a noté que, alors que l'EIIL perdait le contrôle de son territoire à Mossoul et dans les environs de Ninive, l'organisation a cessé d'exécuter des personnes suspectées de contester les doctrines ou le contrôle de l'EIIL pour tuer délibérément des civils qui tentaient de s'enfuir⁹⁸².

⁹⁷⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 24.

⁹⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), p. 11.

⁹⁷⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 11 January 2016, [url](#), p. 10.

⁹⁸⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 11.

⁹⁸¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, [url](#), p. 10.

⁹⁸² UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 2.

3 Ciblage par la société

Comme cela a déjà été noté, les profils présentés ci-dessous peuvent également être la cible d'autres acteurs ou groupes armés décrits dans d'autres sections du présent rapport et ce pour divers motifs. Dans la mesure du possible, des informations ont été incluses⁹⁸³.

3.1 Acteurs clés

3.1.1 Société, famille/communauté et tribus

La majorité des Iraquiens s'identifient par leur tribu. Ces identités jouent un rôle social important et constituent un filet de sécurité⁹⁸⁴. La société iraquienne est fortement influencée par les liens tribaux, familiaux et claniques, surtout dans les régions sunnites d'Anbar, de Salah ad-Din, de Kirkouk et de Ninive, ainsi que dans le sud, à Bassora⁹⁸⁵. La culture tribale et le manque de capacité de l'État ont contribué à ce que les coutumes tribales jouent un rôle important dans le règlement des différends en Iraq, et à ce que les milices et les autorités religieuses rendent justice elles-mêmes; la justice tribale en cas de violation des normes est particulièrement dure à l'égard des femmes⁹⁸⁶. Les tribus sont souvent munies d'armes lourdes et sont fréquemment impliquées dans des conflits dans la société iraquienne. Elles cherchent ainsi à se venger ou à obtenir réparation pour la transgression des codes tribaux, ce qui peut déclencher des cycles de meurtres entre tribus⁹⁸⁷. Les tribus sont aussi devenues des acteurs dans le conflit de l'EIL⁹⁸⁸.

Dans la société iraquienne, du fait des lois coutumières et tribales, des notions d'«honneur» et de la position des femmes en Iraq en tant que possessions de la famille, les femmes sont inégales devant la loi et sont «sous le contrôle des hommes dans le ménage»⁹⁸⁹. Les transgressions de l'honneur familial liées aux croyances culturelles sur la virginité ou la pureté des femmes ont conduit les familles et les tribus à commettre des actes de violence fondés sur l'honneur contre des membres de leur famille, généralement des femmes⁹⁹⁰. Les auteurs sont souvent des parents ou des membres de la famille de sexe masculin, qui commettent des crimes d'honneur pour toute une série de «crimes» allant des relations sexuelles hors mariage à l'apparence inappropriée ou aux contacts inacceptables avec des hommes hors de la famille, entre autres⁹⁹¹. Les violences domestiques, les mariages forcés et les mariages de mineurs, les crimes dits «d'honneur» et les mutilations génitales féminines (MGF) constituent des formes de violence contre les femmes qui sont principalement le fait de membres de la famille⁹⁹² ou

⁹⁸³ Commentaire des rédacteurs du présent rapport, Cedoca/Belgique

⁹⁸⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

⁹⁸⁵ Gharizi, O. and Al-Ibrahimi, H., Baghdad Must Seize the Change to Work with Iraq's Tribes, 17 January 2018, [url](#).

⁹⁸⁶ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 28.

⁹⁸⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

⁹⁸⁸ AFP, Tribal Justice Awaits Returning Iraqis who Joined Daesh, 14 November 2017, [url](#).

⁹⁸⁹ HuffPost, Kurdish Teenager's "Honor Killing" Fades to Memory as Iraq Violence Swells, 6 December 2017, [url](#).

⁹⁹⁰ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 15 November 2015, [url](#), p. 26; NRT, Brutal Murder in Najaf Highlights Endemic Violence Against Women in Iraq, 5 August 2018, [url](#); Huffpost, Kurdish Teenager's "Honor Killing" Fades to Memory as Iraq Violence Swells, 6 December 2017, [url](#); Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 9.

⁹⁹¹ Huffpost, Kurdish Teenager's "Honor Killing" Fades to Memory as Iraq Violence Swells, 6 December 2017, [url](#).

⁹⁹² MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 15 November 2015, [url](#), p. 5.

qui sont attribuables à la tradition tribale⁹⁹³. La transgression des normes sociales a également conduit à l'assassinat de personnalités publiques féminines, notamment en 2018 par des auteurs armés inconnus⁹⁹⁴.

Des tribus ont été mêlées à des représailles contre des familles soupçonnées d'appartenir à l'EIL, sans avoir recours au système judiciaire officiel⁹⁹⁵. Le Conseil de sécurité des Nations unies d'octobre 2017 a fait état de violations des droits de l'homme commises par l'EIL, de violations commises au lendemain de la libération de Mossoul, d'enlèvements de personnes déplacées dans le gouvernorat de Salah ad-Din et de mesures punitives extrajudiciaires à caractère tribal visant des familles dont certains membres ou proches seraient affiliés à l'EIL⁹⁹⁶.

3.1.2 Criminels, trafiquants et auteurs inconnus

Divers acteurs armés se livrent à la criminalité en Iraq. L'EIL repose dans une large mesure sur la criminalité pour financer ses activités et a également recruté des membres de groupes criminels dans ses rangs. L'accumulation par l'EIL de richesses provenant de l'extorsion et de l'imposition, ainsi que du pillage, de la confiscation de biens et de la petite délinquance, de la contrebande, de l'enlèvement, du vol, du trafic, du prélèvement d'amendes et de la vente de pétrole sur le marché noir, entre autres, lui a permis de «devenir l'un des groupes insurgés les plus riches de l'histoire» à son apogée en 2015, et pourrait lui permettre de renaître⁹⁹⁷. L'EIL a également forcé des centaines de femmes à se marier, à subir des agressions sexuelles et à l'esclavage⁹⁹⁸. Avec la défaite militaire de l'EIL, la criminalité organisée et le crime de rue «semblent avoir augmenté» et les «enlèvements à des fins politiques et lucratives» sont devenus courants en Iraq, principalement ceux commis par des milices de l'EIL et chiites, selon le conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger (OSAC)⁹⁹⁹.

Les réseaux criminels et certains groupes de milices ont opéré avec une «relative impunité», selon le département d'État des États-Unis (USDOS)¹⁰⁰⁰. Des réseaux criminels seraient impliqués dans le trafic sexuel de femmes et d'enfants iraqiens, tandis que des bandes criminelles ont également exploité des enfants à des fins de trafic et de contrebande de drogues, ainsi que des migrants pour les soumettre au travail forcé¹⁰⁰¹. Les réfugiés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont également la cible des trafiquants¹⁰⁰². Une complicité au niveau officiel se serait produite dans le recrutement d'enfants soldats et le trafic sexuel, selon l'USDOS¹⁰⁰³. Qualifiée d'«endémique»¹⁰⁰⁴, la corruption est présente à tous les niveaux, avec des «réseaux de corruption organisés» liés aux personnes au pouvoir ou protégés par celles-ci¹⁰⁰⁵, et les décisions du gouvernement sont

⁹⁹³ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 15 November 2015, [url](#), p. 20.

⁹⁹⁴ DW, Killings of high-profile women in Iraq spark outrage, 2 October 2018, [url](#).

⁹⁹⁵ AFP, Tribal Justice Awaits Returning Iraqis who Joined Daesh, 14 November 2017, [url](#).

⁹⁹⁶ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 19 October 2017, [url](#), pp. 9-11.

⁹⁹⁷ RAND, An Overview of Current Trends in Terrorism and Illicit Finance – Lessons from the Islamic State in Iraq and Syria and Other Emerging Threats, 7 September 2018, [url](#), pp. 1, 4, 5.

⁹⁹⁸ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018 Country Report — Iraq, 2018, [url](#), p. 13.

⁹⁹⁹ OSAC, Iraq 2018 Crime & Safety Report: Baghdad, 12 February 2018, [url](#).

¹⁰⁰⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁰¹ USDOS, Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Iraq, 28 June 2018, [url](#)

¹⁰⁰² USDOS, Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Iraq, 28 June 2018, [url](#)

¹⁰⁰³ USDOS, Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Iraq, 28 June 2018, [url](#)

¹⁰⁰⁴ Bertelsmann Stiftung, BTI 2018 Country Report — Iraq, 2018, [url](#), pp. 12, 13, 24.

¹⁰⁰⁵ Guardian (The), Post-war Iraq: Everybody is corrupt from top to bottom. Including me, 19 February 2016, [url](#).

fortement influencées par le versement de pots-de-vin, le népotisme, l'influence tribale et politique, ainsi que par des considérations familiales et religieuses¹⁰⁰⁶. Selon une source citée par l'agence de presse AFP, cela concerne «les groupes armés, les tribus, les bandes criminelles... tous les postes de contrôle» au sein de l'État et des forces de sécurité¹⁰⁰⁷.

Des unités de mobilisation populaire (UMP) se seraient livrées à des activités criminelles et à des abus contre des civils¹⁰⁰⁸. Norman Cigar fait remarquer que «dans de nombreuses régions, le départ des unités de l'armée et de la police pour le front a créé un vide sécuritaire qui a été exploité par des éléments criminels qui ont commis des enlèvements, des extorsions et des vols. Souvent, les auteurs ont affirmé appartenir à l'une des milices». Le chef de l'AAH, Qais al-Khazali, a cependant reconnu que certains criminels ont rejoint les milices pour couvrir leurs activités illégales¹⁰⁰⁹. Dans un rapport de 2016, Michael Knights a également indiqué que la hausse de l'activité criminelle à Bagdad et dans les provinces du sud était imputable à des criminels se réclamant appartenir à des UMP.¹⁰¹⁰ Un consultant iraquien que Landinfo et Lifos ont rencontré à Amman en février 2017 a indiqué que les milices étaient directement impliquées dans la vague d'enlèvements à motivation criminelle¹⁰¹¹ observés en Iraq depuis 2014¹⁰¹². Ce consultant a ajouté que les milices de Bagdad étaient «intouchables» et collaboraient avec des éléments criminels¹⁰¹³. Selon le *Washington Post*, les milices «fonctionnent comme des organisations mafieuses qui se livrent à des activités criminelles, à l'extorsion et aux violations des droits de l'homme»¹⁰¹⁴.

Les rivalités entre milices peuvent être intenses. Par le passé, ces différends ont souvent conduit à des affrontements armés¹⁰¹⁵. «La menace imminente que l'EIL représentait a favorisé la coopération entre les milices chiites», explique Norman Cigar. Ainsi, même Muqtada al-Sadr et Qais al-Khazali ont annoncé qu'ils coopéreraient, malgré leur rivalité passée, qui s'était soldée jusqu'en 2013 par des confrontations armées entre les partisans de Sadr et les membres de l'AAH. Néanmoins, «la concurrence couve toujours et les incidents à petite échelle suggèrent la persistance de tensions»¹⁰¹⁶. Le ministère des affaires étrangères et du commerce (*Department of Foreign Affairs and Trade – DFAT*) du gouvernement australien fait remarquer que la violence entre milices chiites opposées est plus prononcée dans les zones chiites (comme Bagdad et le sud). Ces conflits sont parfois liés à des activités criminelles, y compris des vols et des enlèvements¹⁰¹⁷.

Les bandes criminelles de Bassora ont exploité les failles de la sécurité, et on a enregistré une augmentation des vols qualifiés, des enlèvements, des meurtres et du trafic de drogue, alors que les FSI luttent pour maintenir la sécurité parmi les groupes armés concurrents¹⁰¹⁸. Le conseil consultatif sur la sécurité à l'étranger des États-Unis a noté dans son rapport de 2018 sur la criminalité et la sécurité en Iraq (*Iraq 2018 Crime and Safety report OSAC*) que «les

¹⁰⁰⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#)

¹⁰⁰⁷ DW, Killings of high-profile women in Iraq spark outrage, 2 October 2018, [url](#)

¹⁰⁰⁸ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 10.

¹⁰⁰⁹ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), p. 34.

¹⁰¹⁰ Knights, M., The future of Iraq's armed forces, March 2016, [url](#), p. 32.

¹⁰¹¹ Middle East Eye, Kidnappings greater threat to Baghdad than Islami State: top official, 2 December 2014, [url](#).

¹⁰¹² Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslim i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], [url](#), p. 14.

¹⁰¹³ Norway, Landinfo, Irak: Militser i Bagdad [Militias in Baghdad], [url](#), p. 2.

¹⁰¹⁴ Washington Post (The), What Iraq's election means for its Shiite militias, 12 May 2018, [url](#).

¹⁰¹⁵ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), p. 14.

¹⁰¹⁶ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), p. 64.

¹⁰¹⁷ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 16.

¹⁰¹⁸ OSAC, Iraq 2018 Crime & Safety Report: Basrah, 20 March 2018, [url](#).

enlèvements sont fréquents dans tout le district consulaire de Bassora et demeurent à des niveaux très élevés. L'enlèvement contre rançon est un moyen courant de gagner de l'argent. L'enlèvement à des fins d'intimidation (y compris l'enlèvement dans le but d'envoyer un message «politique») est également courant à Bassora. Le bureau régional de sécurité de Bassora estime que la plupart des enlèvements sont de nature criminelle plutôt que politique et reflètent la détérioration de la situation économique»¹⁰¹⁹.

Dans ses rapports sur la situation des droits de l'homme en Iraq¹⁰²⁰, la MANUI a fait état d'un grand nombre d'abus, d'attaques et de violations des droits de l'homme contre des civils commis par des auteurs non identifiés. De nombreux exemples sont donnés dans les chapitres [Ciblage par les acteurs étatiques et les groupes armés affiliés](#) et [Ciblage par l'EIIL](#).

3.2 Traitement des personnes perçues comme transgressant l'islam

3.2.1 Athées

La Constitution consacre l'islam comme religion d'État et garantit la liberté de religion à certains groupes, mais elle ne protège pas explicitement les athées¹⁰²¹. La deuxième section du code pénal iraquien de 1969 traite des «infractions qui violent les sensibilités religieuses». L'article 372 du code dispose ce qui suit:

«Les personnes suivantes sont passibles d'une peine d'emprisonnement n'excédant pas trois ans ou d'une amende n'excédant pas 300 dinars:

- (1) Toute personne qui s'en prend à la croyance d'une minorité religieuse ou qui en méprise les pratiques religieuses.
- (2) Toute personne qui perturbe délibérément une cérémonie religieuse, une fête ou une réunion d'une minorité religieuse ou qui empêche ou entrave délibérément l'accomplissement d'un tel rituel.
- (3) Toute personne qui démolit, détruit, défigure ou profane un édifice réservé aux cérémonies d'une minorité religieuse ou d'un symbole religieux ou tout ce qui est sacré pour elle.
- (4) Toute personne qui imprime ou publie un livre sacré pour une minorité religieuse et qui a délibérément mal orthographié les textes afin d'en modifier le sens ou qui se moque de ses principes ou enseignements.
- (5) Toute personne qui insulte publiquement un symbole ou une personne qui constitue un objet de sanctification, de culte ou de révérence pour une minorité religieuse.
- (6) Toute personne qui imite publiquement une cérémonie ou une célébration religieuse dans l'intention de tromper»¹⁰²².

L'analyste politique et juridique, Ali Jaber al-Tamimi, a informé Al-Monitor qu'«aucun article du code pénal iraquien ne prévoit une peine directe pour l'athéisme, ni de lois spéciales sur

¹⁰¹⁹ OSAC, Iraq 2018 Crime & Safety Report: Basrah, 20 March 2018, [url](#).

¹⁰²⁰ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, [url](#), pp. ii, 26, 27, 30; UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), pp. xviii, 3, 4, 16.

¹⁰²¹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰²² Iraq, Penal Code No. 111 of 1969, July 1969: [url](#)

les peines à l'encontre des athées». Cependant, «certains articles punissent la profanation des religions¹⁰²³.» Un article sur la montée de l'athéisme dans le monde musulman, publié par le *Washington Times* en août 2017, soulignait que l'athéisme n'est pas illégal en Iraq; cependant les acteurs étatiques assimilent l'athéisme au blasphème¹⁰²⁴.

Dans un article de juillet 2018, *l'Atlantic* faisait état de la montée de la laïcité chez les jeunes Iraquiens. Les librairies, les cafés et Facebook constituent des forums où l'on discute d'idées laïques. L'article mentionne des groupes Facebook qui comptent des milliers de membres¹⁰²⁵. Un article d'Al-Monitor, daté du 1^{er} avril 2018, affirme que la définition de l'«athéisme» en Iraq est complexe en raison des idées fausses au sujet de ce concept. De nombreux religieux, proches des partis politiques islamiques, qualifient souvent la laïcité d'athéisme. D'autres personnalités religieuses appellent à la résistance contre les opinions libérales et communistes, qui sont dénoncées comme intrinsèquement antireligieuses et niant l'existence de Dieu. Selon le même article, la «campagne contre l'athéisme entretient de profonds liens politiques» avec les partis islamiques au pouvoir en Iraq depuis 2003¹⁰²⁶. Un article publié par PRI le 17 janvier 2018 a révélé que, si l'athéisme est rare en Iraq, le nombre d'athées est en augmentation¹⁰²⁷.

Un autre article d'Al-Monitor, publié en mars 2014, mentionne que si l'athéisme a des racines historiques profondes en Iraq (datant du IX^e siècle), sa «diffusion étendue et complète dans toutes les classes sociales et catégories d'âge» est un phénomène nouveau. Alors qu'il s'agissait autrefois d'un «phénomène élitiste» réservé aux intellectuels et aux universitaires, il est de plus en plus vaste et prend de l'ampleur. L'article indique que l'une des raisons éventuelles pourrait être l'extrémisme religieux et le sectarisme qui ont dominé la société au cours des deux dernières décennies dans le contexte d'un conflit permanent¹⁰²⁸.

Dans un rapport de réunion de l'EASO (25-26 avril 2017) sur l'Iraq, Mark Lattimer, directeur du Ceasefire Centre for Civilian Rights, a déclaré:

«Les jeunes Iraquiens subissent des influences très diverses et de nombreux Iraquiens plus âgés ne sont pas religieux. Je pense qu'à mesure que le pays devient de plus en plus sectaire, il est tentant de supposer que tout le monde devient plus religieux, mais ce n'est pas nécessairement le cas. Il y a en Iraq une forte pression communiste associée à une vision laïque, laquelle demeure assez forte dans la société civile iraquienne. Vous avez divers degrés d'appartenance religieuse, mais cela ne veut pas dire qu'il est facile de vous identifier comme athée et il est rare que vous le fassiez publiquement. Parfois, les gens se disent musulmans, mais en privé, ils sont athées»¹⁰²⁹.

Selon un universitaire interrogé par le DIS/Landinfo lors de leur mission de 2018 dans la région du Kurdistan iraquien (RKI) les personnes qui déclarent ouvertement qu'elles ne sont pas religieuses risqueraient d'être arrêtées à Bagdad et dans le sud, alors que la liberté

¹⁰²³ Al-Monitor, Iraqi courts seeking out atheists for prosecution, 1 April 2018, [url](#).

¹⁰²⁴ Washington Times (The), Atheists in Muslim world: Silent, resentful and growing in number, 1 August 2017, [url](#).

¹⁰²⁵ Atlantic (The), The rise of Iraq's young secularists, 5 July 2018, [url](#).

¹⁰²⁶ Al-Monitor, Les tribunaux iraquiens poursuivent les athées, 1^{er} avril 2018, [lien](#).

¹⁰²⁷ PRI, ISIS turned this young Iraqi Christian into an atheist, 17 January 2018, [url](#).

¹⁰²⁸ Al-Monitor, Iraqi atheists demand recognition, guarantee of their rights, 6 March 2014, [url](#).

¹⁰²⁹ Lattimer, M., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 20.

d'expression en matière de convictions religieuses serait renforcée dans la RKI¹⁰³⁰. En avril 2018, Al-Monitor rapportait que la justice du district de Garraf, dans la province de Dhi Qar, avait annoncé la délivrance de mandats d'arrêt contre quatre Iraquiens accusés d'athéisme, qui ont abouti à l'arrestation d'un de ces individus¹⁰³¹.

Un article d'Al-Monitor du 23 juin 2017 indique que les athées sont considérés avec mépris et font face aux menaces des groupes militaires et des dirigeants politiques. L'article mentionne également le cas d'un athée de Bagdad qui s'est exprimé sur les médias sociaux et a reçu des menaces de mort d'une milice chiite¹⁰³². Un article susmentionné d'Al-Monitor explique ce qui suit: «Il existe de nombreux sites et blogs iraqiens qui s'adressent aux athées, mais ils gardent tous leurs listes de membres secrètes de peur d'être persécutés ou tués par des milices et groupes religieux extrémistes, ou même par des citoyens ordinaires dans la rue¹⁰³³.» Dans un article publié en février 2014 par la plateforme médiatique Your Middle East, un étudiant universitaire de Bassora a déclaré que de nombreux athées en Iraq pourraient être menacés par des extrémistes et des milices liées à des groupes religieux, s'ils exprimaient trop ouvertement leurs opinions. Un autre athée iraqien, qui a fui aux États-Unis, a reçu des menaces de mort d'Al-Qaida et de Jaysh al-Mahdi. L'article précise en outre que les milices religieuses prennent souvent les choses en main¹⁰³⁴.

3.2.2 Apostasie

L'islam est la religion officielle de l'Iraq et aucune loi ne peut être promulguée qui contredit les dispositions de l'islam¹⁰³⁵. La Constitution iraqienne garantit également la liberté de religion et de pratiques religieuses pour les musulmans, les chrétiens, les Yézidis et les Sabéens-Mandéens, mais «pas pour les adeptes d'autres religions ou les athées». La Constitution garantit le droit de ne pas être soumis à la coercition religieuse et dispose que tous les citoyens sont égaux devant la loi sans distinction de religion, de secte ou de croyance¹⁰³⁶. La loi sur le statut personnel reconnaît les groupes religieux suivants: musulman, chaldéen, Assyrien, Assyrien catholique, syriaque orthodoxe, syriaque catholique, Arménien apostolique, Arménien catholique, Arménien orthodoxe, orthodoxe romain, catholique romain, latin dominicain, protestant national, anglican, évangélique protestant assyrien, adventiste, copte orthodoxe, yézidi, sabéen-mandéen, et juif¹⁰³⁷. La même source note en outre que «tous les groupes religieux reconnus ont leurs propres tribunaux du statut personnel chargés des questions de mariage, de divorce et d'héritage. Selon l'ONG Yazda, affiliée aux Yézidis, il n'existe cependant pas de tribunal du statut personnel pour les Yézidis¹⁰³⁸.

Bien qu'elles reconnaissent la diversité religieuse, les législations et réglementations relatives au statut personnel interdisent la conversion des musulmans à d'autres religions. Alors que les lois civiles prévoient un processus simple pour qu'un non-musulman se convertisse à

¹⁰³⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 69.

¹⁰³¹ Al-Monitor, Iraqi courts seeking out atheists for prosecution, 1 April 2018, [url](#).

¹⁰³² Al-Monitor, Islamic parties intimidate, fear atheists in Iraq, 23 June 2017, [url](#).

¹⁰³³ Al-Monitor, Iraqi atheists demand recognition, guarantee of their rights, 6 March 2014, [url](#).

¹⁰³⁴ Your Middle East, Without God in Baghdad, 4 February 2014, [url](#).

¹⁰³⁵ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰³⁶ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰³⁷ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰³⁸ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

l'islam, la conversion d'un musulman à une autre religion est interdite par la loi¹⁰³⁹. L'article 26 de la loi sur la carte d'identité nationale dispose que les non-musulmans ont le droit de se convertir à l'islam, mais n'accorde pas les mêmes droits aux musulmans, lesquels ne peuvent pas quitter l'islam ni se convertir à une autre religion. Les enfants nés de parents musulmans et non musulmans sont légalement considérés comme musulmans¹⁰⁴⁰. Si l'un des parents se convertit à l'islam ou si l'un des parents est musulman, l'enfant né est considéré comme musulman, même à la suite d'un viol¹⁰⁴¹.

Selon un universitaire interrogé par le DIS/Landinfo lors de leur mission de 2018 dans la RKI, «les personnes de confession musulmane qui se convertissent au christianisme risquent d'être tuées», ajoutant que ces dernières ne peuvent déclarer publiquement leur opinion¹⁰⁴². La source a en outre ajouté que la conversion d'une personne de confession chrétienne dans la RKI causerait plus de problèmes pour la personne que le fait d'être athée¹⁰⁴³. Discutant de l'apostasie lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a fait remarquer que l'apostasie était peu commune en Iraq: «d'une manière générale, on considère que vous êtes né dans une religion et que vous mourrez dans cette religion – l'islam, mais aussi la plupart des autres religions en Iraq, considèrent que l'apostasie n'est pas seulement un délit, mais bien un acte contre nature»¹⁰⁴⁴. Des représentants d'ONG interrogés par le DIS au cours de sa mission de 2015 dans la RKI ont noté que «des personnes ont été tuées pour s'être converties», mentionnant le cas du prêtre Abdallah qui avait demandé asile en Europe après trois tentatives de meurtre¹⁰⁴⁵.

Les musulmans qui se convertissent à d'autres religions ne peuvent pas modifier leur identité religieuse sur leur carte d'identité après la conversion et doivent continuer à être enregistrés comme musulmans¹⁰⁴⁶. L'Institut de droit international et des droits de l'homme (*Institute for International Law and Human Rights* – IILHR), une organisation de défense des droits de l'homme basée aux États-Unis et présente en Iraq, fait état du sort des minorités qui ont dû se convertir à l'islam sous le régime du parti Baas:

«À ce jour, les membres des religions kaka'e, bahá'ie, chrétienne, sabéenne-mandéenne et yézidie rapportent que, lorsque les familles ont été contraintes d'adopter l'islam aux fins de l'établissement de documents d'identité, elles ont été incapables de changer leur désignation religieuse malgré le droit légal de pratiquer leur foi»¹⁰⁴⁷.

«Compte tenu des antécédents de discrimination en Iraq à l'égard de certains groupes (comme les bahá'is), de la conversion forcée continue par la menace ou la violence,

¹⁰³⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁴⁰ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 33.

¹⁰⁴¹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁴² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 57.

¹⁰⁴³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 69.

¹⁰⁴⁴ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 23.

¹⁰⁴⁵ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 174.

¹⁰⁴⁶ USCIRF, United States Commission on International Religious Freedom 2018 Annual Report; Country Reports: Tier 2 Countries: Iraq, April 2018, [url](#); Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 57.

¹⁰⁴⁷ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 13-14.

et des conversions volontaires souvent liées à d'autres facteurs (comme l'impossibilité pour les femmes musulmanes d'épouser un non-musulman), il est relativement courant que des personnes se convertissent à l'islam pour les besoins de documents officiels. Cependant, pour les personnes qui souhaiteraient être légalement reconnues comme non musulmanes après une conversion volontaire ou forcée à l'islam, la législation iraquienne interdit un tel changement. Même lorsque les législations exigeant l'identification forcée de certaines minorités religieuses comme musulmanes ont été réformées, les autorités iraquiennes ont refusé de délivrer de nouveaux documents d'identité parce que la conversion autre qu'à l'islam reste interdite»¹⁰⁴⁸.

3.3 Orientation sexuelle et identité de genre

Dans un rapport d'avril 2018 sur le militantisme des lesbiennes, gays, bisexuels et transgenres (LGBT) au Moyen-Orient et en Afrique du Nord, Human Rights Watch rapporte que l'Iraq ne dispose d'«aucune loi qui criminalise explicitement les comportements homosexuels consensuels et que ses gouvernements n'ont pas systématiquement interprété d'autres dispositions de "morale" pour criminaliser ces comportements homosexuels»¹⁰⁴⁹. Les autorités se sont appuyées sur des accusations d'attentat à la pudeur ou de prostitution pour poursuivre les activités sexuelles entre personnes de même sexe¹⁰⁵⁰. Human Rights Watch fait état d'antécédents de violence de la part de groupes armés pro-gouvernementaux à l'encontre des personnes LGBTI en Iraq:

«En 2009, des combattants soupçonnés d'appartenir à l'armée du Mahdi de Muqtada al-Sadr, un groupe armé qui stigmatisait publiquement les hommes gays et efféminés comme "le troisième sexe", ont enlevé, torturé et tué en quelques mois pas moins de cent hommes, dont la plupart à Bagdad. L'armée du Mahdi était alliée au gouvernement à l'époque¹⁰⁵¹. Une autre vague d'assassinats, attribuée dans certains médias à un autre groupe armé allié au gouvernement, Asa'ib Ahl al-Haq (ligues des justes), a eu lieu en 2012 après que le ministre iraquien de l'intérieur eut condamné comme "sataniste" la sous-culture "emo", sous-culture liée à une musique punk et marquée par une forme particulière de tenue vestimentaire, notamment des jeans moulants et des cheveux longs ou en pointes chez les hommes. Le gouvernement n'a rien fait pour lutter contre ces meurtres, qui visaient des jeunes anticonformistes, notamment des personnes perçues comme étant LGBT. En 2014, Asa'ib Ahl al-Haq a tué plusieurs hommes qui étaient homosexuels ou qui étaient perçus comme tels, et a apposé des avis de recherche pour d'autres. Des meurtres d'homosexuels attribués à Asa'ib Ahl al-Haq ont à nouveau été signalés en 2017»¹⁰⁵².

La rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires a indiqué dans un rapport de 2018 qu'elle avait reçu «des informations sur l'incitation à la haine par les médias traditionnels et sociaux et les agressions, y compris les menaces, agressions physiques

¹⁰⁴⁸ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), p. 57.

¹⁰⁴⁹ Human Rights Watch: Audacity in Adversity - LGBT Activism in the Middle East and North Africa, 16 April 2018, [url](#), p. 8.

¹⁰⁵⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁰⁵¹ Human Rights Watch describes this killing campaign in its August 2009 report "They want us exterminated" – Murder, torture, sexual orientation and gender in Iraq, 17 August 2009, [url](#).

¹⁰⁵² Human Rights Watch: Audacity in Adversity - LGBT Activism in the Middle East and North Africa, 16 April 2018, [url](#), pp. 17-18.

et meurtres, contre des hommes et des garçons en raison de leur orientation ou identité sexuelle réelle ou perçue, ainsi que contre des militants et organisations défendant les droits fondamentaux des personnes LGBTI»¹⁰⁵³. Selon un rapport de 2018 de la MANUI, «les membres de la communauté lesbienne, gay, bisexuelle, transgenre et intersexuelle (LGBTI) continuent d'être victimes de discrimination, de menaces, d'agressions physiques, d'enlèvements et, dans certains cas, d'homicides en raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre réelle ou perçue»¹⁰⁵⁴. Des sources interrogées par le DIS/Landinfo lors de leur mission de 2018 dans la RKI ont estimé que «les homosexuels sont exposés au harcèlement et/ou à la violence du public, de la police et de leur propre famille»¹⁰⁵⁵.

Selon l'ONG iraquienne qui suit la situation de la «communauté homosexuelle en Iraq», le groupe estime que «plus de 220 homosexuels ont été tués en Iraq en 2017, et environ 96 % des homosexuels irakiens ont subi des violences verbales ou physiques»¹⁰⁵⁶. Plusieurs sources font état du meurtre d'un célèbre mannequin iraquien de sexe masculin à Bagdad, qui aurait été tué pour son orientation sexuelle perçue¹⁰⁵⁷. La MANUI a dressé la liste de cinq meurtres commis entre janvier et juin 2017 à Bagdad, dans le district de Suq al-Shiyoukh, à 30 km au sud-est de Nasiriya, à Bassora et à Amara, en raison de l'orientation sexuelle (perçue) des victimes¹⁰⁵⁸.

Selon un rapport de Human Rights Watch publié en 2018, les personnes LGBT risquent d'être victimes de violence et de menaces de la part des membres de leur propre famille et «subissent d'énormes pressions sociales pour rester dans le placard, ou pour ne pas révéler leur orientation sexuelle ou leur identité sexuelle»¹⁰⁵⁹. En outre, les homosexuels sont exposés au risque d'être désavoués par leur famille, de perdre leur emploi et de se voir refuser un logement¹⁰⁶⁰.

Le rapport par pays de 2017 sur les pratiques en matière de droits de l'homme en Iraq, publié par le département d'État des États-Unis, fait observer que «malgré les menaces et les violences répétées visant les personnes LGBTI, le gouvernement n'a pas identifié, arrêté ou poursuivi les agresseurs, ni protégé les personnes visées»¹⁰⁶¹. Comme les années précédentes, «l'EIIL a continué à publier des vidéos montrant des exécutions de personnes accusées d'activités homosexuelles, y compris des lapidations et des jets de victimes du haut d'immeubles»¹⁰⁶².

Un militant des droits de l'homme interrogé par le DIS/Landinfo lors de leur mission de 2018 dans la RKI a déclaré que la situation des homosexuels est comparativement meilleure dans

¹⁰⁵³ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018, [url](#), p. 11.

¹⁰⁵⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 16;

¹⁰⁵⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 24.

¹⁰⁵⁶ Iraqi Al-Amal Association; Al-Namaa Center for Human Rights (Author), published by CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Civil Society Organizations' Report on Racial Discrimination in Iraq, October 2018, [url](#), p. 3.

¹⁰⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 16; Independent (The), Iraqi male model brutally killed in Baghdad 'because of his good looks', 5 July 2017, [url](#).

¹⁰⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 17.

¹⁰⁵⁹ Human Rights Watch: Audacity in Adversity - LGBT Activism in the Middle East and North Africa, 16 April 2018, [url](#), p. 21.

¹⁰⁶⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 24.

¹⁰⁶¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁰⁶² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

la RKI que dans le reste de l'Iraq, en particulier dans les zones urbaines par rapport aux zones rurales. La source a toutefois ajouté que l'homosexualité reste un tabou dans la RKI et qu'«elle est considérée comme honteuse et stigmatisante pour la famille si elle est connue du public»¹⁰⁶³. Les homosexuels seront souvent forcés de se marier afin de dissimuler leur sexualité pour éviter les conflits¹⁰⁶⁴.

Dans un article paru en avril 2018, l'agence de presse en ligne Middle East Eye soulignait que «le GRK, dans son ensemble, est généralement perçu comme plus laïque et socialement libéral que les régions à majorité arabe en Iraq» et que l'influence des organisations religieuses et groupes armés conservateurs est moins marquée¹⁰⁶⁵. Un militant originaire de Souleimaniye explique: «si vous comparez la situation des LGBT eux-mêmes, elle est meilleure et plus sûre au Kurdistan. Tant de gens fuient le reste des villes et viennent dans le nord parce que c'est plus sûr.» «Cela ne veut pas dire que c'est sans danger. Pas du tout. Mais c'est plus sûr», explique-t-il. «Par rapport au reste de l'Iraq, ils ne se font pas fracasser la tête dans la rue»¹⁰⁶⁶. En 2018, le ministère néerlandais des affaires étrangères a écrit que, selon une source bien informée et confidentielle, plusieurs personnes ont été détenues et condamnées dans la RKI pour s'être adonnées à des activités homosexuelles. Le ministère néerlandais des affaires étrangères a également indiqué que les autorités kurdes autorisaient les activités des ONG qui défendent les droits des LGBTI. Cependant, la même source a fait remarquer qu'il existait une discrimination à l'encontre des personnes LGBT dans la RKI et qu'en 2017 plusieurs personnes avaient été «détenues et condamnées pour s'être adonnées à des activités homosexuelles»¹⁰⁶⁷. En novembre 2017, Niqash rapportait que l'homosexualité restait un tabou majeur au Kurdistan iraquien, malgré un changement mineur dans les attitudes et un certain débat public sur le sujet¹⁰⁶⁸.

3.4 Minorités religieuses et ethniques

L'Iraq accueille une multitude de minorités religieuses, ethniques, culturelles et linguistiques, en particulier dans le nord du pays. Le rapport annuel de l'USDOS sur la liberté religieuse (couvrant 2017) donne un aperçu de la démographie religieuse en Iraq:

«Selon les statistiques gouvernementales de 2010, les plus récentes disponibles, 97 % de la population est musulmane. Les musulmans chiites, principalement des Arabes, mais aussi des Turkmènes, des Kurdes fayli (chiites) et autres, représentent 55 % à 60 % de la population. Les musulmans sunnites représentent environ 40 % de la population. Parmi les sunnites, les Kurdes sunnites représentent 15 % du total, les Arabes sunnites 24 % et les Turkmènes sunnites 1 %. Les chiites, bien que situés principalement dans le sud et l'est du pays, sont majoritaires à Bagdad et constituent des communautés dans la plupart des régions du pays. Les sunnites forment la majorité à l'ouest, au centre et au nord du pays»¹⁰⁶⁹.

¹⁰⁶³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 23.

¹⁰⁶⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), pp. 23-24.

¹⁰⁶⁵ Middle East Eye, 'The world is changing': Iraqi LGBT group takes campaign to streets, 13 April 2018, [url](#).

¹⁰⁶⁶ Middle East Eye, 'The world is changing': Iraqi LGBT group takes campaign to streets, 13 April 2018, [url](#).

¹⁰⁶⁷ Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Algemeen Ambtsbericht Irak, 1 April 2018, [url](#), p. 62.

¹⁰⁶⁸ Niqash, Coming out: The secret lives of Iraqi Kurdistan's gay community slowly emerging, 9 November 2017, [url](#).

¹⁰⁶⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq de juillet à décembre 2017, la MANUI note que «les diverses communautés ethniques et religieuses en Iraq continuent de se heurter à des difficultés considérables qui menacent leur sécurité et les empêchent de jouir pleinement de leurs droits politiques et sociaux»¹⁰⁷⁰. Dans un rapport présenté en janvier 2017 au Conseil des droits de l'homme des Nations unies, la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités fait des observations sur le prestige historique de l'Iraq en tant que «berceau de la civilisation»:

«L'Iraq est un pays d'une grande diversité et une mosaïque unique et riche de communautés ethniques, religieuses, culturelles et linguistiques depuis les temps anciens. Alors que les trois populations les plus importantes sont les Arabes chiites et sunnites et les Kurdes, les communautés plus petites comprennent les Arméniens, les bahá'is, les Assyro-Chaldéens, les Circassiens, les Kurdes fayli, les juifs, les kaka'e, les Palestiniens, les Badawiyins (dont les Bidounes), les Sabéens-Mandéens, les Chabaks, les Turkmènes, les Yézidis, les zoroastriens et les Roms. Certains groupes ont historiquement vécu dans tout le pays, tandis que les groupes minoritaires, notamment les chrétiens, les Chabaks, les Yézidis et les Turkmènes, vivent principalement dans le nord du pays et dans les régions au sud du Kurdistan, y compris la région des plaines de Ninive, et à proximité de la RKI. De grandes communautés chrétiennes ont également vécu à Bagdad et à Bassora»¹⁰⁷¹.

La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies a expliqué que «de nombreux groupes ethniques et religieux divers ont souffert de décennies de marginalisation, de discrimination, de manque d'accès aux services essentiels et d'insécurité»¹⁰⁷². Le même rapport note en outre que «sous le régime baasiste de Saddam Hussein, la discrimination et une campagne de persécution des groupes ethniques et religieux, y compris des Kurdes, ont été poursuivies»¹⁰⁷³. Après l'invasion de l'Iraq en 2003, «les attaques ciblées contre les communautés ethniques et religieuses se sont de nouveau intensifiées et leur situation est restée précaire, voire s'est aggravée, à mesure que la violence sectaire s'intensifiait de manière spectaculaire. En 2006-2007, la violence a atteint son paroxysme, alors que des milliers de personnes ont fui le pays»¹⁰⁷⁴. Les régions où les communautés minoritaires sont importantes ou prédominantes ont été fortement touchées par l'insurrection de l'EIL. Bien que toutes les communautés aient souffert, «les minorités ont été particulièrement ciblées en raison de la doctrine et de l'interprétation extrêmes de l'islam [par l'EIL] et de sa conception des minorités religieuses comme infidèles ou hérétiques»¹⁰⁷⁵. Selon MRG, la discrimination profondément enracinée, la marginalisation de longue date et les violations massives des droits des minorités dans le conflit actuel ont conduit à une augmentation spectaculaire de l'émigration¹⁰⁷⁶.

¹⁰⁷⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 14.

¹⁰⁷¹ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 4.

¹⁰⁷² UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 4.

¹⁰⁷³ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 5.

¹⁰⁷⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 6.

¹⁰⁷⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 4.

¹⁰⁷⁶ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 32.

La loi de 2015 sur la carte d'identité nationale exige que les enfants issus de mariages mixtes soient enregistrés comme musulmans et renforce les restrictions selon lesquelles les musulmans ne peuvent pas modifier leur identité religieuse sur leur carte d'identité après leur conversion à une autre religion¹⁰⁷⁷. Selon l'USDOS, «les seules personnes qui peuvent faire figurer leur religion sur la carte d'identité nationale sont les chrétiens, les Sabéens-Mandéens, les Yézidis et les musulmans; il n'y a aucune distinction entre musulman chiite et sunnite, ni de désignation des dénominations chrétiennes.»¹⁰⁷⁸. L'USDOS continue : « Les personnes pratiquant d'autres religions ne peuvent recevoir une carte d'identité que si elles s'identifient comme musulmanes, yézidies, sabéennes-mandéennes ou chrétiennes. Sans carte d'identité officielle, les non-musulmans et ceux qui se convertissent à une religion autre que l'islam ne peuvent pas enregistrer leur mariage, inscrire leurs enfants à l'école publique, obtenir un passeport ou bénéficier de quelque autre service public»¹⁰⁷⁹.

En 2018, une mission exploratoire du DIS/Landinfo dans la RKI a constaté qu'un nouveau système de carte d'identité électronique et biométrique était en cours d'introduction en Iraq, dans lequel les informations relatives à la religion de la personne sont stockées sur la puce mais n'apparaissent pas sur la carte d'identité¹⁰⁸⁰.

En ce qui concerne la situation des minorités religieuses dans la RKI, la commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde note que la région a été «un refuge pour les minorités fuyant les troubles et la violence sectaire dans le sud de l'Iraq», mais que «des problèmes préoccupants liés à la discrimination et même à la violence visant les minorités ethniques et religieuses existent, aggravés par les ressources limitées et la situation sécuritaire de la RKI»¹⁰⁸¹. Cette même source signale en outre que l'accès à la justice dans la RKI varie selon le lieu, les affiliations, l'appartenance ethnique et la religion. De nombreux dirigeants de minorités ont exprimé leur scepticisme quant à la possibilité d'obtenir un procès équitable devant les tribunaux, surtout s'ils intentent une action contre un Kurde sunnite¹⁰⁸². En outre, des membres des communautés yézidie, chabak, turkmène et chrétienne ont déclaré au chercheur de la commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde qu'ils ne pensaient pas que les forces peshmergas accordaient autant d'importance à la protection des non-Kurdes qu'à celle des Kurdes¹⁰⁸³.

Les autorités consultées par la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont constaté que les relations entre les différentes communautés ethniques et religieuses de la région kurde étaient généralement bonnes et que peu de tensions existaient traditionnellement entre les communautés. Le rapport indique en outre que «les membres des communautés ethniques et religieuses qui résident depuis longtemps dans la région se sont déclarés satisfaits de la protection des droits des minorités, notamment de leur droit d'utiliser leur langue maternelle

¹⁰⁷⁷ USCIRF, United States Commission on International Religious Freedom 2018 Annual Report; Country Reports: Tier 2 Countries: Iraq, April 2018, [url](#), pp. 4-5.

¹⁰⁷⁸ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁷⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁸⁰ Denmark, DIS (Danish Immigration Service)/Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Report on issuance of the new Iraqi ID card, 5 November 2018, [url](#), pp. 5-7.

¹⁰⁸¹ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 1.

¹⁰⁸² USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 9.

¹⁰⁸³ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 29.

dans l'enseignement et d'avoir une certaine représentation politique»¹⁰⁸⁴. Tout en félicitant le GRK d'avoir soutenu les communautés déplacées et de leur avoir offert un refuge sûr, la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités fait également observer que certaines communautés, notamment certains musulmans sunnites, ne jouissent pas des mêmes libertés que d'autres groupes. Le GRK invoque des motifs de sécurité pour limiter les déplacements de certains groupes qui pourraient être soupçonnés d'appartenir à l'EIIL¹⁰⁸⁵. En ce qui concerne la possibilité de demander une protection auprès des autorités kurdes, le HCR a informé le service danois de l'immigration que la possibilité de demander une protection auprès des autorités de la RKI et d'autres zones sous contrôle kurde en cas de harcèlement fondé sur la religion et/ou l'appartenance ethnique est fonction des affiliations personnelles de la personne concernée. Dans le même ordre d'idées, Renad Mansour, chercheur invité, a déclaré que les forces kurdes protégeraient les Kurdes avant les autres minorités¹⁰⁸⁶.

La commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde a en outre noté que, dans les territoires contestés, une politique de «kurdification» est menée. Elle ajoute qu'«il existe de nombreux éléments qui attestent l'existence d'une politique (implicite ou non) visant à déplacer définitivement certaines populations non kurdes d'une partie des territoires contestés de la région des plaines de Ninive, du gouvernorat de Kirkouk, et de Sinjar»¹⁰⁸⁷.

La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités a par ailleurs indiqué que les Arabes chiites et sunnites se trouvaient également, dans certaines régions, menacés, déplacés ou victimes de violations de leurs droits fondamentaux¹⁰⁸⁸.

3.4.1 Turkmènes

Constituant le troisième groupe ethnique en importance en Iraq, après les Arabes et les Kurdes, avec une population de deux millions d'habitants, les Turkmènes se composent de communautés sunnites et chiites. Historiquement, ils vivaient dans le nord de l'Iraq, notamment à Tal Afar, Mossoul, Erbil, Diyala et Kirkouk¹⁰⁸⁹. MRG ajoute qu'il y aurait également quelque 30 000 Turkmènes chrétiens¹⁰⁹⁰. La rapporteuse spéciale des Nations unies sur les questions relatives aux minorités a écrit en 2017 que «les Turkmènes affirment avoir toujours été confrontés à la violence et à l'intimidation de toutes parts, y compris de la part du gouvernement central, du gouvernement régional du Kurdistan et de milices sunnites et chiites»¹⁰⁹¹.

Selon l'ONU, les dirigeants communautaires turkmènes ont déclaré que «leurs zones étaient menacées par l'EIIL et qu'ils n'étaient pas suffisamment protégés par les autorités irakiennes

¹⁰⁸⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 8.

¹⁰⁸⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 8.

¹⁰⁸⁶ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 51.

¹⁰⁸⁷ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), pp. 30-32.

¹⁰⁸⁸ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 6.

¹⁰⁸⁹ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

¹⁰⁹⁰ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 10.

¹⁰⁹¹ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

ou kurdes. Des villages turkmènes, y compris la zone à majorité turkmène de Tal Afar dans le gouvernorat de Ninive, ont été repris par l'EIL et des dizaines de milliers de Turkmènes ont dû fuir leur région». Selon la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, «de nombreux Turkmènes chiites ont fui vers les gouvernorats du sud, dont Nadjaf et Kerbala. Des Turkmènes sunnites auraient été détenus aux postes de contrôle alors qu'ils cherchaient à se mettre en sécurité à Erbil et dans d'autres lieux»¹⁰⁹².

Dans son rapport sur les droits de l'homme concernant l'Iraq (couvrant 2017), l'USDOS a noté que «les autorités du GRK auraient fait preuve de discrimination à l'égard des minorités, y compris les Turkmènes, les Arabes, les Yézidis, les Chabaks et les chrétiens, dans les territoires contestés»¹⁰⁹³.

Selon la mission exploratoire du DIS/Landinfo de 2018 dans la RKI, les Turkmènes de Kirkouk semblent être, «pour des raisons inconnues», le groupe le plus ciblé parmi tous les groupes ethniques et religieux vivant dans la ville¹⁰⁹⁴. Soupçonnés d'être affiliés à l'EIL, les Turkmènes sunnites, ainsi que les Arabes sunnites, sont pris pour cible par les UMP et font l'objet de discriminations, d'abus collectifs et de meurtres¹⁰⁹⁵. Des rapports ont également fait état de peshmergas et d'UMP empêchant les Turkmènes déplacés de rentrer chez eux dans les zones libérées de l'EIL¹⁰⁹⁶.

Les Turkmènes se sont heurtés à des Kurdes sur le plan politique et parfois militaire pour le contrôle de la ville et du gouvernorat de Kirkouk, ainsi qu'au sujet du contrôle des peshmergas dans des zones telles que Touz Khormatou¹⁰⁹⁷. En 2016, des violences ont éclaté à Touz Khormatou entre les forces du GRK et les paramilitaires turkmènes chiites, faisant 69 morts¹⁰⁹⁸.

3.4.2 Iraquiens noirs

Selon des membres de la communauté, la population noire iraquienne pourrait compter jusqu'à deux millions d'Iraquiens et se trouve principalement dans le sud de l'Iraq, la plus grande communauté résidant à Bassora¹⁰⁹⁹.

Les Iraquiens noirs auraient émigré en Iraq vers le VII^e siècle, pour la plupart victimes de la traite des esclaves en provenance d'Afrique de l'Est¹¹⁰⁰. Les préjugés à l'égard des Iraquiens d'ascendance africaine les ont exposés à la discrimination sociale et culturelle et à l'exclusion

¹⁰⁹² UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 12.

¹⁰⁹³ US DOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁹⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 16.

¹⁰⁹⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 23.

¹⁰⁹⁶ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁰⁹⁷ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 37.

¹⁰⁹⁸ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 27.

¹⁰⁹⁹ MRG, Black Iraqis, November 2017, [url](#); IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), p. 72.

¹¹⁰⁰ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), p. 73.

politique en Iraq¹¹⁰¹. Ils sont considérés comme faisant partie des «communautés les plus pauvres et les plus marginalisées» en Iraq¹¹⁰².

Plusieurs sources ont indiqué que de nombreux Iraquiens noirs vivent dans une pauvreté extrême, avec un taux d'analphabétisme de près de 80 % et un taux de chômage supérieur à 80 % selon les rapports¹¹⁰³. Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer (ancien directeur de MRG) a fait observer que les segments de la communauté noire iraquienne du sud constituaient la communauté la plus pauvre de l'Iraq et étaient largement victimes de discrimination dans la société iraquienne¹¹⁰⁴. De nombreux Iraquiens noirs vivent dans des campements informels et n'ont pas accès à des services de base comme l'eau potable, l'assainissement et l'électricité¹¹⁰⁵. La pauvreté et la structure quasi féodale de certains groupes communautaires ont empêché certains Iraquiens noirs d'obtenir des papiers d'identité, entravant ainsi leur scolarisation, leur emploi, leurs déplacements et leur accès aux services¹¹⁰⁶. La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies fait état d'un manque inquiétant d'informations sur la situation des Iraquiens noirs¹¹⁰⁷.

3.4.3 Yézidis

La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies fait observer que les Yézidis constituent l'une des minorités les plus anciennes d'Iraq. Ils seraient au nombre d'environ 700 000, dont la grande majorité serait concentrée dans le nord de l'Iraq, autour de la ville de Sinjar. Les dirigeants communautaires rapportent que les Yézidis ont connu «de longues périodes de persécution en raison des perceptions de leur foi, avec de nombreux épisodes de massacres, y compris des attaques ciblées pendant les violences sectaires qui ont suivi l'invasion de 2003. Ils ont particulièrement souffert lorsque leurs régions ont été envahies par l'EIL à partir d'août 2014»¹¹⁰⁸. Dave van Zoonen et Khogir Wirya, analystes de l'Institut de recherche sur le Moyen-Orient (*Middle East Research Institute – MERI*)¹¹⁰⁹ en Iraq, notent dans leur rapport de 2017 que les attaques de l'EIL contre la communauté yézidie à Sinjar et dans les environs ont été «sans merci» et ont entraîné des massacres, des conversions forcées, des enlèvements de jeunes

¹¹⁰¹ IILHR, *Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights*, May 2013, [url](#), pp. 72-76.

¹¹⁰² Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 13; MRG, *Black Iraqis*, November 2017, [url](#).

¹¹⁰³ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 13; MRG, published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: *Alternative Report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD); Review of the Periodic Report of Iraq, 2018*, [url](#), paragraph 28.

¹¹⁰⁴ Lattimer, M., EASO, cited in: *Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017*, [url](#), p. 19.

¹¹⁰⁵ MRG, published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: *Alternative Report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD); Review of the Periodic Report of Iraq, 2018*, [url](#), paragraph 28; MRG, *Black Iraqis*, November 2017, [url](#); IILHR, *Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights*, May 2013, [url](#), pp. 72-76.

¹¹⁰⁶ MRG, published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: *Alternative Report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD); Review of the Periodic Report of Iraq, 2018*, [url](#), paragraph 28; IILHR, *Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights*, May 2013, [url](#), pp. 72-76.

¹¹⁰⁷ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 13.

¹¹⁰⁸ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 12.

¹¹⁰⁹ Le MERI est un institut de recherche indépendant basé à Erbil et axé sur les questions politiques et la gouvernance au Moyen-Orient, selon son [site web](#).

enfants et l'asservissement sexuel de milliers de femmes et de filles¹¹¹⁰. MRG relève qu'avant même l'offensive de l'EIL, de nombreux incidents d'arrestation arbitraire, de discrimination et d'autres abus contre la communauté yézidie avait été signalés. Avant juin 2014, la population de 700 000 personnes en 2005 avait chuté à environ 500 000¹¹¹¹.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a expliqué que les Yézidis subissaient une large discrimination dans la société iraquienne et constituaient probablement «la communauté la plus pauvre d'Iraq» (outre les Iraquiens noirs au sud du pays). Ils ont été soumis «à une campagne d'extermination et d'asservissement» par l'EIL et, d'après lui, ce groupe reste «extrêmement vulnérable» car il se trouve dans une situation de déplacement précaire et coupé de ses terres traditionnelles et de ses moyens de subsistance¹¹¹².

La loi de 2015 sur la carte d'identité nationale empêche les Yézidis de s'identifier à leur groupe religieux et ethnique, les cartes de résidence officielles et les permis de conduire émis par le gouvernement nécessitant une identification en tant que Kurdes ou musulmans¹¹¹³. Les Yézidis font souvent l'objet de pressions de la part des responsables kurdes pour qu'ils s'identifient en tant que Kurdes et musulmans, et ceux qui «sont dissidents ou refusent de s'identifier comme Kurdes risquent d'être harcelés, détenus ou expulsés» de la RKI ou empêchés d'y entrer¹¹¹⁴. Selon un rapport de l'USDOS, en 2018, «les Yézidis de la RKI étaient victimes de discriminations lorsqu'ils refusaient de s'identifier comme Kurdes et musulmans; seuls les Yézidis qui se considéraient comme Kurdes et musulmans pouvaient obtenir des postes élevés à la tête de la RKI»¹¹¹⁵.

Selon Dave van Zoonen et Khogir Wirya, la relation entre le GRK et les Yézidis a été sérieusement mise à mal en raison du retrait controversé des peshmergas avant l'attaque de la communauté yézidie par l'EIL¹¹¹⁶. Dans les zones contrôlées par le GRK, les Yézidis qui sont dissidents ou refusent de s'identifier comme Kurdes s'exposent au harcèlement, à la détention ou à la déportation, selon la commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde. Les Yézidis du Kurdistan rapportent également qu'ils sont confrontés à l'hostilité de la population en général¹¹¹⁷. À plusieurs reprises, les tensions entre Kurdes et Yézidis ont dégénéré en violences¹¹¹⁸. Un blocus mis en place par les forces du parti démocratique kurde (PDK) contrôlant l'entrée et la sortie de Sinjar a coupé des milliers de Yézidis de leur patrie¹¹¹⁹. Le PDK est particulièrement préoccupé par le soutien que les forces kurdes turques et

¹¹¹⁰ van Zoonen, D. and Wirya, K., The Yazidis – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, October 2017, [url](#), p. 10.

¹¹¹¹ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), p. 10.

¹¹¹² Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), pp. 19-20.

¹¹¹³ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹¹⁴ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 20

¹¹¹⁵ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹¹⁶ van Zoonen, D. and Wirya, K., The Yazidis – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, October 2017, [url](#), p. 10.

¹¹¹⁷ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 22.

¹¹¹⁸ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 36.

¹¹¹⁹ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 22.

syriennes, telles que les unités de résistance de Sinjar (YBS), le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) et les unités de protection du peuple (YPG), ont consolidé dans la région¹¹²⁰.

En 2016, le GRK a imposé des restrictions à la circulation des marchandises en provenance et à destination du district de Sinjar, limitant ainsi l'accès à la nourriture, à l'eau, aux moyens de subsistance et autres droits fondamentaux¹¹²¹. Des représentants de la communauté yézidie ont indiqué que de nombreux Yézidis quittent l'Iraq, ayant peu d'espoir de retrouver une vie normale dans les plaines de Ninive et à Sinjar¹¹²². Dans un article paru en novembre 2018, le conseil norvégien pour les réfugiés note que près de 200 000 yézidis sont toujours déplacés¹¹²³.

Pour de plus amples informations sur la prise des Yézidis pour cible par l'EIIL, voir la [section 2.2.4](#).

3.4.4 Les chrétiens

Le DFAT a indiqué que le gouvernement iraquien estimait le nombre de chrétiens vivant en Iraq à 1,4 million en 1987. Les responsables des communautés chrétiennes estiment que ce nombre a chuté à moins de 250 000, en grande partie à cause du niveau élevé de violence auquel la communauté a été confrontée après 2003 et qui a augmenté après l'émergence de l'EIIL depuis 2014¹¹²⁴. Les groupes chrétiens comprennent les catholiques chaldéens (67 % de tous les chrétiens) et l'Église assyrienne de l'Orient (20 %). Parmi les confessions moins nombreuses, on trouve les orthodoxes syriens, les catholiques syriaques, les catholiques arméniens, les orthodoxes arméniens, les anglicans, les évangéliques et autres protestants¹¹²⁵.

La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies note également une diminution importante de la population chrétienne en Iraq, en particulier depuis 2003: «Les communautés chrétiennes ont toujours été prises pour cible en raison de leur foi et de leurs liens perçus avec l'Occident. Après l'invasion de 2003, les attaques contre les communautés chrétiennes ont provoqué l'exode des chrétiens du pays. Les représentants chrétiens ont déclaré que la population avait considérablement diminué, passant de 1,4 million de personnes avant 2003 à quelque 350 000 seulement en 2014»¹¹²⁶. La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies confirme que la population chrétienne en Iraq a encore diminué depuis la mi-2014 avec l'essor de l'EIIL dans les zones de population chrétienne, notamment dans les plaines de Ninive:

«Alors que des endroits comme Mossoul tombaient aux mains de l'EIIL, des milliers de chrétiens se sont enfuis. Ceux qui sont restés ou qui n'ont pas pu fuir ont dû faire

¹¹²⁰ USCIRF, *Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq*, May 2017, [url](#), p. 35.

¹¹²¹ Human Rights Watch, *Iraq: KRG Restrictions Harm Yezidi Recovery - Disproportionate Limits on Goods Entering, Leaving Sinjar*, 4 December 2016, [url](#).

¹¹²² UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), pp. 12-13.

¹¹²³ NRC, *Close to 200,000 Yazidis remain displaced*, 13 November 2018, [url](#).

¹¹²⁴ Australia, *DFAT Country Information Report Iraq*, 9 October 2018, [url](#), p. 14.

¹¹²⁵ Australia, *DFAT Country Information Report Iraq*, 9 October 2018, [url](#), p. 14.

¹¹²⁶ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 10.

face à des demandes de paiement d'argent pour leur protection, tandis que d'autres ont été obligés de se convertir ou risquaient d'être exécutés s'ils ne respectaient pas ces demandes. Les biens chrétiens ont été marqués d'un "N" arabe (pour Nusairi, le mot utilisé dans le Coran pour désigner les chrétiens) et ont ensuite été saisis, et les chrétiens ont reçu l'ultimatum de quitter la ville avant le 19 juillet 2014 sous peine d'être exécutés»¹¹²⁷.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a souligné que la plupart des chrétiens en Iraq avaient déjà fui avant l'avancée de l'EIL en 2014. La majorité d'entre eux vivent désormais dans la RKI, en particulier dans un quartier chrétien d'Erbil appelé Ankawa. De nombreux chrétiens d'Iraq «n'ont aucun espoir de survivre en dehors de cette enclave»¹¹²⁸. En ce qui concerne la population chrétienne de la RKI, le DFAT note que les violences à l'encontre des chrétiens dans la région du Kurdistan sont moins fréquentes, mais que les chrétiens de la région sont toujours victimes de discrimination prenant la forme d'une intimidation et du refus de l'accès aux services¹¹²⁹. Des ONG chrétiennes ont signalé que certains musulmans menacent et harcèlent des femmes et des filles parce qu'elles refusent de porter le hijab ou n'adhèrent pas aux interprétations strictes des normes islamiques concernant le comportement en public¹¹³⁰.

La commission américaine sur la liberté religieuse dans le monde a indiqué que le GRK déploie des efforts particuliers pour subvenir aux besoins des chrétiens, y compris des personnes déplacées de confession chrétienne. Cependant, les chrétiens assyriens ont dénoncé des appropriations de terres par des Kurdes de souche, qui auraient pu avoir lieu avec la «bénédiction ou le consentement tacite» des responsables kurdes¹¹³¹. Les plaintes concernant l'appropriation de terres chrétiennes par des Kurdes de souche existent depuis longtemps et proviennent principalement des gouvernorats de Dohuk et d'Erbil¹¹³². Le MERI a fait observer que la loi n° 5 promulguée en 2015 par le Parlement du Kurdistan traite de l'appropriation des terres chrétiennes. Toutefois, la loi n'est pas encore entrée en vigueur¹¹³³.

Les minorités religieuses ont déclaré que «la conversion forcée était le résultat de facto de la loi sur la carte d'identité nationale qui oblige les enfants dont un seul parent est musulman, même ceux nés d'un viol, à être enregistrés comme musulmans»¹¹³⁴. Les chrétiens ont dénoncé le fait que, dans certains cas, «des familles qui étaient officiellement enregistrées comme musulmanes mais qui pratiquaient le christianisme ont fui pour éviter d'enregistrer leurs enfants comme musulmans ou pour que ces derniers ne se retrouvent pas sans papiers, ce qui affecterait leur admissibilité aux prestations gouvernementales»¹¹³⁵.

¹¹²⁷ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 10.

¹¹²⁸ Lattimer, M., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 20.

¹¹²⁹ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 15.

¹¹³⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹³¹ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 17.

¹¹³² USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 38.

¹¹³³ Wirya, K. and Fawaz, L., The Christians – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, September 2017, [url](#), p. 11.

¹¹³⁴ USDOS, Rapport 2017 sur la liberté religieuse dans le monde - Iraq, 29 mai 2018, [lien](#).

¹¹³⁵ USCIRF, United States Commission on International Religious Freedom 2018 Annual Report; Country Reports: Tier 2 Countries: Iraq, April 2018, [url](#), p. 5.

Pour de plus amples informations sur la prise des chrétiens pour cible par les acteurs étatiques et les groupes affiliés, voir la [section 1.13](#).

Pour de plus amples informations sur la prise des chrétiens pour cible par l'EIIL, voir la [section 2.2.3](#).

3.4.5 Assyriens

Les Assyriens constituent un groupe ethno-religieux distinct en Iraq qui est principalement concentré dans les plaines de Ninive dans le nord de l'Iraq¹¹³⁶. Descendants d'anciens peuples mésopotamiens, les Assyriens parlent araméen et appartiennent à l'une des quatre églises suivantes: chaldéenne (uniate), nestorienne, jacobite ou syrienne orthodoxe, et syrienne catholique¹¹³⁷. La population des Assyriens vivant en Iraq était estimée à 300 000 personnes avant l'invasion de l'EIIL¹¹³⁸.

Des accusations d'appropriations de terres aux dépens des chrétiens, en particulier des chrétiens assyriens, ont été signalées dans certaines parties de la RKI, comme les zones rurales du gouvernorat de Dohuk, de Zhakho et de la vallée de Nahla¹¹³⁹. Selon un rapport de l'USCIRF de 2017, 42 empiétements dans les villages de la vallée de Nahla ont été signalés par des chrétiens assyriens ces dernières années¹¹⁴⁰. Les appropriations de terres sont attribuées à des conflits de longue date compliqués par les déplacements de population et les réinstallations, la construction illégale par de puissants fonctionnaires ou entreprises locales, et comme un moyen de museler les activités politiques des Assyriens et d'obtenir leur soutien des partis Kurdes¹¹⁴¹.

Selon un rapport de MRG de 2018, les chrétiens chaldéo-assyriens «sont confrontés à une discrimination permanente dans l'accès à l'emploi en raison de stéréotypes de longue date à leur sujet et du fait qu'ils n'appartiennent pas aux grands blocs politiques»¹¹⁴². Le manque de débouchés économiques, la répression des activités politiques et l'impression que les autorités iraqiennes sont incapables de fournir une protection adéquate ont entraîné une augmentation de l'émigration des Assyriens depuis le début de l'offensive menée par l'EIIL¹¹⁴³.

L'avancée de l'EIIL en 2014 a provoqué le déplacement d'un grand nombre d'Assyriens de Mossoul et des plaines de Ninive ainsi que «la destruction de leur patrimoine historique, culturel et religieux»¹¹⁴⁴. Sous le régime de Saddam Hussein, les villes et villages assyriens ont été pris pour cible pendant la campagne militaire d'al-Anfal contre le Kurdistan dans le nord de l'Iraq entre 1986 et 1989, et de nouveau pendant la guerre civile ethnique et sectaire après

¹¹³⁶ World Watch Monitor, Iraq's Assyrian Christians: persecution and resurgence, 8 April 2018, [url](#).

¹¹³⁷ MRG, Assyrians, November 2017, [url](#).

¹¹³⁸ World Watch Monitor, Iraq's Assyrian Christians: persecution and resurgence, 8 April 2018, [url](#).

¹¹³⁹ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 17; UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 15;

¹¹⁴⁰ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 38.

¹¹⁴¹ MRG, Assyrians, November 2017, [url](#); USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), pp. 17, 18, 38.

¹¹⁴² MRG, published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Alternative Report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD); Review of the Periodic Report of Iraq, 2018, [url](#), paragraph 11.

¹¹⁴³ MRG, Assyrians, November 2017, [url](#); USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 38.

¹¹⁴⁴ MRG, Assyrians, November 2017, [url](#).

l'invasion américaine de 2003¹¹⁴⁵. D'après le DFAT, «de nombreux Assyriens affirment que les Kurdes se sont appropriés leurs terres sous le régime du parti Baas entre 1968 et 2003».¹¹⁴⁶

3.4.6 Chabaks

Vivant en grande partie dans les plaines de Ninive, les Chabaks constituent un groupe ethnique distinct dont le nombre est estimé entre 200 000 et 500 000¹¹⁴⁷. Selon l'USCIRF, les Chabaks sont un groupe ethno-religieux composé de trois tribus: les Hariri, les Gergeri et les Mawsili, dont la majorité sont chiites¹¹⁴⁸. Selon MRG, les Chabaks «ont été victimes de certains des pires cas de violence à grande échelle de ces dernières années, et environ 1 300 personnes ont été tuées depuis 2003». «Des attaques répétées de grande ampleur» ont été perpétrées contre des villages chabaks, et des fidèles ont été pris pour cible au cours de rituels religieux. L'avancée de l'EIIL a engendré des enlèvements et des exécutions pour ceux qui refusaient de se conformer aux ordres de l'EIIL, et les propriétés chabaks ont été marquées d'un «R» pour *Rafida*, désignant les chiites et les autres religions qui ont rejeté l'interprétation islamique de l'EIIL. En plus d'être confrontés à la violence de l'EIIL, ils ont été la cible de mesures visant à modifier par la force l'équilibre démographique dans leur région en faveur des Arabes ou des Kurdes¹¹⁴⁹. Les représentants consultés par la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont également décrit le traitement réservé aux Chabaks, et plus récemment depuis 2014 par l'EIIL:

«Les biens de Chabaks à Mossoul ont été marqués d'un "R" arabe signifiant "Rafida", un terme utilisé pour désigner les musulmans chiites et d'autres religions qui ont "rejeté" son interprétation de l'islam. Des Chabaks qui refusaient de se conformer aux ordres de l'EIIL auraient été exécutés. En août 2014, environ 60 villages Chabaks étaient sous le contrôle de l'EIIL, des rapports faisant état de massacres et d'enlèvements de civils chabaks. Les dirigeants ont indiqué que 7 000 familles chabaks déplacées à l'intérieur de leur région avaient fui Mossoul après sa chute»¹¹⁵⁰.

Selon un rapport de l'USDOS de 2018, la loi de 2015 sur la carte d'identité nationale a empêché les Chabaks de «s'identifier à leur groupe religieux et ethnique et d'être officiellement reconnus par le gouvernement par la délivrance de documents officiels»¹¹⁵¹.

L'USCIRF a indiqué que la communauté chabak se trouvait dans une zone qui fait l'objet d'un différend entre Erbil et Bagdad. Les luttes de pouvoir entre les deux gouvernements ont eu des répercussions négatives sur les Chabaks et «ceux-ci ont subi d'énormes pressions (et même des harcèlements) de la part du GRK pour s'assimiler et se déclarer Kurdes»¹¹⁵². Les

¹¹⁴⁵ MRG, Assyrians, November 2017, [url](#); World Watch Monitor, Iraq's Assyrian Christians: persecution and resurgence, 8 April 2018, [url](#).

Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 15.

¹¹⁴⁷ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

¹¹⁴⁸ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 24.

¹¹⁴⁹ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, October 2014, [url](#), pp. 13-14.

¹¹⁵⁰ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

¹¹⁵¹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁵² USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 24.

Chabaks opposés au GRK, en particulier, ont été la cible de violences politiques¹¹⁵³. Le MERI a fait observer que des membres de la communauté chabak avaient rejoint des groupes armés, les Chabaks sunnites se joignant aux peshmergas et les chiites aux UMP. Bien que les relations sociales entre les Chabaks sunnites et chiites aient toujours été bonnes, les membres de la communauté se méfient des éventuels futurs conflits, d'autant plus que les tensions sur les territoires contestés augmentent¹¹⁵⁴.

3.4.7 Kaka'e

Selon la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, «les kaka'e sont ethniquement associés aux Kurdes tout en conservant une identité religieuse distincte»¹¹⁵⁵. Les kaka'e sont parfois considérés comme une branche de la foi chiite, bien qu'en plus des croyances chiites, la religion comprenne également des éléments du zoroastrisme¹¹⁵⁶. Selon les représentants, les kaka'e comptaient quelque 200 000 personnes dispersées dans différentes régions, la plupart au Kurdistan iraquien. Les représentants ont en outre déclaré que les kaka'e avaient subi des persécutions de longue date, notamment sous le régime de Saddam Hussein, les terres et villages ayant été confisqués et donnés aux populations arabes. Selon les représentants de la communauté, quelque 300 kaka'e ont été tués par l'EIL à Mossoul et dans d'autres régions en raison de leur identité religieuse. L'EIL a également pris le contrôle d'une vaste zone normalement occupée par les kaka'e. Tous les kaka'e qui vivaient auparavant à Mossoul et dans les plaines de Ninive seraient devenus des personnes déplacées à l'intérieur du Kurdistan¹¹⁵⁷. Peu d'entre eux sont retournés à Ninive après sa libération en 2018¹¹⁵⁸.

L'USDOS a indiqué qu'en dehors de la RKI, les kaka'e sont un «groupe religieux non reconnu», notant que la loi ne prévoit pas de sanctions pour sa pratique, mais que les contrats signés par des groupes religieux non reconnus ne sont «ni légaux ni admissibles comme preuve devant un tribunal»¹¹⁵⁹.

Pour de plus amples informations sur la prise des kaka'e pour cible par l'EIL, voir la [section 2.2.5](#).

3.4.8 Sabéens-Mandéens

Considérée comme l'une des plus petites communautés religieuses d'Iraq, avec un nombre estimé à moins de 5 000 membres, l'ONU écrit que «leur langue, leur culture et leur religion sont considérées comme étant menacées d'extinction en Iraq»¹¹⁶⁰. Selon le DFAT, la plupart des Sabéens-Mandéens vivent dans le sud de l'Iraq, y compris à Bassora et dans les gouvernorats de Dhi Qar et Maysan, mais un petit nombre d'entre eux vivent à Bagdad et dans

¹¹⁵³ USCIRF, *Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq*, May 2017, [url](#), pp. 41-42.

¹¹⁵⁴ van Zoonen, D. and Wirya, K., *The Shabaks - Perceptions of reconciliation and conflict*, Middle East Research Institute, August 2017, [url](#), p. 13.

¹¹⁵⁵ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 10.

¹¹⁵⁶ MRG, *Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS*, 7 June 2017, [url](#), p. 9.

¹¹⁵⁷ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 10.

¹¹⁵⁸ USDOS, *2017 Report on International Religious Freedom – Iraq*, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁵⁹ USDOS, *2017 Report on International Religious Freedom – Iraq*, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁶⁰ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1]*, 9 January 2017, [url](#), p. 11.

la région du Kurdistan¹¹⁶¹. Selon la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies, ces personnes «ont été victimes de violences de la part de groupes islamiques chiites et sunnites et continuent d'être activement visées. De nombreuses attaques ont été perpétrées contre des membres de la communauté, leurs biens et leurs lieux de culte, y compris des assassinats ciblés d'individus»¹¹⁶². L'ONU écrit que «les Sabéens-Mandéens ont fui les zones contrôlées par l'EIL et sont devenus des déplacés à l'intérieur du pays», alors que beaucoup d'autres auraient quitté le pays¹¹⁶³.

Dans leur rapport du MERI de juillet 2017, Dave van Zoonen et Khogir Wirya ont noté que des crimes contre les Sabéens-Mandéens ont été commis «en toute impunité» et que lorsque le gouvernement n'a plus été en mesure d'assurer leur sécurité, les Sabéens-Mandéens ont versé de l'argent aux tribus et milices afin d'obtenir une certaine protection, constatant ce phénomène à Missan, Bagdad et Bassora. Néanmoins, ils ont fait l'objet d'extorsions et de pressions pour se conformer aux principes islamiques en soutenant financièrement les rituels, les défilés et les manifestations publiques chiites, notamment pendant les fêtes islamiques. Le refus de participer à de telles manifestations sociétales risquait, selon le MERI, de priver les Sabéens-Mandéens de leurs droits au sein de la communauté locale¹¹⁶⁴.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a expliqué que les Sabéens-Mandéens étaient considérés comme riches car ils étaient associés au commerce de bijoux. C'est pour cette raison qu'ils sont devenus la cible d'extorsions de la part de groupes extrémistes et de bandes criminelles¹¹⁶⁵. Surtout à Bagdad, les membres de la communauté sabéenne-mandéenne sont souvent associés à la richesse, car beaucoup de leurs membres travaillent dans le domaine de la bijouterie et de l'orfèvrerie. En outre, il est interdit aux Sabéens-Mandéens de recourir aux armes, même en cas de légitime défense. Ainsi, les membres de la communauté ont été tout particulièrement victimes de vols dans leurs orfèvreries et bijouteries. En outre, des membres de la communauté ont été tués, enlevés et torturés¹¹⁶⁶.

D'après le MERI, les Sabéens-Mandéens interrogés qui ont fui vers la RKI ont indiqué que la «désintégration de l'État de droit dans le reste de l'Iraq» était, selon eux, le motif principal des attaques perpétrées à leur encontre. Contrairement à d'autres régions de l'Iraq, dans la RKI, ils ont déclaré ne pas se sentir menacés dans l'immédiat par les groupes extrémistes religieux, mais bien se heurter à une série d'autres défis. Étant arabophones, le MERI a également constaté que les deux tiers des Sabéens-Mandéens interrogés se heurtaient à une barrière linguistique lorsqu'ils interagissaient avec la majorité kurde, et qu'ils étaient victimes de racisme et parfois de discrimination ou de violence verbale parce qu'ils étaient considérés

¹¹⁶¹ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 15.

¹¹⁶² UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

¹¹⁶³ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 11.

¹¹⁶⁴ van Zoonen, D. and Wirya, K., The Sabeen-Manaeans – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, July 2017, [url](#), p. 8.

¹¹⁶⁵ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 20.

¹¹⁶⁶ van Zoonen, D. and Wirya, K., The Sabeen-Manaeans – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, July 2017, [url](#), pp. 5-8; MRG, Iraq: Current issues, May 2018, [url](#); Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 20.

comme des «Arabes du sud». Déplacée à l'intérieur de la RKI et disposant d'un réseau social faible, la communauté n'a pas accès à l'emploi et aux débouchés économiques¹¹⁶⁷.

Les Sabéens-Mandéens sont victimes de discrimination et de stéréotypes négatifs dans tous les aspects de la vie publique. Par exemple, plusieurs rapports suggèrent que certains Iraquiens refusent de partager de la nourriture ou de boire dans le même verre qu'un Sabéen-Mandéen. Ces facteurs, combinés aux effets de l'avancée de l'EIIL, continuent de pousser les Sabéens-Mandéens à quitter l'Iraq¹¹⁶⁸. L'USDOS a en outre signalé que certains Sabéens-Mandéens, ainsi que des chrétiens, affirmaient qu'ils étaient confrontés à une discrimination qui limitait leurs possibilités économiques. Un exemple d'une telle discrimination est la mise en œuvre par le gouvernement iraquien d'une interdiction de la consommation d'alcool dans de nombreuses régions du pays qui a affecté les entreprises gérées par ces groupes¹¹⁶⁹. Ils ont continué de signaler des menaces, des abus et des vols en 2017¹¹⁷⁰.

Jean-Baptiste est le prophète au centre de la religion sabéenne-mandéenne, et l'eau courante est essentielle pour certains rituels religieux¹¹⁷¹. Malgré une situation sécuritaire vulnérable, AP News a rapporté, en octobre 2018, qu'un groupe de Sabéens-Mandéens à Bagdad disposent d'une portion du Tigre réservée où ils célèbrent une cérémonie religieuse chaque dimanche en tenue blanche¹¹⁷².

3.4.9 Bahá'í

Le nombre de membres de la communauté bahá'ie n'est pas connu avec précision en raison du manque d'informations et de la crainte de révéler sa foi du fait d'une «discrimination historique et généralisée». On estime à moins de 2 000 le nombre de membres, selon un rapport de l'ONU de 2017. Les personnes adhérant à la foi bahá'ie ont été «particulièrement opprimées» par le régime du parti Baas à partir du début des années 1970. À l'époque, l'ONU rapportait que la religion était interdite, que «les biens bahá'is avaient été confisqués et que les membres de la communauté risquaient la prison ou l'exécution»¹¹⁷³. L'ONU indiquait également que le règlement n° 358 de 1975 interdisait la délivrance de cartes d'identité nationales aux bahá'is, ce qui leur refusait l'enregistrement des naissances et des mariages, les passeports, les possibilités d'emploi, l'accès aux universités, la vente et l'achat de logements et de biens. Bien que ce règlement ait été abrogé en 2008, les bahá'is signalent qu'il leur est toujours difficile de changer leur carte d'identité pour indiquer leur religion et qu'ils devaient inscrire «musulman» sur leurs documents d'identité¹¹⁷⁴. Selon l'USDOS, les bahá'is ne peuvent toujours pas inscrire leur foi sur leur carte d'identité et ils sont exposés au «risque de devenir apatrides»¹¹⁷⁵. MRG a déclaré que les minorités iraqiennes, notamment les bahá'is, ont été «particulièrement ciblées» depuis le début du conflit intérieur en Iraq avec l'émergence de l'EIIL en 2014¹¹⁷⁶.

¹¹⁶⁷ van Zoonen, D. and Wirya, K., The Sabeen-Manaeans – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, July 2017, [url](#), p. 10.

¹¹⁶⁸ MRG, Iraq: Sabian Mandaean, [url](#).

¹¹⁶⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁷⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁷¹ MRG, Iraq: Sabian Mandaean, [url](#).

¹¹⁷² AP, Water pollution in Iraq threatens Mandaean religious rites, 17 October 2018, [url](#).

¹¹⁷³ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 9.

¹¹⁷⁴ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 9.

¹¹⁷⁵ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹¹⁷⁶ MRG, Iraq: Current issues, May 2018, [url](#).

Selon MRG,

«De nombreux baha'is n'ont toujours pas de papiers d'identité ou ont une carte d'identité indiquant qu'ils sont musulmans. Sans pièce d'identité, les baha'is n'ont pas accès aux droits et aux services liés à la citoyenneté comme l'éducation, la propriété et les soins médicaux. La majorité des mariages baha'is ne sont pas enregistrés officiellement, de sorte que les enfants issus de ces mariages ne peuvent pas obtenir de papiers d'identité. Les baha'is ne bénéficient d'aucune reconnaissance ou mesure particulière en vertu de la Constitution iraquienne, mais ils sont reconnus comme une minorité religieuse par le ministère des dotations et des affaires religieuses du gouvernement régional du Kurdistan»¹¹⁷⁷.

3.4.10 Zoroastriens

Le zoroastrisme est l'une des plus anciennes religions du monde. Elle a disparu d'Iraq pendant des siècles¹¹⁷⁸. Il n'existe pas de données fiables sur le nombre de personnes qui adhèrent à cette communauté, étant donné que les documents d'identité irakiens mentionnent souvent le statut de musulman¹¹⁷⁹. Dans un article de décembre 2017, le représentant politique des zoroastriens kurdes a déclaré qu'«environ 4 000 personnes dans la province d'Erbil ont rempli des formulaires exprimant leur volonté de se convertir au zoroastrisme¹¹⁸⁰». Dans un rapport de Rudaw datant de 2015, il est indiqué que le mouvement affirme qu'il compte 100 000 partisans au Kurdistan irakien¹¹⁸¹. Le zoroastrisme est reconnu en vertu de la loi n° 5 de 2015 sur la protection des éléments constitutifs du Kurdistan irakien, qui a permis la création officielle du centre culturel et patrimonial zoroastrien et la nomination d'un représentant officiel auprès du ministère irakien des dotations et des affaires religieuses¹¹⁸².

Présents principalement à Dohuk et à Souleimaniye, les zoroastriens jouissent d'une plus grande reconnaissance au Kurdistan que dans les autres régions de l'Iraq. Les zoroastriens affirment qu'un nombre croissant de musulmans kurdes se convertissent au zoroastrisme. Selon certains rapports, ces conversions ont entraîné une incitation à la haine et à la diffamation de la part de religieux sunnites. D'éminents adeptes du zoroastrisme ont fait état de menaces et de harcèlement de la part de groupes islamiques¹¹⁸³. Selon Niqash, la renaissance du zoroastrisme dans la région semi-autonome du Kurdistan irakien est en partie due à ses racines kurdes profondes – il a été fondé par Zoroastre, également connu sous le nom de Zarathoustra, qui est né dans la partie kurde de l'Iran. Niqash note en outre que le nombre de convertis est inconnu¹¹⁸⁴.

D'éminents adeptes du zoroastrisme ont fait état de menaces et de harcèlement de la part de groupes islamiques¹¹⁸⁵. En 2017, Rudaw a rapporté qu'un prédicateur islamique kurde d'Erbil

¹¹⁷⁷ MRG (Minority Rights Group International), Baha'i, November 2017, [url](#)

¹¹⁷⁸ Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, [url](#).

¹¹⁷⁹ Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, [url](#).

¹¹⁸⁰ Niqash, Cross-cultural love: what happens when a Christian falls in love with a Muslim, 14 December 2017, [url](#).

¹¹⁸¹ Rudaw, Zoroastrian faith returns to Kurdistan in response to ISIS violence, 2 June 2015, [url](#).

¹¹⁸² Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, [url](#).

¹¹⁸³ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 20.

¹¹⁸⁴ Niqash, The One, True Kurdish Prophet? Thanks To Extremism, Iraqis Revive Ancient Religion, 28 May 2015, [url](#).

¹¹⁸⁵ USCIRF, Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, [url](#), p. 20.

aurait publié un décret stipulant que tous les convertis à la foi zoroastrienne devaient être tués, ce qui a suscité de vives réactions chez certains membres de la communauté qui ont déposé une plainte légale¹¹⁸⁶. En outre, la conversion d'un musulman à une autre religion est une infraction pénale en vertu de la loi iraquienne sur le statut personnel¹¹⁸⁷. Dans une entrevue avec *the New Arab*, des membres de la communauté religieuse ont déclaré qu'ils n'étaient pas acceptés par tout le monde dans la RKI, et une femme zoroastrienne a indiqué que les membres de la communauté étaient victimes de discrimination et de menaces (notamment de mort)¹¹⁸⁸. Selon le chef spirituel des zoroastriens iraqiens, Peer Luqman Haji, qui administre les « conversions de musulmans », la conversion n'est « pas un terme exact en soi », notant que de très nombreux Kurdes « revenaient à la religion » du zoroastrisme¹¹⁸⁹.

3.4.11 Bidounes

Dans son rapport de 2017 sur les pratiques en matière de droits de l'homme, l'USDOS décrit les Bidounes comme les descendants d'individus qui n'ont jamais reçu la citoyenneté iraquienne lors de la fondation de l'État, vivant en nomades dans le désert à proximité ou au sud des gouvernorats de Bassora, Dhi Qar et Qadisiyah. Ils demeurent sans papiers et apatrides. En 2006, leur nombre était estimé à 54 500¹¹⁹⁰.

Dans un rapport de mai 2013, l'IILHR a fait observer que les Bidounes d'Iraq se composent de nombreuses tribus, petites et grandes, vivant une vie nomade traditionnelle, mais que beaucoup ont développé une vie plus sédentaire. Un recensement gouvernemental de 1997, peu fiable, a estimé leur nombre à 100 000. Les Bidounes vivaient sur tout le territoire iraquien, mais ils seraient principalement concentrés à l'ouest et au sud du pays; un grand nombre d'entre eux vivaient dans la périphérie de Nassiriya (gouvernorat de Dhi Qar)¹¹⁹¹.

Dans un rapport de 2018, le DFAT a indiqué que les Bidounes apatrides « n'ont pas accès à de nombreux services et possibilités d'emploi dans le secteur public, et qu'ils ne peuvent pas enregistrer des terres en leur propre nom, signer des contrats de location ou hériter de biens »¹¹⁹². Les naissances et les décès des Bidounes apatrides ne sont généralement pas enregistrés par le gouvernement¹¹⁹³.

La communauté bidoune est confrontée à un taux élevé de pauvreté et à des conditions de vie précaires. Elle dispose d'un accès limité à l'éducation et aux services tels que l'eau potable, l'électricité et un logement adéquat. Les membres de la communauté gagnent généralement de l'argent en vendant des ordures et en s'occupant du bétail des autres. Comme de nombreux Iraquiens considèrent les Bidounes comme des voyageurs qui n'ont pas besoin de documents de citoyenneté ou de protection pour d'autres droits, les Bidounes ont longtemps été considérés comme apatrides. « Cependant, la communauté ne semble pas être confrontée de jure à des obstacles à l'accès à la citoyenneté, à l'identité ou à d'autres documents. » Bien que le HCR ait constaté lors d'une visite auprès des membres de la communauté bidoune de

¹¹⁸⁶ Rudaw, Converts must die: Kurdistan's Zoroastrians outraged by Islamic preacher, 5 February 2017, [url](#).

¹¹⁸⁷ Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, [url](#).

¹¹⁸⁸ New Arab (The), The quest for identity: How Kurds a rediscovering Zoroastrianism, 5 February 2018, [url](#).

¹¹⁸⁹ Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, [url](#).

¹¹⁹⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹¹⁹¹ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 69-71.

¹¹⁹² Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 23.

¹¹⁹³ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 23.

Dhi Qar que toutes les familles interrogées possédaient des documents de nationalité et d'identité, on sait peu de choses sur la situation des Bidounes ailleurs en Iraq¹¹⁹⁴.

Human Rights Watch a fait remarquer qu'après l'invasion du Koweït par l'Iraq, de nombreux Bidounes ont fui le Koweït pour se réfugier en Iraq et n'ont par la suite plus pu y retourner¹¹⁹⁵. Dans un courriel adressé en 2010 au tribunal de réexamen des réfugiés (*Refugee Review Tribunal*) du gouvernement australien, le HCR a indiqué que le régime de Saddam Hussein avait été relativement généreux en leur accordant la citoyenneté, considérant que ceux qui avaient été expulsés du Koweït étaient favorables au régime iraquien. Cependant, la majorité des Bidounes n'ont pas obtenu la nationalité iraquienne. Le HCR a indiqué que

«les Bidounes ne possèdent pas de carte d'identité iraquienne, de certificat de nationalité ou de carte PDS (*Public Distribution System*), leurs enfants ne sont pas enregistrés et n'ont pas accès aux services de santé, ils se marient selon leurs coutumes tribales et ne font pas enregistrer leur mariage, ils résolvent également leurs conflits internes selon ces mêmes coutumes. Ils vivent dans des conditions précaires et n'ont que des tentes comme abri. Ces Bidounes semblent ignorer qu'il leur est possible de régulariser leur situation, tandis que d'autres ont rejeté la nationalité iraquienne et continuent de revendiquer leurs origines koweïtiennes et leurs droits au Koweït»¹¹⁹⁶.

L'IILHR¹¹⁹⁷ et la rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies ont fait état d'un manque inquiétant d'informations sur la situation de la communauté bidoune en Iraq¹¹⁹⁸.

3.4.12 Kurdes fayli

MRG a déclaré qu'environ 1,5 million de Kurdes fayli vivent en Iraq¹¹⁹⁹, tandis que l'USCIRF estime la population de Kurdes fayli résidant en Iraq à 2,5 millions¹²⁰⁰.

Dans un rapport de mai 2013, l'IILHR a précisé que les Kurdes fayli sont une communauté musulmane chiite vivant principalement à Bagdad, dans le centre de l'Iraq et dans le sud, dans les zones frontalières entre l'Iraq et l'Iran des deux côtés des monts Zagros, et ce, depuis des siècles. On estime qu'un million de Kurdes fayli vivent actuellement dans la région du grand Bagdad. Sous l'ancien régime baasiste, les Kurdes fayli ont été confrontés à une «marginalisation systématique» et à une discrimination ciblée de l'État. Accusés d'être des agents de l'Iran, les Kurdes fayli ont été déchus de leur citoyenneté et 300 000 d'entre eux ont été renvoyés en Iran. Selon certaines sources, la «persécution» des Kurdes fayli sous l'ère du Baas a largement diminué depuis 2003, ce qui a entraîné le retour de nombreux Kurdes fayli

¹¹⁹⁴ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 69-71.

¹¹⁹⁵ Human Rights Watch, Prisoners of the Past: Kuwaiti Bidun and the Burden of Statelessness, 13 June 2011, [url](#), p.14

¹¹⁹⁶ Australia, Refugee Review Tribunal, Country advice: Iraq – IRQ37184- Bidoons – UNHCR advice, 9 September 2010, [url](#).

¹¹⁹⁷ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), p. 69.

¹¹⁹⁸ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 13.

¹¹⁹⁹ MRG, Iraq. Faili Kurds, November 2017, [url](#).

¹²⁰⁰ USCIRF, Wilting in the Kurdish Sun. The Hopes and Fears of Religious Minorities in Northern Iraq, May 2017, available at: [url](#), p. 27.

en Iraq. Bien que leur droit à la nationalité ait été rétabli en 2006, la procédure d'obtention de documents de nationalité et de restitution des biens perdus serait lourde¹²⁰¹. De même, le DFAT a indiqué qu'une législation visant à rétablir la citoyenneté est en place, mais que le processus «peut être complexe sur le plan administratif si une personne ne dispose pas de documents suffisants pour prouver son origine iraquienne»¹²⁰².

Le ministère iraquien des déplacements et des migrations a affirmé en 2013 que 97 % des Kurdes fayli avaient récupéré leur nationalité¹²⁰³. Toutefois, MRG a souligné que ces chiffres n'ont pas été démontrés¹²⁰⁴, et s'est référé aux statistiques au ministre de l'immigration montrant qu'entre avril 2003 et 2013, seuls 16 580 Kurdes fayli avaient retrouvé leur nationalité et seulement 6 853 étaient en possession de documents d'identification nationale, alors que la population estimée était d'au moins 150 000 Kurdes fayli dénaturalisés sous le régime baasiste¹²⁰⁵. En 2014, la même source estimait qu'il était probable que des centaines de familles de Kurdes fayli restent apatrides¹²⁰⁶.

Le DFAT, se référant à des «sources locales», a signalé que les Kurdes fayli étaient victimes de discrimination sociale et que les communautés dominées par d'autres groupes ethniques ou religieux avaient tendance à ne pas accueillir les Kurdes fayli, ni d'autres minorités religieuses et ethniques¹²⁰⁷. Selon la fondation Al-Khoei, une organisation non gouvernementale chiite, les «Kurdes fayli ont été persécutés sans répit par l'EIL, notamment par la destruction de leurs lieux de culte». Des milliers de personnes ont été déplacées et ont cherché refuge à Dohuk, Arbil, Nadjaf et Kerbala¹²⁰⁸. Selon le site d'information kurde Rudaw, le harcèlement des Kurdes fayli à Bagdad s'est intensifié après que la région du Kurdistan a fixé une date pour son référendum d'indépendance. En conséquence, un certain nombre d'entre eux se sont installés au Kurdistan¹²⁰⁹.

Selon Rudaw, environ 10 000 Kurdes fayli vivent au Kurdistan¹²¹⁰. En 2017, Rudaw a signalé que le harcèlement des Kurdes fayli à Bagdad s'était intensifié après que la RKI eut fixé une date pour son référendum d'indépendance. En conséquence, un certain nombre d'entre eux se sont installés au Kurdistan¹²¹¹. En mai 2018, une famille kurde (l'homme était un Kurde fayli), a été assassinée dans un quartier de Bagdad. L'article ne mentionne aucun motif pour le meurtre. Cependant, le même article fait référence à une déclaration d'un membre kurde du Parlement iraquien qui, en 2017, avait affirmé que les Kurdes fayli du sud de l'Iraq étaient «de plus en plus menacés aux niveaux gouvernemental et local, où il leur était demandé de renier leur appartenance ethnique»¹²¹².

¹²⁰¹ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 89-95; MRG, Iraq. Faili Kurds, November 2017, [url](#).

¹²⁰² Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 12-13.

¹²⁰³ Ekurd, The displacement ministry restores the nationality to 97% of Faili Kurds, 4 February 2013, [url](#).

¹²⁰⁴ MRG, Iraq. Faili Kurds, November 2017, [url](#).

¹²⁰⁵ MRG, Iraq. Faili Kurds, November 2017, [url](#).

¹²⁰⁶ MRG, From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, October 2014, [url](#), p. 24.

¹²⁰⁷ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 12-13.

¹²⁰⁸ Imam Al-Khoei Foundation, Written statement submitted by the Al-Khoei Foundation, a non-governmental organization in general consultative status; Persecuted Minorities and IDPs in Iraq [25 May 2015] [A/HRC/29/NGO/95], 10 June 2015, [url](#), pp. 3-4.

¹²⁰⁹ Rudaw, Baghdad's Faili Kurds threatened, forced out over referendum, 13 August 2017, [url](#).

¹²¹⁰ Rudaw, In no man's land; Faili Kurds rally for recognition in Erbil, 16 February 2016, [url](#).

¹²¹¹ Rudaw, Baghdad's Faili Kurds threatened, forced out over referendum, 13 August 2017, [url](#).

¹²¹² Kurdistan24, Kurdish family found dead under mysterious circumstances in Baghdad, 6 May 2018, [url](#).

Le service danois de l'immigration a constaté en 2016 que certains Kurdes fayli avaient rejoint une milice chiite qui se heurte souvent aux forces peshmergas. En conséquence, les peshmergas ne protègent pas les Kurdes fayli¹²¹³.

3.4.13 Roms¹²¹⁴

L'IILHR a indiqué que les Roms figurent « parmi les groupes les plus vulnérables, les plus défavorisés et les plus à risque de tous les groupes marginalisés en Iraq ». Également connue sous le terme très péjoratif de « Kawliyah », il n'existe pas de données démographiques précises sur la communauté rom en Iraq, avec des estimations allant de 50 000 à 200 000 membres¹²¹⁵. Selon des estimations de 2017, la population rom est d'environ 100 000 personnes, dont la majorité vit dans la ville de Diwaniya, dans le village d'Al Zuhour (gouvernorat d'Al-Qadisiyah)¹²¹⁶. Ils vivraient également dans des villages et des quartiers isolés autour des grandes villes, notamment Bagdad, Mossoul, Bassora et ailleurs dans le sud de l'Iraq¹²¹⁷.

Dans un article paru en 2018, Reuters rapporte que les Roms en Iraq vivent une « existence précaire », sont « méprisés par de nombreux musulmans » et « à peine tolérés par le reste de la société ». La même source note en outre que « faute d'éducation ou de compétences, ils forment l'un des échelons inférieurs du système social iraquien et ne se voient pas accorder la citoyenneté iraquienne »¹²¹⁸. Les Roms qui n'ont pas la nationalité iraquienne ne peuvent occuper aucun poste politique¹²¹⁹. L'USDOS considère les Roms comme une communauté exposée à l'apatridie en Iraq¹²²⁰.

En 2018, des ONG iraqiennes ont signalé à l'UNCERD que les Roms « souffrent de discrimination et d'exclusion de la part des autorités publiques, y compris du déni de services et d'emploi. Un fort pourcentage d'Iraqiens tsiganes vivent dans des conditions désastreuses, privés d'eau, d'électricité, de soins de santé et d'une alimentation suffisante. Le taux d'analphabétisme est également élevé au sein de la communauté tzigane »¹²²¹.

¹²¹³ Denmark, DIS, The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 43.

¹²¹⁴ Aussi appelés Doms, ou Tsiganes. IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 126-133; Iraqi Al-Amal Association; Al-Namaa Center for Human Rights (Author), published by CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Civil Society Organizations' Report on Racial Discrimination in Iraq, October 2018, [url](#), p. 5.

¹²¹⁵ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 126-133.

¹²¹⁶ Iraqi Al-Amal Association; Al-Namaa Center for Human Rights (Author), published by CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Civil Society Organizations' Report on Racial Discrimination in Iraq, October 2018, [url](#), p. 5.

¹²¹⁷ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 126-133.

¹²¹⁸ Reuters, Children of Iraq's Kawliya return to school after 14 year break, 17 April 2018, [url](#).

¹²¹⁹ Iraqi Al-Amal Association; Al-Namaa Center for Human Rights (Author), published by CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Civil Society Organizations' Report on Racial Discrimination in Iraq, October 2018, [url](#), p. 5.

¹²²⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²²¹ Iraqi Al-Amal Association/Al-Namaa Center for Human Rights, published by CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Civil Society Organizations' Report on Racial Discrimination in Iraq, October 2018, [url](#), p. 2.

Selon l'IILHR, le groupe est confronté à «l'extrême pauvreté, au manque d'éducation et d'accès aux services de base, à l'expulsion et à l'exploitation»¹²²². Depuis 2003, la montée de l'intégrisme islamiste et des groupes militants islamistes a exacerbé la «crise humanitaire et sécuritaire au sein de la communauté»; ils ont été victimes de violences ciblées, de harcèlement, d'agressions et d'exploitation de la part de groupes islamistes et tribaux, forçant de nombreux Roms à quitter leurs lieux d'origine. La même source fait remarquer que «de nombreux Roms restent déplacés à l'intérieur du pays et vivent sur des terres accaparées sans accès à l'eau potable, à l'électricité, à un logement adéquat, aux soins de santé, à une nourriture adéquate, à l'éducation et aux autres services essentiels». Les femmes roms sont exposées à un risque élevé d'agression sexuelle et peu d'enfants roms sont inscrits à l'école¹²²³. MRG fait observer que sous le régime de Saddam Hussein, les Roms étaient forcés de travailler comme artistes du spectacle et dans la prostitution. Pour cette raison, ils sont attaqués de manière ciblée par les milices islamiques depuis 2003¹²²⁴.

La rapporteuse spéciale sur les questions relatives aux minorités auprès du Conseil des droits de l'homme des Nations unies fait état d'un manque inquiétant d'informations sur la situation de la communauté rom en Iraq¹²²⁵.

3.4.14 Juifs

En avril 2018, Reuters a rapporté que le nombre de membres de la communauté juive iraquienne s'était réduit à un tout petit nombre. En 1947, un an avant la naissance d'Israël, la communauté juive iraquienne comptait environ 150 000 membres¹²²⁶. Selon l'USDOS, le nombre de citoyens juifs vivant à Bagdad est «très faible», et les statistiques non officielles du ministère des dotations et des affaires religieuses du GRK estiment que quelque 430 familles juives résident dans la RKI¹²²⁷.

Le *New York Times* rapporte que la communauté juive de Bagdad, autrefois le cœur de la communauté, ne peut même pas rassembler un minyan, les dix hommes juifs requis pour accomplir certains des rituels les plus importants de leur foi. La communauté a même peur de faire connaître son nombre exact, estimé à sept par l'Agence juive pour Israël, et à huit par un religieux chrétien¹²²⁸.

En janvier 2018, ABC News a publié un reportage sur les Juifs restants à Bagdad. La dernière synagogue de Bagdad a été décrite comme probablement «l'endroit le plus secret de tout Bagdad», et la plupart du voisinage ne connaît pas l'existence de la synagogue. Selon l'auteur, personne ne visite la synagogue car il serait trop dangereux pour la communauté de se rassembler en un seul endroit. De plus, le reportage affirmait que la plupart des Juifs restants à Bagdad vivent «à la manière d'Anne Frank», c'est-à-dire en cachette¹²²⁹.

¹²²² IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 126-133.

¹²²³ IILHR, Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, [url](#), pp. 126-133.

¹²²⁴ MRG, Iraq's Minorities: Participation in Public Life, 28 November 2011, [url](#), p. 9.

¹²²⁵ UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017, [url](#), p. 13.

¹²²⁶ Reuters, With Jews largely gone in Iraq, memories survive in Israel, 18 April 2018, [url](#).

¹²²⁷ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²²⁸ New York Times (The), Baghdad Jews have become a fearful few, 1 June 2008, [url](#).

¹²²⁹ ABC News, Vanishing History Baghdad's Last 21 Jews, 30 January 2018, [url](#).

Dans un article de Rudaw, un Juif kurde participant à une exposition d'art à Erbil a été interviewé. Selon l'homme appelé David, il reste environ 700 familles juives dans la région du Kurdistan. Au sujet des attitudes générales, la personne interrogée a déclaré: «Ils nous appellent "Ben Juifs" ou "Fils de Juifs" parce que nous sommes des Juifs mixtes, des Kurdes ou d'autres ethnies». Il a en outre affirmé que les Juifs du Kurdistan gardent leur identité juive dissimulée par crainte d'être persécutés. Les fêtes religieuses sont célébrées dans des maisons privées, et ils se réunissent chaque semaine pour le Shabbat dans des maisons différentes. L'événement culturel auquel la personne interrogée assistait était organisé par de nombreux membres de la communauté juive, mais «ils ne voulaient pas donner leur nom ou leur photo en raison de la situation dangereuse», selon lui¹²³⁰. David a déclaré qu'il ne se sentait pas menacé à Erbil, mais qu'il avait eu des problèmes dans le passé lorsqu'un journaliste avait écrit à son sujet et mis sa photo en ligne. «Quand l'article a été traduit en arabe, ils ont vu mon article à Bagdad [...]. Quand Bagdad a su qu'il y avait des Juifs vivant ici, ils m'ont accusé de travailler avec le Mossad, les renseignements israéliens, et ont émis un mandat d'arrêt contre moi. [...] Bagdad a ordonné que s'ils m'attrapent, ils me coupent les mains et me décapitent»¹²³¹.

Le territoire de l'Iraq comporte de nombreux sites juifs importants, et certaines des personnes expulsées du pays, ainsi que leurs descendants, manifestent un intérêt pour y revenir¹²³². Al-Monitor et Al Arabiya ont fait état d'un certain nombre de Juifs iraqiens en exil qui s'étaient organisés pour demander officiellement le rétablissement de leur citoyenneté iraquienne¹²³³. Haaretz a rapporté que des Juifs iraqiens demandaient des passeports iraqiens à Londres et à Israël en 2017¹²³⁴. Le 2 juin 2018, le leader chiite Muqtada al-Sadr s'est exprimé sur les médias sociaux en faveur du retour des Juifs expulsés d'Iraq. En réponse à une question sur le droit des Juifs de retourner en Iraq, publiée sur l'une de ses plateformes de médias sociaux, le leader chiite a déclaré: «Si leur loyauté va à l'Iraq, ils sont les bienvenus»¹²³⁵.

3.4.15 Palestiniens

La population palestinienne en Iraq est estimée entre 10 000 et 15 000 personnes, dont la majorité réside dans les districts d'al-Baladiyat et de Zafarania à Bagdad, et un plus petit nombre près de Mossoul, Bassora et Souleimaniye¹²³⁶. Selon un rapport du DFAT de 2018, «le gouvernement iraquien ne reconnaît pas les Palestiniens comme réfugiés, même si la législation prévoit une protection pour les Palestiniens, y compris le droit d'accéder aux mêmes services que les autres communautés de réfugiés»¹²³⁷.

Après la chute du gouvernement de Saddam Hussein en avril 2003, les Palestiniens sont devenus la cible d'hostilité et de harcèlement, en particulier de la part des milices armées, «en raison de leur association perçue avec l'ancien régime et de leur traitement préférentiel, ainsi que de leur soutien perçu aux groupes militants sunnites»¹²³⁸, ce qui a conduit des

¹²³⁰ Rudaw, Kurdistan's Jewish community still fears persecution, , 30 November 2018, [url](#).

¹²³¹ Rudaw, Kurdistan's Jewish community still fears persecution, , 30 November 2018, [url](#).

¹²³² The Arab Weekly, 'Remember Baghdad' Tells the story of Iraqi Jews, 8 July 2018, [url](#).

¹²³³ Al-Monitor, Iraqi Jews organizing to regain citizenship, 31 August 2018, [url](#); Al Arabiya, Back to the roots: Iraqi Jews want their citizenship reinstated, 3 September 2018, [url](#).

¹²³⁴ Haaretz, Decades After Fleeing, Iraqi Jews Plan to Return to Their Homeland, , 17 December 2017, [url](#).

¹²³⁵ Al-Monitor, Sadr welcomes return of Iraqi Jews, 11 June 2018, [url](#).

¹²³⁶ Norway, Landinfo/Sweden, Lifos, Palestinians in Iraq, Palestinians in Iraq, 7 March 2014, [url](#), p. 6.

¹²³⁷ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 13

¹²³⁸ UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), p. 1.

milliers de Palestiniens à quitter l'Iraq, principalement vers la Syrie et la Jordanie¹²³⁹. La situation des Palestiniens se serait améliorée entre 2008 et 2012, mais l'escalade de la violence depuis 2014 à la suite des avancées de l'EIL et de la montée des milices chiites a entraîné une détérioration de la sécurité et de la situation des droits de l'homme des Palestiniens¹²⁴⁰.

Dans sa correspondance du 6 décembre 2017 avec l'EASO, le HCR a déclaré ce qui suit:

«En vertu du décret 202 de 2001, les Palestiniens arrivés en Iraq en 1948 devaient être «traités comme des citoyens iraqiens en droits et devoirs», à l'exception du droit d'obtenir la nationalité iraqienne. Les Palestiniens jouissaient néanmoins d'un large éventail de droits en Iraq, notamment le droit de travailler, de posséder des biens immobiliers, d'obtenir des documents de voyage et d'accéder aux soins de santé et à l'éducation publics. Les Palestiniens qui sont arrivés en Iraq en 1967 et plus tard ne bénéficient pas des mêmes droits; cependant, ils ont accès aux services publics et travaillent dans le secteur privé. Après la chute de l'ancien président Saddam Hussein en 2003, la législation susmentionnée est restée en vigueur. Toutefois, malgré les droits reconnus par la loi, dans la pratique, les Palestiniens ont souvent été empêchés depuis lors d'accéder à ces droits ou d'en jouir. Depuis 2003, de nombreux Palestiniens ont été licenciés dans les secteurs public et privé et ont été confrontés à une discrimination généralisée en matière d'accès au marché du travail»¹²⁴¹.

Un rapport du HCR sur les pays d'origine, publié en 2018, note qu'en raison de leur nationalité et du soutien dont ils semblent bénéficier de la part de l'EIL et d'autres groupes armés sunnites, les Palestiniens de Bagdad sont victimes de détention illégale, de rapt, de meurtres, de disparition, de mauvais traitement et de menaces¹²⁴². Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Joost Hiltermann, directeur de programme, Moyen-Orient et Afrique du Nord, à l'International Crisis Group, a fait remarquer sans donner de détails que «les Palestiniens à Bagdad étaient considérés comme étant des alliés de Saddam Hussein et maintenant de l'EIL»¹²⁴³. En 2017, les Palestiniens vivant en Iraq ont exprimé leurs craintes de représailles alors qu'un certain nombre de militants des médias sociaux ont ravivé les accusations selon lesquelles «les Palestiniens ont rejoint l'État islamique (IS) et commettent des attentats-suicides»¹²⁴⁴.

En mars 2018, le HCR a enregistré 69 cas de Palestiniens détenus, dont beaucoup étaient soupçonnés d'activités terroristes, la plupart sans inculpation officielle¹²⁴⁵. En mars 2017, le HCR avait recensé 47 Palestiniens en détention ou portés disparus, dont la majorité étaient détenus par les FSI pour suspicion d'activités terroristes¹²⁴⁶. Faisant observer que la plupart des cas ne sont pas signalés, le HCR a en outre documenté 74 incidents de sécurité impliquant des réfugiés palestiniens entre janvier 2014 et février 2017, dont «26 détentions, trois disparitions, trois enlèvements, cinq meurtres, deux tentatives de meurtre, deux cas de

¹²³⁹ UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), p. 1.

¹²⁴⁰ UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), pp. 1-2

¹²⁴¹ EASO COI Query Response, Iraq: Palestinians in Iraq, 4 January 2018, [url](#).

¹²⁴² UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), p. 2.

¹²⁴³ Hiltermann, J., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 12.

¹²⁴⁴ Al-Monitor, Old fears rise again about Palestinians in Iraq, 29 August 2017, [url](#).

¹²⁴⁵ UNHCR, UNHCR-Kurzinformation zur Situation von PalästinenserInnen im Irak, 27 April 2018, [url](#), p. 4.

¹²⁴⁶ UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), p. 3.

violences physiques, trois cas de violence sexuelle et fondée sur le genre, et 30 cas de menaces de mort»¹²⁴⁷.

Selon un rapport du DFAT de 2018, les Palestiniens «sont confrontés à des problèmes similaires à ceux d'autres communautés de réfugiés et de personnes déplacées en Iraq, comme le fait d'être la cible de groupes armés et les difficultés de subsistance, comme les coûts de location excessifs. Les Palestiniens ont signalé des mauvais traitements infligés par les autorités, bien que le nombre et la gravité de ces allégations aient nettement diminué depuis 2006»¹²⁴⁸. Des abus commis par des milices et d'autres acteurs non étatiques, tels que la confiscation de biens ou des expulsions, ont également été signalés. En raison du risque d'arrestations arbitraires aux points de contrôle, de nombreux Palestiniens restent à Al-Baladiyat, ce qui entrave leur accès à l'éducation et au marché du travail¹²⁴⁹. L'USDOS a noté que des groupes confessionnels, des extrémistes, des criminels et, dans certains cas présumés mais non vérifiés, des forces gouvernementales ont attaqué et détenu des réfugiés, notamment des Palestiniens¹²⁵⁰. Le rapport par pays de 2016 du ministère néerlandais des affaires étrangères indique que les Palestiniens sont confrontés à la violence des milices, notamment des enlèvements et des aveux forcés après leur arrestation¹²⁵¹.

3.5 Ciblage fondé sur le genre

Selon le rapport de la Bertelsmann Stiftung¹²⁵² BTI 2018 - Iraq, «les normes sociales patriarcales conservatrices et la domination des valeurs religieuses dans les communautés en Iraq constituent des obstacles à la participation effective des femmes dans divers aspects de la vie sociale»¹²⁵³. Dans un rapport de novembre 2015, MRG note que, dans un contexte de conflit armé et de violence sectaire croissante, «les violences contre les femmes en Iraq sont en premier lieu perpétrées par la famille»¹²⁵⁴. Dans un rapport de mars 2014, le Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes des Nations unies s'inquiète de la persistance d'attitudes et de stéréotypes patriarcaux profondément enracinés à l'égard des rôles et responsabilités des femmes, qui sont discriminatoires à leur égard et perpétuent leur subordination dans la famille et la société, et qui ont été exacerbés par les divisions confessionnelles et religieuses»¹²⁵⁵.

Les violations des droits fondamentaux des femmes en Iraq comprennent le viol, la violence domestique, les mutilations génitales féminines/excisions, les crimes d'honneur, les mariages temporaires, les abus sexuels et la discrimination¹²⁵⁶. Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq de juillet à décembre 2017, la MANUI a noté que «les femmes en Iraq continuent d'être confrontées à de nombreux problèmes, dont la discrimination, qui compromet leur capacité à participer pleinement et sur un pied d'égalité à la vie politique,

¹²⁴⁷ UNHCR, Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, [url](#), p. 2. (footnote 9)

¹²⁴⁸ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 13.

¹²⁴⁹ UNHCR, UNHCR-Kurzinformation zur Situation von PalästinenserInnen im Irak, 27 April 2018, [url](#), p. 4.

¹²⁵⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²⁵¹ Netherlands Ministry of Foreign Affairs, Algemeen ambtsbericht Irak, 14 November 2016, [url](#), pp. 81-82.

¹²⁵² Une fondation indépendante qui finance des projets visant une réforme sociale de valeur pour le public, comme l'explique son [site web](#).

¹²⁵³ Bertelsmann Stiftung, BTI 2016; Iraq Country Report, 2016, [url](#), p. 22.

¹²⁵⁴ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 4.

¹²⁵⁵ CEDAW, Concluding observations on the combined fourth to sixth periodic reports of Iraq [CEDAW/C/IRQ/CO/4-6], 10 March 2014, [url](#), p. 7.

¹²⁵⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

sociale et économique du pays»¹²⁵⁷. La même source a également mentionné des rapports persistants faisant état de meurtres de femmes et de filles dans le cadre de crimes dits «d'honneur»¹²⁵⁸. Dans un rapport précédent, la MANUI a noté que les femmes «continuent d'être soumises à la violence sous toutes ses formes, en particulier la violence sexuelle et fondée sur le genre. Il n'existe actuellement aucun cadre juridique ou politique efficace qui prévienne la violence sexuelle et fondée sur le genre ou protège les survivantes de la violence, ni aucune loi qui soit de nature à traduire les auteurs de ces violences devant les tribunaux»¹²⁵⁹.

Un rapport du DIS/Landinfo de novembre 2018 note que la prévalence de la violence domestique et des conflits d'honneur a augmenté dans la RKI. La crise économique due au conflit avec l'EIL a été citée comme l'une des raisons de cette augmentation¹²⁶⁰. Les victimes de crimes d'honneur et de violences domestiques sont souvent réticentes à s'adresser aux autorités¹²⁶¹.

Le rapport du DIS/Landinfo fait observer que les femmes dans la RKI sont confrontées à différents types de réactions de la part des autorités lorsqu'elles cherchent à obtenir une protection:

«Dans certains cas, la police renvoie la femme à sa famille ou lui dit qu'il s'agit d'un problème familial, ou tente de la calmer et de lui demander de parler à sa famille. Ou encore, la police peut faire porter la responsabilité du harcèlement ou de la violence sur la femme elle-même. De plus, les femmes risquent d'être harcelées par certains membres du personnel des postes de police et leurs intentions seront remises en question. En outre, un mari peut menacer la femme de lui retirer les enfants si elle signale un acte de violence»¹²⁶².

La haute commission indépendante iraquienne des droits de l'homme a noté dans un rapport de 2018 que «la réalité iraquienne continue d'être discriminatoire à l'égard des femmes appartenant à des minorités en raison de l'environnement social, de la faiblesse ou de l'absence de culture de rejet de la haine, de l'extrémisme et du racisme, du manque de sensibilisation du public aux questions de genre et au fait que les mesures prises pour surveiller, prévenir et combattre toute forme de discrimination envers les femmes appartenant aux groupes minoritaires restent faibles et ne sont pas à la mesure du problème»¹²⁶³.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a expliqué que «les femmes sont généralement censées faire preuve de déférence envers les hommes» et qu'elles ne devraient pas voyager sans être accompagnées par un parent masculin ou agir de manière indépendante. Certaines des violences commises pendant le

¹²⁵⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), pp. 12-13.

¹²⁵⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), pp. 12-13.

¹²⁵⁹ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq – January to June 2017, 14 December 2017, [url](#), p. 11.

¹²⁶⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 7.

¹²⁶¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 18.

¹²⁶² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 18.

¹²⁶³ Iraq, IHCHR, Report on Iraq's Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 2018, [url](#), p. 18.

conflit visaient spécifiquement les femmes en raison de leur comportement considéré comme politiquement ou moralement illicite. Par exemple, des milices ont tué des femmes dans des lieux considérées comme des maisons closes ou parce qu'elles portaient «des vêtements inappropriés». M. Lattimer estime que toute femme vivant en dehors d'une communauté familiale dans la société iraquienne est exposée à un risque de violence¹²⁶⁴.

Les conclusions d'une évaluation réalisée en 2016 par le Fonds des Nations unies pour la population (FNUAP) dans huit gouvernorats iraqiens ont révélé que «la violence fondée sur le genre est omniprésente dans les communautés de personnes déplacées et de réfugiés dans tous les gouvernorats, et affecte de manière disproportionnée les femmes et les filles. La violence à l'égard des femmes et des filles au sein de la famille est normalisée et légitimée par les survivantes, les auteurs de violences et les communautés par référence à des normes culturelles et religieuses»¹²⁶⁵.

MRG fait observer que les victimes qui demandent réparation se heurtent souvent au désintérêt des autorités policières et judiciaires lorsqu'elles demandent leur aide:

«Les tentatives visant à obtenir réparation dans les cas de violence à l'égard des femmes sont sapées par un système judiciaire faible et inefficace et des lois dépassées qui excusent ou légitiment les attaques contre les femmes. Quand de telles affaires sont portées devant les tribunaux, leurs auteurs sont souvent acquittés ou condamnés à des peines très légères pour des crimes graves contre les femmes, même lorsque les preuves sont claires. Cependant, la grande majorité des cas ne sont jamais portés devant le système judiciaire. En Iraq, la violence contre les femmes au sein du foyer est considérée comme une affaire privée et des tabous culturels bien ancrés empêchent les victimes de s'exprimer. La police chargée de recevoir les signalements de violence à l'égard des femmes sympathise souvent avec les membres masculins de la famille et ne peut ou ne veut pas protéger les femmes victimes contre d'autres agressions. Tous ces facteurs combinés dissuadent fortement les femmes de signaler des actes de violence»¹²⁶⁶.

En juillet 2015, le Conseil des droits de l'homme des Nations unies a rapporté que «dans la région du Kurdistan iraquien, la pleine réalisation des droits des femmes continue d'être entravée par un certain nombre de facteurs, notamment des normes patriarcales profondément ancrées, des lacunes législatives et une culture du silence»¹²⁶⁷.

3.5.1 Violence domestique

Dans son rapport mondial 2018, Human Rights Watch note que les organisations de défense des droits des femmes continuent de signaler un taux élevé de violence domestique en Iraq. Bien que le code pénal iraquien contienne des dispositions criminalisant les agressions physiques, il n'est pas fait explicitement mention des violences domestiques. Ainsi, les femmes disposent de peu de protections juridiques pour se protéger de la violence domestique¹²⁶⁸. Selon un rapport de l'USDOS de 2018, aucune loi en Iraq n'interdit la violence

¹²⁶⁴ Lattimer, M., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), pp. 21-22.

¹²⁶⁵ UNPF, A report on the GBV assessment in conflict affected governorates in Iraq, November 2016, [url](#), p. 7.

¹²⁶⁶ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 4- 5.

¹²⁶⁷ UN Human Rights Council, Technical assistance provided to assist in the promotion and protection of human rights in Iraq; Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights [A/HRC/30/66], 27 July 2015, [url](#), p. 7.

¹²⁶⁸ Human Rights Watch, World Report 2018 - Iraq, 18 January 2018, [url](#).

domestique, qui demeure un problème omniprésent. Le personnel juridique qui a cherché à poursuivre les affaires de violence familiale en vertu de lois criminalisant les agressions a fait l'objet de harcèlements¹²⁶⁹.

La violence familiale est largement acceptée par la société iraquienne et l'article 41 du code pénal renforce ces attitudes culturelles en autorisant un mari à recourir à la violence physique contre sa femme dans certaines limites prescrites par la loi ou par la coutume¹²⁷⁰. Mark Lattimer a expliqué lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017 que:

«Dans l'environnement législatif, il existe des dispositions du code pénal, le code 11, qui date de 1969, qui consacrent la position des femmes dans la société iraquienne comme étant la propriété de leurs hommes. L'article 41 donne aux maris le droit légal de punir leur femme, ce qui engendre le phénomène de la violence domestique en Iraq, dont la gravité est extrême et qui touche tout le pays. En ce qui concerne les corps de femmes arrivant dans les morgues et les instituts médico-légaux, nous pensons qu'environ 1 000 femmes, voire plus, sont tuées chaque année en Iraq en raison de la violence domestique.»¹²⁷¹

En 2011, le Parlement kurde a adopté une loi contre la violence domestique, considérée comme une avancée significative pour les droits des femmes dans la région et fournissant une base légale pour qu'un large éventail d'actes violents soient poursuivis en tant qu'infractions pénales¹²⁷². L'USDOS a noté que «la législation du GRK érige en infraction pénale la violence familiale, y compris les sévices physiques et psychologiques, les menaces de violence et le viol conjugal» et a appliqué les dispositions de la loi, notamment en créant une force de police spéciale chargée des enquêtes, ainsi que des abris pour les victimes¹²⁷³. Des ONG ont souligné que ces mesures n'étaient pas efficaces pour lutter contre la violence fondée sur le genre¹²⁷⁴.

Des sources interrogées par le DIS/Landinfo au cours de leur mission d'enquête de 2018 dans la RKI ont expliqué que les obstacles à la mise en œuvre de la loi sur la violence domestique sont «la mentalité patriarcale de la société ainsi que l'attitude discriminatoire des juges envers les femmes», mais aussi le fait que les hommes occupent des postes clés «en politique, dans la justice ainsi que dans la police»¹²⁷⁵. Le rapport note en outre que le taux de violence domestique a augmenté dans la RKI en raison de «l'abus des communications de masse, de la crise financière et du fait que les femmes ne connaissent pas encore leurs droits fondamentaux»¹²⁷⁶. Dans les zones tribales de la RKI telles que Ranya, Qaladze, Peshdar, Chamchamal et Erbil, les femmes sont considérées comme étant davantage dominées et la violence domestique est également courante¹²⁷⁷.

¹²⁶⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²⁷⁰ International Women's Human Rights Clinic at the City University of New York School of Law, et. al, Women's Human Rights Violations in Iraq, 31 August 2015, [url](#), p. 12; MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 7.

¹²⁷¹ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), pp. 21-22.

¹²⁷² MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 9.

¹²⁷³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²⁷⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²⁷⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 15.

¹²⁷⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 48.

¹²⁷⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 42.

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq de juillet à décembre 2017, la MANUI a noté qu'environ 3 400 cas de violence familiale avaient été signalés à la police en 2017 et 3 200 en 2016¹²⁷⁸. Le Minority Rights Group souligne que le manque de sensibilisation des femmes à leurs droits légaux fait que de nombreux cas ne sont toujours pas signalés. De plus, «lorsque les femmes portent plainte ou saisissent les tribunaux, les problèmes endémiques dans la police et le système judiciaire aboutissent souvent à des résultats en faveur des hommes». «En outre, le processus judiciaire est sujet à la manipulation par de puissants maris et leurs familles. En l'absence de programmes de protection des victimes ou des témoins, les femmes sont souvent harcelées et menacées pour ne pas témoigner pendant la période précédant les procédures judiciaires»¹²⁷⁹.

MRG note en outre que le climat général de violence, la détérioration de la situation économique, la résurgence du tribalisme et la militarisation de la société se sont traduits par des niveaux élevés de violence perpétrée dans la famille¹²⁸⁰. Souvent, mais pas exclusivement, cette violence est perpétrée par le mari. Les recherches montrent qu'il peut s'agir de violence verbale ou psychologique, de violence physique, d'abus sexuels, de privation économique, de contrôle des mouvements de la femme, d'actes visant à empêcher la femme ou la fille de terminer ses études ou de travailler, et/ou d'autres formes de violence¹²⁸¹. MRG ajoute en outre: «Malgré la prévalence généralisée de la violence domestique, la plupart des victimes ne rapportent leur expérience à aucune autorité. La culture dominante en Iraq considère la violence domestique comme une affaire privée au sein de la famille, et même comme une partie légitime de la vie conjugale»¹²⁸².

En ce qui concerne la possibilité de réparation pour les victimes de violence domestique, MRG fait observer ce qui suit:

«De forts tabous sociaux et de fortes pressions familiales empêchent les victimes de parler de la violence à la maison et de signaler de tels cas aux autorités. En outre, compte tenu des carences générales des autorités judiciaires et de leur faible estime pour les femmes victimes, il est peu probable que les femmes reçoivent une réponse utile même si elles signalent des cas de violence domestique»¹²⁸³.

3.5.2 Mariages forcés et précoces

L'USDOS rapporte que «l'âge minimal légal du mariage est de 15 ans avec autorisation parentale et de 18 ans sans autorisation», et bien que le gouvernement ait essayé d'appliquer la loi, des mariages forcés traditionnels de jeunes filles ont lieu dans tout le pays¹²⁸⁴. Selon les données de l'Unicef pour 2011-2016, environ 5 % des enfants étaient mariés avant l'âge de 15 ans et 24 % avant 18 ans¹²⁸⁵.

Mark Lattimer a expliqué lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017 que:

¹²⁷⁸ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 12.

¹²⁷⁹ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 19.

¹²⁸⁰ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 11.

¹²⁸¹ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 11.

¹²⁸² MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 13.

¹²⁸³ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 16.

¹²⁸⁴ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹²⁸⁵ UNICEF, The State of World's Children 2017, December 2017, [url](#), p. 191.

«Le mariage précoce est une autre problématique qui prend de l'ampleur en Iraq. Différents responsables iraqiens estiment que le nombre de jeunes filles mariées à l'âge de 15 ans ou moins est d'environ 10 % dans les régions en dehors du Kurdistan. Il s'agit-là d'un taux important de mariages d'enfants en Iraq. Il est clair qu'à l'âge de 18 ans environ, près de 50 % d'entre eux sont probablement mariés. On observe une tendance croissante consistant à épouser des femmes plus jeunes pour garantir la sécurité de la famille»¹²⁸⁶.

Selon des sources interrogées au cours de la mission du DIS/Landinfo de 2018 dans la RKI, l'âge moyen du mariage dans les zones rurales est de 19 ans pour les hommes et de 17 ans pour les femmes, tandis que dans les zones urbaines, les hommes se marient vers la fin de la vingtaine et les femmes vers 24-28 ans¹²⁸⁷. La même source note que les mariages forcés ont généralement lieu avant l'âge de 25 ans, bien que, dans de rares cas, les femmes célibataires de plus de 25 ans puissent également être exposées à un risque de mariage forcé si elles entretiennent une relation non approuvée par leur père¹²⁸⁸. Les femmes ne peuvent pas choisir leur futur époux et doivent généralement accepter d'épouser un homme choisi par leur famille. Dans certains cas, les mariages forcés consistent en un «marché» dans lequel deux frères épousent deux sœurs ou en un échange de mariage dans le cadre duquel «une femme est mariée en échange d'une épouse pour un homme de sa famille»¹²⁸⁹. Dans certains cas, les mariages forcés conduisent la femme à se suicider¹²⁹⁰.

Le rapport du DIS/Landinfo note en outre que dans la RKI, le mariage forcé est largement répandu dans des régions comme Germian, Ranya, Dohuk, Erbil et les zones rurales autour de Souleimaniye¹²⁹¹. Les mariages d'enfants sont fréquents chez les personnes déplacées kurdes et arabes, car les pères marient généralement leurs filles pour des raisons économiques et pour préserver l'honneur de la famille¹²⁹².

En particulier dans les zones rurales, les mariages forcés et précoces continuent de se produire en grand nombre au Kurdistan également. Selon MRG, «cette pratique est consacrée dans les traditions tribales, comme la tradition du "jin be jin" (une femme pour une femme), dans laquelle les épouses sont échangées entre tribus afin d'éviter le paiement de la dot»¹²⁹³. La tradition du mariage forcé en tant que méthode de règlement des différends tribaux est également pratiquée. Bien qu'illégales selon la loi sur la violence domestique, ces pratiques continuent de prévaloir parce que les contrats sont conclus sans l'intervention des tribunaux

¹²⁸⁶ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 22.

¹²⁸⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 35.

¹²⁸⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 35.

¹²⁸⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 35.

¹²⁹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 35.

¹²⁹¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 35.

¹²⁹² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 38.

¹²⁹³ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 25.

et du système judiciaire¹²⁹⁴. Le ministère néerlandais des affaires étrangères signale que les veuves peuvent être accueillies par leur propre famille ou par leur belle-famille¹²⁹⁵.

Musawah, un mouvement mondial pour l'égalité et la justice dans la famille musulmane lancé en février 2009, a noté dans un rapport de mars 2014 que les taux de mariages de filles mineures ont considérablement augmenté en Iraq depuis 2003, en raison de la détérioration des conditions économiques et de sécurité, ainsi que de l'augmentation de la pauvreté et de l'analphabétisme. La même source a ajouté que «comme dans de nombreux pays qui ont fixé l'âge minimal du mariage à 18 ans, l'Iraq prévoit également une exception à cet âge minimal avec le consentement parental ou l'autorisation du tribunal. Cela a engendré la poursuite de la pratique du mariage des enfants»¹²⁹⁶. MRG signale également une augmentation des taux de mariages forcés et précoces. Bien que tous deux soient illégaux en Iraq, «les mariages forcés et les mariages précoces se produisent à un rythme alarmant parce qu'ils sont pratiqués par des religieux qui ne relèvent pas de la compétence des tribunaux». Ainsi, les jeunes filles qui se retrouvent dans de tels mariages sont confrontées aux désavantages juridiques qui résultent des mariages non enregistrés¹²⁹⁷.

MRG note ensuite que le phénomène des mariages précoces est plus prononcé dans les gouvernorats les plus pauvres du sud et du centre de l'Iraq¹²⁹⁸. En outre, «une fois qu'un mariage précoce et forcé a été consommé, il n'est plus juridiquement nul», et les victimes ne peuvent quitter ces mariages qu'en prenant des mesures juridiques. Comme cela pourrait les exposer à des représailles de la part de leur famille et que la loi n'offre aucune protection aux victimes à la suite d'une plainte, c'est une option que peu de femmes choisissent¹²⁹⁹.

3.5.3 Violence fondée sur l'honneur

Dans son rapport de juin 2018 sur une visite officielle en Iraq (du 14 au 23 novembre 2017), la rapporteuse spéciale sur les exécutions extrajudiciaires, sommaires ou arbitraires définit le crime d'honneur comme la «privation arbitraire de la vie de femmes et de filles (mais peut-être aussi d'hommes et de garçons) par des membres (hommes) de leur famille ou de leur tribu, car ils sont réputés avoir fait honte ou "deshonoré" la famille ou la tribu»¹³⁰⁰. Bien que l'ampleur des crimes d'honneur en Iraq ne soit pas connue en raison du fait que ces crimes sont très peu signalés, on estime que plusieurs centaines de filles et de femmes en sont chaque année victimes en Iraq. La rapporteuse spéciale a été informée que «cette question touche toutes les régions du pays, transcendant les clivages religieux et ethniques, avec une forte composante tribale et liée à une société patriarcale forte»¹³⁰¹. En 2018, la MANUI a également souligné que «les meurtres de femmes et de filles pour protéger "l'honneur" de la famille se poursuivaient, tout comme le fait que la police semble réticente à enquêter de manière sérieuse sur ces faits»¹³⁰².

¹²⁹⁴ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 25.

¹²⁹⁵ Netherlands Ministry of Foreign Affairs, *Algemeen ambtsbericht Irak*, 14 November 2016, [url](#), p. 78.

¹²⁹⁶ Musawah, *Musawah Thematic Report on Article 16: Iraq*, February 2014, [url](#), p. 7.

¹²⁹⁷ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 23.

¹²⁹⁸ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), pp. 20-24.

¹²⁹⁹ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 24.

¹³⁰⁰ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1]*, 20 June 2018, [url](#), p. 10.

¹³⁰¹ UN Human Rights Council, *Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1]*, 20 June 2018, [url](#), p. 10.

¹³⁰² UNAMI/OHCHR, *Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017*, 8 July 2018, [url](#), p. vii.

Fondés sur la croyance culturelle que le corps des femmes est le lieu d'honneur et que leur sexualité et leurs mouvements doivent être strictement contrôlés afin d'éviter de déshonorer toute la famille, les crimes d'honneur sont des actes de violence perpétrés par des membres de la famille contre un parent qui est perçu comme ayant fait honte à sa famille ou à sa tribu¹³⁰³. Dans un rapport de 2015, MRG signale que les femmes sont les principales victimes de ces crimes, qui sont perpétrés en très grande majorité par des membres masculins de la famille, bien que parfois les hommes soient aussi victimes de cette forme de violence¹³⁰⁴.

Les crimes d'honneur sont le plus souvent perpétrés après qu'une femme a commis ou est soupçonnée d'avoir commis l'une des transgressions suivantes: «s'engager dans des amitiés ou des relations pré-nuptiales avec un membre du sexe opposé; refuser d'épouser un homme choisi par la famille; se marier contre la volonté de la famille; commettre un adultère; ou être victime d'un viol ou d'un enlèvement»¹³⁰⁵. En Iraq, les crimes d'honneur prennent souvent la forme de meurtres, mais ils peuvent aussi englober d'autres formes de violence. Parfois, les familles obligent une femme accusée d'un acte répréhensible à se suicider au lieu de commettre le meurtre eux-mêmes (d'où le grand nombre de suicides de femmes, notamment par auto-immolation, en Iraq)¹³⁰⁶.

Les crimes d'honneur ont lieu dans toutes les régions de l'Iraq et transcendent les clivages ethniques et religieux. Étant donné que de nombreux crimes d'honneur ne sont pas signalés ou sont camouflés par la famille comme des accidents ou des suicides, il est difficile d'évaluer l'ampleur réelle de leur incidence¹³⁰⁷. Minority Rights Group ajoute qu'«en règle générale, les crimes ne sont pas signalés ni poursuivis et sont considérés par la police et les autorités judiciaires comme relevant de la responsabilité et de la discrétion des hommes de la famille»¹³⁰⁸. Si des poursuites sont engagées, le code pénal iraquien prévoit des peines moins lourdes pour les auteurs de crimes contre les femmes pour lesquels l'«honneur» était un motif¹³⁰⁹.

Un rapport du DIS/Landinfo de novembre 2018 fait observer que les crimes d'honneur sont sous-déclarés dans la RKI et que les études universitaires sur l'étendue de cette pratique font défaut¹³¹⁰. Plusieurs sources ont expliqué que «les crimes d'honneur, y compris les homicides, sont plus fréquents dans les petites villes et les zones rurales de la RKI que dans les zones urbaines»¹³¹¹. Toutefois, il a également été précisé que les habitants des grandes villes de Dohuk et d'Erbil sont connus pour leur attitude conservatrice à l'égard du rôle des hommes et des femmes, et que des crimes d'honneur et autres crimes associés y sont également commis. Dans la ville de Souleimaniye, les crimes d'honneur seraient moins fréquents¹³¹².

Le rapport du DIS/Landinfo souligne en outre que les relations extraconjugales (y compris les relations pré-nuptiales et l'adultère) sont inacceptables dans la RKI, et les gens sont conscients

¹³⁰³ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³⁰⁴ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³⁰⁵ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 26.

¹³⁰⁶ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³⁰⁷ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³⁰⁸ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³⁰⁹ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 26-27.

¹³¹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 10.

¹³¹¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 12.

¹³¹² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 12.

qu'elles exigent de la discrétion. En général, les couples non mariés, y compris les jeunes, savent qu'ils prennent un risque élevé en ayant une relation pré-nuptiale¹³¹³. «Les femmes qui ont eu une liaison pré-nuptiale connue de leur famille ou qui se marient sans l'accord de leur famille risquent d'être tuées», note le rapport, ajoutant que le risque est accru si la relation est révélée à un cercle plus large de personnes en dehors de la famille¹³¹⁴. En cas d'adultère, «la conséquence la moins grave pour une femme sera un divorce, mais dans le pire des cas, elle sera tuée»¹³¹⁵.

En ce qui concerne les hommes qui s'engagent dans une relation extraconjugale, le rapport du DIS/Landinfo note que de tels cas ne sont pas perçus comme portant atteinte à l'honneur familial et qu'un homme dans cette situation peut souvent facilement échapper au conflit. Cependant, le rapport ajoute que «les hommes subissent toujours des pressions pour se marier et que des meurtres ont été commis dans certains cas. Quand un homme est tué dans un conflit d'honneur, il s'agit d'une vengeance ou d'une conséquence d'une vendetta plutôt que de l'honneur de la famille. Normalement, dans ces cas, les deux familles approuvent le meurtre. Les sources n'avaient connaissance d'aucun cas où seul l'homme d'un couple avait été tué et non la femme»¹³¹⁶.

Le rapport du DIS/Landinfo 2018 indique que les crimes d'honneur sont couverts par le code pénal iraquien n° 111 de 1969. Les articles du code pénal qui prévoient des peines atténuées pour les crimes d'honneur ont été suspendus dans la RKI en 2000. Toutefois, l'application des lois régissant les crimes d'honneur dans la RKI est entravée par la mentalité patriarcale de la société ainsi que par les préjugés discriminatoires du système judiciaire à l'égard des femmes. En outre, les policiers de rang inférieur ne prennent pas les femmes au sérieux lorsqu'elles signalent des conflits familiaux et des actes de violence, et les enquêtes policières sur les crimes d'honneur ne sont généralement pas prises au sérieux¹³¹⁷. Les principaux partis au pouvoir de la RKI, qui protègent non seulement leurs propres membres, mais aussi les personnes influentes et celles qui sont affiliées au parti, sapent encore davantage les poursuites engagées contre les auteurs de ces actes. Les personnes qui ont de l'argent et des liens avec leur parti sont également en mesure d'influencer le juge en exerçant des pressions politiques, en versant des pots-de-vin ou en fournissant un faux alibi¹³¹⁸.

Bien que le principe de l'honneur en tant que facteur atténuant ait été supprimé du système juridique au Kurdistan, «le pouvoir persistant de la justice tribale signifie que les crimes d'"honneur" restent souvent impunis», observe MRG¹³¹⁹. En particulier dans les zones rurales, «les crimes d'honneur continuent d'être perpétrés en grand nombre et échappent toujours au champ d'application de la loi»¹³²⁰. Un représentant de WADI, une ONG allemande active au Kurdistan iraquien qui lutte contre la violence à l'égard des femmes et améliore leur statut

¹³¹³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 12.

¹³¹⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 14.

¹³¹⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 14.

¹³¹⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), pp. 22-23.

¹³¹⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 15.

¹³¹⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), pp. 15-16.

¹³¹⁹ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 27-29.

¹³²⁰ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), pp. 27-29.

social et économique, explique que la loi contre les crimes d'honneur au Kurdistan n'est pas appliquée et que la police «n'enquêtera pas parce que les crimes d'honneur sont considérés comme des affaires familiales». Dans une correspondance avec la commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada en janvier 2016, le représentant de WADI a déclaré:

«Aucune personne ayant commis des actes de violence fondés sur l'honneur "n'a jamais été condamnée à une peine d'emprisonnement supérieure à deux ans – pour peu qu'elle soit condamnée à une peine de prison"». La même source a déclaré que pour accorder une libération anticipée de prison, le juge «exige des négociations» et quand elles sont menées, «elles sont faciles parce que les deux parties sont de la famille. Elles sont d'accord, et l'auteur est libéré»¹³²¹.

La même source a ajouté que «la prévalence et les attitudes sociales ne diffèrent pas entre les zones rurales et urbaines parce qu'il n'y a pas si longtemps, tous les citoyens vivaient à la campagne»¹³²².

Abordant le règlement des différends tribaux dans le sud de l'Iraq dans un document de 2015, Haider Ala Hamoudi, Wasfi H. Al-Sharaa et Aqeel Al-Dahhan¹³²³ discutent des crimes d'honneur résultant de situations dans lesquelles un jeune homme d'une tribu entretient une relation avec une femme d'une autre tribu sans obtenir la permission de leurs parents masculins respectifs. Les auteurs soulignent que dans de telles situations, les chefs tribaux encouragent et facilitent généralement un mariage rapide, afin d'éviter toute répercussion sur la réputation en dissimulant le passé de la relation. L'article ajoute en outre que:

«Toutefois, si, malgré l'insistance des chefs tribaux, les membres masculins de la famille immédiate de l'une ou l'autre des deux parties (habituellement le père) s'opposent vigoureusement au mariage, comme cela arrive de temps à autre, une seule solution est possible en vertu de la loi tribale. Les deux parties impliquées romantiquement sont tuées, et le père ou le parent masculin le plus proche de la femme a droit à une compensation du père du jeune homme sur la conviction, nous supposons, que c'est la jeune femme qui a été séduite et donc sa mort était la responsabilité de son amant»¹³²⁴.

3.5.4 Mutilations génitales féminines

Selon l'Organisation mondiale de la santé, les mutilations génitales féminines (MGF) couvrent «toutes les interventions incluant l'ablation partielle ou totale des organes génitaux externes de la femme ou toute autre lésion des organes génitaux féminins qui sont pratiquées pour des raisons non médicales»¹³²⁵.

¹³²¹ Canada, IRB, Iraq: Honour-based violence in the Kurdistan region; state protection and support services available to victims [IRQ105424.E], 15 February 2016, [url](#).

¹³²² Canada, IRB, Iraq: Honour-based violence in the Kurdistan region; state protection and support services available to victims [IRQ105424.E], 15 February 2016, [url](#).

¹³²³ Trois professeurs de droit de l'université de Pittsburgh et de l'université de Bassora; publié dans Helfand, M., *Negotiating State and Non-State Law – The Challenge of Global and Local Legal Pluralism*, Cambridge University Press, June 2015.

¹³²⁴ Hamoudi, H. A. et al., *The Resolution of Disputes in State and Tribal Law in the South of Iraq: Toward a Cooperative Model of Pluralism*, 30 March 2015, [url](#), p. 240.

¹³²⁵ WHO, *Female Genital Mutilation*, 31 January 2018, [url](#).

Après que des études ont révélé des taux étonnamment élevés de MGF au Kurdistan¹³²⁶, un débat public a eu lieu et les efforts des militants ont culminé avec la criminalisation des MGF en 2011. Toutefois, la mise en œuvre de cette législation reste un défi majeur, ce qui signifie que les mutilations génitales féminines continuent d'être pratiquées sur un nombre important de filles et de femmes. En dehors de la région kurde, l'étendue de la pratique reste incertaine. Des études récentes menées par un groupe local de défense des droits de l'homme montrent qu'elle se déroule également dans d'autres gouvernorats, en dépit de la position officielle selon laquelle cette pratique est limitée à la région kurde¹³²⁷. Dans son rapport de 2016 sur les droits de l'homme, l'USDOS fait référence à des données d'ONG indiquant que 25 % des femmes du centre et du sud du pays ont été victimes d'E/MGF¹³²⁸. MRG a indiqué que, jusqu'en 2015, des progrès modestes avaient été accomplis dans la sensibilisation aux conséquences sanitaires et juridiques des mutilations génitales féminines, réduisant ainsi la prévalence de cette pratique dans certaines communautés. Cependant, «dans la mesure où les MGF sont désormais illégales et qu'elles ont des conséquences sur le plan pénal, les activistes affirment que cette pratique est aujourd'hui clandestine. Les communautés continuent à la pratiquer, mais elles le nient quand des militants les interrogent à son sujet¹³²⁹.

Des sources interrogées par le DIS/Landinfo au cours de leur mission d'enquête de 2018 dans la RKI ont noté que «les principales zones où les MGF prédominent encore sont les villages du nord de Souleimaniye, le district de Germian et des villages d'Erbil. Rania est l'un des endroits où les MGF ont encore lieu¹³³⁰». Les femmes, surtout les sages-femmes et les femmes âgées, sont celles qui pratiquent les MGF et, dans certains cas, l'excision a lieu à la naissance¹³³¹.

Au cours d'une mission d'enquête réalisée dans la RKI en septembre et octobre 2015, le service danois de l'immigration a été informé par Human Rights Watch que les mutilations génitales féminines (MGF) étaient particulièrement répandues dans la partie de la RKI frontalière de l'Iran mais étaient pratiquées dans l'ensemble de la RKI. Dans certaines régions, cependant, leur nombre a diminué après l'interdiction des mutilations génitales féminines en 2011¹³³². Dans un rapport de juillet 2013, l'Unicef estime que 3,8 millions de femmes et de filles ont subi des MGF en Iraq¹³³³. L'Unicef rapporte en outre que les données disponibles «montrent que l'E/MGF n'est pratiquée que dans quelques régions du nord, dont Erbil et Souleimaniye, où la majorité des filles et des femmes ont subi cette intervention; elle est pratiquement inexistante dans d'autres régions du pays»¹³³⁴.

¹³²⁶ Une étude réalisée en 2010 par l'ONG germano-iraquienne WADI sur la base de recherches menées entre 2007 et 2008 dans plus de 700 villages et centres urbains à Erbil, Souleimaniye et Germian/ Kirkouk, a révélé un taux global de MGF de 72 %. MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 32.

¹³²⁷ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 31.

¹³²⁸ USDOS, *Country Report on Human Rights Practices 2016 - Iraq*, 3 March 2017, [url](#).

¹³²⁹ MRG, *The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict*, 4 November 2015, [url](#), p. 33.

¹³³⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, *Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts*, 9 November 2018, [url](#), p. 36.

¹³³¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, *Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts*, 9 November 2018, [url](#), p. 36.

¹³³² Denmark, DIS, *The Kurdistan Region of Iraq (KRI); fact finding mission*, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, [url](#), p. 62.

¹³³³ UNICEF, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, July 2013, [url](#), p. 2.

¹³³⁴ UNICEF, *Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change*, July 2013, [url](#), p. 30.

3.5.5 Femmes célibataires, divorcées ou veuves

Dans un rapport de mai 2018, l'office finlandais de l'immigration a fait la remarque suivante:

«La culture communautaire en Iraq a une influence majeure sur la situation des femmes. Comme les hommes sont les principaux responsables de leur famille et de l'honneur familial, la plupart des femmes dépendent des hommes pour des raisons culturelles. Malgré un certain changement d'attitude, la vie des femmes est limitée par ces normes culturelles. Les femmes qui les enfreignent peuvent faire l'objet de violences dites d'honneur. Vivre seule en tant que femme n'est généralement pas accepté en Iraq parce que cela est considéré comme un comportement inapproprié. Les femmes s'exposent également à d'autres limitations légales. Les femmes sont également victimes de discrimination sur le marché du travail et dans le domaine de l'éducation. Dans la pratique, une femme célibataire a très peu de chances de gagner sa vie de manière indépendante»¹³³⁵.

Dans un article paru en septembre 2016, l'Economist fait également observer cette tendance en indiquant qu'«entre 2004 et 2014, il y a eu un divorce pour cinq mariages irakiens»¹³³⁶. En novembre 2018, le DIS/Landinfo note que le nombre de divorces dans la RKI a augmenté. Cependant, «être une femme divorcée dans la société kurde est encore considéré comme une situation difficile et stigmatisante»¹³³⁷. Alors qu'une femme instruite disposant de ses propres revenus et vivant en ville peut vivre seule tant qu'elle n'a pas de conflit d'honneur avec sa famille, la détérioration de la situation financière et les restrictions sociales auxquelles les femmes sont confrontées en Iraq ont réduit leur capacité à vivre seules. En outre, «Erbil et Dohuk sont toutes deux considérées comme des régions conservatrices avec un contrôle strict des femmes»¹³³⁸. Le même rapport ajoute qu'une femme divorcée qui vit en dehors des villes ne pourra pas vivre seule. Par contre, cela est accepté pour les veuves¹³³⁹.

D'après un rapport du DFAT de 2018, «les célibataires, en particulier les femmes, sont incapables, pour des raisons culturelles, de louer des biens immobiliers en leur nom» dans la RKI¹³⁴⁰. Le rapport annuel de l'USDOS sur les droits de l'homme (couvrant 2017) indique que les femmes célibataires et les veuves éprouvent souvent des difficultés à enregistrer la naissance de leurs enfants, entraînant des difficultés à accéder aux services publics comme l'approvisionnement en nourriture, les soins médicaux et l'éducation¹³⁴¹.

Dans un rapport de novembre 2016, le ministère néerlandais des affaires étrangères fait état de la situation difficile des femmes célibataires, divorcées ou veuves. Le rapport indique qu'il est d'usage pour les femmes divorcées de retourner dans leur famille, les femmes veuves pouvant être prises en charge par leur propre famille ou par leur belle-famille. Dans ces

¹³³⁵ Finland, Finnish Immigration Service, Report on the situation of women living without a safety net provided by family or marriage (status of women; legislation; infringements against women; women as heads of households; documents, housing and shelters; protection), 22 May 2018, [url](#), p. 1.

¹³³⁶ Economist (The), Divorce in Iraq – Breaking up in Baghdad, 17 September 2016, [url](#).

¹³³⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 13.

¹³³⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 13.

¹³³⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 13.

¹³⁴⁰ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 29.

¹³⁴¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

circonstances, les membres masculins de la famille agiront en qualité de gardiens. Les femmes qui ont été répudiées par leur famille et qui n'ont pas accès à un réseau de soutien social se trouvent dans une situation bien plus défavorable. Le ministère néerlandais des affaires étrangères note en outre que la situation des femmes célibataires qui sont indépendantes parce qu'elles ont un emploi diffère de celle des femmes au chômage et/ou sans instruction¹³⁴².

MRG note dans un rapport sur la violence contre les femmes en Iraq que le divorce ne met pas fin aux problèmes des femmes avec leur ex-époux: «Dans un grand nombre de cas, les femmes ont été intimidées par leur mari pour qu'elles renoncent à leurs droits légaux, comme la pension alimentaire ou la garde des enfants, afin de finaliser le divorce». En outre, les femmes divorcées qui retournent vivre avec leur famille peuvent faire l'objet d'abus et de stigmatisation en raison de leur statut de femmes divorcées¹³⁴³. Dans la mesure où les femmes mariées dépendent souvent de leur mari comme seul soutien de famille, le divorce place les femmes dans une situation de vulnérabilité économique. Compte tenu du manque de possibilités professionnelles dont les femmes disposent, il leur est difficile de trouver un emploi. En outre, les perceptions sociales négatives à l'égard des femmes divorcées peuvent les rendre vulnérables au harcèlement sexuel, ajoute Minority Right Group International¹³⁴⁴.

Une fiche d'information publiée en mars 2013 par la Mission d'assistance des Nations unies pour l'Iraq (MANUI), dans une section sur les ménages dont le chef de famille est une femme, indique ce qui suit:

«En Iraq, les années de guerre et d'instabilité politique ont fait que 10 % des ménages sont dirigés par des femmes veuves, divorcées, séparées ou qui s'occupent de conjoints malades. Ils constituent l'un des segments les plus vulnérables de la population et sont plus exposés à la pauvreté et à l'insécurité alimentaire en raison de niveaux de revenu inférieurs. Plus de la moitié des femmes chefs de famille ont entre 35 et 54 ans. Ce segment de la population est particulièrement défavorisé en termes d'éducation, ainsi que d'accès à l'emploi et à un logement adéquat»¹³⁴⁵.

3.5.6 Violence sexuelle

Selon un rapport du Conseil de sécurité des Nations unies de juillet 2018, «les informations sur la violence sexuelle restent difficiles à obtenir en raison de la stigmatisation des victimes et de la crainte des représailles»¹³⁴⁶. Un rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée au conflit publié en mars 2018 note que les femmes et les filles sunnites vivant sous occupation de l'EIIL ont enduré des mariages forcés et contraints, dans lesquels le viol était utilisé comme une arme de punition pour avoir désobéi aux règles de l'EIIL¹³⁴⁷. Des milliers de femmes et de filles iraqiennes yézidies, capturées depuis août 2014, ont été victimes de la traite vers la République arabe syrienne et à l'intérieur de ce pays, où elles ont été utilisées

¹³⁴² Netherlands, Ministry of Foreign Affairs, Algemeen ambtsbericht Irak, 14 November 2016, [url](#), p. 78.

¹³⁴³ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 15.

¹³⁴⁴ MRG, The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, [url](#), p. 15.

¹³⁴⁵ UNAMI, Women in Iraq Factsheet, 12 March 2013, [url](#), p. 2.

¹³⁴⁶ UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017); Report of the Secretary-General [S/2018/677], 9 July 2018, [url](#), p. 10.

¹³⁴⁷ UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, [url](#), p. 13.

comme esclaves sexuelles¹³⁴⁸. Dans un rapport d'août 2017, la MANUI note également qu'un grand nombre de femmes et de filles (mais aussi quelques hommes et garçons), appartenant principalement aux communautés ethniques et religieuses iraqiennes, ont été victimes de violences sexuelles liées au conflit commises par l'EIL¹³⁴⁹.

Selon un rapport d'Amnesty International publié en 2018, «les femmes ayant des liens perçus avec l'EIL dans les camps de personnes déplacées, parmi d'autres femmes appartenant à des ménages dirigés par des femmes, ont été victimes de violences sexuelles, notamment des viols et d'exploitation sexuelle. Les principaux auteurs de ces violations sont les acteurs armés qui travaillent dans les camps et à proximité, tels que les gardes de sécurité, les militaires et le personnel des milices, qui utilisent leur position d'autorité pour profiter de la pauvreté et de l'isolement de ces femmes»¹³⁵⁰.

Dans son dernier rapport sur les pratiques en matière de droits de l'homme, l'USDOS fait observer que les femmes et les filles en Iraq ont parfois été exploitées sexuellement dans le cadre de mariages dits temporaires, en vertu desquels un homme donne à la famille de la fille ou de la femme une dot en échange de l'autorisation de l'«épouser» pour une certaine période¹³⁵¹. «La pratique traditionnelle du "fasliya" - selon laquelle les membres de la famille, y compris les femmes et les enfants, sont échangés pour régler les différends tribaux - reste un problème, en particulier dans les gouvernorats du sud¹³⁵². Selon les statistiques de la RKI, 135 cas de violence sexuelle ont été signalés en 2017¹³⁵³.

Voir la [section 3.5.3](#) pour des informations sur les atteintes à l'honneur familial et les conséquences pour les femmes.

3.5.7 Les femmes dans la sphère publique

Dans un rapport de 2013, la MANUI indique que d'importantes différences persistent dans la participation au marché du travail entre les femmes et les hommes iraqiens: «seulement 14 % des femmes travaillent ou cherchent activement un emploi, contre 73 % des hommes; 21 % des femmes actives sont au chômage, contre 11 % des hommes actifs. Ce pourcentage passe à 27 % pour les jeunes femmes et est nettement plus élevé dans les zones urbaines que dans les zones rurales où les femmes sont principalement employées dans le secteur agricole»¹³⁵⁴. Selon les données de l'Organisation internationale du travail (OIT) (2010), publiées par la Banque mondiale, l'Iraq figurait parmi les cinq premiers pays au monde où le taux de participation des femmes à l'emploi était le plus faible: Iraq (15 %), Yémen (21 %), Syrie (22 %), Arabie saoudite (22 %), Pakistan (22 %)¹³⁵⁵.

Dans un rapport de juillet 2018, le Conseil de sécurité des Nations unies a noté que «selon la haute commission électorale indépendante, 2 009 femmes candidates ont participé aux élections législatives. Pendant la campagne, des affiches de candidates ont été vandalisées et

¹³⁴⁸ UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, [url](#), p. 24.

¹³⁴⁹ UNAMI/OHCHR, Promotion and protection of rights of victims of sexual violence captured by ISIL/ or in areas controlled by ISIL in Iraq, 22 August 2017, [url](#), p. 1.

¹³⁵⁰ AI, The condemned. Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, [url](#), p. 27.

¹³⁵¹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹³⁵² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹³⁵³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 13.

¹³⁵⁴ UNAMI, Women in Iraq Factsheet, 12 March 2013, [url](#), p. 2.

¹³⁵⁵ World Bank (The), World development report 2012. Gender equality and development, 2012, [url](#), p. 199.

des photographies montrant des candidates portant des vêtements suggestifs ont été publiées en ligne. Certaines candidates se sont retirées à la suite de menaces et d'intimidations¹³⁵⁶.

En août-septembre 2018, un certain nombre de femmes éminentes ont été assassinées en Iraq. L'une des victimes était une ancienne reine de beauté populaire sur les médias sociaux (tuée à Bagdad), alors qu'une autre était une militante des droits des femmes (tuée à Bassora). Deux autres victimes travaillaient dans des salons de beauté. Selon le *Guardian*, les quatre victimes «jouissaient d'une présence publique et d'une voix qui avait déstabilisé des éléments de la société iraquienne, laquelle a conservé des opinions rigides sur la manière dont les femmes devraient se comporter»¹³⁵⁷. La directrice du forum des femmes journalistes iraqiennes a informé le *New York Times* que la prise pour cible de femmes bien connues en Iraq avait «considérablement augmenté»¹³⁵⁸.

Dans un article paru en décembre 2017, Al-Monitor rapporte que pour de nombreuses personnes en Iraq, les seuls emplois acceptables pour les femmes se situent dans certains secteurs ou services gouvernementaux liés au foyer. Les femmes et les filles qui travaillent dans les magasins, les cafés, le divertissement, les soins infirmiers ou dans le secteur des transports (chauffeurs de taxi/camions) sont mal vues¹³⁵⁹. Dans un article de juin 2017, Niqash rapporte que le conseil provincial de Wasit a décidé que les femmes ne devraient pas être autorisées à travailler dans les cafés la nuit en raison de «traditions culturelles anciennes et profondément ancrées». Le chef du conseil a déclaré que Wasit était un endroit conservateur et que les nouvelles pratiques, telles que l'emploi de femmes, ne pouvaient être tolérées par la population locale¹³⁶⁰. Un avocat des droits de l'homme basé à Kut (Wasit) a informé Niqash que les femmes de la région n'ont pas les mêmes possibilités d'emploi que les hommes. La source a noté que «même si elles trouvent un emploi dans un ministère, elles sont souvent harcelées, simplement parce qu'elles travaillent»¹³⁶¹.

3.5.8 Refuges pour femmes

Dans son dernier rapport sur les droits de l'homme, l'USDOS fait observer que, dans la plupart des régions d'Iraq, il existe peu ou pas de refuges publics destinés aux femmes. En l'absence de refuges, les autorités détiennent ou emprisonnent souvent les victimes de harcèlement sexuel pour leur propre protection. Certaines femmes, qui n'avaient pas d'autre choix, se sont retrouvées sans abri¹³⁶². Selon la MANUI, les ressources allouées au financement public des refuges pour femmes dans tout le pays restent limitées. En octobre 2017, un refuge pour femmes à Bagdad a été attaqué par un groupe armé composé d'une cinquantaine de personnes, dont certaines auraient appartenu aux FSI¹³⁶³.

Le rapport 2018 du DIS/Landinfo indique qu'il existe un refuge pour femmes dans chacune des grandes villes de la RKI: Erbil, Souleimaniye et Dohuk. Ces refuges sont gérés par l'autorité compétente du GRK, la direction de la lutte contre la violence faite aux femmes (*Directorate*

¹³⁵⁶ UN Security Council: Implementation of resolution 2367 (2017); Report of the Secretary-General [S/2018/677], 9 July 2018, [url](#), p. 10.

¹³⁵⁷ Guardian (The), Deaths of high-profile Iraqi women sparks fear of conservative backlash, 2 October 2018, [url](#).

¹³⁵⁸ New York Times (The), A social media star is killed in Baghdad. Iraqis fear a trend, 29 September 2018, [url](#).

¹³⁵⁹ Al-Monitor, Nightclubs, cafes still risky business for Iraqi women, 5 December 2017, [url](#).

¹³⁶⁰ Niqash, An immoral trade: Wasit council bans women from working in cafés, 8 June 2017, [url](#).

¹³⁶¹ Niqash, An immoral trade: Wasit council bans women from working in cafés, 8 June 2017, [url](#).

¹³⁶² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹³⁶³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), pp. 12-13.

of *Combating Violence Against Women – DCVAW*). La capacité d'accueil de chaque centre est d'environ 20 à 40 femmes. Selon la DCVAW, l'accès à ses centres nécessite normalement une ordonnance du tribunal. Toutefois, en cas d'urgence, une femme peut accéder directement au refuge et une ordonnance du tribunal peut être rendue par la suite. Les femmes qui se trouvent dans les refuges ne sont pas autorisées à quitter le refuge sans une ordonnance du tribunal. Alors que les refuges gérés par les ONG dans la RKI ont fait l'objet d'attaques de la part des familles des victimes, «les refuges gérés par l'État sont moins enclins à être attaqués, car l'État est considéré comme un protecteur plus fort que les acteurs privés»¹³⁶⁴. La même source fait également remarquer que de nombreuses femmes hésitent à se rendre dans un refuge, parce que les femmes qui s'y trouvent sont considérées comme des parias¹³⁶⁵.

3.6 Conflits tribaux

Dans un article paru en 2007, Hussein D. Hassan, spécialiste du service de recherche du Congrès des États-Unis (*Congressional Research Service – CRS*), indique que l'Iraq compte environ 150 tribus qui se composent de quelque 2 000 petits clans, aux tailles et aux influences diverses. Alors que la plus grande tribu compte plus d'un million de personnes, la plus petite en compte quelques milliers. Soixante-quinze pour cent de la population iraquienne totale sont membres d'une tribu ou ont des liens de parenté avec l'une d'elles¹³⁶⁶. Dans un article paru en 2015, Haider Ala Hamoudi, Wasfi H. Al-Sharaa et Aqeel Al-Dahhan notent que les 150 tribus iraquiennes existantes demeurent une importante source d'ordre dans une grande partie du pays. Selon les auteurs, l'autorité tribale se renforce lorsque l'État est faible. Ils décrivent comment des procédures de résolution tribale sont appliquées pour éviter que les conflits interpersonnels ne dégénèrent en conflits intertribaux¹³⁶⁷. L'étude note également que les élites urbaines rejettent souvent leur appartenance tribale comme insignifiante, alors que parmi les populations rurales, elle revêt une importance particulière¹³⁶⁸.

Selon un analyste iraquien interrogé par la mission du DIS/Landinfo menée en 2018 dans la RKI, plus de 70 % des Iraquiens s'identifient comme membres d'une tribu, qui peut être identifiée par le nom de famille de la personne en question¹³⁶⁹. La même source a ajouté que «dans un conflit tribal, la religion et les questions ethniques n'ont pas autant d'importance que la question de l'honneur»¹³⁷⁰.

Un rapport du DFAT d'octobre 2018 souligne que la culture tribale continue de jouer un rôle important dans le règlement des différends, en particulier dans les régions les plus pauvres du sud et de l'ouest. Certains citoyens iraquiens se tournent vers les groupes tribaux pour obtenir justice plutôt que de demander réparation auprès des organes judiciaires officiels¹³⁷¹.

¹³⁶⁴ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 18.

¹³⁶⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, [url](#), p. 19.

¹³⁶⁶ US, CRS, Iraq: Tribal Structure, Social, and Political Activities, 7 April 2008, [url](#), p. 1.

¹³⁶⁷ Hamoudi, H. A. et al., *The Resolution of Disputes in State and Tribal Law in the South of Iraq: Toward a Cooperative Model of Pluralism*, 30 March 2015, [url](#), pp. 228-240.

¹³⁶⁸ Hamoudi, H. A. et al., *The Resolution of Disputes in State and Tribal Law in the South of Iraq: Toward a Cooperative Model of Pluralism*, 30 March 2015, [url](#), p. 229.

¹³⁶⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

¹³⁷⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁷¹ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 26-27.

L'USDOS a noté que des enlèvements et la pratique traditionnelle du *fasliya* - selon laquelle les membres de la famille, y compris les femmes et les enfants, sont échangés pour régler les différends tribaux - ont eu lieu en 2017, au cours de conflits tribaux, en particulier dans les gouvernorats du sud¹³⁷². La même source a en outre indiqué que quatre enlèvements liés à des conflits tribaux se sont produits à Bassora au cours de l'année écoulée¹³⁷³.

En 2018, *Foreign Policy* a fait état d'une situation particulièrement instable à Bassora, où les conflits tribaux se transforment en affrontements violents. Les quartiers sont transformés en zones de conflit et les forces de sécurité locales interviennent rarement. Le gouvernement a eu recours à des actions militaires à court terme pour stabiliser temporairement la situation¹³⁷⁴. L'AFP a également rendu compte de la situation et décrit un «cycle interminable d'attaques de vengeance» à Bassora, où les querelles tribales se sont transformées en batailles avec l'utilisation d'armes lourdes qui tuent des passants¹³⁷⁵.

En décembre 2016, la MANUI a constaté une augmentation du nombre d'affrontements tribaux dans le sud de l'Iraq. De tels affrontements peuvent donner lieu à des conflits armés qui, à leur tour, peuvent entraîner des morts et des blessés, y compris parmi des passants innocents. La MANUI a en outre expliqué que «les tribus entrent fréquemment en conflit les unes avec les autres sur des questions telles que l'utilisation et la propriété des terres, les désaccords inter et intra-familiaux et les animosités intertribales historiques»¹³⁷⁶.

Dans un article publié en 2011 dans *The Middle East Journal*, Katherine Blue Carroll, professeure adjointe de sciences politiques à l'université Vanderbilt de Nashville (Tennessee) et ancienne membre d'une équipe de soutien sur le terrain (*Human Terrain Team*) de l'armée américaine en Iraq, fait remarquer que, compte tenu de la faiblesse du nouvel État iraquien, et en particulier de son système juridique, le droit tribal a émergé pour combler cette lacune. Elle note que de nombreuses tribus iraqiennes ont imprimé leurs codes juridiques dans des documents officiels qui peuvent être votés et mis en application par les dignitaires de la tribu. Selon Katherine Blue Carroll, il existe «relativement peu de variations dans la structure, les particularités ou les processus juridiques d'une tribu à l'autre, ce qui facilite le règlement des différends entre elles»¹³⁷⁷. L'article explique ensuite que les processus de réconciliation sont axés sur les «*shayks* qui travaillent avec les parties concernées:

- 1) pour déterminer les faits de l'affaire;
- 2) en référence aux codes juridiques tribaux, pour fixer la somme d'argent que la tribu ou la famille de l'auteur doit verser à la victime pour éviter les représailles (souvent appelé "prix du sang", mais appelé "fasel" ou selon le terme coranique "diya" en Iraq);
- 3) pour promulguer des rituels communautaires de réconciliation. Le terme arabe pour l'ensemble de ce processus est *sulha*, ou règlement, mais les Iraquiens utilisent souvent le terme *fasel* pour désigner non seulement le "prix du sang" payé, mais aussi le processus pour déterminer son montant»¹³⁷⁸.

¹³⁷² USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹³⁷³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹³⁷⁴ Foreign Policy, Northern Iraq May Be Free, but the South Is Seething, 9 November 2018, [url](#).

¹³⁷⁵ AFP, Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra, 1 January 2018, [url](#).

¹³⁷⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), p. 32.

¹³⁷⁷ Carroll, K. B., Tribal Law and Reconciliation in the New Iraq, Winter 2011, [url](#), p. 12.

¹³⁷⁸ Carroll, K. B., Tribal Law and Reconciliation in the New Iraq, Winter 2011, [url](#), p. 12.

Katherine Blue Carroll explique en outre que le but ultime de la médiation tribale est de restaurer la paix en rétablissant l'honneur, évitant ainsi les querelles¹³⁷⁹.

Dans un article paru en mai 2011, Niqash fait remarquer que «dans l'Iraq moderne, de nombreuses autorités juridiques et religieuses sont généralement heureuses d'accepter les résolutions qui découlent du droit tribal parce que celui-ci permet de résoudre les problèmes sociaux selon une approche globale et consensuelle, mais aussi de proposer des solutions rapides qui ne nécessitent ni intervention gouvernementale ni bureaucratie»¹³⁸⁰. L'article note en outre que le droit tribal n'est consigné nulle part, «bien que les recherches indiquent que la plupart des tribus semblent utiliser un code similaire»¹³⁸¹.

3.6.1 Querelles de sang

Selon l'analyste iraquien interrogé par la mission du DIS/Landinfo menée en 2018 dans la RKI, les tribus peuvent être lourdement armées et la violence tribale est souvent la cause première de conflit dans la société iraquienne¹³⁸². Les conflits tribaux peuvent être déclenchés par un certain nombre de raisons. L'analyste iraquien a indiqué que les assassinats intertribaux (assassinats de membres d'une autre tribu) se traduiront par la prise pour cible des auteurs et de leur tribu¹³⁸³. Niqash a fait savoir que l'instabilité politique actuelle a accru l'apparition de conflits tribaux et qu'à Bassora, les conflits tribaux pourraient éclater dans des situations moins graves que les meurtres et les questions liées à l'honneur, comme les différends commerciaux, les contrats de construction avec l'État ou même les matches de football¹³⁸⁴.

Les conflits tribaux sont souvent réglés par le versement d'une compensation sous forme de «prix du sang» afin d'éviter des «massacres sans fin entre tribus», bien que l'on considère plus difficile de résoudre les conflits entre différentes tribus ethniques ou religieuses, comme les tribus chiites et sunnites¹³⁸⁵. D'autres sources ont noté que les femmes sont parfois accordées à titre d'indemnisation dans les litiges tribaux, appelés mariages *fasliya*¹³⁸⁶. Selon un article d'Al-Monitor, les femmes qui contractent des mariages *fasliya* sont privées de tous leurs droits, y compris le droit de divorcer ou de se séparer de leur mari¹³⁸⁷.

En ce qui concerne les personnes qui ne respectent pas la volonté de leur tribu, un analyste iraquien interrogé en 2018 par la mission exploratoire du DIS/Landinfo a indiqué qu'elles étaient soit «abattues, ostracisées ou reniées et expulsées» de la tribu et qu'il leur était interdit de résider dans certaines zones¹³⁸⁸. La même source a noté que les personnes fuyant

¹³⁷⁹ Carroll, K. B., Tribal Law and Reconciliation in the New Iraq, Winter 2011, [url](#), p. 13.

¹³⁸⁰ Niqash, Justice served, tribal law trumping civil in modern Iraq, 12 May 2011, [url](#).

¹³⁸¹ Niqash, Justice served, tribal law trumping civil in modern Iraq, 12 May 2011, [url](#).

¹³⁸² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁸³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁸⁴ Niqash, In Basra, 'Terrorism By Tradition' Causes Fear And Waste, 22 March 2017, [url](#); Niqash, Iraqi Tribes Take Law Into Own Hands, Make Facebook Trolls Pay, 13 July 2017, [url](#); AlAraby, Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra province, 15 January 2018, [url](#); Reuters, Tribal clashes, political void threaten oil installations in Iraq's south, 11 September 2017, [url](#); Daily Mail, Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra, 19 January 2018, [url](#).

¹³⁸⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁸⁶ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), pp. 26-27; Al-Monitor, Blood money marriage makes comeback in Iraq, 18 June 2015, [url](#).

¹³⁸⁷ Al-Monitor, Blood money marriage makes comeback in Iraq, 18 June 2015, [url](#).

¹³⁸⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

la violence tribale à Bassora pouvaient être en sécurité à Bagdad, Anbar et dans la RKI, alors que dans les régions du sud, elles n'auraient aucune possibilité de demander une protection aux autorités¹³⁸⁹.

L'analyste iraquien a ajouté qu'un acte mineur, tel que critiquer un membre d'une tribu sur Facebook, peut parfois entraîner l'expulsion d'une personne de la communauté tribale¹³⁹⁰. Un article de Niqash a confirmé que des activités sur Facebook avaient provoqué des violences «réelles» en Iraq. Il y était rapporté que les tribus du sud envoyaient des amendes aux personnes qui publiaient des commentaires inappropriés. Dans un cas, un homme de Wasit aurait été contraint de payer 10 millions d'IQD (environ 8 400 USD) après que son fils eut publié une déclaration «socialement inacceptable» au sujet d'une fille qu'il avait l'intention de demander en mariage, en utilisant les mots «se souvenir du bon vieux temps» que ses parents avaient interprété comme un outrage et une affirmation que leur fille avait eu de nombreux amants¹³⁹¹. En 2016, Iraqi News a rapporté que 500 familles de réfugiés craignaient de retourner à Diyala à cause d'une querelle de sang tribale non résolue qui remonte à 2006¹³⁹².

Des sociétés internationales, des fonctionnaires corrompus et des chefs tribaux complotent à Bassora pour l'argent et le pouvoir. Les conflits tribaux affectent l'économie du sud de l'Iraq. Ainsi, certaines compagnies étrangères et raffineries de pétrole ont suspendu leurs activités dans la région et les travailleurs ont refusé de reprendre le travail pour des raisons de sécurité¹³⁹³. Le conseil norvégien pour les réfugiés (NRC) précise que les tribus de Bassora sont connues pour être solidement armées et que les affrontements sont la principale source de violence dans cette région¹³⁹⁴. En avril 2018, Arab News a publié un article sur la corruption et l'extorsion dans le secteur pétrolier iraquien, notant que «les clans importants de Bassora ont reçu plus de 105 millions de dollars dans le cadre d'un plan de racket déguisé en compensation soutenue par l'État»¹³⁹⁵. Lors des manifestations de juillet 2018 contre les compagnies pétrolières étrangères et locales à Bassora, les manifestants «ont ciblé les opérations d'installations clés du secteur énergétique, exigeant des emplois et de meilleurs services»¹³⁹⁶. Selon un article du Middle East Eye, «les manifestations à Bassora s'inscrivent dans un conflit entre la périphérie et la capitale, entre le gouvernement et les compagnies pétrolières, d'une part, et la région de Bassora, d'autre part. Dhurgham Al-Maliki, cheikh de la tribu Bani Malik, et Muzahim al-Tamimi, cheikh des Bani Tamim, deux des plus grandes tribus de Bassora, sont devenus les porte-paroles des manifestants»¹³⁹⁷.

Après que la police a ouvert le feu contre les manifestants en juillet 2018 et qu'un homme a été tué, plus de 13 tribus se sont ralliées à la demande de la tribu de la victime pour punir les auteurs. Cela a conduit les tribus à bloquer les routes pour restreindre la circulation des

¹³⁸⁹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁹⁰ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹³⁹¹ Niqash, Social Media Justice: Iraqi Tribes Take Law Into Own Hands, Make Facebook Trolls Pay, 13 July 2017, [url](#).

¹³⁹² Iraqi News, 500 refugee families fear return to Diyala over blood feud, 4 December 2016, [url](#).

¹³⁹³ Reuters, Tribal clashes, political void threaten oil installations in Iraq's south, 11 September 2017, [url](#); Daily Mail, Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra, 19 January 2018, [url](#).

¹³⁹⁴ NRC, Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, [url](#), p. 4.

¹³⁹⁵ Arab News, Oil firms' multimillion-dollar bribery racket bringing death to the streets of Iraq's Basra, April 4, 2018, [url](#).

¹³⁹⁶ Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq. Why?, 21 July 2018, [url](#).

¹³⁹⁷ Middle East Eye, What's behind Iraq's Basra protests?, 7 September 2018, [url](#).

travailleurs du secteur pétrolier et gazier, et à l'évacuation du personnel de la région par les compagnies pétrolières¹³⁹⁸. D'autres sources ont fait état du meurtre d'un employé du secteur pétrolier près de son domicile à Bassora par des hommes armés en janvier 2018, ainsi que d'un incident en 2017 au cours duquel un minibus transportant des employés d'une compagnie pétrolière a été attaqué par des hommes armés dans une camionnette¹³⁹⁹. En 2017, des combats tribaux ont été signalés entre tribus chiites rivales à propos des «terres agricoles, des contrats de construction de l'État et de la propriété foncière», lesquels menaçaient la sécurité des installations pétrolières dans le sud¹⁴⁰⁰.

3.6.2 Transgression des normes tribales

Un rapport du DFAT d'octobre 2018 note que les femmes qui transgressent les coutumes tribales sont sévèrement punies¹⁴⁰¹. Dans un article de juillet 2017, Niqash rapporte que des activités socialement inacceptables sur Facebook, y compris le fait de cliquer sur le bouton «J'aime» d'un message répréhensible sur Facebook, peuvent entraîner une sanction tribale, impliquant une compensation financière importante. L'article mentionne un accord tribal entre diverses tribus du sud de l'Iraq sur le sujet¹⁴⁰².

En 2016, des accords tribaux auraient été conclus par des représentants de tribus dans un certain nombre de gouvernorats, lesquels prévoyaient que les familles liées à l'EIIL fassent l'objet d'une expulsion forcée et que leurs biens soient confisqués¹⁴⁰³. La distribution, de nuit, de lettres pour avertir les familles des membres affiliés à l'EIIL de partir sous peine d'expulsion forcée a été signalée dans les gouvernorats de Salahadin et de Ninive, ainsi que dans la ville de Mossoul¹⁴⁰⁴. Un analyste iraquien interrogé lors de la mission exploratoire du DIS/Landinfo menée en 2018 dans la RKI a expliqué que les attaques de vengeance contre des tribus perçues comme ayant collaboré avec l'EIIL étaient une «conséquence des conflits tribaux entre tribus sunnites et chiites ou du fait que l'EIIL avait réussi à diviser les tribus sunnites»¹⁴⁰⁵.

Dans un article paru en novembre 2017, l'AFP note que les membres défaits de l'EIIL dans la province d'Anbar sont confrontés à la justice tribale. Les tribus locales ont convenu de «traiter avec la plus grande sévérité les membres qui sont devenus des militants»¹⁴⁰⁶. En revanche, les cheikhs et les tribus de Hawija et des environs (gouvernorat de Kirkouk) se sont engagés à renoncer à la justice traditionnelle dans leurs rapports avec les combattants de l'EIIL et ont accepté de recourir au système juridique officiel de l'Iraq, rapporte Fred Strasser dans un rapport publié par le United States Institute of Peace en juin 2017¹⁴⁰⁷. Dans un rapport sur la situation des membres de la famille des combattants de l'EIIL, Human Rights Watch notait en janvier 2017 que les chefs tribaux à Anbar les empêchaient de rentrer chez eux¹⁴⁰⁸.

¹³⁹⁸ Arab News, Iraqi tribes put more pressure on oil companies in Basra, 12 July 2018, [url](#).

¹³⁹⁹ Arab News, Oil firms' multimillion-dollar bribery racket bringing death to the streets of Iraq's Basra, April 4, 2018, [url](#).

¹⁴⁰⁰ Reuters, Tribal clashes, political void threaten oil installations in Iraq's south, 11 September 2017, [url](#).

¹⁴⁰¹ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, [url](#), p. 28.

¹⁴⁰² Niqash, Social media justice: Iraqi tribes take law into own hands, make Facebook trolls pay, 13 July 2017, [url](#).

¹⁴⁰³ UNAMI/OHCHR, Promotion and Protection of Rights of Victims of Sexual Violence Captured by ISIL/or in Areas Controlled by ISIL in Iraq, 22 August 2017, [url](#), pp. 7-8.

¹⁴⁰⁴ UN OHCHR, OHCHR Briefing Note on Iraq, 30 June 2017, [url](#).

¹⁴⁰⁵ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 48.

¹⁴⁰⁶ AFP, Tribal justice awaits returning Iraqis who joined ISIS, 14 November 2017, [url](#).

¹⁴⁰⁷ Strasser, F., Iraqi tribes sharpen legal tools to root out ISIS, 22 June 2017, [url](#).

¹⁴⁰⁸ Human Rights Watch, The plight of those related to ISIS fighters, 11 January 2017, [url](#).

Pour de plus amples informations sur le règlement des différends tribaux, voir le rapport COI de l'EASO, [Iraq: Les acteurs de la protection](#).

3.7 Personnes handicapées

Dans un rapport de décembre 2016 sur les droits des personnes handicapées, la MANUI note l'absence de statistiques, de références et de systèmes de collecte de données fiables, qui rendent difficile l'établissement d'une image claire de la situation des personnes handicapées en Iraq¹⁴⁰⁹. Dans un rapport publié en 2011, l'Organisation mondiale de la santé estime que 0,9 % de la population iraquienne est touchée par un handicap¹⁴¹⁰, soit environ 4 millions de personnes¹⁴¹¹. La MANUI note en outre que le nombre de personnes handicapées n'a cessé d'augmenter, principalement en raison de la violence, des conflits et des actes terroristes¹⁴¹².

3.7.1 Discrimination à l'égard des personnes handicapées

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq de juillet à décembre 2017, la MANUI note que les personnes handicapées continuent de se heurter à d'importants obstacles en Iraq, notamment la discrimination sociale, économique et politique, qui nuisent toutes au plein exercice de leurs droits de citoyens irakiens¹⁴¹³. La MANUI signale par ailleurs que, outre l'absence de possibilités et de protection adéquates, les personnes handicapées sont confrontées à un large éventail de discriminations dans la société. La perception qui prévaut au sein du public est de traiter les personnes handicapées de façon charitable. Cela conduit souvent à l'isolement des personnes handicapées et exacerbe les effets psychologiques négatifs¹⁴¹⁴.

L'USDOS a noté que, selon certaines informations, les personnes handicapées étaient victimes de discrimination en raison de la stigmatisation sociale et «de nombreux enfants handicapés ont abandonné l'école publique en raison d'un accès physique insuffisant aux bâtiments scolaires, d'un manque de matériel pédagogique approprié dans les écoles et d'une pénurie d'enseignants qualifiés pour travailler avec des enfants présentant une déficience intellectuelle ou de développement»¹⁴¹⁵. Selon la MANUI, les personnes handicapées «sont confrontées à des formes de discrimination souvent multiples, croisées et aggravées, qui entravent, empêchent ou compromettent la pleine réalisation de leurs droits et leur pleine et égale participation à tous les aspects de la société»¹⁴¹⁶. Dans un rapport de décembre 2016 pour MRG, Ahmed Hassin et Mays Al-Juboori notent que les personnes handicapées sont confrontées à la discrimination dans leur accès aux services et installations qui répondent à leurs besoins médicaux ou de rééducation. Les personnes handicapées qui sont déplacées à l'intérieur de leur propre pays sont confrontées à une discrimination multiple¹⁴¹⁷.

L'Agence des États-Unis pour le développement international (*United States Agency for International Development* – USAID) a noté dans un rapport de mars 2014 que les personnes

¹⁴⁰⁹ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 2.

¹⁴¹⁰ WHO, World report on disability, 2011, [url](#), p. 273.

¹⁴¹¹ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 3.

¹⁴¹² UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), pp. 3- 4.

¹⁴¹³ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 16.

¹⁴¹⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 16.

¹⁴¹⁵ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁴¹⁶ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 3.

¹⁴¹⁷ MRG/Ceasefire Centre for Civilian Rights, Humanitarian challenges in Iraq's displacement crisis, 22 December 2016, [url](#), pp. 25-26.

handicapées en Iraq font face à une marginalisation sociale, économique et politique. La même source indique que «les personnes handicapées restent souvent cachées dans leurs maisons et ne s'exposent que très peu au reste de la société. La plupart des Iraquiens handicapés sont socialement et économiquement exclus en raison du manque d'infrastructures, de soins médicaux, d'équipements prothétiques et de services sociaux et de rééducation. Bien que tous les Iraquiens handicapés ne soient pas marginalisés, la majorité d'entre eux le sont»¹⁴¹⁸. De plus, les perspectives d'emploi sont rares pour les personnes handicapées. S'ils occupent un emploi, ils sont souvent relégués à des emplois peu qualifiés et mal rémunérés¹⁴¹⁹. Selon l'USAID, «la grande majorité (estimée à 90 %) des Iraquiens handicapés vivent dans la pauvreté». Le plus souvent, la famille est le seul soutien dont bénéficie une personne handicapée. Ainsi, tous les répondants contactés par l'USAID perçoivent la famille comme le principal contributeur – soit bénéfique, soit limitatif – à leur santé, à leur sécurité et à leur jouissance de la vie. L'USAID note en outre que les familles s'inscrivent dans un contexte social plus large qui exerce une discrimination à l'encontre des personnes handicapées et définit le traitement que leur famille leur réserve:

«La culture tribale masculine côtoie le conservatisme religieux et domine la société iraquienne. La rigidité des rôles dévolus aux hommes et aux femmes, la séparation des hommes et des femmes (en particulier dans les lieux publics), les normes culturelles qui confinent les femmes à la sphère privée et l'attente d'une masculinité accrue ont toutes une incidence directe sur les Iraquiens. Celles-ci vont de pair avec des attitudes sociales discriminatoires à l'égard des personnes handicapées et exacerbent les difficultés qu'elles rencontrent en Iraq»¹⁴²⁰.

Au sujet du soutien de la société civile aux personnes handicapées, l'USAID rapporte que de tels groupes en Iraq «souffrent d'un manque de financement ou d'un financement irrégulier», mais fait remarquer que la société civile est présente depuis plus longtemps dans la RKI, de sorte que l'aide aux personnes handicapées dans la région est mieux ancrée que dans les autres régions du pays. La même source fait observer que dans la RKI, «seulement 2 % des personnes handicapées ne reçoivent pas de prestations de la sécurité sociale. Bien que la législation soit la même pour les hommes et les femmes, l'application de la loi prend des formes discriminatoires»¹⁴²¹.

3.7.2 Soins de santé pour les personnes handicapées

Dans un rapport publié en décembre 2017, le Carnegie Endowment for International Peace note que le système de santé publique iraquien, déjà fragilisé, a des difficultés à fournir un soutien adéquat au nombre croissant de personnes handicapées et souffrant de maladies chroniques. Avec 3 % du PIB, la part du budget iraquien allouée au secteur de la santé est faible par rapport aux autres pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Les établissements publics qui traitent les invalidités de longue durée ont du mal à offrir des traitements gratuits¹⁴²².

En ce qui concerne la possibilité de vivre de manière indépendante et d'être intégré dans la communauté, la MANUI fait observer que le système de santé iraquien semble surchargé et

¹⁴¹⁸ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 11.

¹⁴¹⁹ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 23.

¹⁴²⁰ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 21.

¹⁴²¹ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 26.

¹⁴²² Boskovitch, A., A struggle to care for Iraq's disabled, 20 December 2017, [url](#).

souffre d'un manque d'infrastructures, de matériel et de capacités¹⁴²³. La même source indique en outre que «le secteur de la santé psychosociale, en particulier, est réputé manquer de personnel spécialisé et formé, et souffre d'une pénurie de ressources». Cette situation résulte de l'aggravation de la pauvreté due au conflit, du régime international de sanctions instauré dans les années 1990, ainsi que du ciblage des professionnels médicaux et paramédicaux entre 2003 et 2008, qui a entraîné une «fuite des cerveaux» de spécialistes de la santé¹⁴²⁴. Certaines des ONG interrogées par la MANUI soulignent également l'aide limitée que les familles des personnes handicapées reçoivent de l'État. Les organisations de la société civile œuvrant dans le domaine des droits des personnes handicapées ont indiqué à la MANUI qu'elles ne recevaient qu'un soutien financier limité ou nul de l'État. Les personnes qui ont répondu au questionnaire envoyé par la MANUI ont reconnu que certains établissements de soins de santé accueillent des personnes handicapées. Cependant, ces services semblent en déclin, sont surtout disponibles dans les grands centres urbains et ont tendance à se concentrer sur les personnes ayant un handicap physique¹⁴²⁵. L'USAID fait état du nombre limité de médecins disponibles en Iraq, indiquant que «dans le monde musulman, le ratio médecins/patients iraquien n'était supérieur qu'à celui de l'Afghanistan, de Djibouti, du Maroc, de la Somalie et du Yémen»¹⁴²⁶.

Les personnes handicapées peuvent recevoir une allocation de 35 USD par mois. Si le handicap est le résultat d'un conflit antérieur ou actuel, la pension d'invalidité varie entre 250 USD et 750 USD par mois. Les personnes dont le handicap est le résultat d'attentats terroristes ont droit à une indemnité forfaitaire de 3 500 USD, en plus d'une indemnité mensuelle de 350 USD. La MANUI fait toutefois observer qu'il est très difficile de prétendre à ces prestations¹⁴²⁷. Dans un article paru en août 2015, Al-Monitor rapporte que les personnes handicapées sont confrontées à la négligence et à l'isolement en Iraq et que la pauvreté extrême conduit certaines d'entre elles à mendier dans la rue¹⁴²⁸. Ahmed Hassin et Mays Al-Juboori ont fait observer que les femmes et les filles handicapées n'ont pas droit aux prestations de sécurité sociale si elles sont mariées ou si leur père est vivant¹⁴²⁹.

L'USAID relève que les personnes handicapées se heurtent à divers obstacles pour obtenir des prestations en espèces. Ces obstacles comprennent la difficulté d'obtenir la documentation requise (y compris un rapport d'évaluation médicale), ainsi que l'accessibilité et les processus administratifs des bureaux et services publics. La pension de sécurité sociale peut se révéler insuffisante en tant que revenu unique et, par conséquent, de nombreuses personnes handicapées ne voient pas l'intérêt d'en faire la demande¹⁴³⁰. L'USAID note en outre qu'il existe des institutions spécialisées pour les enfants handicapés dans les grandes villes de la RKI (par exemple Dahuk, Erbil, Souleimaniye, mais que de telles infrastructures font défaut dans les zones rurales. Tel est également le cas dans les régions du centre et du sud de l'Iraq. Bien qu'environ 25 % des écoles publiques disposent de classes spécialisées, les écoles ne sont généralement pas adaptées aux besoins des enfants handicapés¹⁴³¹.

¹⁴²³ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), pp. 11-14.

¹⁴²⁴ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 11.

¹⁴²⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), pp. 11-14.

¹⁴²⁶ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 10.

¹⁴²⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), pp. 17-18.

¹⁴²⁸ Al-Monitor, Iraq's disabled lack basic help, 11 August 2015, [url](#).

¹⁴²⁹ MRG/Ceasefire Centre for Civilian Rights, Humanitarian challenges in Iraq's displacement crisis, 22 December 2016, [url](#), p. 25.

¹⁴³⁰ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), pp. 15-19.

¹⁴³¹ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 22.

Dans un article paru en mars 2014, Al-Monitor évoque les capacités limitées du système de soins de santé iraquien en ce qui concerne le diagnostic ou le traitement approprié de l'autisme¹⁴³².

Dans un article paru en mars 2013, la revue médicale *The Lancet* souligne l'importance des problèmes de santé mentale chez les nombreux adultes ayant survécu à un traumatisme, tant au Kurdistan iraquien que dans le sud du pays. Dans les deux régions, la plupart des participants ont décrit des symptômes importants de dépression, d'anxiété et de stress post-traumatique. *The Lancet* rapporte que le système iraquien de santé mentale n'est pas en mesure de répondre à ces besoins:

«Le système repose sur les hôpitaux et s'appuie sur des psychiatres qui fournissent des services aux patients hospitalisés et aux patients externes même s'il n'existe qu'un seul hôpital de soins de longue durée dans le pays, l'hôpital Al Rashid à Bagdad. Selon les rapports précédents, il y aurait moins de 100 psychiatres dans tout le pays, et la plupart d'entre eux ont une formation officielle limitée en santé mentale des enfants et des adolescents. D'autres professionnels de la santé mentale, comme les psychologues cliniciens ou les travailleurs sociaux, n'existent pas en nombre significatif dans le système de soins de santé mentale. Les psychiatres des deux régions signalent que le traitement se limite presque exclusivement aux médicaments, en partie du fait de la formation qui est axée sur les médicaments et en partie parce que les autres thérapies prennent trop de temps»¹⁴³³.

3.7.3 Violence contre les personnes handicapées

Dans un rapport publié en 2012, l'Organisation mondiale de la santé (OMS) a noté que, bien qu'il n'existe pas d'études solides dans la plupart des régions du monde, les adultes handicapés sont plus exposés à la violence que les adultes non handicapés, et les personnes atteintes de maladies mentales pourraient être particulièrement vulnérables¹⁴³⁴. Une étude de l'OMS de juillet 2012 a révélé que les enfants handicapés dans leur ensemble sont presque quatre fois plus susceptibles d'être victimes de violence que les enfants non handicapés. Les enfants présentant des déficiences mentales ou intellectuelles semblent être parmi les plus vulnérables¹⁴³⁵.

Tous les répondants contactés par l'USAID en 2014 percevaient la famille comme le principal contributeur – soit bénéfique, soit limitatif – à leur santé, à leur sécurité et à leur jouissance de la vie¹⁴³⁶. L'une des personnes interrogées par la MANUI a mentionné des cas de personnes handicapées exposées à la violence familiale¹⁴³⁷. Dans un article paru en mars 2014, un assistant administratif de l'institut iraquien de l'autisme, un centre communautaire créé pour traiter les enfants autistes, a informé Al-Monitor que la majorité de ses clients avaient été victimes de violence familiale¹⁴³⁸.

¹⁴³² Al-Monitor, Iraq government fails to address rise in autism, 4 March 2014, [url](#).

¹⁴³³ Bolton, P., Mental health in Iraq: issues and challenges, *The Lancet*, Volume 3181, Issue 9870, 16 March 2013, [url](#).

¹⁴³⁴ WHO, Prevalence and risk of violence against adults with disabilities, 28 February 2012, [url](#), p. 2.

¹⁴³⁵ WHO, Violence against adults and children with disabilities, 2012, [url](#).

¹⁴³⁶ USAID, Iraq access to justice program, March 2014, [url](#), p. 20.

¹⁴³⁷ UNAMI/OHCHR, Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, [url](#), p. 7.

¹⁴³⁸ Al-Monitor, Iraq government fails to address rise in autism, 4 March 2014, [url](#).

En février 2015, un expert du Comité des droits de l'enfant des Nations unies a informé Reuters que l'EIIL utilisait des enfants handicapés mentaux pour commettre des attentats-suicides à la bombe¹⁴³⁹.

3.8 Enfants

Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq entre juillet et décembre 2017, la MANUI note que les conflits armés et la violence ont continué d'avoir des répercussions sur la vie des enfants, en particulier dans le gouvernorat de Ninive. Les enfants ont été exposés à l'utilisation d'engins explosifs improvisés, notamment aux attentats-suicides, au recrutement par des acteurs non étatiques (dont l'EIIL), aux attaques contre des écoles, aux enlèvements et aux violences sexuelles¹⁴⁴⁰. Le DFAT a fait observer que la violence en Iraq continuait de toucher les enfants et a déclaré ce qui suit:

«Des enfants ont été tués ou blessés lors d'attaques visant spécifiquement les écoles et les terrains de jeux. La violence a affaibli les institutions et les systèmes de protection physique, sociale et juridique dans la plupart des régions du pays. La perte de parents et de soignants à cause des conflits a rendu les enfants vulnérables au harcèlement, à l'exploitation et aux mauvais traitements. Les enfants vivant dans les zones contrôlées par l'EIIL ont été traumatisés et recrutés»¹⁴⁴¹.

Le rapport indique en outre que le travail et le mariage des enfants demeurent des problèmes de taille¹⁴⁴². Dans un rapport de juin 2017, Save the Children, une organisation humanitaire qui défend les droits de l'enfant, a fait état de ce qu'elle a appelé une crise de santé mentale chez les enfants affectés par le conflit en Iraq¹⁴⁴³. Les enfants qui ont enduré le règne de l'EIIL pendant plusieurs années présentent de multiples problèmes psychosociaux, selon la même source¹⁴⁴⁴.

3.8.1 Recrutement d'enfants

Dans un rapport de mai 2018 sur les incidences des conflits armés sur les enfants, le Secrétaire général des Nations unies fait état de 523 cas de recrutement d'enfants par les parties au conflit en Iraq en 2017. La même source ajoute que «des cas de recrutement impliquant 59 enfants, dont huit filles, ont été attribués à l'EIIL. Les enfants ont été utilisés comme kamikazes et combattants, pour la logistique et la fabrication d'engins explosifs, et en tant qu'épouses de combattants»¹⁴⁴⁵. Au total, 35 garçons ont été recrutés par des groupes armés non identifiés, neuf par les forces de défense du peuple – la branche armée du parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), quatre par les unités de résistance de Sinjar, un par la force de protection d'Ezidkhan et un par les forces Zeravani faisant partie des peshmergas¹⁴⁴⁶. Le

¹⁴³⁹ Reuters, Islamic State selling, crucifying, burying children alive in Iraq – UN, 4 February 2015, [url](#); Independent (The), Isis militants are using mentally challenged children as suicide bombers and crucifying others, says UN body, 5 February 2015, [url](#).

¹⁴⁴⁰ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2017, 8 July 2018, [url](#), p. 2.

¹⁴⁴¹ Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, p. 22.

¹⁴⁴² Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 26 June 2017, p. 22.

¹⁴⁴³ Save The Children, An Unbearable Reality: The impact of war and displacement on children's mental health in Iraq, 15 June 2017, [url](#), p. 37.

¹⁴⁴⁴ Save The Children, An Unbearable Reality: The impact of war and displacement on children's mental health in Iraq, 15 June 2017, [url](#), pp. 7-11.

¹⁴⁴⁵ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, [url](#), p. 12.

¹⁴⁴⁶ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, [url](#), p. 12.

Secrétaire général des Nations unies mentionne également des rapports crédibles en provenance du sud de l'Iraq, en particulier Nadjaf et Diwaniya, selon lesquels des groupes sous l'égide d'UMP ont organisé une formation militaire pour les garçons de 15 ans et plus¹⁴⁴⁷.

Dans son rapport sur les événements de 2016, le Secrétaire général des Nations unies a déclaré qu'au moins 168 garçons auraient été recrutés et utilisés par les parties au conflit, dont l'EIL, les forces de défense du peuple du parti des travailleurs du Kurdistan et les UMP. En outre, 40 cas vérifiés ont été attribués à l'EIL. Des enfants auraient également été utilisés comme boucliers humains par l'EIL¹⁴⁴⁸. Le rapport indique en outre que 57 enfants au total ont été recrutés et utilisés par des groupes opérant sous l'égide des forces de mobilisation populaire, dont la plupart ont reçu une formation militaire et ont été déployés au combat, tandis que 12 enfants ont été recrutés par des groupes tribaux de mobilisation, notamment dans les camps de personnes déplacées à l'intérieur du pays¹⁴⁴⁹.

Une étude publiée en février 2018 par l'université des Nations unies rapporte que l'EIL recrute massivement des enfants qu'elle appelle les «Lionceaux du Califat». Le mécanisme de surveillance et de communication de l'information (MRM) mis en place par les Nations unies a fait état du recrutement, par l'EIL, d'enfants d'à peine sept ans pour des missions au combat¹⁴⁵⁰. La même source a noté en outre qu'«en général, l'EIL utilise une définition biologique plutôt que numérique de l'âge adulte qui est fondée sur la perception de la force et de la maturité physique d'un individu». Les personnes interrogées dans les zones contrôlées par l'EIL rapportent que les enfants qui souhaitent s'enrôler sont examinés pour détecter des signes de puberté et «s'ils ont des poils sous les bras et peuvent porter une arme, ils sont considérés comme étant suffisamment âgés pour combattre»¹⁴⁵¹. Dans un article paru en juin 2017, *The Economist* rapporte que l'EIL a recruté des milliers d'enfants en Iraq et en Syrie. Si nombre d'entre eux ont été envoyés au front, d'autres servent en tant qu'espions, fabricants de bombes, cuisiniers ou gardiens de prison. Dans des cas extrêmes, des enfants ont exécuté des prisonniers. *The Economist* ajoute que «des milliers d'autres ont été exposés à l'idéologie perverse du groupe dans des écoles parrainées par l'EIL»¹⁴⁵².

L'étude précitée de février 2018 publiée par l'université des Nations unies indique que les UMP recrutent peu d'enfants. Les unités de résistance de Sinjar, une milice yézidie associée au PKK peshmerga, recrutent quelques enfants, mais pas à l'échelle de l'EIL¹⁴⁵³.

Dans un rapport de 2018, l'USDOS fait observer que «les enfants restent très vulnérables au recrutement forcé et à leur exploitation par de multiples groupes armés opérant en Iraq, y compris, mais pas seulement, l'EIL, les FMP, les forces tribales, le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), et des milices appuyées par l'Iran»¹⁴⁵⁴. Selon certaines informations, des UMP ont recruté et utilisé des enfants dans le cadre d'activités de milice, pour les affecter aux postes de contrôle ou en soutien aux postes de contrôle¹⁴⁵⁵.

¹⁴⁴⁷ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, [url](#), p. 13.

¹⁴⁴⁸ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/361-S/2017/821], 24 August 2017, [url](#), p. 12.

¹⁴⁴⁹ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/361-S/2017/821], 24 August 2017, [url](#), p. 12.

¹⁴⁵⁰ O'Neil, S. and van Broeckhoven, K., *Cradled by conflict – Child involvement with armed groups in contemporary conflict*, February 2018, [url](#), pp. 109-110.

¹⁴⁵¹ O'Neil, S. and van Broeckhoven, K., *Cradled by conflict – Child involvement with armed groups in contemporary conflict*, February 2018, [url](#), pp. 109-110.

¹⁴⁵² Economist (The), *What to do with Islamic State's child soldiers*, 17 June 2017, [url](#).

¹⁴⁵³ O'Neil, S. and van Broeckhoven, K., *Cradled by conflict – Child involvement with armed groups in contemporary conflict*, February 2018, [url](#), p. 114.

¹⁴⁵⁴ USDOS, *Trafficking in Persons Report 2018 - Country Narratives - Iraq*, 28 June 2018, [url](#).

¹⁴⁵⁵ US Department of Labor, *2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq*, 20 September 2018, [url](#), p. 2.

Le rapport par pays de l'USDOS sur les pratiques en matière de droits de l'homme en 2017 précise que certains groupes de milices armées, sous la bannière des UMP, ont fourni un entraînement au maniement des armes et un conditionnement physique de type militaire à des enfants âgés de moins de 18 ans. Bien que le gouvernement et les chefs religieux chiites interdisent expressément aux enfants de moins de 18 ans de servir au combat, des preuves ont été recueillies sur les médias sociaux démontrant que des enfants occupent des postes de combat¹⁴⁵⁶. En octobre 2017, le Conseil de sécurité des Nations unies a déclaré que des cas de recrutement et d'utilisation d'enfants, vraisemblablement par les UMP, avaient été signalés dans le sud de Kirkouk¹⁴⁵⁷. Dans un rapport de septembre 2017, le ministère américain du travail note: «Les forces tribales sunnites et d'autres groupes armés, y compris les milices soutenues par l'Iran, les unités de protection des femmes (YPJ), les unités de résistance de Sinjar (YBS), les forces de défense du peuple (HPG) et le parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) ont accepté des enfants volontaires dans leurs rangs»¹⁴⁵⁸.

Le rapport par pays de l'USDOS sur les pratiques en matière de droits de l'homme en Iraq en 2016 note que «les enfants ont continué à être associés aux FMP et aux milices dans les zones de conflit».¹⁴⁵⁹ Sur les médias sociaux, des preuves montrent que des enfants ont servi à des postes de combat. Par exemple, la page officielle «Conseils idéologiques» du site web d'une UMP a fait l'éloge d'un volontaire de 14 ans originaire de Bassora pour s'être battu aux côtés de son père à Falloujah. La chef d'une ONG de Bassora a visité des UMP à Salah ad-Din, où elle a rencontré des adolescents volontaires servant sur les lignes de front. L'ONU a recensé 12 cas signalés de recrutement d'enfants par des milices affiliées aux UMP, qui avaient tous été tués au combat¹⁴⁶⁰.

En novembre 2016, Human Rights Watch a signalé que la milice tribale sunnite Farsan al-Jubour avait recruté au moins dix enfants dans le camp de Debaga (gouvernorat d'Erbil)¹⁴⁶¹. En octobre 2015, Human Rights Watch rapportait que les milices chiites au sein d'UMP envoyaient des enfants au combat. L'AAH et l'organisation Badr sont citées comme milices employant des enfants soldats¹⁴⁶². Dans un rapport sur les pratiques en matière de droits de l'homme en Iraq en 2015, l'USDOS faisait état de dizaines de camps à travers le pays dans lesquels des centaines d'élèves étaient formés pour rejoindre les UMP. Un porte-parole du Cabinet du premier ministre a fait état d'incidents isolés où des combattants mineurs se sont engagés seuls dans les combats, mais il a indiqué que le gouvernement ne tolérait pas cette situation. Selon les observateurs, les enfants n'étaient pas officiellement encouragés à rejoindre les milices, le recrutement d'enfants était peu fréquent et était généralement attribuable à l'encouragement de la famille ou des pairs¹⁴⁶³. En août 2014, la MANUI a également déploré le recrutement d'enfants:

«De plus en plus d'enfants ont également été recrutés et utilisés par d'autres groupes armés, y compris des groupes "pro-gouvernementaux", dans de nombreuses zones

¹⁴⁵⁶ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁴⁵⁷ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 19 October 2017, [url](#), p. 9.

¹⁴⁵⁸ US Department of Labor, 2016 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 30 September 2017, [url](#), p. 2.

¹⁴⁵⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Iraq, 3 March 2017, [url](#).

¹⁴⁶⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2016 - Iraq, 3 March 2017, [url](#).

¹⁴⁶¹ Human Rights Watch, Iraq: Militias held, beat villagers- Recruited children as fighters from camp for displaced people, 20 November 2016, [url](#).

¹⁴⁶² Human Rights Watch, No child's play: kids fighting one another in Iraq conflict, 30 October 2015, [url](#).

¹⁴⁶³ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2015 - Iraq, 13 April 2016, [url](#).

touchées par le conflit, ainsi que dans les quartiers de Bagdad dominés par les chiites. Des rapports similaires ont également été reçus de Bassora. Des témoins, y compris des membres du personnel des Nations unies, ont vu des enfants qui occupaient des postes de contrôle illégaux, armés et portant des uniformes militaires»¹⁴⁶⁴.

3.8.2 Travail des enfants

Dans un rapport de septembre 2018, le ministère américain du travail a indiqué que «les enfants irakiens sont soumis aux pires formes de travail des enfants, notamment la participation à des conflits armés et l'exploitation sexuelle commerciale, qui résultent parfois de la traite des êtres humains»¹⁴⁶⁵. Selon les données de 2011 citées dans le même rapport, 75 % des enfants irakiens âgés de 5 à 14 ans vont à l'école, 4,2 % combinent travail et école, et 5,3 % travaillent sans aller à l'école¹⁴⁶⁶. L'Unicef a déclaré que plus d'un demi-million d'enfants irakiens travailleraient au lieu d'aller à l'école, selon un rapport de Reuters de juillet 2016¹⁴⁶⁷. Dans un rapport de mars 2016, MRG note que le travail des enfants touche particulièrement les enfants déplacés à l'intérieur du pays¹⁴⁶⁸.

Selon un article paru en août 2016 dans Rudaw, le nombre de travailleurs mineurs a augmenté dans les grandes villes du Kurdistan, en partie en raison de l'afflux de familles déplacées d'Iraq et de Syrie. Le ministère des affaires sociales de la région du Kurdistan a annoncé une action en justice pour freiner cette tendance¹⁴⁶⁹.

3.8.3 Mariages d'enfants

Voir la [section 3.5.2](#).

3.8.4 Violence contre les enfants

Dans un rapport de mai 2018 sur les incidences des conflits armés sur les enfants, le Secrétaire général des Nations unies souligne que les meurtres et les mutilations d'enfants demeurent les violations les plus fréquentes dont les enfants sont victimes en Iraq. En 2017, 717 victimes ont été recensées parmi les enfants, dont 279 enfants tués (143 garçons, 84 filles, 52 de sexe inconnu) et 438 enfants mutilés (270 garçons, 143 filles, 25 de sexe inconnu). Sur le nombre total de cas avérés de meurtres et de mutilations, 424 ont été attribués à l'EIIL, 109 aux FSI et à la coalition internationale contre l'EIIL, 34 aux peshmergas et 150 à des parties inconnues au conflit¹⁴⁷⁰. Le même rapport indique en outre que «plus de la moitié de tous les incidents ont été le résultat de frappes aériennes, de bombardements, de tirs de snipers et de roquettes, faisant 390 victimes parmi les enfants. Les engins explosifs improvisés ont été la deuxième cause majeure (24 %), suivis par les attaques ciblées contre des enfants (10 %), dont trois garçons qui ont été tués et deux blessés par des personnes non identifiées pour leur lien présumé avec l'EIIL»¹⁴⁷¹.

¹⁴⁶⁴ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: January – June 2014, August 2014, [url](#), p. 18.

¹⁴⁶⁵ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 1.

¹⁴⁶⁶ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 1.

¹⁴⁶⁷ Reuters, Child labour doubles in Iraq as violence, displacement hit incomes, 10 July 2016, [url](#).

¹⁴⁶⁸ MRG; Ceasefire Centre for Civilian Rights, Iraq's displacement crisis: security and protection, March 2016, [url](#), p. 5.

¹⁴⁶⁹ Rudaw, Kurdistan: New laws in the works to curb 'forced' child labor in Kurdistan, 24 August 2016, [url](#).

¹⁴⁷⁰ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, [url](#), p. 12.

¹⁴⁷¹ UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, [url](#), p. 12.

Le Secrétaire général des Nations unies a fait état de 257 incidents en 2016, qui ont fait 834 victimes parmi les enfants, dont 138 confirmés, provoquant la mort de 229 enfants (145 garçons, 58 filles et 26 de sexe inconnus) et en blessant 181 autres (129 garçons, 44 filles et 8 de sexe inconnu). L'EIIL était responsable d'au moins 13 attaques ciblées contre des enfants, dont des actes de torture. Au total, 66 incidents confirmés ont résulté de l'utilisation d'engins explosifs improvisés, en particulier par l'EIIL, tandis que les lieux publics, les forces de sécurité et les cérémonies chiites étaient également visés: 32 cas de meurtres et de mutilations d'enfants ont été attribués aux FSI et à la coalition internationale contre l'EIIL (30), aux peshmergas (1) et aux UMP (1), en conséquence d'attaques au mortier et aux roquettes, de frappes aériennes et de tirs d'artillerie¹⁴⁷².

En juin 2016, l'Unicef estimait qu'en Iraq, un enfant sur cinq était exposé à un risque sérieux de décès, de blessures, de violence sexuelle et de recrutement dans les groupes armés¹⁴⁷³. L'Unicef a en outre indiqué qu'il avait recensé 838 décès d'enfants depuis 2014 et 794 blessés, mais que le nombre réel était probablement beaucoup plus élevé. Il a également confirmé l'enlèvement de 1 496 enfants – en moyenne 50 par mois – depuis le début de 2014¹⁴⁷⁴.

3.8.5 Exploitation sexuelle des enfants

Un rapport du Secrétaire général sur la violence sexuelle liée au conflit publié en mars 2018 note que les femmes et les filles sunnites vivant sous occupation de l'EIIL ont enduré des mariages forcés et contraints, dans lesquels le viol était utilisé comme une arme de punition pour avoir désobéi aux règles de l'EIIL¹⁴⁷⁵. Des milliers de femmes et de filles iraqiennes yézidies, capturées depuis août 2014, ont été victimes de la traite vers la République arabe syrienne ainsi qu'à l'intérieur de ce pays, où elles ont été utilisées comme esclaves sexuelles. Selon certaines informations, d'autres femmes et filles issues de la communauté yézidie et d'autres groupes minoritaires ciblés ont été transférées de force en République arabe syrienne à la suite d'opérations militaires menées en 2017 pour libérer des zones d'Iraq contrôlées par l'EIIL¹⁴⁷⁶.

Dans un rapport de septembre 2018, le ministère américain du travail a fait remarquer que «dans l'ensemble du pays, certaines filles étaient victimes d'exploitation sexuelle à des fins commerciales dans le cadre de mariages temporaires. Cette pratique suppose le versement d'une dot à la famille de la jeune fille et la conclusion d'un accord de dissolution du mariage après une période de temps prédéterminée»¹⁴⁷⁷. La même source mentionne également que «les enfants qui travaillent sont également exposés à la violence et aux abus sexuels»¹⁴⁷⁸.

Dans son dernier rapport sur les droits de l'homme, l'USDOS note qu'en 2017, des membres de l'EIIL ont forcé des jeunes filles à se marier avec des combattants de l'EIIL. L'exploitation sexuelle des enfants yézidis par l'EIIL a été très répandue tout au long de l'année dans les

¹⁴⁷² UN General Assembly, Children and armed conflict [A/72/361–S/2017/821], 24 August 2017, [url](#), p. 12.

¹⁴⁷³ UNICEF, A Heavy Price for Children: Violence Destroys Childhoods in Iraq, 01 June 2016, [url](#), p. 5.

¹⁴⁷⁴ UNICEF, A Heavy Price for Children: Violence Destroys Childhoods in Iraq, 01 June 2016, [url](#), p. 5.

¹⁴⁷⁵ UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, [url](#), p. 13.

¹⁴⁷⁶ UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, [url](#), p. 24.

¹⁴⁷⁷ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 2.

¹⁴⁷⁸ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 2.

zones sous le contrôle du groupe; ces abus incluait des viols et l'esclavage sexuel¹⁴⁷⁹. La prostitution des enfants est pratiquée en Iraq. Les autorités traitent souvent les enfants exploités sexuellement comme des criminels plutôt que comme des victimes¹⁴⁸⁰.

En juin 2016, l'Unicef a indiqué que «le recours à la violence sexuelle et à la brutalisation des femmes et des filles a été bien documenté, un grand nombre de ces dernières étant enlevées en masse, détenues pendant des mois, vendues comme esclaves sexuelles et victimes de viol, torture et abus»¹⁴⁸¹.

3.8.6 L'éducation des enfants

Dans un rapport de mai 2017, l'Unicef note que l'éducation en Iraq a considérablement progressé au cours de la dernière décennie, avec une augmentation des inscriptions dans l'enseignement primaire d'environ 4,1 % par an. Le rapport indique en outre qu'en 2015-2016, 9,2 millions d'élèves étaient inscrits à tous les niveaux d'enseignement en Iraq. Le nombre total d'enfants scolarisés dans l'enseignement primaire a presque doublé, passant de 3,6 millions en 2000 à 6 millions en 2012»¹⁴⁸². Malgré ces progrès, en 2013, 13,5 % des enfants iraqiens en âge de scolarité (1,2 million d'enfants) n'avaient pas accès à l'éducation de base (soit six ans d'enseignement primaire, obligatoire, plus trois ans d'enseignement secondaire inférieur). Bien que la scolarisation des filles ait augmenté à tous les niveaux, l'Unicef constate toujours un écart important entre les sexes dans le centre de l'Iraq. Dans l'enseignement primaire, le taux de non scolarisation des filles est de 11,4 %, soit plus du double de celui des garçons (5,4 %). Dans l'enseignement secondaire dans le centre de l'Iraq, en 2015-2016, il y avait respectivement 142 et 121 garçons pour 100 filles dans le premier cycle du secondaire et dans le deuxième cycle du secondaire. Environ 355 000 enfants déplacés à l'intérieur de leur propre pays ne sont toujours pas scolarisés en Iraq, ce qui représente 48,3 % du nombre total d'enfants d'âge scolaire déplacés. Dans les gouvernorats touchés par le conflit, tels que Salah ad-Din et Diyala, plus de 90 % des enfants en âge de scolarité sont exclus du système éducatif¹⁴⁸³.

En 2015-2016, l'Iraq n'avait consacré que 5,7 % de ses dépenses publiques à l'éducation, ce qui place le pays au dernier rang des pays du Moyen-Orient pour une année donnée. Ces ressources limitées en matière d'éducation publique entraînent une baisse de la qualité de l'éducation et des résultats d'apprentissage, ainsi que la diminution des taux de rétention des enseignants¹⁴⁸⁴.

Dans un rapport publié en 2018, l'USDOS note que les enfants se heurtent à toute une série d'obstacles à l'accès à l'éducation, tels que «des attaques contre les écoles et la prise pour cible spécifique des enseignants et du personnel scolaire. Parmi les autres obstacles figuraient le manque d'écoles à proximité, l'utilisation des écoles comme abris par les personnes déplacées à l'intérieur du pays et comme centres de détention par l'EIL, le coût du transport et des fournitures scolaires, le manque d'installations éducatives et l'absence de documents d'identité pour les personnes déplacées et les réfugiés»¹⁴⁸⁵. Il en était de même pour les

¹⁴⁷⁹ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁴⁸⁰ USDOS, Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, [url](#).

¹⁴⁸¹ UNICEF, A Heavy Price for Children: Violence Destroys Childhoods in Iraq, 01 June 2016, [url](#), p. 5.

¹⁴⁸² UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq, 21 May 2017, [url](#), pp. i-1.

¹⁴⁸³ UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq, 21 May 2017, [url](#), pp. i-1.

¹⁴⁸⁴ UNICEF, The Cost and Benefits of Education in Iraq; 21 May 2017, [url](#), pp. i-1.

¹⁴⁸⁵ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 2.

rapports des années précédentes¹⁴⁸⁶. L'USDOL a fait remarquer que si de nombreuses écoles ont rouvert leurs portes, environ 1,2 million d'enfants dans tout l'Iraq n'étaient toujours pas scolarisés en octobre 2017¹⁴⁸⁷.

En septembre 2016, l'Unicef a noté qu'une école sur cinq en Iraq était hors d'usage en raison du conflit¹⁴⁸⁸. L'Unicef a indiqué qu'en 2013, quelque 777 000 enfants de 5 ans qui étaient censés fréquenter l'école maternelle n'étaient pas scolarisés (76 %), tout comme près de 485 000 enfants en âge de fréquenter le primaire (8 %) et 651 000 enfants en âge de fréquenter le premier cycle secondaire (26 %), faisant remarquer que 500 000 enfants supplémentaires déplacés non scolarisés ont été recensés depuis le conflit armé de 2014 avec l'EIL¹⁴⁸⁹. L'Unicef a fait observer que les enfants qui risquent le plus d'être exclus du système éducatif sont les filles, les enfants pauvres, les enfants dont la mère n'a pas reçu d'instruction et les enfants handicapés¹⁴⁹⁰.

Dans son analyse de la manière dont l'EIL décrit sa structure gouvernementale, l'Atlantic Council, un groupe de réflexion américain dans le domaine des affaires internationales, a indiqué que l'organisation a créé plusieurs organismes gouvernementaux dans les territoires qu'elle contrôle, appelés *Diwan*. Selon l'EIL, le *Diwan* de l'éducation régit les programmes d'études et les cours pour les établissements scolaires, ainsi que la répartition du personnel nécessaire¹⁴⁹¹. De nombreuses sources font état de la brutalité du programme scolaire de l'EIL et du risque d'endoctrinement des enfants scolarisés¹⁴⁹². Cependant, dans un article d'octobre 2017, Foreign Affairs discute de la disparité entre la propagande de l'EIL au sujet de son système éducatif et la réalité sur le terrain. Après avoir interrogé plus d'une vingtaine d'enseignants civils et de parents qui ont fui le territoire syrien contrôlé par l'EIL vers le sud de la Turquie, Foreign Affairs conclut que le système scolaire de l'EIL est en réalité profondément dysfonctionnel et quasiment inexistant dans certaines zones contrôlées par l'EIL¹⁴⁹³.

L'éducation n'était pas une priorité pour l'EIL. Malgré la diffusion, par l'EIL, de matériel pédagogique dans sa propagande en ligne, les enseignants ont indiqué que les manuels scolaires en ligne de l'EIL étaient rarement distribués. Les écoles étaient sous-financées et manquaient de personnel, et la fréquentation scolaire n'était pas contrôlée. Le véritable intérêt de l'EIL pour le recrutement n'était pas son système scolaire, mais le Diwan («ministère») de Dawah et Masajid (sensibilisation et mosquées), «qui gérait des centres de formation en matière de charia, des mosquées, des prédications du vendredi et des points dits médiatiques ou des centres de propagande avec de grands écrans qui diffusaient des séquences de bataille, des décapitations, des prédications du chef de l'EIL, Abu Bakr al-Baghdadi, ainsi que des chants islamiques»¹⁴⁹⁴.

¹⁴⁸⁶ US Department of Labor, 2016 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 30 September 2017, [url](#), p. 2.

¹⁴⁸⁷ US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, [url](#), p. 2.

¹⁴⁸⁸ UNICEF, UNICEF Iraq briefing note – education, 30 September 2016, [url](#), p. 2.

¹⁴⁸⁹ UNICEF, OOSCI-MENA, Iraq-Overview, last updated May 2017, [url](#).

¹⁴⁹⁰ UNICEF, OOSCI-MENA, Iraq-Overview, last updated May 2017, [url](#).

¹⁴⁹¹ Atlantic Council, How ISIS describes its government structure, 28 July 2016, [url](#).

¹⁴⁹² Niqash, How to be a good little jihadi: extremists release new school textbooks, curriculum in Mosul, 29 October 2015, [url](#); Guardian (The), How Islamic State is training child killers in doctrine of hate, 5 March 2016, [url](#); UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. xviii.

¹⁴⁹³ Foreign Affairs, Inside ISIS' dysfunctional schools, 13 October 2017, [url](#).

¹⁴⁹⁴ Foreign Affairs, Inside ISIS' dysfunctional schools, 13 October 2017, [url](#).

3.8.7 Orphelins

Le *New York Times* rapporte en 2018 qu'aucun organisme gouvernemental iraquien ou groupe humanitaire international ne dispose de statistiques complètes sur le nombre d'enfants orphelins pour la période 2014-2017. L'État iraquien dispose de peu de ressources au profit de ces enfants, et les communautés du pays sont trop débordées pour répondre aux besoins des orphelins. La plupart de ces enfants ont été confiés à la garde de leur famille élargie, fait observer le *New York Times*¹⁴⁹⁵.

En août 2016, Al-Monitor rapportait qu'une enquête récente du ministère de la planification et du développement indiquait que le nombre d'orphelins âgés de 17 ans au plus et enregistrés par ce ministère était de 600 000. Toutefois, l'enquête ne portait pas sur les gouvernorats de Ninive et d'Anbar. Un membre du comité de l'enfance et de la famille du Parlement iraquien a informé Al-Monitor que les programmes gouvernementaux relatifs à l'accueil de ces orphelins étaient limités¹⁴⁹⁶.

Dans un article paru en juin 2016, Al Jazeera indique que l'Iraq manque d'orphelinats pour accueillir le grand nombre d'enfants qui ont perdu leurs deux parents. En octobre 2014, le ministère iraquien du travail et des affaires sociales a annoncé qu'il gérait 22 orphelinats à travers le pays, note Al Jazeera¹⁴⁹⁷.

3.9 Personnes perçues comme riches

Dans un article de mai 2018, le *Washington Post* indiquait que les milices «fonctionnent comme des organisations mafieuses qui se livrent à des activités criminelles, à l'extorsion et aux violations des droits de l'homme»¹⁴⁹⁸. Dans un rapport de février 2018, Red24, une société de conseil spécialisée dans la sécurité mondiale basée en Afrique du Sud, déclarait que «la menace d'enlèvement restera élevée en Iraq en 2018 dans les zones de conflit et celles précédemment touchées par un conflit, notamment dans les gouvernorats sunnites du centre et du nord. Outre la menace d'enlèvement que représentent les groupes militants islamistes, tels que l'État islamique (EIIL), dans les régions susmentionnées, la recrudescence des enlèvements par une multitude de groupes criminels et de milices dont nous avons été témoins depuis 18 mois devrait se poursuivre, voire augmenter, en 2018»¹⁴⁹⁹. Les habitants sont cités comme des cibles principales. Le rapport note en outre que la menace d'enlèvement devrait rester plus faible dans le nord kurde et le sud chiite¹⁵⁰⁰. Dans son rapport par pays sur le terrorisme de 2017, l'USDOS fait observer que les enlèvements contre rançon sont restés une source de financement de l'EIIL pendant toute l'année 2017¹⁵⁰¹.

Dans un article paru en septembre 2018, le *New York Times* soulignait que les groupes criminels organisés sévissent à Bassora. Les dirigeants de ces organisations criminelles seraient liés à de puissantes milices chiites¹⁵⁰². Dans un article paru en septembre 2017, Iraqi News relatait une recrudescence des enlèvements avec rançon visant des parents de résidents et de commerçants aisés de Mossoul. Une source au sein de la police de Mossoul, qui a

¹⁴⁹⁵ New York Times (The), Iraq's forgotten casualties: children orphaned in battle with ISIS, 31 August 2018, [url](#).

¹⁴⁹⁶ Al-Monitor, Amid war on ISIS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, [url](#).

¹⁴⁹⁷ Al Jazeera, Iraq's child soldiers: 'What happened to our boys?', 8 June 2016, [url](#).

¹⁴⁹⁸ Washington Post (The), What Iraq's election means for its Shiite militias, 12 May 2018, [url](#).

¹⁴⁹⁹ Red24, Special Risks - Global kidnapping hotspots 2018, 1 February 2018, [url](#).

¹⁵⁰⁰ Red24, Special Risks - Global kidnapping hotspots 2018, 1 February 2018, [url](#).

¹⁵⁰¹ USDOS, Country Report on Terrorism 2017 - Chapter 5 - Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), 19 September 2018, [url](#).

¹⁵⁰² New York Times (The), In strategic Iraqi city, a week of deadly turmoil, 8 September 2018, [url](#).

demandé à ne pas être citée, a indiqué que de nombreux groupes armés et troupes de mobilisation ne percevaient pas de salaire du gouvernement iraquien, ce qui incitait certains éléments indisciplinés à procéder à des enlèvements et à des vols à main armée¹⁵⁰³. Dans un article paru en janvier 2017, Al-Monitor fait état de l'augmentation des enlèvements contre rançon à Bagdad. Selon Al-Monitor, certaines bandes criminelles emploient une personne appelée Al-Allas, ce qui signifie «chasseur de primes». La mission de cette personne est de fournir les noms et les détails de particuliers ou de familles fortunés aux membres de bandes. Un chef adjoint du comité de sécurité du conseil provincial de Bagdad a déclaré que des groupes politiques ou armés influents étaient derrière les enlèvements afin d'obtenir des fonds sous forme de rançons¹⁵⁰⁴. Un consultant iraquien que Landinfo et Lifos ont rencontré à Amman en février 2017 a indiqué que les milices étaient directement impliquées dans la vague d'enlèvements à motivation criminelle observés en Iraq depuis 2014¹⁵⁰⁵.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a expliqué que les Sabéens-Mandéens étaient considérés comme riches car ils étaient associés au commerce de bijoux. C'est pour cette raison qu'ils sont devenus la cible d'extorsions de la part de groupes extrémistes et de bandes criminelles¹⁵⁰⁶. Dans un article paru en janvier 2017, Middle East Eye rapporte que de nombreux enlèvements – politiques et criminels – ont lieu presque quotidiennement à Bagdad. L'ancien ministre iraquien de l'intérieur, Mohammed al-Ghabban, a informé Middle East Eye que les enlèvements criminels ont pour but de faire chanter les gens pour obtenir de l'argent, alors que les enlèvements terroristes et politiques visent à la fois à imposer l'influence de la bande et à exercer un chantage sur les gens. Un haut responsable de la sécurité iraquienne qui a refusé d'être cité a indiqué que certains des ravisseurs «sont soit soutenus par de grandes factions armées chiites, soit profitent de contacts avec les forces de sécurité»¹⁵⁰⁷. Plusieurs responsables de la sécurité ont déclaré à Middle East Eye que les personnes enlevées et leurs ravisseurs étaient principalement chiites. Selon Middle East Eye, les bandes criminelles responsables des enlèvements cherchent à obtenir des rançons allant de 10 000 à 100 000 USD, en fonction de la situation financière de la famille de la victime¹⁵⁰⁸.

Dans un rapport de mars 2016, Michael Knights a également indiqué que la hausse de l'activité criminelle à Bagdad et dans les provinces du sud était imputable à des criminels se réclamant appartenir à des UMP.¹⁵⁰⁹ Dans un rapport de juin 2015, Norman Cigar fait remarquer qu'après juin 2014, «dans de nombreuses régions, le départ des unités de l'armée et de la police pour le front a créé un vide sécuritaire qui a été exploité par des éléments criminels qui ont commis des enlèvements, des extorsions et des vols. Souvent, les auteurs ont affirmé appartenir à l'une des milices». Le chef de l'AAH, Qais al-Khazali, a cependant reconnu que certains criminels ont rejoint les milices pour couvrir leurs activités illégales¹⁵¹⁰. Dans un article paru en décembre 2014, Middle East Eye rapporte que des dizaines d'enlèvements ont lieu chaque semaine à Bagdad. Certains enlèvements sont la conséquence directe de la tension sectaire qui s'est accrue depuis que l'EIIL a repris une partie de l'Iraq; d'autres sont le fait de bandes spécialisées dans l'extorsion qui se sont développées au milieu du chaos. Les victimes ou leur famille signalent que les ravisseurs utilisent souvent des SMS

¹⁵⁰³ Iraqi News, Mosul ISIS: Mosul sees surge in ransom kidnappings of its rich: newspaper, 18 September 2018, [url](#).

¹⁵⁰⁴ Al-Monitor, Why are kidnappings on the rise in Baghdad?, 27 January 2017, [url](#).

¹⁵⁰⁵ Middle East Eye, Kidnappings greater threat to Baghdad than Islamic State: top official, 2 December 2014, [url](#).

¹⁵⁰⁶ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 20.

¹⁵⁰⁷ Middle East Eye, Criminal kidnappings are big business in Baghdad, 1 January 2017, [url](#).

¹⁵⁰⁸ Middle East Eye, Criminal kidnappings are big business in Baghdad, 1 January 2017, [url](#).

¹⁵⁰⁹ Knights, M., The future of Iraq's armed forces, March 2016, [url](#), p. 32.

¹⁵¹⁰ Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias, June 2015, [url](#), p. 34.

pour faire leurs demandes et que le montant demandé fait habituellement l'objet de négociations. La rançon convenue se situe généralement entre 20 000 USD et 30 000 USD¹⁵¹¹.

Pour de plus amples informations sur les bandes criminelles, voir la [section 3.1.2](#).

3.10 Mariage interconfessionnel entre sunnites et chiites

Abordant la question des mariages mixtes en Iraq lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a fait observer que les mariages mixtes entre sunnites et chiites sont assez courants en Iraq. Il a ajouté que «les mariages mixtes ont été prépondérants pendant de nombreuses décennies et qu'il existe encore de nombreuses familles et communautés mixtes en Iraq»¹⁵¹². BBC News rapporte que les mariages entre sunnites et chiites sont fréquents dans les pays à forte population chiite comme l'Iraq et le Liban. La journaliste de BBC Monitoring, Mina al-Lami, née en Iraq dans le cadre d'un mariage sunnite-chiite, ajoute que «le fait d'avoir un parent de chaque confession était et demeure courant en Iraq, surtout dans des régions mixtes comme Bagdad, la capitale»¹⁵¹³.

Selon un chercheur iraquien de Human Rights Watch, contacté en janvier 2018 par la direction des recherches de l'IRB, «il existe de nombreuses observations anecdotiques qui attestent que le nombre de mariages mixtes a diminué au cours des années du pic des violences entre chiites et sunnites en 2006-2007». En dépit de cas exceptionnels, cependant, «les mariages interconfessionnels ne sont pas controversés en Iraq»¹⁵¹⁴. Contacté en janvier 2018 par l'IRB, le représentant des programmes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Ceasefire Centre for Civilian Rights déclare que les mariages interconfessionnels «sont devenus moins acceptables dans certains milieux en raison des différences politiques sectaires» depuis 2006. Il explique en outre que «cela varie beaucoup d'une famille à l'autre et d'un endroit à l'autre»¹⁵¹⁵. De même, la journaliste de BBC Monitoring, Mina al-Lami, explique que les tensions sectaires en Iraq après 2003 ont conduit à une baisse des mariages entre sunnites et chiites. Cependant, «ils restent courants»¹⁵¹⁶.

Le représentant des programmes pour le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord au Ceasefire Centre for Civilian Rights a expliqué que son réseau de chercheurs locaux a relevé 1 249 cas de violence familiale entre février 2014 et mai 2015. Dans 11 de ces cas, le mariage interconfessionnel a été mentionné comme un facteur de violence ou d'abus. La même source a indiqué que l'organisation a recensé un certain nombre de cas dans lesquels des couples sunnites-chiites ont été contraints de divorcer après une escalade des tensions sectaires due aux pressions familiales et communautaires. Dans d'autres cas, les femmes vivant dans des mariages interconfessionnels, en particulier si elles vivent avec la famille du mari, ont été exposées à la violence et aux abus domestiques, en raison de la différence confessionnelle de

¹⁵¹¹ Middle East Eye, Kidnappings greater threat to Baghdad than Islamic State: top official, 2 December 2014, [url](#).

¹⁵¹² Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 19.

¹⁵¹³ BBC News, 'Sushi' children defy Sunni-Shia divide, 18 June 2016, [url](#).

¹⁵¹⁴ Canada, IRB, Iraq: Inter-sect marriage between Sunni and Shia Muslims, including prevalence; treatment of inter-sect spouses and their children by society and authorities, including in Baghdad; state protection available (2016-January 2018) [IRQ106049.E], 29 January 2018, [url](#).

¹⁵¹⁵ Canada, IRB, Iraq: Inter-sect marriage between Sunni and Shia Muslims, including prevalence; treatment of inter-sect spouses and their children by society and authorities, including in Baghdad; state protection available (2016-January 2018) [IRQ106049.E], 29 January 2018, [url](#).

¹⁵¹⁶ BBC News, 'Sushi' children defy Sunni-Shia divide, 18 June 2016, [url](#).

la mère. En cas de divorce, les femmes étaient parfois empêchées de voir leurs enfants en raison de leur religion, différente de celle de leur ex-époux¹⁵¹⁷.

Interrogé sur la question de savoir si les couples mixtes peuvent devenir des cibles de persécution, lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a répondu que cela pourrait arriver. Cependant, «ils ne sont pas persécutés aveuglément; il existe une longue histoire de mariages mixtes en Iraq»¹⁵¹⁸. Au sujet des crimes d'honneur dans la région du Kurdistan, la même source a ajouté que les femmes sont plus touchées par les violences d'honneur que les hommes, par exemple, dans le cas d'un «mariage mixte problématique»¹⁵¹⁹.

Dans un rapport de 2011, l'OIM en Iraq note que le divorce et la séparation ont été plus fréquents parmi les mariages de religions mixtes. Selon l'OIM, ces mariages éclatent à cause de «pressions familiales et de menaces de la part de groupes de miliciens»¹⁵²⁰. Dans un article publié en 2010 par l'Institute for War and Peace Reporting, une organisation à but non lucratif qui travaille avec les médias et la société civile pour promouvoir le changement dans les zones de conflit, une femme chiite mariée à un sunnite décrit comment elle a reçu des menaces de mort dans un quartier sunnite de Bagdad en 2006, en plein conflit sectaire¹⁵²¹. En 2007, le *Washington Post* a rapporté que des couples mixtes en Iraq étaient confrontés à la violence et aux menaces. Les milices ou les insurgés les ont forcés à quitter leurs maisons parce qu'un des partenaires appartenait à la mauvaise confession¹⁵²².

3.11 Couples mixtes arabes-kurdes

Un militant des droits de l'homme interrogé par le DIS/Landinfo au cours de leur mission d'enquête de 2018 dans la RKI a indiqué que les mariages entre Arabes et Kurdes sont très rares, en particulier dans le nord de l'Iraq, où les tensions sectaires et ethniques sont fortes. Selon une autre source, les couples mixtes arabo-kurdes sont susceptibles d'être stigmatisés à la fois par les autres Arabes et Kurdes¹⁵²³. Dans un article paru en 2017, Niqash note toutefois qu'en raison des déplacements de population dans le contexte de la crise liée à l'EIII, «davantage de familles kurdes et arabes se marient entre elles dans le nord de l'Iraq». L'article explique ensuite que, puisque le mariage en Iraq et dans la RKI est une «tradition conservatrice» au travers du mariage arrangé par la famille et des «intermédiaires», «les hommes ont beaucoup plus de choix que les femmes, et il semble que ce soient généralement les hommes kurdes qui épousent des femmes arabes»¹⁵²⁴.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a noté que dans la RKI, tant les hommes que les femmes, mais en particulier les femmes, peuvent être victimes de crimes d'honneur. Tel est par exemple le cas d'un «mariage mixte problématique», comme une relation entre une sunnite et un chiite qui «veulent se marier

¹⁵¹⁷ Canada, IRB,, Iraq: Inter-sect marriage between Sunni and Shia Muslims, including prevalence; treatment of inter-sect spouses and their children by society and authorities, including in Baghdad; state protection available (2016-January 2018) [IRQ106049.E], 29 January 2018, [url](#).

¹⁵¹⁸ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 24.

¹⁵¹⁹ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 24.

¹⁵²⁰ IOM, IOM Iraq: Special Focus Report on Female Headed Households, 12 October 2011, [url](#), p. 4.

¹⁵²¹ IWPR, Fighting for love across Iraq's sectarian frontline, 16 April 2010, [url](#).

¹⁵²² Washington Post (The), Marriages between sects come under siege in Iraq, 4 March 2007, [url](#).

¹⁵²³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 37.

¹⁵²⁴ Niqash, In Northern Iraq, Some Kurdish Men Prefer Their Brides Budget, 9 March 2017, [url](#).

mais qui n'ont pas l'aval de leurs familles»¹⁵²⁵. Le rapport de l'EASO indique que divers experts et organisations ont noté ce qui suit concernant la région du Kurdistan: «Il est possible qu'un clan ou une tribu punisse un membre (surtout une femme) pour avoir commis un acte malavisé, comme un mariage mixte»¹⁵²⁶.

3.12 Personnes affichant un comportement occidentalisé

Un analyste iraquien interrogé lors de la mission d'enquête du DIS/Landinfo de 2018 dans la RKI a déclaré que «les UMP ciblent des personnes qui présentent des signes de déviation morale». Cette situation se produit surtout lorsque les personnes se distinguent des normes sociales chiites. Les victimes sont issues de la communauté LGBT [lesbienne, gay, bisexuelle et transgenre] ou sont des personnes créatives qui, par exemple, s'habillent autrement»¹⁵²⁷. Freedom House explique que «tant les hommes que les femmes subissent des pressions pour se conformer aux normes conservatrices en matière d'apparence physique»¹⁵²⁸.

Le rapport 2017 de l'USDOS sur la liberté religieuse dans le monde mentionne que, selon les représentants d'ONG chrétiennes, «certains musulmans ont continué à menacer des femmes et des filles, quelle que soit leur appartenance religieuse, pour avoir refusé de porter le hijab, pour s'être habillées à l'occidentale ou pour ne pas avoir respecté une interprétation stricte des normes islamiques régissant le comportement en public»¹⁵²⁹. Le rapport indique en outre que les milices chiites qui se sont mobilisées pour combattre l'EIL «utilisent depuis longtemps leurs armes et leur pouvoir pour réprimer les activités qu'elles jugent "non islamiques"»¹⁵³⁰. Dans un courriel de juin 2017 cité dans un rapport COI publié sur le site web de la Cour administrative suprême autrichienne (*Bundesverwaltungsgericht*), Mark Lattimer explique que le style vestimentaire attendu des femmes en Iraq est devenu plus conservateur au cours des dernières décennies. Bien qu'il existe un code vestimentaire strict pour les femmes dans les territoires contrôlés par l'EIL, à Bagdad et à Bassora, les milices chiites cherchent également à appliquer des codes vestimentaires stricts et sont responsables de violentes agressions envers des femmes dont le style vestimentaire est jugé inapproprié. Il a ajouté qu'en 2006-2007, les milices de Bassora et de Diyala avaient tué des centaines de femmes parce qu'elles ne respectaient pas le code vestimentaire¹⁵³¹.

En septembre 2018, Tara Fares, un mannequin de 22 ans et une personnalité des médias sociaux a été abattue dans la rue à Bagdad. Cet assassinat fait suite à une série d'attaques violentes visant des femmes éminentes considérées comme «s'exprimant librement ou allant à l'encontre des normes de la société conservatrice». À la suite de l'assassinat de M^{me} Fares, le Premier ministre iraquien, Haider al-Abadi, a mandaté une enquête pour examiner si cette attaque était liée à d'autres meurtres et enlèvements récents à Bagdad et Bassora¹⁵³². Quelques jours avant l'assassinat de M^{me} Fares, une militante des droits de l'homme bien connue et chef d'une ONG locale a été tuée à Bassora. Au moment de son assassinat, elle soutenait activement les manifestations antigouvernementales qui se déroulaient à

¹⁵²⁵ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 24.

¹⁵²⁶ Lattimer, M., cited in: EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 24.

¹⁵²⁷ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 47.

¹⁵²⁸ Freedom House, Freedom in the World 2018 - Iraq, January 2018, [url](#).

¹⁵²⁹ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁵³⁰ USDOS, 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, [url](#).

¹⁵³¹ Austria, BVwG (Bundesverwaltungsgericht) [Supreme Administrative Court], Entscheidungstext L512 1417529-1/33E [Decision/case number L512 1417529-1/33E], 8 November 2017, 8 November 2017, [url](#).

¹⁵³² New York Times (The), A social media star is shot dead in Baghdad. Iraqis fear a trend, 28 September 2018, [url](#).

Bassora¹⁵³³. Au cours des mois précédents, au moins deux esthéticiennes sont décédées chez elles «dans des circonstances mystérieuses», suscitant des inquiétudes quant à la prise des femmes propriétaires de salons de beauté pour cible systématique¹⁵³⁴. En octobre 2018, une ancienne Miss Iraq aurait reçu des menaces de mort¹⁵³⁵.

Lors de la réunion de coopération pratique de l'EASO sur l'Iraq en avril 2017, Mark Lattimer a indiqué que les femmes en Iraq ont été la cible d'assassinats pour avoir commis des infractions morales. À Bagdad, Asaib Ahl al-Haq a commis des massacres de femmes dans des maisons closes présumées. En outre, «des dizaines de femmes à Bassora ont apparu avec des notes indiquant qu'elles portaient les mauvais vêtements ou qu'elles exerçaient des emplois peu appropriés, et qu'elles ont été tuées par des milices»¹⁵³⁶. Dans son rapport sur la situation des droits de l'homme en Iraq entre juillet et décembre 2016, la MANUI mentionne plusieurs cas où des établissements soupçonnés de vendre de l'alcool ou des drogues ou liés à la prostitution avaient été pris pour cible. La même source ajoute que «des cafés, des restaurants et des maisons ont été attaqués au moyen d'engins explosifs improvisés, généralement pendant la nuit, par des auteurs cherchant à imposer leur propre comportement à ceux qu'ils soupçonnaient de ne pas respecter leur code moral»¹⁵³⁷.

En 2016, le *Washington Post* expliquait que l'Iraq était autrefois fièrement laïque, «mais les partis religieux ont dominé le paysage politique depuis que les États-Unis ont fait tomber le régime de Saddam Hussein en 2003». La guerre civile sectaire entre sunnites et chiites a renforcé le pouvoir des extrémistes religieux. Les milices chiites qui se sont mobilisées pour combattre l'EIL «utilisent depuis longtemps leurs armes et leur pouvoir pour réprimer les activités qu'elles jugent "non islamiques"»¹⁵³⁸. En 2015, les participants et les organisateurs du «Festival de Bagdad pour la jeunesse», un événement inspiré du festival indien «Holi» (connu pour la poudre colorée que les participants se jettent les uns sur les autres), ont été critiqués et menacés après la diffusion de photos du festival sur les médias sociaux. Un éminent dirigeant d'Asaib Ahl al-Haq les a accusés de turpitude morale¹⁵³⁹. Un rapport de janvier 2014 de l'organisation Al-Masalla pour le développement des ressources humaines/NPA-Norwegian People's Aid décrit comment un artiste de rap iraquien a reçu des menaces directes d'Asaib Ahl al-Haq. Le groupe considérait le rap comme un art interdit par la religion (Haram) et comme une forme d'art occidental intrusif¹⁵⁴⁰. En 2013, le *Guardian* a rendu compte de la popularité croissante des tatouages à Bagdad, y compris parmi les femmes. Selon le journal, «avoir un tatouage à Bagdad reste une négociation sociale complexe». Confrontés à la discrimination lorsqu'ils cherchent un emploi de fonctionnaire, de policier ou de soldat, beaucoup d'entre eux cachent leurs tatouages sous des t-shirts. Une personne interrogée explique qu'elle garde son tatouage bien caché parce que «des terroristes ont tué des gens car ils avaient des tatouages»¹⁵⁴¹.

¹⁵³³ BBC News, Iraqi human rights activist shot dead in Basra, 25 September 2018, [url](#).

¹⁵³⁴ Al Arabiya, After death of Iraq's 'Barbie', beautician dies in mysterious circumstances, 24 August 2018, [url](#).

¹⁵³⁵ BBC News, Former Miss Iraq 'threatened' after fellow Instagram star's murder, 1 October, [url](#).

¹⁵³⁶ Lattimer, M., EASO, Practical Cooperation Meeting on Iraq, 25-26 April 2017, [url](#), p. 22.

¹⁵³⁷ UNAMI/OHCHR, Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017, [url](#), p. 17.

¹⁵³⁸ Washington Post (The), Feared Shiite militias back in spotlight after three Americans vanish in Iraq, 21 June 2016, [url](#).

¹⁵³⁹ Middle East Eye, The death of fun in Baghdad?, 28 July 2015, [url](#).

¹⁵⁴⁰ Al-Masalla Organization for Human Resources Development/Norwegian People's Aid, The Situation of Personal Freedoms of Iraqi Youths, January 201, [url](#).

¹⁵⁴¹ Guardian (The), Mum, imam and Saddam: what daring young Iraqis are saying with tattoos, 22 March 2013, [url](#).

Annexe I: Unités de mobilisation populaire – principales milices et groupes apparentés

Organisation Badr

Formée dans les années 1980 en Iran¹⁵⁴², l'organisation Badr s'est imposée comme la milice chiite la plus puissante des UMP¹⁵⁴³ et aurait influencé des éléments des forces de sécurité iraqiennes¹⁵⁴⁴. Dans un rapport daté de décembre 2015, Kenneth Katzman et Carla E. Humud déclarent que l'organisation Badr pourrait compter pas moins de 30 000 miliciens¹⁵⁴⁵. D'après un rapport publié en août 2017 par le GPPI, l'organisation Badr comptait environ 20 000 hommes en février 2016¹⁵⁴⁶. Soutenue par l'Iran, l'organisation Badr avait pour principale préoccupation la sécurisation et la pacification de la province de Diyala, stratégiquement importante¹⁵⁴⁷. La province est graduellement devenue une principauté de l'organisation, qui a partiellement échappé au contrôle de l'État¹⁵⁴⁸. Dans la province occidentale de Diyala, la cinquième division de l'armée iraqienne est considérée comme étant placée sous le commandement de l'organisation Badr¹⁵⁴⁹.

Dans un rapport de juillet 2017 pour l'institut allemand des affaires internationales et de la sécurité, une organisation qui conseille les décideurs politiques sur les questions de politique internationale, de politique étrangère et de sécurité, Guido Steinberg note que l'organisation Badr contrôle également des parties de la province de Salah ad-Din. Il écrit que «la domination exercée sur les gouvernorats de Diyala et Salah ad-Din s'inscrit dans le projet de l'Iran de créer un État (islamique) dans l'État iraqien, sur le modèle du Hezbollah au Liban¹⁵⁵⁰». Les membres de l'organisation Badr ont été accusés à maintes reprises de commettre des atrocités contre des civils dans les zones de conflit et dans les territoires reconquis¹⁵⁵¹, en particulier dans la province de Diyala¹⁵⁵². Au cours des élections de mai 2018, le chef de l'organisation Badr, Hadi al-Amiri, a présidé l'alliance Fateh, une coalition politique qui a remporté 47 sièges, terminant deuxième derrière la coalition Muqtada al-Sadr's Saairun¹⁵⁵³.

¹⁵⁴² Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 44.

¹⁵⁴³ Counter Extremism Project, Badr Organization, last updated November 2017, [url](#); Reuters, Special report: How Iran's military chiefs operate in Iraq, 24 February 2015, [url](#).

¹⁵⁴⁴ Washington Post (The), Appointment of Iraq's new interior minister opens door to militia and Iranian influence, 18 October 2014, [url](#).

¹⁵⁴⁵ US, CRS, Iraq: politics and governance, 31 December 2015, [url](#), p. 17.

¹⁵⁴⁶ Gaston, E. et.al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 27.

¹⁵⁴⁷ Foreign Policy, Iran's Shiite militias are running amok in Iraq, 19 February 2015, [url](#).

¹⁵⁴⁸ Knights, M., Iraq's popular demobilization, 26 February 2016, [url](#).

¹⁵⁴⁹ Dury-Agri, J.R. et.al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 17; Reuters, Exclusive: U.S. falters in campaign to revive Iraqi army, experts say, 3 June 2016, [url](#).

¹⁵⁵⁰ Steinberg, G., The Badr Organization, Iran's most important instrument in Iraq, July 2017, [url](#), pp. 1-3.

¹⁵⁵¹ Human Rights Watch, Iraq, Investigate abuses in Hawija operation, 28 September 2017, [url](#); Human Rights Watch, Fallujah abuses test control of militias, 9 June 2016, [url](#); Reuters, Attacks on Iraq's Sunnis could constitute war crimes: rights group, 31 January 2016, [url](#).

¹⁵⁵² Reuters, Iraqi commander denies paramilitary groups involved in killings, 9 February 2015, [url](#).

¹⁵⁵³ Mansour, R., van den Toorn, C., The 2018 Iraqi federal elections – A population in transition, July 2018, [url](#), pp. 7-8.

Asaib Ahl al-Haq (AAH) – La ligue des vertueux

Asaib Ahl al-Haq (AAH) (La Ligue des vertueux) a rompu, en 2006, avec l'armée Mahdi (JAM), la milice dirigée par l'influent chef religieux chiite Muqtada al-Sadr¹⁵⁵⁴. En septembre 2014, *The New York Times* désignait l'AAH comme étant «la plus grande et la plus redoutable milice chiite soutenue par l'Iran dominant Bagdad».¹⁵⁵⁵ D'après un rapport publié en août 2017 par le GPPI, l'AAH comptait environ 5 000 à 10 000 hommes en mars 2015¹⁵⁵⁶. Le chef de l'AAH, Qais al-Khazali, a dirigé les «groupes spéciaux» de l'armée Mahdi en 2006 et 2007. L'AAH a été constituée alors que Qais al-Khazali avait été incarcéré par les forces américaines pour son rôle présumé dans un raid mené en 2005, qui a tué cinq soldats américains¹⁵⁵⁷. L'AAH s'est brouillé avec les sadristes, car Muqtada al-Sadr considérait d'un œil de plus en plus critique l'influence iranienne en Iraq¹⁵⁵⁸, l'organisation ayant tissé des liens idéologiques avec le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, et un lien étroit avec le Hezbollah libanais¹⁵⁵⁹.

Farouchement opposée aux États-Unis, l'AAH a, après sa création en 2006, organisé des milliers d'attaques contre les forces américaines et iraqiennes, des enlèvements ciblés d'Occidentaux, le meurtre de soldats américains et l'assassinat de responsables iraqiens¹⁵⁶⁰. Dans un rapport de juin 2013, Jessica Lewis, Ahmed Ali et Kimberly Kagan indiquent que l'AAH se remobilise, établissant des postes de contrôle à Bagdad et exécutant sommairement des sunnites¹⁵⁶¹. L'AAH s'est fait connaître comme le bras armé de la faction politique chiite d'al-Maliki¹⁵⁶².

L'AAH, qui formait à elle seule un bloc politique, al-Sadiqun (Les Honnêtes), s'est ralliée à la coalition de l'état de droit d'al-Maliki à l'occasion des élections nationales iraqiennes d'avril 2014, remportant un siège¹⁵⁶³. Dans un rapport de juillet 2014, Human Rights Watch accuse les milices soutenues par le gouvernement, notamment l'AAH, d'être impliquées dans l'enlèvement et l'assassinat de civils sunnites à Bagdad, Diyala et Hilla; d'après des témoins, elles auraient également tué 48 hommes sunnites dans des villes/villages de la «ceinture de Bagdad»¹⁵⁶⁴.

Au cours des combats contre l'EIL, l'AAH a continué d'étendre son influence en Iraq¹⁵⁶⁵, en dépit de nouvelles allégations de violations des droits de l'homme¹⁵⁶⁶. Des membres de l'AAH

¹⁵⁵⁴ Cochrane, M., Iraq report 12: The fragmentation of the Sadrist movement, January 2009, [url](#), p. 17; Cochrane, M., Asaib Ahl al-Haq and the Khazali Special Groups Network, 13 January 2008, [url](#).

¹⁵⁵⁵ New York Times (The), Shiite militias pose challenge for U.S. in Iraq, 16 September 2014, [url](#).

¹⁵⁵⁶ Gaston, E. et al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 27.

¹⁵⁵⁷ US, CRS, Iraq: politics and governance, , 9 March 2016, [url](#), p. 18.

¹⁵⁵⁸ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 14.

¹⁵⁵⁹ Guardian (The), Controlled by Iran, the deadly militia recruiting Iraq's men to die in Syria, 12 March 2014, [url](#).

¹⁵⁶⁰ Wyr, S., The resurgence of Asaib Ahl al-Haq, December 2012, [url](#), p. 6; Cochrane, M., Iraq report 12: The fragmentation of the Sadrist movement, January 2009, [url](#), p. 27.

¹⁵⁶¹ Lewis, J. et al., Iraq's sectarian crisis reignites as shi'a militias execute civilians and remobilize, 1 July 2013, [url](#), p. 4.

¹⁵⁶² New York Times (The), Shiite militias pose challenge for U.S. in Iraq, 16 September 2014, [url](#).

¹⁵⁶³ Heras, N.A., Iraqi Shi'a militia Asa'ib Ahl al- Haq expands operations to Syria, 15 May 2014, [url](#).

¹⁵⁶⁴ Human Rights Watch, Iraq: pro-government militias' trail of death, attacks on Sunnis in at least three provinces, 31 July 2014, [url](#).

¹⁵⁶⁵ Counter Extremism Project, Asaib Ahl al-Haq, last update April 2017, [url](#).

¹⁵⁶⁶ Human Rights Watch, Militias escalate abuses, possibly war crimes, 15 February 2015, [url](#); Human Rights Watch, Pro-government militias' trail of death, 31 July 2014, [url](#).

ont activement combattu en Syrie¹⁵⁶⁷. Des sources interrogées en 2018 par DIS/Landinfo au cours de leur mission exploratoire dans la région du Kurdistan iraquien ont déclaré que l'AAH est redoutée, parce qu'elle prend des civils pour cible et qu'elle est considérée comme responsable de l'assassinat et de la torture d'Arabes sunnites et de Kurdes, principalement à Mossoul et Sinjar, mais également dans d'autres zones de conflit¹⁵⁶⁸.

Lors des élections de mai 2018, l'AAH faisait partie de l'alliance Fateh, une coalition politique qui a remporté 47 sièges, terminant deuxième derrière la coalition Muqtada al-Sadr's Saairun¹⁵⁶⁹ et décrochant plus d'une dizaine de sièges au Parlement¹⁵⁷⁰.

Kataeb Hezbollah (KH)

Kataeb Hezbollah (KH) est une milice chiite anti-américaine soutenue par l'Iran, dirigée par Abu Mahdi al-Muhandis, également connu sous le nom de Jamal al-Ibrahimi¹⁵⁷¹, un ancien commandant de l'organisation Badr¹⁵⁷². D'après Michael Knights, le KH a été créé au début de 2007, en tant qu'«instrument grâce auquel la force Al-Qods du corps des gardiens de la révolution islamique en Iran pourrait déployer ses opérateurs les plus expérimentés et son matériel le plus sensible en Iraq»¹⁵⁷³. Le KH est à l'origine de certaines des attaques les plus meurtrières contre les forces américaines et de la coalition; en 2009, le Trésor américain a inscrit le KH sur la liste des organisations terroristes¹⁵⁷⁴. Des violences et des exactions contre des civils, y compris «des exécutions sommaires, des disparitions forcées, des actes de torture et la destruction d'habitations¹⁵⁷⁵» ont également été signalés¹⁵⁷⁶. Des sources gouvernementales contactées par Reuters en 2016 ont indiqué que le commandement des opérations militaires dans la province de Salah ad-Din, au nord de Bagdad, était aux mains d'Abu Mahdi al-Muhandis¹⁵⁷⁷. Élitiste et secret, le KH est une milice de dimensions inférieures à celles d'autres milices soutenues par l'Iran. Saraya al-Difaa al-Shaabi est une branche secondaire du KH, qui a probablement été formée pour absorber un surplus de recrues sans diluer les unités de combat les plus compétentes¹⁵⁷⁸.

D'après un rapport de novembre 2010 publié par le Washington Institute for Near East Policy, le KH était à l'origine un mouvement compact de moins de 400 personnes¹⁵⁷⁹. D'après les

¹⁵⁶⁷ Guardian (The), Controlled by Iran, the deadly militia recruiting Iraq's men to die in Syria, 12 March 2014, [url](#); Smyth, P., The Shiite Jihad in Syria and its regional effects, February 2015, [url](#), p. 23.

¹⁵⁶⁸ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), pp. 44, 95.

¹⁵⁶⁹ Mansour, R., van den Toorn, C., The 2018 Iraqi federal elections – A population in transition, July 2018, [url](#), pp. 7-8.

¹⁵⁷⁰ Smyth, P., Iranian militias in Iraq's parliament: political outcomes and U.S. response, 11 June 2018, [url](#).

¹⁵⁷¹ Counter Extremism Project, Kata'ib Hezbollah, last update December 2017, [url](#).

¹⁵⁷² Steinberg, G., The Badr Organization, Iran's most important instrument in Iraq, July 2017, [url](#).

¹⁵⁷³ Knights, M., The evolution of Iran's special groups in Iraq, November 2010, [url](#), p. 12.

¹⁵⁷⁴ Foreign Policy, Iran's Shiite militias are running amok in Iraq, 19 February 2015, [url](#).

¹⁵⁷⁵ Human Rights Watch, Iraq: ban abusive militias from Mosul operation – Unpunished killings- torture puts civilians in harm's way, 31 July 2016, [url](#).

¹⁵⁷⁶ Reuters, U.N. warns of renewed cycle of sectarian strife in Iraq, urges prevention, 5 July 2016, [url](#); Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, [url](#), pp. 1-9; Al, Absolute impunity: militia rule in Iraq, October 2014, [url](#), pp 4-17.

¹⁵⁷⁷ Reuters, Exclusive: U.S. falters in campaign to revive Iraqi army, experts say, 3 June 2016, [url](#).

¹⁵⁷⁸ Dury-Agri, J.R. et.al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), pp. 40-41.

¹⁵⁷⁹ Knights, M., The evolution of Iran's special groups in Iraq, November 2010, [url](#).

estimations, en février 2016, le KH était fort de quelque 20 000 hommes¹⁵⁸⁰. D'autres sources citées en 2018 estiment que le KH compte environ 3 000 à 5 000 membres¹⁵⁸¹, ou entre 1 000 et 30 000 combattants¹⁵⁸².

Le KH opère dans le gouvernorat de Diyala et dans le sud de l'Iraq, y compris à Bassora, mais pas ouvertement¹⁵⁸³. Philip Smyth note que le KH a créé les «Éclaireurs de l'imam al-Hussein», un vivier de combattants pour ses opérations¹⁵⁸⁴. Des témoins se revendiquant du KH ont déclaré que, en juin 2016, au cours des combats contre l'EIL à Anbar, des UMP ont illégalement détenu 1 500 hommes et adolescents originaires de Saqlawiya, dans le gouvernorat d'Anbar, tandis que 643 hommes et garçons étaient portés disparus; 49 d'entre eux auraient été sommairement exécutés ou seraient morts sous la torture alors qu'ils étaient en détention¹⁵⁸⁵. D'après le département d'État américain, «en 2016, le KH a continué de combattre l'EIL au côté de l'armée iraquienne et a participé à l'opération visant à libérer Mossoul, bien que l'organisation ait été active uniquement en dehors de la ville. En 2017, dans un article publié sur le site web officiel du groupe, le KH a menacé de s'en prendre aux "occupants américains" en Iraq.»¹⁵⁸⁶

Saraya al-Salam (brigades de la paix) de Muqtada al Sadr

L'organisation Saraya al-Salam, également connue sous le nom de «brigades de la paix», a été formée en juin 2014 par le chef religieux chiite Muqtada al-Sadr, issu du mouvement sadriste, en réaction aux avancées territoriales de l'État islamique en Iraq¹⁵⁸⁷. En juin 2013, Muqtada al-Sadr a créé l'armée de Mehdi, également connue sous le nom de Jaysh al-Mahdi (JAM). En 2004, des combats ont éclaté entre l'armée de Mehdi et les forces de la coalition dirigée par les États-Unis¹⁵⁸⁸. D'après un rapport de janvier 2009 rédigé par Marisa Cochrane, Muqtada al Sadr s'est lancé avec succès en politique en 2005, rejoignant une coalition de partis chiites dirigés par le conseil suprême pour la révolution islamique en Iraq, qui inclut notamment le parti Dawa. Au cours de la guerre civile de 2006-2007, l'armée de Mehdi «s'est imposée comme la garante de la sécurité de la population chiite». L'organisation, qui a également donné naissance à des escadrons de la mort ayant entrepris un nettoyage religieux¹⁵⁸⁹, s'est muée en une «milice criminelle que même Sadr ne parvenait pas à contrôler»¹⁵⁹⁰. Après la chute de Mossoul en juin 2014, Sadr a remanié l'armée de Mehdi, qu'il a surnommée «Les brigades de la paix»¹⁵⁹¹. Affirmant que leur rôle consistait principalement à protéger les lieux de pèlerinage en Iraq, les brigades de la paix ont joué un rôle moins important que d'autres

¹⁵⁸⁰ Gaston, E. et al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 28.

¹⁵⁸¹ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 45.

¹⁵⁸² USDOS, Country Report on Terrorism 2017 – Chapter 5 – Kata'ib Hizballah, 19 September 2018, [url](#).

¹⁵⁸³ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 45.

¹⁵⁸⁴ Smyth, P., The Shiite Jihad in Syria and its regional effects, February 2015, [url](#), p. 26.

¹⁵⁸⁵ UNAMI/OHCHR, Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, [url](#), pp. i, ii, 19, 20.

¹⁵⁸⁶ USDOS, Country Report on Terrorism 2017 – Chapter 5 – Kata'ib Hizballah, 19 September 2018, [url](#).

¹⁵⁸⁷ Washington Post (The), Shiite 'peace brigades' send signal of aggression with major rally in Baghdad, 21 June 2014, [url](#).

¹⁵⁸⁸ BBC News, Profile: Moqtada Sadr, 19 January 2012, [url](#).

¹⁵⁸⁹ Cochrane, M., Iraq report 12: The fragmentation of the Sadrist movement, January 2009, [url](#), p. 21.

¹⁵⁹⁰ International Crisis Group, Fight or flight: the desperate plight of Iraq's "Generation 2000", 8 August 2016, [url](#), p. 5.

¹⁵⁹¹ Washington Post (The), Shiite 'peace brigades' send signal of aggression with major rally in Baghdad, 21 June 2014, [url](#).

milices chiites dans la lutte contre l'EIL, bien qu'elles aient pris part à des opérations d'envergure, notamment à la prise de Jurf al-Sakhr¹⁵⁹² et à la défense de Samarra¹⁵⁹³.

Les cas d'atrocités commises par des milices chiites recensés en février 2015 ont conduit Muqtada al-Sadr à retirer temporairement les brigades de la paix de la bataille contre l'EIL¹⁵⁹⁴. Fermement nationaliste, Muqtada al-Sadr s'oppose à l'influence que l'Iran exerce sur la politique iraquienne¹⁵⁹⁵ et il a pris ses distances par rapport aux actes de violence sectaire¹⁵⁹⁶. Il a également critiqué les milices chiites iraquiennes impliquées en Syrie¹⁵⁹⁷. Un important mouvement de protestation dirigé par des sadristes, qui réclamait des réformes électorales, a tenté de pénétrer dans la zone verte le 11 février 2017, mais les forces de sécurité ont repoussé les manifestants par la force, faisant des victimes¹⁵⁹⁸.

En décembre 2017, Muqtada al-Sadr a déclaré que les brigades de la paix prendraient désormais la forme d'une organisation civile, les régions libérées devant être confiées aux forces de sécurité iraquiennes¹⁵⁹⁹. En février 2018, Muqtada al-Sadr a créé un nouveau parti politique appelé Istiqama qui, fait étonnant, a conclu une alliance avec le parti communiste iraquien et d'autres groupes laïques et de la société civile¹⁶⁰⁰. D'après un rapport publié en août 2017 par le GPPI, Saraya al-Salam comptait 14 000 hommes en juillet 2016; seuls 3 000 d'entre eux faisaient partie des UMP¹⁶⁰¹. Renad Mansour et Faleh A. Jabar font observer que Saraya-al Salam pourrait mettre sur pied une armée de 100 000 hommes. Cependant, «sa capacité réelle est limitée par un manque de ressources, non par le nombre de volontaires¹⁶⁰².» Lors des élections de mai 2018, la coalition Saairun de Muqtada al-Sadr (une alliance entre les partisans de Sadr et le parti communiste iraquien) a remporté le plus grand nombre de sièges (54) au Parlement. La coalition Saairun s'est avérée plus populaire que l'alliance Fateh d'Hadi al-Amiri, en particulier dans la province de Bagdad¹⁶⁰³.

Conseil suprême islamique d'Iraq (CSII)

Au début des années 1980, les chiites iraqiens exilés en Iran ont formé, sous l'égide de Téhéran, le conseil suprême pour la révolution islamique en Iraq. Sa branche militaire, le corps Badr, était également appelée Faylaq Badr¹⁶⁰⁴. Au lendemain de l'invasion de 2003, le conseil

¹⁵⁹² Washington Post (The), Iraqi Shiite cleric recalls militiamen from fight against Islamic State, 17 February 2015, [url](#).

¹⁵⁹³ Reuters, Iraq's Sadr readies militia to fight for Samarra, 11 December 2014, [url](#).

¹⁵⁹⁴ Washington Post (The), Iraqi Shiite cleric recalls militiamen from fight against Islamic State, 17 February 2015, [url](#).

¹⁵⁹⁵ Gaston, E. et.al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 29.

¹⁵⁹⁶ Al Jazeera, Iraq: the re-invention of Muqtada al-Sadr, 9 March 2016, [url](#).

¹⁵⁹⁷ Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 17.

¹⁵⁹⁸ Anagnostos, E., Iraq Situation Report: February 11-16, 2017, 16 February 2017, [url](#).

¹⁵⁹⁹ UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 17 January 2018, [url](#), p. 2.

¹⁶⁰⁰ Niqash, Change we can believe in? Major religious group allies with Iraq's communists, for election shake-up, 8 February 2018, [url](#).

¹⁶⁰¹ Gaston, E. et.al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 29.

¹⁶⁰² Mansour, R. and Jabar, F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, 28 April 2017, [url](#), p. 14.

¹⁶⁰³ Mansour, R., van den Toorn, C., The 2018 Iraqi federal elections – A population in transition, July 2018, [url](#), pp. 7-12.

¹⁶⁰⁴ Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias'?, 17 August 2016, [url](#).

suprême pour la révolution islamique en Iraq était le principal parti politique¹⁶⁰⁵. Le corps Badr a poursuivi ses activités après 2003¹⁶⁰⁶. Au cours du conflit sectaire en Iraq, le corps Badr a acquis une sinistre réputation en raison de ses tactiques brutales¹⁶⁰⁷. Après avoir infiltré le ministère de l'intérieur, l'organisation a créé des escadrons de la mort chiites¹⁶⁰⁸. Le conseil suprême pour la révolution islamique en Iraq a pris le nom de conseil suprême islamique d'Iraq, notamment pour prendre ses distances avec l'Iran¹⁶⁰⁹. Son dirigeant, Ammar al-Hakim, qui a succédé à son père en 2009, s'est émancipé de l'influence iranienne et a provoqué l'éclatement du corps Badr, qui a laissé sa place à l'organisation Badr¹⁶¹⁰. En 2014, le CSII a formé sa propre milice, Saraya Ashura, également connue sous le nom de «compagnies Ashura»¹⁶¹¹. Renad Mansour note que Saraya Ashura n'est pas la seule milice du CSII. «Saraya el-Jihad et Saraya el-Aqida ont également été créées par le CSII, à l'instar d'autres groupes paramilitaires¹⁶¹².» Zana K. Gulmohamad cite également Liwa al-Muntathar au nombre des milices du CSII¹⁶¹³.

D'après Niqash, les milices du CSII dépendent du gouvernement iraquien pour le financement et les armes et respectent les décisions du gouvernement central; «par ailleurs, il n'est pas rare qu'elles accompagnent des unités de l'armée officielle et il arrive qu'elles utilisent du matériel de l'armée iraquienne¹⁶¹⁴». L'institut américain pour l'étude de la guerre note que les milices du CSII «entretiennent des liens étroits avec des dirigeants soutenus par l'Iran et sont interopérables avec les milices soutenues par l'Iran»¹⁶¹⁵ tandis que d'autres sources indiquent que le CSII «entretient des liens étroits avec des groupes soutenus par l'Iran, en dépit des tensions avec d'autres groupes soutenus par l'Iran»¹⁶¹⁶. D'après un rapport rédigé en mai 2017 par Kari Frenzel, les milices du CSII comptent environ 3 000 combattants¹⁶¹⁷.

Ammar Al-Hakim a pris part aux élections de mai 2018 en tant que dirigeant de l'alliance de la sagesse nationale, qui a remporté 19 sièges¹⁶¹⁸. Philip Smyth souligne qu'Ammar al-Hakim a formé ce parti juste avant les élections, pour s'émanciper de la vieille garde du CSII, qui est pro-iranienne et avenante envers l'organisation Badr. Depuis lors, la faction de Hakim s'est alignée sur le camp de Sadr¹⁶¹⁹.

¹⁶⁰⁵ Mansour, R., Iraq after the fall of ISIS: the struggle for the state, July 2017, [url](#), p. 11; BBC News, Guide to Iraqi political parties, 20 January 2006, [url](#).

¹⁶⁰⁶ Beehner, L., Iraq's militia groups, 26 October 2006, [url](#).

¹⁶⁰⁷ Foreign Policy, Breaking Badr, 6 November 2014, [url](#).

¹⁶⁰⁸ Washington Post (The), Appointment of Iraq's new interior minister opens door to militia and Iranian influence, 18 October 2014, [url](#).

¹⁶⁰⁹ Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias'?, 17 August 2016, [url](#); International Crisis Group, Shiite politics in Iraq: the role of the Supreme Council, 15 November 2007, [url](#), pp. 15-17.

¹⁶¹⁰ Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias'?, 17 August 2016, [url](#).

¹⁶¹¹ Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias'?, 17 August 2016, [url](#).

¹⁶¹² Mansour, R., After Mosul, will Iraq's paramilitaries set the state's agenda?, 27 January 2017, [url](#), p. 7.

¹⁶¹³ Gulmohamad, Z.K., Iraq's shia militias: helping or hindering the fight against the Islamic State, 29 April 2016, [url](#).

¹⁶¹⁴ Niqash, Divided loyalties: Iraq's controversial Shiite militias fight amongst themselves, 18 June 2015, [url](#).

¹⁶¹⁵ Dury-Agri, J.R. et al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 50.

¹⁶¹⁶ Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias'?, 17 August 2016, [url](#).

¹⁶¹⁷ Frenzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS politics?, May 2017, [url](#), p. 5.

¹⁶¹⁸ Mansour, R., van den Toorn, C., The 2018 Iraqi federal elections – A population in transition, July 2018, [url](#), pp. 7-8.

¹⁶¹⁹ Smyth, P., Iranian militias in Iraq's parliament: political outcomes and U.S. response, 11 June 2018, [url](#).

Unités de mobilisation tribale ou Hashd al Ashari

Dans un rapport de janvier 2017, Amnesty International écrit que «les milices de mobilisation tribale (MT ou Hashd al-Ashari), composées de combattants issus de tribus sunnites et généralement actives localement dans leur lieu d'origine, jouent un rôle croissant dans la lutte contre l'EIIL et dans la sécurisation de leurs territoires une fois qu'ils ont été repris¹⁶²⁰.» Amnesty International indique également que les milices de mobilisation tribale demeurent bien moins puissantes que les UMP, bien que certaines tribus représentées au sein des MT reçoivent un soutien des autorités gouvernementales, notamment des salaires et des armes¹⁶²¹.

Un rapport du GPPI précise qu'il est parfois difficile de déterminer dans quelle mesure les forces sunnites sont associées aux UMP ou incorporées dans ces dernières. Dans ce rapport, le GPPI note que, avec l'officialisation des UMP en tant que partie intégrante des forces de sécurité régulières en novembre 2016, les forces sunnites qui avaient quelque peu conservé leur indépendance vis-à-vis des UMP ont été «officiellement placées sous la gouverne des FMP»¹⁶²². Néanmoins, les acteurs locaux ont encore tendance à opérer une distinction entre les forces Hashd al-Sha'abi, plus larges, et les forces tribales sunnites Hashd al-Ashari. Ces forces tribales tendent à opérer et à se mobiliser localement. Elles s'identifient généralement à leur dirigeant sunnite ou aux forces plus larges auxquelles elles sont associées. Tandis que certaines d'entre elles relèvent directement des forces iraqiennes et des autorités locales, d'autres sont étroitement liées à de plus grandes milices des UMP auprès desquelles elles prennent leurs ordres. Néanmoins, la situation peut varier d'une unité à l'autre, de sorte qu'il est difficile de catégoriser la nature de ces forces¹⁶²³. Dans un autre rapport, le GPPI estime que les forces Hashd al-Ashari sont au nombre de 16 000 dans la province d'Anbar, de 18 000 dans la province de Ninive et de 2 à 3 000 dans la province de Salah ad-Din (bien que le nombre réel des forces de combat puisse être largement inférieur)¹⁶²⁴. Le Conseil de sécurité des Nations unies précise que le gouvernement iraqien a régulièrement obtenu l'appui des combattants tribaux, qui ont pris part aux opérations militaires dans les régions contrôlées par l'EIIL dans les gouvernorats d'Anbar, de Ninive, de Diyala, de Kirkouk et de Salah ad-Din, dès la fin de l'année 2014¹⁶²⁵.

Harakat Hezbollah al-Nujaba

Au cours de leur mission exploratoire dans la région du Kurdistan iraqien en 2018, DIS/Landinfo ont déclaré que «le mouvement Nujaba est un groupe chiite iraqien présent en Iraq, mais principalement actif en Syrie¹⁶²⁶». Le groupe est placé sous le commandement des UMP et compte environ 10 000 combattants¹⁶²⁷. Bien qu'elle soit composée d'Iraqiens, l'organisation est fidèle à l'Iran et, d'après certaines sources, «elle aide Téhéran à établir en Iraq une voie d'approvisionnement reliant Damas», et avec d'autres milices soutenues par

¹⁶²⁰ AI, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 19.

¹⁶²¹ AI, Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, [url](#), p. 19.

¹⁶²² Derzsi-Horvath, A. et al., Who's who : Quick facts about local and Sub-State forces, 16 August 2017, [url](#).

¹⁶²³ Derzsi-Horvath, A. et al., Who's who : Quick facts about local and Sub-State forces, 16 August 2017, [url](#).

¹⁶²⁴ Gaston, E. et al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 30.

¹⁶²⁵ UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 6 of resolution 2169 (2014), 2 February 2015, [url](#), p. 2.

¹⁶²⁶ Denmark, DIS, Norway, Landinfo, Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, 5 November 2018, [url](#), p. 45.

¹⁶²⁷ Reuters, Special Report: The Iraqi militia helping Iran carve a road to Damascus, 22 September 2017, [url](#).

l'Iran, «elle avance vers le sud-est de la Syrie près de la frontière iraquienne, là où les forces américaines sont basées»¹⁶²⁸.

La milice a été créée en 2013 pour soutenir les forces de sécurité de l'État lors de l'occupation américaine¹⁶²⁹. D'autres sources indiquent que la milice Harakat al-Nujaba a été créée pour mener des opérations en Syrie¹⁶³⁰. Selon un rapport de l'International Crisis Group de 2018, «l'organisation Nujaba se bat en Syrie pour soutenir le régime de Bachar el-Assad; l'un de ses dirigeants a déclaré que le groupe a pour priorités de bloquer les forces américaines en Iraq et en Syrie et, ensuite, d'empêcher l'EIL de progresser»¹⁶³¹. D'après le porte-parole de Nujaba, quelque 500 combattants Nujaba ont trouvé la mort lors de combats entre la Syrie et l'Iraq¹⁶³².

Dans un rapport de 2018, la commission des États-Unis pour la liberté de religion internationale (USCIRF) a écrit que «comme en Syrie, As-Saib Ahl Al-Haq et Harakat Hizballah Al-Nujaba, deux milices contrôlées par le commandant Qassem Soleimani du corps des gardiens de la révolution islamique, ont commis des crimes sectaires en Iraq, y compris des viols, des attentats et des enlèvements de musulmans sunnites. Elles ont pris part à des combats visant à reprendre des territoires à l'EIL au nom des FMP soutenues par l'Iran.»¹⁶³³

Dans un rapport de 2018, Renad Mansour fait observer que «à Ninive, des groupes appartenant aux FMP, tels que al-Nujaba et Badr, cherchent, soit directement ou par l'intermédiaire d'alliés, tels que les sunnites d'Hashd, à contrôler le conseil provincial, la police locale, les tribunaux étatiques locaux et d'autres institutions étatiques locales» et que «al-Nujaba a repris plusieurs marchés informels et de contrebande dans le nord-ouest de l'Iraq»¹⁶³⁴.

En 2018, le Congrès américain a examiné plusieurs propositions visant à imposer des sanctions aux groupes iraqiens alignés sur l'Iran, y compris au Harakat Hezbollah al Nujaba¹⁶³⁵. D'après le Washington Institute, Harakat Hezbollah al-Nujaba a menacé les avoirs américains en Iraq en 2013 et «en mars 2017, le groupe a créé l'armée de libération du Golan en vue d'atteindre les buts que sont la restitution à la Syrie du plateau du Golan et la destruction d'Israël»¹⁶³⁶.

En janvier 2018, al-Nujaba et plusieurs autres groupes des FMP, y compris l'organisation Badr et Asa'ib Ahl al-Haq, ont annoncé la création d'une coalition politique, l'Alliance Fateh¹⁶³⁷.

¹⁶²⁸ Mansour, R., The Popular Mobilisation Forces and the Balancing of Formal and Informal Power, 15 March 2018, [url](#); Reuters, Special Report: The Iraqi militia helping Iran carve a road to Damascus, 22 September 2017, [url](#).

¹⁶²⁹ International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State, 20 July 2018, [url](#), p. 5.

¹⁶³⁰ Ohlers, C.A., The uncertain future of Iraq's Popular Mobilization Forces, in: Terrorism Monitor Volume: 16 Issue: 3, 8 February 2018, [url](#).

¹⁶³¹ International Crisis Group, Iraq's Paramilitary Groups: The Challenge of Rebuilding a Functioning State, 20 July 2018, [url](#), p. 5.

¹⁶³² Reuters, Special Report: The Iraqi militia helping Iran carve a road to Damascus, 22 September 2017, [url](#).

¹⁶³³ USCIRF, United States Commission on International Religious Freedom 2018 Annual Report; Country Reports: Tier 2 Countries: Iraq, April 2018, [url](#), p. 4.

¹⁶³⁴ Mansour, R., The Popular Mobilisation Forces and the Balancing of Formal and Informal Power, 15 March 2018, [url](#).

¹⁶³⁵ US, CRS, Iraq: Issues in the 115th Congress, 4 October 2018, [url](#), p. 21.

¹⁶³⁶ Knights, M. et al., The Smart Way to Sanction Iranian-Backed Militias in Iraq, 17 September 2018, [url](#).

¹⁶³⁷ Mansour, R., The Popular Mobilisation Forces and the Balancing of Formal and Informal Power, 15 March 2018, [url](#).

Groupes armés minoritaires liés aux UMP

Outre les milices majoritairement chiites, telles que celles qui sont susmentionnées, «il existe également des milices sunnites, chrétiennes, yézidiennes et d'autres minorités qui se réclament de la structure plus vaste des unités de mobilisation populaire»¹⁶³⁸. D'après un rapport du GPPI d'août 2017, la présence et le pouvoir des milices minoritaires en Iraq ont augmenté depuis l'essor de l'EIL en juin 2014, ce qui explique que «les persécutions et les violences à l'époque de l'État islamique et lors de la campagne anti-EIL ont poussé de nombreuses communautés à mobiliser leurs propres forces depuis 2014, y compris les milices tribales des Arabes sunnites, des Yézidis, des Turkmènes, des Chabaks et des chrétiens»¹⁶³⁹. Les UMP, ainsi que les peshmergas, «essaient de s'allier à ces groupes pour tirer parti de leurs alliances ou connaissances locales, ou pour renforcer leur légitimité locale»¹⁶⁴⁰. D'après l'institut américain pour l'étude de la guerre, les milices soutenues par l'Iran ont tenté de coopter les milices de populations minoritaires en Iraq, notamment «les formations de combat tribales sunnites, les milices d'autodéfense chrétiennes et les milices yézidiennes liées au parti des travailleurs du Kurdistan (PKK)»¹⁶⁴¹. Ce faisant, les unités de mobilisation populaire cultivent une image inclusive et nationaliste pour renforcer leur légitimité et neutraliser l'influence iranienne¹⁶⁴².

Dans un rapport de juin 2017, Minority Rights International a indiqué que les milices représentant des factions ethniques et religieuses iraqiennes opèrent en dehors du cadre des UMP, mais qu'elles sont dans une large mesure liées à d'autres groupes armés, tels que les UMP, pour appuyer les efforts qu'elles déploient pour lutter contre l'EIL,¹⁶⁴³ cependant, d'autres sources notent que le lien qui unit ces milices aux UMP n'est pas toujours clair ou formalisé et qu'il peut vaguement se fonder sur des incitations politiques, juridiques ou financières¹⁶⁴⁴.

Les milices minoritaires liées aux UMP qui sont également dignes d'être mentionnées sont:

- *Milices yézidiennes*: en 2017, KAS a noté que, dès 2014, la communauté yézidienne en Iraq a constitué des milices pour se protéger contre l'offensive de l'EIL. Les plus grandes de ces milices, la force de protection d'Êzîdxan et les unités de résistance du Sinjar (YBS), sont liées au PKK. Les milices yézidiennes agissent également en tant qu'alliées des UMP¹⁶⁴⁵. Elles comptent 2 500 combattants dans leurs rangs et changent fréquemment d'alliances¹⁶⁴⁶.
- *Milices chrétiennes*: les milices chrétiennes incluent les unités de protection des plaines de Ninive (NPU) et sont financées par les gouvernements iraqien et

¹⁶³⁸ Frentzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS politics?, May 2017, [url](#), p. 3.

¹⁶³⁹ Gaston, E. et al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 11.

¹⁶⁴⁰ Gaston, E. et al., Literature review of local, regional or sub-state defense forces in Iraq, 6 August 2017, [url](#), p. 11.

¹⁶⁴¹ Dury-Agri, J.R. et al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 45.

¹⁶⁴² Dury-Agri, J.R. et al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), p. 45.

¹⁶⁴³ MRG, Crossroads: The future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, [url](#), pp. 42-43.

¹⁶⁴⁴ Al Jazeera, Iraq's second army: who are they and what do they want, 31 October 2017, [url](#).

¹⁶⁴⁵ Oehring, O., Christians and Yazidis in Iraq : current situation and prospects, 2017, [url](#), pp. 40-43.

¹⁶⁴⁶ Derzsi-Horvath, A. et al., Who's who: Quick facts about local and Sub-State forces, 16 August 2017, [url](#).

américain. Créée en 2015, la brigade de Babylone fait partie intégrante des UMP¹⁶⁴⁷. Kata'ib Babiliun est une milice chrétienne chaldéenne, la 50^e brigade des UMP, qui opère dans la province de Ninive¹⁶⁴⁸.

- *Brigades turkmènes*: les brigades turkmènes 16 et 52 sont des milices minoritaires rattachées aux UMP; elles ont été créées en 2014 et comptent plus de 3 000 combattants. Tandis que la brigade 16 est liée à diverses milices chiites, la brigade 52 est exclusivement placée sous le contrôle de l'organisation Badr¹⁶⁴⁹.
- *Forces chabaks*: cette milice minoritaire a été créée en novembre 2014 et se compose principalement de Chabaks chiites des plaines de Ninive et d'Arabes chiites. Elle se compose d'environ 1 000 hommes et est rattachée à l'organisation Badr. Elle est active dans les plaines de Ninive et à Mossoul; elle contrôle notamment de nombreux postes de contrôle et des zones allant de Bartella à Mossoul¹⁶⁵⁰. L'intégration des forces chabaks dans les UMP a contribué à en faire des partenaires potentiels dans la région des plaines de Ninive, ce qui a engendré des tensions entre les milices chabaks et chrétiennes et a dissuadé la communauté chrétienne de retourner à Qaraqosh et dans les zones chrétiennes environnantes¹⁶⁵¹.

¹⁶⁴⁷ Oehring, O., Christians and Yazidis in Iraq : current situation and prospects, 2017, [url](#), pp. 37-39.

¹⁶⁴⁸ Dury-Agri, J.R. et.al., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, December 2017, [url](#), pp. 45-46.

¹⁶⁴⁹ Derzsi-Horvath, A. et.al., Who's who: Quick facts about local and Sub-State forces, 16 August 2017, [url](#).

¹⁶⁵⁰ Derzsi-Horvath, A. et.al., Who's who: Quick facts about local and Sub-State forces, 16 August 2017, [url](#).

¹⁶⁵¹ Gaston, E., Report: Qaraqosh, Hamdaniya District, The Global Public Policy Institute, 5 August 2017, [url](#).

Annexe II: Bibliographie

Sources orales

ISW (Institute for the Study of War), 11 July 2018, email correspondence sent to EASO

Sources publiques

ABC News, Vanishing History Baghdad's Last 21 Jews, 30 January 2018, <https://abcnews.go.com/WNT/story?id=131496&page=1>, accessed 19 November 2018

ACCORD (Austrian Centre for Country of Origin and Asylum Research and Documentation), Anfragebeantwortung zum Irak: Lage von Mitgliedern schiitischer Milizen, die sich als Deserteure von ihren Einheiten entfernt haben bzw. nicht wieder bei der Miliz gemeldet haben (Sanktionen, Behandlung durch Milizen) [a-10558] [Query response on Iraq: Situation of deserters from Shia militias], 25 May 2018, available at: <https://www.ecoi.net/en/document/1435682.html>, accessed 5 November 2018

AFP (Agence France-Presse), Iraq offers amnesty to security personnel who fled ISIS. Al Arabiya, 30 April 2015, available at: <https://english.alarabiya.net/en/News/middle-east/2015/04/30/Iraq-offers-amnesty-to-security-personnel-who-fled-ISIS-.html>, accessed 17 September 2018

AFP (Agence France Presse), Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra, 1 January 2018, available at: <http://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/19012018>, accessed 17 September 2018

AFP (Agence France-Presse), Iraq court condemns to death 'deputy of IS leader', 19 September 2018, available at: <https://www.france24.com/en/20180919-iraq-court-condemns-death-deputy-leader>, accessed 19 October 2018

AFP (Agence France-Presse), Tribal Justice Awaits Returning Iraqis who Joined Daesh, 14 November 2017, available at: <http://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2017/Nov-14/426317-tribal-justice-awaits-returning-iraqis-who-joined-daesh.ashx#.Wg7LwjtpgKk.twitter>, accessed 17 September 2018

AFP (Agence France-Presse), With the jihadis gone, booze is back in Iraq's Mosul, 4 December 2018, available at: <https://www.japantimes.co.jp/news/2018/12/04/world/jihadis-gone-booze-back-iraqs-mosul/#.XDt0W1xKhaQ>, accessed 9 January 2019

Ahn, J., Campbell, M. & Knoetgen, P. The Politics of Security in Ninewa: Preventing an ISIS Resurgence in Northern Iraq. Cambridge, Massachusetts: Harvard Kennedy School, Harvard University, 7 May 2018, https://www.hks.harvard.edu/sites/default/files/degree%20programs/MPP/files/Finalized%20PAE_Ahn_Campbell_Knoetgen.pdf, accessed 23 November 2018

AI (Amnesty International), 'Where are we supposed to go?', Destruction and forced displacement in Kirkuk, 7 November 2016, https://www.amnestyusa.org/files/kirkuk_briefing.pdf, accessed 23 August 2018

AI (Amnesty International), A deadly spiral of sectarian violence- a year on from IS onslaught on Iraq, 10 June 2015, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2015/06/a-deadly-spiral-of-sectarian-violence-a-year-on-from-is-onslaught-on-iraq/>, accessed 8 May 2018

- AI (Amnesty International), Absolute impunity: militia rule in Iraq, October 2014, <https://www.amnesty.org/download/Documents/8000/mde140152014en.pdf>, accessed 3 April 2018
- AI (Amnesty International), Amnesty International Report 2016/2017 - Iraq, 22 February 2017, available at: <https://www.refworld.org/docid/58b033ee13.html>, accessed 9 June 2018
- AI (Amnesty International), Amnesty International Report 2017/18 - Iraq, 22 February 2018, <https://www.amnesty.org/en/countries/middle-east-and-north-africa/iraq/report-iraq/>, accessed 9 June 2018
- AI (Amnesty International), Death Sentences and Executions 2017, 2018, <https://www.amnesty.nl/content/uploads/2018/04/Death-Penalty-REPORT-web-FINAL.pdf?x11544>, accessed 19 October 2018
- AI (Amnesty International), Displaced Iraqis Abused by Militias and Government Forces, 18 October 2016, available at: <http://www.refworld.org/docid/5806051a4.html>, accessed 23 November 2018
- AI (Amnesty International), Escape from hell Torture and sexual slavery in Islamic State captivity in Iraq, 23 December 2014, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE140212014ENGLISH.pdf>, accessed 15 October 2018
- AI (Amnesty International), Investigate Reports Iraqi Forces Tortured and Killed Villagers near Mosul in 'Cold Blood', 10 November 2016, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1449622016ENGLISH.PDF>, accessed 23 November 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: Authorities Must Rein in Forces amid Allegations of Torture and Deaths in Custody, 8 June 2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/06/iraq-authorities-must-rein-in-forces-amid-allegations-of-torture-and-deaths-in-custody/>, accessed 23 November 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: banished and dispossessed: forced displacement and deliberate destruction in Northern Iraq, 20 January 2016, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1432292016ENGLISH.PDF>, accessed 30 July 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: Barwana massacre- Botched investigation, families waiting for justice, 10 June 2015 (<https://www.amnesty.org/en/documents/mde14/1812/2015/en/>), accessed 16 May 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: Effective Investigations Needed Into Deaths of Protesters in Basra, 7 September 2018, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1490552018ENGLISH.PDF>, accessed 14 September 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: Militia war crimes in Muqdadadiya highlights authorities' persistent failures to hold them to account, 5 February 2016, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde14/3396/2016/en/>, accessed 16 May 2018
- AI (Amnesty International), Iraq: Nowhere to run, 22 December 2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/12/iraq-nowhere-to-turn/>, accessed 17 July 2018

AI (Amnesty International), Iraq: Revenge attacks in Sinjar – Arab civilians pay the price for IS crimes, 10 June 2015, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde14/1801/2015/en/>, accessed 19 October 2018

AI (Amnesty International), Iraq: Tribal militia tortured detainees in revenge attacks during Mosul offensive, 2 November 2016, <https://www.amnesty.org/en/latest/news/2016/11/iraq-tribal-militia-tortured-detainees-in-revenge-attacks-during-mosul-offensive/>, accessed 17 July 2018

AI (Amnesty International), Iraq: turning a blind eye – the arming of the Popular Mobilization Forces, 5 January 2017, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1453862017ENGLISH.PDF>, accessed 28 March 2018

AI (Amnesty International), Punished for Daesh's crimes: Displaced Iraqis abused by militias and government forces, 18 October 2016, <https://www.amnesty.org/en/documents/mde14/4962/2016/en/>, accessed 8 May 2018

AI (Amnesty International), The condemned - Women and children isolated, trapped and exploited in Iraq, 17 April 2018, <https://www.amnesty.org/download/Documents/MDE1481962018ENGLISH.PDF/>, accessed 16 April 2018

Al Arabiya, After death of Iraq's 'Barbie', beautician dies in mysterious circumstances, 24 August 2018, <https://english.alarabiya.net/en/variety/2018/08/24/After-death-of-Iraq-s-Barbie-another-beautician-dies-in-mysterious-circumstances.html>, accessed 19 November 2018

Al Arabiya, Back to the roots: Iraqi Jews want their citizenship reinstated, 3 September 2018, <http://english.alarabiya.net/en/features/2018/09/03/Back-to-the-roots-Iraqi-Jews-want-their-citizenship-reinstated.html>, accessed 19 November 2018

Al Jazeera, 12 people dead as car bomb explodes in Baghdad, 28 August 2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/08/12-people-dead-car-bomb-explodes-baghdad-170828111449837.html>, accessed 15 October 2018

Al Jazeera, Deadly ISIL attacks hit southern Iraq's Thi Qar, 15 September 2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/09/twin-suicide-attacks-leave-dozens-dead-southern-iraq-170914132448913.html>, accessed 15 October 2018

Al Jazeera, Fallujah Civilians: 'Militias Take Turns to Torture Us', 16 June 2016, <http://aje.io/34ph>, accessed 23 November 2018

Al Jazeera, Iraq: the re-invention of Muqtada al- Sadr, 9 March 2016, <https://www.aljazeera.com/indepth/opinion/2016/03/iraq-reinvention-muqtada-al-sadr-160309061939234.html>, accessed 11 April 2018

Al Jazeera, Iraq's child soldiers: 'What happened to our boys?', 8 June 2016 <https://www.aljazeera.com/news/2016/05/iraq-child-soldiers-happened-boys-160523122213988.html>, accessed 20 November 2018

Al Jazeera, Iraq's second army: who are they and what do they want, 31 October 2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/10/iraq-army-171031063012795.html>, accessed 11 July 2018

Al Jazeera, Is Iraq the most dangerous country for journalists?, 1 November 2017, <https://www.aljazeera.com/news/2017/10/iraq-dangerous-country-journalists-171031091430746.html>, accessed 4 June 2018

- Al Jazeera, What happens to Iraqis who worked with the US military, 1 February 2017, <https://www.aljazeera.com/indepth/features/2017/02/muslim-ban-closing-door-170201050223763.html>, accessed 21 November 2018
- Albawaba News, ISIS Ambush Attack Kills 8 Police Officers in Iraq, 25 March 2018, <https://www.albawaba.com/news/isis-ambush-attack-kills-8-police-officers-iraq-1107488>, accessed 19 November 2018
- Al-Masalla Organization for Human Resources Development/Norwegian People's Aid, The Situation of Personal Freedoms of Iraqi Youths, January 2014, available at: <http://www.iraqicivilsociety.org/wp-content/uploads/2014/01/English-Youth-report.pdf>, accessed 21 July 2018
- Almirbad, Six people injured after clashes between supporters of the Virtue Party and Demonstrators in Diwaniyah [Arabic language], 09 October 2015, <http://www.almirbad.com/news/view.aspx?cdate=09102015&id=188687d2-3923-4bfc-8278-274fddd415ce>, accessed 19 October 2018
- Al-Monitor, Amid war on ISIS, Iraq's widows and orphans face neglect, 14 August 2016, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/08/widows-orphans-iraq-economy.html>, accessed 20 November 2018
- Al-Monitor, Armed Kurdish groups want disputed territory back in Iraq, 11 January 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/01/khawbakhsh-kirkuk-kurdistan-iraq-tuz-khurmatu.html>, accessed 20 November 2018
- Al-Monitor, Blood Money Marriage Makes Comeback in Iraq, 18 June 2015, <http://bit.ly/1TOBU8T>, accessed 23 November 2018
- Al-Monitor, Dozens of Basra activists arrested, 5 September 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/09/iraq-basra-protests-shite-militias-iran-us.html>, accessed 19 October 2018
- Al-Monitor, From Omar to Hussain: Why Iraqis are changing their names, 17 June 2015, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/06/iraq-sectarian-killing-name-changing.html>, accessed 6 June 2018
- Al-Monitor, Iraq government fails to address rise in autism, 4 March 2014, <https://www.al-monitor.com/pulse/ru/originals/2014/03/iraq-autism-increase-government-neglect.html>, accessed 14 August 2018
- Al-Monitor, Iraq's disabled lack basic help, 11 August 2015, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2015/08/iraq-people-with-disabilities-social-stigma.html>, accessed 14 August 2018
- Al-Monitor, Iraq's Salahuddin provinces launches war on alcohol, 22 July 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/07/saladin-iraq-liquor-alcohol.html>.
- Al-Monitor, Iraqi atheists demand recognition, guarantee of their rights, 6 March 2014, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2014/03/iraq-atheism-spread-rights-recognition.html>, accessed 5 June 2018
- Al-Monitor, Iraqi courts seeking out atheists for prosecution, 1 April 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/03/atheists-iraq-human-rights.html>, accessed 5 June 2018
- Al-Monitor, Iraqi Jews organizing to regain citizenship, 31 August 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/08/iraq-jewish-mosul-baghdad-citizenship.html>, accessed 17 September 2018

- Al-Monitor, Islamic parties intimidate, fear atheists in Iraq, 23 June 2017, <https://www.evolution.com/futurist-transhuman-news-blog/atheism/islamic-parties-intimidate-fear-atheists-in-iraq-al-monitor-al-monitor.php>, accessed 5 June 2018
- Al-Monitor, Nightclubs, cafes still risky business for Iraqi women, 5 December 2017, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/12/nightclub-girls-club-baghdad-iraq-harassment.html>, accessed 19 November 2018
- Al-Monitor, Old fears rise again about Palestinians in Iraq, 29 August 2017, <http://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/08/palestinians-iraq-israel-islamic-state.html#ixzz5YEmrTnVA>, accessed 5 June 2018
- Al-Monitor, Sadr welcomes return of Iraqi Jews, 11 June 2018, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2018/06/iraqi-jewish-muqtada-sadr.html>, accessed 17 September 2018
- Al-Monitor, Why are kidnappings on the rise in Baghdad?, 27 January 2017, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2017/01/kidnap-abduction-crime-militias-baghdad.html>, accessed 19 October 2018
- Al-Monitor, Why does Iraq want to bring back dismissed security forces, 29 December 2016, <https://web.archive.org/web/20161231062150/https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/12/repatriation-iraqi-soldiers-isis.html>, accessed 17 September 2018
- Al-Monitor, Zoroastrianism in Iraq seeks official recognition, 17 February 2016, <https://www.al-monitor.com/pulse/originals/2016/02/iraq-kurdistan-religious-minorities-zoroastrianism.html>, accessed 17 September 2018
- AP (Associated Press), Fears in Iraqi government, army over Shiite militias' power, 21 March 2016, <https://apnews.com/9696d8589a774c33a2e29aaf9699330c/fears-iraqi-government-army-over-shiite-militias-power>, accessed 30 March 2018
- AP (Associated Press), Iraq holding more than 19,000 because of IS, militant ties. 22 March 2018, <https://www.apnews.com/aece6571de54f5dba3543d91deed381>, accessed 19 October 2018
- AP (Associated Press), Iraqi parliament passes bill banning alcohol, 23 October 2016, <https://apnews.com/2ec3925767ca48149974e56b7bedc82c/iraqi-parliament-passes-bill-banning-alcohol>, accessed 5 June 2018
- AP (Associated Press), Iraqis Dispense what They Call Justice for Alleged Militants, 26 October 2016, <http://apne.ws/2fQhjnp>, accessed 23 November 2018
- AP (Associated Press), Water pollution in Iraq threatens Mandaean religious rites, 17 October 2018, <https://www.apnews.com/e4861d6f5ab04d45999683f7b6d129b7>, accessed 19 November 2018
- Arab News, Iraq issues 'most wanted' terror list, 4 February 2018, <http://www.arabnews.com/node/1239456/middle-east>, accessed 5 November 2018
- Arab News, Iraqi tribes put more pressure on oil companies in Basra, 12 July 2018, <http://www.arabnews.com/node/1337351/middle-east>, accessed 5 November 2018
- Arab News, Oil firms' multimillion-dollar bribery racket bringing death to the streets of Iraq's Basra, April 4, 2018, <http://www.arabnews.com/node/1278621/middle-east>, accessed 5 November 2018

- Arab Weekly (The), 'Remember Baghdad' Tells the story of Iraqi Jews, 8 July 2018, <https://the arabweekly.com/remember-baghdad-tells-story-iraqi-jews>, accessed 19 November 2018
- Atlantic (The), ISIS Never Went Away in Iraq, 31 August 2018, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/08/iraq-isis/569047/>, accessed 30 July 2018
- Atlantic (The), The rise of Iraq's young secularists, 5 July 2018, <https://www.theatlantic.com/international/archive/2018/07/iraq-secular-sectarian-election-mosul/564452/>, accessed 29 August 2018
- Atlantic (The), What ISIS Really Wants, March 2015, <https://www.theatlantic.com/magazine/archive/2015/03/what-isis-really-wants/384980/>, accessed 13 July 2018
- Atlantic Council, How ISIS describes its government structure, 28 July 2016, <http://interactive.acharicenter.org/syria/how-isis-describes-its-government-structure/>, accessed 21 August 2018
- Australia, DFAT Country Information Report Iraq, 9 October 2018, <https://dfat.gov.au/about-us/publications/Documents/country-information-report-iraq.pdf>, accessed 19 October 2018
- Australia, DFAT, Country Information Report Iraq, 26 June 2017 [available upon request], accessed 19 October 2018
- Australia, Refugee Review Tribunal, Country advice: Iraq – IRQ37184- Bidoons – UNHCR advice, 9 September 2010, available at: <https://www.justice.gov/sites/default/files/eoir/legacy/2013/06/11/UNHCR%20Advice.pdf>, accessed 27 July 2018
- Austria, BVwG (Bundesverwaltungsgericht) [Supreme Administrative Court], Entscheidungstext L512 1417529-1/33E [Decision/case number L512 1417529-1/33E], 8 November 2017, https://www.ris.bka.gv.at/Dokumente/Bvwg/BVWGT_20171108_L512_1417528_1_00/BVWGT_20171108_L512_1417528_1_00.html, accessed 23 August 2018
- Baghdad Post (The), News editor in Baghdad arrested, taken to undisclosed location, 1 October 2018, <https://www.thebaghdadpost.com/en/Story/31850/News-editor-in-Baghdad-arrested-taken-to-undisclosed-location>, accessed 19 October 2018
- Bas News, Abducted Peshmerga Found Dead in Kirkuk, 3 November 2018, <http://www.basnews.com/index.php/en/news/kurdistan/477566>, accessed 22 August 2018
- BBC Monitoring, IS claims second 'commando' attack in western Iraq in 24 hours, 9 April 2018, <https://monitoring.bbc.co.uk/product/c1dp20h3>, accessed 10 October 2018
- BBC Monitoring, IS claims suicide bombing outside hospital in western Iraq, 11 September 2018, <https://monitoring.bbc.co.uk/product/c20074va>, accessed 10 October 2018
- BBC News, 'Sushi' children defy Sunni-Shia divide, 18 June 2016, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-36528536>, accessed 22 August 2018
- BBC News, Baghdad car bomb kills at least 48, 16 February 2017, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-38995832>, accessed 15 October 2018
- BBC News, Baghdad suicide bombers kill dozens in attack on labourers, 15 January 2018, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-42686677>, accessed 10 September 2018

BBC News, Former Miss Iraq 'threatened' after fellow Instagram star's murder, 1 October 2018, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-45706227>, accessed 10 October 2018

BBC News, Guide to Iraqi political parties, 20 January 2006, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/4511450.stm, accessed 19 October 2018

BBC News, Iraq to hang 27 for IS Camp Speicher massacre, 8 August 2017, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-40866081>, accessed 10 April 2018

BBC News, Iraqi human rights activist shot dead in Basra. 25 September 2018, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-45646528>, accessed 19 October 2018

BBC News, Profile: Moqtada sadr, 19 January 2012, <http://www.bbc.com/news/world-middle-east-12135160>, accessed 10 April 2018

BBC News, The Iraqi Baath party, 25 March 2003, http://news.bbc.co.uk/2/hi/middle_east/2886733.stm, accessed 9 January 2019

BBC News, What is 'Islamic State', 2 December 2015, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-29052144>, accessed 10 April 2018

Beehner, L., Iraq's militia groups, Council on Foreign Relations, 26 October 2006, <https://www.cfr.org/backgrounder/iraqs-militia-groups>, accessed 5 April 2018

Bertelsmann Stiftung, BTI 2016; Iraq Country Report, 2016, http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2016/pdf/BTI_2016_Iraq.pdf, accessed 11 August 2018

Bertelsmann Stiftung, BTI 2018; Iraq Country Report, 2018, http://www.bti-project.org/fileadmin/files/BTI/Downloads/Reports/2018/pdf/BTI_2018_Iraq.pdf, accessed 11 August 2018

Bloomberg, Why Iraq Doesn't Punish its Militias' War Crimes, 9 February 2016, <https://www.bloomberg.com/opinion/articles/2016-02-09/why-iraq-doesn-t-prosecute-militia-atrocities>, accessed 5 June 2018

Bolton, P., Mental health in Iraq: issues and challenges, The Lancet, Volume 3181, Issue 9870, 16 March 2013, [https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736\(13\)60637-6/fulltext](https://www.thelancet.com/journals/lancet/article/PIIS0140-6736(13)60637-6/fulltext), accessed 19 August 2018

Boskovitch, A., A struggle to care for Iraq's disabled, Carnegie Endowment for International Peace, 20 December 2017, <http://carnegieendowment.org/sada/75078>, accessed 14 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), RD (Research Directorate), Iraq: Honour-based violence in the Kurdistan region; state protection and support services available to victims [IRQ105424.E], 15 February 2016, available at: <https://www.justice.gov/eoir/file/879841/download>, accessed 7 August 2018

Canada, IRB (Immigration and Refugee Board of Canada), RD (Research Directorate), Iraq: Inter-sect marriage between Sunni and Shia Muslims, including prevalence; treatment of inter-sect spouses and their children by society and authorities, including in Baghdad; state protection available (2016-January 2018) [IRQ106049.E], 29 January 2018, <https://irb-cisr.gc.ca/en/country-information/rir/Pages/index.aspx?doc=457375&pls=1>, accessed 22 August 2018

Carnegie Endowment for International Peace, Kurdistan's Political Armies: The Challenge of Unifying the Peshmerga Forces, 16 December 2015, <http://carnegieendowment.org/2015/12/16/kurdistan-s-political-armies-challenge-of-unifying-peshmerga-forces/ilqd>, accessed 22 October 2018

- Carroll, K. B., Tribal Law and Reconciliation in the New Iraq, Middle East Journal, Winter 2011, <http://muse.jhu.edu/article/416660/pdf>, accessed 10 August 2018
- Cetorelli, V., Sasson, I., Shabila, N., Burnham, G., Mortality and kidnapping estimates for the Yazidi population in the area of Mount Sinjar, Iraq, in August 2014: A retrospective household survey, 9 May 2017, <http://journals.plos.org/plosmedicine/article?id=10.1371/journal.pmed.1002297>, accessed 31 July 2018
- Cigar, N., Iraq's shia warlords and their militias: political and security challenges and options, Strategic Studies Institute, June 2015, <https://ssi.armywarcollege.edu/pdffiles/PUB1272.pdf>, accessed 28 March 2018
- Clingendael (Netherlands Institute of International Relations), Fighting for Kurdistan? Assessing the nature and functions of the Peshmerga in Iraq, March 2018, <https://www.clingendael.org/sites/default/files/2018-03/fighting-for-kurdistan.pdf>, accessed 10 January 2019
- CNN, ISIS claims responsibility for deadly Baghdad blast, 16 February 2017, <https://edition.cnn.com/2017/02/16/middleeast/iraq-baghdad-violence-bomb/index.html>, accessed 15 October 2018
- Cochrane, M., Asaib Ahl al-Haq and the Khazali Special Groups Network, Institute for the Study of War (ISW), 13 January 2008, <https://web.archive.org/web/20170828214251/http://www.understandingwar.org:80/sites/default/files/reports/Asaib%20Ahl%20al%20Haq%20and%20the%20Khazali%20Special%20Groups%20Network.pdf>, accessed 6 April 2018
- Cochrane, M., Iraq report 12: The fragmentation of the Sadrist movement, Institute for the Study of War (ISW), January 2009, <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/Iraq%20Report%2012%20Sadrist%20Movement%20Fragmentation.pdf>, accessed 10 April 2018
- Counter Extremism Project, Asaib Ahl al-Haq, last updated April 2017, <https://www.counterextremism.com/threat/asaib-ahl-al-haq>, accessed 9 April 2018
- Counter Extremism Project, Badr Organization, last updated November 2017, <https://www.counterextremism.com/threat/badr-organization>, accessed 5 April 2018
- Counter Extremism Project, Kata'ib Hezbollah, last updated December 2017, <https://www.counterextremism.com/threat/kata%E2%80%99ib-hezbollah>, accessed 9 April 2018
- CPJ (Committee to Protect Journalists), Armed men beat Iraqi journalist in Erbil, 11 July 2017, <https://cpj.org/2017/07/armed-men-beat-iraqi-journalist-in-erbil.php>, accessed 31 July 2018
- CPJ (Committee to Protect Journalists), Iraqi authorities arrest Samir Obeid at Baghdad checkpoint, 6 February 2018, <https://cpj.org/2018/02/iraqi-authorities-arrest-samir-obeid-at-baghdad-ch.php>, accessed 15 November 2018.
- CPJ (Committee to Protect Journalists), Iraqi authorities shut down internet, detain and assault journalists amid protests, 14 September 2018, <https://cpj.org/2018/09/iraqi-authorities-shut-down-internet-detain-and-as.php>, accessed 15 November 2018
- CPJ (Committee to Protect Journalists), Islamic State receded but threats to journalists in Iraq and Syria remain, 21 December 2017, <https://cpj.org/blog/2017/12/islamic-state-recedes-but-threats-to-journalists-i.php>, accessed 4 June 2018

CPTI (Christian Peacemaker Teams International), Stand with civil society in Iraqi Kurdistan, 4 February 2017, <https://www.cpt.org/cptnet/2017/02/03/iraqi-kurdistan-urgent-action-stand-civil-society-iraqi-kurdistan>, accessed 6 August 2018

Daily Mail, Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra, 19 January 2018, <https://www.dailymail.co.uk/wires/afp/article-5286835/Tribal-feuds-spread-fear-Iraqs-Basra.html>, accessed 19 August 2018

Daily Star, (The), Tribal justice awaits returning Iraqis who joined ISIS, 14 November 2017, <https://www.dailystar.com.lb/News/Middle-East/2017/Nov-14/426317-tribal-justice-awaits-returning-iraqis-who-joined-daesh.ashx>, accessed 19 August 2018

Dawod, H., The Sunni tribes in Iraq: between local power, the international coalition and the Islamic State, Norwegian Peacebuilding Resource Centre, September 2015, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Sunni%20tribes%20in%20Iraq.pdf>, accessed 25 May 2018

De Standaard, Dus u hoort niet bij IS? Toch geef ik u levenslang, 2 June 2018, http://www.standaard.be/cnt/dmf20180601_03541850, accessed 11 June 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service), The Kurdistan Region of Iraq (KRI); Access, Possibility of Protection, Security and Humanitarian Situation; Report from fact finding mission to Erbil, the Kurdistan Region of Iraq (KRI) and Beirut, Lebanon, 26 September to 6 October 2015, 12 April 2016, <https://www.nyidanmark.dk/NR/rdonlyres/4B4E8C12-84B7-4ACB-8553-5E0218C5689A/0/FactfindingreportKurdistanRegionofIraq11042016.pdf>, accessed 12 August 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service)/Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Report on issuance of the new Iraqi ID card, 5 November 2018, https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/iraq_report_issuance_id_cards_nov2018.pdf?la=da&hash=9FD814350749C2E18C5F16CCF69F04CDAF1648D2, accessed 19 November 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service)/Norway, Landinfo, Kurdistan Region of Iraq (KRI): Women and men in honour-related conflicts, 9 November 2018, https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/iraq_report_honour_related_conflicts_nov2018.pdf?la=da&hash=04DE807BBADF8BB151052CE3929FBEAC62A5854A, accessed 10 November 2018

Denmark, DIS (Danish Immigration Service)/Norway, Landinfo, Northern Iraq: Security situation and the situation for internally displaced persons (IDPs) in the disputed areas, incl. possibility to enter and access the Kurdistan Region of Iraq (KR-I), 5 November 2018, https://www.nyidanmark.dk/-/media/Files/US/Landerapporter/iraq_report_security_IDPs_and_access_nov2018.pdf?la=da&hash=F20C250A8F2946B52667C1C78AEC7E356A5D715F, accessed 10 November 2018

Derzsi-Horvath, A., Gaston, E. and Saleh, B., Who's who: Quick facts about local and Sub-State forces, Global Public Policy Institute (GPPi), 16 August 2017, <http://www.gppi.net/publications/quick-facts-about-local-and-sub-state-forces/>, accessed 11 July 2018

Dury-Agri, J.R., Kassim, O., Martin P., Iraqi Security Forces and Popular Mobilization Forces: orders of battle, Institute for the Study of War, December 2017, <http://www.understandingwar.org/report/iraqi-security-forces-and-popular-mobilization-forces-orders-battle-0>, accessed 29 March 2018

DW (Deutsche Welle), Killings of high-profile women in Iraq spark outrage, 2 October 2018, <https://www.dw.com/en/killings-of-high-profile-women-in-iraq-spark-outrage/a-45732835>, accessed 5 November 2018

DW (Deutsche Welle), Unpaid Peshmerga are voting with their feet, 2 February 2016, <https://www.dw.com/en/unpaid-peshmerga-are-voting-with-their-feet/a-19020152>, accessed 10 January 2019

EASO (European Asylum Support Office), COI Meeting Report: Iraq, Practical Cooperation Meeting on 25-25 April 2017 in Brussels, Belgium, July 2017, <https://www.easo.europa.eu/sites/default/files/publications/coi-iraq-meeting-report.pdf>, accessed 29 May 2018

EASO (European Asylum Support Office), EASO COI Query Response, Iraq: Palestinians in Iraq, 4 January 2018, https://coi.easo.europa.eu/administration/easo/PLib/EASO_Query_Palestinians_in_Iraq_for_COI_portal_public.pdf, accessed 19 November 2018

Economist (The), America and Iran are jostling for influence over Iraq, 12 April 2017, <https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21720612-no-one-knows-what-donald-trump-wants-america-and-iran-are-jostling>, accessed 5 April 2018

Economist (The), Divorce in Iraq – Breaking up in Baghdad, 17 September 2016, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2016/09/17/breaking-up-in-baghdad>, accessed 3 August 2018

Economist (The), Fifteen years after America's invasion, Iraq is getting back on its feet, 31 March 2018, <https://www.economist.com/news/middle-east-and-africa/21739759-islamic-state-defeated-new-sense-unity-prevails-it>, accessed 5 April 2018

Economist (The), What to do with Islamic State's child soldiers, 17 June 2017, <https://www.economist.com/middle-east-and-africa/2017/06/17/what-to-do-with-islamic-states-child-soldiers>, accessed 17 August 2018

Ekurd, Investigation continues into murder of Kurdish journalist Wedat Ali: Kurdistan Govt, 27 September 2016, <https://ekurd.net/investigation-kurdish-journalist-2016-09-27>, accessed 11 September 2018

Ekurd, Kurdish journalist attacked by 'Barzani' armed group in Iraqi Kurdistan, 11 July 2017, <https://ekurd.net/kurdish-journalist-attacked-barzani-2017-07-11>, accessed 31 July 2018

Ekurd, The displacement ministry restores the nationality to 97% of Faili Kurds, 4 February 2013, <https://ekurd.net/mismas/articles/misc2013/2/kurdsiniraq203.htm>, accessed 31 July 2018

Encyclopaedia Britannica, Ba'th party, n.d., <https://www.britannica.com/topic/Bath-Party>, accessed 23 November 2018

EPIC (Education for Peace in Iraq), ISHM (Iraq Security and Humanitarian Monitor), August 25-31, 31 August 2017, <https://www.epic-usa.org/ishm127/>, accessed 5 June 2018

Finland, Finnish Immigration Service, Report on the situation of women living without a safety net provided by family or marriage (status of women; legislation; infringements against women; women as heads of households; documents, housing and shelters; protection), 22 May 2018, https://migri.fi/documents/5202425/5914056/Report_Women_Iraq_Migri_CIS.pdf/ab7712ba-bad7-4a1f-8c1f-f3f4013428a7/Report_Women_Iraq_Migri_CIS.pdf.pdf, accessed 17 November 2018

Finland, Finnish Immigration Service/Switzerland, Federal Office for Migration, Report on Joint Finnish-Swiss Fact Finding Mission to Amman and the Kurdish Regional Government (KRG) Area, 1 February 2012,

https://migri.fi/documents/5202425/5914056/31445_irak.pdf/9ce7c615-6e2a-4f7b-8e48-3e59e5e1b80a/31445_irak.pdf.pdf, accessed 21 November 2018

Flood, D. H., From Caliphate to Caves: The Islamic State's Asymmetric War in Northern Iraq, September 2018, <https://ctc.usma.edu/caliphate-caves-islamic-states-asymmetric-war-northern-iraq/>, accessed 15 October 2018

Foreign Affairs, Inside ISIS' dysfunctional schools, 13 October 2017,

<https://www.foreignaffairs.com/articles/syria/2017-10-13/inside-isis-dysfunctional-schools>, accessed 21 August 2018

Foreign Policy, Breaking Badr, 6 November 2014,

<http://foreignpolicy.com/2014/11/06/breaking-badr/#>, accessed 5 April 2018

Foreign Policy, For Iraqi Military Interpreters, Trump Travel Ban Chaos is 'Life and Death', 6 February 2017, <https://foreignpolicy.com/2017/02/06/for-iraqi-military-interpreters-trump-travel-ban-chaos-is-life-and-death/>, accessed 9 April 2018

Foreign Policy, Iran's Shiite militias are running amok in Iraq, 19 February 2015,

<http://foreignpolicy.com/2015/02/19/irans-shiite-militias-are-running-amok-in-iraq/>, accessed 9 April 2018

Foreign Policy, Iraq's militias set their sights on political power, 30 January 2018,

<http://foreignpolicy.com/2018/01/30/iraqs-militias-are-setting-their-sights-on-power/>, accessed 19 October 2018

Foreign Policy, Northern Iraq May Be Free, but the South Is Seething, 9 November 2018,

<https://foreignpolicy.com/2018/11/09/northern-iraq-may-be-free-but-the-south-is-seething-basra-isis-sistani-pmf-shiites-oil-poverty/>, accessed 9 April 2018

Fox News, Expendables: Kurdistan's old soldiers flock to the battlefield to fight ISIS, 18

August 2014, <https://www.foxnews.com/world/expendables-kurdistans-old-soldiers-flock-to-the-battlefield-to-fight-isis>, accessed 21 November 2018

Fox News, Iran-backed militias accused of reign of fear in Iraqi Basra, 23 September 2018,

<https://www.foxnews.com/world/iran-backed-militias-accused-of-reign-of-fear-in-iraqi-basra>, accessed 21 November 2018

France, OFPRA (Office for the Protection of Refugees and Stateless Persons), The Security situation of religious and ethnic minorities, 14 November 2017,

https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/38_irq_religious_and_ethnic_minorities.pdf, accessed 15 October 2018

Freedom House, Freedom in the World 2016 - Iraq, 27 January 2016,

<https://freedomhouse.org/report/freedomworld/2016/iraq>, accessed 19 October 2018

Freedom House, Freedom in the World 2018 - Iraq, January 2018,

<https://freedomhouse.org/report/freedom-world/2018/iraq>, accessed 19 October 2018

Freedom House, Freedom of the Press 2017 - Iraq, 28 April 2017,

<https://freedomhouse.org/report/freedom-press/2017/iraq>, accessed 4 June 2018

Frentzel, K., The future role of the Hashd al-Shaabi in Iraq – Key influencers of Post- ISIS

politics?, Konrad Adenauer Stiftung, May 2017, http://www.kas.de/wf/doc/kas_49248-544-2-30.pdf?170616105301, accessed 28 March 2018

- Garterstein-Ross, D. and Jensen, S., The role of Iraqi tribes after the Islamic State's ascendance, *Military Review*, July 2015, http://www.defenddemocracy.org/content/uploads/documents/The_Role_of_Iraqi_Tribes_After_the_Islamic_States_Ascendance.pdf, accessed 25 May 2018
- Gaston, E., Derzsi-Horvath, A., van den Toorn, S., Mathieu-Comtois, S., Literature review of local, regional or sub- state defense forces in Iraq, 6 August 2017, http://www.gppi.net/fileadmin/user_upload/media/pub/2017/Gaston_Horvath_vandenToorn_Mathieu-Comtois_Lit_Review_Iraq_August_Update.pdf, accessed 3 April 2018
- Gaston, E., Report: Qaraqosh, Hamdaniya District, The Global Public Policy Institute, 5 August 2017, (<http://www.gppi.net/publications/iraq-after-isil-qaraqosh-hamdaniya-district/>), accessed 13 July 2018
- Gaston, E., Sunni Tribal Forces, The Global Public Policy Institute, 30 August 2017, <https://www.gppi.net/2017/08/30/sunni-tribal-forces>
- GCHR (Gulf Center for Human Rights), 'Iraqi Kurdistan: No safe haven for human rights defenders and independent journalists', 31 December 2014, <http://www.gc4hr.org/report/view/28>, accessed 5 June 2018
- Gharizi, O. and Al-Ibrahmi, H., Baghdad must seize the chance to work with Iraq's tribes, *War on the rocks*, 17 January 2018, <https://warontherocks.com/2018/01/baghdad-must-seize-chance-work-iraqs-tribes/>, accessed 11 July 2018
- GICJ (Geneva International Centre for Justice), Iraq - New bill contradicts basic principles of human rights, 4 August 2016, <http://www.gicj.org/un-special-procedures-appeals/iraq/448-iraq-new-bill-contradicts-basic-principles-of-human-rights>, accessed 20 November 2018
- GICJ (Geneva International Centre for Justice), Militias in Iraq - The hidden face of terrorism, September 2016, http://www.gicj.org/GICJ_REPORTS/GICJ_report_on_militias_September_2016.pdf, accessed 9 June 2018
- GPPi (Global Public Policy Institute), Iraq After ISIL: Sub-State Actors, Local Forces, and the Micro-Politics of Control, 21 March 2018, https://www.gppi.net/media/Gaston_Derzsi-Horvath_Iraq_After_ISIL_180830_132652.pdf, accessed 5 June 2018
- Grisgraber, D., Too much too soon: Displaced Iraqis and the push to return home, *Refugees International*, September 2017, <https://static1.squarespace.com/static/506c8ea1e4b01d9450dd53f5/t/59c97f39e3df28de05462ee3/1506377547899/2017.09.26+Iraq.pdf>, accessed 17 November 2018
- Guardian (The), Controlled by Iran, the deadly militia recruiting Iraq's men to die in Syria, 12 March 2014, <https://www.theguardian.com/world/2014/mar/12/iraq-battle-dead-valley-peace-syria>, accessed 6 April 2018
- Guardian (The), Deaths of high-profile Iraqi women sparks fear of conservative backlash, 2 October 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/oct/02/death-of-high-profile-iraqi-women-sparks-fear-of-witch-hunt>, accessed 20 November 2018
- Guardian (The), Dozens of Iraqis killed as Isis targets Baghdad during Ramadan, 30 May 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/may/30/baghdad-ice-cream-shop-isis-car-bomb-attack>, accessed 15 October 2018
- Guardian (The), How Islamic State is training child killers in doctrine of hate, 5 March 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/mar/05/islamic-state-trains-purer-child-killers-in-doctrine-of-hate>, accessed 21 August 2018

Guardian (The), How the people of Mosul subverted ISIS 'apartheid', 30 January 2018, <https://www.theguardian.com/cities/2018/jan/30/mosul-isis-apartheid>, accessed 23 August 2018

Guardian (The), Iraqi Sunnis forced to abandon homes and identity in battle for survival, 5 April 2015, <https://www.theguardian.com/world/2015/apr/05/iraqi-sunnis-forced-abandon-homes-identity-survival-shia-militia-isis>, accessed 20 November 2018

Guardian (The), Isis suicide attack: more than 80 killed in southern Iraq, 15 September 2017, <https://www.theguardian.com/world/2017/sep/14/isis-kills-at-least-50-in-southern-iraq-attacks>, accessed 23 August 2018

Guardian (The), Mum, imam and Saddam: what daring young Iraqis are saying with tattoos, 22 March 2013, <https://www.theguardian.com/world/2013/mar/22/young-iraqis-with-tattoos>, accessed 23 August 2018

Guardian (The), Post-war Iraq: Everybody is corrupt from top to bottom. Including me, 19 February 2016, <https://www.theguardian.com/world/2016/feb/19/post-war-iraq-corruption-oil-prices-revenues>, accessed 23 August 2018

Guardian (The), 'They deserve no mercy': Iraq deals briskly with accused 'women of Isis', 22 May 2018, <https://www.theguardian.com/world/2018/may/22/they-deserve-no-mercy-iraq-deals-briskly-with-accused-women-of-isis>, accessed 23 November 2018

Gulmohamad, Z.K., Iraq's shia militias: helping or hindering the fight against the Islamic State, 29 April 2016, Jamestown Foundation, <https://jamestown.org/program/iraqs-shia-militias-helping-or-hindering-the-fight-against-islamic-state/>, accessed 12 April 2018

Haaretz, Decades After Fleeing, Iraqi Jews Plan to Return to Their Homeland, 17 December 2017, <https://www.haaretz.com/israel-news/.premium-decades-after-fleeing-iraqi-jews-plan-to-return-to-their-homeland-1.5628769>, accessed 19 November 2018

Hamoudi, H. A., Al-Sharaa, W.A. and Al-Dahhan, A., The Resolution of Disputes in State and Tribal Law in the South of Iraq: Toward a Cooperative Model of Pluralism, University of Pittsburgh, Legal Studies Research Paper Series, Working Paper No. 2015-09, 30 March 2015, https://papers.ssrn.com/sol3/Delivery.cfm/SSRN_ID2805229_code641155.pdf?abstractid=2587267&mirid=1, accessed 9 August 2018

Hassan, H., The Sectarianism of the Islamic State. Ideological Roots and Political Context, Carnegie Endowment for International Peace, June 2016, <http://carnegieendowment.org/2016/06/13/sectarianism-of-islamic-state-ideological-roots-and-political-context-pub-63746>, accessed 15 October 2018

Heras, N.A., Iraqi Shi'a militia Asa'ib Ahl al-Haq expands operations to Syria, The Jamestown Foundation, 15 May 2014, <https://jamestown.org/program/iraqi-shia-militia-asaib-ahl-al-haq-expands-operations-to-syria/>, accessed 6 April 2018

Huffpost, Kurdish Teenager's "Honor Killing" Fades to Memory as Iraq Violence Swells, 6 December 2017, https://www.huffingtonpost.com/the-groundtruth-project/kurdish-teenagers-honor-k_b_5596318.html, accessed 5 June 2018

Human Rights Watch, "Life Without a Father is Meaningless"; Arbitrary Arrests and Enforced Disappearances in Iraq 2014-2017, 27 September 2018, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/iraq0918.pdf, accessed 22 October 2018

Human Rights Watch, Audacity in Adversity - LGBT Activism in the Middle East and North Africa, 16 April 2018, <https://www.hrw.org/report/2018/04/16/audacity-adversity/lgbt-activism-middle-east-and-north-africa>, accessed 20 July 2018

Human Rights Watch, Ethnic fighting endangers civilians, 13 January 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/01/13/iraq-ethnic-fighting-endangers-civilians>, accessed 22 May 2018

Human Rights Watch, Fallujah abuses test control of militias, 9 June 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/06/09/iraq-fallujah-abuses-test-control-militias>, accessed 9 May 2018

Human Rights Watch, Families with ISIS Relatives Forced into Camps, 4 February 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/02/04/families-isis-relatives-forced-camps>, accessed 22 October 2018

Human Rights Watch, Flawed Justice. Accountability for ISIS crimes in Iraq, December 2017, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/iraq1217web.pdf, accessed 15 May 2018

Human Rights Watch, Integrating Iraqi fighting forces is not enough, 6 January 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/01/06/integrating-iraqi-fighting-forces-not-enough>, accessed 17

July 2018

Human Rights Watch, Iraq/KRG: Displaced People Can't Move Freely, 21 October 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/10/21/iraq/krg-displaced-people-cant-move-freely>, accessed 10 September 2018

Human Rights Watch, Iraq: 37 Men Fleeing Fighting Detained, 10 November 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/11/10/iraq-37-men-fleeing-fighting-detained>, accessed 23 November 2018

Human Rights Watch, Iraq: Anbar displaced barred from going home, 2 November 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/11/02/iraq-anbar-displaced-barred-going-home>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Ban Abusive Militias from Mosul Operation, 30 July 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/07/31/iraq-ban-abusive-militias-mosul-operation>, accessed 23 November 2018

Human Rights Watch, Iraq: ban abusive militias from Mosul operation – Unpunished killings-torture puts civilians in harm's way, 31 July 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/07/31/iraq-ban-abusive-militias-mosul-operation>, accessed 9 April 2018

Human Rights Watch, Iraq: Chilling Accounts of Torture, Deaths, 19 August 2017, <https://www.hrw.org/news/2018/08/19/iraq-chilling-accounts-torture-deaths>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Displaced Families Blocked from Returning, 24 June 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/06/24/iraq-displaced-families-blocked-returning>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: displacement, detention of suspected "ISIS families"- Troops force residents out, demolish homes, 5 March 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/03/05/iraq-displacement-detention-suspected-isis-families>, accessed 17 July 2018

Human Rights Watch, Iraq: executions by government-backed militia – Government forces did not intervene, respond, 18 December 2016,

<https://www.hrw.org/news/2016/12/18/iraq-executions-government-backed-militia>, accessed 17 July 2018

Human Rights Watch, Iraq: Fallujah Abuses Inquiry Mired in Secrecy, 7 July 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/07/07/iraq-fallujah-abuses-inquiry-mired-secrecy>, accessed 23 November 2018

Human Rights Watch, Iraq: Hundreds Detained in Degrading Conditions, 13 March 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/03/13/iraq-hundreds-detained-degrading-conditions>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Investigate abuses in Hawija operation, 28 September 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/09/28/iraq-investigate-abuses-hawija-operation>, accessed 9 May 2018

Human Rights Watch, Iraq: ISIS Abducting, Killing, Expelling Minorities. Armed Group Targeting Christian Nuns, Turkmen, Shabaks, Yazidis, 19 July 2014, <https://www.hrw.org/news/2014/07/19/iraq-isis-abducting-killing-expelling-minorities>, accessed 15 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: ISIS Escapees Describe Systematic Rape. Yazidi Survivors in Need of Urgent Care, 14 April 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/04/14/iraq-isis-escapees-describe-systematic-rape>, accessed 15 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Judges Disregard Torture Allegations, 31 July 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/07/31/iraq-judges-disregard-torture-allegations>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Key Concerns for Impending Mosul Battle, 6 October 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/10/06/iraq-key-concerns-impending-mosul-battle>, accessed 23 November 2018

Human Rights Watch, Iraq: Kirkuk Security Forces Expel Displaced Turkmen, 7 May 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/05/07/iraq-kirkuk-security-forces-expel-displaced-turkmen>, accessed 5 September 2018

Human Rights Watch, Iraq: KRG Restrictions Harm Yazidi Recovery - Disproportionate Limits on Goods Entering, Leaving Sinjar, 4 December 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/12/04/iraq-krp-restrictions-harm-yezidi-recovery>, accessed 5 September 2018

Human Rights Watch, Iraq: Lawyers Arrested for Work in ISIS Courts, 10 August 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/08/10/iraq-lawyers-arrested-work-isis-courts>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Local Forces Banish ISIS Suspects' Families, 26 April 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/04/26/iraq-local-forces-banish-isis-suspects-families>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Looting, destruction by forces fighting ISIS- no apparent military necessity for home demolitions, 16 February 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/02/16/iraq-looting-destruction-forces-fighting-isis>, accessed 15 May 2018

Human Rights Watch, Iraq: Militia abuses mar fight against ISIS, 20 September 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/09/20/iraq-militia-abuses-mar-fight-against-isis>, accessed 4 June 2018

Human Rights Watch, Iraq: Militias held, beat villagers - Recruited children as fighters from camp for displaced people, 20 November 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/11/20/iraq-militias-held-beat-villagers>, accessed 17 July 2018

Human Rights Watch, Iraq: pro-government militias' trail of death, attacks on sunnis in at least three provinces, 31 July 2014, <https://www.hrw.org/news/2014/07/31/iraq-pro-government-militias-trail-death>, accessed 9 April 2018

Human Rights Watch, Iraq: Security Forces Fire on Protesters, 24 July 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/07/24/iraq-security-forces-fire-protesters>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Set Aside Verdict in Massacre of Cadets, 16 July 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/07/16/iraq-set-aside-verdict-massacre-cadets>, accessed 19 October 2018

Human Rights Watch, Iraq: Survivors describe mosque massacre, 2 November 2014, <https://www.hrw.org/news/2014/11/02/iraq-survivors-describe-mosque-massacre>, accessed 9 April 2018

Human Rights Watch, Iraq: Yezidi fighters allegedly execute civilians, 27 December 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/12/27/iraq-yezidi-fighters-allegedly-execute-civilians>, accessed 16 July 2018

Human Rights Watch, Iraqi Kurdistan: Arabs Displaced, Cordoned Off, Detained, 26 February 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/02/25/iraqi-kurdistan-arabs-displaced-cordoned-detained>, accessed 23 November 2018

Human Rights Watch, Iraqi Kurdistan: Kurdish journalist abducted, killed, 25 August 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/08/25/iraqi-kurdistan-kurdish-journalist-abducted-killed>, accessed 9 August 2018

Human Rights Watch, KRG Response to war crimes allegations in Iraq falls short, 5 April 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/04/05/kr-g-response-war-crimes-allegations-iraq-falls-short>, accessed 22 August 2018

Human Rights Watch, KRG: Kurdish Forces Ejecting Arabs In Kirkuk - Halt Displacements, Demolitions; Compensate Victims, 3 November 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/11/03/kr-g-kurdish-forces-ejecting-arabs-kirkuk>, accessed 7 September 2018

Human Rights Watch, KRG: men, boys fleeing fighting arbitrarily detained, 27 October 2016, <https://www.hrw.org/news/2016/10/27/kr-g-men-boys-fleeing-fighting-arbitrarily-detained>, accessed 23 August 2018

Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: 32 arrested at peaceful protest, 16 March 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/03/16/kurdistan-region-iraq-32-arrested-peaceful-protest>, accessed 31 July 2018

Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: New Detentions of Fleeing Men, Boys, 3 June 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/06/03/kurdistan-region-iraq-new-detentions-fleeing-men-boys>, accessed 5 September 2018

Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Protesters Beaten, Journalists Detained, 15 April 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/04/15/kurdistan-region-iraq-protesters-beaten-journalists-detained>, accessed 12 April 2018

- Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Thousands Fleeing Kept Waiting Near Front Line, 21 June 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/06/21/kurdistan-region-iraq-thousands-fleeing-kept-waiting-near-front-line>, accessed 5 September 2018
- Human Rights Watch, Kurdistan Region of Iraq: Yezidi Fighters' Families Expelled, 9 July 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/07/09/kurdistan-region-iraq-yezidi-fighters-families-expelled>, accessed 19 October 2018
- Human Rights Watch, Kurdistan Regional Government: allegations of mass executions, 8 February 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/02/08/kurdistan-regional-government-allegations-mass-executions>, accessed 22 August 2018
- Human Rights Watch, Marked with an 'X'. Iraqi Kurdish forces' Destruction of villages, homes in conflict with ISIS, November 2016, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/iraq1116_web.pdf, accessed 23 August 2018
- Human Rights Watch, Militias escalate abuses, possibly war crimes, 15 February 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/02/15/iraq-militias-escalate-abuses-possibly-war-crimes>, accessed 19 October 2018
- Human Rights Watch, No child's play: kids fighting one another in Iraq conflict, 30 October 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/10/30/no-childs-play-kids-fighting-one-another-iraq-conflict>, accessed 30 May 2018
- Human Rights Watch, Officials Threatening, Arresting Lawyers, 12 September 2018, <https://www.hrw.org/news/2018/09/12/iraq-officials-threatening-arresting-lawyers>, accessed 19 October 2018
- Human Rights Watch, Prisoners of the Past: Kuwaiti Bidun and the Burden of Statelessness, 13 June 2011, <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/kuwait0611WebInside.pdf>, accessed 27 July 2018
- Human Rights Watch, Ruinous aftermath: militia abuses following Iraq's recapture of Tikrit, 20 September 2015, https://www.hrw.org/sites/default/files/report_pdf/iraq0915_4up_0.pdf, accessed 9 April 2018
- Human Rights Watch, Slavery: The ISIS Rules, 5 September 2015, <https://www.hrw.org/news/2015/09/05/slavery-isis-rules>, accessed 23 November 2018
- Human Rights Watch, The plight of those related to ISIS fighters, 11 January 2017, <https://www.hrw.org/news/2017/01/11/plight-those-related-isis-fighters>, accessed 19 October 2018
- Human Rights Watch, "They Want Us Exterminated"- Murder, torture, sexual orientation and gender in Iraq, 17 August 2009, <https://www.hrw.org/sites/default/files/reports/iraq0809web.pdf>, accessed 20 July 2018.
- Human Rights Watch, World Report of 2018, Events of 2017 – Iraq, 18 January 2018, <https://www.hrw.org/world-report/2018/country-chapters/iraq>, accessed 22 October 2018
- ICRC (International Committee of the Red Cross), Health Care in Danger campaign: Stop violence against medical personnel and facilities in Iraq, 6 November 2018, <https://www.icrc.org/en/document/health-care-danger-campaign-stop-violence-against-medical-personnel-and-facilities-iraq>, accessed 15 November 2018

IILHR (Institute for International Law and Human Rights), Iraq's Minorities and Other Vulnerable Groups: Legal Framework, Documentation and Human Rights, May 2013, http://lawandhumanrights.org/documents/MinorityHB_EN.pdf, accessed 19 July 2018

Imam Al-Khoei Foundation, Written statement submitted by the Al-Khoei Foundation, a non-governmental organization in general consultative status; Persecuted Minorities and IDPs in Iraq [25 May 2015] [A/HRC/29/NGO/95], 10 June 2015, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1099989/1930_1435221892_g1511912.pdf, accessed 27 July 2018

Independent (The), For this Iraqi tribe massacred by Isis, fear of the group's return is a constant reality, 4 July 2018, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-tribe-isis-massacre-war-hit-albu-nimr-baghdad-sunni-a8431466.html>, accessed 14 August 2018

Independent (The), Iraqi male model brutally killed in Baghdad 'because of his good looks', 5 July 2017, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/iraq-male-model-karar-nushi-killed-murder-torture-baghdad-good-looks-gay-palestine-street-a7824586.html>, accessed 14 August 2018

Independent (The), Isis militants are using mentally challenged children as suicide bombers and crucifying others, says UN body, 5 February 2015, <https://www.independent.co.uk/news/world/middle-east/isis-militants-are-using-mentally-challenged-children-as-suicide-bombers-and-crucifying-others-says-10024847.html>, accessed 14 August 2018

Intercept (The), ISIS forces that now control Ramadi are ex-Baathist Saddam loyalists, 3 June 2015, <https://theintercept.com/2015/06/03/isis-forces-exbaathist-saddam-loyalists/>, accessed 1 June 2018

International Crisis Group, Exploiting Disorder: al-Qaeda and the Islamic State, Crisis Group Special Report, 14 March 2016, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/exploiting-disorder-al-qaeda-and-the-islamic-state.pdf> accessed 15 October 2018

International Crisis Group, Fight or flight: the desperate plight of Iraq 's "Generation 2000", 8 August 2016, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/169-fight-or-flight-the-desperate-plight-of-iraqs-generation-2000.pdf>, accessed 9 April 2018

International Crisis Group, Iraq: Falluja's Faustian Bargain, Middle East Report No. 150, 28 April 2014, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/iraq-falluja-s-faustian-bargain.pdf>, accessed 15 October 2018

International Crisis Group, Iraq's paramilitary groups: the challenge of rebuilding a functioning state, 30 July 2018, https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/188-iraqs-paramilitary-groups_0.pdf, accessed 21 November 2018

International Crisis Group, Make or Break: Iraq's Sunnis and the State Middle East Report No. 144, 14 August 2013, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/make-or-break-iraq-s-sunnis-and-the-state.pdf>, accessed 15 October 2018

International Crisis Group, Shiite politics in Iraq: the role of the Supreme Council, 15 November 2007, <https://d2071andvip0wj.cloudfront.net/70-shiite-politics-in-iraq-the-role-of-the-supreme-council.pdf>, accessed 4 April 2018

International NGO Safety Organisation, Iraq, NGO Incident rate, n.d., <https://www.ngosafety.org/country/iraq>, accessed 5 June 2018

International Women's Human Rights Clinic at the City University of New York School of Law/MADRE/OWFI (Organization of Women's Freedom in Iraq), published by UN CEDAW –

- UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, Women's Human Rights Violations in Iraq, 31 August 2015, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1238745/1930_1461163226_int-cescr-css-irq-21592-e.pdf, accessed 8 August 2018
- IOM (International Organization for Migration), Displacement tracking matrix – DTM Round 100, July 2018, http://iraqdtm.iom.int/LastDTMRound/Round100_Report_English_2018_July_31_IOM_DTM.pdf, accessed 10 September 2018
- IOM (International Organization for Migration), IOM Iraq: Special Focus Report on Female Headed Households, 12 October 2011, <https://web.archive.org/web/20120502172308/http://www.iomiraq.net/Documents/FHH%20Report%20EN.pdf>, accessed 22 August 2018
- IOM (International Organization for Migration), Obstacles to return in retaken areas of Iraq, 31 March 2017, <http://iraqdtm.iom.int/SpecialReports/ObstaclesToReturn06211701.pdf>, accessed 17 November 2018
- iqNews, Iraqi News Agency, Candidate For Iraq's Parliamentary Election Shot Dead In Kirkuk: Police, 6 February 2018, <http://iqnews.org/index.php?do=view&type=news&id=10327>, accessed 19 October 2018
- Iraq Oil Report, Islamic State incursions highlight Iraq's counter-insurgency challenges, 15 November 2018, <https://www.iraqoilreport.com/news/islamic-state-incursions-highlight-iraqs-counter-insurgency-challenges-33842/>, accessed 19 October 2018
- Iraq, Constitution of the Republic of Iraq (15 October 2005), Unofficial English version available at: <http://www.refworld.org/docid/454f50804.html>, accessed 19 October 2018
- Iraq, IHCHR (Iraqi High Commission for Human Rights), published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination: Report on Iraq's Compliance with the International Convention on the Elimination of All Forms of Racial Discrimination, 2018, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1452161/1930_1542968137_int-cerd-ngo-irq-32978-e.pdf, accessed 19 November 2018
- Iraq, Internal Security Forces Criminal Procedure Law No. 17 of 2008, 2008, available at: <http://gipi.org/wp-content/uploads/law-17-of-2008-military-criminal-procedure-eng.doc>, accessed 17 September 2018
- Iraq, Internal Security Forces Penal Code of 2008, 2008, available at: <http://gipi.org/wp-content/uploads/law-14-of-2008-internal-security-forces-penal-law.pdf>, accessed 17 September 2018
- Iraq, Law Number (13) for the Year 2005, Anti-Terrorism Law, 7 November 2005, available at: <http://gipi.org/wp-content/uploads/anti-terrorism-law-iraqi-no-13-2005.doc>, accessed 19 October 2018
- Iraq, Military Penal Code No. 19 of 2007, 2007, available at: <https://ihl-databases.icrc.org/applic/ihl/ihl-nat.nsf/xsp/.ibmmodres/domino/OpenAttachment/applic/ihl/ihl-nat.nsf/9C60EDC34C397A53C1257C080040F111/TEXT/Iraq%20-%20Military%20Penal%20Code%20%5Bin%20English%5D.pdf>, accessed 14 September 2018
- Iraq, Penal Code No. 111 of 1969, July 1969, Unofficial translation available at: <http://www.refworld.org/docid/452524304.html>, accessed 5 June 2018
- Iraqi Al-Amal Association; Al-Namaa Center for Human Rights, published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Civil Society Organizations' Report on

- Racial Discrimination in Iraq, October 2018, https://www.ecoi.net/en/file/local/1452125/1930_1542964588_int-cerd-ngo-irq-32932-e.pdf, accessed 19 November 2018
- Iraqi News, 130 people killed, wounded as dual bomb attack targets Shiite mosque in Baghdad, 7 June 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/130-people-killed-wounded-as-dual-bomb-attack-targets-shiite-mosque-in-baghdad/>, accessed 23 November 2018
- Iraqi News, 500 refugee families fear return to Diyala over blood feud, 4 December 2016, <https://www.iraqinews.com/features/500-refugee-families-fear-return-diyala-blood-feud/>, accessed 7 August 2018
- Iraqi News, Abadi pardons military deserters and others, 17 May 2015, <https://www.iraqinews.com/features/abadi-issues-pardon-including-military-deserters/>, accessed 14 September 2018
- Iraqi News, Contracts of 106,000 deserters canceled, says Obeidi, 1 August 2016, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/contracts-106000-deserters-cancelled-says-obeidi/>, accessed 14 September 2018
- Iraqi News, Eight people killed, wounded in second bomb blast, east of Baghdad, 04 November 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/eight-people-killed-wounded-in-second-bomb-blast-east-of-baghdad/>, accessed 23 November 2018
- Iraqi News, Federal Police mourns eight personnel killed by Islamic State between Kirkuk, Baghdad, 24 March 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/federal-police-mourns-eight-personnel-killed-by-islamic-state-between-kirkuk-baghdad/>, accessed 7 August 2018
- Iraqi News, Former Iraqi military general assassinated by Islamic State in Kirkuk, 1 February 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/former-iraqi-military-general-assassinated-islamic-state-kirkuk/>, accessed 23 November 2018
- Iraqi News, Four Iraqi policemen killed, injured in bomb blast near Syrian borders, 21 May 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/four-iraqi-policemen-killed-injured-in-bomb-blast-near-syrian-borders/>, accessed 23 November 2018
- Iraqi News, Islamic State claims responsibility killing, injuring tens of people in blasts, north of Salahuddin, 13 April 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/islamic-state-claims-responsibility-killing-injuring-tens-of-people-in-blasts-north-of-salahuddin/>, accessed 7 August 2018
- Iraqi News, Kurdistan TV photojournalist stabbed to death in southern Kirkuk, 30 October 2017, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/kurdish-t-v-photojournalist-stabbed-death-southern-kirkuk/>, accessed 4 June 2018
- Iraqi News, Ministry of Interior to punish police who abandoned their post, 22 July 2014, <https://www.iraqinews.com/baghdad-politics/ministry-interior-punish-police-abandoned-posts/>, accessed 18 September 2018
- Iraqi News, More than 80 killed, injured in several Baghdad, Basra blasts, 20 May 2017, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/80-killed-injured-several-baghdad-basra-blasts/>, accessed 15 October 2018
- Iraqi News, Mosul ISIS: Mosul sees surge in ransom kidnappings of its rich: newspaper, 18 September 2018, <https://www.iraqinews.com/iraq-war/mosul-sees-surge-ransom-kidnappings-rich-newspaper/>, accessed 22 November 2018

Iraqi News, Police officer assassinated by unknown gunmen in Iraq's Tuz Khurmatu, 4 March 2018, <https://www.iraqnews.com/iraq-war/police-officer-assassinated-unknown-gunmen-iraqs-tuz-khurmatu/>, accessed 23 November 2018

Iraqi News, Policeman killed by Islamic State sniper in Diyala, 30 June 2018, <https://www.iraqnews.com/iraq-war/policeman-killed-by-islamic-state-sniper-in-diyala/>, accessed 23 November 2018

Iraqi News, Policeman killed, police station chief injured in suicide attack south of Fallujah, 27 July 2017, <https://www.iraqnews.com/iraq-war/policeman-killed-police-station-chief-injured-suicide-attack-south-fallujah/>, accessed 23 November 2018

Iraqi News, UN special envoy condemns heinous Baghdad bombings, 05 November 2018, <https://www.iraqnews.com/iraq-war/un-special-envoy-condemns-heinous-baghdad-bombings/>, accessed 23 November 2018

ISW (Institute for the Study of War), Iraq Situation Report: February 11-16, 2017, 16 February 2017, https://3.bp.blogspot.com/_NRzp85NaOw/WKYWwcDEymI/AAAAAAAAIQ4/h6sEDJdHGxQ-Zu1VNDZRZCn2tGtJB5G9vwCLcB/s1600/iraq%2BSITREP%2B2017-02-16%2BHIGH-01.png, accessed 19 October 2018

ISW (Institute for the Study of War), Iraqi Updates (Sinan A.), Sadr Rejuvenates Demonstrations as PM Abadi Works to Implement Decisive Reforms, 1 March 2016, <http://iraqiupdates.blogspot.be/2016/02/sadrrejuvenatesdemonstrations-as-pm.html>, accessed on 20 March 2018

ISW (Institute for the Study of War), ISIS's Second Resurgence, 2 October 2018, <https://iswresearch.blogspot.com/2018/10/isiss-second-resurgence.html>, accessed 19 October 2018

ISW (Institute for the Study of War), Sadr Attempts a De-facto Coup in Iraq, 1 May 2016, <https://iswresearch.blogspot.com/2016/05/sadr-attempts-de-facto-coup-in-iraq.html>, accessed 19 October 2018

ISW (Institute for the Study of War), Warning: Sadrists Storm the Green Zone, 30 April 2016, <https://iswresearch.blogspot.com/2016/04/warning-sadrists-storm-green-zone.html>, accessed 19 October 2018

IWPR (Institute for War and Peace Reporting), Fighting for love across Iraq's sectarian frontline, 16 April 2010 <https://iwpr.net/global-voices/fighting-love-across-iraqs-sectarian-frontline>, accessed 22 August 2018

Jamestown Foundation (The), Is Islamic State Making Plans for a Comeback in Iraq? Terrorism Monitor Volume: 16 Issue: 15, 28 July 2018, <https://jamestown.org/program/is-islamic-state-making-plans-for-a-comeback-in-iraq/>, accessed 19 November 2018

Kinyat Organisation for Documentation/FIDH (Fédération internationale des ligues des droits de l'homme/International Federation for Human Rights), Sexual violence against Yazidis: ISIL foreign fighters should be prosecuted for genocide and crimes against humanity, 25 October 2018, <https://www.fidh.org/IMG/pdf/irak723angweb.pdf>, accessed 19 November 2018

Kirkuk Now, Kakaiyis look for safety - Tens of families fled Daquq to Qarahanjir, 13 August 2018, <http://kirkuknow.com/english/?p=22954>, accessed 17 September 2018

Knights, M., Iraq's popular demobilization, in: The Washington Institute for Near East Policy, 26 February 2016, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/iraqs-popular-demobilisation>, accessed 28 March 2018

Knights, M., Leaf, B. A., Levitt, M. and, Smyth, P., The Smart Way to Sanction Iranian-Backed Militias in Iraq, 17 September 2018, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-smart-way-to-sanction-iranian-backed-militias-in-iraq>, accessed 19 November 2018

Knights, M., Malik, H., The al-Abbas combat division model: reducing Iranian influence in Iraq's security forces, in: The Washington Institute for Near East Policy, 22 August 2017, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-al-abbas-combat-division-model>, accessed 12 April 2018

Knights, M., Mello, A., Losing Mosul, Regenerating in Diyala: How the Islamic State Could Exploit Iraq's Sectarian Tinderbox, October 2016, <https://ctc.usma.edu/losing-mosul-regenerating-in-diyala-how-the-islamic-state-could-exploit-iraqs-sectarian-tinderbox/>, accessed 15 October 2018

Knights, M., The evolution of Iran's special groups in Iraq, in: The Washington Institute for Near East Policy, November 2010, <https://www.washingtoninstitute.org/uploads/Documents/opeds/4d06325a6031b.pdf>, accessed 9 April 2018

Knights, M., The future of Iraq's armed forces, in: Al-Bayan Center for Planning and Studies, March 2016 (<http://www.bayancenter.org/en/2016/03/650/>), accessed 28 March 2018

Kurdistan 24, Barzani: Murder of journalist Arkan Sharif example of 'chauvinist culture' in Iraq, 1 November 2017, <http://www.kurdistan24.net/en/news/b6e9b702-582c-436d-ab98-a412f9a932c8>, accessed 4 June 2018

Kurdistan24, Kurdish family found dead under mysterious circumstances in Baghdad, 6 May 2018, <http://www.kurdistan24.net/en/news/8bb24e2f-aeb9-4661-bb1e-c32632b05d79>, accessed 19 November 2018

Lewis McFate, J., The ISIS Defense in Iraq and Syria: Countering an adaptive Enemy. Middle East Security Report 27, Institute for the Study of War, May 2015, <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/ISIS%20Defense%20in%20Iraq%20and%20Syria%20--%20Standard.pdf>, accessed 15 August 2018

Lewis, J., Ali, A, Kagan, K., Iraq's sectarian crisis reignites as shi'a militias execute civilians and remobilize, Institute for the Study of War, 1 July 2013, <http://www.understandingwar.org/backgrounder/iraqs-sectarian-crisis-reignites-shia-militias-execute-civilians-and-remobilize>, accessed 6 April 2018

Lewis, J.D., Al-Qaeda in Iraq Resurgent, The Breaking the Walls Campaign, Part I, Middle East Security Report 14, Institute for the Study of War, September 2013, https://web.archive.org/web/20130919011717/http://www.understandingwar.org:80/sites/default/files/AQI-Resurgent-10Sept_0.pdf, accessed 15 October 2018

Mansour, R., After Mosul, will Iraq's paramilitaries set the state's agenda?, The Century Foundation, 27 January 2017, <https://tcf.org/content/report/mosul-will-iraqs-paramilitaries-set-states-agenda/>, accessed 30 March 2018

Mansour, R., Iraq after the fall of ISIS: the struggle for the state, Chatham House, July 2017, <https://www.chathamhouse.org/sites/files/chathamhouse/publications/research/2017-07-04-iraq-after-isis-mansour-final2.pdf>, accessed 29 March 2018

Mansour, R., Jabar F. A., The Popular Mobilization Forces and Iraq's future, Carnegie Middle East Center, 28 April 2017, <http://carnegie-mec.org/2017/04/28/popular-mobilization-forces-and-iraq-s-future-pub-68810>, accessed 28 March 2018

Mansour, R., More than militias: Iraq's Popular Mobilization Forces are here to stay, in: War on the rocks, 3 April 2018, <https://warontherocks.com/2018/04/more-than-militias-iraqs-popular-mobilization-forces-are-here-to-stay/>, accessed 4 April 2018

Mansour, R., The Popular Mobilisation Forces and the Balancing of Formal and Informal Power, 15 March 2018, <http://blogs.lse.ac.uk/mec/2018/03/15/the-popular-mobilisation-forces-and-the-balancing-of-formal-and-informal-power/>, accessed 25 May 2018

Mansour, R., The Sunni predicament in Iraq, Carnegie Middle East Center, 3 March 2016, <http://carnegie-mec.org/2016/03/03/sunni-predicament-in-iraq-pub-62924>, accessed 25 May 2018

Mansour, R., van den Toorn, C., The 2018 Iraqi federal elections – A population in transition, July 2018, http://eprints.lse.ac.uk/89698/7/MEC_Iraqi-elections_Report_2018.pdf, accessed 15 August 2018

Markusen, M. B., The Islamic State and the Persistent Threat of Extremism in Iraq, in: Center for Strategic and International Studies, 30 November 2018, <https://www.csis.org/analysis/islamic-state-and-persistent-threat-extremism-iraq>, accessed 1 December 2018

McClatchy DC Bureau, U.S. pledge to help Iraqis who aided occupation largely unfulfilled, 14 March 2013, <https://www.mcclatchydc.com/news/nation-world/world/article24746656.html>, accessed 22 November 2018

Middle East Eye, Analysis: Iraq's Baath party: where are they now?, 14 November 2014, <http://www.middleeasteye.net/in-depth/features/analysis-iraqs-baath-party-where-are-they-now-1079222336>, accessed 1 June 2018

Middle East Eye, Criminal kidnappings are big business in Baghdad, 1 January 2017, <https://www.middleeasteye.net/news/criminal-kidnappings-become-big-business-baghdad-162081868>, accessed 21 November 2018

Middle East Eye, Iraq's Abadi inducts Iran-linked militias into security forces, 8 March 2018, <http://www.middleeasteye.net/news/iraqs-abadi-inducts-iran-linked-militias-security-forces-1660597837>, accessed 4 April 2018

Middle East Eye, Kidnappings greater threat to Baghdad than Islami State: top official, 2 December 2014, <http://www.middleeasteye.net/news/ransom-kidnappings-greater-threat-iraq-islamic-state-security-official-1676219664>, accessed 19 October 2018

Middle East Eye, Prominent Iraqi journalist kidnapped by gunmen, 27 December 2016, <https://www.middleeasteye.net/news/gunmen-kidnap-iraqi-journalist-baghdad-pm-orders-investigation-1436237560>, accessed 9 January 2019.

Middle East Eye, The death of fun in Baghdad?, 28 July 2015, <https://www.middleeasteye.net/news/death-fun-baghdad-102265231>, accessed 23 August 2018

Middle East Eye, 'The world is changing': Iraqi LGBT group takes campaign to streets, 13 April 2018, <http://www.middleeasteye.net/news/rasan-1330280220>, accessed 20 July 2018

Middle East Eye, What's behind Iraq's Basra protests?, 7 September 2018, <https://www.middleeasteye.net/columns/whats-behind-iraqs-basra-protests-1898152657>, accessed 19 October 2018

MRG (Minority Rights Group International), Assyrians, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/assyrians-2/>, accessed 20 August 2018

- MRG (Minority Rights Group International), Baha'i, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/bahai/>
- MRG (Minority Rights Group International), Between the Millstones: The State of Iraq's Minorities Since the Fall of Mosul, 2015, <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/08/Between-the-Millstones-English.pdf>, accessed 20 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Black Iraqis, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/black-iraqis/>, accessed 14 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Crossroads: the future of Iraq's minorities after ISIS, 7 June 2017, http://minorityrights.org/wp-content/uploads/2017/06/MRG_Rep_Iraq_ENG_May17_FINAL2.pdf, accessed 11 July 2018
- MRG (Minority Rights Group International), From Crisis to Catastrophe: the situation of minorities in Iraq, 14 October 2014, <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/old-site-downloads/download-1468-From-Crisis-to-Catastrophe-the-situation-of-minorities-in-Iraq-English.pdf>, accessed 15 October 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq: Current issues, May 2018, <https://minorityrights.org/country/iraq/>, accessed 20 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq: Faili Kurds, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/faili-kurds/>, accessed 14 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq: Sabian Mandaean, <https://minorityrights.org/minorities/sabian-mandaeans/>, November 2017, accessed 20 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq: Shabak, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/shabak/>, accessed 15 October 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq: Turkmen, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/turkmen/>, accessed 15 October 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Iraq's Minorities: Participation in Public Life, 28 November 2011, (http://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/07/MRG_Rep_Iraq.pdf), accessed 30 July 2018
- MRG (Minority Rights Group International), Kaka'i, November 2017, <https://minorityrights.org/minorities/kakai/>, accessed 15 October 2018
- MRG (Minority Rights Group International), published by UN CERD – UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination, Alternative Report to the Committee on the Elimination of Racial Discrimination (CERD); Review of the Periodic Report of Iraq, 2018, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1452160/1930_1542967497_int-cerd-ngo-irq-32981-e.doc, accessed 20 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International), The Lost Women of Iraq: Family-based violence during armed conflict, 4 November 2015, <https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2015/08/Lost-Women-English.pdf>, accessed 1 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International)/Ceasefire Centre for Civilian Rights, Humanitarian challenges in Iraq's displacement crisis, 22 December 2016, https://minorityrights.org/wp-content/uploads/2016/12/MRG-report-A4_english-DECEMBER-2016_WEB-2.pdf, accessed 14 August 2018
- MRG (Minority Rights Group International)/Ceasefire Centre for Civilian Rights, Iraq's displacement crisis: security and protection, March 2016, <https://minorityrights.org/wp->

[content/uploads/2016/04/CEASEFIRE-report_ENGLISH_march-2016_210x297mm_WEB.pdf](#), accessed 20 August 2018

Musawah, published by UN CEDAW – UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women, Musawah Thematic Report on Article 16: Iraq, February 2014, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1345112/1930_1393431713_int-cedaw-ngo-irq-16461-e.pdf, accessed 6 August 2018

Natali, D., Iraqi Kurds' referendum for political relevance, in: Carnegie Endowment for International Peace, 7 August 2017, <http://carnegieendowment.org/sada/72740>, accessed 12 September 2018

National (The), In Iraqi Kurdistan, little regard for Baghdad alcohol ban, 27 October 2016, <https://www.thenational.ae/world/in-iraqi-kurdistan-little-regard-for-baghdad-alcohol-ban-1.169465>, accessed 20 September 2018

National (The), ISIS claims assassination of Iraq election candidate, May 2018, <https://www.thenational.ae/world/mena/isis-claims-assassination-of-iraq-election-candidate-1.728051>, accessed 21 November 2018

Netherlands, Ministry of Foreign Affairs, Algemeen Ambtsbericht Irak, 1 April 2018 <https://www.rijksoverheid.nl/binaries/rijksoverheid/documenten/ambtsberichten/2018/04/01/algemeen-ambtsbericht-irak/Algemeen+ambtsbericht+Irak+april+2018.pdf>, accessed 19 September 2018

Netherlands, Ministry of Foreign Affairs, Algemeen ambtsbericht Irak, 14 November 2016, <https://www.rijksoverheid.nl/documenten/ambtsberichten/2016/11/14/algemeen-ambtsbericht-over-irak>, accessed 28 May 2018

New Arab (The), 14 Saddam-era officials remain jailed in Iraq: survey, 23 April 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/news/2018/4/23/14-saddam-era-officials-remain-behind-bars-in-iraq-survey>, accessed 28 May 2018

New Arab (The), The Iraq Report: Mass executions follow 'sham trials', 21 December 2017, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2017/12/21/the-iraq-report-mass-executions-follow-sham-trials>, accessed 28 May 2018

New Arab (The), The Iraq Report: Women's rights in danger after top activist and social media star assassinated, 28 September 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/9/28/the-iraq-report-womens-rights-slide-in-danger-assassinations>, accessed 19 November 2018

New Arab (The), The quest for identity: How Kurds are rediscovering Zoroastrianism, 5 February 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/2/5/the-quest-for-identity-how-kurds-are-rediscovering-zoroastrianism>, accessed 28 May 2018

New Arab (The), Tribal feuds spread fear in Iraq's Basra province, 15 January 2018, <https://www.alaraby.co.uk/english/indepth/2018/1/19/tribal-feuds-spread-fear-in-iraqs-basra-province>, accessed 19 August 2018

New York Time (The), Saddam Hussein, Defiant Dictator Who Ruled Iraq With Violence and Fear, Dies, 30 December 2006, <https://www.nytimes.com/2006/12/30/world/middleeast/30saddam.html>, accessed 9 January 2018

New York Times (The), A 10-Minute Trial, a Death Sentence: Iraqi Justice for ISIS Suspects, 17 April 2018, <https://www.nytimes.com/2018/04/17/world/middleeast/iraq-isis-trials.html>, accessed 19 October 2018

New York Times (The), A social media star is killed in Baghdad. Iraqis fear a trend, 29 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/29/world/middleeast/tara-fares-iraq-model-death.html>, accessed 20 November 2018

New York Times (The), Baghdad Jews have become a fearful few, 1 June 2008, <https://www.nytimes.com/2008/06/01/world/middleeast/01babylon.html>, accessed 17 November 2018

New York Times (The), Exhausted and bereft, Iraqi soldiers quit fight, 10 June 2014, <https://www.nytimes.com/2014/06/11/world/middleeast/exhausted-and-bereft-iraqi-soldiers-quit-fight.html>, accessed 14 September 2018

New York Times (The), In strategic Iraqi city, a week of deadly turmoil, 8 September 2018, <https://www.nytimes.com/2018/09/08/world/middleeast/in-strategic-iraqi-city-a-week-of-deadly-turmoil.html>, accessed 22 November 2018

New York Times (The), Iraq army woos deserters back to war on ISIS, 28 September 2014, <https://www.nytimes.com/2014/09/29/world/middleeast/iraq-army-woos-deserters-back-to-war-on-isis.html>, accessed 14 September 2018

New York Times (The), Iraq's forgotten casualties: children orphaned in battle with ISIS, 31 August 2018, <https://www.nytimes.com/2018/08/31/world/middleeast/iraq-orphans-isis.html>, accessed 20 November 2018

New York Times (The), ISIS Claims Responsibility for Baghdad Bombings, 17 January 2018, <https://www.nytimes.com/2018/01/17/world/middleeast/iraq-baghdad-isis-bombing.html>, accessed 17 November 2018

New York Times (The), Military skill and terrorist technique fuel success of ISIS, 27 August 2014, https://www.nytimes.com/2014/08/28/world/middleeast/army-know-how-seen-as-factor-in-isis-successes.html?_r=1, accessed 1 June 2018

New York Times (The), Shiite militias pose challenge for U.S. in Iraq, 16 September 2014, https://www.nytimes.com/2014/09/17/world/middleeast/shiite-militias-pose-challenge-for-us-in-iraq.html?_r=0, accessed 9 April 2018

New York Times (The), Suicide Bombing in Baghdad Kills at Least 36, 2 January 2017, <https://www.nytimes.com/2017/01/02/world/middleeast/iraq-baghdad-market-suicide-bombing-islamic-state.html>, accessed 15 October 2018

New York Times (The), Visa ban amended to allow Iraqi interpreters into U.S., 2 February 2017, <https://www.nytimes.com/2017/02/02/world/middleeast/trump-visa-ban-iraq-interpreters.html?mcubz=0>, accessed 21 November 2018

NewsRep, A growing number of villages in Kirkuk, Iraq are being evacuated, 30 July 2018, <https://thenewsrep.com/106431/a-growing-number-of-villages-in-kirkuk-iraq-are-being-evacuated/>, accessed 16 November 2018

Niqash, An immoral trade: Wasit council bans women from working in cafés, 8 June 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/economy/5590/>, accessed 19 November 2018

Niqash, Baghdad's legal gangs? As Iraqi police lose control of the streets, militias take over, 19 January 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5524/>, accessed 18 April 2018

Niqash, Change we can believe in? Major religious group allies with Iraq's communists, for election shake-up, 8 February 2018, www.niqash.org/en/articles/politics/5829/, accessed 11 April 2018

- Niqash, Coming out: The secret lives of Iraqi Kurdistan's gay community slowly emerging, 9 November 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5773/>, accessed 24 August 2018
- Niqash, Cross-cultural love: what happens when a Christian falls in love with a Muslim, 14 December 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5792/>, accessed 29 August 2018
- Niqash, Divided loyalties: Iraq's controversial Shiite militias fight amongst themselves, 18 June 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/politics/5033/>, accessed 5 April 2018
- Niqash, Dream of 'Other Iraq' crumbles: whose political system is more stable - Iraqi Kurdistan's or the real Iraq's?, 15 October 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/politics/5135/>, accessed 3 August 2018
- Niqash, Fact or Friction? Anbar Locals Worry As They See Extremist-Allied Neighbours Returning Home, 29 March 2018, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5868/anbar-locals-worry-as-they-see-extremist-allied-neighbours-returning-home.htm>, accessed 19 October 2018
- Niqash, Family feuds that last, and last: as extremists withdraw in Salahaddin, Iraq's tribes demand justice, 22 October 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5138/>, accessed 28 May 2015
- Niqash, Fuelling the fight, never-ending story of extremism in Iraq, 16 November 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5780/>, accessed 24 May 2018
- Niqash, How to be a good little jihadi: extremists release new school textbooks, curriculum in Mosul, 29 October 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5148/Extremists-Release-New-School-Textbooks-Curriculum-in-Mosul.htm>, accessed 21 August 2018
- Niqash, In Basra, 'Terrorism By Tradition' Causes Fear And Waste, 22 March 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5543/>, accessed 6 June 2018
- Niqash, In Northern Iraq, Some Kurdish Men Prefer Their Brides Budget, 9 March 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5537/>, accessed 6 June 2018
- Niqash, Inside Mosul, ISIS bringing the Baath party back-or are they ?, 13 June 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/security/3460/>, accessed 1 June 2018
- Niqash, Iraqi Kurdistan's murdered journalists still wait for justice, 20 April 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5564/>, accessed 11 September 2018
- Niqash, Justice served, tribal law trumping civil in modern Iraq, 12 May 2011, <http://www.niqash.org/en/articles/society/2836/>, accessed 10 August 2018
- Niqash, Leaving the good fight: Kurdish soldiers forced to buy own bullets, exit Iraq for good, 22 October 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5137/>, accessed 21 November 2018
- Niqash, Security or demographics? Why Babel province has a ghost town, 30 August 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5725/>, accessed 23 November 2018
- Niqash, Social media justice: Iraqi tribes take law into own hands, make Facebook trolls pay, 13 July 2017, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5633/>, accessed 10 August 2018
- Niqash, Taming the beast: can Iraq ever control its controversial volunteer militias?, 4 August 2016, <http://www.niqash.org/en/articles/security/5323/>, accessed 30 March 2018

- Niqash, The 'Astronaut' problem – Iraqi soldiers who pay money to officers so they don't fight, 2 October 2014, <http://www.niqash.org/en/articles/security/3549/>, accessed 14 September 2018
- Niqash, The Beer essentials: how to get an (illegal) drink during Ramadan in Northern Iraq, 31 May 2018, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5919/>, accessed 16 November 2018
- Niqash, The One, True Kurdish Prophet? Thanks To Extremism, Iraqis Revive Ancient Religion, 28 May 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5014/>, accessed 27 July 2018
- Niqash, 'We Don't Deny Militias Have Committed Violations', 19 August 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/politics/5080/>, accessed 6 June 2018
- Niqash, What's in a name? In Diyala, Iraqis change names to avoid being targeted by volunteer militias, 17 December 2015, <http://www.niqash.org/en/articles/society/5171/>, accessed 6 June 2018
- Norway, Landinfo, Irak: Desertering fra den irakiske hæren [Desertion], 13 December 2016, https://landinfo.no/asset/3477/1/3477_1.pdf, accessed 17 September 2018
- Norway, Landinfo, Irak: Militser i Bagdad [Militias in Baghdad], 15 September 2017, https://landinfo.no/asset/3598/1/3598_1.pdf, accessed 9 June 2018
- Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for personer som har jobbet for utenlandske selskaper [Situation of people who worked for foreign companies], 7 April 2016, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1028061/1788_1460383942_3334-1.pdf, accessed 22 November 2018
- Norway, Landinfo, Irak: Situasjonen for sunnimuslimer i Bagdad [Situation of Sunni Muslims in Baghdad], 23 June 2017, https://landinfo.no/asset/3636/1/3636_1.pdf, accessed 5 June 2018
- Norway, Landinfo/Sweden, Lifos, Palestinians in Iraq, 7 March 2014, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1141908/1226_1394785053_140307500.pdf, accessed 29 May 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Basra Fact Finding Mission Report #1, 9 September 2018, available at: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/NRC%20Basra%20Key%20Findings_FINAL_9Oct.pdf, accessed 16 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), Close to 200,000 Yazidis remain displaced, 13 November 2018, <https://www.nrc.no/news/2018/november/several-hundred-thousand-yazidis-remain-displaced/>, accessed 16 November 2018
- NRC (Norwegian Refugee Council), The long road home: achieving durable solutions to displacement in Iraq, lessons from returns in Anbar, 27 February 2018, <https://www.rescue.org/sites/default/files/document/2515/thelongroadhomefinal28022018.pdf>, accessed 17 November 2018
- NRT, Brutal Murder in Najaf Highlights Endemic Violence Against Women in Iraq, 5 August 2018, <http://www.nrttv.com/en/News.aspx?id=3109&MapID=2>, accessed 19 November 2018
- Oehring, O., Christians and Yazidis in Iraq : current situation and prospects, Konrad Adenauer Stiftung, 2017, http://www.kas.de/wf/doc/kas_49220-544-2-30.pdf?170815164239, accessed 12 July 2018

- Ohlers, C. A., What to Expect in Iraq After the Liberation of Mosul, in: Jamestown Foundation, Terrorism Monitor Volume: 15 Issue: 9, 5 May 2017, <https://jamestown.org/program/expect-iraq-liberation-mosul/>, accessed 15 October 2018
- Ohlers, C.A., The uncertain future of Iraq's Popular Mobilization Forces, in: Jamestown Foundation, Terrorism Monitor Volume: 16 Issue: 3, 8 February 2018, <https://jamestown.org/program/uncertain-future-iraqs-popular-mobilization-units/>, accessed 28 March 2018
- O'Neil, S. and van Broeckhoven, K. (Ed), Cradled by conflict – Child involvement with armed groups in contemporary conflict, United Nations University, February 2018, https://collections.unu.edu/eserv/UNU:6409/Cradled_by_Conflict.pdf, accessed 17 August 2018
- OSAC (Overseas Security Advisory Council), Iraq 2017 crime and safety report: Erbil, 13 February 2017, <https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=21244>, accessed 11 September 2018
- OSAC (Overseas Security Advisory Council), Iraq 2018 crime and safety report: Erbil, 3 June 2018, <https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23636>, accessed 11 September 2018
- OSAC (Overseas Security Advisory Council), Iraq 2018 Crime & Safety Report: Baghdad, 12 February 2018, <https://www.osac.gov/pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23505>, accessed 19 November 2018
- OSAC (Overseas Security Advisory Council), Iraq 2018 Crime & Safety Report: Basrah, 20 March 2018, <https://www.osac.gov/Pages/ContentReportDetails.aspx?cid=23714>, accessed 19 November 2018
- Oxford University, Oxford Islamic Studies Online, *Takfir*, n.d., <http://www.oxfordislamicstudies.com/article/opr/t125/e2319>, accessed 15 October 2018
- Perito, R. and Kristoff, M., Iraq's Interior Ministry: The key to police reform, United States Institute for Peace, July 2009, https://www.usip.org/sites/default/files/iraq_interior_ministry_perito_kristoff.pdf, accessed 17 September 2018
- PRI (Public Radio International), Iraqi deserters say the army's epic collapse isn't their fault, 17 June 2014, <https://www.pri.org/stories/2014-06-17/iraqi-deserters-say-armys-epic-collapse-isnt-their-fault>, accessed 14 September 2018
- PRI (Public Radio International), ISIS turned this young Iraqi Christian into an atheist, 17 January 2018, <https://www.pri.org/stories/2018-01-17/isis-turned-young-iraqi-christian-atheist>, accessed 5 June 2018
- RAND, An Overview of Current Trends in Terrorism and Illicit Finance – Lessons from the Islamic State in Iraq and Syria and Other Emerging Threats, 7 September 2018, https://www.rand.org/content/dam/rand/pubs/testimonies/CT400/CT498/RAND_CT498.pdf, accessed 19 November 2018
- Red24, Special Risks - Global kidnapping hotspots 2018, 1 February 2018, <http://www.crisismanagementinsuranceblog.com/wp-content/uploads/2018/03/red24-Special-Risks-Global-Kidnapping-Hotspots-2018.pdf>, accessed 21 November 2018
- Reuters, At least four killed, 15 wounded in Baghdad bomb blast, 24 May 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-blast/at-least-four-killed-15-wounded-in-baghdad-bomb-blast-idUSKCN1IO3I7>, accessed 15 October 2018

Reuters, Attacks on Iraq's sunnis could constitute war crimes: rights group, 31 January 2016, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-abuses/attacks-on-iraqs-sunnis-could-constitute-war-crimes-rights-group-idUSKCN0V90DA>, accessed 5 April 2018

Reuters, Blast kills three Shi'ite Muslim pilgrims in Iraq: police, 30 October 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-attacks/blast-kills-three-shiite-muslim-pilgrims-in-iraq-police-idUSKCN1N40ZV>, accessed 17 November 2018

Reuters, Child labour doubles in Iraq as violence, displacement hit incomes, 10 July 2016, <https://uk.reuters.com/article/uk-mideast-crisis-iraq-children/child-labour-doubles-in-iraq-as-violence-displacement-hit-incomes-idUKKCN0ZQ0E2>, accessed 20 August 2018

Reuters, Children of Iraq's Kawliya return to school after 14 year break, 17 April 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-gypsies/children-of-iraqs-kawliya-return-to-school-after-14-year-break-idUSKBN1HO23K>, accessed 30 July 2018

Reuters, Eight killed in car-bomb attack at Iraqi checkpoint, 29 August 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-attacks/eight-killed-in-car-bomb-attack-at-iraqi-checkpoint-idUSKCN1LE0LQ>, accessed 19 October 2018

Reuters, Exclusive: U.S. falters in campaign to revive Iraqi army, experts say, 3 June 2016, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-exclusive/exclusive-u-s-falters-in-campaign-to-revive-iraqi-army-officials-say-idUSKCN0YP2DO>, accessed 6 April 2018

Reuters, Iraq returning displaced civilians from camps to unsafe areas, 7 January 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-refugees/iraq-returning-displaced-civilians-from-camps-to-unsafe-areas-idUSKBN1EW072>, accessed 19 October 2018

Reuters, Iraq's Sadr readies militia to fight for Samarra, 11 December 2014, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-sadr/iraqs-sadr-readies-militia-to-fight-for-samarra-idUSKBN0JP1JL20141211>, accessed 11 April 2018

Reuters, Iraqi commander denies paramilitary groups involved in killings, 9 February 2015, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-amiri/iraqi-commander-denies-paramilitary-groups-involved-in-killings-idUSKBN0LD17B20150209>, accessed 5 April 2018

Reuters, Islamic State claims responsibility for gun attack north of Baghdad, 2 May 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-attacks-islamic-s/islamic-state-claims-responsibility-for-gun-attack-north-of-baghdad-idUSKBN1I31N9>, accessed 19 October 2018

Reuters, Islamic State kills 27 Iraqi militiamen near Kirkuk, 19 February 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-attack/islamic-state-kills-27-iraqi-militiamen-near-kirkuk-idUSKCN1G30YH>, accessed 9 April 2018

Reuters, Islamic State rounds up ex-Baathists to eliminate potential rivals in Iraq's Mosul, 8 July 2014, <http://news.trust.org/item/20140708121657-gbkgv>, accessed 1 July 2018

Reuters, Islamic State selling, crucifying, burying children alive in Iraq – UN, 4 February 2015, <https://in.reuters.com/article/mideast-crisis-children/islamic-state-selling-crucifying-burying-children-alive-in-iraq-un-idINKBN0L828E20150204>, accessed 14 August 2018

Reuters, Reuters Iraq bureau chief threatened, denounced over story, 11 April 2015, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-iraq-reuters/reuters-iraq-bureau-chief-threatened-denounced-over-story-idUSKBN0N20FY20150411>, accessed 4 June 2018

Reuters, Shi'ite cleric's followers begin anti-corruption sit-in in Baghdad, 18 March 2016, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-protests-idUSKCN0WKORI>, accessed 4 June 2018

Reuters, Special report: How Iran's military chiefs operate in Iraq, 24 February 2015, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-committee-specialreport/special-report-how-irans-military-chiefs-operate-in-iraq-idUSKBNOLSQVD20150224>, accessed 5 April 2018

Reuters, Special Report: Massacre Reports Show U.S. Inability to Curb Iraq Militias, 23 August 2016, <http://reut.rs/2bDkQTE>, accessed 23 November 2018

Reuters, Special Report: The Iraqi militia helping Iran carve a road to Damascus, 22 September 2017, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-nujaba-specialreport/special-report-the-iraqi-militia-helping-iran-carve-a-road-to-damascus-idUSKCN1BX11N>, accessed 9 April 2018

Reuters, Suicide attack kills six Sunni fighters in northern Iraq: police, 22 August 2018, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-attacks/suicide-attack-kills-six-sunni-fighters-in-northern-iraq-police-idUSKCN1L70KM>, accessed 19 October 2018

Reuters, Suicide bomber kills at least 31 in crowded Iraqi market, 9 June 2017, <https://ca.reuters.com/article/topNews/idCAKBN19018K-OCATP>, accessed 15 October 2018

Reuters, The Baathists: how Saddam's men help Islamic State rule, 11 December 2015, <https://www.reuters.com/investigates/special-report/mideast-crisis-iraq-islamicstate/>, accessed 1 June 2018

Reuters, Tribal Clashes, Political Void Threaten Oil Installations in Iraq's South, 11 September 2017, <http://reut.rs/2zMdlN5>, accessed 23 November 2018

Reuters, U.N. warns of renewed cycle of sectarian strife in Iraq, urges prevention, 5 July 2016, <https://www.reuters.com/article/us-mideast-crisis-iraq-falluja-un/u-n-warns-of-renewed-cycle-of-sectarian-strife-in-iraq-urges-prevention-idUSKCN0ZL1KR>, accessed 9 April 2018

Reuters, Unrest intensifies in Iraq as Iranian consulate and oil facility stormed, 7 September 2018, <https://www.reuters.com/article/us-iraq-protests/unrest-intensifies-in-iraq-as-iranian-consulate-and-oil-facility-stormed-idUSKCN1LN1M9>, accessed 19 October 2018

Reuters, With Jews largely gone in Iraq, memories survive in Israel, 18 April 2018, <https://www.reuters.com/article/us-israel-independence-iraq-jews/with-jews-largely-gone-from-iraq-memories-survive-in-israel-idUSKBN1HP1ID>, accessed 17 November 2018

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), Attack Kills At Least 11 Near Baghdad, IS Claims Responsibility, 27 November 2017, <https://www.rferl.org/a/iraq-attack-market-baghdad-islamic-state/28882725.html>, accessed 15 October 2018

RFE/RL (Radio Free Europe/Radio Liberty), Iraqi PM Urged To Resign Over Basra Unrest, 8 September 2018, <https://www.rferl.org/a/rockets-strike-airport-in-iraq-s-basra-as-tensions-remain-high/29478622.html>, accessed 15 October 2018

RSF (Rapporteurs sans frontières), Alarming violence against journalists in northern Iraq, 31 October 2017, <https://rsf.org/en/news/alarming-violence-against-journalists-northern-iraq>, accessed 7 August 2018

RSF (Rapporteurs sans frontières), Covering corruption exposes journalists to arrest in Iraq, 12 June 2018, <https://rsf.org/en/news/covering-corruption-exposes-journalists-arrest-iraq>, accessed 15 November 2018

RSF (Rapporteurs sans frontières), Iraq - assailed on all sides, n.d., <https://rsf.org/en/iraq>, accessed 4 June 2018

RSF (Rapporteurs sans frontières), Journalists arrested to prevent coverage of Iraqi Kurdistan protests, 28 December 2017, <https://rsf.org/en/news/journalists-arrested-prevent-coverage-iraqi-kurdistan-protests>, accessed 7 August 2018

RSF (Rapporteurs sans frontières), RSF concerned about Iraqi journalist abducted by security forces, 3 October 2018, <https://rsf.org/en/news/rsf-concerned-about-iraqi-journalist-abducted-security-forces>, accessed 7 August 2018

Rudaw, Alarming wave of assassinations hits Iraqi doctors, 8 August 2017, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/08082017>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Baghdad's Faili Kurds threatened, forced out over referendum, 13 August 2017, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/13082017>, accessed 27 July 2018

Rudaw, Converts must die: Kurdistan's Zoroastrians outraged by Islamic preacher, 5 February 2017, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/05022017>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Fearing ISIS, Kurds abandon homes in southern Kirkuk, 26 March 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/26032018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Iraq orders seizure of Baathist-remnant assets, 5 March 2018, <http://www.rudaw.net/english/middleeast/05032018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Iraqi VP: 300 ex-security officers executed in Mosul, 17 April 2015, <http://www.rudaw.net/english/middleeast/iraq/17042015>, accessed 1 June 2018

Rudaw, ISIS sleeper cells awaken in Kirkuk, 2 February 2018, <http://www.rudaw.net/english/analysis/02072018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, ISIS threats force Kurds to evacuate village near Khanaqin, 25 July 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/25072018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Kurdistan In no man's land; Faili Kurds rally for recognition in Erbil, 16 February 2016. <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/16022016>, accessed 27 July 2018

Rudaw, Kurdistan: New laws in the works to curb 'forced' child labor in Kurdistan, 24 August 2016, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/24082016>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Kurdistan's Jewish community still fears persecution, 30 November 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/30112018>, accessed 30 November 2018

Rudaw, Mosul too insecure for Kurdish Shabak families, now settled in Duhok, 26 July 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/26072018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Violence targets medical workers, patients preventing care in Iraq, 12 November 2018, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/12112018>, accessed 1 June 2018

Rudaw, Zoroastrian faith returns to Kurdistan in response to ISIS violence, 2 June 2015, <http://www.rudaw.net/english/kurdistan/02062015>, accessed 1 June 2018

Safeguarding Health in Conflict Coalition, Violence on the Front Lines: Attacks on Health Care in 2017, 21 May 2018, <https://www.safeguardinghealth.org/sites/shcc/files/SHCC2018final.pdf>, accessed 5 June 2018

Save The Children, An Unbearable Reality: The impact of war and displacement on children's mental health in Iraq, 15 June 2017, https://resourcecentre.savethechildren.net/node/12182/pdf/iraq_an_unbearable_reality_june_2017_1.pdf, accessed 17 August 2018

- Schweitzer, M., The future for Iraq's Popular Mobilization Forces, in: The Education for Peace in Iraq Center (EPIC), 18 January 2017, <https://www.epic-usa.org/pmu-future/>, accessed 3 April 2018
- Sissons, M. and Al-Saiedi, A., A bitter legacy: Lessons of de-baathification in Iraq, International Center for Transitional Justice, March 2013, <https://www.ictj.org/sites/default/files/ICTJ-Report-Iraq-De-Baathification-2013-ENG.pdf>, accessed 18 September 2018
- Slow Journalism Company (The), Brothers in arms, 25 March 2016, <https://www.slow-journalism.com/from-the-archive/brothers-in-arms>, accessed 12 April 2018
- Smyth, P., Iranian militias in Iraq's parliament: political outcomes and U.S. response, in: The Washington Institute for Near East Policy, 11 June 2018, <https://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/iranian-militias-in-iraqs-parliament-political-outcomes-and-u.s.-response>, accessed 15 October 2018
- Smyth, P., Should Iraq's ISCI Forces really be considered 'Good Militias' ?, in: The Washington Institute for Near East Policy, 17 August 2016, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/should-iraqs-isci-forces-really-be-considered-good-militias>, accessed 12 April 2018
- Smyth, P., The Shiite Jihad in Syria and its regional effects, in: The Washington Institute for Near East Policy, February 2015, <http://www.washingtoninstitute.org/policy-analysis/view/the-shiite-jihad-in-syria-and-its-regional-effects>, accessed 9 April 2018
- Soufan Group (The), The Islamic State, November 2014, <http://soufangroup.com/wp-content/uploads/2014/10/TSG-The-Islamic-State-Nov14.pdf>, accessed 15 October 2018
- Soufan Group (The), TSG IntelBrief: The Islamic State of Iraq and Greater Syria: A Primer, June 13, 2014, <http://www.soufangroup.com/tsg-intelbrief-the-islamic-state-of-iraq-and-greater-syria-a-primer/>, accessed 15 October 2018
- Stanford News, Ba'ath Party archives at the Hoover Institution reveal brutality of Saddam Hussein's authoritarian regime, 29 March 2018, <https://news.stanford.edu/2018/03/29/baath-party-archives-reveal-brutality-saddam-husseins-rule/>, accessed 9 January 2019
- Steinberg, G., The Badr Organization, Iran's most important instrument in Iraq, in: German Institute for International and Security Affairs, July 2017, <https://www.swp-berlin.org/en/publication/the-badr-organization-irans-instrument-in-iraq/>, accessed 9 April 2018
- Strasser, F., Iraqi tribes sharpen legal tools to root out ISIS – In unprecedented step, sheikhs amend tribal law to use courts, police, United States Institute of Peace, 22 June 2017, <https://www.usip.org/publications/2017/06/iraqi-tribes-sharpen-legal-tools-root-out-isis>, accessed 13 August 2018
- Sweden, Lifos, Swedish Migration Agency, Thematic report: The security situation in Iraq: July 2016-November 2017, 18 December 2017, <https://lifos.migrationsverket.se/dokument?documentSummaryId=40665>, accessed 18 September 2018
- Sweden, Lifos, Swedish Migration Board, Iraq: Rule of Law in the Security and Legal system, 8 May 2014, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1039985/1788_1401098463_140508501.pdf, accessed 18 September 2018

Sweden, Lifos, Swedish Migration Board, Lägesanalys: Irak – desertering [Desertion], 12 January 2018, available at:

https://www.ecoi.net/en/file/local/1423190/1788_1517390282_iraq.pdf, accessed 17 September 2018

Tahrawi, D., The future of the Iraqi Ba'ath party, in: The Washington Institute for Near East Policy, 3 March 2016, <http://www.washingtoninstitute.org/fikraforum/view/the-future-of-the-iraqi-baath-party>, accessed 1 June 2018

Telegraph (The), Isil attacks villages south of Kirkuk as Iraqi and Kurdish forces are distracted fighting each other, 19 October 2017, <https://www.telegraph.co.uk/news/2017/10/19/isil-attacks-villages-south-kirkuk-iraqi-kurdish-forces-distracted/>, accessed 13 August 2018

UK (United Kingdom), FCO (Foreign and Commonwealth Office), Human Rights and Democracy Report: July to December 2016 – Iraq, 8 February 2017, <https://www.gov.uk/government/publications/iraq-human-rights-priority-country/human-rights-priority-country-update-report-july-to-december-2016>, accessed 12 September 2018

UK (United Kingdom), FCO (Foreign and Commonwealth Office), Human Rights and Democracy 2017, 16 July 2018, <https://www.gov.uk/government/publications/human-rights-and-democracy-report-2017/human-rights-and-democracy-the-2017-foreign-and-commonwealth-office-report>, accessed 5 November 2018

UK (United Kingdom), Home Office, Proscribed Terrorist Organisations, 22 December 2017, https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/670599/20171222_Proscription.pdf, accessed 9 January 2018

UK (United Kingdom), Home Office, Country Policy and Information Note Iraq: Perceived collaborators, January 2018, available at:

https://www.ecoi.net/en/file/local/1422156/1226_1516197545_iraq-perceived-collaborators-cpin-v1-0.pdf, accessed 22 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), “Unearthing Atrocities: Mass Graves in territory formerly controlled by ISIL”, 6 November 2018,

http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2872_5f1cee4c22dba167cc4f882b058feabd&Itemid=650&lang=en, accessed 15 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), SRGS Mladenov warns against increased targeting of Sunni minorities in Basra governorate, 20 August 2014,

http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=2449:srsg-mladenov-warns-against-increased-targeting-of-sunni-minorities-in-basra-governorate&Itemid=605&lang=en, accessed 23 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), SRSG Kubiš condemns suicide bomb attack in Baghdad, 24 May 2018,

http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=9120:srsg-kubis-condemns-suicide-bomb-attack-in-baghdad&Itemid=605&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), SRSG Kubiš describes Baghdad bombings as “despicable”, 31 December 2016,

http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=6594:srsg-kubis-describes-baghdad-bombings-as-despicable&Itemid=605&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), UN Special Representative Kubiš condemns violence in Basra as harmful to people’s needs, urges the government to take resolute action while respecting the right of people for peaceful demonstrations for their

legitimate demands, 9 September 2018, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=9573:un-special-representative-kubis-condemns-violence-in-basra-as-harmful-to-people-s-needs-urges-the-government-to-take-resolute-action-while-respecting-the-right-of-people-for-peaceful-demonstrations-for-their-legitimate-demands&Itemid=605&lang=en, accessed 19 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), UNAMI condemns in the strongest terms the two terrorist bombings in Baghdad, 29 August 2017, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=7840:unami-condemns-in-the-strongest-terms-the-two-terrorist-bombings-in-baghdad&Itemid=605&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), UNAMI Urges Thorough Investigation into Killing of Basra Civil Society Activist, 26 September 2018, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=9658:unami-urges-thorough-investigation-into-killing-of-basra-civil-society-activist&Itemid=605&lang=en, accessed 19 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq), Women in Iraq Factsheet, 12 March 2013, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=498:women-in-iraq-factsheet&Itemid=626&lang=en, accessed 6 August 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission For Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), A Call for Accountability and Protection: Yezidi Survivors of Atrocities Committed by ISIL, 12 August 2016, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMIRReport12Aug2016_en.pdf, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Promotion and protection of rights of victims of sexual violence captured by ISIL/or in areas controlled by ISIL in Iraq, 22 August 2017 https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMIRReport22Aug2017_EN.pdf, accessed 19 November 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on Human Rights in Iraq - January to June 2017, 14 December 2017, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2503_253b0775f00450cb43e23c97eda20737&Itemid=650&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on Human Rights in Iraq - January to June 2016, 5 December 2016, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2018_c230a97713d0bef7c8d0923c284f86aa&Itemid=650&lang=en, accessed 19 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on Human Rights in Iraq: January – June 2014, August 2014, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/HRO_Jan-Jun2014Report_en.pdf, accessed 31 May 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on Human Rights in Iraq: July to December 2016, 30 August 2017,

http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&id=7853:report-on-human-rights-in-iraq-july-to-december-&lang=en, accessed 9 May 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Death Penalty in Iraq, October 2014, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMI_HRO_DP_1Oct2014.pdf, accessed 19 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 December 2014 - 30 April 2015, 13 July 2015, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=1396_5fcd404d37485e029a9429a71d783df5&Itemid=650&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 May – 31 October 2015, 19 January 2016, <https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMIReport1May31October2015.pdf>, accessed 9 May 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 11 September – 10 December 2014, 23 February 2015, https://www.ohchr.org/Documents/Countries/IQ/UNAMI_OHCHR_Sep_Dec_2014.pdf, accessed 9 May 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in the context of the Ninewa Operations and the retaking of Mosul City, 17 October 2016 – 10 July 2017, 2 November 2017, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2472_703f02a138d0eea2fb32b3ff9b1b91a7&Itemid=650&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in the Armed Conflict in Iraq: 1 November 2015 – 30 September 2016, 30 December 2016, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2106_a96b8b398574e30a6b5f17379845067c&Itemid=650&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in Armed Conflict in Iraq: 6 July – 10 September 2014, 02 October 2014, http://www.ohchr.org/documents/countries/iq/unami_ohchr_poc_report_final_6july_10september2014.pdf, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Protection of Civilians in the Non International Armed Conflict in Iraq: 5 June – 5 July 2014, 18 July 2014, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=499_d31007c69700e48cf0446cfaf85c3e48&Itemid=650&lang=en, accessed 15 October 2018

UNAMI (United Nations Assistance Mission for Iraq)/OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Report on the Rights of Persons with Disabilities in Iraq, December 2016, http://www.uniraq.org/index.php?option=com_k2&view=item&task=download&id=2118_ba29368d4a62b7b36938b845a174394d&lang=en, accessed 13 August 2018

UN CEDAW (UN Committee on the Elimination of Discrimination Against Women), Concluding observations on the combined fourth to sixth periodic reports of Iraq [CEDAW/C/IRQ/CO/4-6], 10 March 2014, available at: https://www.ecoi.net/en/file/local/1327709/1930_1398256218_n1425809-1.pdf, accessed 6 August 2018.

UN Committee for the Right of the Child, Concluding observations on the report submitted by Iraq under article 8, paragraph 1, of the Optional Protocol to the Convention on the Rights of the Child on the involvement of children in armed conflict, 5 March 2015, available at: <http://www.refworld.org/docid/562de3404.html>, accessed 19 October 2018

UNFPA (United Nations Population Fund), A report on the GBV assessment in conflict affected governorates in Iraq, November 2016, <https://iraq.unfpa.org/sites/default/files/pub-pdf/The%20GBV%20Assesment.pdf>, accessed 19 August 2018

UN General Assembly, Children and armed conflict; Report of the Secretary-General [A/72/865-S/2018/465], 16 May 2018, <https://www.un.org/unispal/document/children-and-armed-conflict-report-of-the-secretary-general/>, accessed 17 August 2018

UN General Assembly, Children and armed conflict; Report of the Secretary-General [A/72/361-S/2017/821], 24 August 2017, <http://undocs.org/A/72/361-S/2017/821>, accessed 17 August 2018

UN General Assembly, Cooperation with the United Nations, its representatives and mechanisms in the field of human rights, Report of the Secretary-General, 13 August 2018, http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=a/hrc/39/41, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Anbar Protection Cluster, 31 March 2018, available at: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/Returnees%20Profile_Anbar_March%202018.pdf, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq protection update-September 2018, 30 September 2018, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/unhcr-iraq-protection-update-september-2018>, accessed 21 November 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update – August 2018, 31 August 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180919%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20August%202018.pdf>, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq Protection Update – July 2018, 31 July 2018, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180820%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20July%202018.pdf>, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq Situation: UNHCR Flash Update, 31 May 2018, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/iraq-situation-unhcr-flash-update-31-may-2018>, accessed 23 November 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq: Bi-weekly Protection Update (8 - 24 December 2017), 24 December 2017, available at: <https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180102%20IRAQ%20BI-WEEKLY%20PROTECTION%20UPDATE%208-24%20Dec%202017.pdf>, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Iraq: Monthly Protection Update, 28 May - 1 July, 1 July 2018, available at:

<https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20180713%20Iraq%20Protection%20Update%20-%20June%202018.pdf>, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Mosul Weekly Protection Update 14-20 January 2017, 20 January 2017, available at:

https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20170120%20UNHCR%20Mosul%20Weekly%20Protection%20Update_Week12.pdf, accessed 19 October 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), Relevant COI on the Situation of Palestinian Refugees in Baghdad, 30 March 2017, available at:

https://www.ecoi.net/en/file/local/1397500/1226_1491312501_58de48104.pdf, accessed 28 May 2018

UNHCR (UN High Commissioner for Refugees), UNHCR-Kurzinformation zur Situation von PalästinenserInnen im Irak, 27 April 2018, available at:

https://www.ecoi.net/en/file/local/1431089/1930_1525245406_5ae335e94.pdf, accessed 28 May 2018

UN Human Rights Council, Report of the Office of the United Nations High Commissioner on the human rights situation in Iraq in light of abuses committed by the so-called Islamic State in Iraq and the Levant and associated groups (A/HRC/28/18), 13 March 2015,

https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session28/Documents/A_HRC_28_18_ENG.docx, accessed 5 June 2018

UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on extrajudicial, summary or arbitrary executions on her mission to Iraq [A/HRC/38/44/Add.1], 20 June 2018,

https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session38/Documents/A_HRC_38_44_Add.1.docx, accessed 7 August 2018

UN Human Rights Council, Report of the Special Rapporteur on minority issues on her mission to Iraq [A/HRC/34/53/Add.1], 9 January 2017,

https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7B65BFCF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7D/a_hrc_34_53_add_1.pdf, accessed 23 July 2018

UN Human Rights Council, Technical assistance provided to assist in the promotion and protection of human rights in Iraq; Report of the United Nations High Commissioner for Human Rights [A/HRC/30/66], 27 July 2015,

https://www.ohchr.org/EN/HRBodies/HRC/RegularSessions/Session30/Documents/A_HRC_30_66_ENG.docx, accessed 6 August 2018

UNICEF (UN Children's Fund), A Heavy Price for Children: Violence Destroys Childhoods in Iraq, 01 June 2016, https://www.unicef.org/iraq/Iraq_Heavy_Price.pdf, accessed 21 August 2018

UNICEF (UN Children's Fund), Female Genital Mutilation/Cutting: A statistical overview and exploration of the dynamics of change, July 2013,

https://www.unicef.org/cbsc/files/UNICEF_FGM_report_July_2013_Hi_res.pdf, accessed 6 August 2018

UNICEF (UN Children's Fund), OOSCI-MENA (Middle East and North Africa, Out-of-School Children Initiative), Iraq-Overview, last updated May 2017, <http://www.oosci-mena.org/iraq>, accessed 19 August 2018

UNICEF (UN Children's Fund), The Cost and Benefits of Education in Iraq: An analysis of the education sector and strategies to maximize the benefits of education, 21 May 2017,

<https://www.unicef.org/iraq/TheCostOfEducationInIraq-EN.pdf>, accessed 21 August 2018

UNICEF (UN Children's Fund), UNICEF Iraq briefing note – education, 30 September 2016, https://www.unicef.org/iraq/20160930_Education_Note_eng.pdf, accessed 21 August 2018

UNICEF, The State of World's Children 2017, December 2017, https://www.unicef.org/publications/files/SOWC_2017_ENG_WEB.pdf, accessed 21 August 2018

UN Independent International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic, They came to destroy: ISIS crimes against the Yazidis, 15 June 2016, https://www.ohchr.org/Documents/HRBodies/HRCouncil/CoISyria/A_HRC_32_CRP.2_en.pdf, accessed 27 July 2018

UN News, Iraq: Security Reform, State Control of Armed Groups Priorities at 'Critical Junction,' UN Envoy Says, 15 July 2016, <https://news.un.org/en/story/2016/07/534512-iraq-security-reform-state-control-armed-groups-priorities-critical-junction-un>, accessed 23 November 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq: Timeline of displacements and returns (as of 30 September 2018), 8 October 2018, available at: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/timeline_of_displacement_and_returns_30_sept._2018.pdf, accessed 17 November 2018

UNOCHA (United Nations Office for the Coordination of Humanitarian Affairs), Iraq Humanitarian Snapshot (as of 30 September 2018), 30 September 2018, available at: https://reliefweb.int/sites/reliefweb.int/files/resources/20181011_iraqhumanitariansnapshot_sept.pdf, accessed 5 November 2018

UN OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), OHCHR Briefing Note on Iraq, 30 June 2017, available at: <https://reliefweb.int/report/iraq/ohchr-briefing-note-iraq-30-june-2017-enar>, accessed 19 August 2018

UN OHCHR (Office of the United Nations High Commissioner for Human Rights), Zeid Condemns ISIL Atrocities in Iraq, Urges Release of Hundreds Abducted after Fleeing Fallujah, 5 July 2016, <https://shar.es/1ZOEW>, accessed 23 November 2018

UN Security Council, 4th Report of the Secretary-General Pursuant to Paragraph 7 of Resolution 2233 (2015), 5 July 2016, <http://undocs.org/S/2016/592>, accessed 8 May 2018

UN Security Council, First Report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 October 2015, http://www.uniraq.org/images/SGReports/N1531608_EN.pdf, accessed 8 May 2018

UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/677), 9 July 2018, https://www.securitycouncilreport.org/atf/cf/%7b65BF9B-6D27-4E9C-8CD3-CF6E4FF96FF9%7d/s_2018_677.pdf, accessed 19 October 2018

UN Security Council, Implementation of resolution 2367 (2017) – Report of the Secretary-General (S/2018/359), 17 April 2018, <http://undocs.org/S/2018/359>, accessed 8 November 2018

UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General

[S/2018/975], 31 October 2018, https://www.securitycouncilreport.org/wp-content/uploads/s_2018_975.pdf, accessed 28 November 2018

- UN Security Council, Implementation of resolution 2421 (2018) Report of the Secretary-General [S/2018/975], 31 October 2018, https://www.securitycouncilreport.org/wp-content/uploads/s_2018_975.pdf, accessed 8 November 2018
- UN Security Council, Report of the Secretary-General on conflict-related sexual violence, 23 March 2018, <http://undocs.org/S/2018/250>, accessed 8 May 2018
- UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 17 January 2018, <http://undocs.org/S/2018/42>, accessed 8 May 2018
- UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2367 (2017), 19 October 2017, <http://undocs.org/S/2017/881>, accessed 8 May 2018
- UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016), 25 April 2017, <http://undocs.org/S/2017/357>, accessed 9 April 2018
- UN Security Council, Report of the Secretary-General pursuant to resolution 2299 (2016) [S/2017/75], 26 January 2017, <http://undocs.org/S/2017/75>, accessed 9 April 2018
- UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 7 of resolution 2233 (2015), 26 January 2016, <http://undocs.org/S/2016/77>, accessed 8 May 2018
- UN Security Council, Second report of the Secretary-General pursuant to paragraph 6 of resolution 2169 (2014), 2 February 2015, <http://undocs.org/S/2015/82>, accessed 8 May 2018
- UN Security Council, Security Council Committee pursuant to resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) and 2253 (2015) concerning ISIL (Da'esh) Al-Qaida and associated individuals groups undertakings and entities, n.d., <https://www.un.org/securitycouncil/sanctions/1267#background%20info>, accessed 9 January 2019
- UN Security Council, Seventh report of the Secretary-General on the threat posed by ISIL (Da'esh) to international peace and security and the range of United Nations efforts in support of Member States in countering the threat [S/2018/770], 16 August 2018, http://www.un.org/en/ga/search/view_doc.asp?symbol=S/2018/770&referer=/english/&Lang=E, accessed 28 September 2018
- UN Security Council, Twenty-second report of the Analytical Support and Sanctions Monitoring Team submitted pursuant to resolution 2368 (2017) concerning ISIL (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals and entities, 27 July 2018, <http://undocs.org/S/2018/705>, accessed 28 September 2018
- UNU-CPR and IFIT (United Nations University – Centre for Policy Research) and IFIT (Institute for Integrated Transitions), The Limits of Punishment, May 2018, <https://i.unu.edu/media/cpr.unu.edu/attachment/3127/2-LoP-Iraq-final.pdf>, accessed 19 October 2018
- USAID (United State Agency for International Development), Iraq access to justice program – Values of access to justice and persons with disabilities in Iraq, March 2014, https://pdf.usaid.gov/pdf_docs/PA00K2Z6.pdf, accessed 13 August 2018
- USCIRF (US Commission on International Religious Freedom), United States Commission on International Religious Freedom 2018 Annual Report; Country Reports: Tier 2 Countries: Iraq, April 2018, https://www.uscifr.gov/sites/default/files/Tier2_IRAQ.pdf, accessed 20 September 2018

USCIRF (US Commission on International Religious Freedom), Wilting in the Kurdish sun; the hopes and fears of religious minorities in Northern Iraq, May 2017, <https://www.uscirtf.gov/sites/default/files/Kurdistan%20report.%20Long.pdf>, accessed 25 July 2018

US, CRS (Congressional Research Service), Iraq: Issues in the 115th Congress, 4 October 2018, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/R45096.pdf>, accessed 19 November 2018

US, CRS (Congressional Research Service), Iraq: Politics and governance, 9 March 2016, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/RS21968.pdf>, accessed 9 April 2018

US, CRS (Congressional Research Service), Iraq: Politics and governance, 31 December 2015, available at: <http://www.refworld.org/docid/56a5d5124.html>, accessed 9 April 2018

US, CRS (Congressional Research Service), Iraq: Tribal Structure, Social, and Political Activities, 7 April 2008, <https://fas.org/sgp/crs/mideast/RS22626.pdf>, accessed 9 August 2018

US Department of Labor, 2016 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 30 September 2017, <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Iraq2016Report.pdf>, accessed 20 August 2018

US Department of Labor, 2017 Findings on the Worst Forms of Child Labor - Iraq, 20 September 2018, <https://www.dol.gov/sites/default/files/documents/ilab/Iraq.pdf>, accessed 30 September 2018

USDOS (US Department of State), 2015 Report on International Religious Freedom – Iraq, 10 August 2016, <http://www.state.gov/j/drl/rls/irf/religiousfreedom/index.htm?year=2015&dliid=256267>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), 2017 Report on International Religious Freedom - Iraq, 29 May 2018, <https://www.state.gov/j/drl/rls/irf/2017/nea/280984.htm>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Human Rights Practices 2017 - Iraq, 20 April 2018, <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2017/nea/277243.htm>, accessed 30 September 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Human Rights Practices 2016 - Iraq, 3 March 2017 <https://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2016/nea/265498.htm>, accessed 15 May 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Human Rights Practices 2015 - Iraq, 13 April 2016 <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/humanrightsreport/index.htm?year=2015&dliid=252925>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Human Rights Practices 2014 - Iraq, 25 June 2015, <http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2014/nea/236600.htm>, accessed 15 May 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Terrorism 2017 - Iraq, 19 September 2018, <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282844.htm#IRAQ>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Terrorism 2017 - Islamic State of Iraq and Syria (ISIS), 19 September 2018, <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282850.htm>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), Country Report on Terrorism 2017 – Kata'ib Hizzbollah, 19 September 2018, <https://www.state.gov/j/ct/rls/crt/2017/282850.htm>, accessed 23 November 2018

USDOS (US Department of State), Trafficking in Persons Report 2018 - Iraq, 28 June 2018, <https://www.state.gov/j/tip/rls/tiprpt/countries/2018/282675.htm>, accessed 23 November 2018

US Lead Inspector General for Overseas and Contingency Operations, Operation Inherent Resolve and Operation Pacific Eagle-Philippines – April 1 2018 – June 30 2018, August 2018, https://media.defense.gov/2018/Aug/15/2001954780/-1/-1/1/FY2018_LIG_OCO_OIR3_JUN2018_508.PDF, accessed 19 November 2018

US, Ministry of Defense, Report to Congress - Measuring stability and security in Iraq, June 2010, https://archive.defense.gov/pubs/pdfs/June_9204_Sec_Def_signed_20_Aug_2010.pdf, accessed 19 September 2018

van Zoonen, D. and Wirya, K., The Sabeen-Manaeans – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, July 2017, <http://www.meri-k.org/publication/the-sabean-mandaeans-perceptions-of-reconciliation-and-conflict/>, accessed 30 July 2018

van Zoonen, D. and Wirya, K., The Shabaks - Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, August 2017, <http://www.meri-k.org/wp-content/uploads/2017/08/Shabak-Report.pdf>, accessed 19 October 2018

van Zoonen, D. and Wirya, K., The Yazidis – Perceptions of reconciliation and conflict, Middle East Research Institute, October 2017, <http://www.meri-k.org/publication/the-yazidis-perceptions-of-reconciliation-and-conflict/>, accessed 30 July 2018

Vice News, Iraq's booze ban, 13 February 2017, https://news.vice.com/en_us/article/wjzmz4/inside-an-illegal-speakeasy-in-baghdad, accessed 5 June 2018

VOA (Voice of America), IS Attacks Drive Members of Iraqi Kakai Minority From Their Villages, 26 June 2018, (video), <https://www.voanews.com/a/iraq-islamic-state-kakai-minority/4455712.html>, accessed 19 October 2018

Washington Post (The), Appointment of Iraq's new interior minister opens door to militia and Iranian influence, 18 October 2014, https://www.washingtonpost.com/world/appointment-of-iraqs-new-interior-minister-opens-door-to-militia-and-iranian-influence/2014/10/18/f6f2a347-d38c-4743-902a-254a169ca274_story.html?utm_term=.50f4076b8730, accessed 5 April 2018

Washington Post (The), Chanting 'Iran, out!' Iraqi protesters torch Iranian Consulate in Basra, 7 September 2018, https://www.washingtonpost.com/world/chanting-iran-out-iraqi-protesters-torch-iranian-consulate-in-basra/2018/09/07/2caa89b8-b2bd-11e8-8b53-50116768e499_story.html?utm_term=.5f7035085809, accessed 9 October 2018

Washington Post (The), Feared Shiite militias back in spotlight after three Americans vanish in Iraq, 21 January 2016, https://www.washingtonpost.com/world/feared-shiite-militias-back-in-spotlight-after-three-americans-vanish-in-iraq/2016/01/21/f62c51ee-beec-11e5-98c8-7fab78677d51_story.html?utm_term=.cb289a4ffe2e, accessed 9 June 2018

Washington Post (The), Iraqi Shiite cleric recalls militiamen from fight against Islamic State, 17 February 2015, https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/iraqi-shiite-cleric-recalls-militiamen-from-fight-against-islamic-state/2015/02/17/9e85321a-b6bb-11e4-bc30-a4e75503948a_story.html?utm_term=.9b5369b95d74, accessed 11 April 2018

Washington Post (The), Iraqi soldier tells of desertion as militants attacked refinery: 'Our officers sold us out', 11 July 2014, https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/iraqi-soldier-tells-of-desertion-as-militants-attacked-refinery-our-officers-sold-us-out/2014/07/10/e634c0a0-02be-11e4-8fd0-3a663dfa68ac_story.html?utm_term=.9f248b7bb449, accessed 14 September 2018

Washington Post (The), Marriages between sects come under siege in Iraq, 4 March 2007, <http://www.washingtonpost.com/wp-dyn/content/article/2007/03/03/AR2007030300647.html?noredirect=on>, accessed 22 August 2018

Washington Post (The), Protests are mounting in Iraq. Why?, 21 July 2018, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/07/21/protests-are-mounting-in-iraq-why/?noredirect=on&utm_term=.a10e5fb2dc47, accessed 9 August 2018

Washington Post (The), Shiite 'peace brigades' send signal of aggression with major rally in Baghdad, 21 June 2014, https://www.washingtonpost.com/world/sunni-militias-take-control-of-key-iraqi-border-crossing/2014/06/21/985fd1c6-f922-11e3-a606-946fd632f9f1_story.html?utm_term=.aca548a57d5f, accessed 10 April 2018

Washington Post (The), The hidden hand behind the Islamic State militants? Saddam Hussein's, 4 April 2015, https://www.washingtonpost.com/world/middle_east/the-hidden-hand-behind-the-islamic-state-militants-saddam-husseins/2015/04/04/aa97676c-cc32-11e4-8730-4f473416e759_story.html?noredirect=on&utm_term=.8053526b9926, accessed 1 June 2018

Washington Post (The), What Iraq's election means for its Shiite militias, 12 May 2018, https://www.washingtonpost.com/news/monkey-cage/wp/2018/05/12/how-iraqs-election-will-affect-its-shiite-militias/?utm_term=.036953d437ae, accessed 9 June 2018

Washington Times (The), Atheists in Muslim world: Silent, resentful and growing in number, 1 August 2017, <https://m.washingtontimes.com/news/2017/aug/1/atheists-in-muslim-world-growing-silent-minority/>, accessed 5 June 2018

Waziri, H., IS: from a jihadist ideology to a jihadist state, in: Open Democracy, 23 February 2015, <https://www.opendemocracy.net/opensecurity/hoshang-waziri/is-from-jihadist-ideology-to-jihadist-state>, accessed 15 October 2018

Waziri, H., IS: from a jihadist ideology to a jihadist state, Part 2, in: Open Democracy, 3 March 2015, <https://www.opendemocracy.net/opensecurity/hoshang-waziri/is-from-jihadist-ideology-to-jihadist-state-part-2>, accessed 15 October 2018

Wehrey, F. and Alrababa'h, A., An elusive courtship: The struggle for Iraq's Sunni tribes, Carnegie Middle East Center, 7 November 2014, <http://carnegie-mec.org/diwan/57168>, accessed 25 May 2018

WHO (World Health Organization), Female Genital Mutilation, 31 January 2018, <http://www.who.int/news-room/fact-sheets/detail/female-genital-mutilation>, accessed 3 August 2018

WHO (World Health Organization), Prevalence and risk of violence against adults with disabilities: a systematic review and meta-analysis of observational studies, 28 February

- 2012, http://www.who.int/disabilities/publications/violence_children_lancet.pdf?ua=1, accessed 16 August 2018
- WHO (World Health Organization), Violence against adults and children with disabilities, 2012, <http://www.who.int/disabilities/violence/en/>, accessed 16 August 2018
- WHO (World Health Organization), World report on disability, 2011, http://www.who.int/disabilities/world_report/2011/report/en/, accessed 16 August 2018
- Wing, J., Basra Explodes In Rage and Riots Over Water Crisis, Musings on Iraq [Blog], 5 September 2018, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2018/09/basra-explodes-in-rage-and-riots-over.html>, accessed 4 June 2018
- Wing, J., October 2018: Islamic State Expanding Operations In Iraq, Musings on Iraq [Blog], 2 November 2018, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2018/11/october-2018-islamic-state-expanding.html#more>, accessed 19 October 2018
- Wing, J., Power Struggles Amongst Iraq's Ruling Shiite Parties, Musings on Iraq [Blog], 21 June 2016, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2016/06/power-struggles-amongst-iraqs-ruling.html>, accessed 19 October 2018
- Wing, J., Sadr Takes Over Protests In Iraq's Capital But What's Next?, Musings on Iraq [Blog], 30 May 2016, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2016/05/sadr-takes-over-protests-in-iraqs.html>, accessed 19 October 2018
- Wing, J., Security In Iraq Largely Unchanged In May 2018, Musings on Iraq [Blog], 2 June 2018, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2018/06/security-in-iraq-largely-unchanged-in.html>, accessed 19 October 2018
- Wing, J., Security In Iraq Nov 8-14, 2018, Musings on Iraq [Blog], 16 November 2018, <https://musingsoniraq.blogspot.com/2018/11/security-in-iraq-nov-8-14-2018.html>, accessed 19 October 2018
- Wirya, K. and Fawaz, L., The Christians – Perceptions of reconciliation and conflict, in: Middle East Research Institute, September 2017, <http://www.meri-k.org/publication/the-christiansperceptions-of-reconciliation-and-conflict/>, accessed 30 July 2018
- World Bank (The), World Development Report 2012 - Gender equality and development, 2012, <https://siteresources.worldbank.org/INTWDR2012/Resources/7778105-1299699968583/7786210-1315936222006/Complete-Report.pdf>, accessed 19 November 2018
- World Watch Monitor, Iraq's Assyrian Christians: persecution and resurgence, 8 April 2018, <https://www.worldwatchmonitor.org/2018/04/iraqs-assyrian-christians-persecution-and-resurgence/>, accessed 19 November 2018
- Wyer, S., The resurgence of Asaib Ahl al-Haq, in: Institute for the Study of War, December 2012, <http://www.understandingwar.org/sites/default/files/ResurgenceofAAH.pdf>, accessed 6 April 2018
- Your Middle East, Without God in Baghdad, 4 February 2014, <http://yourmiddleeast.com/2014/02/04/without-god-in-baghdad/>, accessed 5 June 2018

Annexe III: Mandat

Le présent rapport doit viser à couvrir la situation des individus pris pour cible en Iraq ainsi que les **thèmes de recherche** suivants:

1. Brève description des principaux acteurs impliqués dans les opérations de ciblage des individus, y compris les groupes armés étatiques et non étatiques
 - a. Qui sont les principaux acteurs et quel est leur mode opératoire/quelles sont les raisons qui les poussent à prendre des individus pour cible?
 - b. Présence/force principale et structure
 - c. Activités principales
2. Individus pris pour cible et traitement par les principaux acteurs
 - a. Qui est pris pour cible, par quel acteur, comment, quel traitement est réservé aux individus, pourquoi ces individus sont-ils pris pour cible, quand ont-ils été pris pour cible?
 - b. Possibilité d'accès aux recours et à la protection et/ou éviter le ciblage ou y échapper

Les travaux de recherche doivent prendre en considération les profils suivants:

- Individus originaires des territoires aux mains de l'EIIL qui ont fui par crainte de l'EIIL
- Individus accusés d'être membres de l'EIIL, ou perçus comme étant favorables à l'EIIL/des collaborateurs de l'EIIL, y compris les membres de leur famille
- Membres des principaux groupes et minorités ethnoreligieuses
- Femmes et filles victimes de violence à caractère sexiste
- Individus perçus comme ayant bafoué l'honneur, transgressé les codes sociaux et moraux
- Individus qui sont (étaient) membres du parti baasiste
- Individus qui travaillent (ont travaillé) pour des organisations internationales, des forces militaires ou les forces américaines
- Individus impliqués dans des conflits tribaux ou des crimes d'honneur; parias de la tribu
- Situation de recrutement forcé dans des groupes armés et traitement des transfuges/déserteurs
- Situation d'individus perçus comme étant des collaborateurs du gouvernement iraquien ou qui travaillent pour le gouvernement
- Individus détenus, accusés et/ou jugés pour des crimes de droit commun
- Politiques et militants politiques
- Militants des droits de l'homme
- Journalistes et travailleurs des médias
- Enfants dans certaines situations (violence domestique, violence sexuelle, enfants non accompagnés, travail des enfants)
- Individus apatrides ayant autrefois leur résidence habituelle en Iraq (par exemple, Palestiniens)
- Individus perçus comme étant «riches»



Publications Office

doi: 10.2847/95098